PROCES VERBAL DU

CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 18 DECEMBRE 2020

La Teste de Buch vendredi 11 décembre 2020

CONVOCATION
à l'attention des Membres du
CONSEIL MUNICIPAL

Direction Générale des Services
Affaire suivie par M. PELIZZARDI
tél : 05.56.22.38.74
réf : SP/VG n° 2020-12-50

DGS :
Cab :
DGA :
Adjoint :
CS :

Objet : CONVOCATION CONSEIL MUNICIPAL

Chère collègue, cher collègue,

Je vous prie de bien vouloir participer à la réunion du CONSEIL MUNICIPAL qui se tiendra à l'Hôtel de Ville, 1 esplanade Edmond Doré, salle du conseil municipal, le :

VENDREDI 18 DECEMBRE 2020 à 15 H 00

Ordre du jour : ci-joint.

L'ensemble des documents joints à la présente convocation sont transmis ce jour par voie dématérialisée sécurisée sur votre adresse mail **prenom.nom@latestedebuch.fr** par le biais de la plateforme de convocation électronique Gironde Numérique (Mairie de La Teste de Buch - pastell@girondenumerique.info). Il vous suffit de cliquer sur le lien proposé.

En application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 relative à la prorogation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 16 février 2021, ce conseil municipal se réunira sans la présence du public. Le caractère public de la séance sera satisfait par la retransmission des débats en direct sur le site internet de la ville ou depuis sa chaine YouTube.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de bien vouloir agréer, chère collègue, cher collègue, l'expression de mes salutations distinguées.

MAIRIE DE LA TESTE DE BUCH (GIRONDE)

Patrick DAVET

Maire de La Teste de Buch

❖ *Pièces jointes à la présente convocation : Ordre du jour, procès-verbal du conseil municipal du 20 novembre 2020, délibérations accompagnées des notes explicatives de synthèse, document budgétaire pour la décision modificative n° 3 du budget principal exercice 2020, document budgétaire pour la décision modificative n° 2 du parc des expositions exercice 2020, document budgétaire pour le budget principal et budgets annexes 2021, les rapports annuels d'activités 2019 ainsi que les Décisions prises en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.*

Hôtel de Ville ▪ 1, Esplanade Edmond Doré ▪ B.P. 50105 ▪ 33164 La Teste de Buch Cedex
Tél. 05 56 22 35 00 ▪ Fax 05 56 54 46 40 ▪ mairie@latestedebuch.fr

CONSEIL MUNICIPAL du VENDREDI 18 DECEMBRE 2020
Ordre du jour

- Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 20 novembre 2020

RAPPORTEURS :

DÉVELOPPEMENT DURABLE, DÉMOCRATIE DE PROXIMITÉ, VIE COLLECTIVE ET ASSOCIATIVE

Mme POULAIN	1. Convention de partenariat 2021 entre le service prévention PASSEREL et la ville de La Teste de Buch
Mme SECQUES	2. Convention de partenariat 2020 avec la Fédération des centres sociaux de la Gironde pour le projet « bien vieillir »
Mme POULAIN	3. 37ème Prix littéraire du Pays de Buch : règlement du concours et dotations aux lauréats
M. SAGNES	4. Exercice 2021 : attribution des subventions de fonctionnement et d'investissement
M. BOUCHONNET	5. Convention de partenariat 2021 avec le Rugby Club du Bassin d'Arcachon
M. VOTION	6. Convention de partenariat 2021 avec l'Association Sportive Testerine
M. AMBROISE	7. Convention de partenariat avec l'Association Sportive Testerine – section char à voile : saison sportive 2021
M. PASTOUREAU	8. Convention de partenariat avec le Cercle de Voile de Pyla sur Mer : saison sportive 2021
Mme DELFAUD	9. Convention de partenariat avec le Cercle de Voile de Cazaux lac : saison sportive 2021
Mme DELEPINE	10. Convention de partenariat avec l'association Les Jeunes du Captalat section gymnastique: saison sportive 2021
M. BERNARD	11. Convention de partenariat avec l'association « Grimpe en Teste » : saison sportive 2021
Mme OTHABURU	12. Convention de partenariat avec l'association Football club du Bassin d'Arcachon : saison sportive 2021
M. BERNARD	13. Convention de partenariat avec le Tennis Club de La Teste : saison sportive 2021
Mme DELFAUD	14. Convention de partenariat avec le Tennis Club de Cazaux : saison sportive 2021

M. DUFAILLY	15. Convention de partenariat avec l'Union des surfs clubs du Bassin d'Arcachon pour l'occupation du Spot de la Salie Nord: saison sportive 2021
Mme DELMOLLES	16. Convention de partenariat avec les Archers du Bassin : année sportive 2021 – saison sportive 2021
Mme PLANTIER	17. Avenant à la convention de partenariat 2020 avec l'Association d'animation des fêtes du port
Mme JECKEL	18. Convention de partenariat avec l'association d'animation des fêtes du port 2021

RÉNOVATION URBAINE, AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

M. BUSSE	19. Travaux d'aménagement de l'avenue de Paris à Pyla sur Mer : Convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage avec le SDEEG
Mme DEVARIEUX	20. Travaux d'aménagement de l'avenue de Paris à Pyla sur Mer – Enfouissement du réseau électrique : convention avec le SDEEG
M. BUSSE	21. Travaux d'aménagement de l'avenue de Paris à Pyla sur Mer – Enfouissement des réseaux de télécommunications : convention avec Orange
M. SLACK	22. Entretien des équipements d'accueil en forêt domaniale : programme 2021
Mme TILLEUL	23. Animation du site Natura 2000 « zones humides de l'arrière dune des pays de born et de buch » : convention de participation financière entre la Communauté de communes des Grands Lacs et la Commune de La Teste de Buch
M. BERILLON	24. Validation des zones de préemption en faveur des espaces naturels sensibles (ZPENS)
Mme OTHABURU	25. Approbation du budget 2021 de l'EPIC Office de tourisme
M. DAVET	26. Mise en œuvre d'astreintes financières dans le cadre des infractions d'urbanisme

ADMINISTRATION GÉNÉRALE, RELATIONS HUMAINES, FINANCES et BUDGETS, SERVICES à la POPULATION

Mme JECKEL — 27. Budget principal exercice 2020 : créances éteintes suite à la clôture d'un jugement pour insuffisance d'actif

Mme GRONDONA — 28. Comité des œuvres sociales des agents de la ville et des établissements publics communaux (coes) : convention 2021

Mme PLANTIER — 29. Exercice 2021 - budget principal et budgets annexes : tarifs publics

Mme PLANTIER — 30. Exercice 2020 Budget principal : décision modificative n° 3

Mme PLANTIER — 31. Exercice 2020 budget annexe du parc des expositions : décision modificative n° 2

Mme PETAS — 32. Transfert de l'épicerie sociale de la ville au CCAS

M. DAVET — 33. Modification du tableau des effectifs des emplois permanents des emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité et le recours éventuel à des vacataires

M. BOUDIGUE — 34. Adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la gestion des autorisations de programme et des crédits de paiement AP/CP

M. BOUDIGUE — 35. Exercice 2021 budget primitif : budget principal et budgets annexes

COMMUNICATION

M. BERILLON — 36. Communication des rapports d'activités de la Cobas et du Siba et des rapports sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) de l'eau, de l'assainissement et pour l'élimination des déchets pour l'année 2019

❖ <u>Comptes rendus annuels d'activités exercice 2019 pour les DSP et le PPP :</u>

Mme OTHABURU — 37. SEMEXPO
M. PASTOUREAU — 38. SOGERES
M. AMBROISE — 39. AUXIFIP

M. BUSSE	40. Concession de la distribution publique de gaz (GRDF)
Mme OTHABURU	41. Epic office de tourisme : bilan d'activités de l'année 2020
Mme GRONDONA	42. CCAS : bilan d'activités de l'année 2019

- **Décisions prises en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.**

Monsieur le Maire :
Bonjour à tout le monde, pour ce dernier conseil de l'année, nous allons commencer par l'appel.

Vous avez vu que sur table vous avez les gourdes, nous nous en servirons à partir de l'année prochaine. Nous les avons mais on les utilisera en même temps que vous en début d'année prochaine, ces gourdes sont à l'effigie de la mairie et du coes, à l'avenir ceux qui le souhaitent pourront amener leur gourde pour le conseil.

M. SAGNES présent

Mme GRONDONA présente

M. PASTOUREAU présent

Mme POULAIN présente

M. BOUDIGUE présent

Mme DEVARIEUX présente

M. BERILLON présent

M. BERNARD présent

Mme DELFAU présente

M AMBROISE présent

Mme DESMOLLES présente

M SLACK présent

Mme SECQUES présente

Mme COUSIN a donnée procuration à M SAGNES

M. BOUYROUX a donné procuration à Mme OTHABURU

Mme DELEPINE présente

M VOTION présent

Mme PLANTIER présente

M. BOUCHONNET présent

Mme PETAS présente

M. MAISONNAVE présent

M. DUCASSE présent

Mme DELMAS présente

Mme PHILIP présente

M MURET a donné procuration à M. DUCASSE

Mme MONTEIL- MACARD présente

M CHAUTEAU présent

Mme PAMIES présente

M DEISS présent

Mme TILLEUL présente

M DUFAILLY présent

Mme JECKEL présente

M BUSSE présent

Mme OTHABURU présente

M DAVET présent

Si vous me permettez nous avons décidé de faire une minute de silence pour notre ancien Président de la République M Giscard D'Estaing même si ça semble réchauffé puisque cela fait quelques jours, ce fût un Président de la République on se doit de l'honorer.

Une minute de silence…

Avec l'accord de l'assemblée je vais désigner un secrétaire de séance, conformément à l'article 2121-15 du code général des collectivités territoriales, je vous propose M SLACK, Merci

Vous avez le procès-verbal du conseil municipal du 20 novembre 2020, pas de problème ?

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Mme PAMIES :

Merci de me donner la parole en ce début de conseil, pour vous dire que j'étais ravie de me retrouver parmi vous, j'étais malheureusement absente durant plusieurs conseils, et je vais profiter de ce moment pour réagir face à certains propos que j'ai entendus lors du dernier conseil, en fin de séance, concernant les horaires qui sont inadaptés effectivement pour les élus en activité.

Vous avez évoqué M le Maire les obligations des élus. Effectivement nous avons des obligations face à nos électeurs, néanmoins je souhaiterai faire une nuance entre notre sens du devoir et le sens du sacrifice.

Aujourd'hui pour information, en tant qu'élue en activité, j'ai dû demander ma journée qui est autorisée bien évidemment puisqu'on bénéficie de crédit d'heures, cette journée n'est pas rémunérée et je perds donc une journée de salaire.
Vous n'êtes pas sans savoir que tous les élus de cette assemblée ne perçoivent pas d'indemnités, je fais partie de ceux-là.
Nous sommes dans le sens du sacrifice et non celui du devoir, je souhaitais par-dessus tout être présente à ce conseil qui me parait essentiel, néanmoins je perds une journée de salaire, une journée d'administration en tant que directrice d'école, oh combien c'est compliqué d'en avoir et une journée extrêmement festive avec mes élèves, c'est le dernier jour d'école avant les vacances de noël.
Je voulais et je ne reviendrai plus jamais dessus, mais juste au moins connaitre les raisons. Qu'est ce qui continue aujourd'hui à vous pousser à ne pas programmer de conseil à des heures un peu plus adaptées aux élus en activité, et j'entendrai tout ce que vous me dites, même si c'est des raisons télévisuelles, j'accepterai tout, mais je voulais juste vous faire part qu'aujourd'hui je ne suis pas là par le sens du devoir, mais par mon sens du sacrifice en tant qu'élue.

Monsieur le Maire :
J'entends amplement votre réclamation qui est faite avec courtoisie, c'est vrai vous l'avez évoqué, être élu c'est un sacrifice, on sait qu'on laisse du temps professionnel ou du temps familial.
Je l'ai vécu quasiment dans l'opposition pendant 12 ans, ce n'est pas toujours très agréable, je l'entends mais c'est ainsi, quand on fait ce choix-là, c'est un choix murement réfléchi, d'être un élu, on ne fait pas ça à l'emporte-pièce, donc il faut malheureusement en supporter les inconvénients.
Néanmoins, nous nous félicitons de le faire à 15 heures, ce conseil-là, si nous l'avions fait à 18 heures, à 20heures nous serions toujours là et nous serions donc dans l'illégalité puisque le couvre-feu est à 20 heures.
Je ne sais pas si la police nous verbaliserait mais nous sommes là aussi pour montrer l'exemple et à 20 heures nous devons être chez nous. En le commençant à 15 heures nous serons chez nous, en le commençant à 18 heures on ne sera pas chez nous car c'est un conseil à 42 délibérations, il y a le budget et deuxièmement dans la réflexion, j'ai considéré qu'en cette fin d'année nous sommes assez rincés les uns les autres, le commencer tôt c'est aussi un confort.

J'entends aussi votre réclamation, c'est la raison pour laquelle la majorité des adjoints qui m'entourent sont de jeunes retraités, je savais que j'allais leur demander beaucoup de temps, et ils en donnent au-delà de ce que je leur avais demandé, et j'en suis fortement ravi, mais c'est un engagement très fort, surtout dans une commune comme la nôtre.

Rapporteur : Mme POULAIN **DEL2020-12-497**

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE ET LE SERVICE PREVENTION PASSEREL – Année 2021

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral approuvant la convention pour l'utilisation d'une dépendance du domaine public maritime établie pour la protection et la mise en valeur des prés salés ouest de La Teste de Buch du 25 octobre 2007,

Vu le projet de convention ci-annexé,

Mes chers collègues,

Considérant la demande du service de prévention PASSEREL, appartenant à l'association laïque du PRADO, de développer des actions de ré-insertion du jeune public liant sensibilisation à l'environnement et démarche de mise au travail,

Considérant les projets de deux chantiers éducatifs sur le site des prés salés ouest consistant au nettoyage et à l'arrachage de Spartina anglica, espèce exotique envahissante,

Considérant que l'action ainsi envisagée contribue à la politique de soutien à l'insertion professionnel des jeunes,

Considérant l'intérêt pour la Commune de participer au partenariat proposé dans les conditions fixées par la convention ci-jointe

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- AUTORISER le Maire à signer la convention de partenariat ci-jointe avec le service de prévention PASSEREL,

MISE EN PLACE DE CHANTIERS EDUCATIFS A DESTINATION D'UN PUBLIC JEUNE EN REINSERTION
Convention de partenariat entre le service de prévention PASSEREL et la commune de La Teste de Buch

Note explicative de synthèse

I. Le service de prévention PASSEREL

Le service de prévention spécialisée PASSEREL repose sur un travail de proximité avec des jeunes de 16 à 25 ans qui, du fait de leur situation sociale défavorisée ou de leur mode de vie, se trouvent en marge des circuits d'intégration sociale. Ce service conduit donc des actions pour des jeunes en très grande difficulté ou en rupture de liens sociaux qui auront pour objectif de reconquérir une vie sociale, renouer le dialogue avec leur entourage et reprendre le chemin de l'insertion professionnelle.

II. La mise en place de chantiers éducatifs sur les Prés Salés Ouest

Dans le cadre de leurs missions de réinsertion, le service de prévention spécialisée Passerel est à la recherche de projets de chantiers éducatifs sur le territoire de la COBAS à proposer aux jeunes fréquentant la structure. L'association s'est rapprochée de la Ville afin d'établir un partenariat permettant la mise en place de chantiers éducatifs sur les Prés Salés Ouest situés à proximité de leurs locaux.
Le projet, élaboré en concertation entre les deux parties, s'articule autour de deux sessions de chantiers (5 journées ou demies-journées pour chaque chantier) : un premier chantier en janvier-février avec pour objectif le nettoyage du site des prés salés ouest et un deuxième chantier en mars-avril ayant pour objectif l'arrachage d'une espèce exotique envahissante (Spartine anglaise) en développement sur le site.
Les chantiers sont dédiés aux jeunes à partir de 16 ans. 4 à 6 jeunes seront proposés pour chaque session.

Dans le cadre d'une première remise au travail, les jeunes seront rémunérés par le biais d'une entreprise (ESSOR) avec laquelle ils signeront un contrat de travail.

La garde gestionnaire des prés salés, employée par la Ville, est sollicitée pour intervenir lors des chantiers, dans un premier temps pour présenter le site et ensuite pour guider les jeunes dans leur mission.

III. Objet de la délibération

La délibération a donc pour objet :

- Autoriser Monsieur le Maire à signer la convention et tout autre acte à intervenir.

Suivi des stations de Spartina anglica - Année 2020



CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE SERVICE DE PREVENTION SPECIALISEE PASSEREL ET LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
Année 2021

Entre les soussignés,

Le Service de Prévention spécialisée PASSEREL (Association Laïque du Prado), représenté par sa responsable, Katia GAITEE, 1 avenue du Général Leclerc, 33260 La Teste de Buch,

désigné ci-après « le service de prévention PASSEREL »

ET

La Ville de La Teste de Buch, représentée par son Maire, Monsieur Patrick DAVET, 1 esplanade Edmond Doré, 33260 La Teste de Buch, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 18 décembre 2020,

désignée ci-après « la Ville »

Le service de prévention PASSEREL et la Ville sont collectivement désignés ci-après par « les Parties » ou individuellement « une Partie ».

PREAMBULE

Le service de prévention PASSEREL appartient à l'association laïque du Prado. Son action permet de répondre à des objectifs sociaux et éducatifs auprès d'un jeune public en réinsertion. Le partenariat mis en place permettra de répondre à ces objectifs à travers la mise en place de chantiers éducatifs liés à l'environnement.

Ceci préalablement exposé, il convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre les Parties visant à mettre en œuvre des actions conjointes pour la mise en œuvre de chantiers éducatifs sur le territoire de la Ville.

Article 2 - Champs d'action

A travers la mise en place de chantiers éducatifs, il s'agira pour les participants de s'engager dans une première démarche de mise au travail et par ce biais d'entamer un processus de réinsertion.
Le terme de chantier jeune désigne une activité de production de biens ou de services, réalisée par un groupe de jeunes. Les principaux secteurs d'activités concernés sont l'environnement, le second œuvre du bâtiment, les travaux de manutention, les travaux saisonniers.

Le chantier jeune est une démarche globale de prévention qui se situe en amont des dispositifs

d'insertion par l'économie. C'est un « outil » qui poursuit à la fois des objectifs éducatifs et sociaux.

Le projet consiste en la mise en place, pour l'année 2021, de 2 chantiers éducatifs sur le site des Prés Salés Ouest :

- Chantier 1 : participer au nettoyage des prés salés
- Chantier 2 : participer à l'arrachage de Spartina anglica, espèce exotique envahissante

Les objectifs sont multiples :

- Contribuer à la préservation de l'environnement.
- Permettre aux jeunes de s'engager dans une démarche de mise au travail.
- Expérimenter une première mise au travail.
- Favoriser les échanges intergénérationnels grâce à l'implication des jeunes sur leur lieu de résidence.

Pour chaque chantier, 4 à 6 jeunes de plus de 16 ans et résidants sur le territoire de la COBAS seront proposés par le service PASSEREL.

Article 3 - Calendrier des chantiers éducatifs

Le calendrier est défini comme suit :

- 1er chantier : 5 journées ou demies-journées en janvier ou février (nettoyage des prés salés)
- 2ème chantier : 5 journées ou demies-journées en mars ou avril (arrachage d'espèce exotique envahissante)

L'organisation des chantiers dépendra de la disponibilité des jeunes, de la garde gestionnaire du site ainsi que des contraintes climatiques. Le calendrier pourra être modifié en fonction du contexte sanitaire lié à l'épidémie de covid-19.
Les horaires des chantiers seront déterminés en fonction des marées.

Article 4 – Modalités financières

Les participants aux chantiers seront rémunérés par le biais de l'entreprise ESSOR, avec laquelle ils signeront un contrat de travail.

Article 5 - Engagements du service de prévention PASSEREL

Le service PASSEREL s'engage à :

- Fournir le matériel nécessaire aux jeunes.
- Contracter toutes les assurances nécessaires dans le cadre de leur responsabilité.
- Assurer l'encadrement et le suivi des jeunes et intervenir pour tout problème éducatif relatif au déroulement des chantiers et de leur temps de travail.

Article 6 - Engagements de la Ville

La Ville s'engage à :

- Mettre à disposition la garde gestionnaire des Prés Salés afin d'accompagner la mise en œuvre de l'action.

Article 7 - Durée de la convention

La présente convention est valable jusqu'au 31 décembre 2021. Celle-ci prendra effet à la date de signature.

Article 8 - Valorisation du partenariat

Les Parties pourront valoriser auprès d'un large public les actions menées dans le cadre de la

présente convention sous diverses formes de communication (site Internet, presse, réseaux sociaux, etc.) avec notamment l'apposition de leur logo.
La valorisation spécifique par voie de presse, publication ou manifestation de toute action réalisée conjointement implique l'accord préalable des Parties qui conviennent ensemble des modalités de cette communication.

Article 9 - Modifications, résiliation

Tout complément ou modification apporté aux dispositions de la présente convention sera formalisé par voie d'avenant.

La présente convention peut être résiliée à tout moment d'un commun accord entre les Parties ou par l'une des Parties par lettre recommandée avec avis de réception et respectant un préavis de 15 jours.

Article 10 - Litiges et contentieux

Tous litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des présentes seront soumis aux juridictions compétentes.
Préalablement il sera recherché par les Parties un règlement des conflits par toutes voies amiables (médiation, arbitrages…).

Fait en 2 exemplaires originaux à La Teste de Buch le

Le Mairie de La Teste de Buch

Patrick DAVET

Le Service PASSEREL (ALPRADO)

Monsieur le Maire :
Merci Mme Poulain,

Monsieur DUCASSE :
En dehors du fait que je suis pour que l'on extrait des prés salés Ouest la spartine anglaise qui nous envahie, je pense que dans l'organisation vous avez oublié la lecture du PV du dernier conseil municipal.

Monsieur le Maire :
Si, j'ai demandé s'il y avait des questions,

Monsieur DUCASSE :
Je n'ai pas entendu, car j'avais une réflexion. Je vous avais posé la question la dernière fois de savoir combien aller nous revenir le gouffre de la villa Vauzelle, cette vieille maison inadaptée à l'habitation d'un jeune cadre qui aurait mérité beaucoup mieux, vous m'aviez promis de me fournir la somme des travaux, connaissant la somme des achats, cela aurait été utile d'avoir la somme des travaux pour comprendre.

Monsieur le Maire :
Au-delà de ça il s'agit nullement d'un gouffre, cela aurait été un gouffre si on n'avait pas fait l'entretien qui était nécessaire à faire dans une aussi belle maison, et comme toute maison qui est cella d'un siècle antérieur, il était nécessaire de conserver ça, je pense que le boulet est passé assez prêt pour qu'elle soit rasée, quand on voit les immeubles à coté, je pense que l'on n'était pas loin d'en avoir un supplémentaire ou un agrandissement à cet emplacement.
Mais je vous donne ma parole que vous aurez le montant de l'entretien de notre patrimoine, qu'il soit habité, l'essentiel c'est qu'il soit entretenu et le fait d'être habité comme il était par le DGS auparavant ça permet d'entretenir, mais ce n'était pas le cas auparavant.

Madame DELMAS :
Moi aussi, sur le PV j'avais juste un petit point page 135, il y a une erreur je pense dû au masque car on n'entend pas bien, ce n'était pas « entre taux lents » mais « taux longs ».

Monsieur le Maire :
Nous rectifierons, c'est noté, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : Mme SECQUES **DEL2020-12-498**

CONVENTION DE PARTENARIAT 2020 AVEC LA FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX DE LA GIRONDE POUR LE PROJET « BIEN VIEILLIR »

Mes chers collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la circulaire n° 2012-013 de la CNAF,

Considérant le projet « Bien Vieillir » défini dans le cadre de la lutte contre l'isolement des Seniors et le projet d'Animation de la Vie Sociale du centre social validé pour la période 2018-2021,

Considérant les activités proposées aux seniors au sein des Maisons des Habitants et notamment :

- un accueil quotidien adapté aux seniors.
- la mise en place d'activités physiques adaptées.
- la participation à la Seniors d'Aquitaine chaque année.
- des activités de prévention santé, organisée par l'ASEPT
- l'organisation de la Semaine Bleue en octobre.
- la création de l'équipe Citoyenne Mona Lisa

Considérant que ces actions sont intégrées dans le cadre d'une expérimentation en faveur du « Bien Vieillir » et sont financées par la CARSAT depuis 2014 via la Fédération des Centres Sociaux de Gironde à laquelle le centre social est affilié.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 10 décembre 2020, de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat pour l'année 2020 ci-jointe,
- AUTORISER M. le Maire à la signer.

Convention de partenariat avec la Fédération des Centres Sociaux de Gironde pour la mise en œuvre du projet Bien Vieillir financé par la CARSAT Aquitaine.

Note explicative de synthèse

Dans le cadre de sa politique d'action sociale et de prévention du vieillissement, la CARSAT Aquitaine attribue des subventions à des structures d'animation socioculturelles qui développent des actions de prévention santé et de maintien du lien social. Pour mettre en œuvre ces partenariats la CARSAT Aquitaine a signé une convention de partenariat avec l'Union Régionale des Fédérations des Centres Sociaux.

Pour la CARSAT, ces actions contribuent au développement d'expérimentations dans les domaines suivants : la prévention de la perte d'autonomie, le soutien aux aidants et le développement de supports d'information et de communication à destination des professionnels et des aidants naturels.

Exemples d'actions soutenues :

- la stimulation de la mémoire et des facultés intellectuelles (ateliers mémoire, ateliers lecture), l'entretien physique, les rencontres intergénérationnelles, les campagnes de prévention (chutes, alimentation, médicaments, maltraitance …), les loisirs et l'engagement bénévole.

Le projet « Bien Vieillir » du centre social de La Teste de Buch :

Le fonctionnement des structures repose sur les principes de l'inter-génération et la participation citoyenne, les ateliers, les activités sont ouvertes aux adultes et seniors. Les structures sont fréquentées quotidiennement par les seniors et notamment des seniors « vieillissants » pour lesquels des « activités adaptées » ont été mises en place.

Le projet « Bien Vieillir » s'articule entre accueil quotidien, activités spécifiques adaptées animées notamment par des associations soutenues par la Conférence des Financeurs dans le cadre de la prévention santé du Département de la Gironde.

La Fédération des Centres Sociaux de la Gironde à laquelle le centre social de La Teste de Buch est affilié versera pour l'année 2020, **5 658 €** au Centre Social de la Teste de Buch.

La délibération a donc pour objet de :

- D'approuver la convention de partenariat avec la Fédération des Centres sociaux de la Gironde et d'autoriser M. le Maire à la signer.

Fédération
des Centres Sociaux
de la Gironde

CONVENTION DE PARTENARIAT 2020

PROJET « BIEN VIEILLIR »

Entre les soussignés :

La Fédération des Centres Sociaux de la Gironde
Située : 10 rue Faraday 33700 Mérignac
Représentée par : Christine Bouquet agissant en qualité de Co-Présidente

Et

Centre social - Mairie de La Teste
Esplanade Edmond Doré 33 260 La Teste de Buch
Représenté par : Patrick DAVET , Maire de la Teste de Buch

Il est convenu ce qui suit

Contexte

Dans le cadre de la convention entre la CARSAT Aquitaine et l'Union Régionale des Fédération des Centres Sociaux d'Aquitaine autour du projet régional « Bien vieillir », la CARSAT finance 11 projets de Centres Sociaux en Gironde pour l'accompagnement du vieillissement de la population dans une démarche de développement social local. La Fédération des Centres Sociaux de la Gironde reçoit la subvention accordée par la CARSAT au Centre Social qu'elle lui reverse.

Chaque projet de Centre Social contribue à la prévention de la santé et/ou à la préservation du lien social. Ces objectifs se traduisent par l'ingénierie, la mise en œuvre et l'évaluation d'actions intergénérationnelles, participatives et partenariales.

Article 1 : Objet de la convention

La Fédération des Centres Sociaux de la Gironde et le Centre Social de la Teste de Buch s'associent pour mettre en œuvre le projet « Bien vieillir » et répondre aux objectifs cités précédemment.
La présente convention est conclue sur l'exercice 2020.

Article 2 : Contribution de la Fédération des Centres Sociaux de la Gironde

La Fédération des Centres Sociaux de la Gironde est associée aux différentes étapes du projet « Bien vieillir » du Centre Social. Elle est une ressource pour le Centre Social de la Teste de Buch.
.

Fédération
des Centres Sociaux
de la Gironde

Article 3 : Contributions du Centre Social de la Teste de Buch

Le Centre Social de la Teste de Buch s'engage à :

- Mettre en place toutes les actions permettant de répondre aux thématiques retenues par la CARSAT Aquitaine pour l'octroi de la subvention.
- Fournir à la Fédération des Centres Sociaux de la Gironde les éléments de bilan du projet : contenu des actions menées, interaction avec le projet global Centre Social, effets sur la population, ressources humaines et économiques mobilisées, coopérations locales...
- Participer aux espaces de travail initiés par le groupe fédéral « Dynamiques du Bien Vieillir » ainsi que par l'Union Régionale Nouvelle Aquitaine des Centres Sociaux- URNACS.
- Contribuer au cahier régional et à toute action de valorisation.
- Renseigner les éléments sollicités par la CARSAT.

Article 4 : Modalités financières

Une subvention de 6 000€ est allouée par la CARSAT au Centre Social de la Teste de Buch.

Conformément aux décisions prises par le collectif des 3 fédérations départementales (24, 33 et 64) le 26 novembre 2020 pour conforter le pilotage du chantier régional bien vieillir, un prélèvement de 5,7 % est effectué sur la subvention allouée au Centre Social.

La Fédération des Centres Sociaux de la Gironde verse donc les sommes suivantes :

- **5 658 €** au Centre Social de la Teste de Buch.
- **342 €** à la **Fédération des Centres Sociaux de Dordogne** qui assure l'ingénierie et la coordination du chantier régional « Bien Vieillir » pour le compte de l'URNACS.

Article 5 : Résiliation de la convention

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit dans tous les cas reconnus de force majeure. En cas d'inexécution des obligations prévues au présent contrat, celui-ci est résilié de plein droit.
Si une contestation ou un différend n'a pu être réglé à l'amiable, le tribunal de la ville de Bordeaux sera saisi du litige.

Fait en deux exemplaires, à Mérignac, le 27.11.20

Fédération des Centres Sociaux de la Gironde
Christine Bouquet, Co-Présidente

Centre Social de la Teste de Buch
Patrick DAVET , maire de la Teste de Buch

C. Bouquet

Fédération des Centres Sociaux de la Gironde
10 rue Faraday
33700 Mérignac
Association Siret : 841 141 328 00036 -APE/8299Z

05 56 69 82 58
www.gironde-centres-sociaux.fr

Monsieur le Maire :

Merci Mme Secques,

Madame Monteil-Macard :
Puisque nous parlons des seniors, le repas des seniors qui est organisé tous les ans au parc des expositions est annulé que proposez-vous en remplacement ?

Monsieur le Maire :
En festif, rien, que ce soit pour ce repas ou pour les vœux, la préfecture nous a imposés de ne strictement rien faire, c'est ce qu'elle nous impose aussi pour les manifestations, il n'y aura pas non plus de festif demain pour l'inauguration des fêtes de noël, en remplacement Mme Grondona va vous dire ce que nous faisons en compensation.

Mme GRONDONA :
Premièrement le repas est annulé pour les raisons que vous connaissez tous, nous envisageons de reporter un nouvel évènement au printemps, mais nous ne savons pas encore sous quelle forme.
Aujourd'hui il n'y a rien.

Madame Monteil-Macard :
Je trouve un petit peu dommage que pour les seniors, qu'il n'y est pas un geste, pourquoi vous ne vous rapprochez pas des commerçants de la ville, ou du marché pour faire des chèques cadeaux ?

Mme GRONDONA :
Nous avons quand même fait une action, nous allons distribuer des boites de chocolats aux seniors dans les ehpads, dans les maisons de seniors et tous les bénéficiaires du CCAS.

Monsieur le Maire :
Nous avons également, y compris pour les seniors puisque vous savez que nous avons été les premiers à mettre en place le clic and colect, nous avons sollicité au travers de ça et du CCAS, nous avons sollicité les personnes âgées pour pouvoir, si besoin était, les aider davantage, je pense que l'on a oublié personne.
Les personnes âgées le comprennent, on a fait un sondage, avec Mme Grondona et Mme Secques, puisqu'elles voient au quotidien des personnes âgées et ces personnes n'étaient pas enclin à vouloir se déplacer, tout le monde comprends tout, il y aura le ballotin de chocolats et nous espérons dès le printemps si tout est réuni faire en sorte que nous puissions leur faire un festif.

Mme GRONDONA :
C'est vrai que nous avons quand même testé les personnes âgées que nous côtoyons et elles n'étaient pas pour se déplacer, elles comprennent tout à fait la situation.

Madame Monteil-Macard :
Je l'entends bien, je comprends bien, mais des chèques cadeaux, on leur porte et ils n'ont pas besoin de se déplacer. Ils ont toujours quelqu'un pour faire les courses ou pour aller chercher le petit cadeau.

Madame OTHABURU :
Concernant les chèques cadeaux, le souci que cela pose c'est que c'est une vraie monnaie, et que nous devons avoir un gros délai pour les obtenir.
C'est une vraie monnaie avec des numéros et des codes-barres, et c'est très légiféré et compliqué en termes de délais.

Monsieur le Maire :
Je certifie que nous avons été les premiers à réagir au travers des commerçants et autres, notre commerce local on l'a aidé, la majorité ici présente a fait en sorte de faire leurs achats chez les commerçants locaux et pas que le marché, je crois que nous les avons aidés, il n'y en a pas un qui nous reproche de l'avoir oublié.
Quant aux personnes âgées, c'est dur elles sont dans la souffrance, on a certainement ici, et moi c'est mon cas à titre personnel, des parents avec lesquels on ne va pas pouvoir fêter noël, ils en sont totalement conscients, mais ils sont aussi conscients du danger que représente tout cela. Pour cette fin d'année, ils sont conscients qu'il faut être prudent, mais je vous le redis, on ne les oubliera certainement pas au printemps si tout est réuni pour faire ce qu'il faut.

Madame POULAIN :
Juste rajouter, les chèques cadeaux, c'est très bien, mais après ils vont toujours rester dans leur coin, mais le fait de faire des repas de fin d'année et le fait de pouvoir le faire ça augmente le lien social qui est quand même important et ça permet à tous ces seniors de se rencontrer.
C'était compliqué de faire des chèques cadeaux, ces repas permettent aussi qu'ils se rencontrent tous.

Madame PHILIP :
Comme nos seniors nous les aimons et nous voulons en prendre soin, on est tous d'accord avec ça, on voulait vous proposer M le Maire de réfléchir à l'exonération comme cela se fait à Arcachon, des tarifs pour la téléalarme des personnes âgées, pour une gratuité généralisée par rapport au CCAS.

Monsieur le Maire :
La question est posée, elle mérite d'être réfléchie, sincèrement on n'y a pas songé, la démographie de la population arcachonnaise et la nôtre n'est pas tout à fait la même, on a fait un très gros effort avec les commerçants, on n'a pas eu de demandes dans ce sens-là, la question ne sait pas réellement posée.
Si vous avez un chiffrage, si vous avez travaillé sur le sujet, on peut entendre.

Madame PHILIP :
Dans l'immédiat je n'ai pas d'éléments de plus à vous apporter, mais c'est un sujet qui semble important aujourd'hui pour prendre soin de nos ainés.

Monsieur le Maire :
On en prend soin, mais c'est vrai que nous avons eu à ce jour aucune réclamation dans ce sens, et dieu sait si vous avez des élus presents et des courriers on en reçoit tous les jours, mais aucun courrier aucune réclamation dans ce sens-là. Mais les élus qui les côtoient au quotidien, je ne sais pas si elles ont eu ce type de demande.

Mme GRONDONA :
Nous non plus au CCAS, mais il n'y a pas beaucoup de personnes au CCAS qui bénéficient de ce service, et il n'est pas très couteux, c'est entre 2 à 8 € suivant les revenus fiscaux.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme POULAIN **DEL2020-12-499**

37EME PRIX LITTERAIRE DU PAYS DE BUCH
REGLEMENT DU CONCOURS ET DOTATIONS AUX LAUREATS

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu le règlement du 37ème Prix littéraire du pays de Buch ci-joint

Mes chers collègues,

Considérant que la ville organise depuis plusieurs années un prix littéraire destiné à récompenser des œuvres d'imagination inédites dans les genres « Nouvelle/récit » et « poésie » écrits en langue française par tout auteur et autrice âgés de 14 ans et plus,

Considérant que le thème du concours est renouvelé et choisi par le Comité de lecture de la bibliothèque municipale ; Le thème retenu cette année est « errance»,

Considérant que le concours sera lancé le lundi 4 janvier 2021 et se clôturera lundi 3 mai 2021.

Il convient au conseil municipal d'approuver le règlement du concours ainsi que les dotations aux lauréats de cette 37ème édition telles que détaillées dans le règlement et la note explicative de synthèse annexée.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER le règlement et les dates de la 37ème édition du prix littéraire du Pays de Buch,

- AUTORISER Monsieur le Maire à procéder aux versements des différents prix.

37EME PRIX LITTERAIRE DU PAYS DE BUCH
REGLEMENT DU CONCOURS ET DOTATIONS AUX LAUREATS

Note explicative de synthèse

La ville organise la 37ème édition de son Prix littéraire destiné à récompenser des œuvres d'imagination inédites écrites en langue française par tout auteur et autrice âgés de 14 ans et plus.

Les candidats concourent selon deux catégories : Adulte ou Adolescent.
Dans chaque catégorie les participants peuvent présenter un texte par genre : « Nouvelle ou récit » et « Poésie ».

L'édition précédente du concours a recueilli près d'une centaine de textes parmi lesquels 46 poèmes et 52 nouvelles/récits et récompensée 24 lauréats tous genres et catégories confondus.

Le concours se déroulera du lundi 4 janvier 2021 au lundi 3 mai 2021 inclus.

Tout texte présenté devra traiter du thème proposé : « Errance ».

La participation à notre concours reste entièrement gratuite.

Afin d'organiser au mieux cet événement, il est nécessaire, au moment du lancement du concours et pendant toute sa durée, de diffuser le règlement ci-joint.

Le règlement annexé fait état des modalités d'inscription et détaille les dotations aux lauréats.

Les écrits envoyés par les participants seront étudiés et sélectionnés par un jury composé de personnalités locales du monde de la littérature (autrice/auteur/éditrice/éditeur/libraire) et des membres Comité de lecture de la bibliothèque municipale. Les lauréats récompensés se verront attribuer les dotations suivantes :

1- Dotation en numéraire par catégorie pour le *Prix du Jury* :

Catégorie adolescent
Pour chaque genre « Poésie » et « Nouvelle/récit » les lauréats recevront :
- 100 € pour le 1er
- 80 € pour le 2e
- 50 € pour le 3e

Soit 6 lauréats récompensés pour un montant de 460 euros.

Catégorie adulte
Pour chaque genre « Poésie » et « Nouvelle ou récit » les lauréats recevront :
- 300 € pour le 1er
- 200 € pour le 2e
- 100 € pour le 3e

Soit 6 lauréats récompensés pour un montant de 1200 euros.

2- La dotation, sous la forme de livres ou de bon d'achat chez un libraire, reste inchangée :

a) le *prix du Comité de lecture* récompense un lauréat par catégorie (adulte et adolescent) et par genre (nouvelle ou récit et poésie), soit 4 lauréats,

b) le *Prix spécial du Jury* récompense un texte singulier et original par catégorie et par genre, soit 4 lauréats,
c) le *Prix spécial du Comité de lecture* récompense un texte singulier et original par catégorie et par genre, soit 4 lauréats supplémentaires

Le montant global de cette dotation en nature représente la somme de 340 euros que se partageront 12 lauréats.

L'ensemble des dotations du 37e Prix littéraire du pays de Buch reste inchangé par rapport à l'an dernier, soit 2 000 euros inscrits au budget prévisionnel de l'exercice 2021

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER le règlement et les dates de la 37ème édition du prix littéraire du Pays de Buch,

- AUTORISER Monsieur le Maire à faire procéder aux versements des différents prix.

PRIX LITTÉRAIRE DU PAYS DE BUCH
VILLE DE LA TESTE DE BUCH

RÈGLEMENT DU 37ème Prix littéraire

CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le Prix Littéraire du Pays de Buch est un prix annuel destiné à récompenser des œuvres d'imagination **inédites** (« Nouvelle/récit » et « Poésie »), écrites en langue française par tout auteur et autrice âgé.e de 14 ans et plus.

Le concours est ouvert à compter du **lundi 4 janvier 2021** et se clôturera **le lundi 3 mai 2021**.

L'inscription est gratuite et se décline en 2 catégories :

1 – CATÉGORIE ADULTE

La participation à cette catégorie est ouverte à toute personne majeure et se décline en 2 genres :

a) NOUVELLE /RECIT
b) POESIE

Tous les lauréats de la catégorie adulte ne peuvent pas concourir dans le genre pour lequel ils ont été récompensés l'année qui suit leur prix.

2 – CATÉGORIE ADOLESCENT

La participation à cette catégorie est ouverte à tous les jeunes âgés de 14 ans jusqu'à l'année de leur majorité et se décline en 2 genres :

a) POÉSIE
b) NOUVELLE /RECIT

Chaque candidat pourra concourir à un genre ou aux deux. Il enverra un unique texte par genre (soit un total de deux textes en compétition au maximum).

Chaque candidat s'engage à garantir l'originalité de l'œuvre qu'il présente. Les textes envoyés devront **obligatoirement être inédits et non primés à la date de l'envoi par les participants.**

PRÉSENTATION DES TEXTES

Le thème de cette 3è[e] édition est : **« Errance »**

Le thème devra être respecté. Dans le cas contraire, le candidat sera exclu du concours.

Les candidats sont tenus de suivre la procédure suivante pour chaque genre :

1- Poésie (exclu le haïku) : le poème ne devra **pas excéder 40 vers**.
2- Nouvelle/Récit (exclue la micro nouvelle) : le texte envoyé ne devra **pas excéder 8 pages**.
Les styles acceptés sont les fictions réalistes, fantastiques, policières ou de science-fiction.

Un seul texte par genre et par participant sera accepté.

Pour chaque genre, le texte devra être présenté sous forme dactylographiée, au format de page A4 en police Times New Roman, corps 12, interligne simple. Attention, les pages seront numérotées.

Chaque texte devra obligatoirement porter **un titre différent de celui du thème** en tête de la première page, en gras et taille 14.

Aucun nom, aucune signature ni signe distinctif ne devront y figurer sous peine d'invalidation.

En cas d'envoi postal, les feuilles doivent être imprimées sur le recto seulement et agrafées (ni trombone, ni reluire, ni dessin, ni photo).

Pour les envois par messagerie électronique, les textes doivent répondre aux mêmes contraintes et être envoyés sous WORD, WORKS, OPEN OFFICE ou en .pdf, exclusivement en « pièce jointe » avec comme nom de fichier le titre du texte.

DOSSIER D'INSCRIPTION

Afin de garantir l'anonymat, les textes devront être accompagnés de renseignements inscrits sur papier libre pour l'envoi par courrier ou dans l'e-mail d'envoi :

- Nom et prénom (nom de plume éventuellement),
- La date de naissance,
- La catégorie pour laquelle le candidat postule (adulte ou adolescent) et le genre (Nouvelle/ Récit et/ou poésie),
- Titre du texte pour chaque genre,
- Adresse postale complète,
- Numéro de téléphone fixe ou portable,
- Adresse électronique

Un numéro d'enregistrement sera attribué.

Les participants ayant une adresse internet recevront un accusé de réception par e-mail.

Dans le cas d'un envoi postal et en l'absence d'adresse électronique du candidat, joindre une enveloppe timbrée libellée à l'adresse du candidat (pour l'envoi de l'accusé de réception), aux mêmes conditions.

AUTORISATION

Les gagnants autorisent la ville de La Teste de Buch à utiliser leur nom et image sur tous supports (presse écrite, radio, télévision, Internet) à des fins de promotion du concours et de ses résultats.
L'autorisation remplie selon les conditions précisées ci-dessous devra être jointe au dossier d'inscription, soit par voie postale, soit par courrier électronique.

37e Grand prix littéraire du pays de Buch

AUTORISATION

Je soussigné(e) Monsieur – Madame[1] *(Nom et prénom)*
……..……

souhaite participer au concours littéraire organisé par la ville de La Teste de Buch.

J'ai pris connaissance du règlement du concours et déclare, par la présente, en accepter toutes les conditions.

Je déclare et garantis que je suis l'unique auteur du (des) texte(s) suivant(s) :

- Poésie intitulée *(1)* …….
- Nouvelle/Récit intitulé.e *(1)*
  …….

que j'adresse dans le cadre du présent concours.

J'autorise, notamment, la publication de mon (mes) texte(s) sur le site internet de la collectivité organisatrice si je suis lauréat.e.

[1]Rayer les mentions inutiles

Fait à ……..
Le……

Signature :

INFORMATION ET LIBERTES

Les informations collectées par la Ville de La Teste de Buch sur le fondement du présent règlement font l'objet d'un traitement automatisé ayant pour finalité la gestion des inscriptions du concours littéraire. Ces informations sont à destination exclusive de la Ville de La Teste de Buch et seront conservées pendant un an.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès.

Vous pouvez, pour des motifs tenant à votre situation particulière, vous opposer au traitement des données vous concernant.

Pour exercer vos droits, merci d'adresser votre courrier à Gironde Numérique, Immeuble Gironde rez de dalle, 8 rue Corps Franc Pommies, 33000 Bordeaux ou un courriel à http///www.girondenumerique.fr/contact – Merci de joindre toute référence de nature à permettre votre identification ou à défaut la copie de votre pièce d'identité.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

MODALITÉS D'EXPÉDITION

Deux modalités d'expédition possibles avant la date de clôture fixée le lundi 3 mai 2021 :
1- Dossier envoyé à l'adresse suivante :

Concours littéraire - Mairie de La Teste de Buch
Direction de la vie culturelle
B.P. 50105
33164 LA TESTE DE BUCH CEDEX

2- Dossier transmis par messagerie électronique à l'adresse suivante (il ne devra pas être doublé par un envoi postal) : **culture@latestedebuch.fr**

AUTRES DISPOSITIONS

Les dossiers incomplets ne seront pas retenus.
Les textes non conformes au règlement seront refusés.
Les textes envoyés hors délai seront exclus : ceux reçus avant l'ouverture du concours et ceux reçus après le clôture.

Les manuscrits envoyés par courrier ne seront pas retournés mais pourront être retirés à la Direction de la vie culturelle, Esplanade Edmond Doré – 33260 La Teste de Buch dans un délai de 5 mois après la date de clôture du concours.

COMPOSITION DU JURY

Le jury est composé de personnalités du monde de la littérature (éditeur/éditrice/auteur/autrice/ libraire), des membres du Comité de lecture de la bibliothèque municipale et d'amateurs éclairés de littérature et de poésie.
Les membres du jury ne sont pas autorisés à concourir.
Après lectures des œuvres et délibération, le jury désignera en toute indépendance les lauréats parmi les œuvres en lice.
Les décisions du jury sont souveraines et sans appel.

Les lauréats seront prévenus par courrier ou par courriel, tant des résultats que de la date de la remise des prix.

Leur présence ou celle de leur représentant est souhaitable lors de la cérémonie d'attribution.

En suivant, les textes primés seront consultables sur le site de bibliothèque municipale.

Le fait de participer au concours implique l'acceptation intégrale du présent règlement.
Celui-ci sera téléchargeable sur le site de la bibliothèque municipale.
Il pourra également être adressé par courrier à toute personne en faisant la demande à :

Direction de la vie culturelle / Concours littéraire
BP. 50105
33164 LA TESTE DE BUCH

DOTATION

1- Prix du Jury

1-CATEGORIE ADULTE :

Pour chaque genre, les montants attribués sont les suivants : 300 € pour le 1er prix, 200 € pour le 2e prix et 100 € pour le 3e prix.

2- CATEGORIE ADOLESCENT :

Pour chaque genre les montants attribués sont les suivants : 100 € pour le 1er prix, 80 € pour le 2e prix et 50 € pour le 3e prix.

2- Prix du Comité de lecture

Dans chaque catégorie et pour chaque genre, un lauréat se verra attribué une récompense en nature sous la forme de livre ou de bon d'achat chez un libraire.

Les membres du jury pourront également attribuer des prix spéciaux *Jury* ou *Comité de lecture*, pour chaque genre et catégorie, qui récompenseront la singularité et l'originalité d'un texte. Les lauréats de ces prix spéciaux recevront une dotation en nature sous la forme de livre ou d'un bon d'achat chez un libraire

CALENDRIER ET CONTACTS

Ouverture des inscriptions : lundi 4 janvier 2021
Clôture des inscriptions : lundi 3 mai 2021
Remise des prix : courant du mois d'octobre 2021

Contacts :
Direction de la vie culturelle / Concours littéraire – Mairie de La Teste de Buch – B.P. 50105 – 33260 La Teste de Buch.
Téléphone : 05 57 73 69 20
Courriel : culture@latestedebuch.fr

Monsieur le Maire :
Merci Mme Poulain, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. SAGNES **DEL2020-12-500**

BUDGET PRIMITIF 2021
ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

———

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2311-7 ;

Vu l'instruction comptable M14 modifiée, précisant les règles de la comptabilité publique et de présentation du budget et de ses modifications à compter du 1er janvier 2009 ;

Vu la délibération n°2020-11-453 du 20 novembre 2020 prenant acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire ;

Vu le budget primitif pour l'exercice 2021 et son rapport de présentation présentés en conseil municipal de ce jour,

Mes chers collègues,

Considérant qu'il y a lieu de réaffirmer et de concrétiser le soutien de la Municipalité à la vie associative locale au travers de l'aide financière de la ville, dans le cadre des axes primordiaux du programme municipal

Considérant que les associations et organismes concernés participent au développement d'actions d'intérêt local,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la Commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, services à la population du 10 décembre 2020 de bien vouloir

- ATTRIBUER les subventions de fonctionnement versées aux associations et aux établissements publics au titre du Budget Primitif 2021 conformément au tableau ci-dessous (l'état des subventions votées au titre de l'exercice 2021 figurant également dans l'annexe budgétaire B1.7) :

SECTION DE FONCTIONNEMENT						
Nature	**Fonction**	**Subvention**	**Objet**	**Nom de l'organisme**	**Nature juridique de l'organisme**	**TOTAL BUDGET 2021**
657358	**833**	**Aménagement et Service Urbain Environement**				**199 200,00**
657358	833	Communauté des Communes des Grands Lacs	**Subvention de fonctionnement**	Communauté des Communes des Grands Lacs	Etablissement public	**1 800,00**
657358	833	SIBA	**Subvention de fonctionnement**	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Etablissement public	**197 400,00**
TOTAL 657358 : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENTAUX ORGANISMES PUBLICS GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES AUTRES GROUPEMENTS						**199 200,00**
657361	**213**	**Enseignement du 1er degré**				**40 000,00**
657361	213	Caisse des Ecoles	**Subvention de fonctionnement**	Caisse des Ecoles	Etablissement public	**40 000,00**
TOTAL 657361 : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS Etablissements et services rattachés CAISSE DES ECOLES						**40 000,00**
657362	**520**	**Interventions Sociales services communs**				**1 200 000,00**
657362	520	Centre Communal d'Action Sociale	**Subvention de fonctionnement**	Centre Communal d'Action Sociale	Etablissement public	**1 200 000,00**
TOTAL 657362 : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS Etablissements et services rattachés CCAS						**1 200 000,00**
65738	**833**	**Aménagement et Service Urbain Environement**				**331 200,00**
65738	833	Conservatoire du littoral	**Subvention de fonctionnement**	Conservatoire du littoral	Etablissement public	**128 000,00**
65738	95	Observatoire de la Côte Aquitaine/ Office National des Forêts	**Subvention de fonctionnement**	Observatoire de la Côte Aquitaine/ Office National des Forêts	Etablissement public	**203 200,00**
65738	**95**	**Aide au Tourisme**				**3 500,00**
65738	95	Syndicat mixte de la Grande Dune du Pilat	**Subvention de fonctionnement**	Syndicat mixte de la Grande Dune du Pilat	Etablissement public	**3 500,00**
TOTAL 65738 : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX AUTRES ORGANISMES PUBLICS						**334 700,00**
6574	**020**	**Administration Générale de la Collectivité**				**116 665,00**
6574	020	Comité des Œuvres Sociales des Agents de la Ville de la Teste de Buch	**Subvention de fonctionnement**	Comité des Œuvres Sociales des Agents de la Ville de La Teste de Buch	Association loi 1901	**116 665,00**
6574	**025**	**Aide aux Associations**				**17 850,00**
6574	025	Accompagner Conduire Transmettre -ACT	**Subvention de fonctionnement**	Accompagner Conduire Transmettre -ACT	Association loi 1901	**400,00**
6574	025	Amicale des volontaires du sang du Bassin d'Arcachon et des Landes Girondines	**Subvention de fonctionnement**	Amicale des Volontaires du sang du Bassin d'Arcachon et des Landes Girondines	Association loi 1901	**200,00**
6574	025	Association Communale de Chasse Agréée (ACCA)	**Subvention de fonctionnement**	Association Communale de Chasse Agréée	Association loi 1901	**4 500,00**
6574	025	Association Nationale de croix des guerres et de la valeur militaire	**Subvention de fonctionnement**	Association Nationale de croix des guerres et de la valeur militaire	Association loi 1901	**200,00**
6574	025	Association NSA Nettoyeurs Subaquatiques	**Subvention de fonctionnement**	Association NSA Nettoyeurs Subaquatiques	Association loi 1901	**1 500,00**
6574	025	Association Pariatge	**Subvention de fonctionnement**	Association Pariatge	Association loi 1901	**500,00**
6574	025	Association pour la Sauvegarde des Animaux (APSDA)	**Subvention de fonctionnement**	Association pour la Sauvegarde des Animaux (APSDA)	Association loi 1901	**2 000,00**
6574	025	Association Union desTravailleurs Sénégalais en France	**Subvention de fonctionnement**	Association Union desTravailleurs Sénégalais en France	Association loi 1901	**800,00**
6575	025	Club Cœur et santé	**Subvention de fonctionnement**	Club Cœur et santé	Association loi 1901	**200,00**
6574	025	Club d'astronomie Cap Sud	**Subvention de fonctionnement**	Club d'astronomie Cap Sud	Association loi 1901	**200,00**
6574	025	Club des Aquariophiles du Bassin d'Arcachon	**Subvention de fonctionnement**	Club des Aquariophiles du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	**1 000,00**
6574	025	Comité Local d'Entraide aux Familles de Marins Pêcheurs	**Subvention de fonctionnement**	Comité Local d'Entraide aux Familles de Marins Pêcheurs	Association loi 1901	**200,00**
6574	025	Fédération Nationale des Anciens Combattants Algérie Maroc Tunisie Comité de La Teste Arcachon (FNACA)	**Subvention de fonctionnement**	Fédération Nationale des Anciens Combattants Algérie Maroc Tunisie Comité de la Teste Arcachon	Association loi 1901	**300,00**
6574	025	Femmes de mer en Partage	**Subvention de fonctionnement**	Femmes de mer en Partage	Association loi 1901	**300,00**
6574	025	La Gaule Cazaline	**Subvention de fonctionnement**	La Gaule Cazaline	Association loi 1901	**200,00**
6574	025	La Testerine	**Subvention de fonctionnement**	La Testerine	Association loi 1901	**2 000,00**
6574	025	Le Cœur à rire	**Subvention de fonctionnement**	Le Cœur à rire	Association loi 1901	**300,00**
6574	025	Les Ailes du Bassin	**Subvention de fonctionnement**	Les Ailes du Bassin	Association loi 1901	**350,00**
6574	025	Les Amis du Lapin Blanc	**Subvention de fonctionnement**	Les Amis du Lapin Blanc	Association loi 1901	**200,00**
6574	025	Les Jardiniers du Pays de Buch	**Subvention de fonctionnement**	Les Jardiniers du Pays de Buch	Association loi 1901	**400,00**
6574	025	Les rêves d'Esteban	**Subvention de fonctionnement**	Les rêves d'Esteban	Association loi 1901	**1 000,00**
6574	025	Phonem	**Subvention de fonctionnement**	Phonem	Association loi 1901	**500,00**
6574	025	Union Fraternelle des Anciens Combattants de Cazaux	**Subvention de fonctionnement**	Union Fraternelle des Anciens Combattants de Cazaux	Association loi 1901	**300,00**
6574	025	Union Nationale des Combattants	**Subvention de fonctionnement**	Union Nationale des Combattants	Association loi 1901	**300,00**
6574	**048**	**Autres actions de coopération décentralisée**				**5 000,00**
6574	048	La Teste de Buch Jumelage	**Subvention de fonctionnement**	Comité de Jumelage de La Teste de Buch	Association loi 1901	**5 000,00**
6574	**114**	**Autres services de protection civile**				**12 400,00**
6574	114	Association Prévention Routière	**Subvention de fonctionnement**	Association Prévention Routière	Association loi 1901	**200,00**
6574	114	Société Nationale de Sauvetage en Mer Station d'Arcachon et Sud Bassin	**Subvention de fonctionnement**	Société Nationale de Sauvetage en Mer Station d'Arcachon et Sud Bassin	Association loi 1901	**400,00**
6574	114	Société Nationale de Sauvetage en Mer Paris	**Subvention de fonctionnement**	Société Nationale de Sauvetage en Mer Paris	Association loi 1901	**11 800,00**
6574	**22**	**Enseignement du 2ème degré**				**2 500,00**
6574	22	Collège Henri Dheurle	**Subvention de fonctionnement**	Collège Henri Dheurle	Association loi 1901	**2 500,00**
6574	**253**	**Sport Scolaire**				**3 800,00**
6574	253	Association Sportive Scolaire L'Ecureuil	**Subvention de fonctionnement**	Association Sportive Scolaire L'Ecureuil	Association loi 1901	**2 800,00**
6574	253	Union Sportive Education Physique Miquelots	**Subvention de fonctionnement**	Union Sportive Education Physique Miquelots	Association loi 1901	**1 000,00**
6574	**311**	**Expressions musicales, lyrique et chorégraphique**				**7 250,00**
6574	311	Association des parents d'élèves et amis de l'Ecole de Musique de La Teste de Buch (APEC)	**Subvention de fonctionnement**	Association d'élèves et amis de l'Ecole de Musique de La Teste de Buch	Association loi 1901	**400,00**
6574	311	Ensemble Vocal de l'océan	**Subvention de fonctionnement**	Ensemble Vocal de l'océan	Association loi 1901	**300,00**
6574	311	Groupe vocal du Captalat	**Subvention de fonctionnement**	Groupe vocal des Jeunes du Captalat	Association loi 1901	**300,00**
6574	311	Harmonie Junior de la Côte d'Argent	**Subvention de fonctionnement**	Harmonie Junior de la Côte d'Argent	Association loi 1901	**750,00**
6574	311	Orchestre d'Harmonie de la Teste de Buch	**Subvention de fonctionnement**	Orchestre d'Harmonie de La Teste de Buch	Association loi 1901	**4 000,00**
6574	311	Test'Ut Big Band	**Subvention de fonctionnement**	Test'Ut Big Bang	Association loi 1901	**1 500,00**
6574	**321**	**Bibliothèque**				**1 200,00**
6574	321	Bibliothèque des Hopitaux d'Arcachon	**Subvention de fonctionnement**	Bibliothèque des Hopitaux d'Arcachon	Association loi 1901	**200,00**
6574	321	Bibliothèque Pour Tous La Teste de Buch	**Subvention de fonctionnement**	Bibliothèque Pour Tous La Teste de Buch	Association loi 1901	**500,00**
6574	321	Bibliothèque Pour Tous Pyla	**Subvention de fonctionnement**	Bibliothèque Pour Tous Pyla	Association loi 1901	**200,00**
6574	321	Bibliothèque sonore du Bassin d'Arcachon	**Subvention de fonctionnement**	Bibliothèque sonore du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	**300,00**
6574	**322**	**Musée**				**500,00**
6574	322	Association Amis de la Préfiguration Musée	**Subvention de fonctionnement**	Association Amis de la Préfiguration Musée	Association loi 1901	**500,00**

Nature	Fonction	Subvention	Objet	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	TOTAL BUDGET 2021
6574	**33**	**Action Culturelle**				**73 500,00**
6574	33	Association Animations des fêtes du Port	**Subvention de fonctionnement**	Association Animations des fêtes du Port	Association loi 1901	**40 000,00**
6574	33	Association Buller sur la Dune	**Subvention de fonctionnement**	Association Buller sur la Dune	Association loi 1901	**1 200,00**
6574	33	Association Couleurs et Toile	**Subvention de fonctionnement**	Association Couleurs et Toile	Association loi 1901	**700,00**
6574	33	Association Sauvegarde du patrimoine historique naturel et tradition de la Paroisse de Cazaux	**Subvention de fonctionnement**	Association Sauvegarde du patrimoine Historique naturel et tradition de la Paroisse de Cazaux	Association loi 1901	**200,00**
6574	33	Ciné Sans Frontières	**Subvention de fonctionnement**	Ciné Sans Frontières	Association loi 1901	**5 000,00**
6574	33	Collectif Komono	**Subvention de fonctionnement**	Collectif Komono	Association loi 1901	**15 000,00**
6574	33	Comité des Fêtes de Cazaux	**Subvention de fonctionnement**	Comité des Fêtes de Cazaux	Association loi 1901	**1 850,00**
6574	33	Escapades Musicales	**Subvention de fonctionnement**	Escapades Musicales	Association loi 1901	**2 000,00**
6574	33	Groupe de recherches archéologiques mur de l'Atlantique (GRAMASA)	**Subvention de fonctionnement**	Groupe de recherches archéologiques mur de l'Atlantique (GRAMASA)	Association loi 1901	**1 500,00**
6574	33	Here Ori Tahiti	**Subvention de fonctionnement**	Here Ori Tahiti	Association loi 1901	**1 000,00**
6574	33	Le Calame 33	**Subvention de fonctionnement**	Le Calame	Association loi 1901	**900,00**
6574	33	Scrabble Cazalin	**Subvention de fonctionnement**	Scrabble Cazalin	Association loi 1901	**150,00**
6574	33	Sculpteurs du Bassin	**Subvention de fonctionnement**	Sculpteurs du Bassin	Association loi 1901	**500,00**
6574	33	Société Historique et archéologique d'Arcachon et du Pays de Buch	**Subvention de fonctionnement**	Société Historique et archéologique d'Arcachon et du Pays de Buch	Association loi 1901	**500,00**
6574	33	Union des Femmes Solidaires	**Subvention de fonctionnement**	Union des Femmes Solidaires	Association loi 1901	**3 000,00**
6574	**40**	**Sport et Jeunesse - Services Commums**				**281 600,00**
6574	40	AÏKIDO La Teste	**Subvention de fonctionnement**	AÏKIDO La Teste	Association loi 1901	**500,00**
6574	40	Amicale Laïque Testerine	**Subvention de fonctionnement**	Amicale Laïque Testerine	Association loi 1901	**3 500,00**
6574	40	Arcachon la Teste Entente Athlétisme ALTEA	**Subvention de fonctionnement**	Arcachon La Teste Entente Athlétisme ALTEA	Association loi 1901	**3 000,00**
6574	40	Arcachon-La Teste Handball Club	**Subvention de fonctionnement**	Arcachon-La Teste Handball Club	Association loi 1901	**6 000,00**
6574	40	Archers du Bassin d'Arcachon	**Subvention de fonctionnement**	Archers du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	**12 000,00**
6574	40	Arts Martiaux Testerins	**Subvention de fonctionnement**	Arts Martiaux Testerins	Association loi 1901	**11 000,00**
6574	40	Association Philippe Cabanieux Kite	**Subvention de fonctionnement**	Association Philippe Cabanieux Kite	Association loi 1901	**500,00**
6574	40	Association Sportive Testerine	**Subvention de fonctionnement**	Association Sportive Testerine	Association loi 1901	**44 000,00**
6574	40	Basket Bassin d'Arcachon	**Subvention de fonctionnement**	Basket Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	**8 000,00**
6574	40	Bassin Boxing Club	**Subvention de fonctionnement**	Bassin Boxing Club	Association loi 1901	**500,00**
6574	40	Caza Gym	**Subvention de fonctionnement**	Caza Gym	Association loi 1901	**500,00**
6574	40	Cazaux Olympique Football (dont Fêtes du Lac)	**Subvention de fonctionnement**	Cazaux Olympique Football	Association loi 1901	**16 500,00**
6574	40	Cazaux Olympique Rugby (dont Fêtes du Lac)	**Subvention de fonctionnement**	Cazaux Olympique Rugby	Association loi 1901	**5 500,00**
6574	40	Cercle de Voile de Cazaux Lac	**Subvention de fonctionnement**	Cercle de Voile de Cazaux Lac	Association loi 1901	**12 500,00**
6574	40	Cercle de Voile de Pyla sur Mer	**Subvention de fonctionnement**	Cercle de Voile de Pyla sur Mer	Association loi 1901	**12 000,00**
6574	40	Club des Randonneurs du Pyla et du Bassin d'Arcachon	**Subvention de fonctionnement**	Club des Randonneurs du Pyla et du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	**300,00**
6574	40	Dunes et Forêts	**Subvention de fonctionnement**	Dunes et Forêts	Association loi 1901	**800,00**
6574	40	Football Club Bassin d'Arcachon	**Subvention de fonctionnement**	Football Club Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	**13 000,00**
6574	40	Grimpe en Teste	**Subvention de fonctionnement**	Grimpe en Teste	Association loi 1901	**2 000,00**
6574	40	Karaté Do	**Subvention de fonctionnement**	Karaté Do	Association loi 1901	**1 000,00**
6574	40	La Boule du Lac	**Subvention de fonctionnement**	La Boule du Lac	Association loi 1901	**1 500,00**
6574	40	La force testerine	**Subvention de fonctionnement**	La Force Testerine	Association loi 1901	**1 000,00**
6575	40	Les Jeunes du Captalat Section Gymnastique	**Subvention de fonctionnement**	Les Jeunes du Captalat Section Gymnastique	Association loi 1901	**15 000,00**
6574	40	La Teste Pyla Vol Libre	**Subvention de fonctionnement**	La Teste Pyla Vol Libre	Association loi 1901	**1 000,00**
6574	40	Loisir Amical Sportif Testerin	**Subvention de fonctionnement**	Loisir Amical Sportif Testerin	Association loi 1901	**500,00**
6575	40	Ollie les Petits	**Subvention de fonctionnement**	Ollie les Petits	Association loi 1901	**800,00**
6574	40	Pirates du Bassin d'Arcachon	**Subvention de fonctionnement**	Les Pirates du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	**1 100,00**
6574	40	Planeurs du Bassin d'Arcachon	**Subvention de fonctionnement**	Planeurs du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	**800,00**
6574	40	Retraités Sportifs Sud Bassin	**Subvention de fonctionnement**	Retraités Sportifs Sud Bassin	Association loi 1901	**800,00**
6574	40	Roller Hockey Club Testerin	**Subvention de fonctionnement**	Roller Hockey Club Testerin	Association loi 1901	**3 500,00**
6574	40	Rugby Club Bassin Arcachon (RCBA)	**Subvention de fonctionnement**	Rugby Club Bassin Arcachon (RCBA)	Association loi 1901	**60 000,00**
6574	40	Tennis club de Cazaux	**Subvention de fonctionnement**	Tennis club de Cazaux	Association loi 1901	**5 000,00**
6574	40	Tennis club de La Teste	**Subvention de fonctionnement**	Tennis club de La Teste	Association loi 1901	**15 000,00**
6574	40	Union des Surfs-Clubs du Bassin d'Arcachon	**Subvention de fonctionnement**	Union des Surfs-Clubs du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	**1 500,00**
6574	40	Volley Sud Bassin Arcachon	**Subvention de fonctionnement**	Volley Sud Bassin Arcachon	Association loi 1901	**1 000,00**
6574	40	Voile scolaire - Provision	**Subvention de fonctionnement**			**20 000,00**
6574	**415**	**Manifestations Sportives**				**5 000,00**
6574	415	Pétanque La Chapelle (National de Pétanque)	**Subvention de fonctionnement**	Pétanque La Chapelle (National de Pétanque)	Association loi 1901	**3 000,00**
6574	415	TRIATHLON DU LAC AST (Raid de la Grande Dune)	**Subvention de fonctionnement**	TRIATHLON DU LAC AST (Raid de la Grande Dune)	Association loi 1901	**2 000,00**
6574	**520**	**Interventions sociales Services Communs**				**4 000,00**
6574	520	Les Restaurants du cœur	**Subvention de fonctionnement**	Les Restaurants du cœur	Association loi 1901	**4 000,00**
6574	**833**	**Préservation milieu naturel**				**4 000,00**
6574	833	Fédération des Sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature du Sud Ouest	**Subvention de fonctionnement**	Fédération des Sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature du Sud Ouest	Association loi 1901	**4 000,00**
6574	**90**	**Interventions Economiques**				**8 500,00**
6574	90	Développement Economique du Bassin d'Arcachon	**Subvention de fonctionnement**	Développement Economique du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	**8 500,00**
TOTAL 6574 : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE						**543 765,00**
TOTAL GENERAL DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT						**2 317 665,00**

– AUTORISER Monsieur le Maire à signer les conventions et les avenants aux conventions en vigueur avec les organismes subventionnés ainsi que tout document complémentaire.

– ATTRIBUER les subventions d'investissements au titre du Budget Primitif 2021 conformément au tableau ci-dessous (l'état des subventions votées au titre de l'exercice 2021 figurant également dans l'annexe budgétaire B1.7) :

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET (article L2311-7 du CGCT)						BI.7
SECTION INVESTISSEMENT						
Nature	**Fonction**	**Subvention**	**Objet**	**Nom de l'organisme**	**Nature juridique de l'organisme**	**TOTAL BUDGET 2021**
2041582	**833**	**Préservation du milieu naturel**				**1 505 600,00**
2041582	833	SIBA Stratégie locale Axe 1 - Action 1.2.3	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Etablissement public	**6 400,00**
2041582	833	SIBA Stratégie locale Axe 6 - Action 6.2.2	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Etablissement public	**8 000,00**
2041582	833	SIBA Stratégie locale Axe 6 - Action 6.2.3	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Etablissement public	**40 000,00**
2041582	833	SIBA Stratégie locale Axe 6 - Action 6.3.1	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Etablissement public	**1 200 000,00**
2041582	833	SIBA Stratégie locale Axe 6 - Action 6.3.2	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Etablissement public	**48 000,00**
2041582	833	SIBA Stratégie locale Axe 6 - Action 6.4.1	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Etablissement public	**96 000,00**
2041582	833	SIBA Stratégie locale Axe 6 - Action 6.4.2	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Etablissement public	**99 200,00**
2041582	833	SIBA Stratégie locale Axe 7 - Action 7.3.1	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Etablissement public	**8 000,00**
TOTAL 2041582 : SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX AUTRES GROUPEMENTS						**1 505 600,00**
TOTAL GENERAL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT						**1 505 600,00**

– CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à ces subventions.

BUDGET PRIMITIF 2021
ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS
Note explicative de synthèse

Conformément à l'article L2311-7 du code général des collectivités territoriales, l'attribution des subventions doit donner lieu à une délibération distincte du vote du budget.

Une subvention est une aide financière, directe ou indirecte, allouée par une personne publique en vue de financer une activité d'intérêt général. Cette aide peut être apportée à une association poursuivant une mission d'intérêt général ou gérant des services publics, mais elle concerne également l'aide apportée à l'action d'établissements publics.

Il s'agit le plus souvent d'une aide apportée sur un projet précis, par exemple à partir d'une action ponctuelle ou d'un plan de développement.

Pour l'accomplissement des missions d'intérêt général présentant un intérêt pour la généralité des habitants de la commune, les associations de la loi du 1er juillet 1901 qui œuvrent dans le domaine social, culturel ou sportif peuvent, en tant qu'organisme à but non lucratif, recevoir des aides financières de la commune. La vie associative est un élément fondamental, un support incontournable pour la solidarité, un lieu de rencontre et un lien social précieux.

Afin de pouvoir attribuer ces subventions, il faut d'une part que l'association dispose de la personnalité juridique et donc qu'elle ait bien été déclarée avec publication au Journal Officiel. D'autre part son activité doit répondre à un intérêt local (exception faite lorsque la subvention bénéficie à une cause d'intérêt général par exemple la lutte contre des maladies, aide à des victimes de catastrophes, etc.). L'association concernée ne doit pas être une association cultuelle, politique ou syndicale et enfin les subventions octroyées doivent être utilisées.

La subvention municipale et l'aide en nature (logistique) ne sont pas un droit. L'association doit toujours démontrer à la collectivité publique le bien-fondé de son projet et avoir pour objet un « intérêt local ». Ce projet argumenté doit être envoyé par courrier à Monsieur Le Maire avant le 30 août de chaque année. De même, le renouvellement de la subvention n'est jamais automatique. La demande doit être effectuée chaque année.

Au-delà de 23 000 €, la collectivité doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

La Municipalité, par l'attribution de subventions, a à cœur d'accompagner les associations et établissements publics œuvrant à l'intérêt local, en les aidant dans la réalisation de leurs projets et en soutenant leurs actions, elle affirme ainsi une politique de soutien actif au développement local.

La délibération a donc pour objet de :

- ATTRIBUER les subventions de fonctionnement versées aux associations et aux établissements publics au titre du Budget Primitif 2021 conformément au tableau joint à la délibération (l'état des subventions votées au titre de l'exercice 2021 figurant également dans l'annexe budgétaire B1.6)

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer les conventions et les avenants aux conventions en vigueur avec les organismes subventionnés ainsi que tout document complémentaire.

- ATTRIBUER les subventions d'investissements au titre du Budget Primitif 2021 conformément au tableau joint à la délibération (l'état des subventions votées au titre de l'exercice 2021 figurant également dans l'annexe budgétaire B1.6)

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à ces subventions.

Monsieur le Maire :
Merci M Sagnes, tout le monde connait le montant des subventions,

Mme PAMIES :
En additionnant, les colonnes on se trouve aux alentours des 100 000€ pour les attributions aux associations culturelles, et aux alentours de moins de 300 000€ pour les associations sportives.
Du coup je m'interroge sur un déséquilibre quand même marquant entre le sport et la culture, je me réjouis que l'on entretienne un corps sein au sein de notre ville, mais dans le contexte actuel où la culture est en grande souffrance qu'est ce qui fait un tel déséquilibre, quand on sait qu'il y a 40 000€ alloués aux fêtes du port sur les attributions aux associations culturelles, est ce que c'est un manque de demande de subventions ?
Pour avoir une bonne connaissance des associations culturelles de la ville, elles sont nombreuses, actives, qu'est ce qui fait aujourd'hui que l'on puisse relancer un petit peu la dynamique, quelle est la stratégie politique que vous envisagez pour pouvoir relancer la culture dans notre commune, qui me semble un petit peu là en sommeil.

Monsieur le Maire :
Merci de me poser la question, réellement si vous trouvez que la culture est en sommeil, ce n'est pas à moi qu'il faut le reprocher, là je ne fais que reprendre, et j'ai repris précisément les chiffres de l'année précédente et de l'année d'avant.
Nous rectifierons sûrement le tir les années à venir, mais là j'ai repris les chiffres car je n'ai pas souhaité tout chambouler.
Je vous laisse imaginer que depuis le 3 juillet j'ai rencontré quelques présidents d'associations mais pas tous, j'ai rencontré les plus importants, les fêtes du port, le rugby, le football, ceux pour lesquels nous avons dit que nous ne donnerions pas d'avantage.

Bien sûr que la culture fait partie aussi de notre environnement et nous voulons mettre l'accent.
Puisque vous parlez culture, je vais vous faire une annonce, en matière de culture, c'est tranché, concernant le conservatoire de musique, il va aller à l'ancienne école Victor Hugo.
Je n'ai pas envie qu'une troisième école soit démolie, c'est d'ailleurs mon ancienne école maternelle, je l'ai annoncé à 14H à Pierre Ballue, il en a eu la primeur, et vous vous en avez aussi la primeur, et notre conservatoire de musique va se tenir dans l'ancienne école Victor Hugo, pour lequel nous allons garder la façade.
On va ensuite se faire aider par des gens compétents, et évidement Pierre Ballue qui nous dira ce dont il a besoin.
La culture va démarrer demain, le père noël c'est notre culture, nous n'avons rien chamboulé, si vous pensez qu'il y a un manque culturel il est antérieur, et notamment vous avez cité les fêtes du port, ça aussi c'est une culture, c'est notre patrimoine. On a les ostréiculteurs qui ont envie de travailler avec nous, faire des fêtes du port, des mardinades sans ostréiculteurs c'était quand même assez extraordinaire pour une ville comme la nôtre, soyez sans craintes cela va avancer.
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Madame JECKEL :

Juste en tant qu'adjointe à la vie associative et au nom de la municipalité, je voulais par cette intervention remercier les associations pour leurs implications dans la vie locale, pour le lien humain qu'elles nous apportent et qui nous fait tant défaut dans cette période de crise.

Nous souhaitons à travers ces subventions qui ont été votées, apporter une précision Nous avons des aides à travers les différentes conventions que nous passons, avec la mise à disposition que nous mettons a titre gratuit des salles communales et les différentes aides logistiques que nous apportons aux associations. Nous leur apportons ainsi notre soutien dans cette période difficile qui met à mal le monde associatif, merci pour les associations de notre commune.

Rapporteur : **M. BOUCHONNET** **DEL2020-12-501**

CONVENTION DE PARTENARIAT 2021
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH
et Le RUGBY CLUB du BASSIN d'ARCACHON

_____

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001, notamment son article 1,

Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que le Rugby Club du Bassin d'Arcachon contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021, attribuer une subvention de 60 000 € et renouveler par une convention l'ensemble des relations partenariales qui existent entre la Ville et le Rugby Club du Bassin d'Arcachon.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 10 décembre 2020 de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le Rugby club du Bassin d'Arcachon,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET RUGBY CLUB DU BASSIN D'ARCACHON

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville et le RCBA. Cette convention définie les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre le RCBA et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Il traduit l'intérêt que la commune porte au RCBA et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée au RCBA en 2021 permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

L'association dénommée le RCBA est issue de la fusion entre les clubs de l'Union Sportive Testerine et le Sport Athlétique Arcachonnais. Le RCBA a été déclaré en préfecture le 18 juin 2008. Le projet principal du club réside dans la mise en œuvre d'une stratégie sur le long terme, visant à maintenir le club en 1ère Division Fédérale. Cette stratégie s'appuiera sur la formation des jeunes, de l'école de rugby en passant par les diverses catégories (cadets, juniors) du SBAR.

1/ LA SUBVENTION :

Dans le cadre de la convention de partenariat 2021, la ville décide d'allouer la subvention annuelle au regard du dossier de demande de subvention, remis par le club. Ce dossier tient compte des critères qui permettent le calcul de la subvention.

La ville a décidé d'attribuer au RCBA une subvention de 60 000€ au titre de l'aide allouée aux Associations sportives dans le cadre du budget 2021.

Cette subvention sera versée sur le compte du RCBA dans le courant du premier trimestre 2021. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables.

Vous trouverez ci-dessous l'aide en matière de subvention municipale attribuée depuis 2010 au Rugby Club du Bassin d'Arcachon :

LES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Année	Rugby Club du Bassin d 'Arcachon
2010 - RCBA	60 000 €
2011 - RCBA	60 000 €
2012 - RCBA	60 000 €
2013 - RCBA	60 000 €
2014 - RCBA	60 000 €
2015 - RCBA	60 000 €
2016 - RCBA	60 000 €
2017 - RCBA	60 000 €
2018 - RCBA	60 000 €
2019 - RCBA	60 000 €
2020 - RCBA	60 000 €

Commentaires sur la Subvention proposée au RCBA :

Le Rugby Club Bassin d'Arcachon représente 301 adhérents :
- 102 seniors (équipe 1er et équipe espoirs)
- 106 jeunes de moins de 18 ans représentent le SBAR (2 équipes Cadets et 3 équipes Juniors),
- 123 enfants sont à l'école de rugby.

Le niveau de pratique des seniors aujourd'hui en Fédérale 1 représente le premier étage du niveau amateur national.

Pour la subvention 2021, le dossier de demande de subvention a été reçu par le Service des Sports et la subvention sera votée dans le cadre de l'arbitrage budgétaire 2021.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

En plus du versement de la subvention annuelle, la ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, les installations sportives suivantes :

1) Sur la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA :

- Le Club house du RCBA,
- Le Terrain d'honneur,
- Les deux Terrains d'entraînement annexes,
- Le Terrain des Cayocks,
- Les 4 Vestiaires sous les tribunes du stade d'honneur,
- La Salle de Musculation de 200m2 situé à l'entrée du stade.
- Les bureaux situés à l'arrière de la tribune regroupant les sections de l'école de rugby, du SBAR et des équipes espoirs et séniors.

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations testerines.

- Aider par des moyens de promotion et communication le RCBA,

3/ <u>LES ENGAGEMENTS DU RUGBY CLUB DU BASSIN D'ARCACHON</u> :

Il est à noter que les Présidents du club sont :

- M. CHARBONNIER Bruno et M. CARPENTEY Didier,

- M. DESSORT Christian est le Secrétaire Général,
- M. SEMPE Patrick est le trésorier,

- Le RCBA s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention doit être adressé à la ville avant le 1 septembre de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le RCBA s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,

- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,

- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an. Elle prendra effet à la date de notification du représentant de l'état.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la convention.

La délibération a donc pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec le Rugby Club du Bassin d'Arcachon pour l'année 2021.

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ANNEE 2021
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LE RUGBY CLUB DU BASSIN D'ARCACHON (RCBA)

PREAMBULE :

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité définir par la présente convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville de La Teste et le Rugby Club du Bassin d'Arcachon.

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que le Rugby Club du Bassin d'Arcachon, ancré dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Considérant, les aides directes ou indirectes dont bénéficie le RCBA, des relations partenariales qui sont engagées et que les deux parties souhaitent formaliser :

Il est convenu et arrêté ce qui suit,

ENTRE :

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH,
représentée par son Maire, dument habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2020

Ci-après nommée la Ville

d'une part,

ET :

Le Rugby Club du Bassin d'Arcachon, ayant son siège social à la Plaine des sports et de loisirs Gilbert MOGA 33260 LA TESTE DE BUCH, représenté par ses présidents, dument habilités, Monsieur Bruno CHARBONNIER et Monsieur Didier CARPENTEY

Ci-après dénommé le RCBA

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention :

La Ville alloue au Rugby Club du Bassin d'Arcachon une subvention de 60 000€ au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive 2021.

Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre du budget prévisionnel 2021 de la Ville.

Cette subvention sera versée dans le courant du premier semestre 2021.

Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents ainsi que par l'analyse de leurs conformités et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables définies précisément dans l'article 2 de la présente convention.

1.2 Mise à disposition partielle et entretien des installations sportives:

La Ville s'engage à mettre à disposition du RCBA contractant les installations sportives dont la liste figure dans l'Article 3 qui définit les dispositions d'application.

1.3 Mise à disposition d'équipements, de matériels pour les opérations de promotions :

La mise à disposition se fera selon les conditions et règles de prêts communs définies par la Ville pour les associations testerines.

Toute demande en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Aides en moyens de promotion et communication :

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à M. Le Maire un 1 mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS du RCBA :

2.1. Affectation de la subvention de la Ville :

Le Rugby Club du Bassin d'Arcachon s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, le bon fonctionnement du club, les actions de formation et d'accès des jeunes et en particulier de l'Ecole de rugby.

2.2 Documents administratifs et comptables :

Préalablement au versement de la subvention le club devra formuler sa demande annuelle de subvention, en bonne et due forme, accompagnée des pièces suivantes au plus tard le 1 Septembre de l'année précédant l'exercice considéré :

- Le dossier de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet du Club pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts du Rugby Club du Bassin d'Arcachon,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif du club, tous documents faisant connaître les résultats de l'activité (art L. 1611-4 du CGCT).
- Une copie certifiée du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel de la saison prochaine ainsi que tout document permettant d'établir la sincérité du budget.

D'une manière générale le RCBA s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation des subventions et des mises à disposition.

2.3 Opérations partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales entre le RCBA et la Ville pour lesquelles la Ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article1 de la présente convention, le RCBA s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.4 Accueil des jeunes testerins et développement du sport éducatif :

Le RCBA s'engage à mettre en œuvre les conditions d'accueil pour permettre l'accès des Testerins et des plus jeunes en particulier à la discipline par :

- la mise en œuvre d'une Ecole de sport autour d'un projet éducatif prenant en compte les rythmes de développement des enfants, sans spécialisation précoce pouvant les contrarier,
- la contribution au développement du sport scolaire dans le primaire et dans le secondaire.

2.5 Opérations de promotion et d'animation :

Le RCBA s'engage à assurer la représentativité de l'équipe fanion dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animation mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH ou le CCAS.

2.6 Ethique / lutte contre les pratiques déviantes :

- Actions de sensibilisation

Le RCBA s'engage à participer auprès de la Ville et de ses partenaires (CDOS, Comité Départemental de Rugby, Ligue d'Aquitaine de rugby) à toute action préventive ou de sensibilisation tendant à lutter contre les pratiques déviantes et le dopage en particulier.

- Actions de prévention / commission médicale

Le RCBA s'engage à tout mettre en œuvre pour préserver la santé des joueurs notamment au travers de mesures strictes de lutte anti-dopage et de mise en application des méthodes d'entraînement permettant une adaptation à l'effort sans recours à des produits ou des méthodes mettant en danger la santé des joueurs à moyen ou long termes.
Tout manquement constaté à cet engagement entraînerait l'annulation de la présente convention.

2.7 Promotion et Communication :

Le RCBA s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville de La Teste de Buch, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

Le RCBA s'engage à faire figurer autour du terrain d'honneur pour toute rencontre à domicile des panneaux ou banderoles reprenant le logo de la Ville. Ces supports seront fournis par la Ville.

Le RCBA s'engage à faire figurer sur les maillots des joueurs, pour toute rencontre en championnat, le logo de la Ville de La Teste de Buch.

Le RCBA s'engage à respecter le Règlement municipal en ce qui concerne le panneau publicitaire implanté, à l'angle du terrain d'entraînement.

ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS :

3.1 : Equipements et installations mis à disposition :

Le propriétaire s'engage à mettre à la disposition du RCBA les installations sportives suivantes :

- Le Club House du RCBA,
- Le Terrain d'Honneur pour les rencontres officielles de Championnat Fédéral,
- Les 4 Vestiaires et locaux de rangements situés sous les tribunes,
- Les 3 Terrains d'entraînements annexe1, 2 et Kayocks,
- La Salle de Musculation de 200m2 située à l'entrée du stade,
- Les bureaux situés à l'arrière de la tribune regroupant les sections de l'école de rugby, du SBAR et des équipes espoirs et séniors.

3.2 : Etat des lieux :

Tout, bâtiment à usage permanent du club devra faire l'objet d'un état des lieux annuel, établi contradictoirement entre les parties. Il sera réalisé avant la prise de possession des locaux.

3.3 : Utilisations :

Les périodes d'utilisation sont définies par le Club dès le début de la saison par :

- Le Calendrier de la saison sportive, pour les Séniors (équipes 1 et 2),
- Des courriers adressés au Service des Sports pour les utilisateurs :

  - L'Ecole de Rugby
  - Le SBAR
  - Les Anciens (Les Hippocampes)

Les terrains seront libérés, dès la fin des matchs officiels et des entraînements et **non utilisés du 15 juin au 1er août pour raison d'entretien de travaux**.

Ce calendrier est établi en concertation entre le propriétaire et l'utilisateur.

Ce dernier doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait du propriétaire, ou non utilisé par le RCBA, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps d'utilisation des équipements par le RCBA, celui-ci assumera la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'il utilise.

D'une manière générale, les utilisateurs devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, le propriétaire pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

L'utilisateur devra prendre connaissance des règles de sécurité propres à chaque équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

En dehors de ces périodes, le propriétaire aura la libre disposition des lieux et en assurera la responsabilité.

3.4 ASSURANCES :

Chacune des deux parties, propriétaire et utilisateur, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'utilisateur souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers et des voisins, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

Le propriétaire prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol.
- Le propriétaire adressera un certificat de non recours (incendie, dégât des eaux, explosions), au bénéfice de l'utilisateur sous condition de réciprocité.
- Le propriétaire assurera la responsabilité qui incombe au propriétaire, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3.5 : <u>Dispositions financières</u> :

La mise à disposition des équipements est effectuée à titre **gracieux**.

L'utilisateur prendra à sa charge les réparations des dégradations qu'elles soient de son fait ou de celui des équipes visiteuses.

3.6 : <u>Dispositions informatives</u> :

Afin que le propriétaire puisse coordonner l'utilisation des équipements il est de la responsabilité du RCBA **<u>d'informer par courrier</u>** de l'annulation ou de la nécessité de plages horaires supplémentaires :

- Matchs de championnats, calendrier et horaires de la saison, dès leurs parutions officielles,

- Stages organisés par le club, au minimum un mois avant la date effective,

- Stages organisés par le Comité de Côte d'Argent de rugby, en collaboration avec le club, mise en place d'un calendrier annuel, en concertation avec le Service des Sports.

- Matchs amicaux, un mois avant la date effective,

- Demandes de stages émanant de clubs extérieurs à la commune, trois mois avant la date effective, ces clubs sont soumis à l'application des tarifs en vigueur ; il est toléré, que ces clubs demandeurs de rencontres

sportives amicales auprès du RCBA, puissent bénéficier d'un créneau à titre gracieux, dans la mesure où celui-ci entre dans les plages horaires usuelles du RCBA,

Ces règles sont applicables à l'ensemble des catégories du RCBA, tout manquement de précisions sur les informations demandées, ne permettront pas la réalisation de ladite convention.

3.7 : <u>Application de la convention</u> :

A l'occasion de la répartition annuelle des heures de réservation, les parties feront le point sur l'application de cette convention.

A tout moment, à la demande de l'une ou l'autre des parties, une réunion de concertation peut être organisée en cas de besoin.

<u>ARTICLE 4 : DUREE - MODIFICATION DE LA CONVENTION</u> :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

La collectivité notifiera au RCBA la présente convention signée en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat. Elle prendra effet à la date de cette notification.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la Ville de La Teste de Buch.

<u>ARTICLE 5 : INCIDENCES FINANCIERES</u> :

En cas de dépôt de bilan du Rugby Club du Bassin d'Arcachon en cours de saison le paiement de la subvention, ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville de Teste de Buch devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

<u>ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION</u> :

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

<u>ARTICLE 7 : ARBITRAGE</u> :

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 8 : CONTENTIEUX :

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à La Teste de Buch, **le : . . . . . .**

Le Maire,	**Les Co-Présidents,**
de la Teste de Buch,	**du Rugby Club du Bassin d'Arcachon,**
Patrick DAVET	**Bruno CHARBONNIER Didier CARPENTEY**

Monsieur le Maire
Nous allons attaquer avec toutes une série de convention d'associations, s'il y a des membres de conseils d'administrations, vous savez que vous ne pouvez participer au vote, je vous laisse le fait de nous avertir.

Merci M Bouchonnet,

Madame PAMIES :
Concernant l'égalité filles garçons sur les conventions mises en place avec les associations sportives…. . afin que la politique des clubs sportifs de la ville puissent intégrer cette notion-là, organiser des évènements, mettre en place une charte à l'intérieur de leurs actions concernant l'égalité filles garçons et également concernant le respect de l'environnement, même si connaissant plusieurs clubs qui sont particulièrement sensibles, mais que cette notion-là soit inscrite dans les textes afin de consolider notre partenariat sur des points qui me semblent essentiels, et je me réjouirai même, avez-vous envisagez au sein de l'équipe municipale une personne dédiée aux affaires égalité filles garçons.

Monsieur DUFAILLY :
On est en train de travailler sur une charte du sport, charte d'objectifs sur laquelle il y aura plusieurs thèmes que vous avez abordés, l'égalité des sexes, le caractère de l'exclusivité du sport, la laïcité et le développement durable, on est en train d'y travailler, on espère la sortir en 2021, on le fait en discutant avec les clubs, il y aura aussi le sports santé avec l'hôpital, c'est dans les projets.

Monsieur le Maire
Vous voyez, ils sont en train de travailler, ils ne me l'ont pas encore présentée

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **M. VOTION** **DEL2020-12-502**

CONVENTION DE PARTENARIAT 2021
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE

Mes chers Collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001, notamment son article 1,

Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association Sportive Testerine contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021, attribuer une subvention de 44 000 € et renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des relations partenariales qui existent entre la Ville et l'Association Sportive Testerine.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association sportive testerine,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour l'année 2021 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT 2021 ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE (AST)

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville et l'Association Sportive Testerine. Cette convention définie les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Il traduit l'intérêt que la commune porte à l'Association Sportive Testerine et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée à l'Association Sportive Testerine permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ LA SUBVENTION :

Dans le cadre de la convention de partenariat 2021, la ville a décidé d'allouer la subvention annuelle au regard du dossier de demande de subvention, remis par le club, pour l'année budgétaire 2021. Ce dossier tient compte des critères qui permettent le calcul des subventions.

La ville a décidé d'attribuer à l'AST une subvention de 44 000 € au titre de l'aide allouée aux associations sportives dans le cadre du budget 2021.

Cette subvention sera versée sur le compte de l'association dans le courant du premier semestre 2021. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables.

Vous trouverez ci-dessous l'aide en matière de subvention municipale attribuée depuis 2010 à l'Association Sportive Testerine :

LES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Année	Association Sportive Testerine
2010	42 600€
2011	42 600€
2012	42 600€
2013	42 600€
2014	43 000€
2015	43 000€
2016	43 000€
2017	43 000€
2018	43 000€
2019	43 000€
2020	43 000€

Commentaires sur la subvention proposée à l'Association Sportive Testerine :

L'Association Sportive Testerine avec ses 12 sections sportives représentée par 699 adhérents dont 323 jeunes de moins de 18 ans est l'association la plus importante de la commune sur le critère « Sport de Masse ». Les niveaux de pratiques sont divers selon les sections sportives représentées et oscillent entre le niveau départemental et national.

Le dynamisme associatif de l'Association Sportive Testerine est souvent représenté dans les divers dispositifs municipaux, tels que :

- Le Forum des Associations,
- Le Dispositif CAP33

La subvention de l'Association Sportive Testerine pour l'année 2021 a été étudiée dans le cadre de l'arbitrage budgétaire 2021 à travers le dossier de demande de subvention.

La subvention est augmentée pour un montant total de 44 000 €.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, les installations sportives suivantes :

1) Les équipements à usage exclusif :

- Le siège de l'AST à la plaine des Sports et de Loisirs G. MOGA,
- Un chalet « Bordeaux » sur le site de la plaine G. Moga
- Un chalet situé sur la plaine des sports G. Moga
- Le local du Boulodrome de la plaine G. MOGA

2) A la maison des associations :

- La Salle de tennis de table,
- La Salle d'escrime,
- La Salle de boxe.

3) Les équipements soumis à un planning d'utilisation en commun :

- Le Boulodrome plaine des sports et de loisirs G. MOGA,
- 2 Containers aux Cercle de Voile du Pyla.
- Le SPOT et le Point Glisse à la Salie Nord,

La ville s'engage à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations testerines.
- Aider par des moyens de promotion et communication l'Association Sportive Testerine en application du règlement municipal de la vie associative.

3/ LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE :

Il est à noter que le président de l'AST Omnisports est :

- M. CHEF Stéphane

- Mme ROG Fabienne est la Secrétaire
- M. DUMORA Sylvain est le Trésorier

- L'Association Sportive Testerine s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention devra être adressé à la ville avant le 1 septembre de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

L'Association Sportive Testerine s'engage à organiser des manifestations sportives :

- Participation au dispositif CAP 33 : AST escrime, AST Pétanque Testerine,
- Organisation de Compétitions de Natation au Stade Nautique par l'AST Natation dans le cadre de la DSP avec EQUALIA
- Organisation du National et de l'Indoor de Pétanque de La Teste
- Organisation du Championnat Aquitaine de Boxe amateur
- Organisation du Duo Testerin (Cyclisme)

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, l'Association Sportive Testerine s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,

- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales ou marchandes, y compris dans le cadre de la sous location,

- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité,

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an. Elle prendra effet à la date de notification du représentant de l'état.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la convention.

La délibération a donc pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec l'Association Sportive Testerine pour l'année 2021.

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ANNEE 2021
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
ET L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE (AST)

PREAMBULE :

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité, formaliser par la présente convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville de La Teste et l'Association Sportive Testerine.

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert,

Considérant que l'AST, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial

Considérant l'antériorité des aides directes ou indirectes dont bénéficie l'AST depuis des années, des relations partenariales qui sont engagées et que les deux parties souhaitent formaliser :

Il est convenu et arrêté ce qui suit,

ENTRE :

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH,
représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2020,

Ci- après nommée la Ville

d'une part,

ET :

L'Association Sportive Testerine, ayant son siège social à la Plaine des sports et de loisirs Gilbert MOGA Salle Bonneval au Bureau AST à LA TESTE DE BUCH,
représentée par son Président, dûment habilité, Monsieur Stéphane CHEF

Ci-après dénommée l'AST

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1SUBVENTION :

La Ville alloue à l'A.S.T. une subvention de 44 000€ au titre de l'aide attribuée aux Associations sportives testerines pour l'année 2021 dans le cadre de l'exercice budgétaire 2021.

Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre du budget provisionnel 2021de la Ville
Cette subvention sera versée dans le courant du 1er semestre 2021.

Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents ainsi que par l'analyse de leurs conformités et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables définies précisément dans l'article 2 de la présente convention.

1.2. Mise à disposition partielle et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à disposition de l'AST contractant, les installations sportives dont la liste figure dans l'article 3 qui définit les dispositions d'application.

1.3. Mise à disposition d'équipements et de matériels pour les opérations de promotions :

Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4. Aides en moyens de promotion et communication :

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à M. Le Maire un 1 mois avant la date de la manifestation.

1.5. Relations administratives :

La Ville s'engage à communiquer, les courriers et informations des différentes sections de l'AST au Président de l'AST Omnisports.

Toutes correspondances des sections de l'A.S.T. devront être présentée et co-signée par le Président de l'AST Omnisports.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'AST :

2.1 Affectation de la subvention de la Ville :

L'AST s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement des disciplines sportives et le bon fonctionnement de l'association.

2.2 Documents administratifs et comptables :

Préalablement au versement de la subvention le club devra formuler sa demande annuelle de subvention, en bonne et due forme, accompagnée des pièces suivantes au plus tard le 1 Septembre de l'année précédant l'exercice considéré :

- Le dossier de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet de l'association AST et de ses sections pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts de l'AST,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif du club, tous documents faisant connaître les résultats de l'activité (art L. 1611-4 du CGCT).
- Une copie certifiée du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel de la saison prochaine ainsi que tout document permettant d'établir la sincérité du budget.

D'une manière générale l'AST s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation des subventions.

2.3 <u>Opérations partenariales</u> :

Dans le cadre des relations partenariales entre l'AST et la Ville pour lesquelles la Ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, l'AST s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.4 <u>Opérations de promotion et d'animation</u> :

L'AST s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par le service Jeunesse, Sports et Vie Educative et le centre social.

2.5 <u>Promotion et Communication</u> :

L'AST s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation de la Ville de La Teste de Buch, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

<u>ARTICLE 3 : UTILISATIONS DES EQUIPEMENTS SPORTIFS MIS A DISPOSITION DE L'AST</u> :

Le propriétaire s'engage à mettre à la disposition de l'utilisateur, les équipements et installations sportives suivantes :

3.1 <u>Equipements à usage exclusif</u> :

- Siège de l'AST, Salle Bonneval Plaine Gilbert MOGA
  - 1 Chalet « Bordeaux » sur le site de la plaine G. Moga (AST Cyclisme)
  - 1 local au boulodrome de la plaine G. Moga (AST Pétanque Testerine)
  - 1 local pour l'AST dans le chalet situé sur la plaine des sports G. Moga
- Maison des Associations :
  - Salle de Tennis de Table, (AST Tennis de Table)
  - Salle d'Escrime, (AST Escrime),
  - Salle de Boxe, (AST BOXE).

3.2 <u>Equipements soumis à un planning d'utilisation en commun</u> :

- 2 Containers de stockage au Cercle de Voile du Pyla, (AST Kayak)
- Bâtiment du SPOT et le Point Glisse de la Salie Nord (AST Char à voile).
- Le Boulodrome de la plaine G. MOGA

3.3 <u>Principes généraux</u> :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de la saison sportive.

Ce calendrier d'utilisation est établi en concertation entre le propriétaire et les associations concernées.

Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait du propriétaire, ou non utilisé par l'utilisateur, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps d'utilisation des équipements par l'utilisateur, celui-ci assumera la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise.
D'une manière générale, les utilisateurs devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Ville pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à chaque équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

Dans le cas de mauvais fonctionnement identifié par l'utilisateur, ce dernier devra en informer le plus rapidement possible le propriétaire ou l'un de ses représentants.

3.4 <u>Assurances</u> :

Chacune des deux parties, propriétaire et utilisateur, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'utilisateur souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité : responsabilité civile (recours des tiers et des voisins appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

Le Propriétaire prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol.
- Le propriétaire adressera un certificat de non recours (incendie, dégât des eaux, explosions), au bénéfice de l'utilisateur sous condition de réciprocité.
- Le propriétaire assurera la responsabilité qui incombe au propriétaire, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3.5 <u>Conditions d'utilisation</u> :

L'utilisateur devra s'acquitter des contributions personnelles mobilières ainsi que de tout abonnement et consommation d'eau, de gaz, d'électricité et de téléphone des locaux mis à leur disposition exclusive.

<u>ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES</u> :

La mise à disposition des équipements est effectuée à **titre gracieux**.

Toute réparation d'une dégradation des équipements dûment prouvée est à la charge de l'utilisateur, il en est de même concernant les équipes visiteuses.

Dans le cadre de la mise à disposition des équipements à des tiers, l'AST devra faire parvenir à la Mairie :

- Le montant des indemnités demandées ainsi qu'une copie de la convention,
- Un bilan annuel faisant apparaître le nombre d'heures de mise à disposition par équipement,
- Le montant des contributions reçues,

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS INFORMATIVES :

Afin que le propriétaire puisse coordonner l'utilisation des équipements il est de la responsabilité de l'utilisateur d'informer par courrier de l'annulation ou de la nécessité de plages horaires supplémentaires, aux conditions suivantes :

- Compétitions officielles :
  Calendrier et horaires de la saison, dès leurs parutions officielles.

- Stages organisés par l'utilisateur :
  Au minimum un (1) mois avant la date effective.

- Stages organisés par les Comités départementaux, en collaboration avec l'utilisateur :
  Mise en place d'un calendrier annuel, en concertation avec le Service des Sports.

- Compétitions amicales ou manifestations diverses :
  Un mois avant la date effective.

- Demandes de stages émanant de clubs extérieurs à la commune :

Trois (3) mois avant la date effective ; C*es clubs extérieurs sont soumis à l'application des tarifs en vigueur* ; il est toléré, que ces clubs demandeurs de rencontres sportives amicales auprès de l'utilisateur, puissent bénéficier d'un créneau à titre gracieux, dans la mesure où celui-ci entre dans les plages horaires usuelles de l'utilisateur.

- Ces règles sont applicables à l'ensemble des catégories de l'utilisateur, tout manquement de précisions sur les informations demandées, ne permettront pas la réalisation de ladite convention.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES EQUIPEMENTS A USAGE EXCLUSIF :

Les équipements concernés sont cités à l'article 3.1.

6.1 Entretien des locaux :

L'entretien extérieur, la maintenance et le gros œuvre de ces locaux seront assurés par la commune.

L'entretien intérieur des locaux sera assuré par les sections utilisatrices.

6.2. Aménagements intérieurs

Tout aménagement intérieur envisagé par l'utilisateur devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la Ville. Aucune modification ne pourra être réalisée sans accord écrit du propriétaire.

ARTICLE 7: APPLICATION DE LA CONVENTION :

A l'occasion de la répartition annuelle des heures de réservation, les parties feront le point sur l'application de cette convention.
A tout moment, à la demande de l'une ou l'autre des parties, une réunion de concertation peut être organisée en cas de besoin.

ARTICLE 8 : DUREE - MODIFICATION DE LA CONVENTION :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 1 an.

La collectivité notifiera à l'AST, la présente convention signée en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat. Elle prendra effet à la date de cette notification.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la Ville de La Teste de Buch.

ARTICLE 9 : INCIDENCES FINANCIERES :

En cas de dépôt de bilan de l'AST en cours de saison survenant avant le paiement de de la subvention, le paiement de celle-ci ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville de Teste de Buch devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION :

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 11 : ARBITRAGE :

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 12 : CONTENTIEUX :

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le tribunal administratif de Bordeaux, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à La Teste de Buch, le

Le Maire **de la Teste de Buch,**	**Le Président** **de l'Association Sportive Testerine,**
Patrick DAVET	**Stéphane CHEF**

Monsieur le Maire :

Merci monsieur Votion, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. AMBROISE **DEL 2020-12-503**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH
et L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE Section Char à Voile
Occupation du SPOT de la Salie Nord

Saison sportive 2021

Mes chers Collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association Sportive Testerine « section Char à Voile » contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021, renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et l'Association Sportive Testerine « section Char à Voile », en particulier la mise à disposition de locaux associatifs au sein du S.P.O.T. de la Salie Nord.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association Sportive Testerine « section Char à Voile » et les Services Municipaux de manière à faciliter les relations et la communication,

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'AST section char à voile,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET " L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE "

Occupation du SPOT de la Salie Nord

SAISON SPORTIVE 2021 (du 1er janvier au 30 juin 2021)

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

L'Association dénommée « **AST CHAR à VOILE** » est une section du club omnisport de l'AST qui organise l'activité char à voile sur le territoire de la commune. Cette association pratique son activité toute l'année sur les plages de la Salie Nord au profit de ses 32 adhérents.

L'AST ne participe plus à l'opération CAP33 depuis l'été 2016, le club est en recherche de recrutement d'un éducateur sportif spécialisé Char à Voile.

Plusieurs Manifestations sont organisées par l'AST Char à Voile.

- Les 3 Heures de La Teste,
- Course de Ligue.
- Char à Voile au Féminin en Mai.
- Sorties et Initiations au Char à Voile,
- Ramassage des plastiques et objets sur la plage de La Salie Nord, lors de nos sorties ou initiations, tout au long de l'année.

Le S.P.O.T.

Situé sur le parking de la Salie Nord, en extension des toilettes déjà existantes, le S.P.O.T. est un bâtiment de 300m² composé de locaux associatifs, avec vestiaires et espaces pour le rangement du matériel, d'une infirmerie, de douches, de sanitaires, d'une grande salle d'exposition et d'un hall d'accueil du public.
Ce bâtiment accueille l'association sportive Testerine Section Char à Voile dans le local n°3 de 30 m² à titre exclusif**.**

L'Annexe Point Glisse

Véritable terrasse sur l'océan, le point glisse est situé sur le rivage de la Salie Nord. Conçu pour être entièrement démontable, ce bâtiment construit sur des pieux est constitué de huit containers avec à l'étage une terrasse couverte de 10m² fournissant un large panorama de surveillance.

Cet équipement permet l'accueil des Maîtres-Nageurs Sauveteurs durant la saison estivale et des associations de sports de glisse pour leurs activités tout au long de l'année.

Ce bâtiment accueille « L'Association Sportive Testerine » section Char à Voile dans le container n°1**.**

La convention de partenariat proposé à l'Association Sportive Testerine Char à Voile permet de valider les relations de partenariat avec la Ville qui sont de plusieurs ordres.

LES ENGAGEMENTS DU CLUB :

Le Projet principal du club réside dans la mise en œuvre d'entraînements au profit de ses adhérents qui pratiquent l'activité en compétition et également de proposer une formation aux jeunes débutants à l'année.

Le club s'engage également de développer ses activités au profit des divers publics, scolaire, centre de loisirs de la ville et de la Cobas, centre social de la Ville, en priorité et des publics touristiques durant la saison estivale.

Le club s'engage à participer à l'opération CAP 33 pendant la durée estivale.

LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition du club, un local de stockage de matériel à titre exclusif et des espaces communs (vestiaire, infirmerie, bureau, salle d'exposition) dans le bâtiment du SPOT.

Un container n°1 de 15m2 (stockage matériel, lieu d'activités) dans l'équipement « Annexe Point Glisse » situé en pied de dune.

Les conditions d'utilisation de ces équipements sont libellées dans la convention.

La mise à disposition du S.P.O.T et de l'annexe Point Glisse est consentie à titre **gratuit**.

La présente convention prendra effet à compter du 1er janvier 2021 et prendra fin le 30 juin 2021. Cette présente convention n'est pas reconductible.

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par le conseil municipal.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
l'AST « section Char à Voile »
Saison sportive 2021

PRÉAMBULE

LE S.P.O.T (Sécurité – Prévention – Océan – Tourisme) est un équipement construit par la COBAS (Communauté d'Agglomération du Sud Bassin d'Arcachon) qui par convention en a délégué la gestion à la Ville de LA TESTE DE BUCH. Il s'agit d'un équipement lié à l'hygiène et la sécurité à destination principalement des Clubs de Sport de glisse fortement présents sur notre territoire et notamment sur le site de la Salie Nord.

La multitude d'utilisateurs potentiels en fait un équipement d'utilité publique, pour un meilleur aménagement des espaces naturels en perspective d'une gestion globale des plages océanes par la Ville de LA TESTE DE BUCH.

Cet équipement composé de deux bâtiments a pour fonction :

- la prévention des risques liés à l'océan et l'organisation de la sécurité du public,
- la découverte et le perfectionnement des pratiques sportives de glisse au profit des associations, des scolaires, des centres de loisirs, et des publics touristiques.

Le S.P.O.T doit permettre de fédérer l'ensemble de l'offre sportive de glisse du territoire représenté par les associations existantes sur le territoire.

Considérant que l'AST Char à Voile participe à la promotion de la ville de LA TESTE DE BUCH, à son animation et contribue à son développement territorial,

Considérant les relations partenariales qui sont engagées et que les deux parties souhaitent formaliser :

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ENTRE

La Ville de LA TESTE DE BUCH, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2020,

Ci-après dénommée **la Ville**,

d'une part,

ET

L'Association Sportive Testerine section char à voile, ayant son siège social à la Plaine Gilbert MOGA (chalet AST) à LA TESTE DE BUCH représentée par son président, dument habilité, Monsieur Stéphane CHEF,
Ci-après dénommée **l'AST**

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 OBJECTIFS GENERAUX

A travers l'équipement du S.P.O.T géré par le Service des Sports, la Ville souhaite soutenir le Club dans le développement de ses activités en lui permettant de se structurer dans la gestion et l'organisation des diverses animations proposées au profit :

- de leurs adhérents licenciés,
- des publics scolaires (écoles primaires, collèges, lycées, CFA de la COBAS),
- des centres de loisirs et associations de la COBAS,
- de tout public privé ou associatif extérieur à la COBAS.

Les structures du territoire seront prioritaires par rapport aux publics se situant à l'extérieur de la COBAS.

1.2 MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT S.P.O.T ET L'ANNEXE POINT GLISSE

La Ville s'engage à mettre à disposition du Club contractant les installations sportives suivantes :

Le S.P.O.T de la Salie

- Le bâtiment situé sur le parking de la Salie Nord,
- Le bâtiment comprend 3 locaux de rangement associatif de 30m2,
- Le Club bénéficie à titre exclusif du local n°1,
- Les douches, sanitaires, vestiaires, l'infirmerie, le bureau d'accueil et la salle d'exposition sont à la disposition partagée avec les autres associations et la Ville.

L'Annexe Point Glisse

Equipement situé en pied de Dune sur la Plage face à l'Océan.

Cet équipement, constitué de 8 locaux (containers Maritime), est destiné au rangement du matériel et à la mise en œuvre des activités.
Le Club bénéficie à titre exclusif du container N°1, d'une surface de 15 m2.

Les autres locaux sont mis à disposition d'autres associations et de la Ville notamment l'été pour l'implantation du Poste de Secours.

Un état des lieux, établi contradictoirement est réalisé avant la signature de la convention, et annexé à la présente.

1.3 CONDITION D'UTILISATION DU S.P.O.T

Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Ville et le Club (Planning prévisionnel des créneaux d'entraînements, d'animations, des manifestations).

Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par le Club**,** chacune des parties devra en être informée au préalable.

En dehors de ces périodes la Ville aura la libre disposition des lieux.

Pendant le temps d'utilisation des équipements par le Club**,** celui-ci assumera la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'il utilise.

Le SPOT pourra être mis à disposition de l'ONF pour des réunions ou des actions de sensibilisation du public à l'environnement.

Aucune activité commerciale ou soirée musicale ne sera tolérée dans l'équipement.

En aucun cas les bâtiments ne pourront être affectés au logement de personne.

L'heure de fermeture des équipements à toute activité est fixée à la tombée de la nuit.

1.4 MISE A DISPOSITION DE MATÉRIELS POUR LES OPERTATIONS DE PROMOTION

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour les associations testerines.
Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

1.5 AIDES EN MOYENS DE PROMOTION ET COMMUNICATION

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU CLUB

2.1 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES LIES A LA MISE A DISPOSITION DU S.P.O.T ET DE L'ANNEXE POINT GLISSE

Le Club devra :

- Formuler sa demande annuelle de mise à disposition des équipements du S.P.O.T et Annexe Point Glisse par courrier adressé à Monsieur le Maire 3 mois avant la date de fin de mise à disposition.

Cette demande de mise à disposition sera accompagnée des pièces suivantes :

- Les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.
- Le projet du Club et de ses sections pour la saison à venir.
- Une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison écoulée ainsi que le budget prévisionnel par section et général de la saison à venir.
- Le montant des subventions des différents partenaires publics.
- L'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le calendrier des manifestations de la saison à venir.

D'une manière générale, le Club s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville de l'utilisation de la mise à disposition des équipements du S.P.O.T.

2.2 OPÉRATIONS PARTENARIALES

Dans le cadre des relations partenariales entre le Club et la Ville pour lesquelles la Ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, le Club s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.3 OPÉRATIONS DE PROMOTION ET D'ANIMATION

Le Club s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, les centres sociaux et les établissements scolaires.

2.4 OPÉRATIONS DE COMMUNICATION

Le Club s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.
Les documents comprenant le logo de la Ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

Un projet d'animation devra permettre d'animer le site, notamment sous forme de manifestations, de stages et de cours individuels. Ce projet sera proposé par le Club à la Ville à la signature de la convention.

3.1 ACCUEIL DES MEMBRES DU CLUB

Concernant les membres du Club, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements mis à disposition.

3.2 ACCUEIL DES SCOLAIRES

Le Club s'engage à participer aux projets éducatifs de la Ville, et à l'accompagner dans le cadre du Sport Scolaire en faveur des établissements scolaires et ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées

au regard d'un projet global que la Ville pourra soutenir. Cette action fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal spécifique à ces activités, permettant d'évaluer le niveau d'intervention du Club.

3.3 ACCUEIL DES CENTRES DE LOISIRS ET DES CENTRES SOCIAUX DE LA COBAS

Le Club s'engage à proposer aux structures d'animations de la COBAS des séances d'activités sportives sur le site du S.P.O.T. Ces séances seront facturées à des conditions tarifaires préférentielles.

3.4 ENCADREMENT DES ACTIVITÉS

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'Etat, salariées ou par des licenciés bénévoles du Club dans le cadre de la réglementation imposée par les Fédérations Françaises, du Ministère de la Jeunesse et des Sports et de l'Education Nationale.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU CLUB

La présente mise à disposition est accordée au Club pour lui permettre d'utiliser la parcelle et les bâtiments tel que décrit dans l'article 1.2, à des fins sportives tout en soumettant leur utilisation par les adhérents du Club aux pouvoirs réglementaires du Maire de LA TESTE DE BUCH.

Le Club est tenu de se conformer aux directives des Fédérations Françaises concernées par l'activité et au principe concernant l'organisation de l'accueil des activités en faveur des membres sur les aspects : hygiène, sécurité et réglementation de la pratique.

ARTICLE 5 : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La présente mise à disposition du SPOT et de l'Annexe Point Glisse est consentie à **titre gratuit**.

ARTICLE 6 : CHARGES DE LA COMMUNE

La Ville fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes et impôts de toute nature que ce soit ainsi que la redevance ONF.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE

Le Club sera responsable de tout dommage causé, par la mise en place ou l'exploitation des installations concédées à titre gratuit par la Ville.
Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la Ville.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la Ville une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.

Pour toute dégradation des équipements dûment prouvée, la réparation sera à la charge du Club utilisateur.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION :

Le Club est tenu d'occuper personnellement et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition, en assumant la responsabilité et la surveillance des locaux.

Le Club ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par la Ville, que ce soit à des fins commerciales, marchandes ou non.

Le Club devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale.

Le Club ne pourra procéder à des aménagements susceptibles de changer l'état des lieux, à des modifications des bâtiments existants ou à des adjonctions de construction sans y avoir été préalablement autorisé par la Ville. Il devra donc soumettre à l'agrément de la Ville tout projet de travaux qu'il entend réaliser et constituera à cet effet un dossier complet permettant l'appréciation dudit projet.

Le Club ne pourra sous-traiter la mise à disposition de l'équipement. Il conserve toutefois la possibilité de faire appel à tout intervenant extérieur de
son choix pour des prestations réservées à ses membres et leurs invités. Dans ce cas, une convention sera passée entre le prestataire de service et le Club**.** Celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'une validation par la Ville. Une fois signée, une copie de cette convention devra être adressée à la Ville.

La domanialité du terrain s'oppose à ce que le Club puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble. Tout ou partie de l'autorisation pourra être suspendue ou retirée par décision de Monsieur le Maire pour des raisons de police, de sécurité ou toute autre raison d'intérêt général dûment motivée.

ARTICLE 9 : SORT DES INSTALLATIONS A LA FIN DE LA MISE A DISPOSITION

A la fin de la mise à disposition, pour quelque cause que ce soit, les équipements installés par le Club devront être enlevés et les lieux remis en leur état primitif. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de un mois à dater de la fin de la mise à disposition, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par la Ville.

Toutefois, si à la demande du Club, la Ville accepte que les équipements en tout ou partie ne soient pas enlevés, ceux-ci deviendront la propriété de la Ville sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

ARTICLE 10 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021. Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 11 : CESSATION D'ACTIVITÉ PAR LE CLUB

En cas de dépôt de bilan du Club ou en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville devra en être informée dans les huit jours suivant le début de ces procédures.

ARTICLE 12 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 13 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le :

Pour la Ville de La Teste de Buch	Pour l'Association Sportive Testerine
Le Maire de LA TESTE DE BUCH	Le Président de l'AST
Patrick DAVET	**Stéphane CHEF**

Monsieur le Maire :

Merci monsieur Ambroise, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **M. PASTOUREAU** **DEL2020-12-504**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et
"Le CERCLE DE VOILE DE PYLA sur MER"

Saison sportive 2021

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que le Cercle de Voile de Pyla sur Mer contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021, attribuer une subvention de 12 000€ et renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et le Cercle de Voile de Pyla sur Mer.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre le Cercle de Voile de Pyla sur Mer et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la Commission Développement Durable, Démocratie de Proximité, Vie Collective et Associative du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le cercle de voile de Pyla sur Mer,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET LE CERCLE DE VOILE DE PYLA SUR MER
SAISON SPORTIVE 2021 (du 1er janvier au 30 juin 2021)

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville et le Cercle de Voile de Pyla sur Mer. Cette convention définie les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre le Cercle de Voile de Pyla sur Mer et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Il traduit l'intérêt que la commune porte au Cercle de Voile de Pyla sur Mer et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée au Cercle de Voile de Pyla sur Mer permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ LA SUBVENTION :

Dans le cadre de la convention de partenariat 2021, la ville a décidé d'allouer la subvention annuelle au regard du dossier de demande de subvention, remis par le club, pour l'année budgétaire 2021. Ce dossier tient compte de critères qui permettent le calcul des subventions.

La ville a décidé d'attribuer au CVPM une subvention de 12 000€ au titre de l'aide allouée aux associations sportives dans le cadre du budget 2021.

Cette subvention sera versée sur le compte du Cercle de Voile de Pyla sur Mer dans le courant du premier trimestre 2021. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables.

Vous trouverez ci-dessous l'aide en matière de subvention municipale attribuée depuis 2015 au Cercle de Voile de Pyla sur Mer :

LES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Année	Subvention annuelle	Subvention Voile Scolaire	Subventions Totales	Nombre d'élèves	Nombre de classes
2015	12 000 €	5 796 €	17 796 €	80.5	4
2016	12 000 €	9 180 €	21 180 €	127.5	6
2017	12 000 €	4 122 €	16 122 €	57.25	3
2018	12 000 €	4 986 €	16 986 €	69.25	3
2019	12 000 €	4 068 €	16 068 €	56.5	2
2020	12 000 €	2 322 €	14 322 €	32.25	2

Commentaires sur la subvention proposée au Cercle de Voile de Pyla sur Mer :

Le CVPM avec ses **165 membres** locaux permanents et plus de 1 000 stagiaires école de voile durant la période estivale est largement représentatif du critère « Sport de Masse ».

Le niveau de pratique en individuel identifie **3 jeunes au niveau Régional, 4 jeunes au niveau National et 4 jeunes au niveau International.**

Concernant le dynamisme associatif, le CVPM est un partenaire actif de la ville notamment dans le cadre de la Voile Scolaire au profit des Ecoles Primaires de la Ville.
Seulement 2 classes ont été accueillies en 2020 pour cause de raisons sanitaires liées au COVID.

Projets Associatifs pour l'Année 2021 :

Organisation de la finale de la Coupe Régionale de la Ligue Nouvelle Aquitaine en Juin 2021, environ une centaine de coureurs venant de tous les clubs Aquitains.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La Ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, les installations sportives suivantes :

Sur le site du Pyla **:**

- Un Club House,
- Un Hangar à bateaux,
- Un Club de Moussaillons,
- Un Blockhaus à usage de lieu de stockage
- Une Aire de stationnement de bateaux
- Une Cale à bateaux

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations Testerines.
- aider par des moyens de promotion et communication le Cercle de Voile de Pyla sur Mer.

3/ LES ENGAGEMENTS DU CERCLE DE VOILE DE PYLA SUR MER :

Il est à noter que le Président est : Monsieur LEBLOND Jérôme

- Les Vice-Présidents : Mme BELLE-CROIX Sarah et Mme RIGAUD Géraldine
- La Secrétaire : Mme DE DUCLA Patricia
- Le Trésorier : M. FARGREGORI Arnaud

- Le Cercle de Voile de Pyla sur Mer s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention devra être adressé à la ville avant le 1 septembre de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le Cercle de Voile de Pyla sur Mer s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,

- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales ou marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,

- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021. Cette présente convention n'est pas reconductible.

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LE CERCLE DE VOILE DE PYLA SUR MER (C.V.P.M.)

Saison sportive 2021

PRÉAMBULE :

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, pour la saison sportive 2021, exercice budgétaire 2021, formaliser par la présente convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville de LA TESTE DE BUCH et le Cercle de Voile de Pyla sur Mer.

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert,

Considérant que le C.V.P.M. participe à la promotion de la ville de LA TESTE DE BUCH, à son animation et contribue à son développement territorial,

Considérant l'antériorité des aides directes ou indirectes dont bénéficie le C.V.P.M. depuis des années, des relations partenariales qui sont engagées et que les deux parties souhaitent formaliser :

Il est convenu et arrêté ce qui suit,

ENTRE :

La ville de LA TESTE DE BUCH, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2020,

Ci-après nommée la Ville,

d'une part,

ET :

Le Cercle de Voile de Pyla sur Mer ayant son siège social, Place Daniel Meller 33115 Pyla Sur Mer, représenté par son Président, dûment habilité, Monsieur LEBLOND Jérôme,

ci-après dénommé le C.V.P.M.,

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive.
L'Association doit formuler sa demande de subvention par la remise du dossier de demande de subvention avant le 1er Septembre de l'année précédente.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget provisionnel.
Le versement de la subvention est conditionné à l'analyse des documents et de la conformité.

1.2 Mise à disposition et entretien des Installations Sportives :

La Ville s'engage à mettre à disposition du C.V.P.M. contractant les installations sportives dont la liste figure dans l'article 4 qui définit les dispositions d'application.

1.3 Mise à disposition d'Equipements, de Matériels pour les Opérations de promotion du C.V.P.M. :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts communs définies par la ville pour les associations Testerines.
Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Aides en moyens de Promotion et Communication :

Les Interventions de la Ville en matière de prestations de communication pour le C.V.P.M. (conception et impression d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attribution de ces prestations.
Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU C.V.P.M.

2.1 Affectation de la Subvention de la Ville :

Le C.V.P.M. s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de son activité sportive et le bon fonctionnement de l'Association.

2.2 Documents Administratifs et Comptables :

En contrepartie du versement de la subvention, le C.V.P.M. devra :

- Formuler sa demande annuelle de subvention à l'aide du dossier de demande de subvention fournit par la Ville, avant le 1 septembre de l'année précédant le

vote du budget de la commune. Ledit dossier sera accompagné des pièces suivantes :

- Le projet de l'association C.V.P.M. et de ses sections pour la saison à venir.
- Le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale.
- Tous les documents faisant connaître les résultats de l'activité (article L.1611-4 du CGCT).
- Une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison écoulée.
- Un compte de résultat certifié par un cabinet comptable devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics.
- L'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel par section et général de la saison à venir.
- Un relevé d'identité bancaire (ou postal).
- Le calendrier des manifestations de la saison à venir.
- Les procès-verbaux des Conseils d'Administration de l'année écoulée.

➢ Le C.V.P.M. devra fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.

D'une manière générale, le C.V.P.M. s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la ville l'utilisation des subventions et des mises à disposition éventuelles.

Un compte de résultat négatif sur l'exercice N excédant la moitié des subventions municipales appréciées sur la moyenne des trois dernières années est un motif de révocation de la présente convention. Toutefois, en cas d'un report déficitaire excédant cette limite, le C.V.P.M. conservera la possibilité d'argumenter devant une commission ad hoc sur la raison du déficit. Cette commission rend son avis au Conseil Municipal qui prendra sa décision.

2.3 Opérations Partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales entre le C.V.P.M. et la ville pour lesquelles la ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, le C.V.P.M. s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la ville.

2.4 Opérations de Promotion et d'Animation :

Le C.V.P.M. s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, le centre social et le milieu scolaire.

2.5 Opérations de Communication :

Le C.V.P.M. s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la ville de LA TESTE DE BUCH, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

Les documents comprenant le logo de la ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

Un projet d'animation devra permettre d'animer le site, notamment sous forme de stages et de cours individuels. Ce projet sera proposé par le C.V.P.M. à la commune.

3.1 Accueil des membres de l'Association :

Concernant les membres de l'Association, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements de la commune gérés par le C.V.P.M.

3.2 Accueil des Scolaires :

Le C.V.P.M. s'engage à participer aux projets éducatifs de la ville de LA TESTE DE BUCH et à accompagner la commune dans le cadre du dispositif « Voile Scolaire » en faveur des établissements scolaires et ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées au regard d'un projet global que la commune soutiendra au travers d'une subvention annuelle. Cette action fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal spécifique à la voile scolaire, permettant d'évaluer le niveau d'intervention du C.V.P.M.

3.3 Accueil des Centres de Loisirs et du Centre Social de la Commune :

Le C.V.P.M. s'engage, à proposer des séances de découverte des activités de la voile à des conditions tarifaires préférentielles, aux structures d'animations communales (les Centres de Loisirs et le Centre Social de la Commune).

3.4 Encadrement des Activités :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'état, salariées ou par des licenciés bénévoles du club dans le cadre de la réglementation imposée par la Fédération Française de Voile.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU CVPM

4.1 Équipement à usage Spécialisé :

Autorisation est donnée au Cercle de Voile de Pyla sur Mer d'occuper, à titre temporaire, un terrain situé Place Meller, cadastré BS 431p, d'une superficie de 4000 m² environ sur l'emplacement défini sur le plan cadastral, sur lequel est implanté un bâtiment à usage sportif :

- Un club house – superficie utile 159 m² et ses dépendances,
- Un hangar à bateaux/atelier avec rangement en mezzanine, inclues deux douches – superficie utile 207 m²,

- Un club de moussaillons – superficie utile 25 m²,
- Un blockhaus à usage de lieu de stockage-superficie utile 10 m²,
- Une aire pour stationnement des bateaux-superficie utile environ 2 480 m²,

L'autorisation comprend aussi l'utilisation de la cale de mise à l'eau.

La présente autorisation est accordée au C.V.P.M. pour lui permettre d'utiliser la parcelle et les bâtiments ci-dessus désignés, à des fins sportives tout en soumettant leur utilisation par les adhérents du club aux pouvoirs réglementaires du Maire de LA TESTE DE BUCH.

L'Association est tenue de se conformer aux directives de la Fédération Française de Voile et au principe du classement national des clubs qui en découlent notamment concernant l'organisation de l'accueil des activités en faveur des membres sur les aspects : hygiène, sécurité et réglementation de la pratique.

L'Association est autorisée à placer sur l'emprise du terrain ainsi délimité les bateaux de ses adhérents.

4.2 <u>Responsabilité pour Dommages</u> :

Le bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation de ses installations et de celles concédées à titre gratuit par la municipalité.
Pour toute dégradation des équipements dûment prouvée, la réparation sera à la charge de l'utilisateur.

Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la commune de LA TESTE DE BUCH.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la mairie de LA TESTE DE BUCH une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.

<u>ARTICLE 5 : CHARGES DU CLUB</u>

L'utilisateur devra s'acquitter des contributions personnelles mobilières, de tout abonnement et consommations d'eau, de gaz, d'électricité et de téléphone des locaux utilisés ainsi que des contrats de maintenance de chauffage et d'alarme.

<u>ARTICLE 6 : CHARGES DE LA COMMUNE</u>

La commune de LA TESTE DE BUCH fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes, impôts fonciers, taxes d'enlèvement des ordures ménagères.

ARTICLE 7 : REDEVANCE

La présente autorisation est consentie à **titre gratuit**. Cette libéralité ne sera maintenue que dans la mesure où le C.V.P.M. ne percevra aucune redevance en contrepartie des services rendus et ne tirera pas un quelconque profit des installations mises à sa disposition par la commune ou autorisées.

ARTICLE 8 CARACTÈRE DE L'OCCUPATION :

Le C.V.P.M. est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition, en assumant la responsabilité et la surveillance des locaux.

Le C.V.P.M. ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par le propriétaire, que ce soit à des fins commerciales ou marchandes.

Le C.V.P.M. devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments appartenant à la commune en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale ou de les détériorer.

Le C.V.P.M. ne pourra procéder à des aménagements susceptibles de changer l'état des lieux, à des modifications des bâtiments existants ou à des adjonctions de construction sans y avoir été préalablement autorisé par la commune. Il devra donc soumettre à l'agrément de la commune tout projet de travaux qu'il entend réaliser et constituera à cet effet un dossier complet permettant l'appréciation du dit projet.

Le C.V.P.M. ne pourra sous-traiter l'activité. Il conserve toutefois la possibilité de faire appel à tout intervenant extérieur de son choix pour des prestations de type service de boissons ou de repas, réservées à ses membres et leurs invités. Dans ce cas, une convention sera passée entre le prestataire de service et le C.V.P.M. Celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'une validation par la commune.

Etant observé que la domanialité du terrain s'oppose à ce que le permissionnaire puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble, tout ou partie de l'autorisation pourra être retirée par décision du Conseil Municipal pour des raisons de police, de sécurité ou toute autre raison d'intérêt générale dûment motivée.
Le retrait de l'autorisation ne donnera droit au paiement d'aucune indemnité.

ARTICLE 9 RÉSILIATION PAR LE PERMISSIONNAIRE :

Dans le cas où le permissionnaire aurait décidé de cesser d'utiliser le bien mis à sa disposition, il pourra demander le retrait de l'autorisation donnée, en notifiant moyennant un préavis de un mois, sa décision par lettre recommandée, adressée à Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH.

La résiliation ne donnera lieu à paiement d'aucune indemnité.

ARTICLE 10 REVOCATION DE L'AUTORISATION POUR INEXECUTION DES CONDITIONS D'UTILISATION :

Faute par le permissionnaire de se conformer à une quelconque des clauses générales ou particulières de la présente convention, l'autorisation pourra être révoquée sur simple délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 11 : SORT DES INSTALLATIONS A LA CESSION DE L'AUTORISATION

A la cession pour quelque cause que ce soit de l'autorisation, les installations, qui auront été réalisées par le C.V.P.M., devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le permissionnaire. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de un mois à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par l'administration.

Toutefois, si à la demande du permissionnaire, l'administration accepte que des installations en tout ou partie ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la commune sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En tout état de cause, avant tout enlèvement du matériel ou d'installations, le permissionnaire devra justifier auprès de l'administration de leur entière propriété.

Toutefois, les immobilisations figurant à l'actif du bilan du C.V.P.M. pourront être reprises par celui-ci ou par son successeur pour leur valeur comptable résiduelle.

ARTICLE 12 : PREAVIS

Une décision de révocation de retrait décidée par la Ville fera l'objet d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois mois.

ARTICLE 13 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 14 : CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas de dépôt de bilan du C.V.P.M. en cours de saison survenant avant le paiement de la subvention, le paiement de celle-ci ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la ville de LA TESTE DE BUCH devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 15 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 16 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à LA TESTE DE BUCH,

Le Maire de LA TESTE DE BUCH	Le Président du Cercle de Voile de Pyla sur Mer
Patrick DAVET	Jérôme LEBLOND

Monsieur le Maire :

Merci monsieur Pastoureau, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DELFAUD **DEL2020-12-505**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et
Le CERCLE DE VOILE DE CAZAUX LAC

Saison sportive 2021

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Conformément que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que le Cercle de Voile de Cazaux Lac contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021, attribuer une subvention de 12 500€ et renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et le Cercle de Voile de Cazaux Lac.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre le Cercle de Voile de Cazaux Lac et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la Commission Développement Durable, Démocratie de Proximité, Vie Collective et Associative du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le cercle de voile de Cazaux Lac,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
ET LE CERCLE DE VOILE DE CAZAUX LAC
SAISON SPORTIVE 2021

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville et le Cercle de Voile de Cazaux Lac. Cette convention définie les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre le Cercle de Voile de Cazaux Lac et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Il traduit l'intérêt que la commune porte au Cercle de Voile de Cazaux Lac et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée au Cercle de Voile de Cazaux Lac permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ LA SUBVENTION :

Dans le cadre de la convention de partenariat 2021, la ville a décidé d'allouer la subvention annuelle au regard du dossier de demande de subvention, remis par le club, pour l'année budgétaire 2021. Ce dossier tient compte des critères qui permettent le calcul des subventions.

La ville a décidé d'attribuer au CVCL une subvention de 12 500€ au titre de l'aide allouée aux associations sportives dans le cadre du budget 2021.

Cette subvention sera versée sur le compte du Cercle de Voile de Cazaux Lac dans le courant du premier semestre 2021. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables.

Vous trouverez ci-dessous l'aide en matière de subvention municipale attribuée depuis 2015 au Cercle de Voile de Cazaux Lac :

LES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Année	Subvention annuelle	Subvention Voile Scolaire	Subventions Totales	Nombre d'élèves	Nombre de classes
2015	12 000 €	6 948 €	18.948 €	96.50	4
2016	12 000 €	6 534 €	18 534 €	90.75	4
2017	12 000 €	3 816 €	15 816 €	53	2
2018	12 500 €	8 208 €	20 708 €	114	4
2019	12 500 €	9 774 €	22 274 €	135.75	5
2020	12 500 €	1 728 €	14 228 €	24	1

Commentaires sur la subvention proposée au Cercle de Voile de Cazaux Lac :

Le CVCL avec ses **506** adhérents dont **56** de jeunes de moins de 18 ans est représentatif sur le critère « Sport de Masse ».
Le plus haut niveau de pratique est représenté par les seniors au niveau National.
Les catégories jeunes sont également présentes au niveau national.

Le CVCL participe activement à la vie communale en s'impliquant dans :

- Le Sport Scolaire à travers le dispositif « Voile Scolaire » qui accueille chaque année des élèves des classes de CM2 n'a pu accueillir qu'une seule classe cette année pour cause de raisons sanitaires liées au COVID.
- Les Activités au profit de la jeunesse avec l'accueil des ALSH et du Club Ados en période de vacances scolaires a également été extrêmement réduite au regard des conditions sanitaires.
- Le Dispositif CAP 33 (découvertes gratuites et stages d'approfondissements) au profit des divers publics pendant la saison estivale a pu être maintenu.
- L'Accueil de la natation scolaire pour plus de 300 élèves des écoles pour l'Année Scolaire 2019 / 2020 sur le site naturel du lac au Cercle de Voile de Cazaux a été annulé pour cause de COVID.
- Une dizaine de manifestations (régates ou journées Handicap) ont dû être annulé par le CVCL en 2020.
- Le CVCL s'est engagé à développer la pratique de la voile sportive « HANDI VALIDE » plusieurs actions sont organisées en faveur des publics handicapés, grâce à l'acquisition de bateaux adaptés.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, les installations sportives suivantes :

- Le Club house,
- Un Hangar atelier,
- Des Sanitaires,
- Un Local,
- Un Bureau.

De plus, la ville s'engage également à :

- mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations Testerines.

- aider par des moyens de promotion et communication le Cercle de Voile de Cazaux Lac en application du règlement municipal de la vie associative.

3/ LES ENGAGEMENTS DU CERCLE DE VOILE DE CAZAUX LAC :

Il est à noter que le Président : M. DUCHESNE FERCHAL Hervé,

- La Secrétaire : M. DUBES Francis,
- Le Trésorier : M. DINET Patrick.

-Le Cercle de Voile de Cazaux Lac s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

-Le Dossier de demande de subvention devra être adressé à la ville avant le 1 septembre de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le Cercle de Voile de Cazaux Lac s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales ou marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LE CERCLE DE VOILE DE CAZAUX LAC (C.V.C.L.)
Saison sportive 2021

PRÉAMBULE :

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, pour la saison sportive 2021, exercice budgétaire 2021, formaliser par la présente convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville de LA TESTE DE BUCH et le Cercle de Voile de Cazaux Lac.

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert,

Considérant que le C.V.C.L. participe à la promotion de la ville de LA TESTE DE BUCH, à son animation et contribue à son développement territorial,

Considérant l'antériorité des aides directes ou indirectes dont bénéficie le C.V.C.L. depuis des années, des relations partenariales qui sont engagées et que les deux parties souhaitent formaliser :

Il est convenu et arrêté ce qui suit,

ENTRE :

La Ville de LA TESTE DE BUCH, 1Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2020,

d'une part,

ET :

Le Cercle de Voile Cazaux Lac ayant son siège social à la Halte Nautique de Cazaux Lac, à LA TESTE DE BUCH, représenté par son Président, dûment habilité, Monsieur Hervé DUCHESNE-FERCHAL,
ci-après dénommé le C.V.C.L.,

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive.
L'Association doit formuler sa demande de subvention par la remise du dossier de demande de subvention avant le 1er Septembre de l'année précédente.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget provisionnel.
Le versement de la subvention est conditionné à l'analyse des documents et de la conformité.

1.2 Mise à disposition et entretien des Installations Sportives :

La ville s'engage à mettre à disposition du C.V.C.L. contractant les installations sportives dont la liste figure dans l'article 4 qui en définit les dispositions d'application.
Un état des lieux est établi contradictoirement.

1.3 Mise à disposition d'Equipements, de Matériels pour les opérations de promotion :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts communs définies par la ville pour les associations testerines.
Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Aides en moyens de Promotion et Communication :

Les interventions de la ville en matière de prestations de communication pour le C.V.C.L. (conception et impression d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attribution de ces prestations.
Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU C.V.C.L.

2.1 Affectation de la Subvention de la VILLE :

Le C.V.C.L. s'engage à affecter la subvention attribuée par la ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de son activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

2.2 Documents Administratifs et Comptables :

En contrepartie du versement de la subvention, le C.V.C.L. devra :

➢ Formuler sa demande annuelle de subvention à l'aide du dossier de demande de subvention fournit par la mairie, avant le 1 septembre de l'année précédant le vote du budget de la commune. Ledit dossier sera accompagné des pièces suivantes :

- Le projet de l'association C.V.C.L. et de ses sections pour la saison à venir.

- Le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale.
- Tous les documents faisant connaître les résultats de l'activité (article L.1611-4du CGCT)
- Une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison écoulée.
- Un compte de résultat par section et général devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics.
- L'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel par section et général de la saison à venir.
- Un relevé d'identité bancaire (ou postal).
- Le calendrier des manifestations de la saison à venir.
- Les procès-verbaux des Conseils d'Administration de l'année écoulée.

➢ Le C.V.C.L. devra fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.

D'une manière générale, le C.V.C.L. s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la ville l'utilisation des subventions et des mises à disposition éventuelles.

Un compte de résultat négatif sur l'exercice N excédant la moitié des subventions municipales appréciées sur la moyenne des trois dernières années est un motif de révocation de la présente convention. Toutefois, en cas d'un report déficitaire excédant cette limite, le C.V.C.L. conservera la possibilité d'argumenter devant une commission ad hoc sur la raison du déficit. Cette commission rend son avis au Conseil Municipal qui prendra sa décision.

2.3 Opérations Partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales entre le C.V.C.L. et la ville pour lesquelles la ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, le C.V.C.L. s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la ville.

2.4 Opérations de Promotion et d'Animation :

Le C.V.C.L. s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, le centre social et le milieu scolaire.

2.5 Opérations de Communication :

Le C.V.C.L. s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la ville de LA TESTE DE BUCH, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.
Les documents comprenant le logo de la ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

Un projet d'animation devra permettre d'animer le site, notamment sous forme de stages et de cours individuels. Ce projet sera proposé par le C.V.C.L. à la commune.

3.1 Accueil des membres de l'Association :

Concernant les membres de l'association, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements de la commune gérés par le C.V.C.L.

3.2 Accueil des Scolaires :

Le C.V.C.L. s'engage à participer aux projets éducatifs de la ville de LA TESTE DE BUCH et à accompagner la commune dans le cadre du dispositif "voile scolaire" en faveur des établissements scolaires et ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées au regard d'un projet global que la commune soutiendra au travers d'une subvention annuelle. Cette action fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal spécifique à la voile scolaire, permettant d'évaluer le niveau d'intervention du C.V.C.L.

3.3 Accueil des Centres de Loisirs et du Centre Social de la Commune :

Le C.V.P.M. s'engage, à proposer des séances de découverte des activités de la voile à des conditions tarifaires préférentielles, aux structures d'animations communales (les Centres de Loisirs et le Centre Social de la Commune).

3.4 Encadrement des Activités :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'état, salariées ou par des licenciés bénévoles de l'Association dans le cadre de la réglementation imposée par la Fédération Française de Voile.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU CVCL

4.1 Équipements à usage spécialisé :

Autorisation est donnée au Cercle de Voile de Cazaux Lac d'occuper, à titre temporaire, un terrain situé en bordure du Lac de Cazaux, cadastré CY 18, sur lequel sont implantés :

- Un Hangar atelier – superficie utile 218 m²
- Le Club house – superficie utile 30,80 m²
- Sanitaires – superficie utile 43,50 m²
- Un Local – superficie utile 20 m²
- Un Bureau – superficie utile 30,20 m²

En outre, la partie du Lac de Cazaux située au droit de l'emprise accordée au C.V.C.L. sera réservée à l'usage exclusif du C.V.C.L. et de ses adhérents et ce, sur une profondeur de 120 m de la limite des eaux du Lac de Cazaux.

A l'intérieur de ce périmètre réservé, le C.V.C.L. a installé :

- Une zone d'appontement comprenant trois pontons d'une longueur de 35m, 51m et 95m servant d'embarcadère et de débarcadère,
- Une rampe de mise à l'eau pour les bateaux de sécurité du C.V.C.L.

La présente autorisation est accordée au C.V.C.L. pour lui permettre d'utiliser l'ensemble des bâtiments ci-dessus désignés et une partie du plan d'eau, à des fines sportives tout en

soumettant leur utilisation par les adhérents du club aux pouvoirs réglementaires du Maire de LA TESTE DE BUCH.

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable compte tenu du fait que la commune de LA TESTE DE BUCH elle-même est titulaire d'une décision individuelle d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public de la défense sur la Base Aérienne 120 de CAZAUX (n° 12 – 2001 du 22 juin 2001). Autorisation qui lui confère le droit d'occuper à titre temporaire la zone ouest de la partie girondine du Lac de Cazaux qui, située en dehors du polygone du champ de tir de la base est comprise entre la limite ouest dudit polygone et la rive ouest du Lac tel qu'il est indiqué sur l'A.O.T.

Par ailleurs, il est également donné autorisation au Cercle de Voile de Cazaux Lac d'occuper, à titre temporaire, la bande de terrain d'une superficie de 1 585 m² longeant la rue Osmin Dupuy au droit de l'emprise actuelle du C.V.C.L., à usage d'aire de stationnement des véhicules des seuls membres du C.V.C.L. (cf. avenant n° 01 du 22 juin 2001).

Tout abattage d'arbres à l'intérieur du périmètre concédé devra faire l'objet d'une demande écrite à Monsieur le Maire.

Enfin, le Cercle de Voile de Cazaux Lac est propriétaire de la grue située à l'entrée du port, hors du périmètre autorisé, et utilisée exclusivement par les adhérents du C.V.C.L.

4.2 <u>Responsabilité pour Dommages</u> :

Le bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation de ses installations et de celles concédées à titre gratuit par la municipalité.
Pour toute dégradation des équipements dûment prouvée, la réparation sera à la charge de l'utilisateur.

Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la commune de LA TESTE DE BUCH.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la mairie de LA TESTE DE BUCH une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.

<u>ARTICLE 5 : CHARGES DU CLUB</u>

L'utilisateur devra s'acquitter des contributions personnelles, mobilières et de tous les abonnements et consommations, eau, gaz, électricité et de téléphone ainsi que des contrats de maintenance de chauffage et d'alarme.

<u>ARTICLE 6 : CHARGES DE LA COMMUNE</u>

La commune de LA TESTE DE BUCH fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes, impôts fonciers, taxes d'enlèvement des ordures ménagères.

ARTICLE 7 : REDEVANCE

La présente autorisation est consentie à **titre gratuit**. Cette libéralité ne sera maintenue que dans la mesure où le C.V.C.L. ne percevra aucune redevance en contrepartie des services rendus et ne tirera pas un quelconque profit des installations mises à sa disposition par la commune ou autorisées.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION

Le C.V.C.L. est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Le C.V.C.L. ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par le propriétaire, que ce soit à des fins commerciales ou marchandes.

Le C.V.C.L. devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments appartenant à la commune en bon état et ne faire aucun travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale ni de les détériorer.

Toute cession totale ou partielle de la présente autorisation est interdite sauf accord exprès du Service Spécial des Bases Aériennes après avis du Directeur des Services Fiscaux et de Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH.

Etant observé que la domanialité publique du plan d'eau et des terrains s'oppose à ce que le permissionnaire puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble, tout ou partie de l'autorisation pourra être retirée par décision ministérielle, à quelque époque que ce soit, et sans observer de délai, si l'intérêt de la défense l'exige ou par décision du Conseil Municipal pour des raisons de police ou de sécurité.
Le retrait de l'autorisation ne donnera droit au paiement d'aucune indemnité.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION PAR LE PERMISSIONNAIRE

Dans le cas où le club aurait décidé de cesser d'utiliser le bien mis à sa disposition, le permissionnaire pourra demander le retrait de l'autorisation donnée, en notifiant moyennant un préavis de un mois, sa décision par lettre recommandée, adressée à Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH.
La résiliation ne donnera lieu à paiement d'aucune indemnité.

ARTICLE 10 : REVOCATION DE L'AUTORISATION POUR INEXECUTION DES CONDITIONS D'UTILISATION

Faute par le permissionnaire de se conformer à une quelconque des clauses générales ou particulières de la présente convention, l'autorisation pourra être révoquée sur simple délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 11 : SORT DES INSTALLATIONS A LA CESSION DE L'AUTORISATION

A la cession pour quelque cause que ce soit de l'autorisation, les installations, qui auront été réalisées par le C.V.C.L, devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le permissionnaire. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de un mois à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par l'administration.

Toutefois, si à la demande du permissionnaire, l'administration accepte que des installations en tout ou partie ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la commune sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En tout état de cause, avant tout enlèvement du matériel ou d'installations, le permissionnaire devra justifier auprès de l'administration de leur entière propriété.

Toutefois, les immobilisations figurant à l'actif du bilan du C.V.C.L. pourront être reprises par celui-ci ou par son successeur pour leur valeur comptable résiduelle.

ARTICLE 12 : PREAVIS

Une décision de révocation de retrait décidée par la Ville fera l'objet d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois mois.

ARTICLE 13 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021. Cette présente convention n'est pas reconductible.

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 14 : CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas de dépôt de bilan du C.V.C.L. en cours de saison survenant avant le paiement de la subvention, le paiement de celle-ci ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la ville de LA

TESTE DE BUCH devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 15 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 16 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le :

Le Maire **de LA TESTE DE BUCH**	**Le Président** **du Cercle de Voile de Cazaux Lac**
Patrick DAVET	**Hervé DUCHESNE- FERCHAL**

Monsieur le Maire :

Merci Madame Delfaud, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DELEPINE **DEL2020-12-506**

CONVENTION DE PARTENARIAT
Entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et LES JEUNES DU CAPTALAT « Section Gymnastique »

Saison sportive 2021

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que la Section Gymnastique des Jeunes du Captalat contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021, attribuer une subvention de 15000€ et renouveler par une convention de partenariat les relations qui existent entre la Ville et Les Jeunes du Captalat – Section Gymnastique.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre Les Jeunes du Captalat – Section Gymnastique et les Services Municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la Commission Développement Durable, Démocratie de Proximité, Vie Collective et Associative du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association des jeunes du captalat,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET LES JEUNES DU CAPTALAT

SAISON SPORTIVE 2021

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La Ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et l'Association « Les Jeunes du Captalat ». Cette convention définie les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre l'association « Les Jeunes du Captalat » et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Il traduit l'intérêt que la Ville porte à l'Association « Les Jeunes du Captalat » et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La Convention de Partenariat proposée aux « Jeunes du Captalat » en 2021 permet de valider les relations de partenariat avec la ville et plus particulièrement l'utilisation de la salle de Gymnastique construite sur la Plaine des sports et de loisirs Gilbert MOGA en 2015.

1/ LA SUBVENTION :

Dans le cadre de la convention de partenariat 2021, la Ville a décidé d'allouer la subvention annuelle au regard du dossier de demande de subvention, remis par le club, pour l'année budgétaire 2021.

La Ville a décidé d'attribuer aux Jeunes du Captalat une subvention de 15 000€ au titre de l'aide allouée aux associations sportives dans le cadre du budget 2021.
Cette subvention sera versée au Club dans le courant du premier semestre 2021.
Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables.
Vous trouverez ci-dessous l'aide en matière de subvention municipale attribuée depuis 2016 aux Jeunes du Captalat :

LES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Années	Subventions de Soutiens	Subventions Exceptionnelles
2016	15 000 €	
2017	15 000 €	
2018	15 000 €	
2019	15 000 €	
2020	15 000 €	

1/ Commentaire sur l'association des Jeunes du Captalat :

505 Adhérents au club dont **452** jeunes de moins de 18 ans
Le niveau de pratique en compétition est National pour les garçons et les filles.
La mise à disposition du nouveau gymnase permet la création de nouvelles sections :

- Bébé Gym, Eveil Gym, Ecole de Gym, Gym Acrobatique.
- Trampoline, Acrosport, Gym Adultes et Gym Santé Sénior, Handy-gym, Team-gym.
- 5 éducateurs sont salariés de l'Association.

Plusieurs compétitions de Niveaux Régionales sont organisées par « les Jeunes du Captalat » tout au long de la saison sportive.
Le club participe également aux grandes manifestations de la Ville (Fête du Port, Vital Sport, Forum des Associations)

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La Ville alloue une subvention de 15 000€ au Jeunes du Captalat

La Ville s'engage à mettre à disposition, **à titre gracieux**, la nouvelle salle de gymnastique implantée sur la Plaine des Sports Gilbert MOGA.

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la Ville pour les Associations Testerines.
- Aider par des moyens de promotion et communication « Les Jeunes du Captalat ».
- La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3/ LES ENGAGEMENTS DES « JEUNES DU CAPTALAT » :

Il est à noter que la Présidente est : Madame DOMINGUES Monique,

- Le Vice-Président : M. TOUJA Jean-Michel
- Le Secrétaire : M. CAUBIT Jeans
- La Trésorière : Mme FERNANDEZ Régine

- L'Association s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'Association.
- Le dossier de demande de subvention doit être adressé à la ville avant le 1 septembre de l'année précédente, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, l'Association « Les Jeunes du Captalat » s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où Marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LES JEUNES DU CAPTALAT – SECTION GYMNASTIQUE
Saison sportive 2021

PREAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Les Jeunes du Captalat – Section Gymnastique », ancrée dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Les Jeunes du Captalat – Section Gymnastique ».

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2020,

Ci-après nommée « la Ville »,

D'une part,

ET

L'Association Les Jeunes du Captalat – Section Gymnastique ayant son siège social Plaine sportive Bonneval 33260 LA TESTE DE BUCH représentée par sa Présidente, dument habilitée, Madame Monique DOMINGUES,

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive.
L'Association doit formuler sa demande de subvention par la remise du dossier de demande de subvention avant le 1er Septembre de l'année précédente.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget provisionnel.
Le versement de la subvention est conditionné à l'analyse des documents et de la conformité.

1.2 Mise à disposition et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à disposition la salle de gymnastique construite sur la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA, dans les conditions définies ci-dessous à l'article 3.

1.3 Mise à disposition du matériel pour les manifestations :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour l'ensemble des associations sportives Testerines.
Aussi, toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Assistance en moyens de promotions et communications :

Les interventions de la Ville en matière de prestations de communication (conception d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attributions de la Ville en faveur des associations.
Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

2.1 Affectation de la subvention de la Ville :

L'Association s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, des actions de formation et d'accès des jeunes aux pratiques sportives.

2.2 Documents administratifs et comptables :

Préalablement au versement de la subvention visée à l'article 1.1, l'Association devra formuler sa demande de subvention avant le 1 Septembre de l'année précédente, en bonne et due forme, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet de l'Association pour la saison
- Une copie des derniers statuts de l'Association
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association,

- Tous documents faisant connaître les résultats de l'activité (art L. 1611-4 du CGCT).
- Une copie certifiée du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tout document permettant d'établir la sincérité du budget.

D'une manière générale l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, de l'utilisation de la subvention.

2.3 Opérations partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales pour lesquelles la Ville s'implique par des aides, telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, l'Association s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.4 Accueil des jeunes Testerins et développement du sport éducatif :

L'Association s'engage à mettre en œuvre les conditions d'accueil en faveur des jeunes Testerins pour permettre en particulier l'accès à la discipline par :

- Un encadrement diplômé d'état pour les éducateurs salariés de l'association dans le cadre de la réglementation imposée par la Fédération Française de Gymnastique,
- Une Ecole de Sport autour d'un projet éducatif prenant en compte les rythmes de développement des enfants, sans spécialisation précoce pouvant les contrarier,
- Une contribution au développement du Sport Scolaire dans le primaire et dans le secondaire.

2.5 Opérations de promotion et d'animation :

L'Association s'engage à assurer la représentativité des équipes fanion dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animation mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les Centres de Loisirs ou le CCAS.

2.6 Ethique et lutte contre les pratiques déviantes :

L'Association s'engage à tout mettre en œuvre pour préserver la santé des gymnastes notamment au travers de mesures strictes de lutte anti-dopage et de mise en application des méthodes d'entraînement permettant une adaptation à l'effort sans recours à des produits ou des méthodes mettant en danger la santé des pratiquants à moyen ou long terme.

Tout manquement constaté à cet engagement entraînerait la résiliation de plein droit et sans indemnité aucune de la présente convention.

2.7 Utilisation des équipements sportifs mis à disposition

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, l'Association « Les Jeunes du Captalat » s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où Marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,

2.8 Promotion et Communication :

L'Association s'engage à mentionner, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, son partenariat avec la Ville de La Teste de Buch, par exemple au moyen de l'apposition du logo de la Ville.

ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT SPORTIF :

3.1 Equipement et installation mis à disposition :

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'Association, la salle de gymnastique (type X, L – 3ème catégorie) située sur la plaine des sports G.MOGA dont elle est propriétaire.

Cet équipement est constitué :

- d'une aire d'évolution de gymnastique,
- d'une salle de chorégraphie,
- de trois vestiaires (hommes, femmes, enfants, entraîneurs),
- un local de rangement matériel,
- un bureau administratif
- un club house

3.2 Etat des lieux :

L'équipement mis à disposition devra faire l'objet d'un état des lieux d'entrée et de sortie, établi contradictoirement entre les parties.

3.3 Utilisations :

La période d'utilisation par l'Association est définie par :

- Un Planning d'entraînements hebdomadaire identifiant les créneaux horaires d'utilisation pour chacune des salles de l'équipement (salle de chorégraphie et aire d'évolution de gymnastique) distinctement.
- Le Calendrier des compétitions sportives

Ces créneaux d'utilisation sont établis en concertation entre les parties.
Ces périodes d'utilisation doivent respecter strictement le calendrier d'occupation tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ainsi mis à disposition ne sera pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par l'Association, chacune des parties devra en être informée au préalable un (1) mois auparavant.

Pendant le temps d'utilisation de l'équipement par l'Association cette dernière assumera seule la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise (présents ou introduit par elle dans le bien mis à disposition.

D'une manière générale, les membres de l'Association devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Ville pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès de l'équipement.

Les membres de l'Association devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à chaque équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

En dehors des périodes de mise à disposition à l'Association, la Ville aura la libre disposition des lieux et en assumera la responsabilité.

3.4 Accueil des scolaires de la Ville

Les Ecoles primaires de la Ville auront accès à la salle de gymnastique dans le temps et les périodes scolaires selon un planning élaboré par le service des sports en début de chaque année scolaire.
Les classes sous la responsabilité de leurs enseignants et accompagnées des ETAPS de la ville auront accès à la salle de Gymnastique, la salle de chorégraphie ainsi qu'aux vestiaires.
Concernant l'utilisation du matériel appartenant aux Jeunes du Captalat, les enseignants et les ETAPS s'engagent à n'utiliser que le matériel suivant autorisé par l'Association :

-Pour les agrès :

Le praticable, la poutre basse, la poutre haute, une barre fixe (côté masculin), une barre parallèle (côté masculin), une barre asymétrique (côté féminin), l'espalier.

-Pour le matériel pédagogique :

Les caisses en bois (socle), le cheval en mousse, les plinths, les blocs, tapis de réception, les tremplins, les poutres en mousses.
Dans le cas où les enseignants seraient seuls, sans la présence des ETAPS, les classes n'auront pas accès au matériel pédagogique de l'Association mais exclusivement au praticable et à la salle de chorégraphie.

Les enseignants et les ETAPS de chaque classe, s'engagent à signaler aux responsables de l'Association, dans les plus brefs délais, toutes détériorations ou dégradations du matériel constatées à leur arrivée ou causées par les élèves lors de la séance d'EPS.

3.5 Assurances :

Chacune des deux parties, la Ville en tant que propriétaire et l'Association en tant que utilisateur, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile d'activités.
La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol.
- Responsabilité civile des objets confiés

La Ville assumera la responsabilité qui incombe au propriétaire ainsi qu'une responsabilité civile des biens confiés et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3.6 Dispositions financières :

La mise à disposition des équipements est effectuée à **titre gracieux**.

L'Association prendra à sa charge les réparations des dégradations qu'elles soient de son fait ou de celui de ses membres.

3.7 Dispositions informatives :

Afin que la Ville puisse coordonner l'utilisation de l'équipement, il est impératif que l'Association informe par courrier de l'annulation ou de la nécessité de plages horaires supplémentaires relatives à :

- Des compétitions et championnats, dès leurs parutions officielles,
- Des stages organisés par l'Association, au minimum un (1) mois avant la date effective,
- Des stages organisés par La Ligue ou le Comité, en collaboration avec l'Association, mise en place d'un calendrier annuel, en concertation avec le Service des Sports de la Ville.

Ces règles sont applicables à l'ensemble des catégories de l'association, tout manquement d'informations ou de précisions demandées sur celles-ci pourra faire l'objet, par la Ville d'une procédure de résiliation de la présente convention, sans possibilité pour l'Association de réclamer une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 4 : DUREE - MODIFICATION

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 5 : DIFFICULTES FINANCIERES DE L'ASSOCIATION

En cas de dépôt de bilan de l'Association, le paiement de la subvention, ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, **le : . . . . . .**

Le Maire, **de la Teste de Buch,**	**La Présidente,** **de l'Association Les Jeunes du Captalat** **– Section Gymnastique –,**
Patrick DAVET	Monique DOMINGUES

Monsieur le Maire :

Merci madame Delepine, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **M. BERNARD** **DEL2020-12-507**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et " GRIMPE EN TESTE "

Saison sportive 2021

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association Grimpe en Teste contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021, attribuer une subvention de 2 000€ et renouveler par une convention l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et l'Association Grimpe en Teste,

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association Grimpe en Teste et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 10 Décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association « Grimpe en Teste »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCIATION

GRIMPE EN TESTE

SAISON SPORTIVE 2021

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et le Grimpe en Teste. Cette convention définie les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre l'association Grimpe en Teste et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Il traduit l'intérêt que la commune porte à l'association Grimpe en Teste et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée à l'association Grimpe en Teste permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ LA SUBVENTION :

Dans le cadre de la convention de partenariat 2021, la ville a décidé d'allouer la subvention annuelle au regard du dossier de demande de subvention, remis par le club, pour l'année budgétaire 2021. Ce dossier tient compte des critères qui permettent le calcul des subventions.

La ville a décidé d'attribuer à Grimpe en Teste une subvention de 2 000€ au titre de l'aide allouée aux Associations sportives dans le cadre du budget 2021.

Cette subvention sera versée sur le compte dans le courant du premier semestre 2021. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables.

Vous trouverez ci-dessous l'aide en matière de subvention municipale attribuée depuis 2016 à Grimpe en Teste :

LES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Année	Montant de la subvention
2016	3 000 € (Subvention exceptionnelle de démarrage)
2017	1 000 €
2018	1 500 €
2019	2 000 €
2020	2 000 €

Commentaires sur l'Association « Grimpe en Teste » :

L'Association Grimpe en Teste est composée de :
183 adhérents dont 76 féminines.
Dont 85 jeunes licenciés de moins de 18 ans, chiffre qui est en net augmentation chez les jeunes.
L'Association est affiliée à la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade, et cette année le club va participer à des compétitions Fédérale.
L'encadrement est composé de 11 initiateurs Fédéraux.

2/ LES ENGAGEMENTS DU CLUB :

Il est à noter que le Président est : Monsieur GALLINO Christian

- Le Secrétaire : M. FORET Bernard
- Le Trésorier : M. FOURNIER Bertrand

- Le Projet du Club est de favoriser le développement de la pratique de l'escalade en ouvrant cette activité à toutes les catégories d'âge dès 8 ans.
- Organiser la formation des bénévoles pour encadrer les débutants et ouvrir des créneaux supplémentaires.
- Dès que l'encadrement sera suffisant, le mur d'escalade sera ouvert chaque soir de la semaine.
- L'Association souhaite participer aux compétitions qui sont organisées au niveau du comité départemental.

3/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition du club, un local de stockage de matériel à titre exclusif et des espaces communs (vestiaire, infirmerie, bureau) dans le bâtiment de la salle de gymnastique.

Les conditions d'utilisation de ces équipements sont libellées dans la convention.
La mise à disposition de la structure d'escalade est consentie **à titre gratuit**.

4/ MISE A DISPOSITION DU CLUB :

- ***LA STRUCTURE ARTIFICIELLE D'ESCALADE***

Située sur la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA, dans l'enceinte de la salle de gymnastique, la structure d'escalade est composée d'un mur d'escalade de 25m de long sur 10m de haut. (Surface de grimpe : 288 m²)

Plusieurs locaux sont associés à l'équipement :

- Vestiaires
- Espaces pour le rangement du matériel,
- Bureau et infirmerie,
- Vestiaires et sanitaires,
- d'un Hall d'accueil du public.

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
ET L'ASSOCIATION « GRIMPE EN TESTE »
Saison sportive 2021

PREAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Grimpe en Teste », participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue au développement de la pratique de l'escalade.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Grimpe en Teste ».

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2020,

Ci-après dénommée « la Ville »,

d'une part,

ET

L'Association « Grimpe en Teste **»** ayant son siège social à la Plaine des sports et de loisirs Gilbert MOGA 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Président, dument habilité, Monsieur Christian GALLINO**,**

Ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive.
L'Association doit formuler sa demande de subvention par la remise du dossier de demande de subvention avant le 1er Septembre de l'année précédente.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget provisionnel.
Le versement de la subvention est conditionné à l'analyse des documents et de la conformité.

1.2 Mise à disposition et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à la disposition de L'Association la structure d'escalade intégrée à la salle de gymnastique située sur la Plaine des sports et de loisirs Gilbert MOGA dont elle est propriétaire dans les conditions définies par la présente convention.

Cet équipement est constitué :

- Un mur d'escalade de 10 m de hauteur et de 25 m de longueur,
- Un vestiaire,
- Un local de rangement,
- Un bureau associatif.

Les installations et les locaux mis à disposition de l'Association devront être utilisés conformément à leur destination et dans le respect de la présente convention.

La mise à disposition des équipements est effectuée **à titre gratuit**

1.3 Mise à disposition du matériel pour les manifestations :

La mise à disposition de matériel se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour l'ensemble des associations sportives testerines.

Aussi, toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Assistance en moyens de promotions et communications :

Les interventions de la Ville en matière de prestations de communication (conception d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attributions de la Ville en faveur des associations.

Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

2.1 Objet de l'Association :

L'Association organise dans des conditions accessibles au plus grand nombre, la gestion, l'animation, l'enseignement et la compétition de la pratique de l'escalade dans le respect des statuts et du règlement intérieur de la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade à laquelle elle sera obligatoirement affiliée et l'intégralité de ses membres licenciés.
L'objectif de l'Association est de promouvoir en particulier la pratique de l'escalade en faveur des jeunes Testerins sous forme d'initiation et de perfectionnement permettant ainsi l'accès de cette pratique sportive dans un cadre sécuritaire et de formation.

2.2 Obligations de l'Association :

L'Association s'engage à :

- Aviser immédiatement la Ville de tout dysfonctionnement ou dégradations de l'équipement et de la nécessité de procéder à des réparations.
- Assurer l'entretien du mur et des équipements associés, nécessaires à la pratique de l'escalade.
- Réserver l'accès exclusivement aux membres licenciés de l'Association qui seront les seuls autorisés à pénétrer dans l'établissement durant les créneaux d'ouvertures prévus par l'association.
- L'accès au mur d'escalade ne pourra se faire exclusivement qu'en présence d'un moniteur agréé par l'association.
- L'utilisation de l'équipement devra se faire selon les règles de bonnes pratiques de l'activité escalade, afin d'éviter toutes dégradations des installations.

L'Association prendra à sa charge les réparations des dégradations qu'elles soient de son fait ou de celui de ses membres.

2.3 Affectation de la subvention de la Ville :

L'Association s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, des actions de formations et d'accès des jeunes aux pratiques sportives

2.4 Documents administratifs :

Préalablement au versement de la subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le 1 Septembre de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la Ville.
- Le projet de l'Association pour la saison à venir.
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau.
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture.

- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association.
- Une copie du règlement intérieur

- Une copie du compte de résultat, de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tous documents permettant d'établir la sincérité du budget.
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.
- D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation de la subvention.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION :

La période d'utilisation par l'Association est définie par :

- Un planning d'entraînements hebdomadaire identifiant les créneaux horaires d'utilisations de l'espace d'escalade (Mur).
- Un calendrier des compétitions sportives.

Ces créneaux d'utilisations sont établis en concertation entre les parties.

Ces périodes d'utilisations doivent respecter strictement le calendrier d'occupation tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Afin que la Ville puisse coordonner l'utilisation de l'équipement, il est impératif que l'association informe par courrier de l'annulation ou de la nécessité de plages horaires supplémentaires relatives à l'organisation :

- De compétitions et championnats, dès leurs parutions officielles,
- De stages organisés par l'Association, au minimum un (1) mois avant la date effective,
- De stages organisés par La Ligue ou le Comité, en collaboration avec l'Association, qui nécessiteront l'élaboration d'un calendrier annuel, en concertation avec le Service des Sports de la Ville.

Ces règles sont applicables à l'ensemble des membres de l'Association, tout manquement d'informations ou de précisions demandées sur celles-ci pourra faire l'objet, par la Ville d'une procédure de résiliation de la présente convention, sans possibilité pour l'Association de réclamer une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit.

Lorsque l'équipement ainsi mis à disposition n'est pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par l'Association, chacune des parties devra en être informée au préalable un (1) mois auparavant.

Pendant le temps d'utilisation de l'équipement par l'Association cette dernière assumera seule la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise (présents ou introduit par elle dans le bien mis à disposition).

D'une manière générale, les membres de l'Association devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect de ces dispositions, la Ville pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès de l'équipement.

Les membres de l'Association devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et, consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

En dehors des périodes de mise à disposition à l'Association, la Ville aura la libre disposition des lieux et en assumera la responsabilité.

ARTICLE 4 : ETAT DES LIEUX :

L'équipement devra faire, préalablement à la mise à disposition, l'objet d'un état des lieux d'entrée et de sortie, établi contradictoirement entre les parties.

ARTICLE 5 : ASSURANCES :

Chacune des deux parties, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile d'activités. La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol,
- Responsabilité civile des objets confiés,

La Ville assumera la responsabilité qui incombe au propriétaire ainsi qu'une responsabilité civile des biens confiés et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur. (Contrôle et validité du mur d'escalade au regard de la réglementation.).

ARTICLE 6 : DUREE – MODIFICATION

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 8 : ARBITRAGE

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 9 : CONTENTIEUX :

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le :

Pour la Ville, **Le Maire de la Teste de Buch**	**Pour l'Association,** **Le Président**
Patrick DAVET	Christian GALLINO

Monsieur le Maire :

Merci monsieur Bernard, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme OTHABURU **DEL2020-12-508**

CONVENTION DE PARTENARIAT
Entre la Ville de LA TESTE DE BUCH et L'ASSOCIATION FOOTBALL CLUB BASSIN D'ARCACHON

Saison sportive 2021

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Le Football Club Bassin d'Arcachon » club intercommunal souhaite promouvoir la pratique du Football sur le territoire Communal.

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021, attribuer une subvention de 13 000€ et renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et le Football Club Bassin d'Arcachon,

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre le « Football Club Bassin d'Arcachon » et les Services Municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 10 Décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le Football club du Bassin d'Arcachon,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
ET FOOTBALL CLUB DU BASSIN D'ARCACHON
SAISON SPORTIVE 2021

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH souhaite pour l'année 2021, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville et le FCBA. Cette convention définie les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre le FCBA et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Il traduit l'intérêt que la Commune porte au FCBA et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée au FCBA en 2021 permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

L'Association dénommée le FCBA est issue d'un regroupement entre les Communes d'Arcachon, Gujan-Mestras, et La Teste de Buch le 04 Juin 2013. Le projet principal du club réside dans la mise en œuvre d'une stratégie sur le long terme, visant à faire évoluer le club. Celle-ci s'appuiera sur la formation des jeunes, ainsi que le développement de la formation de ses éducateurs afin d'assurer un encadrement de qualité.

1/ LA SUBVENTION :

La Ville a décidé d'attribuer au FCBA une subvention de 13 000€ au titre de l'aide attribuée aux Associations sportives dans le cadre du budget 2021, au regard du dossier de demande de subvention du Club.

Cette subvention sera versée sur le compte du FCBA dans le courant du premier trimestre 2021. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables définies précisément dans l'article 2 de la présente convention.
Vous trouverez ci-dessous l'aide en matière de subvention municipale attribuée depuis 2015 au FCBA :

LES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Année	Montant de la subvention
2015 - FCBA	11 000 €
2016 - FCBA	11 000 €
2017 - FCBA	11 000 €
2018 - FCBA	11 000 €
2019 - FCBA	11 000 €
2020 - FCBA	11 000 €

Commentaires sur la Subvention proposée au FCBA :

Le Football Club Bassin d'Arcachon compte **485 adhérents** se répartissant de la manière suivante :

- **120** Seniors dont 10 Féminines,
- **19** jeunes 18 /19 ans dont 2 filles,
- **102** jeunes 14 /17 ans dont 1 Fille,
- **42** jeunes 12/13 ans

Ecole de Football :

- **202** enfants de 4/11 ans, dont 5 filles

Par ailleurs, l'Equipe Première séniors A évolue au plus haut niveau du championnat Régional de la Nouvelle Aquitaine (R1), l'équipe Séniors B en R2.
Le FCBA engage également les équipes de U13 à U19 qui participent aux championnats départementaux et régionaux.
Une équipe Sénior Féminine est engagée en championnat Régional.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

En plus du soutien de la subvention annuelle, la ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, les installations sportives suivantes :

1) Sur le Stade Jean de Grailly :

- le Terrain d'honneur,
- le Terrain Annexe 1,
- les 4 Vestiaires du stade,
- local « Rangement matériel » du Club, sous l'entière responsabilité du FCBA.
- le Siège du football : (bâtiment d'une surface de 140 m²),*
  Heures d'occupation du Lundi au Dimanche de 9h00 à 21h30,
  pour une utilisation de secrétariat et de réception à vocation associative.

**A noter que pour l'occupation du siège l'Association Football Club Pays de Buch pourra l'utiliser sur les Mercredis de 14h à 18h30 – les Vendredis de 17h à 19h et le Samedi matin lors des plateaux rencontre.*

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations testerines,
- Aider par des moyens de promotion et communication le FCBA.

3/ LES ENGAGEMENTS DU FOOTBALL CLUB DU BASSIN D'ARCACHON :

Il est à noter que le Président : M. JABLONSKI Yves,

- La Secrétaire Générale : Mme DA SILVA Sophie
- Le Trésorier ainsi que le Vice-Président : M. DE CARO Jean

- Le FCBA s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention doit être adressé à la ville avant le 1 septembre de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

- Le FCBA devra fournir à la Ville, en début de saison sportive un calendrier des compétions, ainsi qu'un planning hebdomadaire des entraînements par catégorie pour les Terrains honneur et annexe1du Stade Jean de Grailly, afin que la Ville puisse ensuite éditer le planning hebdomadaire au regard de l'utilisation des autres associations.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le FCBA s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
L'ASSOCIATION « FOOTBALL CLUB BASSIN D'ARCACHON »

Saison sportive 2021

PRÉAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association Football Club du Bassin d'Arcachon souhaite promouvoir la pratique du Football en compétition pour les jeunes Testerins sur le territoire de la Ville.

La présente convention a pour objet de définir les obligations réciproques de chacune des parties et de préciser les relations administratives entre l'Association et les services Municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2020,

Ci-après dénommée « la Ville »

d'une part,

ET

L'Association Football Club Bassin d'Arcachon, ayant son siège social 20 Rue Henri Dheurle, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Président, dument habilité, Monsieur JABLONSKI Yves,

Ci-après dénommée « FCBA »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.2 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive.
L' Association doit formuler sa demande de subvention par la remise du dossier de demande de subvention avant le 1er Septembre de l'année précédente.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget provisionnel.
Le versement de la subvention est conditionné à l'analyse des documents et de la conformité.

1.2 Mise à disposition des Equipements Sportifs :

Terrains de Football Annexe 1 et Honneur du Stade Jean de Grailly :

L'Association FCBA devra fournir à la Ville en début de saison sportive un calendrier des compétitions ainsi qu'un planning hebdomadaire des entraînements pour chaque catégorie, qui se dérouleront sur les terrains Annexe et Honneur du Stade Jean de Grailly.
La Ville éditera et validera un planning hebdomadaire des créneaux d'entraînement du FCBA au regard de l'utilisation des autres associations.

Vestiaires du Football du Stade Jean de Grailly :

La Ville mettra à disposition de l'Association, les vestiaires 1, 2, 3, 4, du Stade Jean de Grailly, situés sous les tribunes, pour les périodes d'entraînements et de matchs en compétiton.

Siège du Football :

La Ville mettra à disposition le siège du football (bâtiment d'une surface de 140 m²) situé dans l'enceinte du Stade Jean de Grailly (côté rue Henri Dheurle), pour une utilisation de secrétariat et de réception à vocation exclusivement associative.
Les heures d'occupation de ce siège, par les membres du FCBA devront être strictement respectées :

- Du Lundi au Dimanche,
- Heure d'ouverture : 09h00,
- Heure de fermeture : 21h30.

Il est à noter que l'Association *Football Club Pays de Buch* pourra utiliser le siège du Football sur les périodes :

- des *Mercredis après-midi de : 14h00 à 18h30,*
- *des Vendredis soir de : 17h00 à 19h00,*
- *des Samedis matin, lors des plateaux de rencontre,*afin de recevoir les enfants et les parents.

Local Rangement :

La Ville mettra également à disposition un local de « Rangement matériel » situé sous les tribunes, exclusivement au profit du FCBA et sous son entière responsabilité, notamment concernant le matériel appartenant au FCBA.

1.3 Conditions de Mise à disposition de ces Equipements

La mise à disposition est consentie pour des utilisations exclusivement liées à la pratique du football en faveur des adhérents du club pour la durée de la saison sportive
En dehors de ces périodes définies par le planning d'utilisation, la Ville aura la libre disposition des lieux mis à disposition du FCBA.

La Ville s'engage à informer l'Association dans un délai d'une semaine de l'indisponibilité des terrains de football pour des organisations ou toutes autres manifestations communales pouvant avoir lieu sur le site du Stade Jean de Grailly.

Pour des raisons d'intempéries de grande ampleur, la Ville informera l'Association le jour même de la prise de l'arrêté municipal de fermeture des terrains.
Aucune indemnité de quelque nature que ce soit ou mise à disposition d'équipement équivalent ne pourra être exigé à la Ville par l'Association.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS De L'ASSOCIATION

2.1 Documents administratifs

Préalablement à la mise à disposition de l'équipement sportif, l'Association devra formuler sa demande annuelle par courrier adressé à Monsieur Le Maire 1 mois avant la fin de l'année sportive soit le 1er Juin. Cette demande devra être accompagnée des documents suivants :

- Le Projet de l'Association pour la saison à venir,
- Le PV de la dernière A.G, présentant le bilan moral et sportif de l'Association,
- Le Dossier de demande de subvention, édité par la Ville,
- Les Effectifs par catégories d'âge des adhérents de l'Association.

D'une manière générale, l'Association FCBA s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville de tous les documents relatifs à l'organisation et du fonctionnement de l'Association.

2.2 Accueil des jeunes Testerins et encadrement

L'Association s'engage à :

- Suivre les règlements intérieurs des locaux mis à disposition,
- Posséder au sein de sa structure des éducateurs diplômés,
- Développer la formation de ces éducateurs diplômés pour assurer un encadrement de qualité et ainsi perdurer l'activité sportive de l'Association.

L'Association s'engage à mettre en œuvre les conditions d'accueil pour permettre l'accès en priorité des jeunes Testerins à la pratique du football autour d'un projet éducatif prenant en compte les rythmes des enfants sans spécialisation précoce pouvant les contrarier.

2.3 Equipements mis à disposition

L'Association doit respecter strictement le calendrier d'attribution des créneaux d'entraînement édité par le service des Sports, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Dans le cas où les biens mis à disposition ne seraient pas utilisés par l'Association dans les conditions fixées à l'article 1.2, elle devra en avertir la Ville préalablement dans un délai de quinze jours minimum.

ARTICLE 3 : ASSURANCES

Chacune des deux parties garanties, par une assurance appropriée, les risques inhérents à l'utilisation de l'équipement sportif définit à l'article 1.3.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité et notamment :

- Incendie et dégradation du fait de ses adhérents,
- Vol de matériel appartenant à l'Association et à la Ville si un tel matériel était mis à disposition,
- Responsabilité civile des adhérents de l'Association.

La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La mise à disposition des équipements est effectuée à titre **gracieux.**
L'Association prendra à sa charge les réparations des dégradations, dont elle aura été reconnue responsable directement ou du fait des tiers et qui auront été constatées pendant les périodes d'utilisation de l'équipement.

ARTICLE 5 : DUREE - MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de

quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 7 : ARBITRAGE

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 8 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le **……**

Pour la Ville,	**Pour l'Association FCBA,**
Le Maire de la Teste de Buch	**Le Président**
Patrick DAVET	**Yves JABLONSKI**

Monsieur le Maire :

Merci madame Othaburu, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BERNARD **DEL2020-12-509**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et LE TENNIS CLUB de LA TESTE

Saison sportive 2021

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association du Tennis Club de La Teste contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021 attribuer une subvention de 15 000€ et renouveler par une convention l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et l'Association du Tennis Club de La Teste.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association du Tennis Club de La Teste et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 10 Décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association « Tennis club de La Teste »

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
ET LE TENNIS CLUB DE LA TESTE
SAISON SPORTIVE 2021

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et le Tennis Club de La Teste. Cette convention définie les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre le Tennis Club de La Teste et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Il traduit l'intérêt que la commune porte au Tennis Club de La Teste et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée au Tennis Club de La Teste permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ LA SUBVENTION :

Dans le cadre de la convention de partenariat 2021, la ville a décidé d'allouer la subvention annuelle au regard du dossier de demande de subvention, remis par le club, pour l'année budgétaire 2020. Ce dossier tient compte des critères qui permettent le calcul des subventions.

La ville a décidé d'attribuer au TCLT une subvention de 15 000€ au titre de l'aide allouée aux Associations sportives dans le cadre du budget 2021.

Cette subvention sera versée sur le compte dans le courant du premier semestre 2021. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables.

Vous trouverez ci-dessous l'aide en matière de subvention municipale attribuée depuis 2015 au Tennis Club de La Teste :

LES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Année	Montant de la subvention
2015	15 000 €
2016	15 000 €
2017	15 000 €
2018	15 000 €
2019	15 000 €
2020	15 000 €

Commentaires sur la subvention proposée au Tennis Club de La Teste :

Le Tennis Club de La Teste avec ses 382 adhérentes totales, dont 156 jeunes licenciés de moins de 18 ans, est représentatif sur le critère "sport de masse". Le niveau de pratique international en individuel et national en équipe, valorise le club sur le critère "sport de compétition".

Concernant le dynamisme associatif, le Tennis Club de La Teste participe à la vie communale en s'impliquant dans le sport scolaire, notamment au profit des élèves de l'école Brémontier.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, les installations sportives suivantes :

1) Sur la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA :

- Le Club house,
- La Salle couverte avec ses 2 courts,
- Les 10 Courts de tennis extérieurs,
- Le Mur d'entraînement.
- les 2 nouveaux terrains de Padel

2) Sur le site du Pyla :

- Le Local accueil Pyla,
- Les 4 Courts de tennis (actuellement en travaux de rénovations).

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations testerines
- Aider par des moyens de promotion et communication le Tennis Club de La Teste en application du règlement municipal de la vie associative.

3/ LES ENGAGEMENTS DU TENNIS CLUB DE LA TESTE :

Il est à noter que le Président : M. RUSIG Bernard,

- Vice-président : M. BELVAL Patrick,
- Le Trésorier : M. BOULANT Hubert

- Le Tennis Club de La Teste s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention devra être adressé à la ville avant le 1 septembre de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

- Le Tennis Club de La Teste s'engage à participer aux projets éducatifs de la ville, et plus particulièrement au sport scolaire.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le Tennis Club de La Teste s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales ou marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location.
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET LE TENNIS CLUB DE LA TESTE (T.C.L.T.)
Saison sportive 2021

PRÉAMBULE :

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité formaliser par la présente convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville de LA TESTE DE BUCH et le Tennis Club de La Teste.

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert,

Considérant que le T.C.L.T. participe à la promotion de la ville de LA TESTE DE BUCH, à son animation et contribue à son développement territorial,

Considérant l'antériorité des aides directes ou indirectes dont bénéficie le T.C.L.T. depuis des années, des relations partenariales qui sont engagées et que les deux parties souhaitent formaliser :

Il est convenu et arrêté ce qui suit,

ENTRE :

La Ville de LA TESTE DE BUCH, 1Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2020,

Ci-après nommée la ville,

d'une part,

ET :

Le Tennis Club La Teste ayant son siège social à La Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA, à LA TESTE DE BUCH, représenté par son Président, dument habilité, Monsieur Bernard RUSIG,
ci-après dénommé le T.C.L.T.,

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 Versement de la Subvention :

La Ville alloue à l'association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives Testerines pour la saison sportive en cours. Le montant de cette subvention sera déterminé dans le cadre du budget prévisionnel de la Ville. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi que l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition partielle et entretien des Installations Sportives :

La ville s'engage à mettre à disposition du T.C.L.T. contractant les installations sportives dont la liste figure dans l'article 4 qui en définit les dispositions d'applications.

1.3 Mise à disposition d'Equipements, de Matériels pour les opérations de promotion du T.C.L.T. :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts commun définies par la ville pour les associations Testerines.

Toute demande en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

1.4 Aides en moyens de Promotion et de Communication :

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU T.C.L.T.

2.1 Affectation de la Subvention de La Ville :

Le T.C.L.T. s'engage à affecter la subvention attribuée par la ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de son activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

2.2 Documents Administratifs et Comptables :

En contrepartie du versement de la subvention, le T.C.L.T. devra :

➢ Formuler sa demande annuelle de subvention à l'aide du dossier de demande de subvention fourni par la mairie, avant le 1 septembre de l'année précédant le vote du budget de la commune. Ledit dossier sera accompagné des pièces suivantes :

- le projet de l'association T.C.L.T. et de ses sections pour la saison à venir.
- le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale.
- tous les documents faisant connaître les résultats de l'activité (article L. 1611-4 du CGT).
- une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison écoulée.

- un compte de résultat certifié par un cabinet comptable devra faire apparaître
- le montant des subventions des différents partenaires publics.
- l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- le budget prévisionnel par section et général de la saison à venir.
- un relevé d'identité bancaire (ou postal).
- le calendrier des manifestations de la saison à venir.
- les procès-verbaux des Conseils d'Administration de l'année écoulée.

➢ Le T.C.L.T. devra fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.

D'une manière générale, le T.C.L.T. s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la ville l'utilisation des subventions et des mises à disposition éventuelles.

Un compte de résultat négatif sur l'exercice N excédant la moitié des subventions municipales appréciées sur la moyenne des trois dernières années est un motif de révocation de la présente convention. Toutefois, en cas d'un report déficitaire excédant cette limite, le T.C.L.T. conservera la possibilité d'argumenter devant une commission ad hoc sur la raison du déficit. Cette commission rend son avis au Conseil Municipal qui prendra sa décision.

2.3 Opérations Partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales entre le T.C.L.T. et la ville pour lesquelles la ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, le T.C.L.T. s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la ville.

2.4 Opérations de Promotion et d'Animation :

Le T.C.L.T. s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets éducatifs et d'animations mis en place par la ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, le centre social et le milieu scolaire.

2.5 Opérations de Communication :

Le T.C.L.T. s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la ville de LA TESTE DE BUCH, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

Les documents comprenant le logo de la ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

3.1 Accueil des membres de l'Association :

Concernant les membres de l'association, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements de la commune gérés par le T.C.L.T.

3.2 Accueil des Scolaires :

Le T.C.L.T. s'engage à participer aux projets éducatifs de la ville de LA TESTE DE BUCH et à accompagner la commune en faveur des établissements scolaires et ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées à des conditions préférentielles en faveur de la commune.

3.3 Encadrement des Activités :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'Etat, salariées ou par des licenciés bénévoles du club dans le cadre de la réglementation imposée par la Fédération Française de Tennis.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU T.C.L.T.

4.1 Les Installations mises à disposition du T.C.L.T. sont :

a) sur la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA :

- Le Club house,
- La Salle couverte (avec ses 2 courts en terre battue),
- Les 10 Courts de tennis extérieurs (6 courts en dur et 2 courts en terre Synthétique et 2 courts en résine).
- Le Mur d'entraînement,
- 2 terrains de Padel

***b) sur le site du Pyla* :**

- Le Local accueil Pyla,
- Les 4 Courts de Tennis (actuellement en travaux de renovation),
- Le Mur d'entraînement.

4.2 Entretien et Rénovation des Equipements à la charge de la Commune :

a) Les bâtiments :

La maintenance des bâtiments sera à la charge de la ville, notamment les réparations concernant :

- Les peintures extérieures,
- L'assainissement,
- Le chauffage,
- L'électricité et les systèmes électriques,
- La plomberie,
- L'étanchéité des toitures,
- Les éclairages extérieurs.

Les réparations de gros œuvre nécessitant un investissement important pourront faire l'objet d'un arbitrage budgétaire impliquant un délai de réalisation, lié au vote du budget municipal.

b) Les équipements sportifs extérieurs :

- Le démoussage et l'entretien des surfaces des courts extérieurs de tennis,
- La maintenance des grillages et portillons,

c) Les espaces extérieurs :

L'entretien des espaces extérieurs sera à la charge de la ville, notamment sur les points suivants :

- Les espaces verts et les plantations,
- L'éclairage des courts,
- Les tables et les bancs,

4.3 Entretien des Equipements Sportifs à la charge du Tennis Club de La Teste :

L'entretien et la maintenance intérieurs des bâtiments seront assurés par le T.C.L.T., notamment les locaux d'accueil au public, les vestiaires, les sanitaires.

L'entretien des courts de tennis sera à la charge du T.C.L.T., notamment sur les points suivants :

- Le traçage des courts de tennis,
- La maintenance des petits équipements (chaises arbitres, poteaux et filets),
- L'apport de silice sur les courts de tennis synthétiques (type classic-clay).

4.4 Responsabilité pour Dommages :

Le bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation de ses installations et de celles concédées à titre gratuit par la municipalité.

Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la commune de LA TESTE DE BUCH.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la mairie de LA TESTE DE BUCH une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.

4.5 Charges du Club :

L'utilisateur devra s'acquitter de ses contributions personnelles ainsi que de tout abonnement et consommations d'eau, de gaz, d'électricité et de téléphone, dans la mesure où ces consommations exclusives au T.C.L.T. sont identifiables.

Concernant plus particulièrement les charges d'eau et d'électricité, celles-ci resteront à la charge de la commune. Néanmoins, ces conditions seront revues le jour où des branchements privatifs seront installés.

4.6 Charges de la Commune :

La commune de LA TESTE DE BUCH fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes, impôts fonciers et taxes d'enlèvement des ordures ménagères.

4.7 Redevance :

La présente autorisation est consentie à titre **gratuit**. Cette libéralité ne sera maintenue que dans la mesure où le T.C.L.T. ne percevra aucune redevance en contrepartie des services rendus et ne tirera pas un quelconque profit des installations mises à sa disposition par la commune ou autorisées

ARTICLE 5 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION :

Le T.C.L.T. est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Le T.C.L.T. ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par le propriétaire, que ce soit à des fins commerciales ou marchandes.

Le T.C.L.T. devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments appartenant à la commune en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale ou de les détériorer.

Le T.C.L.T. s'engage à appliquer les directives du règlement du 25 juin 1980 traitant de l'incendie et mouvements de panique dans les établissements recevant du public. L'utilisateur des lieux aura un regard particulier sur :

- la vacuité des issues de secours,
- le respect strict du nombre de personnes admises dans les bâtiments,
- tout disfonctionnement technique sera signalé le plus rapidement possible aux services compétents de la mairie.
- veiller à la mise à jour du registre de sécurité (signature des intervenants techniques).

Le T.C.L.T. ne pourra procéder à des aménagements susceptibles de changer l'état des lieux, à des modifications des bâtiments existants ou à des adjonctions de construction sans y avoir été préalablement autorisé par la commune. Il devra donc soumettre à l'agrément de la Commune tout projet de travaux qu'il entend réaliser et constituera à cet effet un dossier complet permettant l'appréciation du dit projet.

Le T.C.L.T. ne pourra sous-traiter l'activité. Il conserve toutefois la possibilité de faire appel à tout intervenant extérieur de son choix pour des prestations de type service de boissons ou de repas, réservées à ses membres et leurs invités. Dans ce cas, une convention sera passée entre le prestataire de service et le T.C.L.T. Celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'une validation par la commune.

La domanialité du terrain s'oppose à ce que le permissionnaire puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble, tout ou partie de l'autorisation pourra être retirée par décision du Conseil Municipal pour des raisons de police, de sécurité ou toute autre raison d'intérêt générale dûment motivée.
Le retrait de l'autorisation ne donnera droit au paiement d'aucune indemnité.

5.1 Résiliation par le Permissionnaire :

Dans le cas où le permissionnaire aurait décidé de cesser d'utiliser le bien mis à sa disposition avant la date prévue, il pourra demander le retrait de l'autorisation donnée, en notifiant moyennant un préavis d'un mois, sa décision par lettre recommandée, adressée à Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH.

La résiliation ne donnera lieu à paiement d'aucune indemnité.

5.2 Révocation de l'Autorisation pour inexécutions des conditions d'utilisation :

Faute par le permissionnaire de se conformer à une quelconque des clauses générales ou particulières de la présente convention, l'autorisation pourra être révoquée sur simple délibération du Conseil Municipal.

5.3 Sort des Installations à la cession de l'Autorisation :

A la cession pour quelque cause que ce soit de l'autorisation, les installations, qui auront été réalisées par le T.C.L.T., devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le permissionnaire. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de un mois à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par l'administration.

Toutefois, si à la demande du permissionnaire, l'administration accepte que des installations en tout ou partie ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la commune sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En tout état de cause, avant tout enlèvement du matériel ou d'installations, le permissionnaire devra justifier auprès de l'administration de leur entière propriété.

Toutefois, les immobilisations figurant à l'actif du bilan du T.C.L.T. pourront être reprises par celui-ci ou par son successeur pour leur valeur comptable résiduelle.

ARTICLE 6 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 7 : CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas de dépôt de bilan du T.C.L.T. en cours de saison survenant avant le paiement du solde de la subvention, le paiement de celle-ci ne sera pas effectué. D'autre part,

en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la ville de LA TESTE DE BUCH devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 8 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 9 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le ……..

Le Maire de LA TESTE DE BUCH	**Le Président du Tennis Club de La Teste**
Patrick DAVET	**Bernard RUSIG**

Monsieur le Maire :

Merci monsieur Bernard, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DELFAUD **DEL2020-12-510**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et "LE TENNIS CLUB de CAZAUX "

Saison sportive 2021

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association du Tennis Club de Cazaux contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021, attribuer une subvention de 5000€ et renouveler par une convention l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et l'Association du Tennis Club de Cazaux.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association du Tennis Club de Cazaux et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 10 Décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association « Tennis club de Cazaux »

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
ET LE TENNIS CLUB DE CAZAUX
SAISON SPORTIVE 2021

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et le Tennis Club de Cazaux. Cette convention définie les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre le Tennis Club de Cazaux et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Il traduit l'intérêt que la commune porte au Tennis Club de Cazaux et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée au Tennis Club de Cazaux permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ LA SUBVENTION :

Dans le cadre de la convention de partenariat 2021, la ville a décidé d'allouer la subvention annuelle au regard du dossier de demande de subvention, remis par le club, pour l'année budgétaire 2021. Ce dossier tient compte des critères qui permettent le calcul des subventions.

La ville a décidé d'attribuer au T.C.C une subvention de 5 000€ au titre de l'aide allouée aux Associations sportives dans le cadre du budget 2021.

Cette subvention sera versée sur le compte du club dans le courant du premier semestre 2021. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables.

Vous trouverez ci-dessous l'aide en matière de subvention municipale attribuée depuis 2015 au Tennis Club de Cazaux :

LES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Année	Montant de la subvention
2015	3 000 €
2016	3 000 €
2017	3 000 €
2018	3 500 €
2019	5 000 €
2020	5 000 €

Commentaires sur la subvention proposée au Tennis Club de CAZAUX :

Le Tennis Club de Cazaux avec ses 219 adhérentes totales, dont 104 jeunes licenciés de moins de 18 ans, est représentatif sur le critère "sport de masse".
Le niveau de pratique interrégional en individuel et régional en équipe, valorise le club sur le critère "Niveau de pratique".
Concernant le dynamisme associatif, le Tennis Club de Cazaux participe à la vie communale en s'impliquant dans le sport scolaire, particulièrement au sein de l'Ecole Lafon, ainsi que pour l'opération CAP 33 avec le Beach Tennis.
Ces critères de subvention étudiés, la subvention proposée en 2021 est de : 5 000€.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, les installations sportives suivantes :

Sur Le site du Clavier :

- 2 Courts de tennis en béton poreux avec une structure couverte construite en 2020,
- 2 Courts de tennis en synthétiques,
- 1 Mur d'entraînement,
- 1 Terrain de Padel
- L'accès aux sanitaires de la Salle du Clavier
- Des créneaux spécifiques dans le Gymnase de La Farandole et la Salle du Clavier.

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations testerines.
- Aider par des moyens de promotion et communication le Tennis Club de Cazaux en application du règlement municipal de la vie associative.

3/ LES ENGAGEMENTS DU TENNIS CLUB DE CAZAUX :

Il est à noter que le Président : M. MALLEVRE Cédric,

- Le Vice-Président : M. DUBROCA Patrick
- Le Trésorier : M. PALLARO Olivier

- Le Tennis Club de Cazaux s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention devra être adressé à la ville avant le 1 septembre de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

- Le Tennis Club de Cazaux s'engage à participer aux projets éducatifs de la ville, et plus particulièrement au sport scolaire au profit de l'école LAFON.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le Tennis Club de Cazaux s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LE TENNIS CLUB DE CAZAUX
Saison sportive 2021

PREAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Tennis Club de Cazaux », ancrée dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Tennis Club de Cazaux ».

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2020,

Ci-après nommée « la Ville »,

d'une part,

ET

L'Association Le Tennis Club de Cazaux ayant son siège social 68 Rue Raymond Sanchez à Cazaux représentée par son Président, dument habilité, Monsieur Cédric MALLEVRE,

Ci-après nommée « l'Association »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives Testerines pour la saison sportive en cours. Le montant de cette subvention sera déterminé dans le cadre du budget prévisionnel de la Ville. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi que l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à disposition les installations sportives situées sur le site du Clavier, dans les conditions définies ci-dessous à l'article 3.

1.3 Mise à disposition du matériel pour les manifestations :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour l'ensemble des associations sportives Testerines.
Aussi, toute demande de soutien, en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Assistance en moyens de promotions et communications :

Les interventions de la Ville en matière de prestations de communication (conception d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attributions de la Ville en faveur des associations.
Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

2.1 Affectation de la subvention de la Ville :

L'Association s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, des actions de formation et d'accès des jeunes et aux pratiques sportives.

2.2 Documents administratifs et comptables :

En contrepartie du versement de la subvention, le T.C.L.T. devra :

- Formuler sa demande annuelle de subvention à l'aide du dossier de demande de subvention fourni par la mairie, avant le 1 septembre de l'année précédant le vote du budget de la commune. Ledit dossier sera accompagné des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet de l'Association pour la saison,
- Une copie des derniers statuts de l'Association,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association,
- Tous documents faisant connaître les résultats de l'activité (art L. 1611-4 du CGCT).
- Une copie certifiée du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tout document permettant d'établir la sincérité du budget.

D'une manière générale l'association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, de l'utilisation de la subvention.

2.3 Opérations partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales pour lesquelles la Ville s'implique par des aides, telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, l'association s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.4 Accueil des jeunes testerins et développement du sport éducatif :

L'Association s'engage à mettre en œuvre les conditions d'accueil pour permettre l'accès des Testerins et des plus jeunes en particulier à la discipline par :

- Un encadrement diplômé d'état pour les éducateurs salariés de l'association dans le cadre de la réglementation imposée par la Fédération Française de Tennis,
- Une Ecole de Sport autour d'un projet éducatif prenant en compte les rythmes de développement des enfants, sans spécialisation précoce pouvant les contrarier,
- Une contribution au développement du Sport Scolaire dans le primaire en particulier dans le temps d'activités périscolaire au sein de l'Ecole Lafon.

2.5 Opérations de promotion et d'animation :

L'Association s'engage à assurer la représentativité des équipes fanion dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animation mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les Centres de Loisirs ou le CCAS.

2.6 Ethique et lutte contre les pratiques déviantes :

L'Association s'engage à tout mettre en œuvre pour préserver la santé des pratiquants notamment au travers de mesures strictes de lutte anti-dopage et de mise en application des méthodes d'entraînement permettant une adaptation à l'effort sans recours à des produits ou des méthodes mettant en danger la santé des pratiquants à moyen ou long termes.

Tout manquement constaté à cet engagement entraînerait la résiliation de plein droit et sans indemnité aucune de la présente convention.

2.7 **Promotion et Communication** :

L'Association s'engage à mentionner, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, son partenariat avec la Ville de La Teste de Buch, par exemple au moyen de l'apposition du logo de la Ville.

ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT SPORTIF :

3.1 **Equipement et installation mis à disposition** :

La Ville s'engage à mettre à la disposition de L'Association, les installations sportives situées sur le site du Clavier dont elle est propriétaire.

Ces équipements sont constitués :

- 2 Courts de tennis en béton poreux,
- 2 Courts de tennis en revêtement synthétique,
- 1 mur d'entraînement en béton
- 1 court de Padel
- L'accès aux sanitaires de la salle du Clavier,

L'accès à la Salle du Clavier ainsi qu'au Gymnase de l'Ecole « La Farandole » sur des créneaux horaires spécifique font l'objet d'une demande particulière adressée au Service des Sports en fin de saison sportive et attribuée en réunion avec les autres associations pour l'année suivante.

3.2 **Etat des lieux** :

L'équipement mis à disposition devra faire l'objet d'un état des lieux d'entrée et de sortie, établi contradictoirement entre les parties.

3.3 **Utilisations :**

La période d'utilisation par l'Association est définie par :

- Un Planning d'entraînements hebdomadaire identifiant les créneaux horaires d'utilisation.
- Le Calendrier des compétitions sportives

Ces créneaux d'utilisation sont établis en concertation entre les parties.

Ces périodes d'utilisation doivent respecter strictement le calendrier d'occupation tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ainsi mis à disposition ne sera pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par l'Association, chacune des parties devra en être informée au préalable un (1) mois auparavant.

Pendant le temps d'utilisation de l'équipement par l'Association cette dernière assumera seule la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise (présents ou introduit par elle dans le bien mis à disposition.

D'une manière générale, les membres de l'Association devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Ville pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès de l'équipement.

Les membres de l'Association devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à chaque équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

En dehors des périodes de mise à disposition à l'Association, la Ville aura la libre disposition des lieux et en assumera la responsabilité.

3.4 Assurances :

Chacune des deux parties, la Ville en tant que propriétaire et l'Association en tant qu'utilisateur, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile d'activités.

La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol.
- Responsabilité civile des objets confiés,

La Ville assumera la responsabilité qui incombe au propriétaire notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3.5 Dispositions financières :

La mise à disposition des équipements est effectuée à titre gracieux.

L'Association prendra à sa charge les réparations des dégradations qu'elles soient de son fait ou de celui de ses membres.

3.6 Dispositions informatives :

Afin que la Ville puisse coordonner l'utilisation de l'équipement, il est impératif que l'Association informe par courrier de l'annulation ou de la nécessité de plages horaires supplémentaires relatives :

- Des compétitions et championnats, dès leurs parutions officielles,
- Des stages organisés par l'Association, au minimum un (1) mois avant la date effective,
- Des stages organisés par La Ligue ou le Comité, en collaboration avec l'Association, mise en place d'un calendrier annuel, en concertation avec le Service des Sports de la Ville.

Ces règles sont applicables à l'ensemble des catégories de l'association,
tout manquement d'informations ou de précisions demandées sur celles-ci pourra faire l'objet, par la Ville d'une procédure de résiliation de la présente convention, sans possibilité pour l'Association de réclamer une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 4 : DUREE - MODIFICATION

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 5 : DIFFICULTES FINANCIERES DE L'ASSOCIATION

En cas de dépôt de bilan de l'Association, le paiement de la subvention, ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le :

Le Maire, **de la Teste de Buch,**	**Le Président,** **de l'Association Tennis Club Cazaux,**
Patrick DAVET	**Cédric MALLEVRE**

Monsieur le Maire :

Merci madame Delfaud, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Monsieur DUCASSE :
Mme Delfaud ne doit pas l'ignorer, ce club est le 2ème de Gironde en progression d'adhérents et beaucoup plus d'adhérents que celui d'Arcachon, il faudra penser en priorité à augmenter sa subvention, les adhérents paient leurs cotisations, mais ils méritent beaucoup, ce n'est pas des adhérents touristes ou nomades, ils sont tous cazalins.

Monsieur le Maire :
Bien sûr on va le faire, je me permets aussi de dire, les clubs de tennis n'ont certes pas été oubliés et on continuera à penser à eux bien sûr.

Rapporteur : M. DUFAILLY **DEL2020-12-511**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et
" L'UNION DES SURFS CLUBS DU BASSIN D'ARCACHON "
Occupation du SPOT de la Salie nord

Saison sportive 2021

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon » contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021, attribuer une subvention de 1500€ et renouveler par convention l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et l'Association « Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon ».

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association « Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon » et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la Commission Développement Durable, Démocratie de Proximité, Vie Collective et Associative du 10 Décembre 2020, de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Union des surfs clubs du Bassin d'Arcachon,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCHET L'ASSOCIATION
« L'UNION DES SURFS CLUBS BASSIN D'ARCACHON »
SAISON SPORTIVE 2021
NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

L'Union des Surfs Clubs Bassin d'Arcachon est une Association qui organise les activités de Glisse toute l'année sur le littoral de la Commune au profit de ses 220 adhérents.
D'autre part l'USCBA a organisé plusieurs manifestations sportives :

- **« Surf Scolaire »** pour 37 enfants des CM2 des écoles Primaires de la Ville.

La totalité des manifestations y compris le HANDISURF ont été annulées pour cause de COVID en 2020.

Le S.P.O.T.

Situé sur le parking de la Salie Nord, en extension des toilettes déjà existantes, le S.P.O.T. est un bâtiment de 300m² composé de locaux associatifs, avec vestiaires et espaces pour le rangement du matériel, d'une infirmerie, de douches, de sanitaires, d'une grande salle d'exposition et d'un hall d'accueil du public.

Ce bâtiment accueille l'Union **des Surfs Clubs Bassin d'Arcachon** dans le local n°1 de 30 m² à titre exclusif.

L'annexe Point Glisse

Véritable terrasse sur l'océan, le point glisse est situé sur le rivage de la Salie Nord. Conçu pour être entièrement démontable, ce bâtiment construit sur des pieux est constitué de huit containers avec à l'étage une terrasse couverte de 10m² fournissant un large panorama de surveillance.
Cet équipement permettra l'accueil des Maîtres-Nageurs Sauveteurs durant la saison estivale et des associations de sports de glisse pour leurs activités tout au long de l'année.

Ce bâtiment accueille l'association sportive : l'**Union des Surfs Clubs Bassin d'Arcachon** dans les containers n°3 et 5**.**

La convention de partenariat proposée à l'**Union des Surfs Clubs Bassin d'Arcachon** permet de valider les relations de partenariat avec la Ville qui sont de plusieurs ordres.

LES ENGAGEMENTS DU CLUB

L'association dénommée « **USCBA** » est issue de la fusion des clubs de surf du territoire de la COBAS, qui organise l'activité surf, paddle board, longboard, bodyboard et skimboard sur le territoire.

Le projet principal du club réside dans la mise en œuvre d'entraînements au profit de ses adhérents qui pratiquent l'activité en compétition et également de proposer une formation aux jeunes débutants à l'année.

Toutes les compétitions prévues en 2020 n'ont pas pu être organisées pour cause sanitaire dû au COVID.

Le Club s'engage également de développer ses activités au profit des divers publics, scolaire, centre de loisirs, centres sociaux de la COBAS en priorité et des publics touristiques durant la saison estivale.

- L'USCBA a accueilli en 2020, 2 classes de CM2 dans le cadre du Surf Scolaire, soit 37 élèves.
- L'USCBA a participé à l'opération CAP 33 pendant la durée estivale dont 274 personnes ont bénéficié d'une découverte gratuite.
- L'USCBA développe des actions en faveur du public en situation d'handicap, en proposant des séances de surf aux associations « M en Rouge » et « Grandir avec ABA ».

Ces séances n'ont pas pu avoir eu lieu en 2020 pour raisons sanitaire.

- L'USCBA a pour projet associatif pour la saison 2020-2021 :
    - Des séances d'initiation et de découverte du Surf sont programmées en piscine une fois par mois.
    - Les entrainements hebdomadaires,
    - L'Encadrement du Surf-Scolaire,
    - La Journée « Portes Ouvertes Collège »,
    - La Journée « Portes Ouvertes Handisurf »,
    - L'Organisation d'une étape du Championnat de France Surf/Bodyboard 2021,
    - L'Organisation d'une étape de la Coupe de France Surf/Bodyboard 2021,

LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La Ville soutien le Club « USCBA » par l'attribution d'une subvention annuelle de 1 500€ depuis ainsi qu'une subvention concernant le surf scolaire qui font l'objet d'une délibération complémentaire.

La Ville s'engage à mettre à disposition du club, un local de stockage de matériel à titre exclusif et des espaces communs (vestiaire, infirmerie, bureau, salle d'exposition) dans le bâtiment du SPOT.

Deux containers de 15m2 (stockage matériel, lieu d'activités) dans l'équipement « Annexe Point Glisse » situé en pied de dune.

Les conditions d'utilisation de ces équipements sont libellées dans la convention.

La mise à disposition du S.P.O.T et de l'annexe Point Glisse est consentie **à titre gratuit.**

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

1/ LA SUBVENTION :

Dans le cadre de la convention de partenariat 2021, la ville a décidé d'allouer la subvention annuelle au regard du dossier de demande de subvention, remis par le club, pour l'année budgétaire 2021. Ce dossier tient compte des critères qui permettent le calcul des subventions.

La ville a décidé d'attribuer à l'USCBA une subvention de 1 500€ au titre de l'aide allouée aux associations sportives dans le cadre du budget 2021.

Cette subvention sera versée sur le compte de l'Union Surf Club Bassin d'Arcachon dans le courant du premier semestre 2021. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables.

Vous trouverez ci-dessous l'aide en matière de subvention municipale attribuée depuis 2014 à l'USCBA :

Année	Subvention annuelle	Subvention Surf Scolaire	Subventions Totales	Nombre d'élèves	Nombre de classes
2014	1 000 €	3 510 €	4 510 €	49	2
2015	1 000 €	1 994 €	2 944 €	27	1
2016	1 000 €	2 448 €	3 448 €	34	2
2017	1 000 €	7 200 €	8 200 €	100	4
2018	1 000 €	10 152 €	11 152 €	141	6
2019	1 000 €	2 825 €	3 825 €	39	2
2020	1 000 €	2 700 €	3 700 €	37	2

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
L'UNION DES SURFS CLUBS DU BASSIN D'ARCACHON
Saison sportive 2021

PRÉAMBULE

LE S.P.O.T (Sécurité – Prévention – Océan – Tourisme) est un équipement construit par la COBAS (Communauté d'Agglomération du Sud Bassin d'Arcachon) qui par convention en a délégué la gestion à la Ville de LA TESTE DE BUCH. Il s'agit d'un équipement lié à l'hygiène et la sécurité à destination principalement des Clubs de Sport de glisse fortement présents sur notre territoire et notamment sur le site de la Salie Nord.

La multitude d'utilisateurs potentiels en fait un équipement d'utilité publique, pour un meilleur aménagement des espaces naturels en perspective d'une gestion globale des plages océanes par la Ville de LA TESTE DE BUCH.

Cet équipement composé de deux bâtiments a pour fonction :

- La Prévention des risques liés à l'océan et l'organisation de la sécurité du public,
- La Découverte et le perfectionnement des pratiques sportives de glisse au profit des associations, des scolaires, des centres de loisirs, et des publics touristiques.

Le S.P.O.T doit permettre de fédérer l'ensemble de l'offre sportive de glisse du territoire représenté par les associations existantes sur le territoire.

Considérant que l'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon participe à la promotion de la ville de LA TESTE DE BUCH, à son animation et contribue à son développement territorial,

Considérant les relations partenariales qui sont engagées et que les deux parties souhaitent formaliser :

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ENTRE

La Ville de LA TESTE DE BUCH, 1 esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2020,

Ci-après dénommée **la Ville**,

d'une part,

ET

L'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon ayant son siège social au SPOT de la Salie Nord, représentée par son président, dument habilité, Monsieur Nicolas PADOIS.

Ci-après dénommée **USCBA**

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 Subvention

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive.
L'Association doit formuler sa demande de subvention par la remise du dossier de demande de subvention avant le 1er Septembre de l'année précédente.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget provisionnel.
Le versement de la subvention est conditionné à l'analyse des documents et de la conformité.

1.2 Objectifs Généraux :

A travers le dispositif du S.P.O.T géré par le Service des Sports, la Ville souhaite soutenir le Club dans le développement de ses activités en lui permettant de se structurer dans la gestion et l'organisation des diverses animations proposées au profit :

- de leurs adhérents licenciés,
- des publics scolaires (écoles primaires, collèges, lycées, CFA de la COBAS),
- des centres de loisirs et associations de la COBAS,
- de tout public privé ou associatif extérieur à la COBAS.

Les structures du territoire seront prioritaires par rapport aux publics se situant à l'extérieur de la COBAS.

1.3 Mise à disposition de l'équipement S.P.O.T. et annexé Point Glisse :

Ville s'engage à mettre à disposition du Club contractant les installations sportives suivantes :

Le S.P.O.T de la Salie

- Le bâtiment situé sur le parking de la Salie Nord, comprend 3 locaux de rangement associatif de 30 m2,
- Le Club bénéficie à titre exclusif du local n°3,
- Les douches, sanitaires, vestiaires, l'infirmerie, le bureau d'accueil et la salle d'exposition sont à la disposition partagée avec les autres associations et la Ville.

L'Annexe Point Glisse

Equipement situé en pied de Dune sur la Plage face à l'Océan.

Cet équipement, constitué de 8 locaux (containers Maritime), est destiné au rangement du matériel et à la mise en œuvre des activités.

Le Club bénéficie à titre exclusif des containers N°3 et 5, d'une surface de 15 m2 chacun.

Les autres locaux sont mis à disposition d'autres associations et de la Ville notamment l'été pour l'implantation du Poste de Secours.

Un état des lieux, établi contradictoirement est réalisé avant la signature de la convention, et annexé à la présente.

1.4 Condition d'utilisation du S.P.O.T. :

Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Ville et le Club (Planning prévisionnel des créneaux d'entraînements, d'animations, des manifestations).

Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par le Club**,** chacune des parties devra en être informée au préalable.

En dehors de ces périodes, la Ville aura la libre disposition des lieux.

Pendant le temps d'utilisation des équipements par le Club**,** celui-ci assumera la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'il utilise.

Le SPOT pourra être mis à disposition de l'ONF pour des réunions ou des actions de sensibilisation du public à l'environnement.

Aucune activité commerciale ou soirée musicale ne sera tolérée dans l'équipement.

En aucun cas les bâtiments ne pourront être affectés au logement de personne.

L'heure de fermeture des équipements à toute activité est fixée à la tombée de la nuit.

1.5 Mise à disposition de matériels pour les opérations de promotion :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour les associations Testerines.
Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

1.6 Aides en moyens de promotion et communication :

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU CLUB

2.1 Documents administratifs et comptables liés à la mise à disposition du S.P.O.T. et de l'annexe Point Glisse :

Le Club devra :

➢ Formuler sa demande annuelle de mise à disposition des équipements du S.P.O.T et Annexe Point Glisse par courrier adressé à Monsieur le Maire 3 mois avant la date de fin de mise à disposition.

Cette demande de mise à disposition sera accompagnée des pièces suivantes :

- les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.
- le projet du Club et de ses sections pour la saison à venir.
- une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison écoulée ainsi que le budget prévisionnel par section et général de la saison à venir.
- le montant des subventions des différents partenaires publics.
- l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- le calendrier des manifestations de la saison à venir.

D'une manière générale, le Club s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville de l'utilisation de la mise à disposition des équipements du S.P.O.T.

2.2 Opérations partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales entre le Club et la Ville pour lesquelles la Ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, le Club s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.3 Opérations de promotion et d'animation :

Le Club s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, les centres sociaux et les établissements scolaires.

2.4 Opération de communication

Le Club s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.
Les documents comprenant le logo de la Ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

Un projet d'animation devra permettre d'animer le site, notamment sous forme de manifestations, de stages et de cours individuels. Ce projet sera proposé par le Club à la Ville à la signature de la convention.

3.1 Accueil des membres du club :

Concernant les membres du Club, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements mis à disposition.

3.2 Accueil des scolaires :

Le Club s'engage à participer aux projets éducatifs de la Ville, et à l'accompagner dans le cadre du Sport Scolaire en faveur des établissements scolaires et ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées au regard d'un projet global que la Ville pourra soutenir. Cette action fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal spécifique à ces activités, permettant d'évaluer le niveau d'intervention du Club.

3.3 Accueil des centres de loisirs et des centres sociaux de la COBAS :

Le Club s'engage à proposer aux structures d'animations de la COBAS des séances d'activités sportives sur le site du S.P.O.T. Ces séances seront facturées à des conditions tarifaires préférentielles.

3.4 Encadrements des activités :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'Etat, salariées ou par des licenciés bénévoles du Club dans le cadre de la réglementation imposée par les Fédérations Françaises, du Ministère de la Jeunesse et des Sports et de l'Education Nationale.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU CLUB

La présente mise à disposition est accordée au Club pour lui permettre d'utiliser la parcelle et les bâtiments tel que décrit dans l'article 1.2, à des fins sportives tout en soumettant leur utilisation par les adhérents du Club aux pouvoirs réglementaires du Maire de LA TESTE DE BUCH.

Le Club est tenu de se conformer aux directives des Fédérations Françaises concernées par l'activité et au principe concernant l'organisation de l'accueil des activités en faveur des membres sur les aspects : hygiène, sécurité et réglementation de la pratique.

ARTICLE 5 : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La présente mise à disposition du SPOT et de l'Annexe Point Glisse est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 6 : CHARGES DE LA COMMUNE

La Ville fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes et impôts de toute nature que ce soit ainsi que la redevance ONF.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE

Le Club sera responsable de tout dommage causé, par la mise en place ou l'exploitation des installations concédées à titre gratuit par la Ville.

Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la Ville.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la Ville une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.

Pour toute dégradation des équipements dûment prouvée, la réparation sera à la charge du Club utilisateur.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION :

Le Club est tenu d'occuper personnellement et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition, en assumant la responsabilité et la surveillance des locaux.

Le Club ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par la Ville, que ce soit à des fins commerciales, marchandes ou non.

Le Club devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale.

Le Club ne pourra procéder à des aménagements susceptibles de changer l'état des lieux, à des modifications des bâtiments existants ou à des adjonctions de construction sans y avoir été préalablement autorisé par la Ville. Il devra donc soumettre à l'agrément de la Ville tout projet de travaux qu'il entend réaliser et constituera à cet effet un dossier complet permettant l'appréciation dudit projet.

Le Club ne pourra sous-traiter la mise à disposition de l'équipement. Il conserve toutefois la possibilité de faire appel à tout intervenant extérieur de son choix pour des prestations réservées à ses membres et leurs invités. Dans ce cas, une convention sera passée entre le prestataire de service et le Club**.** Celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'une validation par la Ville. Une fois signée, une copie de cette convention devra être adressée à la Ville.

La domanialité du terrain s'oppose à ce que le Club puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble. Tout ou partie de l'autorisation pourra être suspendue ou retirée par décision de Monsieur le Maire pour des raisons de police, de sécurité ou toute autre raison d'intérêt général dûment motivée.

ARTICLE 9 : SORT DES INSTALLATIONS A LA FIN DE LA MISE A DISPOSITION

A la fin de la mise à disposition, pour quelque cause que ce soit, les équipements installés par le Club devront être enlevés et les lieux remis en leur état primitif. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de un mois à dater de la fin de la mise à disposition, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par la Ville.

Toutefois, si à la demande du Club, la Ville accepte que les équipements en tout ou partie ne soient pas enlevés, ceux-ci deviendront la propriété de la Ville sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

ARTICLE 10 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 11 : CESSATION D'ACTIVITÉ PAR LE CLUB

En cas de dépôt de bilan du Club ou en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville devra en être informée dans les huit jours suivant le début de ces procédures.

ARTICLE 12 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 13 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le :

Pour la Ville de La Teste de Buch	Pour l'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon
Le Maire de LA TESTE DE BUCH	**Le Président**
Patrick DAVET	**Nicolas PADOIS**

Monsieur le Maire :

Merci monsieur Dufailly, je voudrais en profiter pour saluer les surfeurs, je sais que tous les ans ils arrivent à sauver des vies à des périodes où il y a moins de surveillance des plages où ils arrivent à récupérer des gens qui se font prendre par l'océan, et je sais qu'il faut leur rendre cette hommage-là. Et on peut leur verser cette subvention avec grand plaisir.

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DESMOLLES **DEL2020-12-512**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et " LES ARCHERS DU BASSIN "

Saison sportive 2021

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association des Archers du Bassin contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal.

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021, attribuer une subvention de 12 000€ et renouveler par une convention l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et l'Association des Archers du Bassin.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association des Archers du Bassin et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 10 Décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association « Les Archers du Bassin »

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DU TERRAIN DU « TIR A L'ARC » DE VILLEMARIE
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
ET « LES ARCHERS DU BASSIN »
SAISON SPORTIVE 2021

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

PREAMBULE

Par arrêté du 7 décembre 2001, Monsieur Le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde, a autorisé la transformation du district Sud Bassin en Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS). Ce changement de statut a eu pour conséquence le transfert de compétences entre la COBAS et ses Communes membres. En particulier, a été opéré le retrait à la COBAS de la compétence « stand de tir à l'arc » au profit de la Commune de La Teste de Buch.

Ce transfert a été acté par la convention en date du 8 Juillet 2002 par laquelle la COBAS a mis à la disposition de la Commune de La Teste de Buch, à titre gratuit, l'ensemble des biens immeubles supportant le stand de tir, sis lieudit « Villemarie », avenue de l'Aérodrome.

La ville de LA TESTE DE BUCH souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et l'Association « Les Archers du Bassin ». Cette convention définie les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre l'Association « Les Archers du Bassin » et les Services Municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'un « Stand de Tir à l'Arc ».

Il traduit l'intérêt que la commune porte à l'Association « Archers du Bassin » et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La Convention de mise à disposition du Terrain du Stand de « Tir à l'Arc » au bénéficie de l'Association « Les Archers du Bassin » en 2010 permet de valider les relations de partenariat avec la ville.

1/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, l'installation sportive,

- Stand de Tir à l'Arc à Villemarie avenue de l'Aérodrome sur la Parcelle Cadastrée Section AY n°18.

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la Ville pour les Associations Testerines.

- Aider par des moyens de promotion et communication les « Archers du Bassin ».
- La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

2/ LES ENGAGEMENTS « DES ARCHERS DU BASSIN » :

Il est à noter que le Président est : Monsieur GLEYZE Michel,

- Son Vice-Président : M. RAMPNOUX Nicolas
- Son Secrétaire : M. PHIDIAS Gilbert
- Sa Trésorière : Mme BOUBEL Yvette

- L'Association « Les Archers du Bassin » s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- **La Subvention :**

Dans le cadre de la convention de partenariat 2021, la ville a décidé d'allouer la subvention annuelle au regard du dossier de demande de subvention, remis par le club, pour l'année budgétaire 2021. Ce dossier tient compte des critères qui permettent le calcul des subventions.

La ville a décidé d'attribuer à l'Association « Les Archers du Bassin » une subvention de 12 000€ au titre de l'aide allouée aux Associations sportives dans le cadre du budget 2021.

Cette subvention sera versée sur le compte dans le courant du premier semestre 2021. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables.

Vous trouverez ci-dessous l'aide en matière de subvention municipale attribuée depuis 2016 à Grimpe en Teste :

LES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Année	Montant de la subvention
2016	12 000 €
2017	12 000 €
2018	12 000 €
2019	12 000 €
2020	12 000 €

- **Les équipements sportifs mis à disposition par la Ville :**

L'Association « Les Archers du Bassin » s'engage, plus particulièrement à souscrire et prendre à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Incendie et dégradation du fait de ses adhérents,
- Vol de matériels appartenant à l'Association et à la Ville si un tel matériel était mis à disposition,

- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,

- La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.

Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée de 1 ans, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
L'ASSOCIATION « LES ARCHERS DU BASSIN »
Saison sportive 2021

PRÉAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Les Archers du Bassin », participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue au développement de la pratique du tir à l'arc.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Les Archers du Bassin ».

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2020,

Ci-après dénommée « la Ville »

d'une part,

ET

L'Association « Les Archers du Bassin », ayant son siège social avenue de l'Aérodrome, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Président, dument habilité, Monsieur GLEYZE Jean-François,
Ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive.
L'Association doit formuler sa demande de subvention par la remise du dossier de demande de subvention avant le 1er Septembre de l'année précédente.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget provisionnel.
Le versement de la subvention est conditionné à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.4 Mise à disposition et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à la disposition de L'Association la propriété d'une superficie de 36 275 m2 supportant les installations du Stand de Tir à l'Arc sises lieudit « Villemarie », avenue de l'Aérodrome sur la parcelle cadastrée section AY n°18 (plan ci-joint) comprenant notamment un bâtiment de 574 m².

Les installations et les locaux mis à disposition de l'Association devront être utilisés conformément à leur destination et dans le respect de la présente convention.

La mise à disposition des équipements est effectuée **à titre gratuit**

1.5 Mise à disposition du matériel pour les manifestations :

La mise à disposition de matériel se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour l'ensemble des associations sportives testerines.

Aussi, toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Assistance en moyens de promotions et communications :

Les interventions de la Ville en matière de prestations de communication (conception d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attributions de la Ville en faveur des associations.

Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

2.1 Objet de l'Association :

L'Association organise dans des conditions accessibles au plus grand nombre, la gestion, l'animation, l'enseignement et la compétition de la pratique du Tir à l'Arc dans le respect des statuts et du règlement de la Fédération Française de Tir à l'arc à laquelle elle sera obligatoirement affiliée et l'intégralité de ses membres licenciés.
L'objectif de l'Association est de promouvoir en particulier la pratique du Tir à l'Arc en faveur des jeunes Testerins sous forme d'initiation et de perfectionnement permettant ainsi l'accès de cette pratique sportive dans un cadre sécuritaire et de formation.

2.2 <u>Affectation de la subvention de la Ville</u> :

L'Association s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, des actions de formations et d'accès des jeunes aux pratiques sportives

2.3 <u>Documents administratifs</u> :

Préalablement au versement de la subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le 1 Septembre de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- **Le formulaire de demande de subvention édité par la Ville.**
- **Le projet de l'Association pour la saison à venir.**
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau.
- **Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture.**
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association.
- Une copie du règlement intérieur
- Une copie du compte de résultat, de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tous documents permettant d'établir la sincérité du budget.
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.
- D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation de la subvention.

<u>ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION :</u>

Le bénéficiaire devra occuper cet équipement (terrain et installations) uniquement dans le cadre de son activité.

L'Association prend possession des lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de la signature de la présente.

L'Association sera tenue à une utilisation des lieux ainsi mis à disposition en bon père de famille et en assurera l'entretien courant. Elle ne pourra rien faire qui puisse nuire à la tranquillité et à la jouissance paisible des autres occupants et voisins.

Tous travaux ou aménagements susceptibles de modifier l'état des lieux devront faire l'objet d'une demande écrite de l'association, accompagnée de documents techniques permettant d'évaluer l'état du projet par les Services Municipaux compétents. Aucune modification ne pourra être effectuée sans le consentement préalable et écrit de la commune.

Elle ne pourra effectuer aucun déboisement sur le terrain sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de la Ville et le cas échéant une autorisation délivrée par l'autorisation administrative compétente.

Le bénéficiaire ne pourra en aucun cas sous louer les biens mis à disposition, sous peine de résiliation automatique de la présente convention.

L'Association devra payer les contributions personnelles mobilières ainsi que toutes les charges découlant de l'occupation.

Ces règles sont applicables à l'ensemble des membres de l'Association, tout manquement d'informations ou de précisions demandées sur celles-ci pourra faire l'objet, par la Ville d'une procédure de résiliation de la présente convention, sans possibilité pour l'Association de réclamer une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit.

Pendant le temps d'utilisation de l'équipement par l'Association cette dernière assumera seule la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise (présents ou introduit par elle dans le bien mis à disposition).

Les membres de l'Association devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et, consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

ARTICLE 4 : ASSURANCES :

Chacune des deux parties, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile d'activités. La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol,
- Responsabilité civile des objets confiés,

La Ville assumera la responsabilité qui incombe au propriétaire ainsi qu'une responsabilité civile des biens confiés et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

ARTICLE 5 : DUREE – MODIFICATION

La présente convention prendra effet à compter du 1er Janvier 2021 et prendra fin le 30 Juin 2021.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelé par une nouvelle convention d'une durée de 1 ans, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 7 : CONTENTIEUX :

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le :

Pour la Ville, **Le Maire de la Teste de Buch**	**Pour l'Association,** **Le Président**
Patrick DAVET	Jean-François GLEYZE

Monsieur le Maire :

Merci madame Desmolles, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme PLANTIER **DEL2020-12-513**

AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCIATION D'ANIMATION DES FETES DU PORT

Vu la délibération n° 2019-12-558 en date du 17/12/2019 du vote du budget 2020,
Vu la convention de partenariat-en date du 22 janvier 2020,
Vu le projet d'avenant ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant la convention de partenariat qui a octroyé une subvention d'un montant de 40.000 € à l'Association d'Animation des Fêtes du Port,

Considérant que les « Fêtes du Port 2020 » ont été annulées en raison de la crise sanitaire liée à la COVID 19,

Considérant que la convention de partenariat du 22 janvier 2020 ne permettait pas la redistribution de la subvention à d'autres associations,

Il convient au conseil municipal d'autoriser l'Association d'Animation des Fêtes du Port à redistribuer la subvention, qui lui a été initialement versée, à d'autres associations dans les conditions détaillées dans la note explicative de synthèse ci-annexée,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- ACCEPTER la redistribution de la subvention versée à l'Association d'Animation des Fêtes du Port,
- AUTORISER M. Le Maire à signer l'avenant à la convention de partenariat.

AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
ET L'ASSOCIATION D'ANIMATION DES FETES DU PORT

Note explicative de synthèse

A cause la crise sanitaire de la Covid 19, les fêtes du port 2020 n'ont pas eu lieu.

La convention de partenariat initiale ne permettait pas la redistribution de la subvention par l'Association d'Animation des Fêtes du Port à d'autres associations. L'objet du présent avenant est d'introduire un nouvel article 7 à la convention initiale autorisant cette redistribution.

Pour information, le montant total de cette subvention de 40.000 € va être redirigé par l'Association d'Animation des Fêtes du Port vers les associations suivantes :

1. L'association sportive Testerine, omnisports pour un montant de 8.000 €
2. Les jeunes du Captalat, pour un montant de 8.000 €
3. L'orchestre d'harmonie, pour un montant de 8.000 €
4. Le rugby club du Bassin d'Arcachon (RCBA), pour un montant de 8.000 €
5. Femmes Solidaires, pour un montant de 500 €
6. Grandir avec A.B.A., pour un montant de 2.000 €
7. M en Rouge, pour un montant de 2.000 €
8. Les Restaurants du Cœur, pour un montant de 2.000 €
9. Le Père Noël chez vous, pour un montant de 1.500 €

La délibération a donc pour objet d'autoriser la redistribution de cette subvention et d'autoriser M. le Maire à signer l'avenant n°1 à la convention de partenariat.

CONVENTION DE PARTENARIAT 2020
ENTRE LA VILLE de LA TESTE DE BUCH
ET L'ASSOCIATION d'ANIMATION DES FETES DU PORT
AVENANT N° 1

Entre :

La Ville de La Teste de Buch, représentée par Monsieur Patrick DAVET, Maire en exercice, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 18 décembre 2020,

Ci-après dénommée **la Ville**,

d'une part,

Et :

L'Association d'Animation des Fêtes du Port, représentée par Monsieur Patrick BORDAGARAY, Président en exercice,

Ci-après dénommée **l'Association**,

d'autre part,

Préalablement il est exposé ce qui suit :

A cause de la crise sanitaire de la Covid 19, les fêtes du port 2020 n'ont pas eu lieu. La convention initiale signée entre la Ville et l'Association d'animation des fêtes du port ne permettait pas la redistribution de la subvention versée. L'objet du présent avenant est d'introduire un nouvel article à la convention initiale autorisant ~~la~~ cette redistribution à d'autres associations.

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :
Il est ajouté à la convention de partenariat un nouvel article rédigé comme suit :

« ARTICLE 7 : REDISTRIBUTION DE LA SUBVENTION

Monsieur Le Maire autorise l'Association d'Animation des Fêtes du Port à procéder à la redistribution à d'autres associations de la totalité de la subvention perçue en cas d'annulation de la manifestation.»

ARTICLE 2 :
Les autres clauses de la convention de partenariat restent inchangées.

Fait à La Teste de Buch, le ……..

En deux exemplaires originaux

Le Président de l'Association d'Animation des Fêtes du Port,

Patrick BORDAGARAY

Le Maire de La Teste de Buch,

Patrick DAVET

Monsieur le Maire :

Merci madame Plantier, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme JECKEL **DEL2020-12-514**

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCIATION D'ANIMATION DES FETES DU PORT POUR L'ORGANISATION D'UNE MANIFESTATION DENOMMEE « LES FETES DU PORT 2021 »

———

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2311-7 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le projet de convention de partenariat ci-annexé,

Mes chers collègues,

Considérant que l'Association d'Animation des Fêtes du Port participe à l'animation estivale, festive et conviviale de la Ville et, en ce sens, à son image de marque en organisant une manifestation dénommée « LES FÊTES DU PORT » qui se déroulera du 29 juillet au 1er août 2021.

Considérant qu'à ce titre, la commune a décidé d'apporter son soutien financier par le biais d'une subvention à hauteur de 40 000 €, pour l'organisation de cette manifestation,

Considérant qu'il convient de formaliser ce partenariat par une convention qui définit les engagements réciproques de chacune des parties ainsi que les modalités de contrôle et d'évaluation de ces engagements,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 10 décembre 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de ladite convention ci-annexée,
- AUTORISER Monsieur le Maire à la signer.

CONVENTION DE PARTENARIAT
Entre LA VILLE de LA TESTE DE BUCH
ET L'ASSOCIATION d'ANIMATION DES FETES DU PORT
pour l'organisation des Fêtes du Port 2021

Note explicative de synthèse

La Ville de La Teste de Buch aide au développement des actions culturelles et festives dans la commune en partenariat avec les associations locales depuis de nombreuses années.
L'Association d'Animation des Fêtes du Port prend en charge l'animation des Fêtes du Port qui auront lieu cette année les 29, 30,31 juillet et 1er août 2021.

En raison de l'intérêt suscité par la mise en œuvre de ses Fêtes, qui constituent un élément essentiel de l'animation estivale, la Ville de La Teste de Buch souhaite apporter son soutien à l'Association d'Animation des Fêtes du Port pour l'organisation de cette manifestation, par :

- une aide en moyens humains et matériels,
- l'attribution d'une subvention,
- une aide en matière de communication.

1) Moyens humains et matériels :
La Ville permettra l'intervention de personnels municipaux nécessaires à la bonne marche de la manifestation, en fonction des contraintes des services concernés. En relation avec les chefs de services des agents, l'Association d'Animation des Fêtes du Port veillera au meilleur déroulement de ces interventions.
La Ville mettra à la disposition de l'Association d'Animation des Fêtes du Port les matériels municipaux nécessaires à la bonne marche de la manifestation. La participation matérielle de la Ville sera établie au vu de la présentation des documents de l'exercice écoulé (soit le rapport d'activités et le bilan financier) et des documents présentant le projet et mentionnant les besoins en matériels, au plus tard deux mois avant la manifestation.
La Ville et l'Association d'Animation des Fêtes du Port élaboreront conjointement un document listant les personnels et les matériels municipaux pouvant être mis à disposition de l'Association pour cette manifestation.

2) Subvention :
L'aide financière de la ville, d'un montant de 40.000 euros, a pour objectif de contribuer à l'animation de ces fêtes. Elle est attribuée en deux versements : 30 000 € avant la manifestation, 10 000 € après la manifestation sur présentation du bilan moral et financier.

3) Communication :
Au titre d'évènement organisé en partenariat avec la Ville, l'association bénéficie d'une communication sous la forme de :

- la création de l'affiche de la manifestation (impression de 50 affiches A3 + 10 abris de bus)
- la création et la mise en page du programme de la manifestation (4 pages format A5 quadrichromie)
- diffusion de la manifestation via les panneaux lumineux, l'agenda culturel et le site internet de la ville.

CONVENTION DE PARTENARIAT
Entre LA VILLE de LA TESTE DE BUCH
ET L'ASSOCIATION d'ANIMATION DES FETES DU PORT

pour l'organisation des Fêtes du Port 2021
(29,30, 31 juillet et 1er août)

La Ville de La Teste de Buch a décidé de développer l'action culturelle et festive en partenariat avec les associations locales et de formaliser les interventions de la collectivité auprès des organisateurs de manifestations dans ce domaine.

En raison de l'intérêt suscité par la mise en œuvre des Fêtes du Port qui constituent un élément essentiel de l'animation estivale de la Ville de La Teste de Buch, il y a lieu de définir, dans le cadre de la présente convention, les obligations et engagements réciproques qui régiront le partenariat entre l'Association d'Animation des Fêtes du Port qui prend en charge l'animation de ces fêtes et la Ville de La Teste de Buch.

En conséquence,

Entre :
La Ville de La Teste de Buch, représentée par Monsieur Patrick DAVET, Maire en exercice, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 18 décembre 2020, ci-après dénommée **la Ville**,

d'une part,

Et :
L'Association d'Animation des Fêtes du Port, représentée par Monsieur Patrick BORDAGARAY, Président en exercice, ci-après dénommée **l'Association**,

d'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville de La Teste de Buch apportera son soutien à l'Association d'Animation des Fêtes du Port par une subvention ainsi que par le prêt de matériel, aide d'agents municipaux et l'assistance du Service Communication de la Ville.

ARTICLE 2 : SUBVENTION

La Ville attribuera une subvention annuelle au vu de la présentation des documents de l'exercice écoulé (soit le rapport d'activités et le bilan financier) et des documents présentant le projet prévisionnel indiquant le montant de la subvention demandée.
Les crédits nécessaires à cette opération ont été prévus lors du vote du Budget Primitif au chapitre 65 – article 6574 – fonction 33 du budget communal, pour un montant de 40 000 € :

- 75 % de la subvention, soit 30 000 €, seront versés à l'Association au plus tard un mois avant la date de la manifestation, le complément, 10 000 €, sera versé un mois après la manifestation sous condition de présentation du bilan d'activité et du bilan financier détaillé établis par l'association.

ARTICLE 3 : PERSONNELS ET MATERIELS MUNICIPAUX

Personnels Municipaux :

La Ville permettra l'intervention de personnels municipaux nécessaires à la bonne marche de la manifestation en fonction des contraintes des services concernés.
En relation avec les chefs de services des agents, l'Association veillera au meilleur déroulement de ces interventions.

Matériels Municipaux :

La Ville mettra à la disposition de l'Association les matériels municipaux nécessaires à la bonne marche de la manifestation. La participation matérielle de la Ville sera établie au vu de la présentation des documents de l'exercice écoulé (soit le rapport d'activités et le bilan financier) et des documents présentant le projet et mentionnant les besoins en matériels, au plus tard deux mois avant la manifestation.
La Ville et l'Association élaboreront conjointement un document listant les personnels et les matériels municipaux pouvant être mis à disposition de l'Association pour cette manifestation.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître dans l'ensemble de ses publications, la participation de la Ville, particulièrement sous forme de logos et d'annonces sonores lors de la promotion de la manifestation et après celle-ci.
Pour sa part la Ville réalisera :

- la création de l'affiche de la manifestation (impression de 50 affiches A3 + 10 abris bus)
- la création et la mise en page du programme de la manifestation (4 pages format A5 quadrichromie)
- diffusion de la manifestation via les panneaux lumineux, l'agenda culturel et le site internet de la ville.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

En qualité d'organisateur, l'Association souscrira toute assurance nécessaire et réglementaire à la couverture de la manifestation qu'elle organise. Celle-ci devra être de nature à exonérer la Ville en la matière.
L'Association devra également veiller à la tranquillité des riverains et sera responsable des désordres occasionnés du fait de la manifestation.

ARTICLE 6 : DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de l'organisation des Fêtes du Port et se clôturera au plus tard au 31 décembre 2021.
En cas de non-respect des engagements réciproquement convenus ci-dessus, chacune des parties pourra dénoncer la convention par lettre recommandée avec accusé réception. La résiliation prendra effet 15 jours après réception de l'envoi en recommandé.
En cas de litige, il conviendra dans un premier temps de rechercher un règlement amiable, notamment en soumettant à l'avis d'un médiateur reconnu, à défaut le différend pourra être porté devant la juridiction administrative de Bordeaux.

ARTICLE 7 : REDISTRIBUTION DE LA SUBVENTION

Monsieur Le Maire autorise l'Association d'Animation des Fêtes du Port à procéder à la redistribution de la totalité de la subvention en cas d'annulation de la manifestation.

Fait à La Teste de Buch, le janvier 2021

Le Président de l'Association d'Animation des Fêtes du Port,

Le Maire de La Teste de Buch,

Patrick BORDAGARAY

Patrick DAVET

Monsieur le Maire :

Merci madame Jeckel, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Nous avons terminé cette série de conventions, nous avons la chance d'avoir à la Teste un monde associatif qu'il soit sportif ou culturel assez développé avec différentes associations, en culturel on le mesure différemment mais en sportif évoluant au haut niveau, le rugby, les archers, les jeunes du Captalat, l'AST natation, on a quand même de belles associations et sur le plan culturel aussi.

Je voudrai remercier tout ce monde-là, il y a des gens qui donnent énormément de temps dans le bénévolat et je voudrai remercier aussi les élus qui suivent ces associations, ils sont plusieurs ici à s'en occuper, ils donnent beaucoup de temps, d'écoute, et là il y a eu beaucoup de besoins. Vous avez des clubs sportifs qui vivent de recettes et qui en ont rentré zéro… mais avec des engagements à tenir, vis-à-vis de membres, cela été difficile, ils n'ont pas demandé de rallonge supplémentaire, ils ont fait avec Je voudrais remercier tout ce monde, les élus et vous remercier d'avoir voté toutes ces délibérations à l'unanimité, ils ont aussi besoin de nous dans ces moments-là et c'est la raison pour laquelle nous sommes élus, c'est pour aussi aider les testerins.

Monsieur DUCASSE :

Vous avez souligné avec raison l'utilité des surfeurs dans le domaine de la sécurité en saison et hors saison, c'est notre SNSM des plages, mais pour l'avoir vécu plus longuement au niveau national et international et beaucoup au niveau local ceux sont des défenseurs de la propreté de nos plages de l'océan et sur lesquels il faut absolument compter ceux sont des vigiles de la propreté de notre bassin et de nos côtes.

Monsieur le Maire :

On est en train de travailler autour de l'océan, puisque l'océan charrie des déchets qui ne sont pas forcément les nôtres, on est en train de travailler là-dessus.
Vous avez tous vu que les récentes tempêtes ont de nouveau reculé le trait de côte de 16 mètres, c'est une préoccupation sur laquelle nous nous penchons.

Rapporteur : M. BUSSE **DEL2020-12-515**

AMENAGEMENT DE L'AVENUE DE PARIS A PYLA SUR MER SUR LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

Convention de Délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage avec le Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (S.D.E.E.G)

Vu le code de la Commande Publique et notamment son article L 2422-12 ;
Vu la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage ci-jointe,

Mes chers collègues,

La Commune de La Teste de Buch a inscrit à son budget 2021 l'aménagement de l'avenue de Paris, à Pyla Sur Mer. Dans le cadre de cet aménagement, il est également prévu l'enfouissement des réseaux de télécommunication.

Considérant que la réalisation de ces travaux implique la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, d'une part, la Ville pour l'enfouissement des réseaux de télécommunications et, d'autre part, le S.D.E.E.G pour le réseau de distribution électrique,

Considérant que dans cette hypothèse, le code de la commande publique permet la désignation, par convention, d'un maître d'ouvrage unique,

Considérant qu'il apparaît opportun de confier au S.D.E.E.G, à titre temporaire, la maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacement des réseaux de télécommunications.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- ACCEPTER la délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage au profit du S.D.E.E.G pour les travaux précités,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec le S.D.E.E.G

Aménagement de l'avenue de Paris à Pyla sur Mer sur la commune de La Teste de Buch – Génie civil des réseaux de télécommunications

Délégation temporaire de la Maîtrise d'Ouvrage avec le Syndicat départementale Electrique de la Gironde (S.D.E.E.G.)

Note explicative de synthèse

Dans le cadre du plan de rénovation de la voirie communale pour l'année 2021, la commune souhaite procéder à l'enfouissement des réseaux de distribution électrique et de télécommunication de l'avenue de Paris à Pyla sur Mer.

Ces travaux sont répartis de la façon suivante :

- Le S.D.E.E.G. (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) est Maître d'Ouvrage pour les l'enfouissement du réseau de distribution électrique.
- La commune est Maître d'Ouvrage pour l'enfouissement des réseaux de télécommunications.

L'article L2422-12 du code de la Commande publique dispose que : « Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs Maîtres d'Ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération » ayant pour objectif de faciliter la coordination du chantier.

Aussi, il parait opportun de confier au S.D.E.E.G., à titre temporaire, la maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacements des réseaux de télécommunications. En tant que maître d'ouvrage délégué, le S.D.E.E.G. s'engage donc à procéder au chiffrage et au suivi de l'opération jusqu'à la remise de l'ouvrage à la collectivité.

La collectivité définit le programme des travaux ainsi que le choix du matériel et s'engage à rembourser le S.D.E.E.G sur la base du montant TTC des travaux réalisés.

Le S.D.E.E.G. a estimé ces travaux à 43 200,00 € TTC, à cette somme il faut ajouter les frais de maîtrise d'œuvre et de gestion du dossier par le SDEEG représentant 7 % du montant H.T des travaux.

Coût de l'opération HT :	36 000,00 €
Maîtrise d'œuvre HT + CHS (7%)	2 520,00 €
TVA	7 200,00 €
Montant total TTC	45 720,00 €

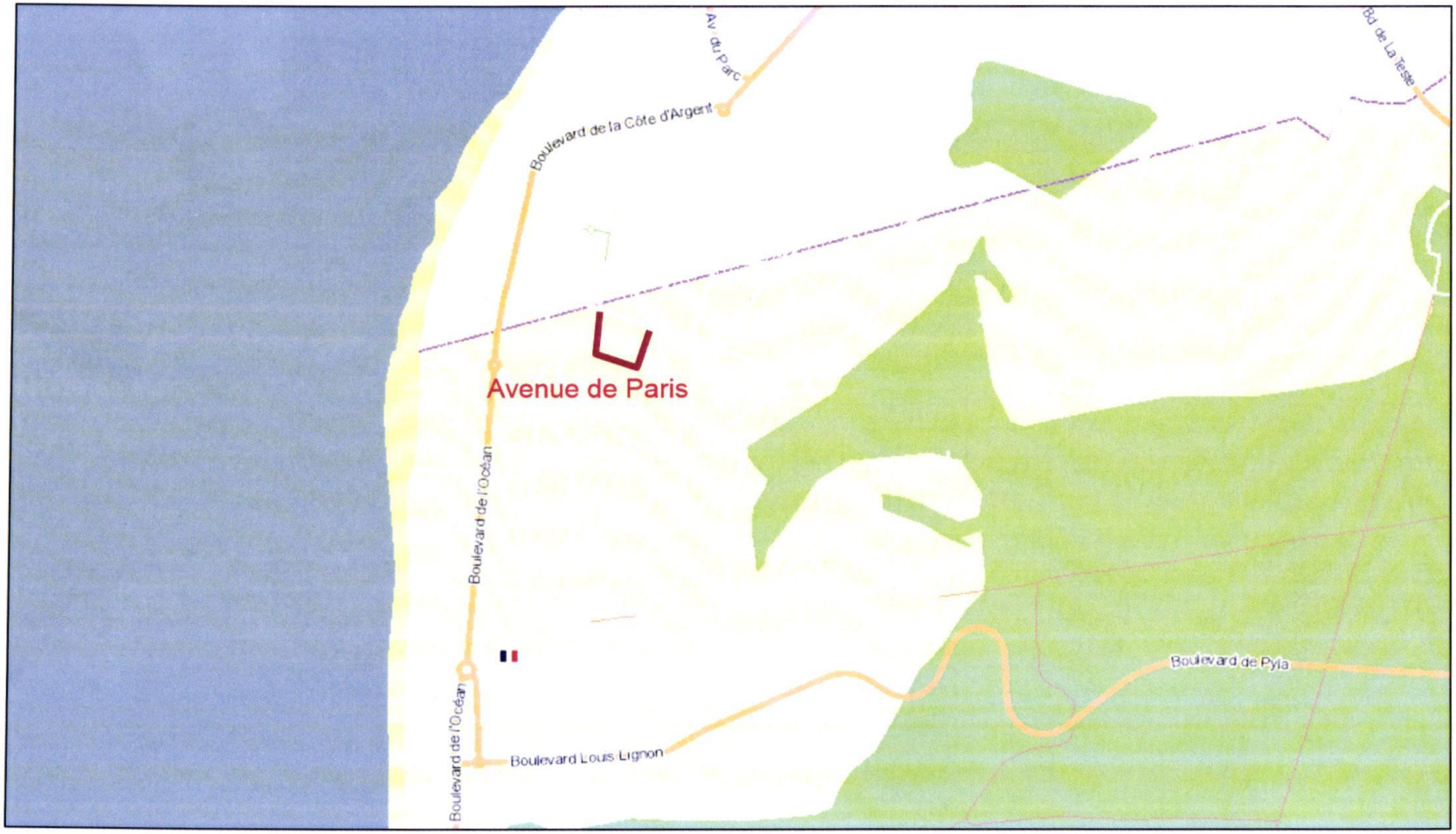
Cette démarche, offrant une plus grande souplesse administrative et meilleure réactivité dans la conduite du chantier, n'occasionne aucun coût supplémentaire pour notre commune, excepté les frais de maîtrise d'œuvre habituels de 7 % du montant HT des travaux appliqués par le S.D.E.E.G.

Concernant les modalités financières, la ville s'engage à rembourser le S.D.E.E.G sur la base du montant TTC des travaux réalisés. Un certificat des travaux éligibles au Fonds de Compensation pour la T.V.A sera établi par le S.D.E.E.G. et sera transmis à la collectivité.

Objet de la délibération :

- ACCEPTER la délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage au profit du S.D.E.E.G pour les travaux précités,
- AUTORISER Monsieur Le Maire à signer la convention,

Enfouissement du réseau de distribution électrique - Plan de localisation



26/11/2020 à 12:58:53

1:11 239

0 0,07 0,15 0,3 mi

0 0,15 0,3 0,6 km

Ville de la Teste de Buch

Enfouissement des reseaux de telecommunications - Plan de Localisation



09/11/2020 à 14:46:11

1:3 003

0 0,03 0,05 0,1 mi

0 0,04 0,08 0,16 km

Ville de la Teste de Buch

SDEEG
NOTRE ÉNERGIE AU SERVICE DES TERRITOIRES

CONVENTION D'ORGANISATION TEMPORAIRE DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

OPERATION D'EFFACEMENT DES RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS

Entre, d'une part :

La commune de **LA TESTE DE BUCH**, représentée par son Maire, **Patrick DAVET**, dûment autorisé, désigné ci-après par "la Commune".

Et, d'autre part :

Le Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde,
12 Rue du Cardinal Richaud – 33300 Bordeaux
N° SIRET : 253 303 473 00032
représenté par son Président, Xavier PINTAT, agissant en vertu de la délibération du 2 décembre 2011, désigné ci-après par "le SDEEG".

Il est exposé ce qui suit :

Préambule :

L'opération GENIE CIVIL TELECOM AVENUE DE PARIS sur la commune de **LA TESTE DE BUCH** concerne deux maîtres d'ouvrage :
- Le SDEEG pour les travaux sur le réseau d'éclairage public,
- La Commune pour les travaux d'enfouissement des réseaux de télécommunications.

L'article L2422-12 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 stipule que : « Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercé et en fixe le terme ». Cette disposition ouvre ainsi aux collectivités publiques intéressées par une même opération de travaux la possibilité de désigner, parmi elles, un maître d'ouvrage unique chargé d'exercer les attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage. L'exercice de ces attributions par un seul maître d'ouvrage implique que les collectivités publiques, visées à l'article L2422-1 du Code de la Commande Publique, transfèrent de manière temporaire leur propre compétence de maître d'ouvrage.

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

Article 1-Objet de la convention

En application du Code de la Commande Publique et afin de faciliter la coordination du chantier, la collectivité désigne le SDEEG par la présente convention comme maître d'ouvrage unique des opérations de GENIE CIVIL TELECOM AVENUE DE PARIS réalisées en concomitance avec les travaux effectués sur le réseau de distribution publique d'électricité relevant de la maîtrise d'ouvrage du SDEEG.

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières de cette opération réalisée sous mandat de maîtrise d'ouvrage unique.

Article 2-Champ d'application de la convention

L'article L.2224-35 du CGCT impose aux opérateurs de communications électroniques de procéder à l'enfouissement coordonné de leur réseau s'il est implanté sur des supports communs au réseau de distribution publique d'électricité faisant l'objet d'une mise en souterrain.
Le SDEEG ne réalisera, au titre de cette convention, que les travaux de génie civil des réseaux de télécommunications.

Article 3-Déroulement de l'opération

a) Phase projet

Missions du SDEEG :
- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et réalisés ;
- Réalisation des études d'avant-projet et proposition de matériels ;
- Transmission à la collectivité d'un avant-projet chiffré ;
- Validation par le SDEEG du dossier d'exécution des travaux comprenant toute les démarches et autorisation administratives nécessaires à l'exécution du projet
- Représentation du maître d'ouvrage vis-à-vis des tiers.

Attribution de la Commune :
- Approbation des études préliminaires et de l'avant-projet ;
- Choix du matériel.

b) Procédures préalables à la réalisation de l'opération

Mission du SDEEG :
- Le SDEEG utilise ses marchés de travaux dans lesquels sont incluses des prestations de travaux d'infrastructures de génie civil de télécommunication et d'éclairage public ;
- Pour tenir compte des contraintes de coordination, le SDEEG attribue les bons de commande des travaux à l'entreprise.

c) Phase travaux

Mission du SDEEG :
- Organisation des réunions de chantier, de la coordination sécurité et protection de la santé ;
- Contrôle de l'activité des prestataires ;

Attribution de la commune
- Participation aux réunions de chantier ;
- Validation des études d'exécution

d) Procédures de fin de travaux

Mission du SDEEG :
- Etablissement d'un procès-verbal de réception des travaux ;
- Etablissement d'un procès-verbal de remise des ouvrages. En cas de réserves, il appartiendra au SDEEG d'établir la main levée des réserves et de la signer ;

Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud, 33300 Bordeaux
05 56 16 10 70 – contact@sdeeg33.fr
www.sdeeg33.fr

- Les ouvrages de génie civil de télécommunications réalisés pour le compte de la collectivité feront l'objet d'une remise par le SDEEG, sur la base d'un décompte général définitif qui donnera lieu aux opérations comptables et budgétaires, et notamment les opérations pour compte de tiers.

Attribution de la commune :

- Gestion des différentes garanties à compter de la réception des ouvrages ;
- Intégration des ouvrages dans le patrimoine.

Article 4-Gestion des ouvrages

Après réception, en présence de la collectivité, des ouvrages de génie civil de télécommunications, le SDEEG dresse le procès-verbal de remise des ouvrages pour signature de la collectivité. Dès lors, la commune, maître d'ouvrage, devient propriétaire des nouvelles installations et le bien est remis à sa disposition.

Article 5-Modalités financières

La prestation de service sera réalisée sans contrepartie financière pour la prestation intellectuelle et l'assistance technique apportée à la maîtrise d'ouvrage. Toutefois le SDEEG percevra de la maitrise d'œuvre (suivi administratif et financier de l'opération sur le montant HT des travaux).

La commune s'engage à rembourser le SDEEG conformément aux dispositions de la présente convention et de son annexe financière dans les conditions suivantes :

a) Estimation de l'opération :

Le SDEEG transmet un chiffrage sommaire soumis à l'approbation de la collectivité. L'opération est estimée à un montant TTC de **45 720.00** Euros.

b) Chiffrage sommaire :

Le chiffrage sommaire est arrêté sur les bases définies en annexe 1.
Les éventuelles subventions qui pourraient être accordées au titre des travaux d'éclairage public feront l'objet d'une demande par dossier qui sera traitée séparément.
Le SDEEG inscrit les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération sur son budget au chapitre 45 en dépenses et en recettes.
La commune s'engage à inscrire à son budget le montant de l'opération en dépenses.

c) Règlement et paiement :

Le SDEEG règle les décomptes définitifs aux entreprises.

d) Participation de la commune :

Le montant des travaux de génie civil des réseaux de télécommunications est déterminé avec exactitude à la réception du décompte définitif de l'entreprise. Le montant de dépense engagée par la collectivité correspond au montant TTC des travaux réalisés.
Un certificat des travaux éligibles au FCTVA sera établit par le SDEEG et transmis à la commune.

Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud, 33300 Bordeaux
05 56 16 10 70 – contact@sdeeg33.fr
www.sdeeg33.fr

SDEEG
NOTRE ÉNERGIE AU SERVICE DES TERRITOIRES

Article 6-Durée de la convention

Cette convention prend effet le jour de la signature par les cosignataires et prend fin à la date de signature du procès-verbal de remise des ouvrages publics.

Article 7-Règlement des différents

La commune donne pouvoir au SDEEG afin d'agir en justice au titre de l'ouvrage objet de la présente convention, pour les éventuels litiges nés pendant la durée de celle-ci. En cas de litiges, le tribunal administratif de Bordeaux sera compétent.

à
Le

Le Maire de la commune
de LA TESTE DE BUCH

Patrick DAVET

Le Président
du S.D.E.E.G.

Xavier PINTAT

Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud, 33300 Bordeaux
05 56 16 10 70 – contact@sdeeg33.fr
www.sdeeg33.fr

territoire d'énergie GIRONDE

SDEEG
NOTRE ÉNERGIE AU SERVICE DES TERRITOIRES

ANNEXE I

TRAVAUX RESEAUX TELECOMMUNICATIONS

Maitrise d'œuvre

SUR LE DETAIL PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Commune de **LA TESTE DE BUCH**

Affaire GENIE CIVIL TELECOM AVENUE DE PARIS

- Travaux hors taxe	**36 000.00** Euros
- TVA	**7 200.00** Euros
- Maitrise d'œuvre 6 % du HT	**2 160.00** Euros
- CHS 1 % du HT	**360.00** Euros
- Travaux TTC	**45 720.00** Euros
Arrondi à la somme de	**45 720.00** Euros

Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud, 33300 Bordeaux
05 56 16 10 70 – contact@sdeeg33.fr
www.sdeeg33.fr

territoire d'énergie
GIRONDE

Commune LA TESTE DE BUCH

Mise en souterrain des réseaux d'électrification

GENIE CIVIL TELECOM AVENUE DE PARIS

CHIFFRAGE SOMMAIRE

Total Travaux Hors Taxes		**36 000,00**
C.H.S	1,00%	**360,00**
Maîtrise d'œuvre	6,00%	**2 160,00**
Montant H.T		**38 520,00**
T.V.A sur travaux	20,00%	**7 200,00**
Montant T.T.C		**45 720,00**

dont : **2 520,00** Euros au S.D.E.E.G

et : **43 200,00** Euros à l'Entreprise

Mention obligatoire dans le portail Chorus Pro de votre collectivité: Oui / Non
Si oui, veuillez saisir les zones ci-dessous.

Engagement	
Code Service	

à Bordeaux

le 09/11/2020

"Bon pour accord" (signature et cachet)

Le Maire

Prix valable jusqu'au 08/05/2021

Réservé au SDEEG	Technique	Comptable	Marché
Affaire N°			

12 Rue du Cardinal Richaud
33300 Bordeaux
Tél : 05 56 16 10 70
www.sdeeg33.fr

DE_ED06 JMC F:\sdeeg\wstafer\donnees

Monsieur le Maire :
Merci M Busse, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DEVARIEUX **DEL2020-12-516**

AMENAGEMENT DE L'AVENUE DE PARIS,
A PYLA SUR MER SUR LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Travaux d'enfouissement du réseau électrique
Convention avec le Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (S.D.E.E.G)

Vu la convention de concession signée avec E.N.E.D.I.S le 16 juin 1997 concernant la distribution publique d'énergie,

Vu la délibération n°2008-04-52 du 29 avril 2008 transférant au S.D.E.E.G la compétence dans le domaine de la distribution publique d'énergie,

Mes chers collègues,

Considérant que l'aménagement de l'avenue de Paris à Pyla Sur Mer nécessite l'enfouissement des réseaux de distribution électrique.

Considérant que Le S.D.E.E.G, dans le cadre de ses compétences de maître d'ouvrage et maître d'œuvre, a estimé ces travaux à 107 000 € H.T, financés selon la clé de répartition suivante :

- S.D.E.E.G : 60% des travaux H.T soit 64 200,00 €
- Commune :
    - 40% des travaux H.T soit 42 800,00 €
    - frais de gestion du dossier de 8 % du montant HT des travaux, soit 8 560,00 €

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 10 décembre 2020 de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- ACCEPTER le plan de financement de l'opération,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la demande d'aide financière ci-jointe

Aménagement de l'avenue de Paris à Pyla sur Mer
sur la commune de La Teste de Buch.
Travaux d'enfouissement de réseau électrique.

Convention avec le Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (S.D.E.E.G).

Note explicative de synthèse

Dans le cadre du plan de rénovation de la voirie communale pour l'année 2021, la commune souhaite procéder à l'enfouissement des réseaux de distribution électrique de l'avenue de Paris, à Pyla sur Mer sur la commune de La Teste de Buch.

La gestion de ces réseaux est régie par une convention de concession avec E.N.E.DI.S pour une durée de 30 ans signée en juin 1997. Cette convention dans son article 8 (intégration des ouvrages dans l'environnement) prévoit que le concessionnaire participe à l'enfouissement des réseaux existants et en assure la maîtrise d'ouvrage.

Par délibération du 29 avril 2008 la Commune de La Teste de Buch a transféré au S.D.E.E.G (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) sa compétence dans le domaine de la distribution publique d'énergie électrique.

Une des clauses de cette délégation de compétence permet de mettre en œuvre les travaux d'enfouissement de réseaux dans les conditions financières suivantes :

- Participation S.D.E.E.G : 60 %
- Participation communale : 40 % du montant HT des travaux + frais de gestion du dossier par le S.D.E.E.G : 8 % du montant HT des travaux

La mise en œuvre de ces travaux se fait donc sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat à travers des conventions d'aide financière.

Coût de l'opération S.D.E.E.G :

Montant HT estimé	107 000,00 €
Maîtrise d'œuvre HT (8%)	8 560,00 €
TVA montant des travaux	21 400,00 €
Montant total TTC	136 960,00 €

Plan de financement :

60% des travaux H.T (S.D.E.E.G)	64 200,00 €
40% des travaux H.T (Commune)	51 360,00 €
(plus maîtrise d'œuvre)	

Les sommes correspondantes à la participation communale sont inclues dans le budget des opérations d'aménagement.

Objet de la délibération :

- ACCEPTER le plan de financement de l'opération,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la demande d'aide financière ci-jointe.

CADRE RESERVE AU S.D.E.E.G

Avis de la commission de répartition :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde

Electrification - Gaz - Eclairage Public
Economies d'Energie – Energies Renouvelables

DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AU TITRE DE L'ARTICLE 8 DISSIMULATION DES RESEAUX (BT-HTA)

Commune LA TESTE DE BUCH

Opération AMENAGEMENT DES RESEAUX AVENUE DE PARIS

Renseignements concernant la collectivité :

Canton de : La Teste-de-Buch

Trésorerie de : ARCACHON

Population de : 26 078

N° Affaire : **Fils nus** : **Longueur fils nus** :

Régime d'électrification : **Urbain**

Périmètre de concession : **SDEEG**

L'éclairage public est concédé au SDEEG : **Non**

L'entretien de l'éclairage public est assuré par le SDEEG : **Non**

La commune est rattachée à un EPCI : **Non**

A L'APPUI DU DOSSIER DE DEMANDE, IL DEVRA ÊTRE OBLIGATOIREMENT JOINT :

La délibération de l'assemblée délibérante

La note de présentation du projet

Le chiffrage sommaire

Le courrier doit être adressé impersonnellement à Monsieur le Président du
Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud 33300 BORDEAUX - Tél. 05.56.16.10.70 - Fax. 05.56.16.10.71 - E-mail : contact@sdeeg33.fr
Siret : 253 303 473 00057 - APE 8413 Z

DE_SUBAE JMC F:\sdeeg\wstafer\donnees

Nature du Projet :

Détail du projet :

.....

.....

.....

.....

.....

Approbation du projet par l'assemblée délibérante en date du _____/_____/_____

Calendrier prévisionnel de réalisation :

Lancement des travaux _____ **Durée des travaux** _____

Fin prévisionnelle des travaux _____

Coût de l'opération :

Montant HT estimé	107 000,00
Maîtrise d'œuvre HT	8 560,00
T.V.A	21 400,00
Montant total TTC	136 960,00

Plan de financement :

Participation SDEEG 60% du HT	64 200,00
Participation collectivité 40 % des travaux HT + Maîtrise d'oeuvre	51 360,00

Participations sollicitées :

Département .....

Région .....

Etat .....

Auprès de l'EPCI .....

La Collectivité (commune/EPCI) sollicite la participation financière du SDEEG pour la réalisation de ce projet, et s'engage à ne pas débuter les travaux avant l'avis de la commission de répartition. Toutefois, en cas de nécessité absolue (coordination de travaux, sécurité publique), le commencement des travaux par anticipation peut être accepté, mais ne préjuge en rien de l'octroi du concours financier du SDEEG pour cette opération.

Toute modification intervenant après le dépôt de ce dossier ou après l'accord financier du SDEEG devra être obligatoirement signalée à notre établissement public.

Fait à **, le** ___/___/___

Cachet de la collectivité **Le Maire**

CONDITIONS D'OCTROI DE L'AIDE

ARTICLE 8:
L'article 8 concerne exclusivement les travaux d'intégration des ouvrages dans l'environnement (enfouissement de réseaux). La participation sollicitée auprès du SDEEG s'élève à 60% du montant HT des travaux (hors maîtrise d'oeuvre).

Le montant des participations ne doit pas dépasser 80% du montant total de l'opération.

DISPOSITIONS IMPORTANTES

Lorsque la commune est rattachée à un EPCI compétent en la matière, la demande doit recueillir son avis.

Les aides attribuées par le SDEEG sont valables deux ans à compter de leur notification à la collectivité concernée. Passé ce délai, elles seront remises à la disposition du SDEEG.

territoire d'énergie GIRONDE

Commune LA TESTE DE BUCH

Mise en souterrain des réseaux d'électrification
AMENAGEMENT DES RESEAUX AVENUE DE PARIS

Application de l'Article 8 du Cahier des Charges

CHIFFRAGE SOMMAIRE

Montant travaux hors taxes	:	107 000,00
Subvention S.D.E.E.G (60 %)	: -	64 200,00
Participation Collectivité	: =	42 800,00
Maitrise d'oeuvre 8,00 %	: +	8 560,00
Montant de votre participation	: =	51 360,00

Arrondi à **51 360** Euro

Mention obligatoire dans le portail Chorus Pro de votre collectivité: Oui / Non
Si oui, veuillez saisir les zones ci-dessous.

Engagement	
Code Service	

à Bordeaux,
le 09/11/2020
"Bon pour accord" (signature et cachet)
Le Maire

Prix valable jusqu'au 08/05/2021

Réservé au SDEEG	Technique	Comptable	Marché
Affaire N°			

12 Rue du Cardinal Richaud
33300 Bordeaux
Tél : 05 56 16 10 70
www.sdeeg33.fr

DE_ED01 JMC F:\sdeeg\wstafer\donnees

Monsieur le Maire :
Merci Mme Devarieux, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BUSSE **DEL2020-12-517**

AMENAGEMENT DE L'AVENUE DE PARIS à PYLA SUR MER COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

Convention d'Enfouissement du réseau Télécom avec Orange

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2224-35,
Vu la convention locale pour la mise en souterrain des réseaux aériens de communications électroniques ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que dans le cadre des travaux d'aménagement de l'avenue de Paris à PYLA SUR MER, la ville de La Teste de Buch a décidé de procéder à l'enfouissement des réseaux de télécommunications.

Considérant que le génie civil sera à la charge du SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde), via une convention temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune, ORANGE participera sur le matériel de Génie-civil posé, pour un montant de 2 016,00 € H.T, par établissement d'un titre exécutoire de la commune.

Considérant que les équipements de communication électronique dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par ORANGE font l'objet d'une participation communale qui s'élève à 1 921,97 € H.T.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 10 décembre 2020 de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- ACCEPTER la participation communale à l'enfouissement du réseau Télécom susvisée,
- SIGNER la convention ci-jointe avec ORANGE.

Aménagement de l'avenue de Paris à Pyla sur Mer
Enfouissement du réseau Télécom
Note explicative de synthèse

Les dispositions de la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique complétées par la loi sur les communications électroniques adoptée en août 2004 déterminent les modes de répartition relatifs aux coûts de câblage, d'études, documentations et contrôle entre les communes et Orange.

Ce partenariat est concrétisé par la mise en place d'un accord national par souci de réduire les coûts de gestion. Cet accord porte principalement sur :

- la coordination de la pose des différents réseaux afin d'en réduire les coûts et limiter la gêne provoquée par les chantiers successifs,

- les dispositions de l'article L 2224-35 du Code Général des Collectivités Territoriales stipulent que lorsque les réseaux électriques et de communications électroniques sont établis sur des supports aériens communs, et qu'à l'initiative de la collectivité, ces derniers font l'objet de travaux de mise en souterrain, une convention conclue entre la collectivité et l'opérateur en communications fixe les obligations respectives en matière de travaux, de prestations techniques ainsi que la participation financière de chaque partie.

Les répartitions s'établissent comme suit :

Le SDEEG, via une convention temporaire de la maîtrise d'ouvrage avec la commune, assume le génie civil :
- Étude
- Ouverture et remblaiement des tranchées
- Fourreaux, chambres, coffrets….

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue de Paris, la commune participe sur les équipements de communications électroniques, pour un montant de 1 921,97 € H.T.

ORANGE assume les équipements de communications électroniques :
- Étude
- Dépose de l'aérien
- Pose en souterrain
- Matériel de câblage

ORANGE participe sur le matériel de Génie-civil posé, pour un montant de 2 016,00 € H.T, par établissement d'un titre exécutoire de la commune.

Objet de la délibération :
- ACCEPTER la participation communale à l'enfouissement du réseau Télécom,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec ORANGE

CONVENTION LOCALE POUR LA MISE EN SOUTERRAIN DES RÉSEAUX AÉRIENS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES D'ORANGE ÉTABLIS SUR SUPPORTS COMMUNS AVEC LES RÉSEAUX PUBLICS AÉRIENS DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

Référence : Convention n° 54-20-129652/ AS-2017037

Entre :
La Commune de : LA TESTE DE BUCH, représentée par Monsieur, Davet Patrick.
Ci-après dénommée « **la personne publique** »

et

Orange - société anonyme au capital de 10 640 226 396 Euros, dont le siège social est situé 78, Rue Olivier de Serres, 75015 Paris, immatriculée au R.C.S de Paris sous le numéro 380 129 866, représentée par la Direction régionale d'Aquitaine elle même représentée par Monsieur Sébastien Plantier,
ci après dénommée « **Orange** »,
collectivement dénommés « **les parties** »

PRÉAMBULE

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), l'Association des Maires de France (AMF) et Orange ont constaté qu'il était nécessaire de mettre en place un accord national rationnel, efficace dans sa mise en œuvre avec le souci de réduire les coûts de gestion, en considérant :

- que la pose coordonnée des différents réseaux de service public favorise la réduction du coût des travaux, et réduit la gêne provoquée par des chantiers successifs, notamment en ce qui concerne l'enfouissement des réseaux filaires aériens de distribution d'électricité et de communications électroniques qui sont fréquemment voisins, et dont la coordination de la mise en souterrain dans un même secteur est d'intérêt général ;
- que lorsque les réseaux électriques et de communications électroniques sont disposés sur les mêmes supports, cette coordination est soumise aux dispositions de l'article L 2224-35 du code général des collectivités territoriales qui prévoit l'intervention de conventions entre les collectivités territoriales ou leurs établissements publics de coopération compétents pour la distribution publique d'électricité ;
- que pour favoriser la réduction des coûts, les responsabilités doivent être réparties clairement, la maîtrise d'ouvrage étant assurée par la personne publique pour les infrastructures communes de génie civil et par Orange pour les travaux de câblage ;
- que, compte tenu de la proportion moyenne de supports communs constatée au niveau national, la personne publique d'une part, et Orange, d'autre part, financent respectivement environ 60 % et 40 % du coût global de l'opération ;
- que, dans un souci de simplification et d'efficacité opérationnelle, et pour tenir compte de la décision de la personne publique approuvant les travaux de génie civil de communications électroniques, il est convenu que Orange prendra forfaitairement en charge 82 % des coûts d'étude du câblage et de réalisation de celui-ci, ainsi que les coûts de fourniture de génie civil, les collectivités locales ou leurs établissements publics de coopération prenant en charge les autres coûts ;
- que la répartition des prises en charge prévue à l'alinéa précédent tient compte de la proportion moyenne de support communs constatée au niveau national, ainsi que de la non déductibilité de la TVA ;
- que la présente convention est basée sur l'équilibre économique voulu par les parties et qu'elle a vocation à s'appliquer à ce titre sur l'ensemble du territoire ;
- que Orange conserve la propriété des installations de communications électroniques

MH

Lorsque, de plus, ces réseaux sont disposés sur les mêmes supports, cette coordination est soumise aux dispositions de l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales.
Pour mémoire, cet article est rédigé comme suit :

« Art. L. 2224-35 - Tout opérateur de communications électroniques autorisé par une collectivité territoriale, par un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité, ou par un gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité à installer un ouvrage aérien non radioélectrique sur un support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité procède, en cas de remplacement de cette ligne aérienne par une ligne souterraine à l'initiative de la collectivité ou de l'établissement précité, au remplacement de sa ligne aérienne en utilisant la partie aménagée à cet effet dans l'ouvrage souterrain construit en remplacement de l'ouvrage aérien commun. Les infrastructures communes de génie civil créées par la collectivité territoriale ou l'établissement précité lui appartiennent.
L'opérateur de communications électroniques prend à sa charge les coûts de dépose, de réinstallation en souterrain et de remplacement des équipements de communications électroniques incluant les câbles, les fourreaux et les chambres de tirage, y compris les coûts d'études et d'ingénierie correspondants. Il prend à sa charge l'entretien de ses équipements.
Une convention conclue entre la collectivité ou l'établissement précité et l'opérateur de communications électroniques fixe la participation financière de celui-ci sur la base des principes énoncés ci-dessus, ainsi que le montant de la redevance qu'il doit éventuellement verser au titre de l'occupation du domaine public. »

Section 1 – Objet et définition

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre les parties pour la mise en œuvre pratique des dispositions de l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales, concernant l'opération d'enfouissement située : **Avenue de Paris.**
Dans le cadre de la dissimulation des réseaux aériens désignés à l'article 2 et de leur enfouissement, la personne publique et l'opérateur se sont accordés pour laisser à l'opérateur la propriété des Infrastructures de Communications Électroniques réalisées à ces occasions.

ARTICLE 2 - DÉSIGNATION DES TRAVAUX

L'opérateur souhaitant disposer d'une certaine visibilité sur ses engagements futurs, la personne publique s'engage à l'informer chaque année de sa prévision budgétaire de dépenses pour les deux années à venir, ainsi que de son programme prévisionnel de travaux sur douze mois, et à recueillir à son intention les renseignements analogues auprès des autres maîtres d'ouvrage lui ayant donné mandat à l'effet de signer la présente convention, opérant dans le département. Les travaux concernés réalisés en conformité avec les normes en vigueur, porteront sur les ouvrages répondant aux conditions suivantes.

- Les travaux d'enfouissement portent simultanément :
  - pour les réseaux d'électricité : sur les lignes de réseaux, les lignes électriques de branchement,
  - pour les réseaux de communications électroniques : sur les lignes de réseaux et sur les lignes terminales de communications électroniques.
- Les longueurs de lignes aériennes électriques et de communications électroniques à enfouir ne sont pas nécessairement disposées sur des appuis communs ; au niveau de chaque chantier, il peut exister des supports spécifiques à l'une ou l'autre des parties, pour soutenir les lignes de réseau ou des lignes de branchement ou terminales.
- L'opportunité des chantiers envisagés est du seul ressort de la personne publique ;

Les définitions suivantes sont retenues au sens de la présente convention :

- le terme « appui commun » désigne le support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité sur lequel est également établi le réseau de communications électroniques ;

MH

le terme « enfouissement » s'entend de la mise en souterrain des ouvrages électriques et de communications électroniques ou, si les parties en conviennent, de leur dissimulation par pose sur façades, les tracés retenus devant dans ce cas permettre la suppression de toutes les traversées de voirie en aérien

en cas de mise en souterrain, les travaux d'enfouissement comportent la réalisation d'un « ouvrage souterrain commun », constitué de la tranchée commune et, éventuellement, « d'infrastructures communes de génie civil » (égouts, galeries, réservations, fonçages...) substituées par endroits à la tranchée commune ;

- la « tranchée aménagée » s'entend de la partie de la tranchée commune de l'ouvrage souterrain commun, destinée à recevoir les équipements de communications électroniques, dont l'aménagement comprend notamment le grillage avertisseur et dont le schéma figure en annexe 2 à la présente convention ;
- les « équipements de communications électroniques » comprennent les Installations de communications électroniques, le câblage et ses accessoires ;
- les « installations de communications électroniques » visées dans la présente convention désignent les fourreaux, les chambres de tirage y compris leurs cadres et trappes standards, les bornes de raccordement destinées à recevoir le câblage de communications électroniques. Elles ne comprennent ni le câblage ni ses accessoires.

Section 2 – Répartition des missions de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre

ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La convention s'applique aux travaux nécessaires, sur le domaine public routier communal et non routier communal, et sur les domaines privés (à l'exception des parties privatives intérieures aux immeubles) à l'enfouissement des équipements de communications électroniques désignés à l'article 2, dans le respect des dispositions du code des postes et communications électroniques, des règles techniques en vigueur, notamment des règles d'hygiène et de sécurité, et des spécifications de matériel.

ARTICLE 4 – PRÉPARATION DU PROJET

L'opérateur est associé, pour les ouvrages le concernant, au choix de l'itinéraire des réseaux posés en coordination, et de la capacité des ouvrages souterrains communs. Il précise à la personne publique ses besoins en équipement et notamment le nombre d'alvéoles qui lui sont nécessaires
La personne publique, en accord avec la commune concernée (si elles sont différentes), se réserve le droit d'assurer la coordination des travaux, objet de la présente convention, avec la réalisation d'autres travaux intéressant le domaine public routier, conformément aux dispositions de l'article L.115 -1 du code de la voirie routière. Elle informe l'opérateur des décisions (notamment celles relatives au calendrier des travaux et aux dispositions techniques) arrêtées en la matière.
Chaque maître d'ouvrage fait son affaire de la mise en œuvre des prescriptions du code du travail, relatives à la prévention des risques et à la sécurité sur le chantier et de leur observation par les entreprises intervenantes.

ARTICLE 5 – PRESTATIONS TECHNIQUES

5.1 – Études

La personne publique fournit à l'opérateur :

- la confirmation, sous une forme et un délai de préavis à convenir, des travaux d'enfouissement à exécuter,
- un plan indiquant la zone exacte des travaux,
- un avant-projet indiquant le tracé prévisionnel de la tranchée aménagée, ainsi que le tracé prévisionnel des ouvrages autres que ceux de l'opérateur (électricité, éventuellement gaz, eau, assainissement, autres communications électroniques,...) à établir,
- un planning prévisionnel des travaux,
- un délai pour renvoyer à la personne publique l'avant-projet complété des éléments visés ci-après.

•

MH

L'opérateur renvoie à la personne publique, dans le délai spécifié, l'avant-projet complété par le tracé de ses propres canalisations (y compris la reprise en souterrain des lignes terminales), le nombre d'alvéoles à poser limité à ce qui est nécessaire à l'enfouissement des ouvrages existants, l'implantation des bornes de raccordement, les types de chambres à poser, leur position de principe et, pour la reprise en souterrain des lignes terminales, la position estimative de l'adduction vers les domaines privés.

- La personne publique exécute les prestations d'étude et d'ingénierie de génie civil relatives à la réalisation des infrastructures correspondant à l'enfouissement des équipements de communications électroniques. Ces études sont adressées à l'opérateur pour remarques éventuelles et validation du projet final.
- L'opérateur exécute les prestations d'études et d'ingénierie relatives à la réalisation du câblage et à la reprise en souterrain ou en façade des câblages des clients concernés.

5.2 – Exécution des travaux de génie civil

- La personne publique est maître d'ouvrage des travaux relatifs à la tranchée aménagée, nécessaires au transfert en souterrain des lignes de réseaux et des lignes terminales existantes. Ces travaux comprennent notamment :
  - l'ouverture de la tranchée (démolition des revêtements, terrassement, déblayage, étayage éventuel, aménagement du fond de fouille),
  - la fermeture de la tranchée (remblayage, dispositif avertisseur, compactage),
  - la réfection des revêtements (provisoires et/ou définitifs),
  - l'installation des équipements annexes (barriérage, clôture, signalisation, balisage, dépôt de matériels, baraquements,...).
- La personne publique est également maître d'ouvrage des infrastructures communes de génie civil éventuelles (galeries techniques, réservations, fonçages, ouvrages d'art) en complément de la Tranchée Commune.
- L'opérateur crée les installations de communications électroniques propres à ses lignes de réseaux et lignes terminales en domaine public routier communal et non routier communal. A cette fin, il désigne la personne publique pour assurer en son nom les missions de maîtrise d'ouvrage afférentes à la pose de ces installations de communications électroniques dans la tranchée aménagée .
- La personne publique, en exécution de la mission confiée par l'opérateur, assure la pose des installations de communications électroniques en domaine public.
- La personne publique assure en domaines privés la pose des installations de communications électroniques nécessaires à la reprise en souterrain des câbles des clients concernés.
- La personne publique fait son affaire de la dépose, de l'enlèvement et du traitement des appuis communs abandonnés.

5.3 – Exécution des travaux de câblage

- L'opérateur exécute les travaux concernant :
  - le tirage et le raccordement de nouveaux câbles dans les installations de communications électroniques,
  - la reprise en souterrain ou en façade des câbles des clients concernés.
- L'opérateur fait son affaire de la dépose et de l'enlèvement des anciens câbles ainsi que de la dépose et de l'enlèvement des appuis abandonnés qui lui appartiennent, éventuellement compris dans le cadre des opérations mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 6 – RÉCEPTION DES INSTALLATIONS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

L'opérateur (son sous-traitant ou son représentant) est invité aux réunions de chantier, et dispose d'un droit d'accès permanent sur les chantiers d'implantation des installations de communications électroniques réalisés au nom de l'opérateur sous la maîtrise d'ouvrage de la personne publique. Leur vérification technique, qui peut être réalisée par tranche, est effectuée selon le processus suivant :

-

MH

Sur demande de l'entreprise mandatée par la personne publique pour réaliser les travaux, adressée à l'opérateur par courrier ou courriel, celui-ci procède à la vérification des installations de communications électroniques réservées à ses propres besoins, sous réserve de la réalisation préalable par l'entreprise des essais d'alvéolage et de la remise des plans projets comportant les cotes d'implantation et les annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) relatives auxdites installations de communications électroniques .

- A la suite de cette vérification, l'opérateur remet à l'entreprise un certificat de conformité des installations de communications électroniques.
- Si toutefois l'entreprise mandatée bénéficie d'une certification ISO 9002, elle peut simplement adresser le procès verbal de contrôle à l'opérateur, au vu duquel celui-ci lui délivre le certificat de conformité.
- En l'absence de vérification technique dans un délai spécifié au cas par cas, mais ne pouvant excéder 25 jours calendaires après la demande formalisée par l'entreprise à l'opérateur, la conformité technique est acquise, aux risques de l'opérateur et sans réserve.
- Lors de la vérification, des réserves peuvent être formulées par l'opérateur. Elles devront être levées préalablement à une seconde vérification technique organisée dans un nouveau délai spécifié, mais ne pouvant excéder les 25 jours calendaires qui suivent. A défaut, le certificat de conformité sera émis avec réserves qui seront levées à l'achèvement complet de l'effacement des réseaux, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CÂBLAGE

Dès que la conformité des installations de communications électroniques qui lui appartiennent est acquise, conformément aux dispositions de l'article 6, l'opérateur entreprend les travaux de mise en œuvre des câbles de communications électroniques et de leurs accessoires.
Un planning sera établi entre les parties, au titre duquel les délais de réalisation, y compris la dépose des anciens câbles et des poteaux abandonnés, ne pourront excéder 30 à 60 jours calendaires selon l'importance du chantier, sauf cas de force majeure dûment justifié.
En cas de non-respect de ce délai, une pénalité journalière pourra être appliquée à l'encontre de l'opérateur correspondant à 1/3 000 du montant des travaux de câblage évalué selon un coût unitaire de référence de 8 euros HT par mètre linéaire de génie civil. L'application de cette pénalité est libératoire de tous autres dommages et intérêts au titre de ce retard. Elle n'est due que si les causes de ce retard sont exclusivement imputables à Orange.

Section 3 – Répartition de la propriété des ouvrages

ARTICLE 8 - UTILISATION DES OUVRAGES MIS A DISPOSITION – RÉGIME DE PROPRIÉTÉ

La tranchée aménagée et les infrastructures communes de génie civil visées à l'article 2 sont la propriété de la personne publique. Leur utilisation par l'opérateur ne confère à celui-ci aucun droit réel, conformément á l'article L.1311-1 du code général des collectivités territoriales.

- Leur utilisation est consentie à l'opérateur tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait.
- L'opérateur est propriétaire des installations de communications électroniques qu'il a créées sur le domaine public routier communal ou non routier communal, dans les conditions exposées à l'article 5.2 et du câblage. Il en assure à ses frais l'exploitation, la maintenance (réparations), l'entretien et le renouvellement.

Section 4 – Répartition de la charge financière

ARTICLE 9 - PRINCIPES DE RÉPARTITION DES DÉPENSES

Les parties conviennent que pour simplifier et homogénéiser sur l'ensemble du territoire les conditions et pratiques locales dans l'application des présentes dispositions et dès lors qu'un seul appui commun est concerné et figure dans le réseau objet de l'opération d'enfouissement, les présentes dispositions relatives à la répartition des dépenses prévues aux articles 10, 11 et 12 s'appliquent.

MH

ARTICLE 10 – TRANCHÉE AMÉNAGÉE

La personne publique prend à sa charge la totalité du coût de réalisation de la tranchée aménagée et des infrastructures communes de génie civil, les besoins de l'opérateur étant limités aux besoins exprimés dans l'avant-projet mentionné à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 11 – DÉPENSES DES INSTALLATIONS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

- L'opérateur prend à sa charge les études permettant de définir les éléments destinés à compléter l'avant-projet visé à l'article 5.1.
- L'opérateur fournit à la personne publique les matériels d'installations de communications électroniques visés à l'article 2, destinés à être posés en domaine public routier et en prend le coût à sa charge soit que la personne publique s'en approvisionne auprès du fournisseur désigné par l'opérateur, soit que l'opérateur en rembourse à la personne publique le prix d'acquisition.
- En application de l'article D. 407-2 du code des postes et communications électroniques, Orange n'intervient pas sur le domaine privé. Toutefois, selon les accords, Orange prendra à sa charge le coût de fourniture du fourreau destiné à la reprise en souterrain de l'installation des clients, sous réserve que la longueur totale de toutes les reprises des clients en domaine privé n'excède pas 20% de la longueur de tranchée en domaine public.
- En revanche, la personne publique acquiert à titre onéreux certains matériels d'installations de communications électroniques, destinés à être posés en domaines privés, notamment les chambres 30x30.
- La personne publique prend à sa charge la totalité des frais de pose de ces matériels, y compris la mise en place d'un lit de sable.

ARTICLE 12 – DÉPENSES DE CÂBLAGE

- L'opérateur prend à sa charge 82 % des dépenses d'étude et de réalisation des travaux de câblage, visées respectivement aux articles 5.1 et 5.3.
- Corrélativement, la personne publique prend à sa charge 18 % de ces dépenses sous forme de subvention d'équipement.

ARTICLE 13 – REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

L'opérateur, propriétaire des installations de communications électroniques en domaine public routier, est redevable envers le gestionnaire du domaine public occupé de la redevance établie par l'autorité gestionnaire de la voirie, en application de l'article L. 47 du code des postes et communications électroniques.

Section 5 – Dispositions diverses

ARTICLE 14 – RESPONSABILITÉS

Sous réserve des dispositions de l'article L 2131-10 du code général des collectivités territoriales, chaque partie renonce à tout recours contre l'autre partie à raison des malfaçons constatées après l'achèvement complet du chantier, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 15 – RACCORDEMENT DE NOUVEAUX CLIENTS

L'opérateur s'engage à raccorder en souterrain les futurs clients à l'intérieur du périmètre des zones où ses réseaux de communication électronique sont en souterrain.

MH

ARTICLE 16 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention cadre reste en vigueur tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait sauf dénonciation à une date anniversaire de l'échéance par l'un des signataires avec un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 17 – SUIVI DE LA CONVENTION

La présente convention, ainsi que les éventuelles difficultés nées de son application, seront portées pour information et pour solution éventuelle à la connaissance du comité de suivi mis en place en application de l'accord cadre national Orange – FNCCR - AMF.

ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE

La personne publique s'engage à ne pas communiquer et/ou à ne pas divulguer à des tiers les plans appartenant à Orange et faisant l'objet de la présente convention à l'exception des personnes, dont le nombre devra être nécessairement limité, qui auront pour mission l'exécution de la présente convention.
La personne publique s'engage d'une part, à informer lesdites personnes de la confidentialité à laquelle sont soumis les plans et d'autre part, à prendre de façon générale, toute mesure permettant de préserver la confidentialité des documents objet du présent article.
La présente clause continuera à s'appliquer pendant un délai de trois ans après la résiliation de cette convention pour quelque cause que ce soit.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à le
Pour la personne publique,

Fait à Balma le 09/11/2020
Pour Orange,

Correspondant Réseau Collectivités Locales
Maher Haddou

MH

ESTIMATION n° PRO-CDN-PG54-20-129652

Ce devis ne prend pas en compte la partie financière du génie civil Orange de cette opération.

SA au capital de 10 640 226 396 € - 380 129 866 RCS PARIS

Etabli le : 09/11/2020
Par : Maher HADDOU

Durée de validité du devis : 2 mois
Référence Orange : 54-20-129652

Nature des travaux : Dissimulation de réseau Orange

Lieu des travaux :
Avenue de Paris.
33260 LA TESTE DE BUCH

REFERENCES CLIENT

Coordonnées :	**Adresse de facturation (*) :**
Commune de La-Teste-De-Buch Hotel de ville 33164 La-Teste-De-Buch	

(*) ***A ne remplir que si l'adresse de facturation du client est différente de son adresse postale .***

PRESTATIONS	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Montant HT (€)
Travaux .				
Frais d'étude, de gestion et de réception	un	1.0	2024,6	2024,6
Main d'œuvre partie câblage réseaux orange.	un	1.0	7970.49	7970.49
Matériel Gc réseaux Orange	un	1.0	2016	2016
S/TOTAL :				**13643.6€**

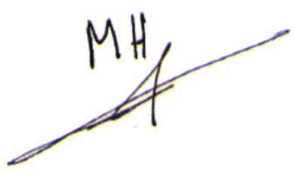
Déduction part Orange :				
Participation aux frais de câblage.	un	1.0	8755.63	8755.63
Etude GC	un	1.0	950	950
S/TOTAL :				9705,63€

Pour rappel :
Participation d'Orange sur le matériel de Génie-Civil posé à hauteur de 2016 €HT, dans l'attente d'un Titre Exécutoire

Somme dû par la municipalité à Orange:	Montant total Hors Taxes	1921,97€
mille neuf cent vingt et un Euros et quatre-vingt-dix-sept centimes	Montant TVA à 0.0 %	0 €
	MONTANT TOTAL H T	**1921,97€**

Fait en deux exemplaires originaux,

à BALMA, le 09/11/2020
Pour Orange
Maher HADDOU



A ..... le .....

Devis accepté par : .....
Fonction : .....
Signature (précédée de la mention " Bon pour exécution des prestations ")

SIRET : .....
N° de SIRET à fournir obligatoirement pour les entreprises et les collectivités

Monsieur le Maire :

Merci M Busse, l'avenue de Paris les travaux vont démarrer, je ne sais pas si à Paris il y a une avenue de Pyla sur mer, mais nous avons une avenue de Paris, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. SLACK **DEL2020-12-518**

ENTRETIEN DES ÉQUIPEMENTS D'ACCUEIL EN FORÊT DOMANIALE

PROGRAMME 2021

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le programme de travaux d'entretien et le plan de financement ci-annexés,

Mes chers collègues,

Considérant que les "Plans Plages" mis en place d'après un concept défini par la MIACA *(MIssion d'Aménagement de la Côte Aquitaine)* ont permis de résoudre pour l'ensemble du littoral girondin les problèmes posés par la fréquentation touristique et d'aménager les parkings des plages océanes en forêt domaniale, tout en permettant la préservation des espaces naturels.

Considérant que le financement de ces travaux est assuré par l'Etat, la Région, le Département et les Communes,

Considérant que, en contrepartie, les communes se sont engagées à participer à l'entretien de ces équipements soit par des travaux réalisés en propre, soit en contribuant financièrement au programme d'entretien des équipements d'accueil du public.

Considérant que le programme d'actions élaboré en collaboration avec l'Office National des Forêts et préconisé pour la gestion durable du patrimoine forestier concerne notamment :

- La sécurité des sites et la protection des personnes
- La préservation des espaces naturels, de la biodiversité et des paysages
- La gestion environnementale du site
- Le développement des modes de déplacements doux
- L'amélioration de la qualité d'accueil du public
- L'information et sensibilisation des publics

Considérant que le programme global 2021 des travaux d'entretien des équipements d'accueil du public en Forêt Domaniale de LA TESTE DE BUCH s'élève à 338 348,44 €,

Considérant que la contribution de la commune de La Teste de Buch d'entretien s'élève à 175 522€, réparti comme suit :

- Participation en propre: 145 522€
- Contribution financière: 30 000€

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 18 décembre 2020 de bien vouloir :

- ACCEPTER les modalités de contribution de la Commune au programme 2021 d'entretien des équipements d'accueil du public en Forêt Domaniale,

- AUTORISER le Maire à procéder au mandatement de la somme de 30 000 euros à l'Office National des Forêts.

Les crédits nécessaires à ces dépenses sont inscrits au Budget Primitif 2021.

ENTRETIEN DES ÉQUIPEMENTS D'ACCUEIL EN FORÊT DOMANIALE
PROGRAMME 2021

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

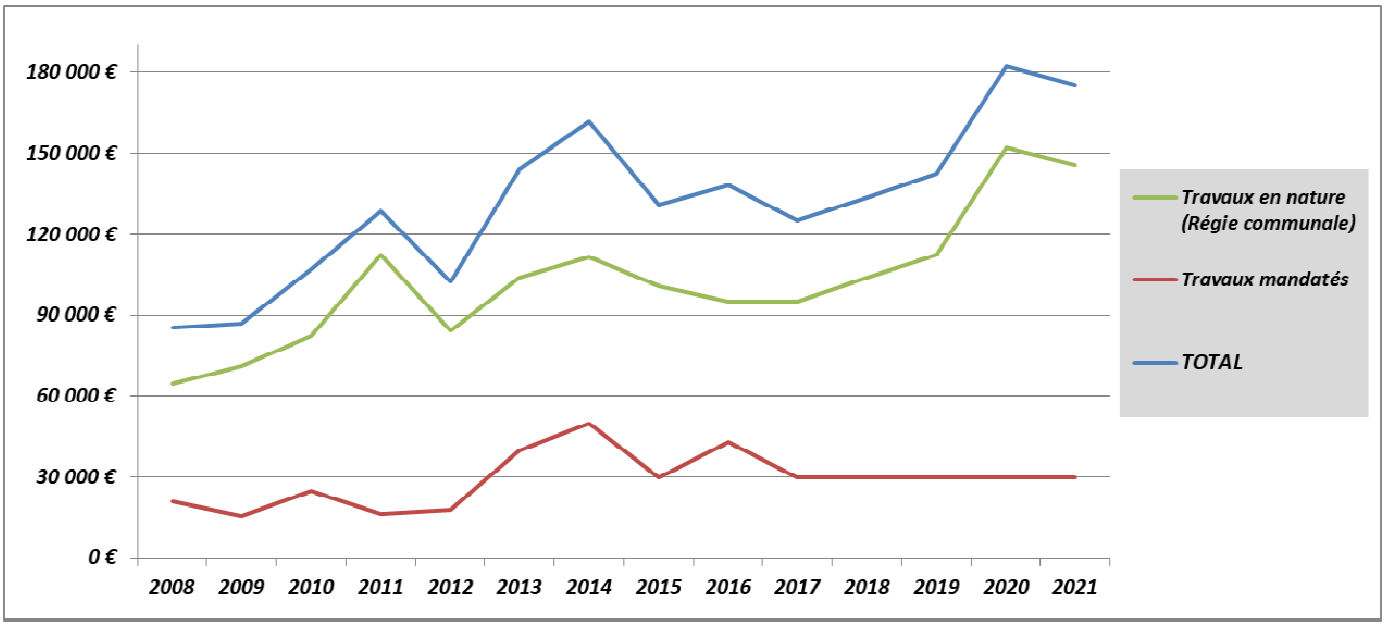
Mis en place d'après un concept défini par la MIACA *(MIssion d'Aménagement de la Côte Aquitaine)*, les "Plan Plages" ont permis de résoudre pour l'ensemble du littoral girondin les problèmes posés par la fréquentation touristique et, d'aménager les parkings des plages océanes en forêt domaniale, tout en permettant la préservation des espaces naturels.

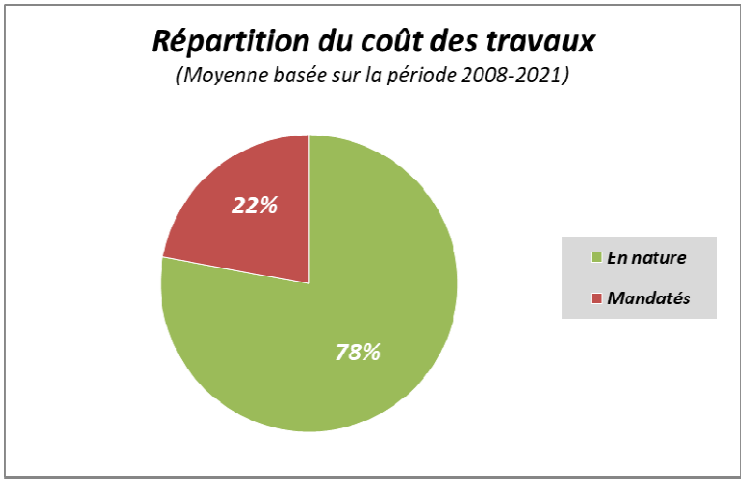
Le financement de ces travaux a été assuré par l'Etat, la Région, le Département et les Communes. En contrepartie, les communes s'engagent à participer à l'entretien de ces équipements soit par des travaux réalisés en intra, soit en contribuant par mandatement au programme d'entretien des équipements d'accueil du public.

L'essentiel du programme d'actions concerne :

- L'entretien de la voirie : balayage, bouchage des nids de poule…
- La réfection de la signalisation routière horizontale et verticale…
- L'entretien des places de parkings : rechargement en écorces, élagage des branches mortes…
- L'entretien des protections : remplacement des demi-traverses, réparation des barrières et portails…
- L'entretien des protections spécifiques limitant l'accès aux campings cars…
- L'entretien des dispositifs d'accueil et d'information : tables de pique-nique, blocs sanitaires, comptages routiers…
- Propreté des zones : ramassage des ordures dispersées en forêt et sur les parkings…
- Maintien des accès aux plages : caillebotis piéton, aire d'hélicoptère…
- Sauvetage des sites : reconstitution des zones de front de mer, nettoyage autour des parkings, et entretien des dunes littorales…

Récapitulatif de l'entretien des équipements d'accueil en forêt domaniale de 2008 à 2021





Office National des Forêts

Plan de financement

Date : 6 novembre 2020

OBJET : Entretien des plans plages domaniaux sur la commune de la Teste-de-Buch
7EPP21

1- Synthèse du programme

	Fonctionnement	Investissement	Total
1- Assurer la sécurité des sites et la protections des personnes	43 487 €	- €	43 487 €
2- Garantir la préservation des espaces naturels, de la biodiversité et des paysages	1 100 €	- €	1 100 €
3- Assurer la gestion environnementale du site: hygiène et propreté	103 982 €	- €	103 982 €
4- Développer et encourager les modes de déplacements doux	53 735 €	39 311 €	93 046 €
5- Améliorer la qualité d'accueil du public	58 088 €	24 167 €	82 255 €
6- Informer et sensibiliser les publics	14 478 €	- €	14 478 €
Total	274 870 €	63 478 €	338 348 €

2- Proposition de plan de financement

	Fonctionnement	Investissement	Total	*rappel 2020*
ONF	54 974 €	9 522 €	64 496 €	*60 252 €*
Département de la Gironde	82 461 €	15 870 €	98 331 €	*93 884 €*
Commune de la Teste de Buch	137 435 €	38 087 €	175 522 €	*182 185 €*
dont Régie communale	145 522 €	- €	145 522 €	*152 185 €*
dont espèce	- 8 087 €	38 087 €	30 000 €	*30 000 €*

	Fonctionnement	Investissement
ONF	20%	15%
Département de la Gironde	30%	25%
Commune de la Teste de Buch	50%	60%

Pour information, l'étude cartographique sur les obligations légales de débroussaillement (OLD), sur la commune de la Teste-de-Buch, d'une valeur de 18 750€, va être réalisée à titre expérimental par l'ONF. Les résultats seront mis gracieusement à la disposition de la commune, en 2021.

Des travaux d'urgence, réalisés dans le cadre de la stratégie locale de gestion de la bande côtière, feront l'objet de demandes de subvention complémentaires. Ils dépendront des évènements tempétueux et du recul du trait de côte. Ils sont estimés à 40 000€, le montant et la nature exacts du financement seront calés au plus tard début 2021.

La cheffe du service Développement Littoral Risques Naturels

Valerie Pereira-Martineau

Office National des Forêts

Programme de travaux

Forêt domaniale de COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH (33)

Office National des Forêts **UNITE TERRITORIALE DE BISCARROSSE** 1515 Avenue de la Plage 40600 - BISCARROSSE Tél :	**Destinataire** **COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH (33)** 1 ESPLANADE EDMOND DORE - 33260 - LA TESTE DE BUCH Tél : 05-56-22-35-00

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier. Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

Description du programme	**Auteur du programme**
7EPP21 - Entretien plan plage en FD de La Teste	BOUCHET Cedric (onf)

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	PU ou Taux	Montant estimé (€ HT)
1 - Assurer la sécurité des sites et la protection des personnes				
1.1 - Entretien des dispostifs de secours et de surveillance de la baignade				
RC - Engins communaux pour nivellement DZ et aménagement des rampes d'accès piétons et secours 2u (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	1000	**1 000.00 €**
RC - Rampes provisoires ou reprise d'accès plage pour les piétons et véhicules 2u (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	17000.01	**17 000.01 €**
Pose/dépose (2 u) et entretien (3 u) (Ref: 04-LOI-SECU00)	2	U	675.9	**1 649.40 €**
1.2 - Mise en sécurité des dispositifs d'accueil				
RC - Elagage des branches mortes avec nacelle et évacuation 120u (Ref: 04-LOI-SECU00)	1	FO	4000	**4 000.00 €**
Régénération, renouvellement, plantation, dégagement et dépressage des boisements sur les plans plages (Ref: 04-PCID-DBGEN0)	33	HA	330	**10 890.00 €**
Coupe Pins morts sur parkings, avec broyage et évacuation (Ref: 04-LOI-SECU00)	80	U	44	**3 520.00 €**

Office national des forêts - EPIC/SIREN 662 043 116 Paris RCS.
2, avenue de Saint-Mandé 75570 Paris Cedex 12.
Tél: 01.40.19.58.04 - Fax: 01.40.19.58.77

Elagage par grimpage des branches mortes et broyage (sécurité) 60 unités environ (Ref: 04-ARB-ABAT01)	1	FO	4615.65	**5 427.81 €**
2 - Garantir la préservation des espaces naturels, de la biodiversité et des caractéristiques paysagères du site				
2.1 - Mise en défense, guidage				
2.2 - Génie écologique				
Régénération, renouvellement, plantation, dégagement et dépressage des boisements sur les plans plages (Ref: 04-PAYS-ENT0)	0.5	HA	2200	**1 100.00 €**
3 - Assurer la gestion environnementale du site : Hygiène et propreté				
3.1 - Equipements d'hygiène				
RC - Entretien/vidange + eau des blocs sanitaires (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	39800	**39 800.00 €**
3.2 - Collecte des déchet				
RC - Collecte des déchets (3j habituels + 3j suite à érosion tempête, clôtures ...) 6j (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	6990.01	**6 990.01 €**
RC - Mise en place de zones de collectes et de tri 4u (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	8000.01	**8 000.01 €**
RC - Pose et dépose des containers pour adapter le nombre à la fréquentation (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	1172	**1 172.00 €**
RC - Nettoyage en saison et maintenance containers (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	U	586	**586.00 €**
RC - Evacuation ordures pas bennes du District 300 heures (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	21000	**21 000.00 €**
RC - Evacuation déchets encombrants par tracteur communal (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	U	1000	**1 000.00 €**
RC - Ramassage des ordures dispersées en forêt sur zones dispersées + La Limite 182 heures (Ref: 04-PROP-ENT00)	1	U	6734	**6 734.00 €**

Office national des forêts - EPIC/SIREN 662 043 116 Paris RCS.
2, avenue de Saint-Mandé 75570 Paris Cedex 12.
Tél: 01.40.19.58.04 - Fax: 01.40.19.58.77

Ramassage manuel des déchets Parkings aménagés + Wharf (100 passages + sacs) (Ref: 04-PROP-ENT00)	100	U	187	**18 700.00 €**
4 - Développer, encourager les modes de déplacements doux et maitriser les flux				
4.1 - Organisation des stationnements sous couvert forestier				
RC - Entretien fléchages au sol (tous sites) 800 m2 (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	10000	**10 000.00 €**
Fournitures plaquettes forestières ou écorces (Ref: 04-LOI-SECU00)	2700	M2	2.75	**7 425.00 €**
Remplacement de portails (Voie de secours) (Ref: 04-LOI-SECU00)	2	U	1540	**3 080.00 €**
RC - Mise en place écorces sur places de parking 2700 m2 (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	5940	**5 940.00 €**
RC - Bouchage nids de poule 11km (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	6600	**6 600.00 €**
Réfection généralisée revêtement bi-couche (400 ml) La Salie Sud 1800 m2 (Ref: 04-DESS-ERV00)	1800	U	14.3	**25 740.00 €**
RC - Balayage-dessablage voies parkings (2 passages) 12km (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	12000	**12 000.00 €**
Réparation barrières et portails (10 u), fourniture cadenas + linguets (Ref: 04-LOI-SECU00)	10	U	330	**3 300.00 €**
fourniture et pose de 1/2 traverses à la salie sud sur 255 ml soit 170 u (Ref: 04-LOI-SECU00)	1	FO	6303.15	**6 916.35 €**
Recyclage 1/2 traverses (retraitement DID) (Ref: 04-LOI-SECU00)	60	U	22	**1 320.00 €**
Entretien des 1/2 traverses 8000 unités (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	U	2200	**2 200.00 €**
4.2 - Entretien des liaisons douces et voies vertes				
Fourniture et pose de barre à vélo (création parking vélo Petit Nice) (Ref: 04-LOI-ENTR00)	10	U	342.59	**3 574.70 €**
Entretien divers (fournitures) (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	2200	**2 200.00 €**
Recyclage des déchets hors DIB (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	2750	**2 750.00 €**

Office national des forêts - EPIC/SIREN 662 043 116 Paris RCS.
2, avenue de Saint-Mandé 75570 Paris Cedex 12.
Tél: 01.40.19.58.04 - Fax: 01.40.19.58.77

5 - Améliorer la qualité de l'accueil du public - Améliorer l'accueil du public handicapé (Organisation des usages)				
5.1 - Faciliter le franchissement du cordon dunaire				
Pose/dépose tapis du Petit Nice et Lagune (150 ml) (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	8110.8	**9 896.40 €**
Entretien caillebotis en saison (1300 ml) (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1900	MLI	9.02	**17 138.00 €**
Pose et dépose de caillebotis bois piéton (1m) 1700 ML (Ref: 04-MOBI-POSE)	1	FO	11839.5	**14 069.38 €**
Fourniture et transport de caillebotis piéton vissés (de 1m) 188 ml soit 100 unités (Ref: 04-LOI-SECU00)	1	FO	7358.47	**7 962.23 €**
5.2 - Equipements de confort				
Entretien des tables (Ref: 04-LOI-ENTR00)	118	U	13.2	**1 557.60 €**
Transport, Pose, dépose, remplacement de tables (Ref: 04-MOBI-POSE)	5	U	468.04	**2 856.60 €**
Remplacement tables yc dépose et évacuation anciennes (Ref: 04-LOI-SECU00)	5	U	448.21	**2 536.83 €**
5.3 - Protections spécifiques limitant l'accès aux véhicules à gabarit				
Pose, dépose et remplacement des dispositfs et de la signalétique portique sur 4 unités (fournitures) (Ref: 04-MOBI-POSE)	4	U	675.9	**3 298.80 €**
remplacement des dispositfs et de la signalétique portique sur 4 unités (fournitures) (Ref: 04-MOBI-POSE)	1	FO	2200	**2 200.00 €**
5.4 - Accessibilité PMR				
Pose de caillebotis bois piéton (1m) 120 ML (Ref: 04-MOBI-POSE)	1	U	924.84	**1 129.23 €**
Fourniture et transport de caillebotis piéton vissés (de 1m) Doublage accès PMR Petit Nice 120 ml soit 64 unités (Ref: 04-LOI-SECU00)	1	FO	4886.59	**5 312.68 €**
Modification et reprise de la rampe d'accès au poste MNS du Petit Nice (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	U	10059	**11 547.00 €**

Office national des forêts - EPIC/SIREN 662 043 116 Paris RCS.
2, avenue de Saint-Mandé 75570 Paris Cedex 12.
Tél: 01.40.19.58.04 - Fax: 01.40.19.58.77

Entretien et amélioration des équipements handicap (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	U	2200	**2 200.00 €**
5.5 - Suivi de la fréquentation				
Comptages routiers pm Mise en place d'écocompteurs (Ref: 04-LOI-ENTR00)	5	U	110	**550.00 €**
6 - Informer et sensibiliser les publics				
6.1 - Sensibilisation du public				
RC - Fourniture de dibon, impression de visuels (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	3700	**3 700.00 €**
Fourniture poteaux et planches et support bois (Ref: 02-FPRO-PIQ01)	1	U	6380	**6 380.00 €**
Entretien supports bois (Ref: 04-LOI-ENTR00)	50	U	72.1	**4 398.40 €**

Total Régie HT	Total Prestation HT	Total HT
145 522.03 € HT	**192 826.41 € HT**	**338 348.44 € HT**

Office national des forêts - EPIC/SIREN 662 043 116 Paris RCS.
2, avenue de Saint-Mandé 75570 Paris Cedex 12.
Tél: 01.40.19.58.04 - Fax: 01.40.19.58.77

Programme de travaux

Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, FRANCOIS CLAVEIROLE , en date du 06/11/2020	Programme reçu le Le représentant de la collectivité

Office national des forêts - EPIC/SIREN 662 043 116 Paris RCS.
2, avenue de Saint-Mandé 75570 Paris Cedex 12.
Tél: 01.40.19.58.04 - Fax: 01.40.19.58.77

Monsieur le Maire :
Merci M Slack,

Madame PAMIES :
Juste une remarque pour rebondir sur le sujet, et savoir si vous aviez une idée sur le devenir de la plage de Lagune en terme d'accès, c'est actuellement fermé jusqu'en février 2021.

Monsieur le Maire :
Suite à la tempête nous nous sommes rendus sur place avec l'ONF pour constater, et nous allons lundi sur site avec M Vital Baude, et quelqu'un du Département pour se préoccuper de la piste cyclable qui est à une quinzaine de mètres, ce n'est pas notre compétence, ce n'est pas la compétence de la COBAS, et moi je voudrai que ça avance car je leur ai signifié que cet été il était hors de question d'avoir des cyclistes sur la départementale.
Il faut qu'ils fassent vite car il y a véritablement un danger pour les cyclistes et un inconfort pour les véhicules.
Il y a une mobilisation c'est à la suite d'une réunion que nous avons eue la semaine dernière avec le Syndicat mixte de la dune, où la aussi on est en train de réfléchir pour éviter que le stationnement ne se refasse comme l'an dernier de façon anarchique.
Il y a eu cette réunion et à l'issue de ça j'ai sensibilisé pour que nous avancions à la fois sur la plage de la Lagune et sur le parking.
Quant à la plage de la Lagune, c'est un phénomène inquiétant, il y a quelques mois de ça je disais qu'il fallait se préoccuper du déplacement de la route, cela va arriver plus vite qu'on ne l'imagine, on a encore pris 16 mètres, après en avoir pris 38 l'an dernier de retrait.
Il y a une véritable préoccupation, bien sûr, nous allons travailler dans ce sens-là, si vous voulez vous joindre à la réflexion, ça sera avec grand plaisir, nous sensibilisons tout le monde, financièrement nous n'avons pas les moyens nous, on en a pas compétence, pas plus que le SIBA, la COBAS, là c'est l'ONF, l'Etat qui a compétence.

Monsieur SLACK :
Pour information, j'étais à la Lagune avec M Bouché de l'ONF qui dit qu'on en saura bien plus au mois d'avril, mais il faut laisser passer les grosses tempêtes et les gros coefficients pour savoir ce que deviendra la lagune en début de saison.

Monsieur le Maire :
On sait tout le travail que fait l'ONF, mais parfois ils n'ont pas les mêmes préoccupations en matière de délais que nous. Pour nous si le constat ne se fait qu'en avril, mai on peut considérer que la saison est mal entamée.
Cédric Bouché est quelqu'un de très sérieux sur lequel on peut s'appuyer, mais il subit aussi les effets de la nature, et après les réactions derrières.
L'ONF va nous dire que nous ne sommes pas la seule commune impactée. L'autre jour quand nous avons eu cette réunion, j'ai regretté, dans le GIP littoral atlantique, la Teste était inscrite dans les 3 communes, Lacanau, La Teste, Labenne, je ne voyais pas réellement l'intérêt, est ce que c'est nous qui à l'époque ne nous sommes pas trop retroussés les manches, je n'en sais rien, mais je n'ai pas senti plus de différence par rapport à ces 3 communes qui étaient référentes, que par rapport à d'autres communes qui ne l'étaient pas.
Alors que l'impact, ils avaient pris cette ville, ils devaient bien l'imaginer, puisque réellement il y est l'impact avec ce retrait de côte.
Donc on prend ça très au sérieux, parce qu'il y va de l'avenir de notre côte et la possibilité de se déplacer, cette route elle m'inquiète, autrefois on parlait de 25 ans, là on se demande si dans 10 ans elle existera toujours, et dans 10 ans seront-ils prêts à la voir refaite, il faut déjà que les réflexions se posent où elle va passer ? on peut imaginer qu'elle ne va passer que dans la forêt.

Madame DELMAS :
Juste dire, depuis toujours on en est conscient et c'est bien la raison pour laquelle depuis des années il y a en place le projet de la stratégie locale de défense de la bande côtière, qui avance lentement certes parce que c'est beaucoup d'administrations, plusieurs organismes, mais cette stratégie elle existe, on la voit à travers le budget et elle existe depuis des années.

Monsieur le Maire :
Vous savez, je n'aime pas ressasser le passé, mais il y a quelques années j'étais membres du GIP littoral atlantique, j'allais aux réunions et quand je rentrais on ne me posait pas la question de ce qui s'était dit, je trouvais qu'il y avait une perte de temps, pour notre commune.
Maintenant on va tout faire pour accélérer, et on le fera ensemble.

Monsieur BERILLON :
Précisément je suis au conseil d'administration du GIP littoral, je représente la COBAS, et croyez je suis très attentif à ce sujet qui nous concerne tous, et comme vous je tiens à que l'on préserve et embellisse notre littoral, nos plages et chaque fois que je peux faire une restitution qui soit utile et dans l'intérêt de tous, je le fais, comme dans d'autres domaines. Aujourd'hui il faut être présent, ce qui fait la force de notre équipe c'est que l'on se parle et on échange en toute transparence.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme TILLEUL **DEL2020-12-519**

ANIMATION DU SITE NATURA 2000 « ZONES HUMIDES DE L'ARRIERE DUNE DES PAYS DE BORN ET DE BUCH » Convention de-de participation financière entre la Communauté de Communes des Grands Lacs et la commune de La Teste de Buch

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5111-1 et L5111-1-1 ;

Vu la délibération n° 2020-032 du 27 février 2020 du conseil communautaire de la Communauté de Communes des Grands Lacs, approuvant le plan de financement du programme d'actions 2020 et sollicitant les subventions;

Vu le projet de convention ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant que la Commune de La Teste de Buch est située dans le périmètre du site Natura 2000 « Zones humides de l'arrière dune des Pays de Born et de Buch »,

Considérant les modalités d'animation et de gestion de ce site portés par la Communauté de Communes des Grands Lacs,

Considérant le plan de financement prévisionnel de la Communauté de Communes des Grands Lacs pour les missions qu'elle porte incluant notamment des subventions auprès des partenaires financiers (Europe, Etat notamment),

Considérant que le solde est réparti selon une clé de répartition basée sur un calcul pondéré par la surface du site Natura 2000 incluse sur chaque collectivité comme suit :

- Communauté de communes des Grands Lacs : 70 %
- Ville de La Teste-de-Buch : 17 %
- Communauté de communes de Mimizan : 11 %
- Communauté de communes Cœur Haute Lande : 2 %

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- ACCEPTER la participation financière de la Commune au financement de l'animation du site Natura 2000 « Zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe et tout autre acte à intervenir.

-

ANIMATION DU SITE NATURA 2000 « ZONES HUMIDES DE L'ARRIERE DUNE DES PAYS DE BORN ET DE BUCH »
Convention de participation financière entre la Communauté de Communes des Grands Lacs et la commune de La Teste de Buch

Note explicative de synthèse

IV. Le dispositif européen Natura 2000

Natura 2000 a pour objectif de préserver la diversité biologique en Europe par la constitution d'un réseau de sites naturels dont le but est de concilier biodiversité et activités humaines, dans une logique de développement durable.
Le réseau Natura 2000 est constitué de sites désignés pour assurer la conservation de certaines espèces d'oiseaux (Directive « Oiseaux » de 1979), et de sites permettant la conservation de milieux naturels et d'autres espèces de faune et de flore (Directives « Habitats-Faune-Flore » de 1992).

V. Le site des zones humides de l'arrière dune des pays de born et buch

Ce site, désigné au titre de la Directive Habitats-Faune-Flore, concerne la chaîne des grands lacs du nord des Landes et leurs principaux affluents. D'une superficie supérieure à 12 000 hectares, ce site touche 14 communes landaises et une commune girondine : La Teste-de-Buch.

Il possède une multitude d'habitats et compte de nombreuses espèces animales et végétales. Certaines de ces espèces dépendent directement du maintien en bon état de milieux naturels spécifiques (c'est le cas par exemple de l'Isoète de Bory qui ne se développe que dans des eaux oligotrophes, uniquement présentes sur le lac de Cazaux-Sanguinet).

La Communauté de Communes des Grands Lacs s'est portée candidate lors du Conseil Communautaire du 23 mai 2014 pour porter l'animation du document de gestion de ce site, le document d'objectifs (DOCOB).

Les objectifs de développement durable du DOCOB sont les suivants :

Objectifs généraux (enjeux)		Objectifs opérationnels	Espèces concernées	Habitats concernés
A. Enjeux transversaux	A1.	Maintenir une vigilance et une lutte contre les espèces invasives (animales et végétales)	Loutre et Vison, Cistude d'Europe	Habitats aquatiques, milieux dunaires, boisements
	A2.	Maintenir des niveaux d'eau compatibles avec les exigences écologiques des milieux	Toutes les espèces	Habitats aquatiques, milieux ouverts, marais et tourbières et boisements
	A3.	Sensibiliser, informer les utilisateurs du site aux enjeux écologiques du territoire et animer	Toutes les espèces	Tous les habitats
B. Assurer la conservation des milieux aquatiques et ouverts des rives d'étangs	B1.	Maintenir les milieux ouverts en favorisant les pratiques agropastorales	Toutes les espèces	Lacs, milieux ouverts et marais et tourbières
	B2.	Limiter les impacts de l'activité nautique, touristique et récréative sur les habitats et les espèces	Loutre, Vison, Cistude d'Europe, Isoète de Bory et Faux-cresson de Thore	Lacs, milieux ouverts et marais et tourbières
C. Assurer la conservation des habitats forestiers, du réseau hydrographique, et favoriser la mosaïque de paysage	C1.	Maintenir la mosaïque d'habitats, entretenir le corridor feuillu, restaurer et gérer les milieux ouverts	Loutre, Vison, Cistude d'Europe, Chauves-souris, insectes, poissons et Fluteau nageant	Rivières, boisements, milieux ouverts et tourbières
	C2.	Travailler sur la réduction d'apports de polluants	Toutes les espèces	Rivières et milieux ouverts
	C3.	Limiter l'ensablement des milieux	Toutes les espèces	Rivières
D. Protéger les habitats dunaires et halophiles	D1.	Conserver la naturalité des milieux	Loutre, Vison, chauves-souris et insectes	Milieux dunaires et halophiles
	D2.	Améliorer les conditions d'accueil du public en veillant à diminuer son impact sur les milieux	Loutre, Vison et chauves-souris	Milieux dunaires et halophiles
	D3.	Restaurer les milieux dégradés	Toutes les espèces	Milieux dunaires et halophiles
E. Lutter contre les sources de mortalité, de dégradation et de dérangement des espèces, et conserver leurs habitats respectifs	E1.	Prendre en compte les exigences des espèces lors de travaux ou manifestations	Toutes les espèces	Tous les habitats
	E2.	Limiter les risques de mortalité directe et indirecte des espèces d'intérêt communautaire	Toutes les espèces	Tous les habitats
F. Améliorer les connaissances sur la biodiversité	F1.	Améliorer les connaissances sur la faune et la flore	Toutes les espèces	-
	F2.	Améliorer les connaissances sur les habitats	-	Tous les habitats

Les principales missions qui incombent à la Communauté de Communes des Grands Lacs, porteurs de l'animation du site, sont :
- sensibilisation et information des usagers sur les enjeux du site,
- proposition des contrats Natura 2000 aux ayants droits,
- communication sur les prescriptions de gestion de la Charte Natura 2000 et proposition aux propriétaires de s'engager à les respecter,
- accompagnement à l'application du régime réglementaire d'évaluation d'incidences,
- amélioration des connaissances et suivi,
- mise à jour du DOCOB

VI. Modalités de financement

Chaque année, la Communauté de Communes des Grands Lacs présente un plan de financement prévisionnel pour les missions qu'elle porte. Elle élabore une demande de subventions auprès des partenaires financiers (Europe, Etat notamment).
Le solde est réparti selon une clé de répartition basée sur un calcul pondéré par la surface du site Natura 2000 incluse sur chaque collectivité :

- Communauté de communes des Grands Lacs : 70 %
- Ville de La Teste-de-Buch : 17 %
- Communauté de communes de Mimizan : 11 %
- Communauté de communes Cœur Haute Lande : 2 %

Le montant prévisionnel de la contribution de chaque collectivité partenaire est notifié dans la convention.

Pour l'année 2020, le montant prévisionnel du programme d'actions s'élevait à :
37 322,29 € TTC, dont un solde autofinancé de 7 464,46 € (20 %).

La participation prévisionnelle de la ville de La Teste de Buch s'élève à :
1 268,96 € TTC (17% de l'autofinancement)

Ce remboursement s'effectue, après appel de fonds de la communauté de communes des Grands Lacs, en année n+1, au vu des dépenses réelles et pièces justificatives fournies.

VII. Objet de la délibération

La délibération a donc pour objet de :

- ACCEPTER la participation financière de la Commune au financement de l'animation du site Natura 2000 « Zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe et tout autre acte à intervenir.

CONVENTION DE PRESTATION DES SERVICES
ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES GRANDS LACS
ET LA VILLE DE LA TESTE-DE-BUCH
ANNEE 2020

Entre

La communauté de communes des Grands Lacs, représentée par sa Présidente, Françoise DOUSTE, 29 avenue Léopold Darmuzey 40160 PARENTIS EN BORN

Et

La ville de La Teste-de-Buch, représenté par son Maire, Patrick DAVET, sis Hôtel de ville, 33164 LA TESTE DE BUCH, d'autre part,

Vu les articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant les possibilités et modalités d'association des collectivités territoriales pour l'exercice de leurs compétences,

Vu la délibération 2018-1383 du 5 juillet 2018 du conseil de la communauté de communes des Grands Lacs donnant délégation de signature au Président,

Vu la délibération 2020-032 du 27 février 2020 du conseil de la communauté de communes des Grands Lacs sollicitant l'Union Européenne au titre du FEADER ;

Vu la délibération xxxx du 18/12/2020 du Conseil Municipal de la Ville de Buch autorisant la signature de la présente convention par Monsieur le Maire,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet et durée de la convention

Le site Natura 2000 FR7200714 intitulé « Zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch » concerne les 15 communes suivantes (du nord au sud) :

- La Teste-de-Buch,
- Sanguinet,
- Biscarrosse,
- Parentis-en-Born,
- Ychoux,
- Gastes,
- Sainte-Eulalie-en-Born,
- Mimizan,
- Aureilhan,
- Bias,
- Saint-Paul-en-Born,
- Pontenx-les-Forges,
- Escource,
- Luë,
- Labouheyre.

Trois E.P.C.I. et une commune sont alors touchées entièrement ou partiellement :

- la Communauté de communes des Grands Lacs,
- la Communauté de communes de Mimizan,

- la Communauté de Communes Cœur Haute Lande,
- la ville de La Teste-de-Buch.

Le COPIL a été installé en juillet 2010 à Sanguinet et comprend l'ensemble des usagers concernés répartis en 3 collèges : les collectivités territoriales et leurs groupements, les services et établissements publics de l'Etat, les organisations socio-professionnelles, représentants des propriétaires et exploitants de biens ruraux, les associations, usagers et deux personnes qualifiées.

La présente convention vise à assurer la gestion du site Natura 2000 à l'échelle de son périmètre, plus large que celui de la communauté de communes des Grands Lacs et d'en prévoir les modalités de financement pour une durée d'un an renouvelable.

Article 2 : Durée de la convention

Cette prestation de service prend effet à compter du 1er janvier 2020 pour une durée d'un an.

Article 3 : Condition d'emploi

Le travail de l'animateur Natura 2000 est organisé par un comité de pilotage réunissant les 70 usagers du site Natura 2000 «zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch » et dont la liste est fixée par l'arrêté préfectoral n° 878 portant constitution du comité de pilotage local du site d'importance communautaire.

La durée hebdomadaire de 35 heures durant lesquelles l'agent est chargé de réaliser les missions suivantes sur l'ensemble du site Natura 2000 :

- gestion des habitats et des espèces par le biais de la charte et des contrats,
- amélioration des connaissances naturalistes en utilisant des démarches scientifiques,
- appui technique aux porteurs de projet pour la mise en place des évaluations des incidences Natura 2000,
- information, sensibilisation et valorisation du site,
- veille à la cohérence des politiques locales et publiques,
- suivi et mise à jour du DOCOB, gestion administrative,....

La situation administrative (avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, pour formation professionnelle ou syndicale, discipline) sera gérée par la communauté de communes des Grands Lacs, son employeur principal ;

Article 4 : Rémunération

La communauté de communes des Grands Lacs versera à l'agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi).

La collectivité ou l'établissement d'accueil ne peut verser à l'intéressé aucun complément de rémunération.

Article 5 : Conditions de financement

Chaque année, la communauté de communes des Grands Lacs présente un plan de financement prévisionnel pour les missions listées à l'article 3. Elle élabore également une demande de subventions auprès des partenaires financiers (Europe, Etat notamment).

Le solde est réparti selon la clé de répartition indiquée en annexe 1 basée sur un calcul pondéré par la surface du site Natura 2000 incluse sur chaque collectivité :

- Communauté de communes des Grands Lacs : 70 %
- Ville de La Teste-de-Buch : 17 %
- Communauté de communes de Mimizan : 11 %
- Communauté de communes Cœur Haute Lande : 2 %

Le montant prévisionnel de la contribution de chaque collectivité partenaire est notifié par la présente convention. Chaque collectivité pourra à son tour valider le plan de financement et prévoir sa participation dans son budget respectif.

Pour l'année 2020, le montant prévisionnel du programme d'actions s'élevait à :
37 322,29 € TTC, dont un solde autofinancé de 7 464,46 € (20 %).

La participation prévisionnelle de la ville de La Teste de Buch s'élève à :
1 268,96 € TTC (17% de l'autofinancement)

Ce remboursement se fera, après appel de fonds de la communauté de communes des Grands Lacs, en année n+1, au vu des dépenses réelles et pièces justificatives fournies.

Article 6 : Contrôle et évaluation de l'activité

Un bilan d'activité est rédigé et présenté en séance plénière à l'issue de chaque année.

Article 7 – Congés de maladie et autres congés statutaires

Les décisions relatives aux congés de maladie ordinaire et aux congés pour accident de service ou maladie contractée dans l'exercice des fonctions sont prises dans les mêmes conditions qui concernent les congés annuels.

La communauté de communes des Grands Lacs prend à l'égard des agents relevant des services mis à disposition les décisions relatives aux congés suivants : congés de longue maladie ou de longue durée, temps partiel pour raison thérapeutique, congé pour maternité ou pour adoption, congé de formation professionnelle, congé pour validation des acquis de l'expérience, congé pour bilan de compétences, congé pour formation syndicale, congé pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, congé pour infirmité de guerre, congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie, congé de représentation auprès d'une association, congé de présence parentale. Il en est de même des décisions d'aménagement de la durée du travail.

Article 8 : Fin de la prestation de services

La prestation de services de l'agent peut prendre fin avant le terme à l'initiative de :

- la communauté de communes des Grands Lacs

- la ville de La Teste-de-Buch
- la communauté de communes de Mimizan
- la communauté de communes Cœur Haute Lande

Cette décision des services devra respecter un préavis de trois mois, décompté à partir de la date de la présentation de la demande de la partie intéressée.

Dans ce cas de figure, les prestations rendues entre le 1er janvier et la date de rupture de la convention seront dues.

Le renouvellement peut intervenir sur demande expresse des différentes parties dans les mêmes conditions après demande des parties au moins un mois avant le terme de la convention.

Article 9 : Modification de la convention

Toute modification d'un des éléments de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Fait à Parentis-en-Born, le

La Présidente de la communauté de communes des Grands Lacs	Le Maire de la ville de La Teste-de-Buch
Françoise DOUSTE	Patrick DAVET

Annexe 1

Plan de financement validé en 2017

Annexe 2

Programme détaillé d'activités

Annexe 3

Délibération communauté de communes des Grands Lacs

Délibération n° 2020-032 du 27 février 2020 du conseil communautaire de la Communauté de Communes des Grands Lacs, approuvant le plan de financement du programme d'actions 2020 et sollicitant les subventions.

Annexe 4

Délibération du Conseil Municipal de la Ville de La Teste de Buch

Délibération n°xxx du 18/12/2020 du conseil municipal de la Ville de La Teste de Buch autorisant le Maire à signer la convention

Annexe 1

NATURA 2000

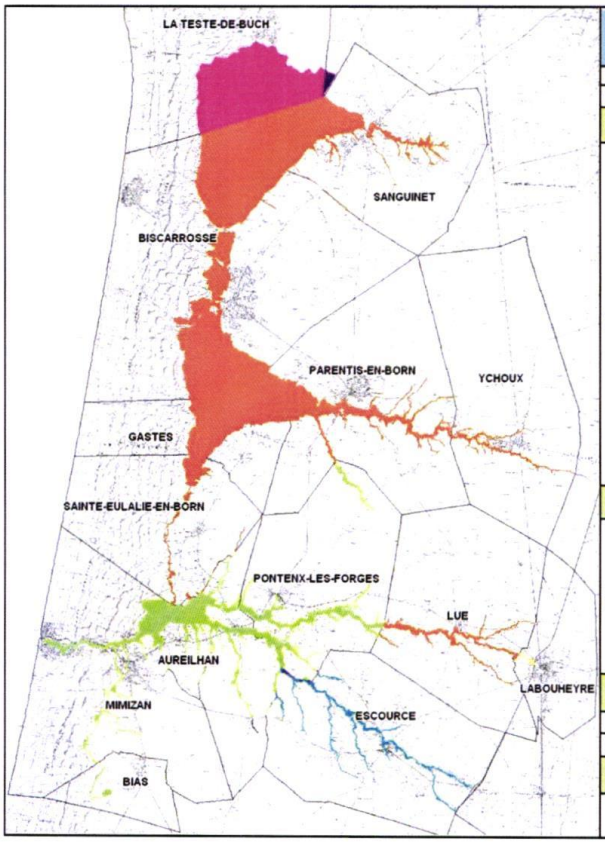
Site FR7200714 « Zones humides de l'arrière-dune du pays de Born »

- Clefs de répartition du plan de financement fixées en 2017-

Cette note, pour proposer une mise à jour de la clé de répartition de l'autofinancement établie en janvier 2014.

Répartition financière de l'autofinancement en janvier 2014

Le périmètre non validé s'étendait sur 16 communes et **13 340 hectares**. Il était réparti sur les collectivités selon le tableau suivant :



GESTIONNAIRE	SUPERFICIE (ha calculée sur la base du S.I.G)
La Teste-de-Buch	2 556
Gujan-Mestras	55
Total	**2 611**
Communauté de communes des Grands Lacs	8 996
Total	**8 996**
Communauté de communes de Mimizan	1 480
Total	**1 480**
Escource	242
Labouheyre	11
Total	**253**
Total	**13 340**

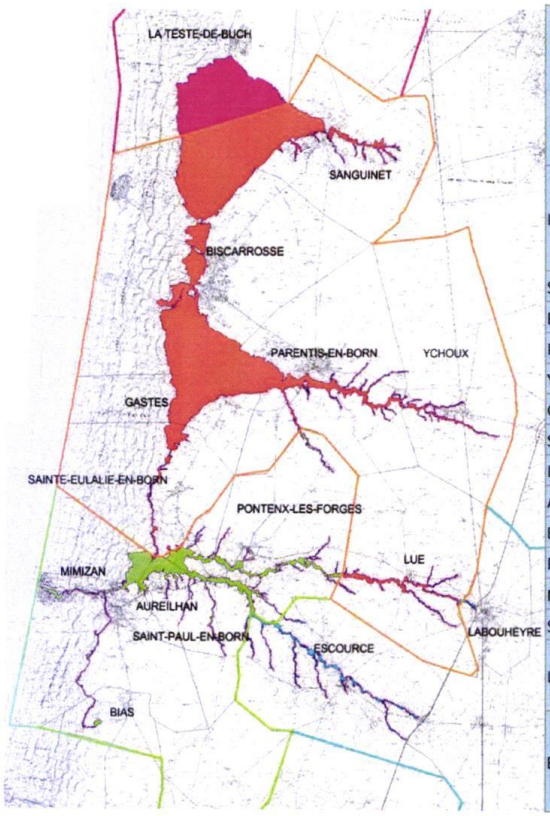
Cette répartition géographique, en excluant les communes de Labouheyre et de Gujan-Mestras pour leur faible emprise dans le site, se traduisait de la manière suivante :

Communes ou collectivités territoriales	Pourcentage
Commune de La Teste-de-Buch	19 %
Communauté de communes des Grands Lacs	68 %
Communauté de communes de Mimizan	11 %
Commune d'Escource	2 %
Total	**100 %**

Nb : Escource ne répondant jamais aux sollicitations, les sommes (environ 150 €) restaient à la charge de la communauté de communes des Grands Lacs.

Répartition financière de l'autofinancement en 2017

2014 et, notamment lors de la validation du DOCOB, le 3 juillet 2014, le périmètre a évolué. De **13 340 hectares** on est passé à **12 890 hectares** répartis comme suit :



Commune	Proposition de périmètre (en hectares calculé sous S.I.G. septembre 2016)	Collectivité sollicitée et pourcentage
La Teste de Buch	2253	Commune de La Teste-de-Buch **17%**
Sanguinet	2120	Communauté de communes des Grands Lacs **70%**
Biscarrosse	3722	
Parentis-en-Born	1665	
Ychoux	112	
Gastes	840	
Sainte-Eulalie-en-Born	270	
Lue	220	
Aureilhan	265	Communauté de communes de Mimizan **11%**
Bias	20	
Pontenx-les-Forges	435	
Mimizan	360	
Saint-Paul-en-Born	350	
Labouheyre	17	Communauté de communes de Haute Lande **2%**
Escource	242	

La nouvelle clé de répartition serait donc la suivante :

Communes ou collectivités territoriales	Pourcentage
Commune de La Teste-de-Buch	17 %
Communauté de communes des Grands Lacs	70 %
Communauté de communes de Mimizan	11 %
Communauté de communes de Haute Lande	2 %
Total	**100 %**

Pour validation en séance plénière.

Fait à Parentis en Born, le 12/09/2016

Claire BETBEDER
Chargée de mission Natura 2000

Annexe 2

Ce document est interactif, cliquez sur les liens colorés ou sur l'icône « idée » ci-contre pour accéder aux documents en ligne !



Site Natura 2000 FR7200714 Zones humides de l'arrière-dune des pays de Born et de Buch

Programme détaillé d'activités

Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales

Claire BETBEDER
Chargée de mission Natura 2000
T. 05 58 78 54 63 - P. 07 77 26 21 08
c.betbeder@ccgrandslacs.fr
www.ccgrandslacs.fr

Année 2020

SOMMAIRE

CONTEXTE **2**

L'animation 2

Les missions de la structure animatrice 3

L'élaboration d'un prévisionnel 3

GESTION DU SITE **4**

AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES **4**

Formations et séminaires 5

COMMUNICATION **5**

MISE EN ŒUVRE DES PROCESSUS DE CONTRACTUALISATION POUR LES HIC & EIC **6**

Animation de la charte 6

Les contrats Natura 2000 6

ÉVALUATION DES INCIDENCES DES PROJETS (E.I.N.) **6**

VEILLE À LA COHÉRENCE & VIE DU RESEAU **7**

Veille à la cohérence des politiques locales 7

Soutien à l'articulation de Natura 2000 7

Formations et séminaires 7

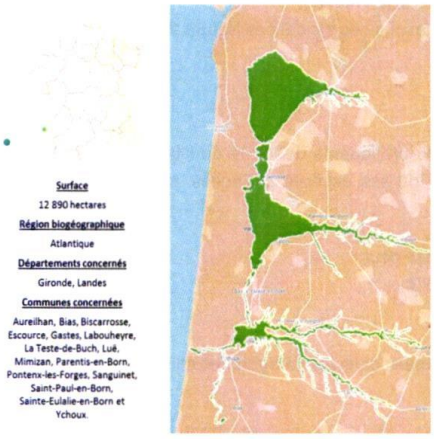
BILAN **8**

Répartition des missions d'animation pour 2020 8

Calendrier prévisionnel 9

CONTEXTE

Ce dossier est relatif au site Natura 2000 FR7200714 intitulé « Zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch » dont le DOCument d'OBjectifs (DOCOB) a été validé le **3 juillet 2014 à Sainte-Eulalie-en-Born.**



Surface
12 890 hectares
Région biogéographique
Atlantique
Départements concernés
Gironde, Landes
Communes concernées
Aureilhan, Bias, Biscarrosse, Escource, Gastes, Labouheyre, La Teste-de-Buch, Luë, Mimizan, Parentis-en-Born, Pontenx-les-Forges, Sanguinet, Saint-Paul-en-Born, Sainte-Eulalie-en-Born et Ychoux.

Depuis le 25 janvier 2018, le site est rentré dans **sa 2ème phase d'animation** (d'une durée de 3 ans renouvelable), et ce jusqu'en 2020 (voir paragraphe suivant pour plus d'explications sur l'animation).

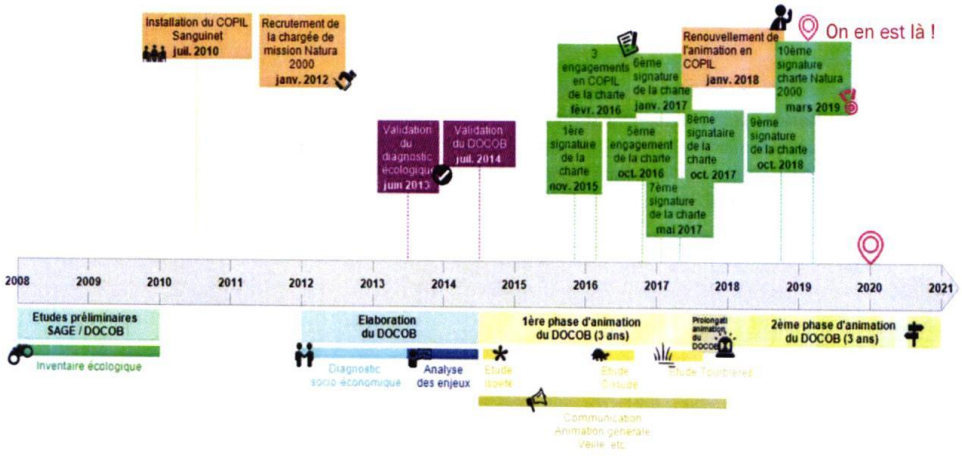
Comme pour l'élaboration du DOCOB, suite à la sollicitation des services de l'État, c'est la Communauté de Communes des Grands Lacs qui s'est à nouveau portée volontaire pour le portage de l'animation du site. Sa volonté d'agir en faveur de la démarche Natura 2000 pour « **être acteur plutôt que spectateur** » est conservée malgré les aléas financiers.

Ce site Natura 2000 présente un intérêt majeur patrimonial pour de nombreuses espèces rares et menacées, souvent endémiques. La concertation locale avec les usagers du territoire a permis d'identifier 6 enjeux, déclinés en 15 objectifs opérationnels. L'intérêt de la mission d'animation est alors de parvenir à ces buts fixés ensemble en utilisant les différents outils du dispositif.

Ce présent dossier permet de présenter le programme technique estimatif, de façon détaillée, de l'animation du site pour l'année 2020, un projet présenté et validé en Comité de Pilotage le 27 janvier 2020.

L'animation

Pour rappel, l'élaboration du DOCOB du site Natura 2000 FR7200714 « Zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch », s'est finalisée en **juin 2014**. La 1ère phase d'animation, sans pause, a débuté en **juillet 2014** et s'est achevée en **décembre 2017**, pour recommencer sur des périodes calendaires (cf. validation en COPIL du 24 janvier 2017).
En janvier 2018, les membres du comité de pilotage ont renouvelé la structure animatrice du site : la CCGL (cf. compte-rendu du COPIL du 25 janvier 2018).
Le schéma ci-dessous récapitule les grandes étapes de la vie du site Natura 2000 FR7200714 et pointe les étapes futures.



Les missions de la structure animatrice

Le rôle de la structure animatrice est pluridisciplinaire. La mission comprend en effet plusieurs activités listées ci-après :

- gestion des habitats et des espèces par le biais de la charte et des contrats,
- amélioration des connaissances naturalistes en utilisant des démarches scientifiques,
- appui technique aux porteurs de projet pour la mise en place des évaluations des incidences Natura 2000,
- information, sensibilisation et valorisation du site,
- veille à la cohérence des politiques locales et publiques,
- suivi et mise à jour du DOCOB, gestion administrative,....

Toutes personnes volontaires, collectivités, propriétaires, gestionnaires ou pratiquants de loisirs du site peuvent agir pour la préservation du site Natura 2000, de ses habitats naturels ou de ses espèces protégées, en mettant en application les actions de gestion des habitats ou des espèces.

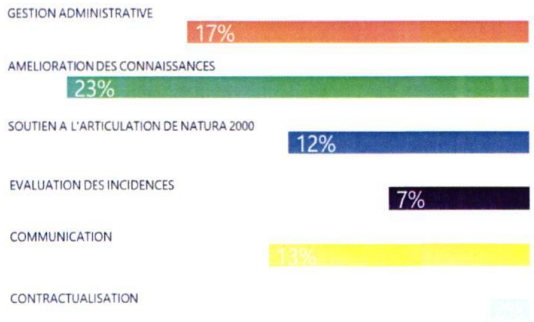
La structure animatrice, quant à elle, peut engager des démarches et études pour :

- réaliser l'animation concrète et interpeller ces potentiels maîtres d'œuvre,
- informer, sensibiliser et valoriser le site,
- améliorer les connaissances.

Ces activités d'animation réalisées chaque année sont notamment présentées dans les paragraphes suivants.

L'élaboration d'un prévisionnel

L'intérêt de ce document est de se projeter pour l'année à venir et de programmer les actions à mettre en place. Ce n'est pas un exercice très simple car différentes tâches arrivent au compte-goutte. C'est le cas notamment des projets, aménagements, et manifestations à encadrer ou à veiller. Toutefois, ce prévisionnel s'établit sur la base des bilans effectués les années précédentes. Ceux-ci nous aiguillent sur les missions à privilégier.



Au travers des bilans réalisés les années passées et des bilans écrits, les missions de communication, de veille et d'amélioration des connaissances paraissent importantes.

Il parait toutefois nécessaire de rester vigilant sur les missions d'aide à l'évaluation des incidences. Quant à la mise en œuvre de la contractualisation, les outils méritent encore d'être vulgarisés. Il semble alors judicieux d'y consacrer toujours plus de temps. Enfin, la gestion administrative requiert toujours un temps important.

GESTION DU SITE

En seconde phase d'animation la gestion du site sera sommaire mais ne devra pas être négligée pour autant. Il est envisagé :

- d'organiser deux réunions du comité de pilotage : le 27 janvier 2020 et plus tard durant le 2nd semestre après élection des nouvelles équipes municipales,
- de monter et suivre des dossiers de demandes de subventions, et l'évaluation des budgets,
- de préparer le bilan complet et la « pré » mise à jour du DOCOB (selon les prérogatives des services de l'Etat).

Tableau 1 : Nombre de jours consacrés à la gestion

GESTION A&F	Suivi global	Mise à jour DOCOB et animation générale	TOTAL
ETP (en jours)	10	15	**25**

AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES

Cette mission est importante dans la vie d'un site Natura 2000. Elle permet d'enrichir les connaissances locales et de mettre en place des études sur des espèces ou des habitats qui n'en ont pas bénéficié dans le cadre de l'inventaire initial. Cela est d'autant plus vrai sur un vaste territoire comme celui des zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch où, finalement, on constate le manque de données précises sur différentes espèces (reptiles, chiroptères, amphibiens, insectes) et sur plusieurs types d'habitats (milieux forestiers, tourbières,...).

Pour l'année 2020 plusieurs études relatives à l'amélioration des connaissances seront suivies et organisées :

Dans le cadre du plan de gestion du courant de Ste Eulalie élaboré par le Conservatoire du Littoral et animé par la mairie de Ste Eulalie-en-Born, un inventaire des mammifères semi-aquatiques est prévu sur 10 jours. Cet inventaire sera organisé en respectant le protocole Vison d'Europe pour avérer (ou non) de la présence du petit mustélidé si rare et extrêmement protégé sur notre site Natura 2000. Dans le même temps, le piège photo sera installé pour suivre les autres espèces (Loutre d'Europe notamment).

En collaboration avec la DREAL Nouvelle-Aquitaine et le site Natura 2000 des lacs médocains, selon convention signée en 2019, la Communauté de Communes participe à l'élaboration d'une Pré-cartographie par télédétection satellitaire. Cette étude a pour objectif de réaliser une carte des habitats naturels du site Natura 2000 des "Zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch" en utilisant les ressources du XXIème siècle à savoir : les données satellitaires et un « machine- learning » (algorithme) dans lequel seront intégrés des relevés phytosociologiques. N'ayant pas pu être menée en 2019 cette étude est décalée en 2020. Compléter les données terrain est certainement indispensable. Le temps dédié à cette étude est donc à la fois consacré au temps de suivi des travaux du laboratoire I-sea et également du terrain pour complétude d'inventaires.

Afin de répondre à un besoin de connaissances à l'échelle de la Région Nouvelle-Aquitaine, il a été convenu avec les animateurs des sites littoraux des Landes : Marensin Nature, Orx Nature, le CPIE Seignanx Adour, la zone du Métro, de réaliser un inventaire participatif dédiées aux chauves-souris. Peu de connaissances sont en effet disponibles sur les espèces présentes en gîtes estivaux sur le littoral, il semble alors intéressant d'organiser un inventaire simplifié avec le modèle : absence présence et jusqu'à identifications des espèces si possible, grâce à l'attache de spécialistes. Un weekend participatif sera donc organisé à l'échelle du littoral pour participer à ce suivi atypique. Cet inventaire participatif sera complété avec l'envoi de flyer (commun à tous les sites) et de communication (radio, réseaux sociaux, etc.) auprès de la population pour savoir si des colonies de chauves-souris sont hébergées par des particuliers. Les jours dédiés à cette action concerneront notamment la préparation à l'inventaire participatif (bénévole) et à l'analyse et prise en compte des éléments suite aux inventaires et sollicitation du public.

Tous les 6 ans, le Conservatoire Botanique National Sud Atlantique (CBNSA) revient sur les milieux étudiés pour en ré-évaluer leur état de conservation et faire remonter le bilan au Muséum National de l'Histoire Naturelle et à l'Europe. En 2020, le CBNSA se focalisera sur les tourbières. Il est donc prévu dans le cadre de

l'animation, d'accompagner les phytosociologues sur le terrain pour suivre ces milieux si particuliers.
Les résultats des études seront intéressants à différents titres : Natura 2000, mais aussi pour le Plan Climat Air Energie Territorial des Grands Lacs, car ces milieux sont réputés pour capter 30% des émissions de CO2. Leur bon état écologique est donc primordial !



Enfin, il est potentiellement prévu de suivre différentes espèces floristiques emblématiques du site. C'est le cas de l'Isoète histrix, qui se développe sur les pelouses oligotrophes d'Aureilhan. Cet inventaire se déroulera sur une journée avec l'appui de la direction de l'environnement du département des Landes et le CBNSA.

Formations et séminaires

Pour accomplir cette mission, il sera peut-être nécessaire de participer à des formations et ou journées techniques. Des colloques et séminaires sont régulièrement organisés sur des cortèges d'espèces. A ce jour, aucune date n'est connue avec de telles thématiques mais l'année se verra sans doute dotée de ce type d'événement.

Tableau 2 : Nombre de jours consacrés à l'amélioration des connaissances

AMELIORATION DES CONNAISSANCES	Amélioration des connaissances	Formations// Séminaires	TOTAL
ETP (en jours)	28	2	**30**

COMMUNICATION

C'est un pôle essentiel dans l'animation, surtout sur un territoire aussi vaste. L'information des élus, des usagers du site, du public, et la mise en place d'outils spécifiques de communication destinés à sensibiliser les différents publics au dispositif Natura 2000 sont primordiales et nécessaires à l'adhésion du plus grand nombre dans la démarche.

Un temps important sera donc consacré à cette mission avec notamment la participation et l'organisation des événements suivants :

- sortie nature avec le collège de Mimizan le 26 mars 2020,
- l'opération « vis ta plage au lac » à Biscarrosse, sur trois dates en été (inconnues à ce jour), à voir si d'autres dates seront organisées sur les autres communes lacustres,
- la fête de la science au village des sciences de Biscarrosse (site des PEP40) avec accompagnement d'une classe de primaire de Parentis-en-Born,
- potentiellement 2 autres interventions sont possible auprès des scolaires à Biscarrosse ville et plage, dans le cadre de leur journée dédiée au développement durable, mais cela reste à confirmer selon leur besoin.

L'année 2020 comprendra également la confection d'outils de communication tels que :

- des dépliants sur la réglementation des lacs : le lac nord est déjà doté de cet outil mais nécessitera une mise à jour, le lac sud devra, en revanche, faire l'objet de ce travail, à la demande de différentes communes).
- Des panneaux ludiques : sur la commune de Parentis-en-Born, dans le cadre du plan plage élaboré par la commune, le Syndicat Mixte Géolandes et la CCGL, des panneaux présentant le patrimoine naturel, bâti et historique seront réalisés.
- D'un éphéméride pérenne naturaliste et patrimonial, pour découvrir au jour le jour les espèces du site Natura 2000, les milieux protégés et également le patrimoine naturel et bâti de notre territoire. Une découverte par jour, une citation et le rappel du jour. L'objectif est en effet de créer un « goodies » local pour permettre de partager les valeurs du patrimoine pour différentes occasions et pour différents partenaires (musées locaux, office de tourisme, etc.).

En termes d'occasion, il est prévu en 2020 d'organiser une « fête » d'anniversaire du site. On fêtera cette année et précisément le 3 juillet 2020 les 6 ans d'animation du site Natura 2000. En novembre, le 1er signataire de la charte Natura 2000 fêtera aussi ses 5 ans de signature. En outre, le site compte depuis mars 2019, 10 signataires de la charte ; encore un élément à fêter ! Il est donc prévu d'organiser un événement festif pour parvenir à rassembler l'ensemble des acteurs du site autour de ses différentes valeurs.

La programmation de réunions d'informations à destination des nouveaux élus municipaux est envisagée. Il pourra y avoir une réunion dans chaque intercommunalité du site, et sur la commune de La Teste-de-Buch. Selon les

préférences des élus et acteurs, il faudra intervenir lors des commissions environnement ou en organisant des réunions publiques.

Tableau 3 : Nombre de jours consacrés à la communication

COMMUNICATION	Développement des outils existants	Réunions	TOTAL
ETP (en jours)	20	5	**25**

MISE EN ŒUVRE DES PROCESSUS DE CONTRACTUALISATION POUR LES HIC & EIC

Animation de la charte

La charte Natura 2000 constitue un engagement unilatéral du propriétaire envers les milieux naturels situés sur ses parcelles, sans contrepartie financière. Au-delà du résultat final - la signature de la charte - la priorité demeure l'information sur les bonnes pratiques listées dans ce document.

En 2020, aucune perspective de signature n'est encore connue mais l'animation de cet outil se poursuivra pour perpétuer les échanges sur les valeurs du site. Le 1er signataire ayant signé en novembre 2015, il achèvera son engagement cette année. Il sera alors prévu de faire le bilan avec le club de voile pour connaître ses volontés pour les prochaines années.

Les contrats Natura 2000

L'action autour des contrats comprend à la fois :

- l'accompagnement du signataire et la préparation de délégations de maîtrise d'ouvrage. Pour ce faire, il faut envisager des rencontres successives avec le propriétaire ou le gestionnaire, et de nombreux échanges avec les différentes parties,
- les diagnostics terrains nécessaires pour le montage et l'orientation technique des contrats,
- la définition des modalités de mise en œuvre,
- un encadrement de chantier et des échanges avec les exploitants durant la mise en place de ces contrats,
- la réception des travaux et le suivi post travaux.

En 2020, plusieurs jours seront nécessaires pour lancer le suivi des travaux sur Ychoux (contrat validé en 2019). Quelques jours seront par ailleurs utilisés pour élaborer de nouveaux contrats et / ou répondre à des demandes de porteurs de projet.

Tableau 4 : Nombre de jours consacrés à la mise en œuvre de la contractualisation

PROCESSUS DE CONTRACTUALISATION	Contrats	Charte	TOTAL
ETP (en jours)	8	2	**10**

ÉVALUATION DES INCIDENCES DES PROJETS (E.I.N.)

La prise en compte des enjeux Natura 2000 et la préservation de l'état de conservation des sites passent par une intégration des objectifs de conservation des DOCOB dès l'amont des plans, programmes, travaux, et interventions dans les sites Natura 2000, ou en zone d'influence. Le régime d'évaluation des incidences impose la mise en cohérence des projets.

Une des missions pour l'animateur Natura 2000 consiste à assurer l'assistance technique à l'évaluation des incidences Natura 2000, et à veiller à ce que le site Natura 2000 et les objectifs du DOCOB soient bien respectés dans les projets,

manifestations, et autres plans et programmes. Depuis 2, 3 ans cette mission s'équilibre en nombre de jours. En 2020, on consacrera alors quelques journées à cette tâche pour accompagner les porteurs de projets.

La structure animatrice assure également des actions de veille, soit grâce aux porteurs de projets qui la contactent directement pour disposer d'informations générales ou de données écologiques, soit par les services de l'État qui la sollicitent pour un avis technique et local, adapté aux réalités du territoire.

Tableau 5 : Nombre de jours consacrés à l'évaluation des incidences

EVALUATION DES INCIDENCES	Assistance	Veille	TOTAL
ETP (en jours)	5	5	**10**

VEILLE A LA COHERENCE & VIE DU RESEAU

Veille à la cohérence des politiques locales

Il est primordial de faire connaître le site Natura 2000, et notamment ses enjeux écologiques et de préservation, l'état de conservation de ses milieux et de ses espèces ayant justifié sa désignation, les objectifs fixés, etc. Pour ce faire, la structure animatrice se doit de suivre les démarches de développement et d'aménagement du territoire (Plan Climat Air Energie Territorial, Schéma de Cohérence Territoriale, Plans Locaux d'Urbanisme).

Soutien à l'articulation de Natura 2000

La mise en réseau pour mutualiser, échanger et construire des éléments communs aux différents gestionnaires naturalistes est également une étape inévitable. L'animatrice attachera donc de l'importance à cette activité en participant aux rencontres nationales et régionales des animateurs N2000.

Le réseau régional des animateurs (appelé localement « Rézo ») commence à prendre forme : des échanges virtuels s'organisent autour de forums et la tenue de rencontres (une à deux fois / an) est nécessaire aux échanges d'expériences.

En 2020, une journée sera organisée sur un thème qui reste à l'étude mais elle sera organisée sur le site des zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch, notamment le jour de la fête d'anniversaire. Ainsi, la réunion des animateurs sera mutualisé avec un événement festif réunissant l'ensemble des acteurs du site pour permettre à cet ensemble de personnes d'échanger et de témoigner autour de la démarche Natura 2000.
L'année sera également ponctuée de rencontres avec les sites voisins et nouveaux-aquitains, puisque les DDTM et la DREAL organisent elles aussi des rencontres annuelles. Ces journées sont l'occasion de faire le point sur l'état des financements, informent des appels à projets et présentent des démarches « intéressantes » à expérimenter sur chacun des sites.

Formations et séminaires

Journées techniques, journées d'échanges, forum des gestionnaires, séminaires, etc. De nombreuses « formations » sont organisées au cours de l'année par des structures variées telles que l'OFB. En fonction des thèmes abordés, il paraît intéressant d'y participer pour disposer d'informations.

Tableau 6 : Nombre de jours consacrés à la veille

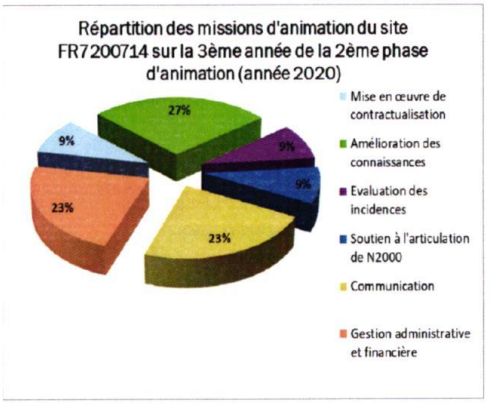
VEILLE A LA COHERENCE	Soutien à des programmes	Soutien à l'articulation de Natura 2000	Formations & séminaires	TOTAL
ETP (en jours)	4	4	2	**10**

BILAN

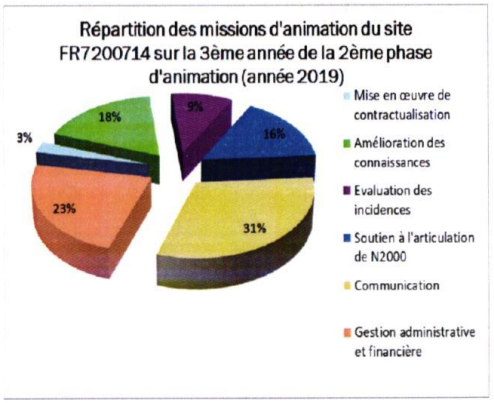
Répartition des missions d'animation pour 2020

110 jours seront consacrés à l'animation du site des zones humides de l'arrière-dune des pays de Born et de Buch, ils seront répartis comme suit :

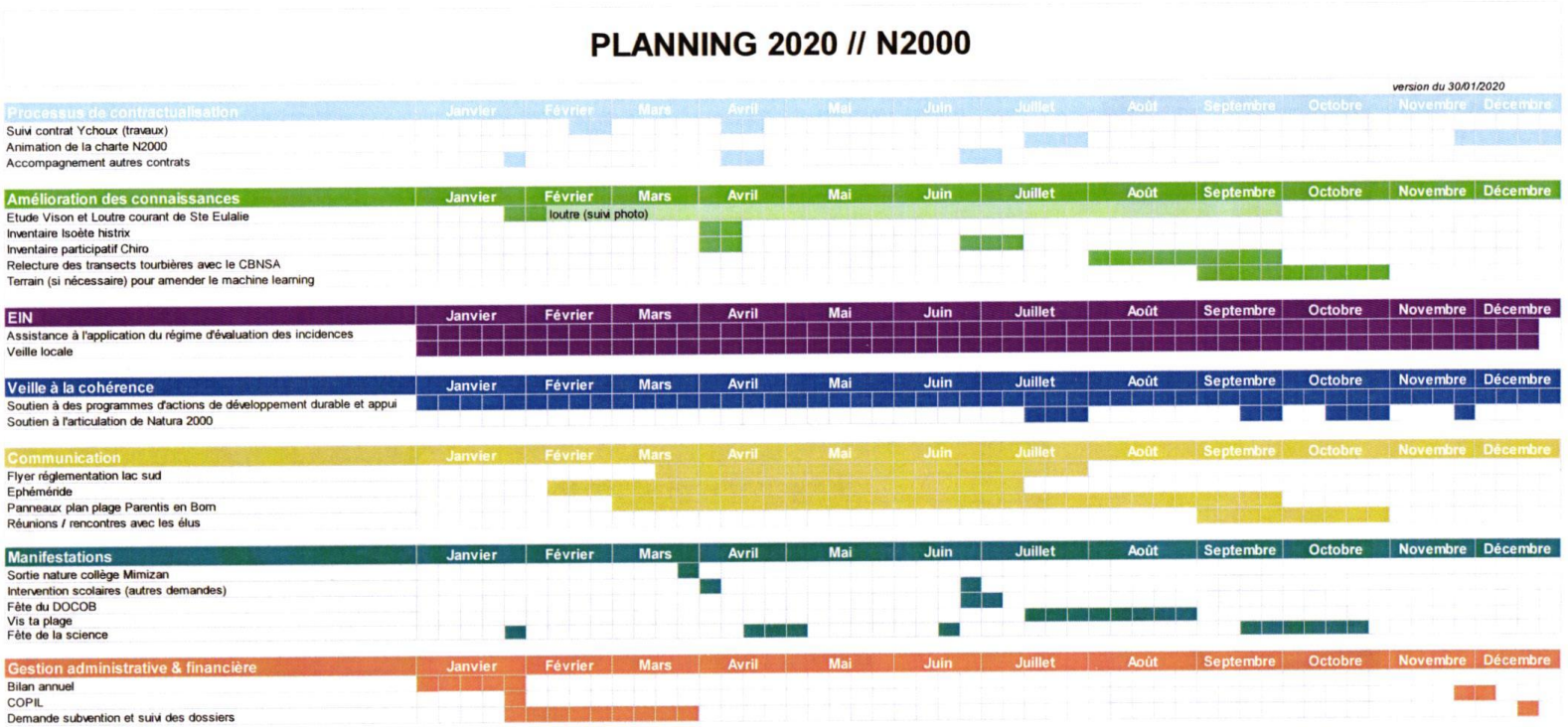
Mission	Opération	2020
Mise en œuvre des processus de contractualisation pour les HIC & les EIC	Animation des Contrats Natura 2000	5
	Animation de la Charte Natura 2000	5
	Sous-total	10
Amélioration des connaissances	Amélioration connaissances naturalistes, cartographique et suivis	28
	Formations dédiées à l'acquisition de connaissance	2
	Sous-total	30
Évaluation des incidences	Assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences	5
	Veille locale	5
	Sous-total	10
Soutien à l'articulation de Natura 2000	Soutien à l'articulation de Natura 2000	4
	Participation à la vie du réseau au delà du site	4
	Formation et séminaires	2
	Sous-total	10
Communication	Développement des outils existants	20
	Réunions	5
	Sous-total	25
Suivis administratif et financier	Suivi global	10
	Mise à jour du DOCOB et animation générale	15
	Sous-total	25
	Total jours	110



Par rapport au bilan 2019 le prévisionnel pour l'année 2020 sera plus équilibré avec une augmentation de jours dédiés aux connaissances.



Calendrier prévisionnel



Annexe 4

DEPARTEMENT
DES LANDES

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES GRANDS LACS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE 2020-038a

Nbre de Conseillers en exercice : 36
Nbre de présents : 19
Nbre de votants : 27
Nbre de procurations : 8
Date de convocation et d'affichage : 20/02/2020
Secrétaire de séance : LAINÉ Fabien

L'an deux mille vingt, le vingt-sept février à 20h30

Le conseil communautaire régulièrement convoqué, s'est réuni au centre administratif de Parentis-en-Born, sous la présidence de Monsieur DUDON Alain, Président

Présents : Mme BLEVEC Marie-Christine, Mme BOUSQUET Marie-Hélène, M. DELOUZE Alain, M. DORVILLE Patrick, M. DUDON Alain, M. FOSSE Bertrand, Mme DOUSTE Françoise, M. VILLENAVE Vincent, M. CHAUVIN Mickaël, M. ERNANDORENA Christian, Mme LARROUY Claude, M. LAVIELLE Raymond, M. SOULES Eric, M. COMET Bernard, Mme GARDON Christine, M. LAINÉ Fabien, Mme DUBOIS Françoise, M. CASTAGNEDE Vincent, M. RAMEAU Thierry

Procurations : M. DEMANE Kamel donne procuration à Mme BOUSQUET Marie-Hélène, Mme PELTIER Virginie donne procuration à M. DELOUZE Alain, Mme LARREZET Hélène donne procuration à Mme BLEVEC Marie-Christine, Mme CASSAGNE Patricia donne procuration à M. CHAUVIN Mickaël, Mme BENHEBRI Béatrice donne procuration à Mme LARROUY Claude, Mme NADAU Marie-Françoise donne procuration à M. ERNANDORENA Christian, M. RODRIGUEZ David donne procuration à Mme DUBOIS Françoise, Mme MIREMONT Raphaëlle donne procuration à M. LAINÉ Fabien

Absents et excusés : Mme BLOUIN Anne, M. BUCAMP Frédéric, M. DIAZ Manuel, Mme NAYACH Laure, M. PIORKOWSKI Bruno, Mme POULAIN Marielle, M. LOUPIT Jean-Jacques, M. DUCOM Marc

Décision de l'assemblée :

Votants : **27**
Pour : **27**
Contre :
Abstentions :

Document exécutoire à compter du : 28/02/2020
Transmis en Préfecture le : 25/03/2020
Affiché le : 25/03/2020
à Parentis en Born, le 25/03/2020

Le Président,

Communauté de Communes des Grands Lacs PARENTIS-EN-BORN

Alain DUDON

Accusé de réception en préfecture
040-244000873-20200227-2020-038a-DE
Date de télétransmission : 25/03/2020
Date de réception préfecture : 25/03/2020

Sujet n° 38 : Natura 2000 – Demande de subventions 2020

Rapporteur : Alain DUDON

Dans l'optique d'assurer le financement de l'animation pour l'année 2020, la communauté de communes des Grands Lacs peut solliciter une subvention de l'Union Européenne (fonds FEADER) et de l'État. Celle-ci sera transmise avant le 12 mars 2020.

Il convient alors de compléter le dossier de demande de subvention avant de le déposer auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Landes.

Pour ce faire, il convient à présent que le conseil communautaire délibère sur le plan de financement qui s'établit pour une année comme suit :

Financeur	Montant*	Pourcentage réel
Etat	10 077,02 €	27%
UE FEADER	19 780,81 €	53%
Communauté de communes des Grands Lacs	7 464,46 €	20%
TOTAL du projet	**37 322,29 €**	**100 %**

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide à l'unanimité :

- D'approuver ce nouveau plan de financement 2020 précité
- D'autoriser le Président à signer tous les documents afférents

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an que dessus
Et ont signé au registre les membres présents
Pour copie conforme, le 28 février 2020

Le Président,



Alain DUDON

Accusé de réception en préfecture
040-244000873-20200227-2020-038a-DE
Date de télétransmission : 25/03/2020
Date de réception préfecture : 25/03/2020

Monsieur le Maire :
Merci Mme Tilleul,

Madame PAMIES :
Juste pour avoir quelques précisions pour les retombées pour notre commune ?

Madame TILLEUL :
En fait le site natura 2000 c'est vraiment la préservation des espèces végétales animales et le site natura 2000 nous garantit cette préservation du territoire.
Tout est cadré, tout est fait pour que rien ne soit fait pour la destruction de ces parties.
Il y a des études, des plans d'actions qui se font notamment là actuellement on travaille sur la préservation des chauves-souris.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BERILLON **DEL2020-12-520**

VALIDATION DES ZONES DE PREEMPTION EN FAVEUR DES ESPACES NATURELS SENSIBLES

———

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales-;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 215-1 ;

Mes chers collègues,

Considérant que, au titre de la préservation pérenne des milieux naturels littoraux, le Préfet de la Gironde a pris un arrêté en 1984 pour déterminer des zones de préemption au titre des périmètres sensibles,

Considérant que, aux termes de cet arrêté, les ZPENS « Ile aux Oiseaux », « Dunes littorales de La Teste » et « Canal des Landes » ont été identifiées sur notre Commune,

Considérant la nécessité de conforter le statut de ces périmètres sensibles au regard de leurs valeurs écologiques et paysagères, de leur fragilité avérée face aux risques des effets cumulés de l'urbanisation et du changement climatique, le Département de la Gironde, **dans le cadre de sa politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, souhaite classer officiellement ces périmètres en ZPENS,**

Considérant que les zones de L'Eden, des Prés salés Est, et de la Dune de Camicas sont exclues de la présente procédure car elles ont déjà été consolidées par la délibération n°2018-04-137 du 11 avril 2018,

Considérant que le Département doit obtenir l'accord de la Commune sur la création de ces ZPENS-dont les parcelles sont listées de manière exhaustive dans le document ci-annexé,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- ACCEPTER le principe de création des ZPENS « Ile aux Oiseaux », « Dunes littorales de La Teste » et « Canal des Landes »,

- APPROUVER le périmètre de ces ZPENS comprenant les parcelles annexées à la présente délibération,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte afférent à ce dossier.

VALIDATION DES ZONES DE PREEMPTION EN FAVEUR DES ESPACES NATURELS SENSIBLES

Note explicative de synthèse

En 1984, au titre de la préservation pérenne des milieux naturels littoraux, le Préfet de la Gironde a pris un arrêté pour déterminer des zones de préemption au titre des périmètres sensibles instaurés en 1959 par décret.

Sur la Commune de La Teste de Buch, ont été identifiées les Zones de Préemption en faveur des Espaces Naturels Sensibles (ZPENS) pour l'Ile aux Oiseaux, les Dunes Littorales de La Teste et le Canal des Landes.

Suite à la recodification du Code de l'Urbanisme intervenue en 2015, le Département de la Gironde souhaite conforter le statut de ces périmètres sensibles au regard de leurs valeurs écologiques et paysagères, de leur fragilité avérée face aux risques des effets cumulés de l'urbanisation (pollution, artificialisation des sols) et du changement climatique (aléas tempétueux, inondation, submersion etc.).

Le Département de la Gironde est compétent, au titre de l'article L 113-8 de ce même code, pour « élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non, destinée à préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ».

Il souhaite donc classer officiellement en ZPENS les périmètres originaux identifiés par le Préfet en 1984, à savoir les parcelles de « Ile aux Oiseaux », des « Dunes littorales de La Teste », et du « Canal des Landes ».

Les zones de L'Eden, des Prés salés Est, et de la Dune de Camicas ont été consolidées par la délibération n°2018-04-137 du 11 avril 2018 et ne sont par conséquent pas concernées par cette procédure.

La ZPENS est un outil de surveillance et de maîtrise foncière qui permet au Département, ou par délégation à une Commune ou au Conservatoire du Littoral, d'acquérir les parcelles incluses dans la ZPENS en cas d'aliénation à titre onéreux. Les parcelles ainsi acquises deviennent des Espaces Naturels Sensibles (ENS) qui ont vocation à faire l'objet d'une protection de leur patrimoine naturel et pour certaines, à être ouvertes au public.

La liste des parcelles concernées sur la Commune de La Teste de Buch est annexée à la présente délibération.

La ZPENS « Canal des Landes » a une superficie de 963 616 m².
La ZPENS « Dunes littorales de La Teste » a une superficie de 2 841 401 m².
La ZPENS « Ile aux Oiseaux » a une superficie de 1 409 580 m².

L'article L 215-1 du Code de l'Urbanisme dispose que dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme approuvé, les zones de préemption sont créées avec l'accord de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme.

La Commune de La Teste de Buch étant compétente en la matière, le Département l'a donc sollicitée pour que son Conseil Municipal valide les ZPENS précitées.

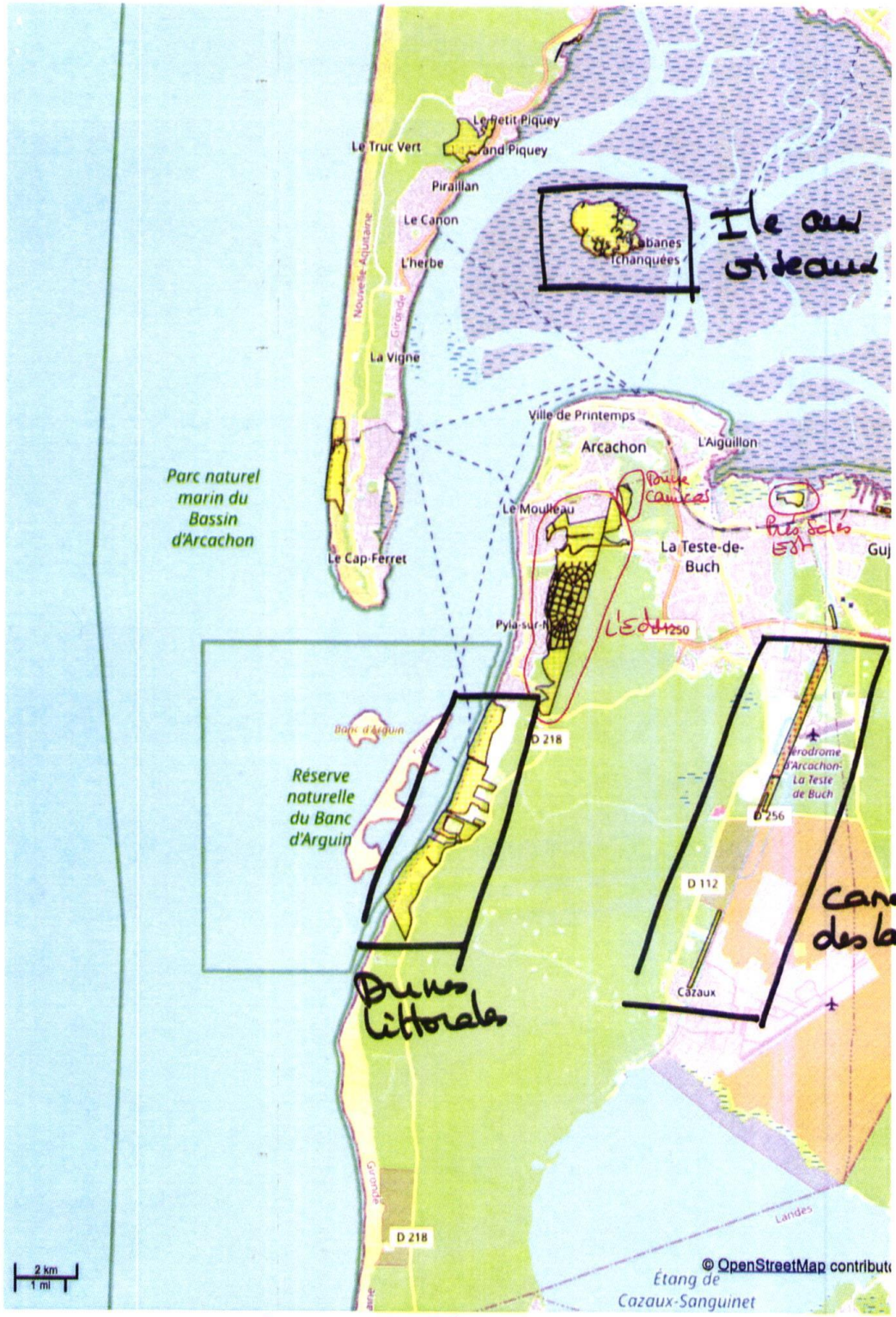
La délibération a donc pour objet de :

- ACCEPTER le principe de création des ZPENS « Ile aux Oiseaux », « Dunes littorales de La Teste » et « Canal des Landes »,

- APPROUVER le périmètre de ces ZPENS comprenant les parcelles annexées à la présente délibération,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte afférent à ce dossier.

ZPENS LA TESTE



Zone déjà consolidée

Zone concernée par la délibération

Commune de La Teste - Liste parcellaire
ZPENS Canal des Landes - ZPENS Dunes littorales de La Teste
ZPENS Ile aux Oiseaux

	Correspond à une Superficie totale (m²)
ZPENS Canal des Landes	963 616
ZPENS Dunes littorales de la Teste	2 841 401
ZPENS Ile aux Oiseaux	1 409 580

	COMMUNE	SECTION	PARCELLE	SUPERFICIE EN ZPENS (m²)	NOM DE LA ZPENS
1	La Teste-de-Buch	AY	10	14 347	Canal des Landes
2	La Teste-de-Buch	AY	13	18 061	Canal des Landes
3	La Teste-de-Buch	AY	15	90 384	Canal des Landes
4	La Teste-de-Buch	AY	17	252	Canal des Landes
5	La Teste-de-Buch	AY	18	27 664	Canal des Landes
6	La Teste-de-Buch	AY	75	81 508	Canal des Landes
7	La Teste-de-Buch	AY	76	5 629	Canal des Landes
8	La Teste-de-Buch	AY	77	2 719	Canal des Landes
9	La Teste-de-Buch	AY	78	20 051	Canal des Landes
10	La Teste-de-Buch	AY	79	260	Canal des Landes
11	La Teste-de-Buch	AY	99	15 979	Canal des Landes
12	La Teste-de-Buch	AY	100	5 878	Canal des Landes
13	La Teste-de-Buch	AY	123	7 039	Canal des Landes
14	La Teste-de-Buch	AY	124	11 665	Canal des Landes
15	La Teste-de-Buch	AY	142	10 798	Canal des Landes
16	La Teste-de-Buch	AY	247	16 791	Canal des Landes
17	La Teste-de-Buch	AY	248	15 944	Canal des Landes
18	La Teste-de-Buch	AY	249	4 027	Canal des Landes
19	La Teste-de-Buch	AY	254	30 142	Canal des Landes
20	La Teste-de-Buch	AY	255	11 350	Canal des Landes
21	La Teste-de-Buch	AY	256	27 827	Canal des Landes
22	La Teste-de-Buch	AY	257	31 587	Canal des Landes
23	La Teste-de-Buch	AY	258	10 567	Canal des Landes
24	La Teste-de-Buch	AY	259	13 627	Canal des Landes
25	La Teste-de-Buch	AY	350	27 986	Canal des Landes
26	La Teste-de-Buch	AY	351	41 191	Canal des Landes
27	La Teste-de-Buch	AY	353	8 552	Canal des Landes
28	La Teste-de-Buch	CO	70	5 489	Canal des Landes
29	La Teste-de-Buch	CO	81	56	Canal des Landes
30	La Teste-de-Buch	CO	84	3 568	Canal des Landes
31	La Teste-de-Buch	CO	85	14 546	Canal des Landes
32	La Teste-de-Buch	CO	87	6 212	Canal des Landes
33	La Teste-de-Buch	CO	94	880	Canal des Landes
34	La Teste-de-Buch	CO	96	1 880	Canal des Landes
35	La Teste-de-Buch	CO	97	509	Canal des Landes
36	La Teste-de-Buch	CO	99	563	Canal des Landes
37	La Teste-de-Buch	CO	100	2 865	Canal des Landes
38	La Teste-de-Buch	CO	114	9 968	Canal des Landes
39	La Teste-de-Buch	CO	115	3 709	Canal des Landes
40	La Teste-de-Buch	CO	116	3 637	Canal des Landes
41	La Teste-de-Buch	CO	117	3 592	Canal des Landes
42	La Teste-de-Buch	CO	118	3 862	Canal des Landes
43	La Teste-de-Buch	CO	130	1 234	Canal des Landes
44	La Teste-de-Buch	CO	131	776	Canal des Landes
45	La Teste-de-Buch	CO	132	157	Canal des Landes
46	La Teste-de-Buch	CO	133	109	Canal des Landes
47	La Teste-de-Buch	CO	139	1 939	Canal des Landes
48	La Teste-de-Buch	CO	141	1 901	Canal des Landes

Commune de La Teste - Liste parcellaire
ZPENS Canal des Landes - ZPENS Dunes littorales de La Teste
ZPENS Ile aux Oiseaux

	Correspond à une Superficie totale (m²)
ZPENS Canal des Landes	963 616
ZPENS Dunes littorales de la Teste	2 841 401
ZPENS Ile aux Oiseaux	1 409 580

	COMMUNE	SECTION	PARCELLE	SUPERFICIE EN ZPENS (m²)	NOM DE LA ZPENS
49	La Teste-de-Buch	CO	143	1 899	Canal des Landes
50	La Teste-de-Buch	CO	145	4 567	Canal des Landes
51	La Teste-de-Buch	CO	147	1 695	Canal des Landes
52	La Teste-de-Buch	CO	157	5 393	Canal des Landes
53	La Teste-de-Buch	CO	176	2 413	Canal des Landes
54	La Teste-de-Buch	CO	178	1 177	Canal des Landes
55	La Teste-de-Buch	CO	179	668	Canal des Landes
56	La Teste-de-Buch	CO	180	1 475	Canal des Landes
57	La Teste-de-Buch	CO	181	2 596	Canal des Landes
58	La Teste-de-Buch	CO	204	1 975	Canal des Landes
59	La Teste-de-Buch	CO	305	463	Canal des Landes
60	La Teste-de-Buch	CO	311	3 051	Canal des Landes
61	La Teste-de-Buch	CO	319	5 418	Canal des Landes
62	La Teste-de-Buch	CO	329	14 391	Canal des Landes
63	La Teste-de-Buch	CO	330	19 964	Canal des Landes
64	La Teste-de-Buch	CO	331	8 280	Canal des Landes
65	La Teste-de-Buch	CO	337	1 580	Canal des Landes
66	La Teste-de-Buch	CO	338	2 171	Canal des Landes
67	La Teste-de-Buch	CO	402	15 995	Canal des Landes
68	La Teste-de-Buch	GZ	129	1 070	Canal des Landes
69	La Teste-de-Buch	GZ	192	10 813	Canal des Landes
70	La Teste-de-Buch	GZ	195	10 330	Canal des Landes
71	La Teste-de-Buch	HA	23	1 182	Canal des Landes
72	La Teste-de-Buch	HA	81	112 411	Canal des Landes
73	La Teste-de-Buch	HA	82	3 137	Canal des Landes
74	La Teste-de-Buch	HA	83	1 028	Canal des Landes
75	La Teste-de-Buch	HA	84	1 275	Canal des Landes
76	La Teste-de-Buch	HA	85	848	Canal des Landes
77	La Teste-de-Buch	HA	154	815	Canal des Landes
78	La Teste-de-Buch	HA	155	1 139	Canal des Landes
79	La Teste-de-Buch	HA	156	4 070	Canal des Landes
80	La Teste-de-Buch	HA	157	2 825	Canal des Landes
81	La Teste-de-Buch	HA	159	13 263	Canal des Landes
82	La Teste-de-Buch	HA	160	7 962	Canal des Landes
83	La Teste-de-Buch	HA	184	344	Canal des Landes
84	La Teste-de-Buch	HA	185	319	Canal des Landes
85	La Teste-de-Buch	HA	186	308	Canal des Landes
86	La Teste-de-Buch	HA	187	407	Canal des Landes
87	La Teste-de-Buch	HA	188	257	Canal des Landes
88	La Teste-de-Buch	HA	189	249	Canal des Landes
89	La Teste-de-Buch	HA	190	288	Canal des Landes
90	La Teste-de-Buch	HA	191	228	Canal des Landes
91	La Teste-de-Buch	HA	192	345	Canal des Landes
92	La Teste-de-Buch	HA	193	225	Canal des Landes
93	La Teste-de-Buch	HA	194	352	Canal des Landes
94	La Teste-de-Buch	HA	195	340	Canal des Landes
95	La Teste-de-Buch	HA	196	272	Canal des Landes
96	La Teste-de-Buch	HA	197	199	Canal des Landes

Commune de La Teste - Liste parcellaire
ZPENS Canal des Landes - ZPENS Dunes littorales de La Teste
ZPENS Ile aux Oiseaux

	Correspond à une Superficie totale (m²)
ZPENS Canal des Landes	963 616
ZPENS Dunes littorales de la Teste	2 841 401
ZPENS Ile aux Oiseaux	1 409 580

	COMMUNE	SECTION	PARCELLE	SUPERFICIE EN ZPENS (m²)	NOM DE LA ZPENS
97	La Teste-de-Buch	HA	200	182	Canal des Landes
98	La Teste-de-Buch	HA	267	255	Canal des Landes
99	La Teste-de-Buch	HA	268	190	Canal des Landes
100	La Teste-de-Buch	HA	269	253	Canal des Landes
101	La Teste-de-Buch	HA	271	51	Canal des Landes
102	La Teste-de-Buch	HA	285	210	Canal des Landes
103	La Teste-de-Buch	HA	286	259	Canal des Landes
104	La Teste-de-Buch	HA	287	440	Canal des Landes
105	La Teste-de-Buch	HA	288	273	Canal des Landes
106	La Teste-de-Buch	HA	290	47	Canal des Landes
107	La Teste-de-Buch	HA	291	370	Canal des Landes
108	La Teste-de-Buch	HA	292	299	Canal des Landes
109	La Teste-de-Buch	HA	293	236	Canal des Landes
110	La Teste-de-Buch	HA	294	553	Canal des Landes
111	La Teste-de-Buch	HA	295	328	Canal des Landes
112	La Teste-de-Buch	HA	296	332	Canal des Landes
113	La Teste-de-Buch	HA	297	297	Canal des Landes
114	La Teste-de-Buch	HA	298	272	Canal des Landes
115	La Teste-de-Buch	HA	299	355	Canal des Landes
116	La Teste-de-Buch	HA	300	325	Canal des Landes
117	La Teste-de-Buch	HA	301	221	Canal des Landes
118	La Teste-de-Buch	HA	302	297	Canal des Landes
119	La Teste-de-Buch	HA	303	276	Canal des Landes
120	La Teste-de-Buch	HA	304	292	Canal des Landes
121	La Teste-de-Buch	HA	305	309	Canal des Landes
122	La Teste-de-Buch	HA	306	409	Canal des Landes
123	La Teste-de-Buch	HA	307	250	Canal des Landes
124	La Teste-de-Buch	HA	308	273	Canal des Landes
125	La Teste-de-Buch	HA	309	362	Canal des Landes
126	La Teste-de-Buch	HA	310	246	Canal des Landes
127	La Teste-de-Buch	HA	311	228	Canal des Landes
128	La Teste-de-Buch	HA	312	251	Canal des Landes
129	La Teste-de-Buch	HA	313	279	Canal des Landes
130	La Teste-de-Buch	HA	314	331	Canal des Landes
131	La Teste-de-Buch	HA	315	289	Canal des Landes
132	La Teste-de-Buch	HA	316	329	Canal des Landes
133	La Teste-de-Buch	HA	317	279	Canal des Landes
134	La Teste-de-Buch	HA	318	252	Canal des Landes
135	La Teste-de-Buch	HA	319	306	Canal des Landes
136	La Teste-de-Buch	HA	320	316	Canal des Landes
137	La Teste-de-Buch	HA	321	279	Canal des Landes
138	La Teste-de-Buch	HA	322	335	Canal des Landes
139	La Teste-de-Buch	HA	323	163	Canal des Landes
140	La Teste-de-Buch	HA	324	26	Canal des Landes
141	La Teste-de-Buch	HA	327	175	Canal des Landes
142	La Teste-de-Buch	HA	334	62	Canal des Landes
143	La Teste-de-Buch	HA	335	323	Canal des Landes
144	La Teste-de-Buch	HA	336	349	Canal des Landes

Commune de La Teste - Liste parcellaire
ZPENS Canal des Landes - ZPENS Dunes littorales de La Teste
ZPENS Ile aux Oiseaux

	Correspond à une Superficie totale (m²)
ZPENS Canal des Landes	963 616
ZPENS Dunes littorales de la Teste	2 841 401
ZPENS Ile aux Oiseaux	1 409 580

	COMMUNE	SECTION	PARCELLE	SUPERFICIE EN ZPENS (m²)	NOM DE LA ZPENS
145	La Teste-de-Buch	HA	337	430	Canal des Landes
146	La Teste-de-Buch	HA	338	291	Canal des Landes
147	La Teste-de-Buch	HA	339	188	Canal des Landes
148	La Teste-de-Buch	HA	340	270	Canal des Landes
149	La Teste-de-Buch	HA	341	51	Canal des Landes
150	La Teste-de-Buch	HA	342	375	Canal des Landes
151	La Teste-de-Buch	HA	343	336	Canal des Landes
152	La Teste-de-Buch	HA	344	336	Canal des Landes
153	La Teste-de-Buch	HA	345	300	Canal des Landes
154	La Teste-de-Buch	HA	346	308	Canal des Landes
155	La Teste-de-Buch	HA	347	281	Canal des Landes
156	La Teste-de-Buch	HA	348	247	Canal des Landes
157	La Teste-de-Buch	HA	349	335	Canal des Landes
158	La Teste-de-Buch	HA	350	397	Canal des Landes
159	La Teste-de-Buch	HA	351	345	Canal des Landes
160	La Teste-de-Buch	HA	352	275	Canal des Landes
161	La Teste-de-Buch	HA	353	5	Canal des Landes
162	La Teste-de-Buch	HA	354	245	Canal des Landes
163	La Teste-de-Buch	HA	355	599	Canal des Landes
164	La Teste-de-Buch	HA	356	393	Canal des Landes
165	La Teste-de-Buch	HA	357	352	Canal des Landes
166	La Teste-de-Buch	HA	358	341	Canal des Landes
167	La Teste-de-Buch	HA	359	299	Canal des Landes
168	La Teste-de-Buch	HA	360	308	Canal des Landes
169	La Teste-de-Buch	HA	361	335	Canal des Landes
170	La Teste-de-Buch	HA	362	297	Canal des Landes
171	La Teste-de-Buch	HA	363	342	Canal des Landes
172	La Teste-de-Buch	HA	364	2 119	Canal des Landes
173	La Teste-de-Buch	HA	365	7 062	Canal des Landes
174	La Teste-de-Buch	HA	591	35 614	Canal des Landes
175	La Teste-de-Buch	HA	596	6 605	Canal des Landes
176	La Teste-de-Buch	HA	769	150	Canal des Landes
177	La Teste-de-Buch	CE	84	29 793	Dunes littorales de la Teste
178	La Teste-de-Buch	CE	194	103 518	Dunes littorales de la Teste
179	La Teste-de-Buch	CE	195	172 539	Dunes littorales de la Teste
180	La Teste-de-Buch	CE	196	85 704	Dunes littorales de la Teste
181	La Teste-de-Buch	CE	197	162 206	Dunes littorales de la Teste
182	La Teste-de-Buch	CH	23	3 741	Dunes littorales de la Teste
183	La Teste-de-Buch	CH	24	4 035	Dunes littorales de la Teste
184	La Teste-de-Buch	CH	25	8 053	Dunes littorales de la Teste
185	La Teste-de-Buch	CH	31	24 226	Dunes littorales de la Teste
186	La Teste-de-Buch	CH	32	44	Dunes littorales de la Teste
187	La Teste-de-Buch	CH	33	10 358	Dunes littorales de la Teste
188	La Teste-de-Buch	CH	42	15 461	Dunes littorales de la Teste
189	La Teste-de-Buch	CH	64	7 087	Dunes littorales de la Teste
190	La Teste-de-Buch	CH	67	8 725	Dunes littorales de la Teste
191	La Teste-de-Buch	CH	68	10 976	Dunes littorales de la Teste
192	La Teste-de-Buch	CH	79	674	Dunes littorales de la Teste

Commune de La Teste - Liste parcellaire
ZPENS Canal des Landes - ZPENS Dunes littorales de La Teste
ZPENS Ile aux Oiseaux

	Correspond à une Superficie totale (m²)
ZPENS Canal des Landes	963 616
ZPENS Dunes littorales de la Teste	2 841 401
ZPENS Ile aux Oiseaux	1 409 580

	COMMUNE	SECTION	PARCELLE	SUPERFICIE EN ZPENS (m²)	NOM DE LA ZPENS
193	La Teste-de-Buch	CH	85	8 614	Dunes littorales de la Teste
194	La Teste-de-Buch	CH	86	8 305	Dunes littorales de la Teste
195	La Teste-de-Buch	CH	140	25 303	Dunes littorales de la Teste
196	La Teste-de-Buch	CH	149	6 315	Dunes littorales de la Teste
197	La Teste-de-Buch	CH	150	43 061	Dunes littorales de la Teste
198	La Teste-de-Buch	CH	151	5 947	Dunes littorales de la Teste
199	La Teste-de-Buch	CH	152	42 575	Dunes littorales de la Teste
200	La Teste-de-Buch	CH	153	7 459	Dunes littorales de la Teste
201	La Teste-de-Buch	CH	154	57 414	Dunes littorales de la Teste
202	La Teste-de-Buch	CH	155	3 289	Dunes littorales de la Teste
203	La Teste-de-Buch	CH	156	24 002	Dunes littorales de la Teste
204	La Teste-de-Buch	CH	157	2 100	Dunes littorales de la Teste
205	La Teste-de-Buch	CH	158	16 559	Dunes littorales de la Teste
206	La Teste-de-Buch	CH	159	888	Dunes littorales de la Teste
207	La Teste-de-Buch	CH	160	7 048	Dunes littorales de la Teste
208	La Teste-de-Buch	CH	161	928	Dunes littorales de la Teste
209	La Teste-de-Buch	CH	162	7 470	Dunes littorales de la Teste
210	La Teste-de-Buch	CH	163	1 757	Dunes littorales de la Teste
211	La Teste-de-Buch	CH	164	14 496	Dunes littorales de la Teste
212	La Teste-de-Buch	CH	165	4 733	Dunes littorales de la Teste
213	La Teste-de-Buch	CH	166	35 835	Dunes littorales de la Teste
214	La Teste-de-Buch	CH	167	2 607	Dunes littorales de la Teste
215	La Teste-de-Buch	CH	168	16 264	Dunes littorales de la Teste
216	La Teste-de-Buch	CH	169	3 123	Dunes littorales de la Teste
217	La Teste-de-Buch	CH	170	17 744	Dunes littorales de la Teste
218	La Teste-de-Buch	CH	171	3 485	Dunes littorales de la Teste
219	La Teste-de-Buch	CH	172	18 054	Dunes littorales de la Teste
220	La Teste-de-Buch	CH	173	3 805	Dunes littorales de la Teste
221	La Teste-de-Buch	CH	174	17 585	Dunes littorales de la Teste
222	La Teste-de-Buch	CH	175	9 423	Dunes littorales de la Teste
223	La Teste-de-Buch	CH	176	39 750	Dunes littorales de la Teste
224	La Teste-de-Buch	CH	177	4 420	Dunes littorales de la Teste
225	La Teste-de-Buch	CH	178	18 482	Dunes littorales de la Teste
226	La Teste-de-Buch	CH	179	5 879	Dunes littorales de la Teste
227	La Teste-de-Buch	CH	180	26 145	Dunes littorales de la Teste
228	La Teste-de-Buch	CH	181	5 468	Dunes littorales de la Teste
229	La Teste-de-Buch	CH	182	26 001	Dunes littorales de la Teste
230	La Teste-de-Buch	CH	183	5 486	Dunes littorales de la Teste
231	La Teste-de-Buch	CH	184	25 332	Dunes littorales de la Teste
232	La Teste-de-Buch	CH	185	16 161	Dunes littorales de la Teste
233	La Teste-de-Buch	CH	186	51 755	Dunes littorales de la Teste
234	La Teste-de-Buch	CI	18	41	Dunes littorales de la Teste
235	La Teste-de-Buch	CI	19	67	Dunes littorales de la Teste
236	La Teste-de-Buch	CI	22	20 396	Dunes littorales de la Teste
237	La Teste-de-Buch	CI	24	371	Dunes littorales de la Teste
238	La Teste-de-Buch	CI	25	8 733	Dunes littorales de la Teste
239	La Teste-de-Buch	CI	35	10 204	Dunes littorales de la Teste
240	La Teste-de-Buch	CI	36	18	Dunes littorales de la Teste

Commune de La Teste - Liste parcellaire
ZPENS Canal des Landes - ZPENS Dunes littorales de La Teste
ZPENS Ile aux Oiseaux

	Correspond à une Superficie totale (m²)
ZPENS Canal des Landes	963 616
ZPENS Dunes littorales de la Teste	2 841 401
ZPENS Ile aux Oiseaux	1 409 580

	COMMUNE	SECTION	PARCELLE	SUPERFICIE EN ZPENS (m²)	NOM DE LA ZPENS
241	La Teste-de-Buch	CI	40	37	Dunes littorales de la Teste
242	La Teste-de-Buch	CI	43	72	Dunes littorales de la Teste
243	La Teste-de-Buch	CI	44	120	Dunes littorales de la Teste
244	La Teste-de-Buch	CI	45	4 971	Dunes littorales de la Teste
245	La Teste-de-Buch	CI	46	5 228	Dunes littorales de la Teste
246	La Teste-de-Buch	CI	47	6 842	Dunes littorales de la Teste
247	La Teste-de-Buch	CI	48	6 861	Dunes littorales de la Teste
248	La Teste-de-Buch	CI	50	6 931	Dunes littorales de la Teste
249	La Teste-de-Buch	CI	51	6 839	Dunes littorales de la Teste
250	La Teste-de-Buch	CI	62	4 490	Dunes littorales de la Teste
251	La Teste-de-Buch	CI	63	4 005	Dunes littorales de la Teste
252	La Teste-de-Buch	CI	64	7 480	Dunes littorales de la Teste
253	La Teste-de-Buch	CI	65	13 715	Dunes littorales de la Teste
254	La Teste-de-Buch	CI	82	1 494	Dunes littorales de la Teste
255	La Teste-de-Buch	CI	98	212	Dunes littorales de la Teste
256	La Teste-de-Buch	CI	99	4 632	Dunes littorales de la Teste
257	La Teste-de-Buch	CI	100	181	Dunes littorales de la Teste
258	La Teste-de-Buch	CI	101	4 825	Dunes littorales de la Teste
259	La Teste-de-Buch	CI	106	5 368	Dunes littorales de la Teste
260	La Teste-de-Buch	CI	120	11 300	Dunes littorales de la Teste
261	La Teste-de-Buch	CI	123	30 950	Dunes littorales de la Teste
262	La Teste-de-Buch	CI	124	22 419	Dunes littorales de la Teste
263	La Teste-de-Buch	CI	125	1 786	Dunes littorales de la Teste
264	La Teste-de-Buch	CI	127	11 575	Dunes littorales de la Teste
265	La Teste-de-Buch	CI	131	9 415	Dunes littorales de la Teste
266	La Teste-de-Buch	CI	132	18 004	Dunes littorales de la Teste
267	La Teste-de-Buch	CI	140	6 606	Dunes littorales de la Teste
268	La Teste-de-Buch	CI	141	4 578	Dunes littorales de la Teste
269	La Teste-de-Buch	CI	146	25 010	Dunes littorales de la Teste
270	La Teste-de-Buch	CI	147	23 599	Dunes littorales de la Teste
271	La Teste-de-Buch	CI	165	108	Dunes littorales de la Teste
272	La Teste-de-Buch	CI	166	9 022	Dunes littorales de la Teste
273	La Teste-de-Buch	CI	167	76	Dunes littorales de la Teste
274	La Teste-de-Buch	CI	168	30 934	Dunes littorales de la Teste
275	La Teste-de-Buch	CI	170	4 508	Dunes littorales de la Teste
276	La Teste-de-Buch	CI	173	80	Dunes littorales de la Teste
277	La Teste-de-Buch	CI	174	3 197	Dunes littorales de la Teste
278	La Teste-de-Buch	CI	175	191	Dunes littorales de la Teste
279	La Teste-de-Buch	CI	176	3 451	Dunes littorales de la Teste
280	La Teste-de-Buch	CI	177	10 692	Dunes littorales de la Teste
281	La Teste-de-Buch	CI	178	1 356	Dunes littorales de la Teste
282	La Teste-de-Buch	CI	179	4 160	Dunes littorales de la Teste
283	La Teste-de-Buch	CI	180	879	Dunes littorales de la Teste
284	La Teste-de-Buch	CI	181	3 496	Dunes littorales de la Teste
285	La Teste-de-Buch	CI	182	836	Dunes littorales de la Teste
286	La Teste-de-Buch	CI	183	3 338	Dunes littorales de la Teste
287	La Teste-de-Buch	CI	184	916	Dunes littorales de la Teste
288	La Teste-de-Buch	CI	185	6 770	Dunes littorales de la Teste

Source : CD33-DE-SEE-BPPN

Commune de La Teste - Liste parcellaire
ZPENS Canal des Landes - ZPENS Dunes littorales de La Teste
ZPENS Ile aux Oiseaux

	Correspond à une Superficie totale (m²)
ZPENS Canal des Landes	963 616
ZPENS Dunes littorales de la Teste	2 841 401
ZPENS Ile aux Oiseaux	1 409 580

	COMMUNE	SECTION	PARCELLE	SUPERFICIE EN ZPENS (m²)	NOM DE LA ZPENS
289	La Teste-de-Buch	CI	186	2 498	Dunes littorales de la Teste
290	La Teste-de-Buch	CI	187	7 396	Dunes littorales de la Teste
291	La Teste-de-Buch	CI	188	4 019	Dunes littorales de la Teste
292	La Teste-de-Buch	CI	189	1 665	Dunes littorales de la Teste
293	La Teste-de-Buch	CI	190	15 015	Dunes littorales de la Teste
294	La Teste-de-Buch	CI	197	180	Dunes littorales de la Teste
295	La Teste-de-Buch	CI	198	188	Dunes littorales de la Teste
296	La Teste-de-Buch	CI	199	673	Dunes littorales de la Teste
297	La Teste-de-Buch	CI	200	25 616	Dunes littorales de la Teste
298	La Teste-de-Buch	CI	201	1 201	Dunes littorales de la Teste
299	La Teste-de-Buch	CI	202	34 450	Dunes littorales de la Teste
300	La Teste-de-Buch	CI	203	645	Dunes littorales de la Teste
301	La Teste-de-Buch	CI	204	587	Dunes littorales de la Teste
302	La Teste-de-Buch	CI	205	29 134	Dunes littorales de la Teste
303	La Teste-de-Buch	CI	206	6 405	Dunes littorales de la Teste
304	La Teste-de-Buch	CI	207	60 481	Dunes littorales de la Teste
305	La Teste-de-Buch	CK	1	4 480	Dunes littorales de la Teste
306	La Teste-de-Buch	CK	2	10 468	Dunes littorales de la Teste
307	La Teste-de-Buch	CK	4	20 430	Dunes littorales de la Teste
308	La Teste-de-Buch	CK	6	97 709	Dunes littorales de la Teste
309	La Teste-de-Buch	CK	7	82 481	Dunes littorales de la Teste
310	La Teste-de-Buch	CK	8	6 321	Dunes littorales de la Teste
311	La Teste-de-Buch	CK	9	2 029	Dunes littorales de la Teste
312	La Teste-de-Buch	CK	10	2 960	Dunes littorales de la Teste
313	La Teste-de-Buch	CK	11	10 459	Dunes littorales de la Teste
314	La Teste-de-Buch	CK	12	4 340	Dunes littorales de la Teste
315	La Teste-de-Buch	CK	22	120 114	Dunes littorales de la Teste
316	La Teste-de-Buch	CK	23	297	Dunes littorales de la Teste
317	La Teste-de-Buch	CK	24	9 478	Dunes littorales de la Teste
318	La Teste-de-Buch	CK	25	7 184	Dunes littorales de la Teste
319	La Teste-de-Buch	CK	26	6 801	Dunes littorales de la Teste
320	La Teste-de-Buch	CK	51	612	Dunes littorales de la Teste
321	La Teste-de-Buch	CK	60	257	Dunes littorales de la Teste
322	La Teste-de-Buch	CK	61	39 293	Dunes littorales de la Teste
323	La Teste-de-Buch	CK	62	15 766	Dunes littorales de la Teste
324	La Teste-de-Buch	CK	63	4 485	Dunes littorales de la Teste
325	La Teste-de-Buch	CK	66	5 004	Dunes littorales de la Teste
326	La Teste-de-Buch	CK	74	7 957	Dunes littorales de la Teste
327	La Teste-de-Buch	CK	76	82 376	Dunes littorales de la Teste
328	La Teste-de-Buch	CK	78	10 701	Dunes littorales de la Teste
329	La Teste-de-Buch	CK	79	212 535	Dunes littorales de la Teste
330	La Teste-de-Buch	CK	81	25 510	Dunes littorales de la Teste
331	La Teste-de-Buch	CK	95	59 859	Dunes littorales de la Teste
332	La Teste-de-Buch	CK	96	73 143	Dunes littorales de la Teste
333	La Teste-de-Buch	CL	79	66 604	Dunes littorales de la Teste

Commune de La Teste - Liste parcellaire
ZPENS Canal des Landes - ZPENS Dunes littorales de La Teste
ZPENS Ile aux Oiseaux

	Correspond à une Superficie totale (m²)
ZPENS Canal des Landes	963 616
ZPENS Dunes littorales de la Teste	2 841 401
ZPENS Ile aux Oiseaux	1 409 580

	COMMUNE	SECTION	PARCELLE	SUPERFICIE EN ZPENS (m²)	NOM DE LA ZPENS
334	La Teste-de-Buch	DN	1	56 384	Ile aux Oiseaux
335	La Teste-de-Buch	DN	2	393 286	Ile aux Oiseaux
336	La Teste-de-Buch	DN	3	53	Ile aux Oiseaux
337	La Teste-de-Buch	DN	4	26	Ile aux Oiseaux
338	La Teste-de-Buch	DN	5	24	Ile aux Oiseaux
339	La Teste-de-Buch	DN	6	20	Ile aux Oiseaux
340	La Teste-de-Buch	DN	7	42	Ile aux Oiseaux
341	La Teste-de-Buch	DN	8	26	Ile aux Oiseaux
342	La Teste-de-Buch	DN	9	33	Ile aux Oiseaux
343	La Teste-de-Buch	DN	10	36	Ile aux Oiseaux
344	La Teste-de-Buch	DN	11	60	Ile aux Oiseaux
345	La Teste-de-Buch	DN	12	142 809	Ile aux Oiseaux
346	La Teste-de-Buch	DN	13	117 868	Ile aux Oiseaux
347	La Teste-de-Buch	DN	14	1 513	Ile aux Oiseaux
348	La Teste-de-Buch	DN	15	658	Ile aux Oiseaux
349	La Teste-de-Buch	DN	16	3 026	Ile aux Oiseaux
350	La Teste-de-Buch	DN	17	1 178	Ile aux Oiseaux
351	La Teste-de-Buch	DN	18	1 910	Ile aux Oiseaux
352	La Teste-de-Buch	DN	19	66 021	Ile aux Oiseaux
353	La Teste-de-Buch	DN	20	44	Ile aux Oiseaux
354	La Teste-de-Buch	DN	21	79	Ile aux Oiseaux
355	La Teste-de-Buch	DN	22	1 930	Ile aux Oiseaux
356	La Teste-de-Buch	DN	23	1 049	Ile aux Oiseaux
357	La Teste-de-Buch	DN	24	2 052	Ile aux Oiseaux
358	La Teste-de-Buch	DN	25	728	Ile aux Oiseaux
359	La Teste-de-Buch	DN	26	74 151	Ile aux Oiseaux
360	La Teste-de-Buch	DN	27	2 261	Ile aux Oiseaux
361	La Teste-de-Buch	DN	28	3 457	Ile aux Oiseaux
362	La Teste-de-Buch	DN	29	3 909	Ile aux Oiseaux
363	La Teste-de-Buch	DN	30	92 020	Ile aux Oiseaux
364	La Teste-de-Buch	DN	31	34 025	Ile aux Oiseaux
365	La Teste-de-Buch	DN	32	247 061	Ile aux Oiseaux
366	La Teste-de-Buch	DN	33	27	Ile aux Oiseaux
367	La Teste-de-Buch	DN	34	1 088	Ile aux Oiseaux
368	La Teste-de-Buch	DN	35	26	Ile aux Oiseaux
369	La Teste-de-Buch	DN	36	3 686	Ile aux Oiseaux
370	La Teste-de-Buch	DN	37	3 686	Ile aux Oiseaux
371	La Teste-de-Buch	DN	38	1 802	Ile aux Oiseaux
372	La Teste-de-Buch	DN	39	3 836	Ile aux Oiseaux
373	La Teste-de-Buch	DN	40	685	Ile aux Oiseaux
374	La Teste-de-Buch	DN	41	447	Ile aux Oiseaux
375	La Teste-de-Buch	DN	42	474	Ile aux Oiseaux
376	La Teste-de-Buch	DN	43	3 660	Ile aux Oiseaux
377	La Teste-de-Buch	DN	44	47	Ile aux Oiseaux
378	La Teste-de-Buch	DN	45	27	Ile aux Oiseaux
379	La Teste-de-Buch	DN	46	48	Ile aux Oiseaux
380	La Teste-de-Buch	DN	47	43	Ile aux Oiseaux
381	La Teste-de-Buch	DN	48	28	Ile aux Oiseaux

Source : CD33-DE-SEE-BPPN

Commune de La Teste - Liste parcellaire
ZPENS Canal des Landes - ZPENS Dunes littorales de La Teste
ZPENS Ile aux Oiseaux

	Correspond à une Superficie totale (m²)
ZPENS Canal des Landes	963 616
ZPENS Dunes littorales de la Teste	2 841 401
ZPENS Ile aux Oiseaux	1 409 580

	COMMUNE	SECTION	PARCELLE	SUPERFICIE EN ZPENS (m²)	NOM DE LA ZPENS
382	La Teste-de-Buch	DN	49	54	Ile aux Oiseaux
383	La Teste-de-Buch	DN	50	22	Ile aux Oiseaux
384	La Teste-de-Buch	DN	51	35	Ile aux Oiseaux
385	La Teste-de-Buch	DN	52	27	Ile aux Oiseaux
386	La Teste-de-Buch	DN	53	32	Ile aux Oiseaux
387	La Teste-de-Buch	DN	54	55	Ile aux Oiseaux
388	La Teste-de-Buch	DN	55	51	Ile aux Oiseaux
389	La Teste-de-Buch	DN	56	28	Ile aux Oiseaux
390	La Teste-de-Buch	DN	57	32	Ile aux Oiseaux
391	La Teste-de-Buch	DN	58	62	Ile aux Oiseaux
392	La Teste-de-Buch	DN	59	73	Ile aux Oiseaux
393	La Teste-de-Buch	DN	60	2 473	Ile aux Oiseaux
394	La Teste-de-Buch	DN	61	1 822	Ile aux Oiseaux
395	La Teste-de-Buch	DN	62	114 144	Ile aux Oiseaux
396	La Teste-de-Buch	DN	63	22 263	Ile aux Oiseaux
397	La Teste-de-Buch	DN	64	53	Ile aux Oiseaux
398	La Teste-de-Buch	DN	65	61	Ile aux Oiseaux
399	La Teste-de-Buch	DN	66	27	Ile aux Oiseaux
400	La Teste-de-Buch	DN	67	26	Ile aux Oiseaux
401	La Teste-de-Buch	DN	68	29	Ile aux Oiseaux
402	La Teste-de-Buch	DN	69	70	Ile aux Oiseaux
403	La Teste-de-Buch	DN	70	162	Ile aux Oiseaux
404	La Teste-de-Buch	DN	71	69	Ile aux Oiseaux
405	La Teste-de-Buch	DN	72	62	Ile aux Oiseaux
406	La Teste-de-Buch	DN	73	67	Ile aux Oiseaux
407	La Teste-de-Buch	DN	74	45	Ile aux Oiseaux
408	La Teste-de-Buch	DN	75	72	Ile aux Oiseaux
409	La Teste-de-Buch	DN	76	55	Ile aux Oiseaux
410	La Teste-de-Buch	DN	77	87	Ile aux Oiseaux
411	La Teste-de-Buch	DN	78	66	Ile aux Oiseaux
412	La Teste-de-Buch	DN	79	106	Ile aux Oiseaux
				5 214 597	

Monsieur le Maire :
Merci Monsieur Berillon,

Monsieur DUCASSE :
Une excellente démarche demandée par le Conseil Départemental, depuis des années que l'on pourra un jour étendre aux rives du lac, l'argent qui est récolté par le conseil Départemental sur certains travaux est destiné à mettre en valeur et ouvrir au public à la découverte de ces zones naturelles, les bords du canal sont à l'abandon et c'est peut être l'occasion de créer un parcours de visites avec l'argent du Département qui est destiné à cet effet.

Madame TILLEUL :
Je tenais à faire un petit point sur certaines actions du développement durable.
La richesse et la fragilité de notre territoire nous incitent à être très vigilants sur les enjeux écologiques

Le développement durable a pour objectif de mettre en œuvre des actions au quotidien pour réduire le gaspillage, limiter les pollutions, économiser les ressources.

Des chartes ont été signées par le passé, dès à présent des actions vont être mises en place afin de préserver la beauté et la richesse de notre territoire.

Côté océan:
Afin de sensibiliser le public au problème de la pollution plastique une action expérimentale sur la gestion des déchets sera mise en place sur le site du Petit Nice durant l'été 2021.
Hors saison, un bac à marée sera mis en place au niveau du warf par l'ONF. Une convention avec l'association TEO sera signée.

Côté Lac
Nous nous devons de mettre en place des actions visant à garantir une qualité de ses eaux.
Le lac constitue une réserve d'eau potable pour les communes du Bassin d'Arcachon.

Un projet de parcours pédagogique lié à l'histoire et l'environnement fragile du lac de Cazaux sera mis en place le long de la piste cyclable et piétonne autour de la halte nautique.
Nous allons nous équiper de bouées à base de cheveux pour le captage des corps gras huiles solaires/hydrocarbure, je vous laisse vous référer à l'association des Coiffeurs Justes, ses actions, en fait des bouées de cheveux ont été utilisées sur la catastrophe de l'ile Maurice, la marée noire.

Afin de répondre à la loi d'orientation des mobilités adoptées le 18 juin 2019 qui prévoit pour les ports de plaisance de réserver au moins 1% d'emplacements pour les bateaux à propulsion électrique dès 2022, nous avons engagé une étude de faisabilité avec le SDEEG pour l'installation d'un super chargeur au niveau de la halte nautique.
Nos interlocuteurs se sont montrés très intéressés par notre demande car c'est un projet novateur: en effet nous sommes la première commune à initier un tel projet en Gironde.

Côté Terre
Nous travaillerons avec la population par le biais des comités de quartiers sur la possibilité de mettre en place des actions en vue de revégétaliser certaines zones. Ouverture des trottoirs quand cela sera possible, plantations d'arbres.

Nous étudions la possibilité de travailler avec de nouveaux labels notamment «Communes à croquer» qui proposerait des fruits, légumes et plantes aromatiques à disposition des riverains. Nous travaillerons par zones tests.

Enfin, nous avons bien avancé sur un projet de ferme pédagogique Le collectif aliment-terre va nous accompagner dans la démarche.

Je vous informe que l'action « sapins pour nos dunes » initiée par l'ONF reprend cette année, avec pour objectif une vingtaine de bennes contre 5 l'an passé.

Monsieur DUCASSE :
Je reviens là-dessus pour me féliciter de cette belle démarche, sachant que la commune a passé avec l'Etat un engagement pour le zéro plastique, d'où le problème de nos bouteilles plastiques, je félicite Mme Tilleul de reprendre ça avec vigueur. Quant aux recharges électriques sur la halte nautique, c'est une excellente idée, cela serait bien aussi d'agir au niveau du port où nous avons depuis des années un pôle électrique qui a du mal à s'imposer à certaines parties de l'administration départementale, bien que nous ayons pas mal d'amis au conseil départemental, et le même système de borne de recharge serait à mon avis indispensable au niveau du quai patrimoine ou en face sur la zone est déjà installée l'équipe marine avec les tilloles électriques qui ont été subventionnées qui sont à l'abandon et qui se rechargent sur des piles électriques, alors qu'il devrait y avoir une démarche originale et ferme de la commune de la Teste pour se doter de cet équipement avant tout le monde et en vision directe sur notre zone la plus visitée.

Monsieur le Maire :
Nous avançons, nous avons une adjointe à l'environnement qui aujourd'hui travaille beaucoup, innove, elle est accompagnée de plusieurs personnes, véritablement on travaille en équipe en permanence, et donc on avance.

Monsieur BOUDIGUE :
Pour répondre aux bornes électriques sur le port, sachez qu'on y travaille avec le syndicat mixte des ports et on a abordé le sujet.

Madame PAMIES :
Nous nous réjouissions de toutes ces bonnes nouvelles, je ne regrette pas d'être parmi vous aujourd'hui, il me tarde d'avoir des détails sur cette ferme pédagogique, et allons –y, bravo et merci.

Monsieur le Maire :
Je savais que vous alliez dire ça, on a tous envie d'aller dans le même sens, et peut être que le COVID a amplifié cette réflexion, et qu'il fallait travailler.
J'ai vu dans la Dépêche d'hier, on parlait d'un Testerin qui a fait du Rap, je l'ai reçu, et la chanson, il a compris, que c'était dur même s'il a des qualités par rapport au rap, il me dit maintenant j'ai envie de faire un élevage de chèvres. Je lui ai dit prépare moi un dossier, nous avons des terrains non constructibles, et je te mets un terrain à disposition, et on fait.
C'est ça l'avenir de notre ville il est là on a plein de gens qui ont envie d'entreprendre, de se lancer dans des choses que l'on ne pensait pas il y a quelques années, je lui ai dit, vas-y moi je te donne un coup de main.
Il était ravi, il faut que nos avancions dans ce sens-là, ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui, je parle pour ma génération, il faut qu'on laisse une place propre, et c'est comme ça qu'on va la laisser, en prenant conscience de certaines choses et je remercie Mme Tilleul et tous ceux qui ont travaillé avec elle, et vous aussi dans vos réflexions, dans le support que vous emmenez, rien ne vous empêche de dire à Mme Tilleul « j'ai envie de t'aider », cela sera même un grand plaisir.

Lundi... la réunion que nous avons à la lagune, si vous voulez venir, vous venez, on va travailler, on est fait pour travailler ensemble, on n'est pas fait pour sans arrêt se contredire on est fait pour faire évoluer notre ville, c'est pour ça que l'on a voulu être élus, pour faire avancer notre ville, c'est pas pour se projeter sur les prochaines échéances électorales, dans un premier temps c'est pour la faire avancer sur les 6 premières années, on a temps d'y penser.
Il faut que l'on réussisse aujourd'hui ce que nous voulons mettre en place et on va y arriver, j'en suis déterminé, quand je vois non seulement ce que je connais, l'équipe avec laquelle nous travaillons et que je vous vois, je me dis il n'y a aucune raison pour que l'on y arrive pas.

Monsieur DEISS :
Est-ce que vous avez eu vent de ce projet « premier citron du bassin », vous parliez d'élevage de chèvres, j'en profite, pour vous dire que j'ai été approché par M. Bidel , est ce que vous avez eu un rendez-vous avec lui.

Monsieur BERILLON :
Oui, j'ai rencontré M Bidel, pour son projet « citrons du bassin », c'est quelqu'un qui a un projet qui est innovant, associer le citron à l'huitre, c'est une idée intéressante.
M Bidel est en recherche de terrain, sachant que pour cultiver le citronnier il faut un endroit pas exposé au courant d'air et que la nappe phréatique soit au moins à 2, 3 mètres ce qui n'est pas forcément évident l'hiver sur les terrains qui pourraient être disponibles.
La réflexion suit son cours, et nous sommes tout à fait attentifs à son projet, qui est très sympathique.

Monsieur le Maire :
On évitera de mettre les chèvres sur le même terrain, sinon elles mangeront les feuilles de citronnier, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme OTHABURU **DEL2020-12-521**

EPIC – OFFICE DE TOURISME
APPROBATION DU BUDGET 2021

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
Vu le décret n° 2005-490 du 11 mai 2005 relatif aux offices de tourisme,
Vu le code du tourisme notamment ses articles L 133-1 à L 133-10,
Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2019 approuvant le transfert de l'exploitation commerciale du Parc des expositions à l'Office de Tourisme, et les statuts de l'office de tourisme mis à jour,
Considérant qu'il convient que le budget de l'office de tourisme soit soumis, chaque année, pour approbation au conseil municipal,

Mes chers collègues

Le budget 2021 de l'EPIC-Office de Tourisme, préparé par le Directeur, fixant les recettes et les dépenses a été présenté par Monsieur le Président au Comité de direction le 13 novembre 2020. Ce budget a été bâti en tenant compte du programme d'actions concrètes à mener, visant à répondre aux objectifs fixés lors du débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu lors du comité de direction du 30 octobre 2020.

En 2021, l'Office de Tourisme de par sa vocation d'établissement public du tourisme répondra aux missions définies par convention avec la commune :

- Intégrer l'Office de Tourisme comme service public dans la vie de la collectivité,
- Accroître le rôle tenu par l'Office de Tourisme auprès de la population locale,
- Développer les recettes de financement de la structure, particulièrement par une gestion optimisée de la taxe de séjour.

D'autres actions répondront à de nouvelles opportunités :

- Développer le rôle joué auprès des professionnels du tourisme et des commerçants,
- Développer les relations avec les partenaires institutionnels du tourisme : SIBA, Syndicat Mixte de la Grande Dune, Gironde Tourisme, Pays du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER le budget primitif 2021 de l'EPIC Office de Tourisme ainsi que le budget Service Parc des Expositions tels que présentés ci-joints.

EPIC OFFICE DU TOURISME BUDGET PRIMITIF 2021

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Le budget de l'Office de Tourisme est préparé suite au Débat d'Orientation Budgétaire, et doit être présenté et délibéré par le Comité de direction avant le 15 novembre de chaque année.

Ce budget est bâti avec deux exigences : tout d'abord, la maîtrise des coûts que l'Office de Tourisme s'efforce d'année en année de tenir, et ensuite, d'être en adéquation avec les actions à mener, qui ont été présentées lors du Débat d'Orientation Budgétaire le 30 octobre dernier.

C'est ainsi que le budget 2021 s'équilibre en section de fonctionnement à la somme de 644 000 € et en section d'investissement à 272 725 €.

Dans le détail, on peut souligner :

Un réel effort sur les charges à caractère général (chapitre 011) avec une diminution de plus de 6%.

L'article 6287 : « remboursement de frais » soit 30 000 euros correspond, je vous le rappelle, à la somme que reverse l'EPIC à la ville par convention pour le nettoyage des plages et des abords forestiers.
L'article 6358 : « autres droits » est le montant de la taxe additionnelle que l'EPIC reverse au Conseil Départemental (48 000 euros prévus au budget 2021).

Concernant les charges de personnel (chapitre 012), on peut constater une diminution de plus de 30%, à effectif constant (2 agents et 1 directrice).
Cette diminution conséquente s'explique essentiellement par un départ à la retraite sur l'année 2020, départ assorti de la prime prévue par le Code du Tourisme.
Il est à noter, également, que jusqu'en 2020 le poste de directeur était occupé par un cadre « ville » détaché, à compter de 2021 ce poste sera occupé par un cadre recruté par l'EPIC Office de Tourisme, c'est pourquoi le compte « 6215-Personnel affecté » n'est plus alimenté.

Seul compte en réel augmentation en 2021 avec +6%, le compte « 6473 subvention de fonctionnement » permettra de verser au budget annexe « service parc des expositions » une subvention d'équilibre.

Ces dépenses ne seraient pas possibles sans recettes et notamment l'encaissement de la Taxe de Séjour.
Cette taxe inscrite à l'article 753 a été évaluée à 600 000 € (pour information, à ce jour l'Office de tourisme a perçu près de 730 000 € au titre de l'exercice 2020).

Le delta entre recettes et dépenses de fonctionnement permet de dégager un autofinancement de 272 725 € qui est réparti sur les chapitres 042 « opérations d'ordre » et 023 « virement à la section d'investissement ».

C'est ainsi qu'en section d'investissement sont inscrits :
En recettes au chapitre 040, pour les dotations aux amortissements, 19 000 € et au chapitre 021 « virement de la section de fonctionnement » la somme de 253 725 €.

En dépenses sont inscrites, les nouvelles acquisitions d'outils informatiques, de téléphonie, de mobilier et également les travaux d'aménagement, d'agencement et d'installation nécessaires à la réorganisation de l'EPIC et à la création d'un Office de Commerce et d'Artisanat.

Cette prévision budgétaire devrait permettre à l'office de tourisme de maintenir son autonomie financière et ne pas solliciter de subvention à la Ville.

REPUBLIQUE FRANCAISE

COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT

7990Z COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

33260 LA TESTE DE BUCH

POSTE COMPTABLE DE ARCACHON

Service Public Local

.....

EPIC OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH

M4

BUDGET PRIMITIF

ANNEE 2021

SOMMAIRE

I - Informations générales

p. 3 Modalités de vote du budget

II - Présentation générale du budget

p. 4 A1 - Vue d'ensemble - Sections

p. 5 A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres

p. 6 A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres

p 8 B1 - Balance générale du budget - Dépenses

p. 9 B2 - Balance générale du budget - Recettes

III - Vote du Budget

p. 10 A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses - Articles

p. 12 A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes - Articles

p. 13 B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses

p. 14 B2 - Section d'investissement - Détail des recettes

p B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles

IV - ANNEXES

A - Eléments du bilan

p. A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie

p A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette

p A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux

p. A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours

p. A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture

p. A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes

p. 15 A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements

p. A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations

p. A3.2 - Etalement des provisions

p. 16 A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses

p. 17 A4.2- Equilibre des opérations financières - Recettes

p. A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation

p. A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement

p. A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation

p. A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement

p. A6 - Etat des charges transférées

p. A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers

B - Engagements hors bilan

p. B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie (2)

p. B1.2 - Calcul du ratio d'endettement

p. B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget

p. B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail

p B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé

p B1.6 - Etat des autres engagements donnés

p. B1.7 - Etat des engagements reçus

p. B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents

p. B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents

C - Autres éléments d'informations

p. 18 C1.1 - Etat du personnel

p. C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie

p. C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)

p. C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)

p. 19 **D - Arrêté et signatures**

I - INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau Chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau Chapitre pour la section d'investissement.
- Sans les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B 3 .

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense << opération d'équipement >>.

III - Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)

IV - La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne << Pour mémoire >>) s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent.
Si le présent budget est un budget supplémentaire, reporter le budget primitif et le cumul des décisions budgétaires du budget en cours.

V - Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1

EPIC OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	459 000.00	459 000.00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0.00	0.00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	0.00	0.00
		(si déficit)	(si excédent)
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	459 000.00	459 000.00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	35 000.00	35 000.00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0.00	0.00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	0.00 (si solde négatif)	0.00 (si solde positif)
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	35 000.00	35 000.00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	494 000.00	494 000.00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans somination avec ceux antérieurement votés lors du même exercice

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent

En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donne lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent

pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilite des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement

EPIC OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR+vote)
011	Charges à caractère général	169 690,00		159 150,00	159 150,00	159 150,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	160 300,00		114 800,00	114 800,00	114 800,00
014	Atténuations de produits					
65	Autres charges de gestion courante	77 010,00		82 325,00	82 325,00	82 325,00
	Total des dépenses de gestion des services	**407 000,00**		**356 275,00**	**356 275,00**	**356 275,00**
66	Charges financières					
67	Charges exceptionnelles					
68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (4)					
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	2 000,00		5 000,00	5 000,00	5 000,00
022	Dépenses imprévues	5 000,00		10 000,00	10 000,00	10 000,00
	Total des dépenses réelles d'exploitation	**414 000,00**		**371 275,00**	**371 275,00**	**371 275,00**
023	***Virement à la section d'investissement (6)***			***253 725,00***	***253 725,00***	***253 725,00***
042	***Opé.d'ordre de transferts entre sections (6)***	***35 000,00***		***19 000,00***	***19 000,00***	***19 000,00***
043	***Opé.d'ordre à l'intérieur de la sec.d'exp. (6)***					
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	***35 000,00***		***272 725,00***	***272 725,00***	***272 725,00***
	TOTAL	**449 000,00**		**644 000,00**	**644 000,00**	**644 000,00**

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	644 000,00

RECETTES D' EXPLOITATION

Chap	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR+vote)
013	Atténuation de charges					
70	Ventes de produits fabriqués, prestations ...	15 000,00		15 000,00	15 000,00	15 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)					
74	Subventions d'exploitation					
75	Autres produits de gestion courante	444 000,00		629 000,00	629 000,00	629 000,00
	Total des recettes de gestion des services	**459 000,00**		**644 000,00**	**644 000,00**	**644 000,00**
76	Produits financiers					
77	Produits exceptionnels					
78	Reprises sur provisions et sur dépréciations (4)					
	Total des recettes réelles d'exploitation	**459 000,00**		**644 000,00**	**644 000,00**	**644 000,00**
042	***Opé.d'ordre de transferts entre sections (6)***					
043	***Opé.d'ordre à l'intérieur de la sec.fonct. (6)***					
	Total des recettes d'ordre d'exploitation					
	TOTAL	**459 000,00**		**644 000,00**	**644 000,00**	**644 000,00**

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	644 000,00

Pour Information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (11)	272 725,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation

Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie

(1) cf Modalités de vote - (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers

(5) Ce chapitre n'existe pas en M49

(6) DE 023 - RI 021 ; DI 040 - RE 042 ; RI 040 - DE 042 ; DI 041 - RI 041 ; DE 043 = RE 043

(7) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44

(8) A sens d'uniquement, ce dépense lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement (9) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir détail Annexe IV A7)

(10) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10 (11) Solde de l'opération DE 021 + DE 042 - RE 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040

EPIC OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR+vote)
20	Immobilisations incorporelles	3 000,00		5 000,00	5 000,00	5 000,00
21	Immobilisations corporelles	32 000,00		262 725,00	262 725,00	262 725,00
22	Immobilisations reçues en affectation					
23	Immobilisations en cours					
	Total des opérations d'équipement					
	Total des dépenses d'équipement	**35 000,00**		**267 725,00**	**267 725,00**	**267 725,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves					
13	Subventions d'investissement					
16	Emprunts et dettes assimilées					
18	Compte de liaison : affectation à ...(8)					
26	Particip.et créances rattachées à des particip.					
27	Autres immobilisations financières					
020	Dépenses imprévues			5 000,00	5 000,00	5 000,00
	Total des dépenses financières			**5 000,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
4581	Total des opé.pour compte de tiers (9)					
	Total des dépenses réelles d'investissement	**35 000,00**		**272 725,00**	**272 725,00**	**272 725,00**
040	*Opé.d'ordre de transferts entre sections (6)*					
041	*Opérations patrimoniales (6)*					
	Total des dépenses d'ordre d'invest.					
	TOTAL	**35 000,00**		**272 725,00**	**272 725,00**	**272 725,00**

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	272 725,00

EPIC OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR+vote)
13	Subventions d'investissement					
16	Emprunts et dettes assimilées					
20	Immobilisations incorporelles					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affectation					
23	Immobilisations en cours					
	Total des recettes d'équipement					
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)					
106	Réserves (10)					
18	Compte de liaison : affectation ...(8)					
26	Particip.créances rattachées à des particip.					
27	Autres immobilisations financières					
	Total des recettes financières					
4582	Total des opé.pour compte de tiers (9)					
	Total des recettes réelles d'investissement					
021	*Virement de la section d'exploitation (6)*			*253 725,00*	*253 725,00*	*253 725,00*
040	*Opé.d'ordre de transferts entre sections (6)*	*35 000,00*		*19 000,00*	*19 000,00*	*19 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*					
	Total des recettes d'ordre d'investissement	*35 000,00*		**272 725,00**	**272 725,00**	**272 725,00**
	TOTAL	**35 000,00**		**272 725,00**	**272 725,00**	**272 725,00**

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	272 725,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation

Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (11)	272 725,00

EPIC OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

I - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	159 150,00		159 150,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	114 800,00		114 800,00
014	Atténuations de produits			
60	*Achats et variation des stocks (3)*			
65	Autres charges de gestion courante	82 325,00		82 325,00
66	Charges financières			
67	Charges exceptionnelles			
68	Dotations aux amort.,aux dépréciations et aux prov.		19 000,00	19 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	5 000,00		5 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*			
022	Dépenses imprévues	10 000,00		10 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		253 725,00	253 725,00
	Dépenses d'exploitation - Total	**371 275,00**	**272 725,00**	**644 000,00**

D002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	644 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, Fonds divers et réserves			
13	Subventions d'investissements			
14	*Provisions règlementées et amortissements dérogatoires*			
15	*Provisions pour risques et charges (5)*			
16	Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non budgétaire)			
18	Compte de liaison : affectation			
	Total des opérations d'équipement			
20	Immobilisations incorporelles	5 000,00		5 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	262 725,00		262 725,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)			
23	Immobilisations en cours (6)			
26	Participations et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières			
28	*Amortissements des immobilisations (reprises)*			
29	*Provisions pour dépréciation des immobilisations (5)*			
39	*Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours (5)*			
4581	Opérations pour compte de tiers (7)			
481	*Charges à répartir sur plusieurs exercices*			
3....	Stocks			
020	Dépenses imprévues	5 000,00		5 000,00
	Dépenses d'investissement - Total	**272 725,00**		**272 725,00**

D001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	272 725,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires ; *(2) Voir liste des opérations d'ordre*

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié,

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 hab ;

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires, (6) Hors chapitres opérations d'équipement

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectuet une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation.En recettes, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuation de charges			
60	*Achats et variation des stocks (3)*			
70	Ventes de produits fabriqués, prestations ...	15 000,00		15 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*			
72	*Production immobilisée*			
73	Produits issus de la fiscalité (8)			
74	Subventions d'exploitation			
75	Autres produits de gestion courante	629 000,00		629 000,00
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels			
78	Reprises sur amortissements et provisions			
79	*Transferts de charges*			
	Recettes de fonctionnement - Total	**644 000,00**		**644 000,00**

R002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	644 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)			
13	Subventions d'investissements			
14	*Provisions règlementées et amortissements dérogatoires*			
15	*Provisions pour risques et charges (5)*			
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)			
18	Compte de liaison : affectation			
20	Immobilisations incorporelles			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisations en cours			
26	Participations et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières			
28	*Amortissements des immobilisations*		*19 000,00*	19 000,00
29	*Provisions pour dépréciation des immobilisations (5)*			
39	*Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours (5)*			
45X-2	Opérations pour compte de tiers (7)			
481	*Charges à répartir sur plusieurs exercices*			
3...	Stocks			
021	*Virement de la section de fonctionnement*		253 725,00	253 725,00
	Recettes d'investissement - Total		**272 725,00**	**272 725,00**

R001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	
AFFECTATION AU COMPTE 106	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	272 725,00

EPIC OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES	A1

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	643 476,25	159 150,00	159 150,00
6037	Variat° des stocks de marchandises	11 500,00	1 500,00	1 500,00
605	ACHATS DE MATERIEL, EQUIPEMENTS ET TRAVAUX			
6061	Fourniture non stockable(eau,energ)	500,00	5 300,00	5 300,00
6063	Fourn. entretien & petitéquipement	16 000,00	500,00	500,00
6064	Fournitures administratives	16 800,00	1 600,00	1 600,00
6068	Autres matières & fournitures	10 150,00	100,00	100,00
607	Achats de marchandises	44 000,00	3 000,00	3 000,00
611	Sous-traitance générale	30 500,00	200,00	200,00
6132	Locations immobilières			
6135	Locations mobilières	4 800,00	2 300,00	2 300,00
61551	ENTRETIEN ET REPARATION SUR MATERIEL ROULANT	5 100,00	200,00	200,00
61558	Entretien,rép. Autre bien mobilier	10 050,00	200,00	200,00
6156	Maintenance	14 800,00	4 800,00	4 800,00
6161	Assurance Multirisques	2 300,00	2 300,00	2 300,00
618	Divers	12 300,00	5 250,00	5 250,00
6225	Indemnités au comptable & régisseur	590,00	600,00	600,00
6226	Honoraires	24 500,00	5 000,00	5 000,00
6228	Divers rémunérat° intermédiaire	98 204,38	15 000,00	15 000,00
6231	Annonces et insertions			
6236	Catalogues et imprimés	37 000,00	18 000,00	18 000,00
6237	Publications			
6238	DIVERS	18 500,00	1 600,00	1 600,00
6251	Voyages et déplacements	10 250,00	100,00	100,00
6256	Missions			
6257	Réceptions	33 000,00	2 000,00	2 000,00
6261	Frais d'affranchissement	18 800,00	2 500,00	2 500,00
6262	Frais de télécommunications	16 700,00	4 000,00	4 000,00
627	Services bancaires & assimilés	50,00	100,00	100,00
6281	Concours divers (cotisations ...)	10 500,00		
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES BATIMENTS	3 000,00	5 000,00	5 000,00
6287	REMBOURSEMENT DE FRAIS	40 000,00	30 000,00	30 000,00
63512	Taxes foncières			
6358	Autres droits	153 581,87	48 000,00	48 000,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	267 800,00	114 800,00	114 800,00
6215	Personnel affecté/col. de rattach.	100 000,00		
6218	Autres personnels extérieurs			
6311	Taxe sur les salaires	10 500,00	6 500,00	6 500,00
6333	Participat° employ.format° continue	1 400,00	700,00	700,00
6335	Vers.libératoitc:exo Taxe Apprentis	1 400,00		
6411	Salaires,appointement,com.de base	110 000,00	85 000,00	85 000,00
6412	Congés payés			
6451	Cotisations à l'URSSAF	17 000,00	12 500,00	12 500,00
6452	Cotisations aux mutuelles Arial			
6453	Cotisations aux caisses retraites	7 000,00	3 500,00	3 500,00
6454	Cotisations aux ASSEDIC	7 300,00	4 900,00	4 900,00

EPIC OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES	A1

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote
6458	Cotisations autres org s	6 000,00	1 400,00	1 400,00
6475	Médecine travail, pharmacie	800,00	300,00	300,00
6478	Autres charges sociales diverses	6 400,00		
65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**182 010,00**	**82 325,00**	**82 325,00**
6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	5 000,00	500,00	500,00
658	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	10,00	25,00	25,00
6742	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR			
6743	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	177 000,00	81 800,00	81 800,00
	TOTAL GESTION DES SERVICES:011+012+014+65 (a)	**1 093 286,25**	**356 275,00**	**356 275,00**
66	**CHARGES FINANCIERES (b)**			
668	Autres charges financières			
67	**CHARGES EXCEPTIONNELLES (c)**	**100 000,00**		
673	Titres annulés (ex. ant)			
678	Autres charges exceptionnelles	100 000,00		
68	**DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS (d)**			
6815	Dotat° prov./risque & char exploit.			
69	**IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (e) (10)**	**32 000,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
695	Impôts sur les bénéfices	32 000,00	5 000,00	5 000,00
022	Dépenses imprévues	75 000,00	10 000,00	10 000,00
	TOTAL DES DEPENSES REELLES : a+b+c+d+e+f	1 300 286,25	371 275,00	371 275,00
023	*Virement à sect. invest.*	*10 000,00*	*253 725,00*	*253 725,00*
042	*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (5)*	*115 000,00*	*19 000,00*	*19 000,00*
6037	*Variat° des stocks de marchandises*			
6541	*CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR*			
675	*Valeur comptable des actifs cédés*			
6811	*Dotat° amort /immob incorp & corpor*	*115 000,00*	*19 000,00*	*19 000,00*
6815	*Dotat° prov./risque & char exploit.*			
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECT° INVES	125 000,00	272 725,00	272 725,00
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	125 000,00	272 725,00	272 725,00
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE	1 425 286,25	644 000,00	644 000,00

RESTES A REALISER N-1	
D002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	644 000,00

Page : 11

EPIC OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES	A2

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote
013	ATTENUATION DE CHARGES			
6037	VARIATION DES STOCKS DE MARCHANDISES, TERRAINS NUS			
6419				
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES,PRESTATIONS DE SERVIC	15 000,00	15 000,00	15 000,00
706	Prestations de services	10 000,00	10 000,00	10 000,00
707	Ventes de marchandises	1 500,00	2 000,00	2 000,00
7084	Mise à disposit° personnel facturé			
7088	Autres produits d'activités annexes	3 500,00	3 000,00	3 000,00
74	Autres produits d'activités annexes			
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	444 000,00	629 000,00	629 000,00
753	Reversement taxe de séjour	420 000,00	600 000,00	600 000,00
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCES.	20 000,00	25 000,00	25 000,00
758	Produits divers de gestion courante			
7581	FCTVA			
7588	AUTRES	4 000,00	4 000,00	4 000,00
	TOTAL GESTION DES SERVICES : 70+73+74+75+013 (a)	459 000,00	644 000,00	644 000,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS (c)			
7718	Autre produit excep. /opér. gestion			
773	MANDATS ANNULES (SUR EXERC.ANTERIEURS) OU DECHUS			
775	Produit des cessions d'actif			
778	Autres produits exceptionnels			
78	REPRISES SUR PROVISIONS (d) (7)			
7815	Reprise /prov. risque & charge expl			
	TOTAL DES RECETTES REELLES : a+b+c+d	459 000,00	644 000,00	644 000,00
042	*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (5)*			
6037	*Variations stocks*			
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE			
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE	459 000,00	644 000,00	644 000,00

RESTES A REALISER N-1	
R002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	644 000,00

Page : A 2

EPIC OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations)	28 000,00	5 000,00	5 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	28 000,00	5 000,00	5 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)	118 770,99	262 725,00	262 725,00
2181	Installat°,agencement,aménag.divers	15 000,00	222 725,00	222 725,00
2183	Matériel de bureau & d'informatique	36 000,00	10 000,00	10 000,00
2184	Mobilier	40 000,00	10 000,00	10 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	27 770,99	20 000,00	20 000,00
	TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT	146 770,99	267 725,00	267 725,00
020	Dépenses imprévues	1 500,00	5 000,00	5 000,00
	TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES	1 500,00	5 000,00	5 000,00
	TOTAL DES DEPENSES D'OPE. POUR COMPTE DE TIERS			
	TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	148 270,99	272 725,00	272 725,00
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE			
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	148 270,99	272 725,00	272 725,00

RESTES A REALISER N-1	
D001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	272 725,00

EPIC OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote
	TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT			
	TOTAL DES RECETTES FINANCIERES			
	TOTAL DES RECETTES D'OPE. POUR COMPTE DE TIERS			
	TOTAL DES RECETTES REELLES			
021	*Virement de sect. fonct.*	*10 000,00*	*253 725,00*	*253 725,00*
040	*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (5)*	*115 000,00*	*19 000,00*	*19 000,00*
2805	*Concession,brevet,licence,droit.aut*	*25 000,00*	*11 000,00*	*11 000,00*
28181	*Installation,agencement,aménagement*	*19 000,00*	*1 700,00*	*1 700,00*
28182	*MATERIEL DE TRANSPORT*	*11 000,00*	*4 000,00*	*4 000,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*12 200,00*	*2 000,00*	*2 000,00*
28184	*Mobilier*	*14 500,00*		
28188	*Autres immobilisations corporelles*	*11 300,00*	*300,00*	*300,00*
28238	*Autres immobilisations corporelles*	*22 000,00*		
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECT° D'EXP	125 000,00	272 725,00	272 725,00
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE DE L'EXERCICE	125 000,00	272 725,00	272 725,00
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	125 000,00	272 725,00	272 725,00

RESTES A REALISER N-1	
R001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	272 725,00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

PROCEDURE	CHOIX DU COMITE DE DIRECTION	Délibération du 17/10/2019
AMORTISSEMENT	Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500 EUROS Biens ou catégories de bien amortis : — Durée : CONCESSION ET DROITS SIMILAIRES — 3 INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS — 8 MATERIEL DE TRANSPORT — 4 MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE — 3 MOBILIER — 5 AUTRES — 5	

EPIC OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
	DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES =A+B		
	Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		
020	***Dépenses imprévues***		
	Transferts entre sections		

	Opér. de l'exercice	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL
Dépenses à couvrir par des ressources propres				

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan des comptes
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance
(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent
(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble

EPIC OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A4.2

A4.2 - DETAIL DES OPERATIONS FINANCIERES EN RECETTES

Art	Libellé	Recettes votées	Vote (2)
	RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a+b	35 000,00	35 000,00
	Ressources propres internes de l'année (b)	35 000,00	35 000,00
2805	*Concession,brevet,licence,droit,aut*	15 000,00	15 000,00
28181	*Installation,agencement,aménagement*	7 000,00	7 000,00
28182	*MATERIEL DE TRANSPORT*	3 000,00	3 000,00
28183	*Matériel de bureau et informatique*	4 200,00	4 200,00
28184	*Mobilier*	4 500,00	4 500,00
28188	*Autres immobilisations corporelles*	1 300,00	1 300,00

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R 106 (4)	TOTAL
Total ressources propres disponibles	35 000,00				35 000,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	
Ressources propres disponibles	35 000,00
Solde	35 000,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance
(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires
(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent
(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble.
(6) Indiquer le signe algébrique

COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

LISTE DU PERSONNEL PERMANENT

EMPLOI	Fonction	Filière A T S	Poste Budget	Catégorie	GR	Echelon	Rémunérations	Charges Sociales C.P.S
AGENT TAXE DE SEJOUR								
AGENT COMMUNITY MANAGER								
TOTAL 2								

AB

IV - ANNEXE	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

D - ARRETE - SIGNATURES

OFFICE DE TOURISME
13 bis, rue Victor Hugo
BP 30 553
33164 LA TESTE DE BUCH Cedex

Nombre de membres en exercice 12
Nombre de membres présents 9
Nombre de suffrages exprimés 10
VOTES : Pour 10
Contre 0
Abstentions 0

Date de convocation : 05/11/2020

Présenté par LE PRESIDENT PATRICK DAVET ,

A LA TESTE DE BUCH , le 13 NOVEMBRE 2020

LE PRESIDENT PATRICK DAVET ,

Délibéré par LE COMITE DE DIRECTION
, réuni en session ORDINAIRE

A LA TESTE DE BUCH , le 13 NOVEMBRE 2020

Les membres DU COMITE DE DIRECTION ,

Certifié exécutoire par LE PRESIDENT PATRICK DAVET , compte tenu de la transmission en préfecture,
le
et de la publication le

A LA TESTE DE BUCH Le 13 NOVEMBRE 2020

REPUBLIQUE FRANCAISE

COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT

EPIC OFFICE DE TOURISME

POSTE COMPTABLE DE TRESORERIE ARCACHON

Service Public Local

.....

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

M4

BUDGET PRIMITIF

ANNEE 2021

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

I - INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau Chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau Chapitre pour la section d'investissement.
- Sans les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B 3 .

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense << opération d'équipement >>.

III - Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)

IV - La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne << Pour mémoire >>) s'effectue par rapport à la colonne du budget cumulé de l'exercice précédent.
Si le présent budget est un budget supplémentaire, reporter le budget primitif et le cumul des décisions budgétaires du budget en cours.

V - Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	501 800.00	501 800.00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0.00	0.00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	0.00	0.00
		(si déficit)	(si excédent)
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	501 800.00	501 800.00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	800.00	800.00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0.00	0.00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	0.00 (si solde négatif)	0.00 (si solde positif)
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	800.00	800.00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	502 600.00	502 600.00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans soumission avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent.
En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR+vote)
011	Charges à caractère général	471 649,98		252 590,00	252 590,00	252 590,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	239 900,00		228 400,00	228 400,00	228 400,00
014	Atténuations de produits					
65	Autres charges de gestion courante	10,00		10,00	10,00	10,00
	Total des dépenses de gestion des services	**711 559,98**		**481 000,00**	**481 000,00**	**481 000,00**
66	Charges financières					
67	Charges exceptionnelles			20 000,00	20 000,00	20 000,00
68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (4)					
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)					
022	Dépenses imprévues					
	Total des dépenses réelles d'exploitation	**711 559,98**		**501 000,00**	**501 000,00**	**501 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement (6)***					
042	***Opé.d'ordre de transferts entre sections (6)***	***6 600,00***		***800,00***	***800,00***	***800,00***
043	***Opé.d'ordre à l'intérieur de la sec.d'exp. (6)***					
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	***6 600,00***		***800,00***	***800,00***	***800,00***
	TOTAL	**718 159,98**		**501 800,00**	**501 800,00**	**501 800,00**

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	501 800,00

RECETTES D' EXPLOITATION

Chap	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR+vote)
013	Atténuation de charges					
70	Ventes de produits fabriqués, prestations ...	640 000,00		420 000,00	420 000,00	420 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)					
74	Subventions d'exploitation	77 000,00		81 800,00	81 800,00	81 800,00
75	Autres produits de gestion courante					
	Total des recettes de gestion des services	**717 000,00**		**501 800,00**	**501 800,00**	**501 800,00**
76	Produits financiers					
77	Produits exceptionnels					
78	Reprises sur provisions et sur dépréciations (4)					
	Total des recettes réelles d'exploitation	**717 000,00**		**501 800,00**	**501 800,00**	**501 800,00**
042	***Opé.d'ordre de transferts entre sections (6)***					
043	***Opé.d'ordre à l'intérieur de la sec.fonct. (6)***					
	Total des recettes d'ordre d'exploitation					
	TOTAL	**717 000,00**		**501 800,00**	**501 800,00**	**501 800,00**

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	501 800,00

Pour Information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (11)	800,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation

(1) Sont à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la ville

(1) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles

(1) Cf Modèles de note - (2) Inscrits en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif et de reprise anticipée des résultats)

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers (5) Ce chapitre n'existe pas en M49

(6) DI 023 - RI 021 ; DI 040 - RI 042 ; RI 040 - DI 042 ; DI 041 - RI 041 ; DI 043 - RI 043 (7) Ce chapitre n'est susceptible d'exister que pour les régies dotées de la seule autonomie financière, c'est-à-dire en M43, M13 et M44

(8) A servir obligatoirement, en dépense lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de ses collectivités de rattachement (9) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir détail Annexe IV A7)

(10) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10 (11) Solde de l'opération DI 023 + DI 042 - RI 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR+vote)
20	Immobilisations incorporelles					
21	Immobilisations corporelles	17 443,42		800,00	800,00	800,00
22	Immobilisations reçues en affectation					
23	Immobilisations en cours					
	Total des opérations d'équipement					
	Total des dépenses d'équipement	**17 443,42**		**800,00**	**800,00**	**800,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves					
13	Subventions d'investissement					
16	Emprunts et dettes assimilées					
18	Compte de liaison : affectation à ...(8)					
26	Particip.et créances rattachées à des particip.					
27	Autres immobilisations financières					
020	Dépenses imprévues					
	Total des dépenses financières					
4581	Total des opé.pour compte de tiers (9)					
	Total des dépenses réelles d'investissement	**17 443,42**		**800,00**	**800,00**	**800,00**
040	*Opé.d'ordre de transferts entre sections (6)*					
041	*Opérations patrimoniales (6)*					
	Total des dépenses d'ordre d'invest.					
	TOTAL	**17 443,42**		**800,00**	**800,00**	**800,00**

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	800,00

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR+vote)
13	Subventions d'investissement					
16	Emprunts et dettes assimilées					
20	Immobilisations incorporelles					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affectation					
23	Immobilisations en cours					
	Total des recettes d'équipement					
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)					
106	Réserves (10)					
18	Compte de liaison : affectation ... (8)					
26	Particip.créances rattachées à des particip.					
27	Autres immobilisations financières					
	Total des recettes financières					
4582	Total des opé.pour compte de tiers (9)					
	Total des recettes réelles d'investissement					
021	*Virement de la section d'exploitation (6)*					
040	*Opé.d'ordre de transferts entre sections (6)*	*6 600,00*		*800,00*	*800,00*	*800,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*					
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***6 600,00***		***800,00***	***800,00***	***800,00***
	TOTAL	**6 600,00**		**800,00**	**800,00**	**800,00**

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	800,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation

Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (11)	800,00

Page : 5

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	252 590,00		252 590,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	228 400,00		228 400,00
014	Atténuations de produits			
60	*Achats et variation des stocks (3)*			
65	Autres charges de gestion courante	10,00		10,00
66	Charges financières			
67	Charges exceptionnelles	20 000,00		20 000,00
68	Dotations aux amort.,aux dépréciations et aux prov.		800,00	800,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)			
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*			
022	Dépenses imprévues			
023	*Virement à la section d'investissement*			
	Dépenses d'exploitation - Total	501 000,00	800,00	501 800,00

D002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	501 800,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, Fonds divers et réserves			
13	Subventions d'investissements			
14	*Provisions règlementées et amortissements dérogatoires*			
15	*Provisions pour risques et charges (5)*			
16	Remboursement d'emprunts (sauf 1688 non budgétaire)			
18	Compte de liaison : affectation			
	Total des opérations d'équipement			
20	Immobilisations incorporelles			
21	Immobilisations corporelles (6)	800,00		800,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)			
23	Immobilisations en cours (6)			
26	Participations et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières			
28	*Amortissements des immobilisations (reprises)*			
29	*Provisions pour dépréciation des immobilisations (5)*			
39	*Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours (5)*			
4581	Opérations pour compte de tiers (7)			
481	*Charges à répartir sur plusieurs exercices*			
3...	Stocks			
020	Dépenses imprévues			
	Dépenses d'investissement - Total	800,00		800,00

D001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	800,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires ; *(2) Voir liste des opérations d'ordre*

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 hab ,

(5) Si la collmmune ou l'établissement applique le regime des provisions budgétaires, (6) Hors chapitres opérations d'équipement

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectuet une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation En recettes, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuation de charges			
60	*Achats et variation des stocks (3)*			
70	Ventes de produits fabriqués, prestations ...	420 000,00		420 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*			
72	*Production immobilisée*			
73	Produits issus de la fiscalité (8)			
74	Subventions d'exploitation	81 800,00		81 800,00
75	Autres produits de gestion courante			
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels			
78	Reprises sur amortissements et provisions			
79	*Transferts de charges*			
	Recettes de fonctionnement - Total	501 800,00		501 800,00

R002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	501 800,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)			
13	Subventions d'investissements			
14	*Provisions règlementées et amortissements dérogatoires*			
15	*Provisions pour risques et charges (5)*			
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)			
18	Compte de liaison : affectation			
20	Immobilisations incorporelles			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisations en cours			
26	Participations et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières			
28	*Amortissements des immobilisations*		*800,00*	800,00
29	*Provisions pour dépréciation des immobilisations (5)*			
39	*Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours (5)*			
45X-2	Opérations pour compte de tiers (7)			
481	*Charges à répartir sur plusieurs exercices*			
3...	Stocks			
021	*Virement de la section de fonctionnement*			
	Recettes d'investissement - Total		800,00	800,00

R001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	
AFFECTATION AU COMPTE 106	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	800,00

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES	A1

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	471 090,00	252 590,00	
604	Achats d'études et prestations de services	31 794,00	13 700,00	
6061	Fourniture non stockable(eau,energ)	30 100,00	26 100,00	
6063	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT	19 800,00	9 700,00	
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	8 000,00	3 000,00	
6066	CARBURANTS	240,00	150,00	
6068	AUTRES MATIERES & FOURNITURES	2 600,00	1 710,00	
611	SOUS-TRAITANCE GENERALE	900,00	1 400,00	
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES			
6135	LOCATIONS MOBILIERES	125 000,00	2 550,00	
61528	AUTRES	1 200,00	900,00	
61551	ENTRETIEN & REPARATIONS SUR MATERIEL ROULANT	700,00		
61558	ENTRETIEN & REPARATIONS SUR AUTRES BIENS MOBILIERS	700,00	700,00	
6156	MAINTENANCE	7 600,00	5 900,00	
6161	ASSURANCE MULTIRISQUES	5 500,00	5 750,00	
6168	AUTRES ASSURANCES	4 000,00	3 900,00	
618	DIVERS	1 000,00		
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE & AUX REGISSEURS	680,00	680,00	
6226	HONORAIRES	6 000,00	6 000,00	
6227	FRAIS D'ACTES ET CONTENTIEUX	220,00	150,00	
6228	Divers	32 056,00	14 100,00	
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	18 600,00	9 550,00	
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	12 000,00	5 800,00	
6237	PUBLICATIONS			
6238	DIVERS	25 000,00	25 700,00	
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	2 500,00	500,00	
6256	MISSIONS			
6257	RECEPTIONS	7 400,00	1 650,00	
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	13 000,00	1 700,00	
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	4 200,00	3 700,00	
627	SERVICES BANCAIRES & ASSIMILES	200,00	100,00	
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)			
6282	FRAIS DE GARDIENNAGE	6 600,00	4 000,00	
6288	AUTRES DIVERS	88 000,00	88 000,00	
635111	COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES	15 500,00	15 500,00	
63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX			
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	239 900,00	228 400,00	
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR			
6312	TAXE D'APPRENTISSAGE	1 500,00	1 300,00	
6333	PARTICIPAT. EMPLOYEURS A LA FORMAT.PROF.CONTINUE	1 500,00	1 200,00	
6411	SALAIRES, APPOINTEMENTS, COMMISSIONS DE BASE	175 000,00	166 500,00	
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	38 000,00	36 500,00	
6452	COTISATIONS AUX MUTUELLES	1 900,00	2 000,00	
6453	COTISATIONS AUX CAISSES RETRAITES	13 500,00	11 200,00	
6454	COTISATIONS AUX ASSEDIC	7 000,00	7 000,00	
6458	COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX		1 800,00	

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES	A1

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote
6472	VERSEMENTS AUX COMITES D'ENTREPRISE			
6475	MEDECINE TRAVAIL, PHARMACIE	500,00	400,00	
6478	AUTRES CHARGES SOCIALES DIVERSES	1 000,00	500,00	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	10,00	10,00	
658	CHARGE DIVERSE DE GESTION COURANTE	10,00	10,00	
	TOTAL GESTION DES SERVICES:011+012+014+65 (a)	711 000,00	481 000,00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES (c)		20 000,00	
6718	Autre charge except° / opér.gestion		20 000,00	
673	TITRES ANNULES (EX. ANT)			
022	Dépenses imprévues			
	TOTAL DES DEPENSES REELLES : a+b+c+d+e+f	711 000,00	501 000,00	
023	*Virement à sect. invest.*			
042	*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (5)*	*6 000,00*	*800,00*	
6811	*DOTAT. AUX AMORTISSEMENTS/IMMO. CORPO & INCORPO.*	*6 000,00*	*800,00*	
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECT° INVES	6 000,00	800,00	
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	6 000,00	800,00	
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE	717 000,00	501 800,00	

RESTES A REALISER N-1	
D002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	501 800,00

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES	A2

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote
013	ATTENUATION DE CHARGES			
64198	AUTRES REMBOURSEMENTS			
6459	REMBOURSEMENT/CHARGES S S & PREVOY.			
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES,PRESTATIONS DE SERVIC	640 000,00	420 000,00	
706	PRESTATIONS DE SERVICES	450 000,00	210 000,00	
7083	LOCATIONS DIVERSES	190 000,00	210 000,00	
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	77 000,00	81 800,00	
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	77 000,00	81 800,00	
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE			
7588	AUTRES			
	TOTAL GESTION DES SERVICES : 70+73+74+75+013 (a)	717 000,00	501 800,00	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS (c)			
773	MANDATS ANNULES (SUR EXERC ANTERIEURS) OU DECHUS			
	TOTAL DES RECETTES REELLES : a+b+c+d	717 000,00	501 800,00	
042	*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (5)*			
777	*QUOTE-PART DES SUBV.INVEST VIREE AU RESULTAT*			
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE			
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE	717 000,00	501 800,00	

RESTES A REALISER N-1	
R002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	501 800,00

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)	6 000,00	800,00	
2181	INSTALLAT°,AGENCEMENT,AMENAG.DIVERS	5 000,00		
2183	MATERIEL DE BUREAU & D'INFORMATIQUE	1 000,00	800,00	
	TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT	6 000,00	800,00	
020	Dépenses imprévues			
	TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES			
	TOTAL DES DEPENSES D'OPE. POUR COMPTE DE TIERS			
	TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	6 000,00	800,00	
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE			
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	6 000,00	800,00	

RESTES A REALISER N-1	
D001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	800,00

Page : 11

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES	B2

Art	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions nouvelles	Vote
	TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT			
	TOTAL DES RECETTES FINANCIERES			
	TOTAL DES RECETTES D'OPE. POUR COMPTE DE TIERS			
	TOTAL DES RECETTES REELLES			
021	*Virement de sect. fonct.*			
040	*OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (5)*	*6 000,00*	*800,00*	
2805	*CONCESSION,BREVET,LICENCE,DROIT AUT*	*2 500,00*	*800,00*	
28181	*INSTALLATIONS GENERALES,AGENCEMENTS,AMENAGEMENTS*	*700,00*		
28183	*MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE*	*2 300,00*		
28184	*MOBILIER*	*500,00*		
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECT° D'EXP	6 000,00	800,00	
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE DE L'EXERCICE	6 000,00	800,00	
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	6 000,00	800,00	

RESTES A REALISER N-1	
R001 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	800,00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

PROCEDURE	CHOIX DU COMITE DE DIRECTION	Délibération du 17/10/2019
AMORTISSEMENT	Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500 Biens ou catégories de bien amortis : — Durée : LOGICIELS, LICENCES,MARQUES — 3 INSTALLATIONS, AGENCEMENTS — 8 MATERIEL DE TRANSPORT — 4 MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE — 3 MOBILIER — 5 AUTRES — 5	

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
	DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES =A+B		
	Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		
	Transferts entre sections		

	Opér. de l'exercice	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL
Dépenses à couvrir par des ressources propres				

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan des comptes
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance
(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent
(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES	A4.2

A4.2 - DETAIL DES OPERATIONS FINANCIERES EN RECETTES

Art	Libellé	Recettes votées	Vote (2)
	RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a+b	800,00	800,00
	Ressources propres internes de l'année (b)	800,00	800,00
2805	*CONCESSION,BREVET,LICENCE,DROIT,AUT*	800,00	800,00

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R 106 (4)	TOTAL
Total ressources propres disponibles	800,00				800,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	
Ressources propres disponibles	800,00
Solde	800,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance
(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires
(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent
(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble
(6) Indiquer le signe algébrique

EPIC OFFICE DE TOURISME

IV - ANNEXES	IV
ANNEXES - AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEURS (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement (4)	Nature
AGENTS OCCUPANT UN EMPLOI PERMANENT (6)						
DIRECTRICE SERVICE PARC DES EXPOS	A	ADM			A	CDI
RESPONSABLE TECHNIQUE	B	TECH			A	CDI
RESPONSABLE COMMERCIALE	B	ADM			A	CDI
ASSISTANT DE DIRECTION	C	ADM			A	CDI
AGENTS OCCUPANT UN EMPLOI NON PERMANENT (7)						
AGENT ENTRETIEN & MAINTENANCE	C	TECH			A	CDD
AGENT DE PROPRETE	C	TECH			A	CDD
AGENT D ACCUEIL	C	ADM			A	CDD
TOTAL GENERAL						

16

SERVICE PARC DES EXPOSITIONS

IV - ANNEXE	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

D - ARRETE - SIGNATURES

OFFICE DE TOURISME
13 bis, rue Victor Hugo
BP 30 553
33164 LA TESTE DE BUCH Cedex

Nombre de membres en exercice 12
Nombre de membres présents 9
Nombre de suffrages exprimés 10
VOTES : Pour 10
Contre 0
Abstentions 0

Date de convocation : ~~05/11/2020~~

Présenté par LE PRESIDENT ,

A LA TESTE DE BUCH , le 13 NOVEMBRE 2020

LE PRESIDENT ,

Délibéré par LES MEMBRES DU COMITE DE DIRECTION
, réuni en session ORDINAIRE

A LA TESTE DE BUCH , le 13 NOVEMBRE 2020

Les membres DU COMITE DE DIRECTION ,

Certifié exécutoire par LE PRESIDENT , compte tenu de la transmission en préfecture,
le
et de la publication le

A LA TESTE DE BUCH Le 13 NOVEMBRE 2020

Page : 17

Monsieur le Maire :
Merci Mme Othaburu,

Monsieur DEISS :
Une remarque sur la note de synthèse, on à une baisse des charges de personnel de plus de 30% et dans le même temps on a un effectif constant, est ce qu'il y a une explication à ça.

Madame OTHABURU :
Oui il y a un départ pas renouvelé, qui est le départ à la retraite du directeur de l'OT, départ à la retraite confondu, c'est-à-dire que l'effectif est constant, puisque le recrutement a été fait mais pas sur le budget 2020.
Le recrutement a été réalisé en 2020 mais la charge ne sera appliquée qu'en 2021, donc cela revient à un effectif constant.

Monsieur le Maire :
Oui, nous allons vous confirmer qu'au niveau de l'OT le recrutement de la directrice est fait elle va arriver le 1er février, elle se prénomme Astrid Zorzabalbere. Elle habite ici, 3 enfants, mariée, elle a les compétences qui correspondent, elle travaillera aussi avec Elisabeth qui est vice-présidente de l'OT.

Madame DELMAS :
J'aurai aimé connaitre son parcours professionnel,

Monsieur le Maire :
Je ne l'ai pas ici, mais vous viendrez nous vous le donnerons avec grand plaisir, pas en conseil municipal.

Madame DELMAS :
Mais il n'y a rien de confidentiel de parler de l'expérience de la personne, du moins pas plus que de dire qu'elle est mariée avec 3 enfants.

Monsieur le Maire :
Pas ici en conseil ce n'est pas l'objet, mais avec grand plaisir que nous vous donnerons ces renseignements.

Madame DELMAS :
Je suis surprise M le Maire, d'habitude vous êtes plus…. Sur les parcours professionnels et les raisons pour lesquelles …..

Monsieur le Maire :
Je ne les ai pas, c'est comme les piles il y a le plus et le moins, aujourd'hui c'est le moins.

Madame DELMAS :
Bien je prends note de votre invitation.

Madame PAMIES :
Juste pour donner un élément d'information, j'étais en classe avec Astrid, je me réjouis personnellement qu'elle soit directrice de l'OT

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,
Oppositions : pas d'opposition
Abstentions : pas d'abstention
Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. DAVET **DEL2020-12-522**

MISE EN ŒUVRE D'ASTREINTES FINANCIERES DANS LE CADRE DES INFRACTIONS D'URBANISME

———

Vu la loi n°2019- 1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu les articles L481-1 à L481-3 du Code de l'Urbanisme,

Mes chers collègues,

Considérant qu'en cas d'infraction ayant fait l'objet d'un procès-verbal, l'autorité compétente en matière de délivrance des autorisations d'urbanisme peut, après avoir invité l'intéressé à présenter ses observations, le mettre en demeure, dans un délai qu'elle détermine, de régulariser la situation, soit par des travaux de mise en conformité, soit par la sollicitation d'une autorisation d'urbanisme,

Considérant que cette mise en demeure peut être assortie d'une astreinte d'un montant maximal de 500 euros par jour de retard, étant précisé que le montant total des sommes en résultant ne pourra jamais dépasser 25 000 euros.

Considérant que ces astreintes doivent être modulées en fonction de la nature de l'infraction commise, des mesures et travaux prescrits par la mise en demeure, des conséquences de la non-exécution de la mise en demeure,

Considérant que le montant des astreintes journalières peut être défini de la manière suivante :

1. Travaux effectués sans autorisation et sans possibilité de régulariser par une autorisation d'urbanisme a posteriori : 500 euros
2. Travaux effectués sans autorisation mais régularisables : 400 euros
3. Travaux non conformes à l'autorisation d'urbanisme délivrée et non régularisables : 300 euros
4. Travaux non conformes à l'autorisation d'urbanisme délivrée mais régularisables : 200 euros.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 10 décembre 2020, de bien vouloir :

- ACCEPTER le principe de mécanisme d'astreintes financières dans le cadre des infractions d'urbanisme,

- FIXER ET APPROUVER le montant des astreintes financières.

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte s'y rattachant.

MISE EN ŒUVRE D'ASTREINTES FINANCIERES
DANS LE CADRE DES INFRACTIONS D'URBANISME

Note explicative de synthèse

La loi engagement et proximité du 27 décembre 2019 a modifié le code de l'urbanisme (articles L 481-1 à L481-3) afin de renforcer les sanctions en cas d'infraction dans les opérations de constructions.

Désormais, lorsque des travaux ou des aménagements sont entrepris ou exécutés en méconnaissance des règles d'urbanisme et qu'un procès-verbal de constat d'infraction est établi, le maire peut mettre en demeure l'intéressé, après échange contradictoire, soit de réaliser les travaux pour se mettre en conformité, soit de déposer une demande d'autorisation de régularisation. Cette faculté s'exerce indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées pour réprimer l'infraction constatée.

Le délai de la mise en demeure doit, par ailleurs, être suffisant pour que le contrevenant ait le temps de se mettre en conformité. Il peut être prolongé en cas de difficulté sans toutefois excéder une année.

Cette mise en demeure peut être assortie d'une astreinte, d'un montant maximal de 500 euros par jour de retard, étant précisé que le montant total des sommes en résultant ne pourra jamais dépasser 25 000 euros. La loi prévoit également que l'astreinte soit prononcée à tout moment après l'expiration du délai fixé par la mise en demeure.

Cette astreinte est recouvrée au profit de la commune. De plus, lorsque la mise en demeure est restée sans effet au terme du délai imparti, l'autorité compétente peut obliger l'intéressé à consigner entre les mains d'un comptable public une somme équivalant au montant des travaux à réaliser, qui sera restituée à l'intéressé au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites.

Le montant des astreintes doit être modulé en fonction :

- De la nature de l'infraction commise au départ,
- Des mesures et travaux prescrits par la mise en demeure,
- Des conséquences de la non-exécution de la mise en demeure.

L'astreinte est prise par arrêté. Elle court à compter de la date de notification de l'arrêté la prononçant et jusqu'à ce qu'il ait été justifié de l'exécution des opérations nécessaires à la mise en conformité ou des formalités permettant la régularisation.

Il est proposé au Conseil Municipal de fixer le montant des astreintes journalières de la manière suivante :

1. Travaux effectués sans autorisation et sans possibilité de régulariser par une autorisation d'urbanisme a posteriori : 500 euros
2. Travaux effectués sans autorisation mais régularisables : 400 euros
3. Travaux non conformes à l'autorisation d'urbanisme délivrée et non régularisables : 300 euros
4. Travaux non conformes à l'autorisation d'urbanisme délivrée mais régularisables : 200 euros.

La délibération a donc pour objet de :

– ACCEPTER le principe de mécanisme d'astreintes financières dans le cadre des infractions d'urbanisme

– FIXER ET APPROUVER le montant des astreintes financières.

Monsieur le Maire :
Lecture de la délibération,

Monsieur BERNARD :
Il s'agit bien d'un moyen nouveau qui est mis à disposition de l'autorité municipale de façon à, je dirai soigner ou améliorer, diminuer les infractions sur le territoire en matière d'urbanisme.
Depuis quelques années, pour des raisons qui sont très locales et notamment dans certaines zones de notre territoire ces incivilités ont plutôt tendances à croitre.
Pourquoi, sans doute c'est un comportement individuel, c'est du profil individuel, mais c'est aussi la réponse à la lenteur des processus administratif, notamment dès qu'il y a saisine du tribunal administratif.
Je pense que c'est un moyen répressif c'est une pénalité financière, mais je dois dire que ça s'inscrit dans une logique générale, qui est celui de la commune qui est une orientation qui va consister à améliorer le mieux vivre ensemble.
Le mieux vivre ensemble, c'est notre quotidien à tous, c'est le voisinage, et aussi la chasse à ceux qui ne respectent pas le voisinage.
C'est un outil parmi les autres, l'augmentation de la police municipale, l'augmentation des effectifs va y contribuer, l'engagement de toutes les compétences de l'urbanisme de nos services va y contribuer.
La nomination d'une personne assermentée va pouvoir effectuer et vérifier, y contribuer, et 2 axes importants qui sont à venir, les cadres règlementaires législatifs locaux, il y en a un, le PLU qui va être revu et voter j'espère dans les meilleurs délais et qui constituera une remise en forme d'un dispositif qui a vieilli et affecté par toutes les lois nationales à commencer par la loi Duflot qui a été la première déstructuration du PLU, ça va y contribuer.
Un groupe de travail important qui concerne le Pyla, qui est la volonté que nous avons de classer cette partie du territoire qui est celle que nous connaissons tous, un site remarquable à protéger.
Je voudrai insister la dessus ce n'est pas que du répressif, c'est un outil qui a une réactivité bien meilleure que les tribunaux, bien meilleur que le système judiciaire et qui je l'espère contribuera à ce que tout ce qui est écart volontaire ou involontaire on sait très bien qu'il y a des gens qui ne sont pas tout à fait honnêtes dans leurs dires, moi j'en suis très satisfait pour nous tous, pour notre mieux vivre collectif, c'est très important.

Monsieur le Maire :
Oui, nous y voyons là une manière de se faire respecter, ce qui n'était pas le cas, et j'ai toujours en tête les fameux arbres qui ont été coupés sur le Pyla, ils l'ont fait en toute connaissance de cause, et ils savaient qu'il n'y avait aucune impunité derrière, puisque cela partait au procureur de la république, et le procureur los d'une réunion à Arcachon nous disant que malheureusement elle avait d'autres sujets à traiter et que cela restait sans suite.
D'autant quand on disait que ça pouvait aller à 3 ans d'emprisonnement et 75 000€ d'amende, vous pensez si en coupant quelques arbres on risque ça.

Nous avons souhaité mettre ça en place, il faut que nous nous fassions respecter, dans tous les cas déjà la personne qui devait être assermentée, c'est Fabrice Petit, cela va se faire dans les jours qui viennent, il tourne sur la ville en permanence, non seulement il remarque parfois quelques anomalies du quotidien, mais il regarde surtout quand les permis ne sont pas respectés et nous comptons bien faire appliquer ça et que les gens sachent que l'on n'a pas le droit de tricher.
On leur donne un permis ils doivent respecter ce permis, il peut y avoir des erreurs, elles se rectifieront mais quand l'erreur est volontaire ils paieront et s'il faut aller jusqu'à 25 000, ils paieront et parfois avec une interdiction de terminer le chantier.

C'est ce que nous avons fait récemment sur 2 terrains où ils sont allés au-delà de leur autorisation en matière de permis, on a bloqué le chantier de construction, et ils ne construiront pas, tant pis c'est la règle.

Je voudrai profiter de ce moment là pour vous annoncer, une décision collégiale que nous avons pris ici, dans l'hyper centre de la Teste il ne sera signé aucun permis sur du collectif.
Nous avons décidé de ne signer aucun permis sur du collectif, c'est une décision, ne me demandez pas pendant combien de temps, nous allons dans un premier temps regarder comment se passe l'évolution de notre ville.
En ayant le plaisir d'être aujourd'hui au 3ème étage de l'hôtel de ville, j'ai la chance moi de voir le bon côté de la ville, mais quand je me tourne je ne vois pas toujours le bon côté.
Cette décision a été prise, car dans les premier mois nous avons été envahis par le monde de la construction, c'est une décision que nous avons pris car il y avait encore 3 immeubles qui étaient dans les cartons, nous ne signons plus aucun permis sur du collectif jusqu'à nouvel ordre.
Vous avez l'information, vous êtes les premiers à le savoir, nous attendions ce conseil pour l'annoncer de façon officielle, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme JECKEL **DEL2020-12-523**

BUDGET PRINCIPAL
Exercice 2020

Créances éteintes suite aux clôtures de procédures de Rétablissement Personnel Sans Liquidation judiciaire et insuffisance d'actifs

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi de finances rectificative n°2010-1658 et des décrets consécutifs, notamment l'article 55,
Vu l'instruction codificatrice numéro 11-022 du MO sur le recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,
Vu les courriers du Trésorier principal d'Arcachon en date du 29 octobre 2020 et du 03 novembre 2020,

Mes chers collègues,

Considérant les décisions du Tribunal de Commerce de Bordeaux en date du 20/08/2020, et du 15/10/2020, prononçant l'effacement des dettes de deux débiteurs à l'égard de la Ville dans le cadre de jugements de clôture pour insuffisance d'actif pour un montant de 552,90 €.

Je vous demande, mes chers collègues, après avis de la Commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, service à la population du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- **CONSTATER** l'effacement du solde des dettes correspondantes aux titres de recettes n°1120 et n°1623 de l'exercice 2018,

- **IMPUTER** cette dépense d'un montant total de 552,90€ à la nature 6542, fonction 01 du budget principal 2020 de la commune,

- **CHARGER** Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à ce dossier.

Constatation d'extinction de créances suite à des jugements de clôtures de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif
NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Conformément au principe de séparation entre l'ordonnateur et le comptable posé par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 (article L2343-1 du CGCT), le comptable de la commune est chargé seul et sous sa responsabilité d'exécuter les recettes, de poursuivre la rentrée de tous les revenus de la commune et de toutes les sommes qui lui sont dues.

Pour cela et conformément à l'instruction comptable n°11-022-MO en date du 16 décembre 2011, relative au recouvrement des recettes publiques des collectivités territoriales, en application de l'article 55 de la loi de finances rectificative n°2010-1658 et de ses décrets consécutifs, le comptable public dispose d'un panel de moyens amiables et contentieux à l'encontre des débiteurs de la commune.

Lorsque le comptable public, après avoir utilisé tous les moyens de poursuites à sa disposition, n'a pas pu mener à son terme le recouvrement des sommes dues, il est fondé à demander à la collectivité l'admission en non-valeur de ces sommes.

L'admission en non-valeur doit être prononcée par le Conseil Municipal sur présentation d'un état des sommes non recouvrées détaillant les noms des débiteurs, les montants, les motifs du non recouvrement.

Cette procédure correspond à un apurement comptable qui se traduit par une charge dans le budget au compte 654.

L'instruction comptable M14 fait la distinction depuis le 01 janvier 2012 entre les créances éteintes et les créances à admettre en non-valeur (poursuites sans effet, créances minimes, personnes disparues, …).

Les créances éteintes sont des créances qui restant valides juridiquement en la forme et au fonds mais dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Il s'agit notamment :

- Du prononcé d'un jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif (article 643-11 du code du commerce) ;
- Du prononcé de la décision du juge du Tribunal d'Instance de rendre exécutoire une recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (article L332-5 du code de la consommation) ;
- Du prononcé de la clôture pour insuffisance d'actif d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (article L332-9 du code de la consommation).

Par courrier en date du 29/10/2020 et du 03/11/2020, le trésorier municipal nous a informés de deux décisions de jugements du tribunal de commerce de Bordeaux, décidant l'effacement des dettes de deux débiteurs de la ville dans le cadre de clôtures pour insuffisance d'actif pour un montant cumulé de 552,90€.

Le tableau ci-dessous détaille le montant de la perte liée à ces jugements :

Objet	Lieu	Date du jugement	Type de jugement	Exercice	N°titre	Objet du titre de recettes	Montant créances éteintes
CREANCES ETEINTES 2020	Tribunal de commerce de Bordeaux	15/10/2020	Insuffisance d'actifs	2018	1120	TLPE 2018	390,00 €
		20/08/2020	Insuffisance d'actifs	2018	1623	TLPE 2018	162,90 €
				Total 2018			**552,90 €**
Total créances éteintes de la présente délibération							**552,90 €**

Il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir constater l'effacement de cette dette pour un montant de 552,90 €. Cette dépense est imputée à l'article 6542 « créances éteintes » du budget principal 2020.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Jeckel, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme GRONDONA **DEL2020-12-524**

COMITE DES ŒUVRES SOCIALES DES AGENTS DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS COMMUNAUX (COES)
Convention 2021

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2311-7 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le projet de convention ci-annexé,

Mes chers collègues,

Considérant que, comme chaque année, il convient d'adopter une convention avec le Comité des œuvres sociales des agents de la Ville de la Teste de Buch et des Etablissements publics communaux (COES), afin de continuer à formaliser les relations que la Ville entretient avec cette association,

Considérant que la Ville accorde au Comité des œuvres sociales son soutien financier par le biais d'une subvention, mais aussi un soutien en personnel, locaux et aides logistiques lorsque l'association organise des activités ou des manifestations,

Considérant qu'afin de permettre à cette association de remplir au mieux sa mission d'aide sociale auprès des agents communaux, il est proposé en accord avec les dirigeants du COES de renouveler cette convention,

Ainsi, il est notamment proposé d'attribuer une subvention annuelle de 116 665 € versée selon l'échéancier suivant :

- 15 mars : 25 % de la somme totale ;
- 30 juin : 50 % de la somme totale ;
- 15 novembre : 25 % de la somme totale.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la Commission Administration générale, relations humaines, finances et budgets, service à la population du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention ci-annexée qui définit les engagements réciproques de chacune des parties,
- INSCRIRE au budget la subvention de 116 665 € et prévoir les crédits correspondants,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe.
-

Renouvellement Convention COES 2021
Note explicative de synthèse

Le Conseil Municipal doit autoriser M. le Maire à renouveler la convention liant la Ville de La Teste de Buch et le Comité des œuvres sociales (COES) des agents de la Ville de la Teste de Buch et des Etablissements publics communaux (CCAS, EPIC Office de tourisme).

Cette convention formalise leurs relations, dans l'intérêt des agents concernés, pour une nouvelle période d'un an à compter du 1er janvier 2021.

La contribution de la Ville aux activités et aux charges du COES s'effectue sous forme de :

- participation financière, par le versement d'une subvention annuelle dont le montant pour l'année 2021 est de 116 665 € (cette subvention est versée selon le calendrier décrit dans l'article 9 de la convention) ;
- mise à disposition de personnel (un agent à temps plein) ;
- mise à disposition de locaux ;
- mise à disposition de matériel.

Pour sa part, l'association COES est tenue de transmettre à la Ville, chaque année, un bilan d'activités moral et financier, un compte de résultat ainsi qu'un rapport contenant les prestations versées aux agents et le nombre d'agents concernés.

Les engagements des deux parties ayant été respectés, il est proposé de renouveler la convention pour une nouvelle période d'un an.

CONVENTION 2021

Entre la Ville de La Teste de Buch
et le Comité des Œuvres Sociales de La Teste de Buch

ENTRE :

La Ville de La Teste de Buch, représentée par son Maire, Monsieur Patrick DAVET, ci-après dénommée « VILLE », habilité par délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2020.

D'une part,

ET :

Le Comité des Œuvres Sociales des Agents de la Ville de La Teste de Buch et des Etablissements publics communaux, constitué sous forme d'association loi 1901, déclarée à la Préfecture de la Gironde, et dont le siège est situé à l'Hôtel de Ville de la Teste de Buch – 33260 LA TESTE DE BUCH, représenté par son Président par intérim par décision du bureau du 17 septembre 2020, Monsieur Christophe BABILLOT, ci-après dénommé « COES ».

D'autre part.

EXPOSE

Le présent protocole a pour objet de déterminer d'un commun accord les moyens dont le Comité des Œuvres Sociales (COES) disposera pour mener à bien la mission qui lui revient, conformément à ses statuts et à la délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2020.

ARTICLE 1- CONTRIBUTION DE LA VILLE

Les contributions de la Ville aux activités et aux charges dudit COES sont fournies sous forme :

- de participation financière,
- de mise à disposition des locaux,
- de mise à disposition de matériel,
- de mise à disposition de personnel.

TITRE 1 – DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTENAIRES

ARTICLE 2 – PRESTATIONS MATERIELLES ET HUMAINES DE LA VILLE

La Ville s'engage à assurer la diffusion des informations du COES parmi le personnel actif bénéficiaire.

A cet effet, le service Courrier transmettra tous documents dans les mêmes conditions que ceux émanant des services municipaux ; les responsables et les chefs de service étant chargés de veiller à leur diffusion la plus large et la plus complète possible auprès des agents.

Pour sa part, le COES, avec l'aide logistique du service Courrier pour l'expédition, se charge de ces diffusions auprès des retraités.

La Ville s'engage à :

- aider le travail informatique du COES en fournissant les prestations nécessaires ;
- faciliter la participation des adhérents du COES aux assemblées générales statutaires ainsi qu'à l'élection des organes de direction du COES ;
- réserver un emplacement au COES sur des panneaux d'affichage dans l'ensemble des services ;
- transmettre par l'intermédiaire de la Direction des relations humaines le fichier mis à jour des agents municipaux ;
- suivant les besoins du COES, du personnel communal titulaire du BAFA pourra être mis à disposition de l'association pour encadrer les voyages et les sorties organisés pour les enfants des membres du COES ; la Ville s'engage à étudier toute demande ;
- la mise à disposition d'équipements et de matériels se fera selon les conditions et les règles de prêt Villes définies par la ville pour les associations testerines.

ARTICLE 3 – MISE EN ŒUVRE

La Direction des relations humaines, le service Informatique, le service Courrier et le service info-reprographie sont les supports logistiques du COES. Les demandes de travail à accomplir sont formulées par le COES auprès du Directeur général des services.

De même, les demandes du COES au service info-reprographie pour travaux et édition doivent être formulées auprès du service concerné sous couvert du Directeur général des services.

ARTICLE 4 – ÉQUIPEMENTS ET MATERIELS

Les équipements et matériels mis à disposition occasionnellement par la Ville, restent la propriété de la Ville. Ils lui reviennent en cas de dissolution dudit COES.

ARTICLE 5 – PERSONNELS

L'ensemble des moyens en matière de personnels mis à disposition du COES représente un poste à temps complet.
La mise à disposition d'un même agent ne pourra pas excéder une période de trois ans renouvelable une fois, soit six ans maximum.
Les agents ainsi mis à disposition ne pourront exercer de fonctions électives au sein du COES.
Leur temps de travail est géré par le COES et la Direction des relations humaines.

ARTICLE 6 – LOCAUX

Le COES dispose pour sa gestion et son organisation d'un bureau situé dans l'Hôtel de Ville, Esplanade Edmond Doré, équipé en postes informatiques, connexion Internet, téléphones et photocopieur/télécopieur.
L'association devra, chaque fin d'année, participer à la préparation budgétaire selon le même calendrier de préparation que les services municipaux notamment pour ses besoins prévisionnels en fournitures de bureau.

ARTICLE 7 – DROITS ET OBLIGATIONS DU COES

La liste des membres du Conseil d'Administration et des membres du Bureau est transmise à Monsieur le Maire de La Teste de Buch par le Président du Comité des Œuvres Sociales dès leur officialisation par le Conseil d'Administration.

La liste prévisionnelle des prestations accordées ainsi que les modalités d'attribution est transmise à la Ville.

A l'égard de la Ville, les membres du COES ne sont responsables que dans la limite du montant des fonds que le Conseil Municipal a alloué en faveur des personnels municipaux.

Ils sont responsables des dettes dans leurs rapports avec les tiers dans les conditions posées par le droit public et le droit privé.

ARTICLE 8 – TENUE DES COMPTES

Conformément à la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, le COES est tenu de transmettre à la Ville, chaque année, un bilan d'activité moral et financier, un compte de résultat ainsi qu'un rapport contenant les prestations versées aux agents et le nombre d'agents concernés. Ces documents devront être envoyés dans un délai de six mois à compter du dernier jour de l'exercice, clos le 31 décembre de chaque année.

Le COES est soumis au contrôle d'un expert-comptable. Ce dernier est choisi par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'Administration.

TITRE II – FINANCEMENT DU COES

ARTICLE 9 – SUBVENTION DE LA VILLE

La subvention est accordée dans le respect de la réglementation en vigueur en ce qui concerne la bonne utilisation des fonds publics.

Son attribution et son montant sont décidés, chaque année, par le Conseil Municipal au moment du vote du Budget.

La subvention pour l'année 2021 s'élève à 116 665 € et sera versée selon l'échéancier suivant :

- 15 mars : 25 % de la somme totale ;
- 30 juin : 50 % de la somme totale ;
- 15 novembre : 25 % de la somme totale.

TITRE III – CONDITIONS D'EXERCICE

ARTICLE 10 – AUTORISATION D'ABSENCE

Une autorisation d'absence est accordée aux administrateurs, élus, pour leur permettre de participer aux réunions de l'Assemblée Générale, du Conseil d'Administration, du Bureau, ainsi qu'aux audiences accordées par l'autorité administrative, à l'initiative de cette dernière sur simple présentation de leur convocation.

La durée de cette autorisation comprend, outre les délais de route et la durée personnelle de la réunion, un temps égal à cette durée pour permettre aux intéressés d'assurer la préparation et le compte-rendu des travaux.

Lors de l'élection du Conseil d'Administration, l'organisation, la régularité et la bonne tenue des scrutins sont confiées aux membres sortants. A ce titre, ils bénéficient d'une autorisation d'absence équivalente à une journée de travail.

Les membres du Conseil d'Administration bénéficient également d'une autorisation d'absence de cinq heures afin de leur permettre de préparer l'arbre de Noël des enfants du personnel.

De même, les agents sollicités pour participer aux différents groupes de travail bénéficient d'une autorisation d'absence signée par le chef de service.

Le Président, le Trésorier et le Secrétaire bénéficient en outre, pour les besoins de fonctionnement du COES, de décharges de services supplémentaires.
L'amplitude totale maximum de cette décharge spécifique est de deux jours par mois pour chaque agent, prises en fonction des besoins.
De plus, l'association bénéficie d'un crédit de neuf jours d'autorisations d'absence par mois attribués par le Président selon les besoins de l'association.

Ces décharges, à l'intérieur du même mois, peuvent être cumulées. Elles peuvent être reportées sur un autre mois, ou sur un tiers autorisé. Elles seront portées sur le planning de gestion du temps de travail, et transmises à la Direction des relations humaines.

ARTICLE 11 – MODALITÉS D'UTILISATION

Les absences, au titre de l'article 10, font l'objet d'une demande préalable d'autorisation adressée au chef de service par le Président du COES. Les élus du COES recevront dans le même temps une convocation signée par le Président de l'association, qu'ils remettront à leur chef de service.

L'autorisation est accordée suivant les nécessités de service. Un refus d'autorisation doit être expressément formulé dans les meilleurs délais.

ARTICLE 12 – FORMATION DES ÉLUS DU COES

Les deux parties conviennent de favoriser la promotion des agents et notamment la participation aux formations, dans le cadre du plan pluriannuel de formation des personnels municipaux, à la demande des élus du COES et correspondant à son objet social sur la base d'une autorisation d'absence d'une durée maximale de cinq jours par an et par personne retenue, et de prise en charge des frais.

Les formations supérieures à cinq jours seront étudiées attentivement lors de l'élaboration du plan. La demande devra être déposée de la Direction des Relations Humaines. Les conditions et délais à respecter sont les mêmes que pour les stages du CNFPT.

ARTICLE 13 – FRAIS DE DÉPLACEMENTS

Conformément aux dispositions des statuts du COES, des frais de mission pourront être attribués aux membres du conseil d'administration suivant les mêmes dispositions que celles régissant, par analogie, les agents de la Ville de la Teste de Buch.

ARTICLE 14 - DURÉE

La présente convention est établie pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2021.

Fait à La Teste de Buch, le ……...

Le Maire de La Teste de Buch,	**Le Président du Comité des Œuvres Sociales, par intérim**
Patrick DAVET	**Christophe BABILLOT**

Monsieur le Maire :
Merci Mme Grondona,

Madame PAMIES :
Simplement pour dire que nous sommes favorables pour la convention avec le COES et on soutient toutes les actions qu'il met en place pour les agents, juste une petite remarque concernant la convention, on n'a pas fait mention dans cette convention des actions qui sont mises en place ni même d'un tableau évolutif sur l'attribution du budget, si vous pouviez donner quelques détails,

Madame GRONDONA :
Qu'est-ce que vous entendez par détails,

Madame PAMIES :
Est-ce que pour l'attribution est ce qu'il y a plus de budget attribué ou …..

Monsieur le Maire :
Nous étions à 98 200 en 2019, 102 000 l'an dernier et 116 000 cette année nous sommes à 193€ par agent.

Madame PAMIES :
Inaudible ….

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme PLANTIER **DEL2020-12-525**

Exercice 2021 – Budget principal et budgets annexes

TARIFS PUBLICS

Mes chers collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-29 et L2331-2 à L2331-4,
Vu le tableau récapitulatif des tarifs publics ci-annexé,

Considérant la reconduction à l'identique de la plupart des tarifs et de l'augmentation modérée de certains tenant compte de l'évolution du taux de l'inflation,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal se prononcer sur le montant des tarifs municipaux,

Je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budget, services à la population du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- APPROUVER le tableau récapitulatif des tarifs publics et les conditions d'application pour l'année 2021.

TARIFS PUBLICS 2021 CONSEIL MUNICIPAL DU 18 DECEMBRE 2020		
OBJET	**TARIFS 2020**	**TARIFS 2021**
REPROGRAPHIE DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET DOCUMENTS D'URBANISME		
Tarification des photocopies : (frais d'expédition compris)		
Copie N&B A4	0,20	0,20
Copie N&B A4 Recto/verso	0,25	0,25
Copie N&B A3	0,35	0,35
Copie N&B A3 Recto/verso	0,50	0,50
Copie couleur A4	0,65	0,65
Copie couleur A4 Recto/verso	1,00	1,00
Copie couleur A3	1,25	1,25
Copie couleur A3 Recto/verso	1,90	1,90
Documents graphiques (format superieur à 42x29,7) le m²	6,50	6,50
Cédérom + boîte	10,00	10,00
La reproduction et la vente de documents administratifs et d'urbanisme pour un montant inférieur à 5 euros ne sont pas facturées		
ÉTAT CIVIL		
Cimetières :		
Vacations funéraires : FIXE	20,00	20,00
Dépositoire		
▪ 1er mois (gratuit 10 jours)	2,80	2,85
▪ 2ème mois	2,80	2,85
▪ 3 et 4ème mois	3,50	3,55
▪ 5ème au 12ème mois	6,50	6,60
Concessions funéraires :		
▪ Concessions temporaires 10 ans	115,00	116,00
▪ Concessions temporaires 30 ans		
2 corps	313,00	316,00
4 corps	485,00	490,00
6 corps	684,00	691,00
8 corps	883,00	892,00
▪ Concessions temporaires 50 ans		
2 corps	522,00	527,00
4 corps	808,00	816,00
6 corps	1 145,00	1 156,00
8 corps	1 471,00	1 486,00

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
▪ Columbarium et cavurne		
15 ans	617,00	623,00
30 ans	1 155,00	1 167,00
50 ans	1 491,00	1 506,00
Astreinte journalière	12,20	12,30
▪ Vente caveau repris :		
2 places + concession 50 ans	1165,00	1177,00
4 places + concession 50 ans	1773,00	1791,00
6 places + concession 50 ans	2427,00	2451,00
8/9 places + concession 50 ans	3080,00	3111,00
12 places + concession 50 ans	3724,00	3761,00

RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE		
Délibération du conseil municipal du 29 juillet 2020		
Commune de La Teste de Buch : établissements publics et privés	**Tarif applicable du 01/09/2019 au 31/08/2020**	**Tarif applicable du 01/09/2020 au 31/08/2021**
RESTAURATION SCOLAIRE		
	TVA (5,5%)	**TVA (5,5%)**
Repas Enfants (facturés par le prestataire dans le cadre de la DSP)	**HT et TTC**	**HT et TTC**
Quotient inférieur ou égal à 400	0,93 HT/0,98TTC	0,93 HT/0,98TTC
Quotient familial de 401 à 600, QF x 0,64 : 200 - 0,30	de 0,93 HT/ 0,98 TTC à 1,54 HT/1,62 TTC	de 0,93 HT/ 0,98 TTC à 1,54 HT/1,62 TTC
Quotient familial de 601 à 800, QF x 0,57 : 200 - 0,09	de 1,54 HT/1,62 TTC à 2,08 HT/2,19 TTC	de 1,54 HT/1,62 TTC à 2,08 HT/2,19 TTC
Quotient familial de 801 à 1000, QF x 0,81 : 200 - 1,05	de 2,08 HT/2,19 TTC à 2,84 HT/3,00 TTC	de 2,08 HT/2,19 TTC à 2,84 HT/3,00 TTC
Quotient familial de 1001 à 1100, QF x 0,7 : 100 - 4,00	de 2,84 HT/3,00 TTC à 3,51 HT/3,70 TTC	de 2,84 HT/3,00 TTC à 3,51 HT/3,70 TTC
Supérieur à 1100 et familles extérieures	3,51 HT/3,70 TTC	3,51 HT/3,70 TTC
Repas enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)	2,08 HT/2,19 TTC	2,08 HT/2,19 TTC
Repas maternelle non réservé	4,91 HT/5,18 TTC	4,91 HT/5,18 TTC
Repas élémentaire non réservé	5,14 HT/5,42 TTC	5,14 HT/5,42 TTC
Temps du repas pour enfants déclarés en PAI alimentaire (repas fourni par la famille et Temps facturé par la Ville)	TTC	TTC
Quotient inférieur ou égal à 400	0,51	0,51
Quotient familial de 401 à 600, QF x 0,24 : 200 + 0,03	de 0,51 à 0,75	de 0,51 à 0,75
Quotient familial de 601 à 800, QF x 0,23 : 200 + 0,06	de 0,75 à 0,98	de 0,75 à 0,98
Quotient familial de 801 à 1000, QF x 0,18 : 200 + 0,26	de 0,98 à 1,16	de 0,98 à 1,16
Quotient familial supérieur à 1000 jusqu'à 1100, QF x 0,28 : 100 - 1,64	de 1,16 à 1,44	de 1,16 à 1,44
supérieur à 1100 et familles exterieures	1,44	1,44
Temps de Repas pour enfant en PAI placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)	0,98	0,98

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
Repas adultes servis dans les écoles (facturés par le prestataire dans le cadre de la DSP)	**TVA (5,5%)**	**TVA (5,5%)**
Personnel municipal affecté dans les écoles	3,51 HT/3,70 TTC	3,51 HT/3,70 TTC
Enseignants, Personnel Inspection Académique, Parents d'élèves	5,15 HT/5,43 TTC	5,15 HT/5,43 TTC
PARTICIPATION VILLE A LA RESTAURATION MUNICIPALE (libre choix du plateau repas)	**TVA à 10% à partir du 1er septembre 2017**	**TVA à 10% à partir du 1er septembre 2017**
• Personnels ville - CCAS - stagiaires de l'enseignement (prise en compte des droits d'admission)	2,19 HT/ 2,41 TTC	2,19 HT/ 2,41 TTC
Repas adulte services publics autre que la ville et le CCAS	Pas de participation de la Ville	Pas de participation de la Ville

ACCUEIL PERISCOLAIRE		
Le Quotient Familial est celui attribué par la CAF et la MSA		
Délibération du conseil municipal du 29 juillet 2020		
Accueil périscolaire du matin	Du 01/09/219 au 31/08/2020	Du 01/09/2020 au 31/08/2021
Pour les familles résidant sur la commune		
Quotient familial égal ou inferieur à 400	0,46	0,46
Quotient familial de 400 à 1199 : QF x 0,00116	0,47 à 1,38	0,47 à 1,38
Quotient familial égal ou inferieur à 1200	1,39	1,39
Pour les familles extérieures	1,39	1,39
Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents bilologiques sont inconnus)	0,93	0,93
Accueil périscolaire du soir	Du 01/09/219 au 31/08/2020	Du 01/09/2020 au 31/08/2021
Pour les familles résidant sur la commune		
Quotient familial égal ou inferieur à 400	0,92	0,92
Quotient familial de 400 à 1199 : QF x 0,00231	0,93 à 2,76	0,93 à 2,76
Quotient familial égal ou inferieur à 1200	2,77	2,77
Pour les familles extérieures	2,77	2,77
pour un enfant déclaré en PAI alimentaire (sans goûter)		
Quotient familial égal ou inferieur à 400	0,74	0,74
Quotient familial de 400 à 1199 : QF x 0,00184	0,74 à 2,20	0,74 à 2,20
Quotient familial égal ou inferieur à 1200	2,21	2,21

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)	1,85	1,85
Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus) **et déclaré en PAI alimentaire**	1,47	1,47
Accueil du soir non reservé	5,00	5,00
•Séances Aide aux devoirs (avec goûter et accueil en periscolaire après la séance)	Du 01/09/2019 au 31/08/2020	Du 01/09/2020 au 31/08/2021
Pour les familles résidant sur la commune		
Pour les quotients inférieurs à 1200	2,04	2,04
Pour les quotients supérieurs ou égal à 1200	3,64	3,64
Pour les familles extérieures		
Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)	2,84	2,84
~~JEUNESSE~~ ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGERENT		
Le Quotient Familial est celui attribué par la CAF et la MSA		
Délibération du conseil municipal du 29 juillet 2020		
Accueils de Loisirs Sans Hébergement 3-12 ans	Du 01/09/2019 au 31/08/2020	Du 01/09/2020 au 31/08/2021
Pour les familles résidant sur la commune		
1/2 journée avec repas (matin ou après-midi) du mercredi, QF x 0,0075	2,25 à 9,00	2,25 à 9,00
Journée avec repas (mercredi et vacances), QF x 0,01	3,00 à 12,00	3,00 à 12,00
Pour les familles extérieures		
1/2 journée avec repas (matin ou après midi) du mercredi QF x 0,01125	3,38 à 13,50	3,38 à 13,50
Journée avec repas (mercredi et vancances) QF x 0,015	4,50 à 18,00	4,50 à 18,00
Pour les familles résidant sur la commune et exterieures		
1/2 journée (matin ou après midi) du mercredi pour enfant déclaré en PAI alimentaire (sans repas ni goûter) QF x 0,0066	1,98 à 7,92	1,98 à 7,92
journée du mercredi et des vacances pour enfant déclaré en PAI alimentaire (sans reps ni goûter) QF x 0,009	2,70 à 10,80	2,70 à 10,80
1/2 journée avec repas pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus .	6,75	6,75
journée avec repas pourenfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus	9,00	9,00
1/2 journée pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, et déclaré en PAI alimentaire si les revenus des parents biologiques sont inconnus.(sans repas ni goûter)	5,94	5,94
journée pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil et déclaré en PAI alimentaire si les revenus des parents biologiques sont inconnus.(sans repas ni goûter)	8,10	8,10

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
SECTEUR JEUNES 11-17 ans	Du 01/09/2019 au 31/08/2020	Du 01/09/2020 au 31/08/2021
Pour les familles résidant sur la commune		
Adhésion annuelle pour famille résidant sur la commune		
Qutient familial de 0 à 500	3,00	3,00
Qutient familial de 501 à 900	6,00	6,00
Qutient familial de 901 à 1200	9,00	9,00
Adhésion annuelle pour famille extérieures	15,00	15,00
Participation aux coûts des séjours - familles résidants sur la commune		
Qutient familial de 0 à 500	15,00%	15,00%
Qutient familial de 501 à 900	20,00%	20,00%
Qutient familial de 901 à 1200	30,00%	30,00%
Participation aux coûts des séjours - familles extérieures	40,00%	40,00%
Participation aux coûts des activités payantes - familles domiciliées sur la commune et extérieures	30,00%	30,00%
PETITS ARTICLES DE RESTAURATION		
Boissons 33 cl	1,00	1,00
Boissons 20 cl	0,50	0,50
Boissons chaudes	0,50	0,50
Soupes	0,50	0,50
Barres chocolatées	0,50	0,50
Sachets individuels de gâteaux	0,50	0,50
compotes individuelles	0,50	0,50

Peuvent bénéficier des tarifs communaux de la Restauration scolaire, de l'Aide aux devoirs, des Accueils périscolaires et des Accueils de loisirs sans hébergement les familles extérieures dont les enfants sont scolarisés en U.L.IS. dans les écoles Gambetta et Saint Vincent, et les familles en garde alternées quand l'un des parents est domicilié sur la commune et que l'enfant est inscrit dans une école de la commune.

SERVICE MUNICIPAL DE LA PETITE ENFANCE

Délibération du conseil municipal du 29 juillet 2020

PARTICIPATION FINANCIERE DES FAMILLES Annexe -1-		
Tarif d'urgence		
Multi accueil collectif et familial	**1,39/heure**	**1,39/heure**
Multi accueil Alexis Fleury	**1,44/heure**	**1,44/heure**

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
~~CENTRE SOCIAL MUNICIPAL~~ SERVICE VIE DES QUARTIERS		
Adhésion annuelle obligatoire pour participer aux activités L'adhésion est gratuite pour tous les bénévoles régulièrement impliqués dans une activité et les bénéficiaires de l'aide alimentaire. (Les conjoints doivent payer une adhésion individuelle).		
ADHESION :		
Famille	**18,50**	**19,00**
Famille monoparentale	**10,50**	**11,00**
Individuelle	**10,50**	**11,00**
ATELIERS - ACTIVITES - EVENEMENTS		
Atelier animé par un bénévole	gratuit pour le bénévole	gratuit pour le bénévole
Atelier cuisine et repas (par atelier et par personne)	**3,00**	**3,00**
Activités physiques et sportives animés par les éducateurs avec un prestataire (ex, tir à l'arc, paddle, tennis, bowling…)	**0,55**	**1,00**
Activités physiques et sportives avec un prestataire ex, tir à l'arc, paddle, tennis, bowling…(la séance)	**4,50**	**5,00**
Atelier d'arts créatifs	**3,00 par cycle d'activités spécifique**	**3,00**
Atelier poterie - céramique	**5,00 par trimestre**	**5,00**
Sortie au Cinéma - Grand Ecran de La Teste	**Adultes :4,00 + 2,00 si 3D** **Enfants jusqu'à 14 ans : 2,00 +2 si 3D**	**Adultes :4,00 + 2,00 si 3D** **Enfants jusqu'à 14 ans : 2,00 +2 si 3D**
Atelier informatique - (par trimestre)	**5,00**	**5,00**
Sortie Familles à la Piscine - Adultes	**2,50**	**2,50**
Sortie Familles à la Piscine - Enfants et Ados	**gratuit**	**gratuit**
Vide Greniers (le ML)	**2,50**	**3,00**
Vide Greniers Location de table	**2,00**	**2,00**
PETITE RESTAURATION dans le cadre des évènements : fêtes de quartier - fête du jeu - vide grenier…..		
Crêpes (les 3)- part de gâteau	**2,00**	**2,00**
Sandwich	**2,00**	**2,00**
Boisson (le verre)	**0,50**	**0,50**
BIBLIOTHEQUE - LUDOTHEQUE		
Ludothèque (Miquelots) Ateliers- Soirées jeux - prêt de jeux	**gratuit**	**gratuit**
Bibliothèque (Cazaux) Prêt de livres - Animations autour de la lecture et des livres	**gratuit**	**gratuit**

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE		
Accompagnement à la scolarité - maisons des habitants		12,00/an
SORTIES FAMILIALES ET INTERGENERATIONNELLES		
Journée à Bordeaux	5,00	5,00
AQUALIDAY	Tarifs calculés selon le coût de la sortie , il ne doit pas exéder le tiers du tarif réel de la place tarif de groupe pour les adultes	Les sorties 2021 ne sont pas encore définies elles seront définie avec le collectif famille. Tarifs calculées selon le coût dela sortie, il ne doit pas excéder le tiers du tarif réel de la place tarif de groupe adultes
A partir de 10 ans		
De 3 à 10 ans		
- de 3 ans		
KID PARC		
par personne		
- de 2 ans		
COCCINELLE		
par personne		
- de 2 ans		
GOLF		
REPAS SENIORS - ADULTES - ACCUEIL CAZAUX		
Revenu inférieur ou égal à l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées	5,00	Tarif unique 5,00
Revenu supérieur à l'ASPA et inférieur ou égal au SMIC	5,00	
Revenu supérieur au SMIC	5,00	
Tarif spécifique pour les invités	8,00	

SEJOURS FAMILLES

2020

6 tranches de QF	de 0 à 350€	de 351 à 450€	de 601 à 900€	de 901 à 1200€	1201€ et plus
Adultes	37 €	47 €	67 €	87 €	107 €
Adolescents 12/17 ans	33 €	43 €	63 €	83 €	103 €
enfants de 1 à 12 ans	15 €	20 €	30 €	40 €	50 €
enfants moins de 1 an	gratuit	gratuit	gratuit	gratuit	gratuit

2021

6 tranches de QF	de 0 à 350€	de 351 à 450€	de 601 à 900€	de 901 à 1200€	1201€ et plus
Adultes	37 €	47 €	67 €	87 €	107 €
Adolescents 12/17 ans	33 €	43 €	63 €	83 €	103 €
enfants de 1 à 12 ans	15 €	20 €	30 €	40 €	50 €
enfants moins de 1 an	gratuit	gratuit	gratuit	gratuit	gratuit

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
LAVERIE SOLIDAIRE		
Lavage - machine 18/20 kg (1 cycle)	3,00	3,00
Lavage - machine 8/9 kg (1 cycle)	2,00	2,00
Séchage - sèche linge 24 kg (cycle de 10 mm)	1,50	1,50
~~EPICERIE SOCIALE~~		
~~Tarifs des produits achetés au magasin Leclerc Arcachon~~	~~53% du prix de vente en magasin~~	Epicerie sociale transférée au CCAS le 1er janvier 2021
~~Tarif des produits issus de l'association Dons Solidaires~~	~~20% du prix de vente en magasin~~	
~~Tarifs des produits issus de la banque alimentaire~~	~~10% de la valeur mercuriale~~	
~~Tarifs des produits issus des dons alimentaires des commerces~~	~~10% de la valeur mercuriale~~	
POLE NAUTIQUE		
INSTALLATIONS FIXES - HALTE NAUTIQUE DE CAZAUX		
Tarifs à l'année :	**TTC**	
	Largeur <3m	**Largeur <3m**
• moins de 5 mètres	502,00	502,00
• de 5 à 5,99 m	561,00	561,00
• de 6 à 6,99 m	610,00	610,00
de 7 à 7,99m	657,00	657,00
• 8m et plus	755,00	755,00
	Largeur > ou = 3m	**Largeur > ou = 3m**
• moins de 5 mètres	558,00	558,00
• de 5 à 5,99 m	626,00	626,00
• de 6 à 6,99 m	690,00	690,00
de 7 à 7,99m	737,00	737,00
• 8m et plus	852,00	852,00
Tarifs pour 10 mois (sauf juillet et août)		
	largeur<3m	**largeur<3m**
• moins de 5 mètres	340,00	340,00
• de 5 à 5,99 m	378,00	378,00
• de 6 à 6,99 m	398,00	398,00
de 7 à 7,99m	445,00	445,00
• 8m et plus	510,00	510,00
	largeur > ou = 3m	**largeur > ou = 3m**
• moins de 5 mètres	373,00	373,00
• de 5 à 5,99 m	419,00	419,00
• de 6 à 6,99 m	462,00	462,00

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
de 7 à 7,99m	445,00	445,00
• 8m et plus	570,00	570,00
Tarifs pour 11 mois (sauf juillet ou août)		
	largeur <3m	**largeur <3m**
• moins de 5 mètres	426,00	426,00
• de 5 à 5,99 m	475,00	475,00
• de 6 à 6,99 m	510,00	510,00
de 7 à 7,99m	557,00	557,00
• 8m et plus	638,00	638,00
	largeur > ou = 3m	**largeur > ou = 3m**
• moins de 5 mètres	468,00	468,00
• de 5 à 5,99 m	526,00	526,00
• de 6 à 6,99 m	571,00	571,00
de 7 à 7,99m	619,00	619,00
• 8m et plus	716,00	716,00
Tarifs semestre 6 mois du 01/10 au 31/03		
	largeur <3m	**largeur <3m**
• moins de 5 mètres	282,00	282,00
• de 5 à 5,99 m	325,00	325,00
• de 6 à 6,99 m	349,00	349,00
de 7 à 7,99m	397,00	397,00
• 8m et plus	446,00	446,00
	largeur > ou = 3m	**largeur > ou = 3m**
• moins de 5 mètres	305,00	305,00
• de 5 à 5,99 m	348,00	348,00
• de 6 à 6,99 m	368,00	368,00
de 7 à 7,99m	417,00	417,00
• 8m et plus	466,00	466,00
Tarifs demi-tarif semestriel		
	largeur <3m	**largeur <3m**
• moins de 5 mètres	162,00	162,00
• de 5 à 5,99 m	184,00	184,00
• de 6 à 6,99 m	195,00	195,00
de 7 à 7,99m	218,00	218,00
• 8m et plus	244,00	244,00
	largeur > ou = 3m	**largeur > ou = 3m**
• moins de 5 mètres	172,00	172,00
• de 5 à 5,99 m	195,00	195,00
• de 6 à 6,99 m	205,00	205,00
de 7 à 7,99m	228,00	228,00
• 8m et plus	254,00	254,00
Tarifs pour une semaine :		
	largeur <3m	**largeur <3m**
• moins de 5 mètres	74,00	74,00
• de 5 à 5,99 m	84,00	84,00
• de 6 à 6,99 m	88,00	88,00

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
de 7 à 7,99m	98,00	98,00
• 8m et plus	112,00	112,00
	largeur >3m	**largeur >3m**
• moins de 5 mètres	83,00	83,00
• de 5 à 5,99 m	93,00	93,00
• de 6 à 6,99 m	103,00	103,00
de 7 à 7,99m	108,00	108,00
• 8m et plus	124,00	124,00
Tarifs pour 1 mois consécutif : location 3 mois maximum		
	largeur >3m	**largeur >3m**
• moins de 5 mètres	167,00	167,00
• de 5 à 5,99 m	173,00	173,00
• de 6 à 6,99 m	191,00	191,00
de 7 à 7,99m	221,00	221,00
• 8m et plus	254,00	254,00
	largeur > ou = 3m	**largeur > ou = 3m**
• moins de 5 mètres	186,00	186,00
• de 5 à 5,99 m	197,00	197,00
• de 6 à 6,99 m	208,00	208,00
de 7 à 7,99m	243,00	243,00
• 8m et plus	279,00	279,00
Tarif jour (maximun 3 jours)	17,00	17,00
Tarif week-end (du samedi matin au dimanche soir)	39,00	39,00
~~**Pénalité pour stationnement illégal dans la Halte**~~	91,00	Tarif à supprimer pas de moyen légal ,de faire respecter ce tarif
• Utilisation de la nacelle souléve personne (PMR)	Gratuit	Gratuit
• Utilisation de la borne de récupération des eaux noires et grises des bateaux (par jeton)	Gratuit	Gratuit
• Tarifs remplacement bouée pour défaut d'amarrage :149,00 TTC heure de plongée + bouée		
~~Pénalité~~ Frais d'enlèvement de bateaux ou épaves en situations irrégulières,enlèvement aux frais risques et périls du propriétaires: forfait de 275,00 TTC		
~~Pénalité~~ Frais de stokage : 104,00TTC		
INSTALLATIONS LEGERES - CORPS MORTS		
Organisation des zones de mouillage des bateaux de plaisance :		
Zones 21, 22, 23, 29 sud et 30 (pleine eau)		
< 5 m :		
1er mars au 31 octobre sauf 30 Sud	566,00	566,00
1er mai au 30 septembre	533,00	533,00

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
1er octobre au 30 avril (zones 21-22)	626,00	626,00
Juillet	373,00	373,00
Août	432,00	432,00
Juillet et Août	510,00	510,00
Tarif de passage à la semaine durant la période juillet août	140,00	140,00
Tarif de passage à la journée durant la période juillet août	29,00	29,00
Autres mois	247,00	247,00
Tarif de passage à la semaine durant autres mois	71,00	71,00
Tarif de passage à la journée durant autres mois	17,00	17,00
De 5 m à 7,99 m :		
1er mars au 31 octobre sauf 30 Sud	638,00	638,00
1er mai au 30 septembre	617,00	617,00
1er octobre au 30 avril (zones 21-22)	681,00	681,00
Juillet	433,00	433,00
Août	491,00	491,00
Juillet et Août	593,00	593,00
Tarif de passage à la semaine durant la période juillet août	167,00	167,00
Tarif de passage à la journée durant la période juillet août	32,00	32,00
Autres mois	271,00	271,00
Tarif de passage à la semaine durant autres mois	79,00	79,00
Tarif de passage à la journée durant autres mois	18,00	18,00
De 8 m à 11,99 m :		
1er mars au 31 octobre sauf 30 Sud	798,00	798,00
1er mai au 30 septembre	772,00	772,00
1er octobre au 30 avril (zones 21-22)	899,00	899,00
Juillet	550,00	550,00
Août	609,00	609,00
Juillet et Août	746,00	746,00
Tarif de passage à la semaine durant la période juillet août	214,00	214,00
Tarif de passage à la journée durant la période juillet août	39,00	39,00
Autres mois	343,00	343,00
Tarif de passage à la semaine durant autres mois	98,00	98,00
Tarif de passage à la journée durant autres mois	22,00	22,00
> 12 m :		
1er mars au 31 octobre sauf 30 Sud	936,00	936,00
1er mai au 30 septembre	892,00	892,00
1er octobre au 30 avril (zones 21-22)	1 030,00	1 030,00
Juillet	609,00	609,00
Août	670,00	670,00
Juillet et Août	877,00	877,00
Tarif de passage à la semaine durant la période juillet août	248,00	248,00

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
Tarif de passage à la journée durant la période juillet août	44,00	44,00
Autres mois	401,00	401,00
Tarif de passage à la semaine durant autres mois	115,00	115,00
Tarif de passage à la journée durant autres mois	24,00	24,00
Zones 21 et 22 dites "asséchantes"		
< 6 m :		
du 1er mars au 31 octobre	209,00	209,00
du 1er janvier au 31 décembre	263,00	263,00
Déplacement du bateau	268,00	268,00
Frais de garde du bateau au-delà de 48 heures (par jour)	75,00	75,00
STATIONNEMENT DES DERIVEURS LEGERS Domaine public Pyla/Mer		
Redevance saisonniere d'occupation d'un dispositif de rangement pour un dériveur léger	40,00	40,00
Déplacement d'un bateau occupant l'espace public sans titre	50,00	50,00
Gardiennage mensuel des bateaux ayant occupé l'espace public sans titre	100,00	100,00
STATIONNEMENT DES ANNEXES		
Redevance saisonniere d'occupation d'un dispositif de rangement pour une annexe	20,00	20,00
TRANSPORT DE PASSAGER CORPS-MORTS		
Titre de transport aller par personne	2,50	GRATUIT
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL POUR TRAVAUX		
Toute occupation déclarée du domaine public communal pour travaux par jour et par m² (unités entières) *	0,80	0,80
Toute occupation non déclarée du domaine public communal pour travaux (tarif n'excluant pas les poursuites pénales) ou dépassant les délais prévus lors de la demande d'autorisation - par jour et par m² (unités entières) *	2,00	2,00
Occupation du domaine public communal pour déménagement	gratuit	gratuit

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
Engins de levage (grues mobiles, camions grues...) - par jour et par unité *	80,00	80,00
Engins mobiles télescopiques (nacelles…) - par jour et par unité *	5,00	5,00
Installations sur voirie (bennes, containers, baraques de chantiers, bureaux provisoires (hors chantiers clôturés)…) - par jour et par unité *	15,00	15,00
Câbles électriques, conduites ou canalisations au sol - par jour et par ml *	1,00	1,00
Poteaux ou blocs béton - par jour et par unité *	2,00	2,00
Forfait complémentaire - Fermeture d'une voie - par demi-journée *	150,00	150,00
Forfait pour toute occupation non déclarée du domaine public communal ou dépassant les délais prévus lors de la demande d'autorisation (par les engins de levage, les engins mobiles télescopiques, les installations sur voirie, les câbles électriques, conduite ou canalisation au sol, les poteaux ou blocs béton) - par jour		90,00
Occupation du domaine public communal pour travaux pour le compte de la Ville	**GRATUIT**	**GRATUIT**
Occupation du domaine public communal pour un montant de redevance inférieur à 50 €	**GRATUIT**	**GRATUIT**
Occupation du domaine public communal dans le cas où une occupation est sollicitée plusieurs fois à une même adresse le cumul des redevances dues doit être inferieur à 50€	**GRATUIT**	**GRATUIT**
Interventions sur voies communales :		
bordures béton type 2 - le ml	6,50	6,50
bordures béton type A2	6,40	6,40
géotextile non tissé - le m²	1,00	1,00
béton de pose pour bordures - le m^3	122,00	122,00
béton balayé - le m^3	132,00	132,00
béton balayé - le m3	132,00	132,00
pavés béton - type 1 - épaisseur 0,06 (coloris saumon,) le m²	24,00	24,00
pavés béton - type 1 - épaisseur 0,06 (coloris rouge)- le m²	21,80	21,80
pavés béton - type 1 - épaisseur 0,06 (coloris sable)- le m²	24,00	24,00
calcaire le m²	5,10	5,10
réparation enrobé noir - mini 1 m² - maxi 3 m² - le m²	47,00	47,00
main d'œuvre /m² de pavés (pour information non facturé)	37,00	37,00
matériel /m² de pavés (pour information non facturé)	21,00	21,00
Plaque 3,60m x 2,40m de treillis soudé 6mm maille 20x20	20,60	20,60
Traitement des déblais de décaissement des trottoirs/ la tonne	51,00	51,00
Forfait déplacement livraison béton	122,40	122,40

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL		
Marchands ambulants :	par stand	
▪ à l'année, par mois	74,00	76,00
▪ saisonniers, forfait	715,00	736,00
Vente mobile de produits (par jour)	42,00	43,00
Cimetière communal : vente de fleurs (le m², par jour)	1,70	1,75
Etalage sur trottoir et voie publique:		
▪ Forfait annuel par m²	30,00	31,00
Panneaux, réclames, chevalets pub.:		
▪ forfait annuel	101,00	104,00
Terrasses à l'année:		
▪ ouvertes le m²/an	28,00	29,00
▪ couvertes ou fermées le m²/an	60,00	62,00
Térrasses saisonnières		
▪ ouvertes le m²	46,00	47,00
▪ couvertes ou fermées le m²/an	85,00	87,00
▪ Présentoirs (cartes postales, imp. Journaux), jardinières (forfait annuel)	66,00	68,00
KIOSQUE ALIMENTAIRE- Maché municipal (par an)	1200,00 par an	1200,00 par an
Jardinières décoratives (forfait annuel)	86,00	89,00
Taxis - forfait annuel	64,00	66,00
Commerces de plage saisonniers (par m² et par mois)	31,10	32,00
Clubs de plage (forfait)	584,20	601,00
Location d'engins de plage (par engin)	62,20	64,00
Stationnement de camions expositions ventes:		
▪ Cazaux (forfait par jour)	290,00	298,00
▪ Parking du Baou (forfait par jour)	460,00	472,00
Stationnement pour véhicules à grand gabarit parking Petit Nice		

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
La nuitée (de 23H00 à 06H00)	25,00	25,00
Forfait post stationnement	50,00	50,00
TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (par M² et par an)		
Délibération du conseil municipal du 24 septembre 2020		
DISPOSITIFS PUBLICITAIRES DE PRE-ENSEIGNES		
Dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques dont la superficie ≤ à 50 m²	15,40	15,40
Dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques dont la superficie est > à 50 m²	30,80	30,80
Dispositifs publicitaires et préenseignes numériques dont la superficie est ≤ à 50 m²	46,20	46,20
Dispositifs publicitaires et préenseignes numériques dont la superficie est > à 50 m²	92,40	92,40
ENSEIGNES		
Enseignes dont la somme des superficies est > à 7 m² et ≤ à 12 m²	15,40	15,40
Enseignes dont la somme des superficies est > à 12 m² et≤ à 50 m²	30,80	30,80
Enseignes dont la somme des superficies est > à 50 m²	61,60	61,60
Enseignes dont la somme des superficies est ≤ à 7m²	exonération	exonération
MARCHE MUNICIPAL LA TESTE DE BUCH		
Marché Intérieur (par an le m²)		
▪ Bancs tous commerces	7,00	7,20
▪ Réserves sèches	7,00	7,20
▪ Chambres froides	7,00	7,20
▪ Pénalités (par jour, au-delà de 10 absences par an)	50,00	50,00
Marchés extérieurs de La Teste et Cazaux (par jour le m2)		
Passagers		
octobre à avril	0,47	0,48
mai à septembre	1,17	1,20
Abonnés (le M² par nombre de présence hebdomadaire pour 11mois)	3,40	3,50
Banc mixte intérieur / extérieur (par mois le M²)	7,00	7,20

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE		
Plage Laouga Nord ("chez Loud")	2371,68 (12€/m²)	2371,68 (12€/m²)
Plage Laouga Sud ("chez juliette")	1 368,24 (12€/m²)	1 368,24 (12€/m²)
Plage de Larrouet (Halte Nautique "le Grand Zampano")	3509,28 (12€/m²)	3509,28 (12€/m²)
Plage de Larrouet (Halte Nautique "le Grand Zampano" extension)		
Esplanade Jean Labat ("la cazaute")	1602,00 (12€/m²)	1602,00 (12€/m²)
Rue Osmin Dupuy (Snack du camping du Lac"aux délices du lac")	1296,00 (12€/m²)	1296,00 (12€/m²)
Rue Osmin Dupuy (restaurant le Bô Site)	900,00 (12€/m²)	900,00 (12€/m²)
Rue Osmin Dupuy (restaurant le Voilier)	1932,72 (12€/m²)	1932,72 (12€/m²)
18 Chalets Centre Bonneval pour V.L.J	15 000,00	15 000,00
1 chalet Centre Bonneval : une partie de "Maracana" (veilleur de nuit Habitat Jeunes)	2 116,20	2 116,20
1 chalet Centre Bonneval : " Langoiran" (association Amis Chats)	**GRATUIT**	**GRATUIT**
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL POUR MANIFESTATIONS AU PYLA		
Exposition sur tables (le mètre linéaire par jour)	5,00	5,12
Déballage (le métre carré par jour)	1,40	1,43
CULTURE		
Manifestations culturelles diverses ABCDEFG		
CARTE DE FIDELITE : gratuite et valable pour 4 spectacles à reporter (tarif réduit à compter du 3ème spectacle acheté et entrée gratuite au 4ème spectacle) Pour les tarifs réduits le 4 ème spectacle est gratuit		
SPECTACLES TOUT PUBLIC(gratuit pour les moins de 12 ans)		
Plein tarif : TARIFS ADULTES		
A	10,00	10,00
B	12,00	12,00
C	15,00	15,00
D	20,00	20,00
E	25,00	25,00

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
G	30,00	30,00
TARIFS ADULTES REDUITS : ~~**CARTE CCAS®**~~ - groupes à partir de 10 pers -Iddac- carte Avignon Off -demandeurs d'emploi - les personnes bénéficiant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ASPA -du revenu de solidarité active RSA- les personnes handicapées titulaires de l'AAH - **les séniors (+ de 65 ans)**		
A	8,00	8,00
B	9,00	9,00
C	12,00	12,00
D	15,00	15,00
E	20,00	20,00
G	25,00	25,00
TARIFS JEUNES (scolaires à partir de12 ans et étudiants)		
A	5,00	5,00
B	6,00	6,00
C	9,00	9,00
D	12,00	12,00
E	15,00	15,00
G	20,00	20,00
TARIFS GROUPE ENFANTS (+ de 10)		
A	3,00	3,00
B	4,00	4,00
C	6,00	6,00
D	9,00	9,00
E	12,00	12,00
G	15,00	15,00
SPECTACLES JEUNE PUBLIC		
Le spectacle **TARIF F**		
Tarif unique adulte ou enfant	5,00	5,00
Groupe de + de 10 personnes	3,00	3,00
Groupe CCAS (supérieur à 10 enfants) gratuit pour les accompagnateurs	3,00/enfant	3,00/enfant
Enfants des Centres de loisirs de la Teste de Buch	GRATUIT	GRATUIT
CIRQUES et FETES DE PLEIN AIR		
Cirques et spectacles de plein air		
▪ grands cirques (par jour)	310,00	320,00
▪ caution grands cirques (par jour)	310,00	320,00
▪ petits cirques (<500 m²) par jour	103,00	106,00
▪ Marionnettes (- 100 pers.) par jour	51,00	53,00

OBJET	TARIFS 2020		TARIFS 2021	
▪ Forains et manèges - Fête de la Pentecôte				
Baraques (ml et pour la durée de la fête)	11,00		12,00	
Manèges enfants (forfait/pour la durée de la fête)	155,00		160,00	
Gros métiers (forfait/pour la durée de la fête)	210,00		220,00	
Autres Fêtes				
Baraques (ml et pour la durée de la fête)	26,00		27,00	
Manèges enfants (forfait/pour la durée de la fête)	520,00		540,00	
Gros métiers (forfait/pour la durée de la fête)	730,00		750,00	
BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE				
▪ Droits d'inscription	gratuit		gratuit	
▪ Droits d'inscription	gratuit		gratuit	
▪ Moins de 18 ans, plus de 60 ans bénéficiaire du ASPA, RSA	gratuit		gratuit	
▪ Vacanciers	gratuit		gratuit	
LA CENTRALE				
Droit d'inscription	gratuit		gratuit	
Consultation sur tous supports disponibles (imprimés, liseuses, tablettes et ordinateurs), emprunts, accès aux ateliers multimédia organisés au Point Cyb et aux ateliers de créations numériques programmés dans l'espace numérique, accès à la salle de conférences et de projections, utilisation des salles de travail partagé.	gratuit		gratuit	
Mise à dsiposition au profit des ASSOCIATIONS ayant un savoir, une expertise à transmettre dans le domaine artistique et culturel ainsi que dans celui des cultures numériques.	gratuit		gratuit	
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE - Inscriptions - Tarifs annuels				
	COBAS	**HORS COBAS**	**COBAS**	**HORS COBAS**
Cours pour enfants et étudiants (- de 26 ans)				
Formation musicale + instrument + pratique collective				
pour le 1er enfant	95,00	215,00	95,00	215,00
pour le 2ème enfant	80,00	185,00	80,00	185,00
pour le 3ème enfant	70,00	165,00	70,00	165,00
pour le 4ème enfant et suivant	60,00	155,00	60,00	155,00

OBJET	TARIFS 2020		TARIFS 2021	
Deuxième instrument et pour chaque instrument supplémentaire pratiqué	50,00	110,00	50,00	110,00
~~**CARTE CCAS ***~~				
~~Préparation de l'option "Musique" au BAC~~	45,00	95,00		
Eveil musical seul	45,00	95,00	45,00	95,00
Cours pour ADULTES				
Cours collectifs :	95,00	215,00	95,00	215,00
Cours individuels de pratique instrumentale :	175,00	255,00	175,00	255,00
Deuxième instument et pour chaque instrument supplémentaire	100,00	150,00	100,00	150,00
Atelier vocal adultes ~~et/ou culture musicale (1)~~	45,00	95,00	45,00	95,00
~~*(1) Frais d'inscription dus pour les élèves pratiquant uniquement cette discipline*~~				
Cours individuels de pratique instrumentale pour les membres de l'Orchestre d'Harmonie de La Teste de Buch, du Big du conservatoire de l'Ensemble instrumental du Pays de Buch du conservatoire	95,00	95,00	95,00	95,00
BIG BAND ou Ensemble instrumental du pays de Buch	45,00	95,00	45,00	95,00
~~**CARTE CCAS ***~~				
Concerts du Conservatoire				
• Adultes	gratuité	gratuité	gratuité	gratuité
• Membres de l'APEC	gratuité	gratuité	gratuité	gratuité
• Élève du conservatoire de musique- scolaires et étudiants	gratuité	gratuité	gratuité	gratuité
Location instruments				
• Caution	230,00	230,00	230,00	230,00
• Location instruments	85,00	85,00	85,00	85,00
possibilité de paiement fractionné -à parts égales dès 60€ (1er versement avant fin novembre - 2ème versement avant fin février)				
THEATRE CRAVEY - Location				
Location de la salle (la prestation)	1 000,00		1 000,00	
Location pour les associations testerines	1Gratuité /an		1Gratuité /an	
Mise à disposition des techniciens	500,00		500,00	
Mise à disposition du matériel technique	500,00		500,00	

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
LOCATION DE SALLES CULTURELLES		
1gratuité par an pour les associations de la commune		
Salle d'Exposition 6BIS ART -salle le Garage(par semaine)		
En saison juillet-août	120,00	120,00
Hors saison	80,00	80,00
Salle d'Exposition la SOURCE (par semaine)		
En saison juillet-août	120,00	120,00
Hors saison	80,00	80,00
Salle d'Exposition contigüe à la mairie du PYLA (par semaine)		
En saison juillet-août	GRATUIT(manque de com pour les expos de 2019)	120,00
Hors saison	GRATUIT(manque de com pour les expos de 2019)	80,00
GALERIE DU PILAT (pour 7 jours consécutifs)		
En saison juillet-août	GRATUIT(manque de com pour les expos de 2019)	120,00
Hors saison	GRATUIT(manque de com pour les expos de 2019)	80,00
Matériels d'exposition (par semaine)		
En saison juillet-août	GRATUIT(manque de com pour les expos de 2019)	40,00
Hors saison	GRATUIT(manque de com pour les expos de 2019)	40,00
Salle d'exposition Cravey (par semaine)		
En saison juillet-août	100,00	100,00
Hors saison	60,00	60,00
PRÊT DE SALLES CULTURELLES		
~~**Cabane Le PIOU**~~ ~~Salle à vocation culturelle ou patrimoniale (associations ou institutions)~~	gratuit	gestion service vie associative à partir du 01/01/2021
Le ZIK ZAC Salle destinée à la diffusion de spectacles programmés par le service culture et par les associations culturelles. Cette salle accueille également des cours de théatre,chant, danse et musique.	gratuit	gratuit

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
VIE ASSOCIATIVE		
LOCATION DE SALLES :		
Salle de Réceptions BONNEVAL: (120 personnes)		
Salle de Réceptions (avec utilisation de la cuisine) :		
• Particuliers résidents sur la commune :		
Utilisation pour une journée (en semaine)	310,00	310,00
Utilisation pour le week-end	620,00	620,00
• Associations locales :	2 gratuités/an	2 gratuités/an
Utilisation pour une journée (en semaine)	414,00	414,00
Utilisation pour le week-end	413,00	413,00
• Entreprises ayant le siège social de leurs activités sur la commune :		
Utilisation pour une journée	520,00	520,00
• Particuliers résidents hors de la commune :		
Utilisation pour le week-end	988,00	988,00
Utilisation en salle de réunion (sans la cuisine) :		
• Associations locales :		
Dans le cadre de leurs activités ou assemblées générales	2 gratuités/an	2 gratuités/an
Utilisation pour une journée	146,00	146,00
• Membre titulaire du personnel municipal en activité :		
Utilisation pour le week-end	294,00	294,00
MAISON DES ASSOCIATIONS: salle et bureau		
• Institutions pédagogiques, Associations locales pour activités ou Assemblées Générales	gratuité	gratuité
• Organismes privés, syndics pour assemblées générales des copropriétés :		
Utilisation pour une journée	80,00	80,00
Utilisation pour la demi-journée	44,00	44,00

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
Salle de réunions de l' AMASSADA :		
• Institutions pédagogiques, Associations locales pour activités ou Assemblées Générales	2 gratuités/an	2 gratuités/an
• Organismes privés, syndics pour assemblées générales des copropriétés :		
Utilisation pour une journée (en semaine)	107,00	107,00
Utilisation pour la demi-journée	63,00	63,00
Salle MAUGIS : (100 personnes)		
Particuliers résidents sur la commune :		
Utilisation pour le Week-end	534,00	534,00
Associations locales :	2 gratuités/an	2 gratuités/an
Utilisation pour une journée (en semaine)	180,00	180,00
Utilisation pour le Week-end	358,00	358,00
Entreprises ayant le siège social de leurs activités sur la commune		
Utilisation pour une journée	451,00	451,00
Particuliers résidents hors de la commune:		
Utilisation pour le Week-end	862,00	862,00
Salle de réunions sans la cuisine (100 personnes)		
Institutions pédagogiques, Associations locales pour activités ou Assemblées Générales	2 gratuités/an	2 gratuités/an
Organismes privés, syndics pour assemblées générales des copropriétés :	146,00	146,00
Tarif forfaitaire	172,00	172,00
Cabane Le PIOU (80 personnes)		
Associations locales dans le cadre de leurs activités ou assemblées générales		2 gratuités/an
Salle des fêtes de Cazaux : (200 personnes)		
• Associations locales :	2 gratuités/an	2 gratuités/an
Utilisation pour une journée (en semaine)	391,00	391,00
• Habitants de la Commune :		
Utilisation pour une journée (en semaine)	391,00	391,00

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
Utilisation pour le week end	645,00	645,00
▪ Particuliers résidents hors de la commune		
Utilisation pour le week-end	996,00	996,00
▪ Entreprises ayant le siège social de leurs activités sur la commune :		
Utilisation pour une journée (en semaine)	487,00	487,00
▪ Membre titulaire du personnel municipal en activité :		
Utilisation pour le week end	391,00	391,00
Salle des Association Mairie de CAZAUX (98 personnes)		
uniquement pour les associations Testerines :utilisation pour assemblées générales, réunions.....	gratuité	gratuité
Salle du SCRABBLE Mairie de CAZAUX (19 personnes)		
uniquement pour les associations Testerines :utilisation pour assemblées générales, réunions.....	gratuité	gratuité
Salle La Cabane du Lac à Cazaux (20 personnes)		
uniquement pour les associations Testerines :utilisation pour assemblées générales, réunions	gratuité	gratuité
Cercle Culturel Pierre Dignac (Pyla) : (140 personnes)		
▪ Institutions pédagogiques et Associations locales :	2 gratuités/an	2 gratuités/an
Utilisation pour une journée	214,00	214,00
Utilisation pour une demi-journée (maxi 4 heures)	108,00	108,00
▪ Associations locales, habitants de la Commune :		
utilisation pour une journée (en semaine)	214,00	214,00
Utilisation pour le week-end	416,00	416,00
▪ Membre titulaire du personnel municipal en activité :		
Utilisation pour une journée	126,00	126,00

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
Salle PRESTIGE du Champs de courses de l'Hippodrome		
(Pour des événements culturels, des expositions, des réunions publiques et des rassemblements associatifs ou professionnels ainsi que des séminaires d'entreprises)		
La journée jusqu'à 19H00 (sans gardiennage)	250,00	250,00
La journée au-delà de 19H00 (avec gardiennage)	640,00	640,00
Tarifs de location de matériel uniquement pour les associations		
Prêt de matériel aux associations Testerines	2 gratuités/an	2 gratuités/an
stand 3x3	24,00	24,00
tente 4x5	33,00	33,00
tente 8x5	58,00	58,00
tente 8x16 avec montage	275,00	275,00
parquet pour tente 8x16 avec montage	275,00	275,00
table	3,00	3,00
chaise	1,00	1,00
bancs	2,00	2,00
barrière	3,00	3,00
podium roulant	552,00	552,00
▪ Valeur de remplacement en cas de matériel détérioré ou manquant		
stand 3x3	1041,00	1041,00
tente 4x5	2816,00	2816,00
tente 8x5	4010,00	4010,00
tente 8x16	10313,00	10313,00
parquet pour tente 8x16	12588,00	12588,00
table	186,00	186,00
chaise	34,00	34,00
bancs	68,00	68,00
barrière	85,00	85,00
podium roulant	23947,00	23947,00
SPORTS		
Location des installations sportives Tarifs horaires		
Plaine Gilbert MOGA		
▪ terrain d'honneur piste	30,00	30,00
. terrain d'honneur + piste+ éclairage	35,00	35,00

OBJET	TARIFS 2020	TARIFS 2021
• terrains annexes	20,00	20,00
• plaine sportive	20,00	20,00
• terrain base-ball	20,00	20,00
• vestiaire supplémentaire	10,00	10,00
• terrain de beach (volley, soccer)	20,00	20,00
Stade J. de Grailly		
• terrain d'honneur	30,00	30,00
• terrain annexe	20,00	20,00
• vestiaires supplémentaires	10,00	10,00
Stade de Cazaux		
• terrain d'honneur	30,00	30,00
• terrain Clavier 1	20,00	20,00
• terrain Clavier 2	20,00	20,00
• terrain Clavier 3	20,00	20,00
• vestiaires supplémentaires	10,00	10,00
Salle Etienne Turpin & vestiaires	50,00	50,00
Salle Pierre de Coubertin	50,00	50,00
Salle du Clavier	20,00	20,00
Coubertin - Dojo	50,00	50,00
Maison des associations		
Escrime	40,00	40,00
Tennis de Table	30,00	30,00
Danse	30,00	30,00
* **Annexe - 2** - Gratuité en faveur des clubs locaux, comités, ligues, fédérations ou collectivités territoriales		
En cas d'événements exceptionnels : une convention d'occupation spécifique sera signée avec les organisateurs.		
SALLE DE MUSCULATION - TARIF ASSOCIATIF		
• Tarif associatif est exclusivement réservé aux associations sportives testerines (Attestation du président du club testerin faisant foi)		
Tarif association jeunes moins de 18 ans (interdit aux moins de 16 ans)	gratuit	gratuit
Tarif Trimestriel	30,00	30,00

OBJET	TARIFS 2020		TARIFS 2021	
Tarif semestriel	50,00		50,00	
Tarif annuel (sur 10 mois 1/2 -Fermeture du 15/07 au 15/08 et du 24/12 au 02/01)	95,00		95,00	
▪ Location de la salle de musculation aux associations exterieures à la ville, pour stage sportif	50,00 de l'heure		50,00 de l'heure	
CAP 33				
Séances de découvertes (toutes activités)	gratuit		gratuit	
Inscriptions aux tournois (toutes activités)	2,00		2,00	
SERVICE PREVENTION				
Mise à disposition de matériel incendie aux associations testerines :				
Prêt du matériel	gratuit		GRATUIT	
coût du remplacement : (si équipement non restitué ou détérioré)	HT	TTC	**HT**	**TTC**
Extincteur 6 L à eau pulvérisée - recharge	14,74	17,69	14,74	17,69
Extincteur 6 L à eau pulvérisée - neuf	39,90	47,88	39,90	47,88
Extincteur 9 L à eau pulvérisée - recharge	14,74	17,69	14,74	17,69
Extincteur 9 L à eau pulvérisée - neuf	41,90	50,28	41,90	50,28
Extincteur 6 kg poudre - recharge	21,27	25,52	21,27	25,52
Extincteur 6 kg poudre - neuf	40,05	48,06	40,05	48,06
Extincteur 9 kg poudre - recharge	26,17	31,40	26,17	31,40
Extincteur 9 kg poudre - neuf	45,53	54,64	45,53	54,64
Extincteur 2 kg CO^2 - recharge	39,90	47,88	39,90	47,88
Extincteur 2 kg CO^2 - neuf	48,60	58,32	48,60	58,32
Chariot de transport extincteurs	165,00	198,00	165,00	198,00
Mise à disposition de matériel de secours aux associations testerines :				
Prêt du matériel	gratuit		GRATUIT	
coût du remplacement : (si équipement non restitué ou détérioré)	HT	TTC	**HT**	**TTC**
Défibrillateur entièrement automatisé - réparations	sur devis			
Défibrillateur entièrement automatisé - neuf	1 625,00	1 950,00	1 625,00	1 950,00
Paire d'électrodes adulte	51,00	61,20	51,00	61,20
Sacoche de transport	72,00	86,40	72,00	86,40

ANNEXE -1-

Etablissements Petite Enfance

Fixation du prix du tarif d'urgence en l'absence de ressources familiales connues

La circulaire CAF n°2014-009 stipule dans l'article 4.2 (principe de la facturation en cas d'accueil d'urgence) :

« Concernant l'accueil d'urgence, les ressources de la famille n'étant pas toujours connues, la structure peut, dans le cas de ressources inconnues, appliquer indifféremment le tarif plancher défini par la C.N.A.F. ou un tarif fixe. Ce dernier est défini annuellement par le gestionnaire. Il correspond au montant total des participations familiales facturées sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente. ».

L'application d'un tarif fixe moyen pour chaque établissement a été retenu depuis 2015 par le gestionnaire. Il est peu utilisé car les familles accueillies en urgence dans les établissements d'accueil du jeune enfant de La Teste de Buch ont la plupart du temps des justificatifs de ressources ou un numéro d'allocataire CAF qui permet de retrouver leurs ressources sur le site CDAP.

Les tarifs sont habituellement votés en début d'année, au regard de l'exercice de l'année N-1, comme exigé par la CNAF.

Ainsi au conseil municipal du 29 juillet dernier les tarifs 2020 ont été votés, basés sur l'année 2019 :

- Multi accueil Collectif et Familial : **1,39 €**
- Multi accueil Alexis Fleury : **1,44 €**

ANNEXE 2

TARIFS DE LOCATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES DANS LE CADRE DE L'ANNEXE 2

GRATUITÉ EN FAVEUR :

➢ Des clubs locaux :

- dans le cadre de leurs entraînements et de leurs compétitions officielles ou amicales,

- dans le cadre des stages qu'ils organisent.

➢ Des Comités, Ligues, Fédérations ou Collectivités Territoriales :

- Invités par la commune et proposant des compétitions ou animations ayant un intérêt médiatique pour la commune de LA TESTE DE BUCH,

- Invités par un club local :

a) dans le cadre de ses créneaux d'entraînement,

b) dans le cadre de créneaux autres que ses créneaux habituels d'entraînement, à condition :

- que les installations sportives soient disponibles,

- qu'une convention soit établie entre le club et le Comité, la Ligue ou la Fédération devant préciser :

d'une part les conditions d'accès des membres du club au stage,

d'autre part, le bénéfice sportif à destination du club local.

Dans tous les cas, des demandes de gratuité seront effectuées par courrier arrivé en mairie :

- au moins un mois à l'avance pour les stages,

- en fonction de la réglementation en vigueur pour les manifestations sportives accueillant du public.

Monsieur le Maire :
Merci, Mme Plantier, tout à l'heure on a évoqué l'évolution pour la police municipale, mais on lui a donné aussi aujourd'hui des charges en matière de civilité, vous avez vu ce que c'était l'autre jour l'insécurité, quand on vous tire dessus, sur le poste de la police municipale.

En matière d'incivilité on a fait une première campagne d'avertissement dans certaines rues de la teste pour que les gens ne se garent plus sur les trottoirs, il y a eu des papiers distribués sur les parebrises et boites aux lettres ensuite il y a eu un deuxième passage où il y a eu des PV qui ont été dressés. Ça c'est pour les habitants, on met toujours la notion de respect, d'autorité, mais dans les tarifs nous avons instauré une pénalité journalière de 90€ par jour pour toute occupation non déclarée du domaine public pour les engins. Quand ils font des travaux ils ne se garent pas sur les trottoirs, l'autre jour rue Gustave Loude il y avait tout un tas d'engins sur les pistes, donc eux nous allons leur expliquer que ce n'est plus possible, si en plus c'est des entreprises qui viennent de l'extérieur ça fera rentrer de l'argent directement.
Aujourd'hui il faut respecter des règles, l'Etat nous demande de ne pas sortir après 20h, il faut que tout le monde ait des règles.
Après on a considéré que dans le cadre de l'équité la salle d'expositions de Pyla qui était gratuite on l'a fait payante, ce sont les grandes lignes, sinon nous avons maintenu globalement les tarifs.

Madame MONTEIL-MACARD :
Précisément vous parlez des 2 salles d'expositions à Pyla, si nous avions fait la gratuité c'est tout simplement qu'à une époque, nous n'avons pas pu fournir les affiches pour les expositions, et les artistes étaient obligés de faire leurs affiches et cartons d'invitation, donc en parallèle nous avions pris la décision de faire une gratuité.
Malheureusement j'ai peur que de faire payer 120€ à un artiste il y est un peu moins d'expo.
A ce sujet que va devenir le Pylart' book, cela fait 3 ans qu'il existe, et répertorie plus de 80 artistes par an. Est-ce qu'il va perdurer ?

Monsieur le Maire :
Inaudible

Madame POULAIN :
Vous parliez de gratuité de la salle parce que les artistes faisaient eux même leurs affiches, et leurs invitations, il y avait toujours la gratuité sauf que maintenant c'était nous qui faisions toute leur communication, publication et notamment le Pylart'book, qui est un livre qui n'est que pour le Pyla , sauf que dans la Teste il n'y a pas que les 2 salles du Pyla, il y a également la Galerie du théâtre Cravey, la Source, le 6 Bis Art.
Donc on va mutualiser l'ensemble de ces salles d'expositions et comme la Source est payante, nous faisons aussi payer l'ensemble des salles de la commune, et le Pylart'book ne sera pas reconduit, on ne fera plus ce livre qui était uniquement pour le Pyla, distribué uniquement là-bas et qui n'était que pour les artistes du Pyla, je pense que cela faisait beaucoup entre la gratuité et le livre….

Madame MONTEIL-MACARD :
Juste rectifier, il n'était pas uniquement pour les artistes du Pyla, des artistes de l'étranger, de la France entière qui venaient exposer et il n'était pas fait que pour les pylatais, il était fait à la demande des artistes, après 12 ans de réflexion la première exposition a été faite avec Titouan Lamazou, et petit à petit les artistes sont venus à Pyla et nous ont demandé de faire 2 salles et d'essayer de les aider car ils ne voulaient pas forcement venir à la Source qui n'est pas passante, difficile de stationner, et c'est à la demande des artistes que nous avons favorisé ces 2 salles à Pyla.

Monsieur le Maire :
La Source qui n'était pas passante… ce n'est pas vous qui l'avez faite ?
Aujourd'hui on veut mettre de l'équité, les gens qui venaient à Pyla, soit parce qu'il avait une gratuité, ou ils n'avaient pas trouvé de place à New York, mais on n'a pas dit que ça s'applique uniquement aux pylatais, aujourd'hui c'est l'ensemble et ceux qui arrivent de l'extérieur ils se confondront à tout ça, ils devront cotiser au même titre que ceux qui viennent à la Source.
Vous venez de le dire ceux qui viennent à la Source ils sont pénalisés parce que c'est moins passant, il faudra qu'ils paient aussi.

Madame MONTEIL-MACARD :
Non la Source ce n'est pas la même clientèle.

Madame POULAIN :
Juste rajouter que 120€ pour les artistes qui exposent au Pyla , donc pour eux 120€ par rapport à tout ce qu'il peuvent vendre comme œuvres, en ces périodes en effet c'est très compliqué pour la culture, j'en suis consciente mais je pense que cela ne va pas trop grever leur séjour et les expositions qu'ils peuvent faire tout le longs de l'année au Pyla.

Madame MONTEIL-MACARD :
Dans ces cas-là on se permettra de vous demander de faire un point en fin d'année pour savoir combien d'artistes sont inscrits dans les salles.

Madame POULAIN :
Pas fin 2021, puisque nous faisons tout ce qui était programmé… sont programmés des artistes jusqu'au mois de décembre 2021, là se seront les mêmes conditions, c'est à partir de 2022 qu'il y aura ces nouvelles conventions et cette uniformisation des salles de la Teste.

Madame DELMAS :
Dans les modifications de tarifs j'ai rien contre, c'est nouveau il y a la gratuité de la navette corps morts,

Monsieur le Maire :
Oui, bonne remarque j'ai oublié de vous le dire, en fait parce qu'elle nous rapporte 3000€ et elle nous coûte beaucoup plus, administrativement c'est lourd, à 2,50€ le trajet on a considéré que nous pouvions nous en passer.

Madame DELMAS :
Le budget annexe corps morts est largement excédentaire.

Monsieur le Maire :
Absolument, c'est la note que nous confirme M Brunet, d'ailleurs c'est lui qui a proposé.

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme PLANTIER **DEL2020-12-526**

DECISION MODIFICATIVE N°3
EXERCICE 2020
BUDGET PRINCIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1612-1 à L1616-20 et L 2311-1 à L 2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 modifiée précisant les règles de la comptabilité publique et de présentation du budget et de ses modifications à compter du 01/01/2020 ;

Vu la délibération du 21 novembre 2019 prenant acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire ;

Vu le budget primitif pour l'exercice 2020 pour le budget principal et ses trois budgets annexes adoptés le 17 décembre 2019,

Vu la délibération du 29 juillet 2020 relative à l'affectation des résultats pour le budget principal et les 3 budgets annexes,

Vu le budget supplémentaire pour l'exercice 2020 pour le budget principal et les 3 budgets annexes adoptés le 24 septembre 2020,

Vu la décision modificative n°2 pour l'exercice 2020 pour le budget principal adoptée le 20 novembre 2020,

Mes chers collègues,

Considérant la demande formulée par Madame la Trésorière d'Arcachon le 03 décembre 2020,

Considérant que ces budgets sont votés au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement, sans chapitres "opérations d'équipement" et sans vote formel pour chacun des chapitres.

Considérant que la Décision Modificative n°3 du budget principal pour l'exercice 2020 s'équilibre en dépenses et en recettes de la façon suivante :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
OPERATIONS REELLES			
Chapitre 022 : Dépenses imprévues	0,00	Chapitre 013 : Atténuation de charges	0,00
Chapitre 011 : Charges à caractère général	0,00	Chapitre 70 : Produits des services	25 150,00
Chapitre 012 : Charges de personnel	0,00	Chapitre 73 : Impôts et taxes	114 029,00
Chapitre 014 : Atténuation de produits	12 829,00	Chapitre 74 : Dotations et participations	0,00
Chapitre 65 : Charges de transferts	0,00	Chapitre 75 : Autres prod. de gestion courantes	9 900,00
Chapitre 66 : Charges financières	0,00	Chapitre 76 : Produits financiers	0,00
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	136 250,00	Chapitre 77 : Produits exceptionnels	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**149 079,00**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**149 079,00**
OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION			
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement	0,00		
Chapitre 042 : Autres opérations d'ordre	0,00	Chapitre 042 : Autres recettes d'ordre	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	**0,00**	**Total des recettes d'ordre de fonctionnement**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**149 079,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**	**149 079,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
OPERATIONS REELLES			
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	0,00	Chapitre 16 :Emprunts et autres dettes	0,00
Chapitre 10 : Dotations	0,00	Chapitre 10 : Dotations (hors 1068)	0,00
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	0,00		
Chapitre 204 : Subventions d'équipement	0,00	Chapitre 13 : Subventions	0,00
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	0,00	Chapitre 024 : Produits de cessions	0,00
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	0,00	Chapitre 23 : Immobilisations en cours	0,00
Chapitre 27 : Autres prêts	0,00	Chapitre 27 : Autres prêts	0,00
Opérations individualisées	0,00	Opérations individualisées	0
Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers	0,00	Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement	**0,00**	**Total recettes réelles d'investissement**	**0,00**
OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION			
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00	Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00
OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION			
		Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00
Chapitre 040 : Autres opérations d'ordre	-	Chapitre 040 : Autres recettes d'ordre	0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement (de section à section)	**0,00**	**Total des recettes d'ordre d'investissement (de section à section)**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE**	**0,00**

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- EXAMINER les différents chapitres qui constituent le budget principal,

- ADOPTER la décision modificative n°3 du budget principal dans son ensemble, conformément à la répartition décrite ci-dessus,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération

DECISION MODIFICATIVE N°3
EXERCICE 2020 - BUDGET PRINCIPAL
Note explicative de synthèse

Le budget primitif 2020 du budget principal a été voté le 17 décembre 2019. Depuis cette date ce budget a été modifié deux fois, le 24 septembre 2020 dans le cadre du budget supplémentaire et le 20 novembre 2020 dans le cadre de la Décision Modificative n°2.

Aujourd'hui, nous vous proposons d'ajuster pour la troisième fois cet exercice, les crédits ouverts au budget principal dans le cadre de la décision modificative n°3.

Cette dernière décision modificative impacte exclusivement les mouvements réels. Elle se décompose par section comme suivant :

I. En section de fonctionnement :

A) En recettes :

a) Les recettes réelles de fonctionnement augmentent de **149 079 €**.

Cette variation des recettes correspond à la valorisation des dégrèvements accordés dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19 et à la restitution de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement :

- **Chapitre 70 / Produits des services, du domaine : + 25 150€** correspondant aux abattements accordés en matière d'occupation du domaine public,
- **Chapitre 73 : Impôts et taxes : +114 029 €,**

  correspondant à :
  - la régularisation du dégrèvement accordé au titre de la TLPE pour un montant de 63 000€ (compte 7368),
  - la régularisation du dégrèvement accordé aux commerçants du marché municipal au titre des droits de places du marché pour un montant de 38 200€ (compte 7336),
  - la régularisation d'un trop perçu de taxes additionnelles aux droits d'enregistrement pour un montant de 12 829€ (compte 7381).
- **Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante : + 9 900 €,** correspondant à la régularisation du dégrèvement accordé au titre des loyers (compte 752).

B) En dépenses :

a) Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de **149 079 €.**

Cette hausse des charges se décompose comme suit :

- **Chapitre 67 : charges exceptionnelles : + 136 250 €** correspondant à la régularisation du dégrèvement accordé par les délibérations n° 2020-07-216 et 2020-07-197 du 29 juillet 2020 au compte 6718.
- **Chapitre 014 : atténuation de produits : +12 829 €**

  correspondant à la restitution des trop perçus de taxes additionnelles aux droits d'enregistrement au compte 7398.

Cette décision modificative majore les crédits de la section de fonctionnement du budget principal pour l'exercice 2020 de 149 079 € du budget voté antérieurement.

II. <u>En section d'investissement :</u>

La section d'investissement n'est pas impactée par cette décision modificative.

La délibération a donc pour objet de :

- EXAMINER les différents chapitres qui constituent le budget principal,
- ADOPTER la décision modificative n°3 du budget principal dans son ensemble,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération.

<u>Monsieur le Maire :</u>
Merci Madame Plantier,

<u>Monsieur BOUDIGUE :</u>
Je voulais en profiter pour saluer la trésorière d'Arcachon qui est ici présente et je la remercie de nous donner toutes ses directives.

<u>Monsieur le Maire :</u>
Nous passons au vote,

<u>Oppositions :</u> pas d'opposition

<u>Abstentions</u> : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme PLANTIER **DEL2020-12-527**

DECISION MODIFICATIVE N°2
EXERCICE 2020
BUDGET ANNEXE PARC DES EXPOSITIONS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1612-1 à L1616-20 et L 2311-1 à L 2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 modifiée précisant les règles de la comptabilité publique et de présentation du budget et de ses modifications à compter du 01/01/2020 ;

Vu la délibération du 21 novembre 2019 prenant acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire ;

Vu le budget primitif pour l'exercice 2020 pour le budget principal et ses trois budgets annexes adoptés le 17 décembre 2019,

Vu la délibération du 29 juillet 2020 relative à l'affectation des résultats pour le budget principal et les 3 budgets annexes,

Vu le budget supplémentaire pour l'exercice 2020 pour le budget principal et les 3 budgets annexes adoptés le 24 septembre 2020,

Mes chers collègues,

Considérant la demande formulée par Madame la Trésorière d'Arcachon le 03 décembre 2020,

Considérant que ces budgets sont votés au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement, sans chapitres "opérations d'équipement" et sans vote formel pour chacun des chapitres.

Considérant que la Décision Modificative n°2 du budget annexe parc des expositions pour l'exercice 2020 s'équilibre en dépenses et en recettes de la façon suivante :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
OPERATIONS REELLES			
Chapitre 022 : Dépenses imprévues	0,00	Chapitre 013 : Atténuation de charges	0,00
Chapitre 011 : Charges à caractère général	0,00	Chapitre 70 : Produits des services	0,00
Chapitre 012 : Charges de personnel	0,00	Chapitre 73 : Impôts et taxes	0,00
Chapitre 014 : Atténuation de produits	0,00	Chapitre 74 : Dotations et participations	0,00
Chapitre 65 : Charges de transferts	0,00	Chapitre 75 : Autres prod. de gestion courantes	22 000,00
Chapitre 66 : Charges financières	0,00	Chapitre 76 : Produits financiers	0,00
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	22 000,00	Chapitre 77 : Produits exceptionnels	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**22 000,00**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**22 000,00**
OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION			
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement	0,00		
Chapitre 042 : Autres opérations d'ordre	0,00	Chapitre 042 :Autres recettes d'ordre	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	**0,00**	**Total des recettes d'ordre de fonctionnement**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**22 000,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**	**22 000,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
OPERATIONS REELLES			
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	0,00	Chapitre 024 : Produits de cessions	0,00
Chapitre 10 : Dotations	0,00	Chapitre 10 : Dotations (hors 1068)	0,00
Chapitre 20 :Immobilisations incorporelles	0,00	Chapitre 13 : Subventions	0,00
Chapitre 204 : Subventions d'équipement	0,00	Chapitre 16 :Emprunts et autres dettes	0,00
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	0,00	Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	0,00
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	0,00	Chapitre 23 : Immobilisations en cours	0,00
Opérations individualisées	0,00	Chapitre 27 : Autres prêts	0,00
Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers	0,00	Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement	**0,00**	**Total recettes réelles d'investissement**	**0,00**
OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION			
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00	Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00
OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION			
		Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00
Chapitre 040 : Autres opérations d'ordre	0,00	Chapitre 040 : Autres recettes d'ordre	0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement	**0,00**	**Total des recettes d'ordre d'investissement**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE**	**0,00**

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- EXAMINER les différents chapitres qui constituent le budget annexe parc des expositions,
- ADOPTER la décision modificative n°2 du budget annexe dans son ensemble, conformément à la répartition décrite ci-dessus,
- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération.

DECISION MODIFICATIVE N°2
EXERCICE 2020 - BUDGET ANNEXE PARC DES EXPOSITIONS
Note explicative de synthèse

Le budget primitif 2020 du budget annexe Parc des Expositions a été voté le 17 décembre 2019. Depuis cette date ce budget a été modifié une fois, le 24 septembre 2020 dans le cadre du budget supplémentaire.

Aujourd'hui, nous vous proposons d'ajuster pour la deuxième fois cet exercice, les crédits ouverts au budget annexe parc des expositions dans le cadre de la décision modificative n°2.

Cette dernière décision modificative impacte exclusivement les mouvements réels. Elle se décompose par section comme suivant :

III. En section de fonctionnement :

C) En recettes :

a) Les recettes réelles de fonctionnement augmentent de **22 000 €**.

Cette variation des recettes correspond à la valorisation du dégrèvement accordé dans le cadre de la crise sanitaire de la COVID-19 :

- **Chapitre 75 : autres produits de gestion courante : + 22 000 €,** correspondant à la régularisation du dégrèvement et figurant au compte 757 « redevance versée par les fermiers et les concessionnaires ».

D) En dépenses :

b) Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de **22 000 €.**

Cette hausse des charges se décompose comme suit :

- **Chapitre 67 : charges exceptionnelles : + 22 000 €** correspondant à la régularisation du dégrèvement accordé par délibération du 29 juillet 2020 au compte 6718 « Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion ».

Cette décision modificative majore les crédits de la section de fonctionnement du budget annexe parc des expositions pour l'exercice 2020 de 22 000 € du budget voté antérieurement.

IV. En section d'investissement :

La section d'investissement n'est pas impactée par cette décision modificative.

La délibération a donc pour objet de :

- EXAMINER les différents chapitres qui constituent le budget annexe parc des expositions,
- ADOPTER la décision modificative n°2 du budget annexe Parc des expositions dans son ensemble,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Plantier, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme PETAS **DEL2020-12-528**

TRANSFERT DE L'EPICERIE SOCIALE DE LA VILLE AU C.C.A.S

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1321-1 et suivants ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles pris notamment en ses articles L 123-4 et suivants et R123-3 ;

Vu la délibération n°2019-06-253 du 5 juin 2019,

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 17 décembre 2020 ;

Vu le projet de convention de mise à disposition de bien ci-annexé,

Mes chers collègues,

Considérant que le service communal Centre social est constitué, d'une part, des trois structures d'accueil de proximité anciennement dénommées « Maison des habitants » et, d'autre part, de l'Epicerie sociale dans laquelle est également intégrée la distribution de l'aide alimentaire gratuite cogérée avec le C.C.A.S,

Considérant que l'Epicerie sociale a pour mission principale de permettre à des personnes rencontrant des difficultés financières de trouver un soutien et un accompagnement grâce d'une part à l'accès à des produits d'alimentation, d'hygiène et d'entretien de consommation courante à des tarifs réduits ; et d'autre part à un accompagnement social individuel et collectif, tels que l'animation d'ateliers cuisine et vie quotidienne,

Considérant le nouveau projet d'organisation des services impliquant la transformation du service Centre social en service « Vie des Quartiers »,

Considérant le caractère intrinsèquement social des services prodigués par l'Epicerie sociale, il convient de transférer l'activité de cette dernière au C.C.A.S,

Considérant que ce transfert de compétence entraîne, de plein droit, le transfert du patrimoine et des agents affectés,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- ACCEPTER le principe du transfert par la Ville de La Teste de Buch de l'activité de l'Epicerie sociale au C.C.A.S. à compter du 1er janvier 2021,

- ACTER de la transmission de l'ensemble des droits et obligations liés à l'exercice de cette compétence ; et notamment le patrimoine, le personnel et l'ensemble des contrats,

- AUTORISER le C.C.A.S. à se substituer, par voie d'avenant si nécessaire, à la Ville de La Teste de Buch dans tous les contrats, marchés ou conventions, nécessaires à la continuité et fonctionnement de l'activité de l'Epicerie sociale,

- APPROUVER le procès-verbal de transfert des biens ci-annexé,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ce procès-verbal,

- APPROUVER le projet de convention de mise à disposition des biens ci-annexé,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte relatif à l'exécution de la présente délibération.

TRANSFERT DE L'EPICERIE SOCIALE DE LA VILLE AU C.C.A.S.

Note explicative de synthèse

Le Centre Communal d'Action Sociale de La Teste de Buch (C.C.A.S.) est un Etablissement Public Administratif régi par les dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles, qui a pour mission d'animer et de coordonner, sur le territoire communal, la mise en œuvre des politiques sociales à destination des familles, des enfants, des personnes âgées ou encore de nos concitoyens les plus fragiles. En tant qu'établissement public, il dispose de compétences propres, personnalité juridique, existence administrative et financière distincte : Il dispose ainsi de son budget propre ainsi que son conseil d'administration.

Depuis plusieurs années, la Ville de La Teste de Buch et le C.C.A.S. œuvrent ainsi ensemble à l'amélioration du quotidien des Testerins, en apportant de nouveaux services aux familles, à la jeunesse et aux séniors.

L'animation sociale dans les quartiers est une volonté politique forte sur le territoire qui s'est traduite par la création de points rencontres dès 1998, structurés en centre social en 2006 lui-même rattaché au C.C.A.S.

Un centre social est selon la Circulaire n°2012-013 de la CNAF « un lieu de proximité à vocation globale, familiale intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale ; Il est ouvert à l'ensemble de la population à qui il offre un accueil, des activités et des services ; par là même il est en capacité de déceler les besoins et les attentes des usagers et des habitants. C'est un lieu de rencontre et d'échange entre les générations, il favorise le développement des liens familiaux et sociaux ».

Le Centre social est actuellement constitué d'une part des trois structures d'accueil de proximité anciennement dénommées « Maison des habitants » et d'autre part de l'Epicerie sociale dans laquelle est également intégrée la distribution de l'aide alimentaire gratuite cogérée avec le C.C.A.S.

Par délibération en date du 5 juin 2019, l'activité du Centre social avait été intégralement transférée du C.C.A.S. à la Ville.

L'Epicerie sociale a pour mission principale de permettre à des personnes rencontrant des difficultés financières de trouver un soutien et un accompagnement grâce d'une part à l'accès à des produits d'alimentation, d'hygiène et d'entretien de consommation courante à des tarifs réduits ; et d'autre part à un accompagnement social individuel et collectif, tels que l'animation d'ateliers cuisine et vie quotidienne visant à travailler à l'inclusion sociale des bénéficiaires.

Dans le cadre du nouveau projet d'organisation des services, la transformation du centre social en service « Vie des Quartiers et le caractère intrinsèquement social des services prodigués par l'Epicerie sociale, il convient de transférer l'activité de cette dernière au C.C.A.S. à compter du 1er janvier 2021.

Le transfert de la compétence « Epicerie sociale » entraîne le transfert du patrimoine et des agents affectés. L'activité de l'Epicerie sociale représente actuellement deux agents à temps complet et une structure sise 12 bis rue du Parc de l'Estey, le tout pour un volume financier d'environ 120 000 € annuels.

Le patrimoine mobilier dont la Ville est actuellement soit propriétaire soit gestionnaire devra faire l'objet d'une intégration ou réintégration dans le patrimoine du C.C.A.S. ainsi que les amortissements. Conformément à l'article L1321-2 du CGCT la remise de ces biens a lieu à titre gratuit du fait du transfert de compétence. Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal comprenant le tableau détaillé de l'ensemble des biens, établi contradictoirement entre la Ville et le C.C.A.S., qui précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et qui figure en annexe 1 au projet de délibération.

Le patrimoine immobilier affecté, le bâtiment sis 12 bis rue du Parc de l'Estey fera l'objet d'une convention de mise à disposition au profit du C.C.A.S. (projet de convention joint en annexe 2).

Conformément aux dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M14, l'intégration ou la réintégration des biens s'opère par l'affectation. Ces biens et leurs amortissements seront affectés à l'actif du patrimoine du C.C.A.S. Pour le retour des biens qui avaient été mis à disposition, ces derniers seront désaffectés du patrimoine de la Ville. Les opérations d'affectation et désaffectation s'effectuent par opération d'ordre non budgétaire. Elles ne nécessiteront donc pas d'inscription budgétaire.

Le C.C.A.S. se substituera à la Ville dans tous les contrats, marchés ou conventions nécessaires au fonctionnement et à la gestion du service. Cette substitution doit être autorisée par l'assemblée, tout comme la signature du procès-verbal de transfert des biens.

Concernant le personnel, deux agents à temps complet sont concernés par ce transfert, ce transfert se fera dans le strict respect des engagements, pratiques et modes de gestions mis en œuvre jusqu'ici par la Ville. Elle s'effectuera à effectifs constants et sans incidence pour les personnels transférés qui ont la garantie de la neutralité de ces changements sur leurs situations individuelles. Et que les dispositions générales propres aux ressources humaines feront l'objet de délibérations et conventions dédiées dont il appartiendra à l'assemblée d'en approuver les termes

La délibération a donc pour objet de :

- ACCEPTER le principe du transfert par la Ville de La Teste de Buch de l'activité de l'Epicerie sociale au C.C.A.S.
- ACTER de la transmission de l'ensemble des droits et obligations liés à l'exercice de cette compétence ; et notamment le patrimoine, le personnel et l'ensemble des contrats.
- AUTORISER le C.C.A.S. à se substituer, par voie d'avenant si nécessaire, à la Ville de La Teste de Buch dans tous les contrats, marchés ou conventions, nécessaires à la continuité et fonctionnement de l'activité de l'Epicerie sociale.
- APPROUVER le procès-verbal de transfert des biens ci-annexé
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ce procès-verbal
- APPROUVER le projet de convention de mise à disposition des biens ci-annexé.
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte relatif à l'exécution de la présente délibération.

Procès-verbal de transfert des biens relatifs à la compétence « Epicerie sociale » de la Ville de La Teste de Buch au C.C.A.S. de La Teste de Buch

Entre les soussignés

Et

La **Commune de La Teste de Buch**, représentée par son Maire Monsieur Patrick DAVET, dont les bureaux sont situés en l'Hôtel de Ville 1 Esplanade Edmond Doré à La Teste de Buch, dûment habilité à signer le présent procès-verbal par délibération du Conseil municipal en date du 18 décembre 2020

ci-après désignée la Ville,

Le **Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.)** de La Teste de Buch représenté par sa Vice-Présidente Madame Brigitte GRONDONA, dont les bureaux sont situés 12 rue du Parc de l'Estey à La Teste de Buch, dûment habilitée à signer le présent procès-verbal par délibération du Conseil d'administration en date du 22 décembre 2020

ci-après désigné le C.C.A.S.,

Vu,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1321-1 et suivants,

- La délibération du Conseil municipal de La Teste de Buch en date du 18 décembre 2020 relative au transfert de la compétence Epicerie sociale du C.C.A.S. à la Ville,

- La délibération du Conseil d'administration du C.C.A.S. en date du 22 décembre 2020 relative au transfert de la compétence Epicerie sociale du C.C.A.S. à la Ville, et ses modalités de mise en œuvre,

PREAMBULE :

Considérant la décision du transfert de la compétence Epicerie sociale de la Ville au C.C.A.S. résultant du nouveau projet d'organisation des services, la transformation du centre social en service « Vie des Quartiers » et le caractère intrinsèquement social des services prodigués par l'Epicerie sociale.

En vertu des dispositions de l'article L.1321-1 les biens à caractère mobilier ou immobilier et utilisés pour l'exercice des compétences transférées sont mis de plein droit à disposition du C.C.A.S. Un procès-verbal établi contradictoirement précise la consistance, la situation juridique, l'état de ces biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

En vertu de l'article L.1321-2, le transfert est réalisé à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit.

C'est pourquoi, en application desdites dispositions, les parties ont entendu constater le transfert des biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée par la Ville au C.C.A.S.

Ces éléments étant exposés, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet :

Par le présent procès-verbal, la Ville de La Teste de Buch, met à la disposition du C.C.A.S. de La Teste de Buch, qui l'accepte, l'ensemble des biens, équipements et matériels nécessaires à l'exercice de la compétence Epicerie sociale.

Article 2 – Consistance, état et situation juridique des biens mobiliers :

Les biens transférés sont désignés en annexe au présent procès-verbal.

Article 3 - Modalités du transfert :

Conformément à l'article L.1321-2 du CGCT le transfert est réalisé à titre gratuit et ne donne lieu à aucune indemnité, droit ni taxe.

Article 4 – Date d'effet :

La mise à disposition des biens relatifs à la compétence centre social prend effet le 1er janvier 2021.

Article 5 – Charges et conditions :

Le C.C.A.S. assume depuis la date énoncée dans l'article 4 l'ensemble des droits et obligations du propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion, assure le renouvellement des biens mobiliers, autorise l'occupation des biens et en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Article 6 – Litiges :

Pour tout litige relatif à l'application du présent procès-verbal, la Ville de La Teste de Buch et le C.C.A.S. conviennent de saisir le représentant de l'Etat dans le département avant tout recours contentieux éventuel.

Fait à La Teste de Buch Le	A La Teste de Buch Le
Pour la Ville,	Pour le C.C.A.S.,
Le Maire de La Teste de Buch	La Vice-Présidente du C.C.A.S.
Patrick DAVET	Brigitte GRONDONA

ANNEXE :

ETAT ET SITUATION JURIDIQUE DES BIENS : ETAT DES IMMOBILISATIONS AFFECTEES

IMPUTATION	EXERCICE	N°INVENTAIRE CCAS	N°INVENTAIRE VILLE	OBJET	DUREE	VALEUR HISTORIQUE	AMORT 2013	AMORT 2014	AMORT 2015	AMORT 2016	AMORT 2017	AMORT 2018	AMORT 2019	AMORT 2020	AMORTIS. ANTER.	VCN au 31/12/2020
2288	2012	M432	M432-1	ARMOIRE FROIDE EPICERIE	5	1 565,56	313,00	313,00	313,00	313,00	313,56				1 565,56	**0,00**
2283	2013	M506	M506-1	ONDULEUR EPICERIE	1	346,84		346,84							346,84	**0,00**
2288	2013	M512	M512-1	ELECTROMENAGER EPICERIE	5	6 874,61		1 374,00	1 374,00	1 374,00	1 374,00	1 378,61			6 874,61	**0,00**
2288	2014	M561	M561-1	CLIMATISEUR EPICERIE	1	571,00			571,00						571,00	**0,00**
2288	2015	M608	M608-1	ETAGERES AMENAGT EPICERIE	5	2 227,22				445,00	445,00	445,00	445,00	447,22	2 227,22	**0,00**
2283	2016	M663	M663-1	CPL EPICERIE	1	142,80					142,80				142,80	**0,00**
21318	2016	-	B/21318011/038	BANQUE ALIMENTAIRE/EPICERIE SOCIALE	-	520 612,39										**520 612,39**
2284	2017	M725	M725-1	MOBILIER EPICERIE	5	8 075,68						1 615,00	1 615,00	1 615,00	4 845,00	**3 230,68**
2284	2017	M734	M734-1	SIEGE EPICERIE	1	346,21						346,21			346,21	**0,00**
2288	2017	M726	M726-1	ARMOIRE FROIDE EPICERIE	5	1 372,80						274,00	274,00	274,00	822,00	**550,80**
2288	2017	M729	M729-1	GERBEUR EPICERIE	5	4 776,00						955,00	955,00	955,00	2 865,00	**1 911,00**
2288	2017	M730	M730-1	ILOT CENTRAL EPICERIE	5	3 598,80						719,00	719,00	719,00	2 157,00	**1 441,80**
2288	2017	M731	M731-1	MACHINE A LAVER EPICERIE	1	384,08						384,08			384,08	**0,00**
2288	2017	M732	M732-1	REFRIGERATEUR EPICERIE	1	292,08						292,08			292,08	**0,00**
2288	2017	M733	M733-1	TABLES INOX EPICERIE	5	3 318,98						663,00	663,00	663,00	1 989,00	**1 329,98**
2288	2017	M738	M738-1	LAVE VAISSELLE EPICERIE	1	308,00						308,00			308,00	**0,00**
2288	2017	M739	M739-1	CHAMBRE FROIDE EPICERIE	5	5 584,86						1 116,00	1 116,00	1 116,00	3 348,00	**2 236,86**
2288	2018	M750	M750-1	LAVE VAISSELLE EPICERIE	1	249,00							249,00		249,00	**0,00**
2288	2018	M762	M762-1	ASPIRATEUR EPICERIE	1	150,00							150,00		150,00	**0,00**
					TOTAL	**560 796,91**	**313,00**	**2 033,84**	**2 258,00**	**2 132,00**	**2 275,36**	**8 495,98**	**6 186,00**	**5 789,22**	**29 483,40**	**531 313,51**

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

Entre :

La Commune de La Teste de Buch, représentée par son Maire, Monsieur Patrick DAVET, dont les bureaux sont situés en l'Hôtel de Ville, dûment habilité par délibération n°2020-12-XXX du 18 décembre 2020,

Ci-après dénommée la Commune ou le Bailleur,

D'UNE PART

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), représenté par son Président, Monsieur Patrick DAVET, dont les bureaux sont situés 12 rue du Parc de l'Estey à La Teste de Buch, dûment habilité à signer la présente par délibération du Conseil d'Administration en date du 22 décembre 2020,

Ci-après dénommé le C.C.A.S ou le Bénéficiaire,

D'AUTRE PART

Il est exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSE

La Commune est propriétaire des parcelles cadastrées section FS n° 448, 449 et 439 constituant « le site Brameloup », sis 12-12B rue du Parc de l'Estey accueillant le siège du CCAS, la Mission Locale et le Vestiaire Populaire.

Au regard de la vocation sociale de tous ces organismes et pour des raisons de commodités pour les usagers, il a semblé judicieux d'y installer également l'Epicerie Sociale dans le bâtiment construit en 2017 sur la parcelle FS n° 439p.

Par délibération en date du 18 décembre 2020, le Conseil Municipal a accepté le principe du transfert de la compétence « Epicerie sociale » au CCAS et autorisé la transmission de l'ensemble des droits et obligations liés à l'exercice de cette compétence, notamment du patrimoine immobilier.

Il est donc nécessaire de régulariser cette occupation par la signature d'une convention précisant les conditions de mise à disposition de ce bâtiment au profit du CCAS.

ARTICLE 1 - DESCRIPTIF DU BIEN

La Commune met à la disposition du Centre Communal d'Action Sociale le bâtiment situé 12 bis rue du Parc de l'Estey (cf. annexe n°1 – plan de situation), cadastré section FS n° 439p, d'une superficie de 275,44 m², comprenant :

- 1 hall (41 m²),
- 1 salle affectée à l'épicerie (41 m²),
- 1 espace dédié à la Banque alimentaire (43 m²),
- 1 cuisine pédagogique,
- 1 salle de réunion (30 m²),
- 1 réserve,
- 3 bureaux,
- 1 local technique,
- 1 espace de rangement,
- 2 espaces sanitaires/WC.
-

Ces locaux sont matérialisés sur les plans ci-joints (annexes n°2 et 3).

Ils sont affectés à l'usage d'Epicerie Sociale, de Banque alimentaire et de réserve pour l'Epicerie Sociale et la Banque Alimentaire.

ARTICLE 2 – DUREE ET MODALITES FINANCIERES

La mise à disposition au profit du Bénéficiaire est accordée, à titre gratuit, pour une durée de 15 années entières et consécutives à compter du 1er janvier 2021.

Le Bénéficiaire ne pourra pas utiliser les lieux mis à sa disposition pour des usages autres que ceux qui sont expressément prévus par la présente convention et qui ont été exposés à l'article 2.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'UTILISATION

Le CCAS prendra possession des locaux, objet de la présente convention, dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Précision ici faite que le bâtiment a fait l'objet du Permis de Construire référencé PC n° 16K0139 délivré le 02 août 2016 et que la Déclaration d'Achèvement des Travaux a été déposée le 27 septembre 2017.

Les locaux mis à disposition sont donc neufs et en bon état.

Le Bénéficiaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des usagers des locaux.

Il est tenu de faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exercice de son activité sans que la Ville puisse être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

Il ne pourra rien faire qui puisse nuire à la tranquillité et à la jouissance paisible des voisins des immeubles.

Il s'engage à informer immédiatement la Ville de tout dysfonctionnement ou de toute détérioration.

Le Bénéficiaire pourra procéder à des aménagements, à des modifications du bâtiment existant et/ou à des adjonctions de construction après y avoir été préalablement autorisé par la Commune.

Le Bénéficiaire devra donc soumettre à l'agrément de la Commune tout projet qu'il entend réaliser et constituer un dossier complet permettant l'appréciation dudit projet.

ARTICLE 4- RESPONSABILITES - ASSURANCES

Le Bénéficiaire est, dès la prise de possession, responsable des dommages ou dégâts.

A ce titre, il devra faire assurer et tenir constamment assurés, pendant toute la durée de la mise à disposition, par une compagnie notoirement solvable, les locaux, contre les incendies, dégâts des eaux, vols etc. Il devra également souscrire un contrat d'assurance responsabilité civile et contre le recours du voisinage. Il renonce à tout recours contre la Commune.

En cas de sinistre, le CCAS ne pourra réclamer à la Commune aucune indemnité pour privation de jouissance.

Une copie de l'attestation d'assurances devra être fournie chaque année.

ARTICLE 5- SOUS-LOCATION

Le Bénéficiaire ne pourra en aucun cas sous-louer les locaux mis à disposition, sous peine de résiliation automatique de la présente convention.

ARTICLE 6 - CHARGES – FLUIDES

Le bâtiment dispose d'un compteur individuel pour l'eau, l'électricité et le gaz naturel.

L'ensemble des frais afférents à l'exploitation des locaux, tels que raccordements et branchements aux différents réseaux, abonnements audits réseaux, assurance, impôts, taxes et toutes contributions pouvant résulter des activités exercées dans ce bâtiment seront à la charge du Bénéficiaire.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES :

Le Bénéficiaire s'engage à maintenir les lieux mis à sa disposition en bon état permanent d'entretien pendant toute la durée de la mise à disposition. Il sera tenu de procéder, à ce titre, à l'ensemble des réparations locatives ou de menu entretien, telles qu'elles sont définies par l'article 1754 du Code Civil, le Décret n° 87-712 du 26 août 1987 relatif aux réparations locatives et les usages locaux.

La Commune, quant à elle, ne sera tenue qu'aux grosses réparations relatives au clos et au couvert.

ARTICLE 8 : Mesures Sanitaires COVID-19

La présente convention est consentie sous réserve du respect des dispositions réglementaires et préfectorales en vigueur prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19. Les mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites barrières, définies au niveau national, incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance.

La Ville affiche les mesures d'hygiène et de distanciation à respecter lors de l'utilisation du bien mis à disposition en application dudit décret. En cas d'absence d'affichage constaté par l'utilisateur, ce dernier informera par tous moyens et sans délai la Ville afin d'y remédier.

L'utilisateur a la responsabilité de faire respecter les mesures barrières suivantes :

- se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon ou par une friction hydro-alcoolique ;
- se couvrir systématiquement le nez et la bouche en toussant ou éternuant dans son coude ;
- se moucher dans un mouchoir à usage unique à éliminer immédiatement dans une poubelle ;
- éviter de se toucher le visage, en particulier le nez, la bouche et les yeux.
- le port du masque dès lors que les règles de distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes ne peuvent être garanties.

De plus, il est rappelé que l'utilisateur doit également mettre en œuvre les mesures sanitaires particulières qui seraient exigées par son activité.

Enfin, tout matériel mis à disposition par la Ville et utilisé dans le cadre de la présente mise à disposition doit faire l'objet d'une désinfection par l'utilisateur et notamment avant la restitution de celui-ci à la Ville.

ARTICLE 9 - RESILIATION– FIN DE LA CONVENTION

La résiliation de la présente pourra intervenir soit :

- du fait du Bénéficiaire. En ce cas, il lui appartiendra d'avertir la Commune par lettre recommandée avec AR sous délai d'un mois minimum avant la date de résiliation.

- du fait de la Commune, à tout moment, si cette dernière constatait l'absence d'activité du Bénéficiaire ou le non-respect des termes de la présente convention. Cette résiliation interviendra de plein droit à défaut pour le CCAS d'avoir satisfait à ses obligations un mois après réception de la mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec avis de réception.

  Dans l'hypothèse où la compétence « Epicerie sociale » serait reprise par la Commune, la résiliation de la présente convention interviendrait de plein droit, et serait effective au jour du transfert.

Si pour quelque motif que ce soit, il est mis un terme anticipé à la présente convention, la Commune ne pourrait être mise dans l'obligation de fournir au Bénéficiaire un local de remplacement.

Le retrait, la résiliation ou la non reconduction de la présente ne saurait ouvrir droit à un quelconque dédommagement de quelque nature que ce soit.

A la cessation de la présente convention, les installations ou embellissements qui auront été réalisés par le Bénéficiaire deviendront la propriété de la Commune sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 10 - Annexes

Annexe 1 : Plan de situation
Annexe 2 : Plan de masse
Annexe 3 : Plan d'aménagement intérieur

Fait à LA TESTE DE BUCH, en deux exemplaires, le

Pour la Commune,

Patrick DAVET
Maire de La Teste de Buch

Pour le CCAS,

Patrick DAVET
Président du CCAS

Annexe 1

Département
GIRONDE

Commune
LA TESTE DE BUCH

Section : FS
Feuille : 000 FS 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 20/10/2020
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

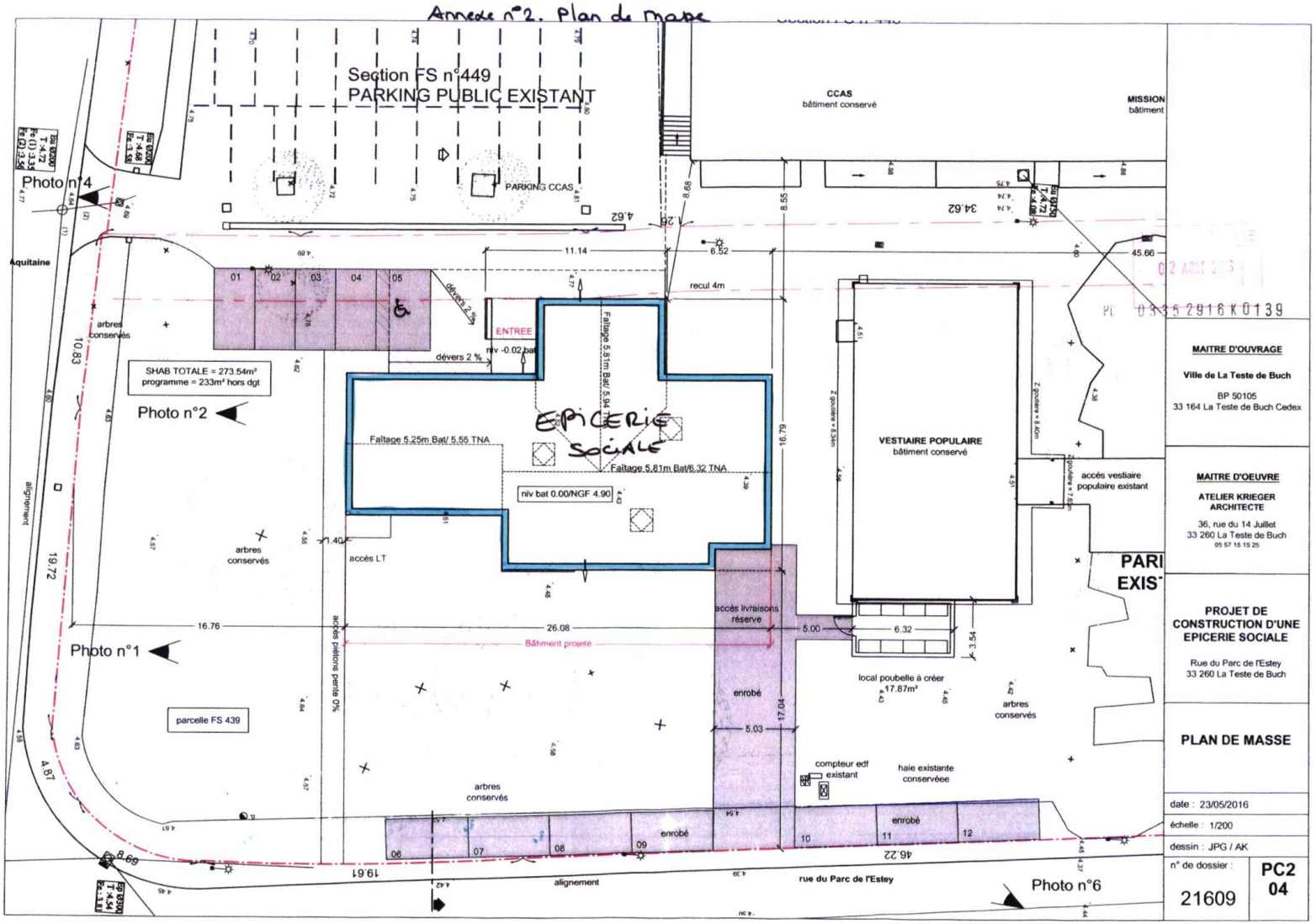
Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
PTGC
Cité Administrative - Tour B 14ème étage 33090
33090 BORDEAUX CEDEX
tél. 05 56 24 85 97 -fax 05 56 24 86 21

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Annexe n°2. Plan de masse



MAITRE D'OUVRAGE

Ville de La Teste de Buch

BP 50105
33 164 La Teste de Buch Cedex

MAITRE D'OEUVRE

ATELIER KRIEGER ARCHITECTE

36, rue du 14 Juillet
33 260 La Teste de Buch
05 57 15 15 25

PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE EPICERIE SOCIALE

Rue du Parc de l'Estey
33 260 La Teste de Buch

PLAN DE MASSE

date : 23/05/2016

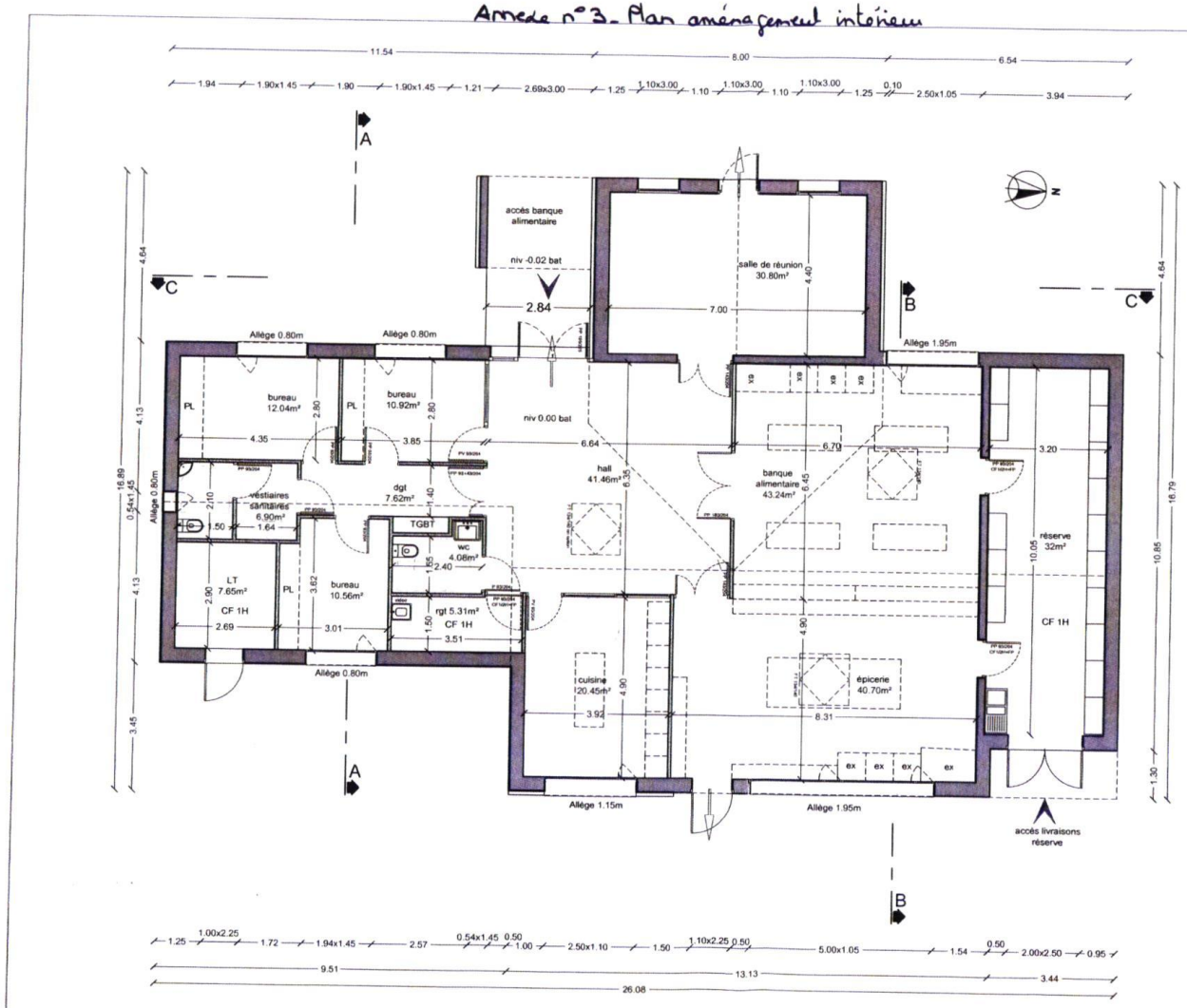
échelle : 1/200

dessin : JPG / AK

n° de dossier : 21609

PC2 04

Annexe n°3 - Plan aménagement intérieur



02 AOUT 2016
0335 2916 K 0139

MAITRE D'OUVRAGE

Ville de La Teste de Buch
BP 50105
33 164 La Teste de Buch Cedex

MAITRE D'OEUVRE

ATELIER KRIEGER ARCHITECTE
36, rue du 14 Juillet
33 260 La Teste de Buch
05 57 15 15 25

PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE EPICERIE SOCIALE

Rue du Parc de l'Estey
33 260 La Teste de Buch

PLAN

date : 23/05/2016
échelle : 1/100
dessin : JPG / AK
n° de dossier : 21609
10

Monsieur le Maire :
Merci Mme Petas,

Madame PAMIES :
Pour vous dire que nous étions favorables au transfert de l'épicerie sociale et solidaire au sein du CCAS, on souhaite néanmoins pouvoir s'interroger sur l'accompagnement qui sera fait auprès des agents par rapport à ce transfert et, quand est-il du devenir des maisons des habitants.

Madame GRONDONA :
D'abord elles vont peut-être changer de nom on va les appeler les maisons de quartier, les animateurs vont rester en place, ensuite il y aura 2 nouvelles maisons de quartiers, 3 même les lieux ne sont pas encore vraiment définis, il y aura des animateurs qui tourneront sur les structures, il y aura peut-être des recrutements mais rien n'est défini.

Monsieur SAGNES :
Je voulais signaler aussi que les conseils de quartiers vont être installés et travailleront bien sûr dans ces maisons de quartier, tout cela est en train d'être préparé, les statuts du règlement intérieur sont prêts, et nous allons publier dans le prochain la Teste Mag la façon dont les gens vont pouvoir se positionner pour être volontaire pour participer à ces maisons de quartiers.

Monsieur le Maire :
Pour compléter l'information, l'objectif est de rassembler tout ce qui est social à Brameloup les coqs rouges, de faire un véritable pôle social sur cette zone.

Monsieur SAGNES :
Je voulais aussi vous apporter comme information que les conseils de quartiers seront au nombre de 6, on vous donnera aussi des informations sur les divisions que nous avons faites tout en tenant compte de la population et de chaque quartier, par exemple, le port, Cazaux, Pyla seront des quartiers qui seront à part.
Comme l'a précisé Mme Grondona les quartiers seront animés et les animateurs tourneront sur les différentes maisons de quartiers.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M DAVET **DEL2020-12-529**

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS PERMANENTS, DES EMPLOIS NON PERMANENTS POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE ET LE RECOURS EVENTUEL A DES VACATAIRES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2321-2 et R 2313-3 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée ;

Vu le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n° 2019-12-17 du 17 décembre 2019 portant création d'emplois non permanents pour faire face à un accroissement temporaire d'activité,

Vu la délibération n°2019-11-506 du 21 novembre 2019 actant le transfert des personnels enseignants des écoles de musique municipales à la COBAS,

Vu la délibération du 18 décembre 2020 relatif au transfert de la compétence de l'épicerie sociale de la Ville au CCAS,

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 17 décembre 2020,

Mes chers collègues,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs de la Ville, afin de prendre en compte le transfert du personnel des écoles de musique intégré au 1er septembre 2020, au sein des services de la COBAS,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs de la Ville, afin de prendre en compte le transfert de l'épicerie sociale de la Ville au CCAS intégré au 1er janvier 2021 suite au projet de réorganisation des services,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs afin de l'adapter pour permettre le recrutement par voie de mutation externe,

Considérant qu'en application des dispositions de l'article 3 I 1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les collectivités peuvent recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité. Considérant que ces recrutements peuvent être effectués par contrat à durée déterminée de maximum douze mois, renouvellements compris, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs.

Considérant qu'en cas de besoin des services, il est possible d'avoir recours ponctuellement à des agents vacataires. Considérant qu'il s'agit d'un travail spécifique et ponctuel à caractère discontinu, les vacataires seront rémunérés après service fait sur la base de taux de vacation, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021,

Ces modifications qui prendront effet au 1er janvier 2021 nécessitent une mise à jour du tableau des effectifs,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant à l'emploi et au grade ainsi créé sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population en date du 10 décembre 2020, de bien vouloir :

➢ ACCEPTER les suppressions des postes des effectifs titulaires à temps complet, qui se décomposent de la façon suivante :

Suite au transfert de personnel des écoles de musique :

1 poste de professeur d'enseignement artistique hors classe,
2 postes de professeur d'enseignement artistique de classe normale,
4 postes d'assistant d'enseignement artistique principal 1ère classe,
8 postes d'assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe,
1 poste d'agent de maîtrise principal,

Suite au transfert de personnel de l'épicerie sociale :

1 poste d'animateur,
1 poste d'adjoint technique principal de 2ème classe,

Suite à une mutation externe :

1 poste de chef de service de police municipale principal 1ère classe ;

➢ ACCEPTER les suppressions des postes de contractuels sur emplois permanents, qui se décomposent en :

Suite au transfert de personnel des écoles de musique

10 postes d'assistant d'enseignement artistique à temps complet,
1 poste d'assistant d'enseignement artistique à temps non complet,
1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe à temps complet

Suite à une fin de contrat à la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme :

1 poste d'attaché principal à temps complet ;

➢ ACCEPTER les créations des postes des effectifs titulaires à temps complet, en prévision de recrutements, qui se décomposent de la façon suivante :

1 poste d'attaché
1 poste de rédacteur principal de 2e classe,
1 poste d'ingénieur principal,
1 poste de chef de service de police municipale,
2 postes de Brigadier-Chef principal de police municipale,
3 postes de Gardien-Brigadier de police municipale
1 poste de garde champêtre.

➢ ACCEPTER la création de postes de contractuel sur emplois permanents :

1 poste d'attaché principal contractuel en charge de la communication externe et digitale à temps complet
1 poste de rédacteur principal de 1re classe (direction de l'aménagement et de l'urbanisme) ;

➢ ACCEPTER la création de postes de contractuels sur emplois non permanents, compte tenu de l'évolution des besoins des services et de l'ajustement habituel des emplois aux qualifications nécessaires :

3 postes d'adjoint administratif,
35 postes d'adjoint technique,
1 poste d'adjoint d'animation,
1 poste d'adjoint du patrimoine,
1 poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2e classe.

➢ APPROUVER la modification des tableaux des effectifs ci-joints :

annexe 1/ tableau des effectifs titulaires et stagiaires,
annexe 2/tableau des contractuels sur emplois permanents,
annexe 3/tableau des contractuels sur emplois non permanents

➢ AUTORISER Monsieur le Maire à avoir recours à des vacataires pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021, uniquement pour des missions spécifiques et ponctuelles,

➢ AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

➢ INCRIRE les crédits budgétaires correspondants.

Modification du tableau des effectifs des emplois permanents, des emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité, et le recours éventuel à des vacataires
Note explicative de synthèse

Références

Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires (art. 3).
Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (art. 7 et 34).

A. Rappel cadre juridique

I). Compétence et conditions

Compétence de l'organe délibérant

« Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement » (loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 34).

Le pouvoir de créer (ou de supprimer) des emplois est un des éléments du principe de la libre administration des collectivités territoriales inscrit dans la Constitution du 4 octobre 1958 que la loi ne peut elle-même réduire.

La loi ne peut obliger les collectivités territoriales à créer des emplois, c'est ce qu'a relevé le Conseil constitutionnel dans sa décision du 20 janvier 1984 (n° 83-168 DC, JO du 21 janvier 1984).

Ouverture des crédits

« Aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent » (loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 34).

Conditions de création de certains emplois et de grades d'avancement

La création de certains emplois et de certains grades d'avancement est soumise au respect de règles liées à l'existence de seuils démographiques, de quotas, de ratios, d'effectifs encadrés, ou subordonnée à un nombre d'ouvrages ou à l'inscription sur une liste fixée par arrêté conjoint du ministre de la Culture et du ministre chargé des Collectivités territoriales.

2). Délibération fixant le tableau des effectifs des emplois permanents

Occupation des emplois

L'emploi créé a normalement vocation à être occupé par un fonctionnaire (loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 3). « Les fonctionnaires territoriaux ont vocation à occuper les emplois de la fonction publique territoriale » (loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 7).

Cadre d'emplois

L'emploi doit obligatoirement relever d'un cadre d'emplois existant.

Compétence de l'organe délibérant

Le nombre, la définition et le contenu des emplois relevant des cadres d'emplois restent de l'entière compétence de l'organe délibérant.

En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité technique (CT).

Les membres du CT ont émis un avis favorable à ces modifications lors de la séance du 17 décembre 2020.

B. Points essentiels de la délibération du 18 décembre 2020

I). Transfert du personnel des écoles de musique à la COBAS

Ce transfert de personnel des écoles de musique dans le cadre de la mutualisation a entrainé un transfert des agents concernés au sein de la COBAS à compter du 1er septembre 2020.

Ainsi, il convient de supprimer :

- 16 postes budgétaires d'agents titulaires à temps complet,
- 11 postes budgétaires d'agents contractuels à temps complet,
- 1 poste budgétaire d'agent contractuel à temps non complet.

2). Transfert du personnel de l'épicerie sociale au CCAS

Ce transfert de compétence épicerie sociale entraîne un transfert des agents vers le CCAS.

Ainsi, il convient de supprimer dans les effectifs :

- 2 postes budgétaires d'agents titulaires à temps complet.

3). Mouvements des effectifs sur le budget Ville de La Teste de Buch

Les postes deviennent vacants suite à une mutation, ainsi nous devons supprimer un poste budgétaire du tableau des effectifs des titulaires :

- 1 poste de chef de service de police municipale principal de 1re classe à temps complet.

Suite à une fin de contrat de la Directrice de l'urbanisme et de l'aménagement, nous devons supprimer le poste budgétaire du tableau des emplois permanents :

- 1 poste d'attaché principal contractuel à temps complet.

Des adaptations au tableau des effectifs des titulaires apparaissent indispensables pour permettre des recrutements par voie de mutation externe. Ainsi, nous devons créer :

- 1 poste de d'attaché,
- 1 poste de rédacteur principal de 2e classe,
- 1 poste d'ingénieur principal,
- 1 poste de chef de service de police municipale,
- 2 postes de Brigadier-Chef Principal de police municipale,
- 3 postes de Gardien-Brigadier de police municipale,
- 1 poste de Garde champêtre.

De même pour permettre le recrutement d'un contractuel en charge de la communication externe et digitale et d'un agent au sein de la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme, nous devons créer dans le tableau des emplois permanents :

- 1 poste d'attaché principal contractuel à temps complet,
- 1 poste de rédacteur principal de 1re classe à temps complet.

Compte tenu de l'évolution des besoins des services et de l'ajustement habituel des emplois aux qualifications nécessaires, il convient d'adapter les modifications du tableau des emplois non permanents. Ainsi seront créés des emplois de contractuels de catégorie C pour un accroissement temporaire d'activité à temps complet :

- 3 postes d'adjoint administratif pour assurer des missions dans les services administratifs,
- 35 postes d'adjoint technique pour assurer des missions dans les services du Pôle technique, des Services Education et Jeunesse, des équipements sportifs,
- 1 poste d'adjoint d'animation pour assurer des missions de la Direction de la vie culturelle, des Services Education et Jeunesse,
- 1 poste d'adjoint du patrimoine pour assurer des missions de la Direction de la vie culturelle,
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2e classe pour assurer des missions au pôle petite enfance.

Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions, de leur profil et de leur diplôme.

Ces modifications qui prendront effet au 1er janvier 2021 nécessitent une mise à jour des tableaux des effectifs des titulaires (annexe 1), des contractuels sur emplois permanents (annexe 2), des contractuels sur emplois non permanents (annexe 3).

En dehors de ces cas de recrutement, les employeurs territoriaux peuvent avoir recours à des vacataires, trois conditions doivent être réunies :

- Exécuter un acte déterminé,
- Travail discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel,
- Rémunération attachée à l'acte.

Pour répondre à ces besoins des services de la collectivité, les vacataires seront rémunérés après service fait sur la base de taux de vacation, pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois et grades ainsi créés sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

ANNEXE I - ETAT DU PERSONNEL TITULAIRE
VILLE

GRADES OU EMPLOIS		EFFECTIFS BUDGETAIRES VILLE au 01/10/2020	création / suppression	EFFECTIFS BUDGETAIRES VILLE au 01/01/2021	EFFECTIFS POURVUS	
EMPLOIS FONCTIONNELS	**A**	**4**		**4**	**3**	
. *Directeur général des services*	A	1		1	1	
. *Directeur général adjoint des services*	A	3		3	2	
SECTEUR ADMINISTRATIF		**127**	**+ 2**	**129**	**100**	
. Administrateur général	A	1		1	1	
. Administrateur hors classe	A	1		1	0	
. Administrateur	A	1		1	0	
. Attaché hors classe	A	1		1	1	
. Directeur	A	2		2	1	* 1
. Attaché principal	A	5		5	3	
. **Attaché**	A	11	**+ 1**	**12**	10	
. Rédacteur principal 1re classe	B	2		2	0	
. **Rédacteur Principal 2e classe**	B	6	**+ 1**	**7**	6	
. Rédacteur	B	13		13	8	
. Adjoint Administratif Principal de 1re cl	C	17		17	16	
. Adjoint Administratif Principal 2e cl	C	43		43	33	* 2
. Adjoint Administratif	C	24		24	21	* 3
*1 (+ 1 en disponibilité)						
*2 (+ 3 en disponibilité)						
*3 (+ 1 en disponibilité)						
SECTEUR TECHNIQUE		**273**	**- 1**	**272**	**224**	
. Directeur Général des services techniques	A	1		1	0	
. **Ingénieur Principal**	A	3	**+ 1**	**4**	2	
. Ingénieur	A	4		4	2	
. Technicien principal 1re classe	B	4		4	4	
. Technicien principal 2e classe	B	10		10	9	
. Technicien	B	8		8	6	* 1
. **Agent de maîtrise principal**	C	20	**- 1**	**19**	17	
. Agent de maîtrise	C	21		21	17	
. Adjoint Technique principal 1re cl	C	26		26	22	* 2
. **Adjoint Technique principal 2e cl**	C	73	**- 1**	**72**	62	* 3
. Adjoint Technique	C	103		103	83	* 4
* 1 (+ 1 en disponibilité)						
*2 (dont 1 en détachement,)						
*3 (dont 1 en détachement, +1 disponibilité)						
* 4(+ 3 disponibilité)						
SECTEUR SOCIAL		**32**		**32**	**25**	
. Assistant socio-éducatif de 2ème classe	A	2		2	2	
. Educateur de jeunes enfants de 1re classe	A	2		2	2	
. Educateur de jeunes enfants de 2ème classe	A	2		2	1	
. A.S.E.M. principal 1re classe	C	7		7	7	
. A.S.E.M. principal 2e classe	C	19		19	13	*1
*1 (+ 1 en disponibilité)						
SECTEUR SPORTIF		**11**		**11**	**10**	
. Educateur Activités Physiques Sportives principal 1re cl	B	6		6	6	
. Educateur Activités Physiques Sportives principal 2e cl	B	2		2	2	
. Educateur Activités Physiques Sportives	B	3		3	2	
SECTEUR CULTUREL		**32**	**- 15**	**17**	**11**	
. ~~Professeur d'Enseignement Artistique Hors classe~~	A	~~1~~	**- 1**	**0**	0	
. ~~Professeur d'Enseignement Artistique classe normale~~	A	~~2~~	**- 2**	**0**	0	
. ~~Assistant d'enseignement artistique principal 1re cl~~	B	4	**- 4**	**0**	0	
. ~~Assistant d'enseignement artistique principal 2e cl~~	B	8	**- 8**	**0**	0	
. Assistant de conservation principal 1re classe	B	3		3	2	
. Assistant de conservation principal 2e classe	B	2		2	1	
. Assistant de conservation du patrimoine	B	2		2	1	
. Adjoint du Patrimoine principal 1re classe	C	3		3	3	
. Adjoint du Patrimoine principal 2e classe	C	5		5	3	
. Adjoint du Patrimoine	C	2		2	1	*1
* 1(+ 1 en disponibilité)						

SECTEUR ANIMATION		**46**	**- 1**	**45**	**34**
. Animateur principal 1re classe	B	4		4	3
. Animateur principal 2e classe	B	2		2	1
. Animateur	B	2	**- 1**	**1**	1
. Adjoint d'Animation principal 1re classe	C	3		3	3
. Adjoint d'Animation principal 2e classe	C	13		13	12
. Adjoint d'Animation	C	22		22	14 *1
** 1 (+ 4 en disponiblité)*					
SECTEUR POLICE MUNICIPALE		**24**	**+ 6**	**30**	**16**
. Chef de service de police municipale principal 1re cl	B	1	**- 1**	**0**	0
. Chef de service de police municipale	B	1	**+ 1**	**2**	1
. Brigadier Chef Principal	C	9	**+ 2**	**11**	6
. Gardien-Brigadier	C	13	**+ 3**	**16**	9 *1
. Garde champêtre	C	0	**+ 1**	**1**	0
** 1 (+ 1 en disponiblité)*					
SECTEUR MEDICO-SOCIAL		**19**		**19**	**11**
. Psychologue de classe normale	A	1		1	0 *1
. Puéricultrice hors classe	A	3		3	3
. Puéricultrice de classe supérieure	A	3		3	0
. Auxiliaire de puériculture principal 1re classe	C	4		4	4
. Auxiliaire de puériculture principal 2e classe	C	8		8	4
** 1 (+ 1 en disponiblité)*					
TOTAL GENERAL (au 01/01/2021)		**568**	**- 9**	**559**	**434**

dernière modification CM du24 septembre 2020

60

+

Direction relations humaines

27/11/2020

ANNEXE 2- ETAT DU PERSONNEL CONTRACTUEL PERMANENT

GRADES OU EMPLOIS	CAT	SECTEUR	EFFECTIFS BUDGETAIRES VILLE au 01/01/2021	EFFECTIFS POURVUS	BASES	CONTRAT	Dont TNC
EMPLOIS NON CITES (11)							
Directeur de cabinet	A	ADM	1	1	883	art. 110 = 1	
Conseiller Technique	A	ADM	1	0		art. 110	
Architecte conseil	A	URB	1	0	Vacation	art. 3-3 1°	1
Ingénieur	A	TECHN	1	1	774	art 3-3 2° = 1	
Technicien principal de 1re cl	B	TECHN	1	1	547	art. 3-2 = 1	
Technicien principal de 2e cl	B	TECHN	1	0			
Technicien	B	TECHN	1	0			
Adjoint Technique	C	TECHN	20	15	350	art 3-1 = 15	
Attaché principal	A	ADM	2	1	593	art 3-3 2° = 1	
Rédacteur principal 1re	A	ADM	1	1	707	art 3-2 = 1	
Adjoint Administratif	C	ADM	4	2	350	art. 3-1 = 2	
~~Assist Enseign. Artistique~~	~~B~~	~~CULT~~	0	0			1
~~Assist Enseign. Artistique~~	~~B~~	~~CULT~~	0	0			
~~Assist Enseign. Artistique pal 2e~~	~~B~~	~~CULT~~	0	0			
Adjoint du patrimoine	C	CULT	1	0			
Adjoint Animation	C	ANIM	1	1	350	art. 3-1 = 1	
Psychologue hors classe	A	MED-SOC	1	1	995	art 3-3 2° = 1	
Psychologue	A	MED-SOC	2	2	Vacation 619	art. 3-1 = 1	1
Auxiliaire puericulture pal 2e cl	C	MED-SOC	1	0			
Educateur jeunes enfants de 2e cl	A	SOC	1	0			
Assistante maternelle			8	5			
TOTAL GENERAL (01/01/2021)			**49**	**31**			

(1) CATEGORIE: A.B.C
(2) SECTEUR ADM: Administratif (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)
FIN: Financier
TECHN: Technique et Informatique (dont emplois de l'article 47 loi du 26 janvier 1984)
URB: Urbanisme (dont aménagement urbain)
ENV: Environnement (dont Espaces Verts et aménagement rural)
COM: Communication
S: Social (dont aide sociale)
MS: Médico-Social
MT: Médico-Technique (dont laboratoires)
SP: Sportif
CULT: Culturel (dont enseignement)
ANIM: Animation
RS: Restauration Scolaire
ENT: Entretien
CAB: Collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984)
(3) REMUNERATION: Référence à un indice brut de la fonction publique ou en euros annuels bruts
(4) CONTRAT: Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée)

3-1: 1er alinéa
3-2: Article 3, 2ème aliéna
3-3: Article 3, 4ème aliéna
47: Article 47
110: Article 110
A: Autres (préciser)

ANNEXE 3 - ETAT DU PERSONNEL CONTRACTUEL NON PERMANENT

GRADES OU EMPLOIS	CAT	SECTEUR	EFFECTIFS BUDGETAIRES VILLE au 01/01/2021	EFFECTIFS POURVUS	BASES	CONTRAT	Dont TNC
EMPLOIS NON CITES (11)							
Adjoint Administratif	C	ADM	3	0	350	art. 3 1° = 30	
Adjoint Technique	C	TECHN	35	30			
Adjoint du patrimoine	C	CULT	1	0			
Adjoint Animation	C	ANIM	1				
Auxiliaire puericulture pal 2e cl	C	MED-SOC	1	0			
TOTAL GENERAL (01/01/2021)			**41**	**30**			

(1) CATEGORIE: A.B.C
(2) SECTEUR ADM: Administratif (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)
FIN: Financier
TECHN: Technique et Informatique (dont emplois de l'article 47 loi du 26 janvier 1984)
URB: Urbanisme (dont aménagement urbain)
ENV: Environnement (dont Espaces Verts et aménagement rural)
COM: Communication
S: Social (dont aide sociale)
MS: Médico-Social
MT: Médico-Technique (dont laboratoires)
SP: Sportif
CULT: Culturel (dont enseignement)
ANIM: Animation
RS: Restauration Scolaire
ENT: Entretien
CAB: Collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984)
(3) REMUNERATION: Référence à un indice brut de la fonction publique ou en euros annuels bruts
(4) CONTRAT: Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée)

3-1: 1er alinéa
3-2: Article 3, 2ème aliéna
3-3: Article 3, 4ème aliéna
47: Article 47
110: Article 110
A: Autres (préciser)

Monsieur le Maire :
Lecture de la délibération….
Nous saluons l'arrivée de M Muret

Madame PAMIES :
Simple remarque concernant les effectifs des futurs postes, et je ne vois pas de poste d'attaché de conservation du patrimoine pour le futur projet musée de notre ville, quand est-il du personnel de notre futur musée ?

Monsieur le Maire :
Il est vrai que pour l'instant le musée n'a pas beaucoup évolué nous attendons certaines autorisations notamment au niveau de la DRAC, et à partir de ce moment-là on considèrera que l'on sera en mesure, soit de faire comme nous l'avons fait dernièrement, soit une mutation interne, soit un recrutement, pour l'instant il n'y a pas eu de recrutement en ce sens-là.

Monsieur MAISONNAVE :
Juste je regarde, pour faire un bilan, au dernier conseil municipal vous m'aviez dit que les DGA avaient été défaits de leurs fonctions, aujourd'hui nous sommes dans une nouvelle gouvernance et je voulais savoir ce qu'il en était au niveau des cadres, de la direction, est ce que vous avez recruté de nouveaux DGA, est ce prévue au cours de l'année 2021, y a-t-il eu des mobilités au sein du personnel par rapport à ça. ?

Monsieur le Maire :
Il n'y a pas eu de mouvements puisque on respecte ce que nous devons respecter, les mouvements n'interviendront que lorsque ceux qui ne feront plus partie de la collectivité seront partis.
Nous respectons la procédure, pour l'instant il n'y en a pas, ce qui nous handicape, mais il faut en passer par là

Monsieur MAISONNAVE :
Juste une dernière question au niveau de la police municipale est ce que vous avez des candidatures concernant les policiers, vous en faites votre fer de lance au niveau de cette mandature ?

Monsieur BERNARD :
Le responsable de la police municipale a été choisi, le préavis pour lui est en cours vis-à-vis de l'autorité dont il dépend aujourd'hui, il devrait être parmi nous le 1er février.
Les candidats qui vont nous permettre de recruter et de porter les effectifs à 20… les dossiers ont été reçus, il y aura encore un appel à candidature début janvier, le jury est prévu le 22 janvier, et c'est à partir de ce moment-là que l'on pourra voir quels sont ceux qui méritent d'être accueillis parmi nous, on en trouvera, et ceux-ci une fois qu'ils auront pu se dégager de leur position actuelle, nous rejoindrons de façon à ce qu'ils soient opérationnels pour la saison d'été.

Madame PAMIES :
Avez-vous envisagé de mettre en place un plan de formation pour nos agents.

Monsieur le Maire :
Oui, non seulement on l'a envisagé et ils ont pour obligation de se former, dans ce domaine-là…..

Madame PAMIES :
Je ne parle pas de la police municipale, mais de l'ensemble des agents

Monsieur le Maire :

Oui, il y a le plan annuel de formation, par contre il n'y en avait plus depuis 5 ans.

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BOUDIGUE **DEL2020-12-530**

ADOPTION D'UN REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER POUR LA GESTION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R2311-9 ;

Mes chers collègues,

Considérant que la procédure d'Autorisation de Programme et de Crédit de Paiement (AP-CP) constitue une exception au principe d'annualité budgétaire,

Considérant que cette procédure d'AP-CP favorise, d'une part, la gestion et la mise en œuvre pluriannuelle des investissements et, d'autre part, améliore la visibilité financière des engagements de la commune à moyens terme,

Considérant la volonté de la municipalité d'améliorer la performance de sa gestion financière en ayant recours à partir de 2021 aux AP-CP pour une partie des projets d'investissement pluriannuels.

Considérant que dans un souci de lisibilité et d'information il convient d'établir un règlement budgétaire et financier pour la gestion des AP-CP

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la Commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, service à la population du 10 décembre 2020 de bien vouloir :

- ADOPTER le règlement budgétaire et financier pour la gestion des AP-CP joint en annexe

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier,

ADOPTION D'UN REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER POUR LA GESTION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP)
Note explicative de synthèse

Outil indispensable de suivi démocratique et fonctionnel des investissements, la gestion en AP-CP permet une plus grande lisibilité du budget par une meilleure identification des crédits engagés à travers les opérations dont l'exécution est pluriannuelle

La loi ATR du 6/2/92 autorise l'utilisation des autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) dans les Communes de plus de 3500 hab. L'ordonnance du 26/8/05 et deux décrets du 27/12/05 sont venus actualiser le cadre comptable.

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être **engagées** pour le financement des investissements. Elles correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers (*Art L 2311-3 et R 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales*).

Les AP se distinguent du programme pluriannuel d'investissement (PPI) qui est l'outil de programmation et d'affichage. Ce programme, qu'il soit biennal ou quinquennal, comprend tous les projets d'investissement du mandat : ceux gérés en AP comme ceux hors AP (dépenses annuelles récurrentes ou projets à long terme).
Au contraire, les AP sont un outil budgétaire de mobilisation de crédit. Elles permettent justement d'établir la corrélation entre la programmation (PPI) et la capacité financière de la Ville.

Chaque AP se décline en plusieurs enveloppes successives : les CP.
Les AP doivent être, dès le moment du vote, traduites dans un échéancier de CP.

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre de l'AP. A tout moment, la somme des CP doit être égale au montant de l'AP (Art L 2311-3 du CGCT).

Chaque CP détermine le montant des inscriptions budgétaires pour l'exercice concerné. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie donc en tenant compte des seuls CP.

La Ville de La Teste de Buch souhaite améliorer la performance de sa gestion financière en mettant à profit les dispositifs budgétaires mis à sa disposition par la gestion en
Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP). Il a ainsi été décidé de gérer à partir de 2021 une partie des projets d'investissement pluriannuels de la Ville en AP/CP.

Dans un souci de lisibilité et d'information il convient d'établir un règlement budgétaire et financier explicitant toute les procédures pour la gestion des AP-CP

La délibération a donc pour objet de :

- ADOPTER le règlement budgétaire et financier pour la gestion des AP-CP joint en annexe

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier,

Règlement budgétaire et financier pour la gestion des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP)

Préambule

La loi ATR du 6/2/92 autorise l'utilisation des autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) dans les Communes de plus de 3500 hab. L'ordonnance du 26/8/05 et deux décrets du 27/12/05 sont venus actualiser le cadre comptable.

La Ville de La Teste de Buch souhaite améliorer la performance de sa gestion financière en mettant à profit les dispositifs budgétaires mis à sa disposition par la gestion en
Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP). Il a ainsi été décidé de gérer à partir de 2021 une partie des projets d'investissement pluriannuels de la Ville en AP/CP.

I : Définition et cadre général

1. Autorisations de Programme

1.1. Définition

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être **engagées** pour le financement des investissements. Elles correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers (*Art L 2311-3 et R 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales*).

Les AP se distinguent du programme pluriannuel d'investissement (PPI) qui est l'outil de programmation et d'affichage. Ce programme, qu'il soit biennal ou quinquennal, comprend tous les projets d'investissement du mandat : ceux gérés en AP comme ceux hors AP (dépenses annuelles récurrentes ou projets à long terme).
Au contraire, les AP sont un outil budgétaire de mobilisation de crédit. Elles permettent justement d'établir la corrélation entre la programmation (PPI) et la capacité financière de la Ville.

L'AP doit couvrir **la totalité des dépenses d'investissement du programme** : études, acquisitions immobilières et mobilières, travaux et maîtrise d'œuvre. Les charges répétitives induites (coûts de fonctionnement) ne sont pas comprises dans l'AP mais permettent cependant d'arbitrer entre réalisation du projet, abandon ou report.

Ce montant est fixé en fonction du mode de gestion des interventions :

- lorsque la Ville n'est pas maître d'ouvrage, l'AP correspond au montant de la participation municipale ;
- lorsque la Ville est maître d'ouvrage, l'AP correspond au montant du coût global.

Les interventions réalisées par la Ville en tant que mandataire ne sont pas gérées en AP/CP.
Les recettes d'investissement propres au programme doivent être estimées et intégrées au plan de financement de l'AP et des CP (subventions, fonds de concours…) pour permettre de dégager la charge nette qui sera finalement supportée par la Ville.

1.2. Typologie

Deux types d'AP sont mises en œuvre :

- **Une AP de projet** finance un programme individualisé en une seule opération. Elle identifie une opération d'envergure, dont le montant et l'impact justifient une AP distincte.
Ex : Hôtel de Police, Conservatoire de Musique

- **Une AP d'intervention** finance un programme regroupant un ensemble cohérent d'opérations dans un domaine d'intervention spécifique.
Ex : programme d'efficacité énergétique, programme de voirie

1.3. Objectifs

Cette procédure permet de planifier la mise en œuvre pluriannuelle des investissements.
Ainsi, en introduisant une dérogation au principe d'annualité budgétaire, cette méthode permet de :

- **faciliter l'arbitrage** en éclairant les élus et services sur la faisabilité des projets ;
- **accroître la visibilité** en fixant, pour plusieurs exercices, les crédits affectés à la réalisation d'une opération ;
- **limiter la mobilisation prématurée des crédits** en ajustant les ressources (emprunt et fiscalité) au fur et à mesure, en fonction des marges de manœuvre financières de la Ville ;
- **augmenter le taux de consommation** des crédits inscrits et supprimer, pour les projets concernés, la procédure des reports budgétaires ;

2. Crédits de Paiement et échéancier

Chaque AP se décline en plusieurs enveloppes successives : les CP.
Les AP doivent être, dès le moment du vote, traduites dans un échéancier de CP.

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre de l'AP. A tout moment, la somme des CP doit être égale au montant de l'AP (Art L 2311-3 du CGCT).

Chaque CP détermine le montant des inscriptions budgétaires pour l'exercice concerné. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie donc en tenant compte des seuls CP.

Les CP doivent être entièrement consommés, c'est-à-dire mandatés, en fin d'année. Les CP votés non mandatés sont automatiquement annulés : **ils ne peuvent faire l'objet d'aucun report**. Ils pourront, si besoin, être prévus par un nouveau vote, prioritairement lors du BP ou BS.

3. Information de l'Assemblée délibérante

Une présentation est faite chaque année lors du Débat d'Orientations Budgétaires, portant principalement sur les points suivants :

- les affectations ;
- les prévisions et la stratégie pluriannuelle.

Sont ensuite présentées dans le rapport du Budget Principal :
- la consommation des CP inscrits précédemment ;
- les nouvelles AP proposées.

Enfin, la note de présentation du Compte Administratif s'accompagne d'un bilan de la gestion pluriannuelle.

Parallèlement, un tableau récapitulatif des AP/CP est annexé aux documents budgétaires (Budget Primitif et Compte Administratif).
En plus de cette information régulière, l'Assemblée se prononce lors des sessions budgétaires de vote et de modification des AP/CP (v. après).

11 : Gestion des autorisations de programme

1. Vote de l'AP

Les AP sont ouvertes, c'est-à-dire votées, par le Conseil Municipal dans le cadre d'une décision budgétaire, prioritairement lors du **Budget Primitif.**
L'AP est ouverte lorsque l'on a besoin des crédits et non simplement lorsque le projet est programmé (PPI).
Le vote des AP s'effectue par une délibération distincte du BP et comprend leur échéancement en CP.
C'est la date du vote qui donne à l'AP son millésime (repris dans son code).

Les AP impactent fortement les budgets futurs en cumulant les CP chaque année. Leur volume, additionné aux opérations hors AP, ne doit donc pas excéder la capacité annuelle d'investissement de la Ville.

2. L'affectation d'AP

L'affectation est réalisée par les Finances et consiste à **rattacher l'AP à une ou plusieurs opérations.**
L'affectation est effectuée au moment du vote de l'AP.

L'AP peut être mono ou multi-opérations :

- En principe une AP de projet ne comprend qu'une opération. L'AP et l'opération se confondent. Ex : enveloppe pour une salle de concert.
- Au contraire une AP d'intervention se décline en plusieurs opérations correspondant à des phases ou des sites distincts. *Ex : enveloppe de rénovation scolaire découpée en autant d'écoles.*

Par exception à ce principe, les services peuvent proposer une AP de projet découpée en plusieurs opérations si le suivi du programme l'exige. *Ex : opération 1 « Etudes », opération 2 « Travaux ».*

L'affectation permet de compléter l'arborescence des AP.
Celle-ci reprend les grandes compétences de la Ville, par le biais de la classification fonctionnelle traditionnelle (*ex : fonction 2 « Enseignement », sous-fonction 21 « Premier degré »*) :

AP	**CP**		
1000 000 €	BP n	BP n+1	BP n+2
Fonction			
Sous fonction			
Programme	**200 000 €**	**300 000 €**	**500 000 €**
Opération	200 000 €	300 000 €	500 000 €
Fonction			
Sous fonction			
Programme	**200 000 €**	**300 000 €**	**500 000 €**
Opération 1	100 000 €	210 000 €	500 000 €
Opération 2	100 000 €	90 000 €	0 €

3. L'engagement en AP

L'engagement est réalisé à la demande du service opérationnel. Il intervient lors de la création d'une obligation vis-à-vis d'un tiers, formalisé par la signature d'une convention, d'un marché, d'un bon de commande ou tout autre document de nature juridique engageant la collectivité au paiement d'une dépense.

A cet engagement juridique correspond un engagement comptable qui consiste à vérifier et réserver les crédits (enregistrement informatique). L'engagement comptable est antérieur ou concomitant à l'engagement juridique.

Contrairement au principe d'annualité budgétaire, l'engagement est ici pluriannuel : c'est bien **l'AP qui est engagée**, comptablement et juridiquement. Dans l'application financière, l'engagement est fait sur la ou les opérations.
Les CP, c'est à dire les crédits annuels, n'ont plus besoin d'être engagés.

Les CP font l'objet du mandatement, effectué par les Finances.
Lorsque les CP successifs sont intégralement mandatés, l'AP est clôturée par les Finances.

4. La caducité de l'AP

La règle de caducité porte sur **l'engagement** de l'AP, à double titre :
- L'AP doit connaître ses premiers engagements **dans les 12 mois suivant son vote**. Ainsi, si les premiers engagements d'un programme n'interviennent qu'après un an, c'est que l'AP pouvait être votée au BP suivant.
- L'AP doit avoir été entièrement engagée **dans les 12 mois suivant son échéance** (année des derniers CP + 1 an). Ainsi, si une partie de l'AP est « dormante », c'est que le financement doit être clôturé et nécessitera éventuellement une AP ultérieure.

Dans ces deux hypothèses, l'AP peut être déclarée caduque et faire l'objet d'une annulation ou d'une clôture par le Conseil à la prochaine session budgétaire, prioritairement au **BS ou BP suivant**.

5. Modification et annulation

Il existe deux types de modifications :
- sur le stock : il s'agit d'augmenter, diminuer ou annuler l'AP ;
- sur le flux (fongibilité horizontale) : il s'agit de modifier les montants et/ou le calendrier des CP.

Toute modification est votée dans le cadre d'une décision budgétaire, prioritairement lors du **BS ou BP suivant**.

6. Les transferts de crédit pour les opérations gérées en AP

Les transferts de crédit (fongibilité verticale) devront respecter les règles suivantes :

Entre deux opérations au sein d'une même AP (AP multi-opérations) :

Au sein d'une même AP et d'un même chapitre : les virements sont possibles.
Le transfert n'est pas soumis au Conseil mais sollicité auprès des Finances. L'avance des travaux sur une opération pourra donc être compensée par le retard sur une autre. La limite est constituée par l'enveloppe annuelle, c'est-à-dire le crédit de paiement global de l'exercice en cours dans cette AP.

Ex : dans le tableau du §2-, si les deux opérations constituent des travaux (chapitre 23), le service demandera un virement aux Finances afin de pouvoir engager sur l'opération n°1 120 000 € au lieu de 100 000 €. L'opération n°2 ne pourra plus être engagée qu'à hauteur de 80 000 €, au lieu de 100 000 €.

Au sein d'une même AP, d'un chapitre à un autre : ce transfert de crédits est de la compétence du Conseil et ne peut intervenir que par **DM**.

Ex : dans le tableau du §2-, si l'opération n°1 constitue des acquisitions (chapitre 21) et l'opération n°2 des travaux (chapitre 23), le service qui veut engager sur l'opération n°1 120 000 € au lieu de 100 000 € demandera aux Finances une DM pour ponctionner 20 000 € sur l'opération n°2. L'opération n°2 ne pourra plus être engagée qu'à hauteur de 80 000 €, au lieu de 100 000 €.

Entre deux AP (AP mono ou multi-opérations) :

Les transferts de crédits sont impossibles : il s'agit en fait de modifier les AP concernées. La modification est votée dans le cadre d'une décision budgétaire, prioritairement lors du BS ou BP suivant (cf. §5-).

Monsieur le Maire :
Merci M Boudigue,

Monsieur BUSSE :
Voilà quelques mots sur ce nouveau règlement, nous avons été élus pour mettre en œuvre notre programme de campagne et une politique nouvelle de gestion des affaires, en matière d'investissement nous ne poursuivons pas les pratiques un peu légère de l'ancienne municipalité empruntent d'opacité et d'approximation inacceptable.
Le temps des décisions insuffisamment préparées, du saucissonnage systématique, des grosses affaires et du recours fréquent à du report budgétaire illisible est désormais révolu.
Nous pouvons citer le théâtre Cravey, le projet des vestiaires du Clavier, la rénovation des maisons des habitants.

Pour notre part, nos valeurs nous commandent des méthodes et une rigueur que l'administration saura mettre en œuvre de même qu'une transparence absolue au service de tous les habitants.
Depuis que nous sommes arrivés en matière de voirie, ou de bâtiments, les services techniques travaillent sur des diagnostics qui permettront dès 2021 d'établir et valider un plan pluriannuel d'investissements dit PPI.
Cette planification prévisionnelle sur 5 ans et son affichage transparent mettra la mairie en capacité de piloter et gérer le portefeuille des affaires d'investissements.
Cependant si ce PPI est nécessaire il n'est pas suffisant à lui seul, les grands projets d'équipements ceux dont la réalisation prend plusieurs années sont structurants en matière de ressources financières et humaines.
On peut citer l'hôtel de police, le conservatoire de musique, l'aménagement du Baou, la façade maritime des prés salés Ouest, la réfection du bld Lignon et bld des Miquelots.
C'est pourquoi l'ensemble de ces affaires seront gérées dans le cadre d'autorisation de programme et de crédit de paiement dit APCP.
L'importance de ces affaires pour tous, la municipalité, l'administration et les testerins méritent bien des délibérations spécifiques argumentées.
Pour être simple, l'autorisation de programme fixe la durée et la limite supérieure des dépenses de l'ensemble d'une affaire, imposant de gérer les écarts le cas échéant en toute transparence dans le cadre d'une nouvelle délibération.

Les crédits de paiement fixent les limites supérieures des dépenses pouvant être mandatées pour l'année, ils ne font l'objet d'aucun report, le cas échéant ils donneront lieu à un nouveau vote du conseil municipal dans le cadre du budget primitif ou du budget supplémentaire.
Il est certain et tout à fait normal que nous aurons à traiter des aléas, des dérives provenant des défaillances ou d'éléments externes imprévisibles, mais ces adaptations à la réalité seront instruites au moment voulu et pas constaté ou suivi à posteriori.
Nous sommes déterminés à renforcer la responsabilisation, la transparence et la maitrise dans la gestion des dépenses, c'est pour cela que nous sommes heureux de pouvoir voter ce règlement budgétaire et financier qui apportera de la visibilité et transparence et souplesse d'arbitrage et une optimisation des ressources et meilleurs taux de réalisation.

Madame PAMIES :
Simplement pour dire que le principe me semble un bon principe, néanmoins on espère qu'une place sera donnée à la transition énergétique des bâtiments communaux mais également à la transition écologique en général et une place importante faite au vélo sur ces futurs projets, on restera vigilant sur la thématique qui nous incombe, celle de la transition écologique.

Monsieur MURET :
Oui cette procédure APCP pourquoi pas , c'est plutôt quelque chose que l'on voit dans les grandes collectivités qui ont des investissements qui s'étalent sur plusieurs années, tels que des réseaux de transports, tramway, métro, pourquoi pas, c'est vrai que cela peut apporter un surcroit de visibilité, je ne suis pas sûr que ça mette totalement à l'abri des dépassements voire des erreurs d'estimation initiale sur un projet, ce que je regrette c'est que nous n'ayons pas aujourd'hui, jour de vote du budget primitif le fameux PPI que vous nous annoncez depuis plusieurs séances.

Il était peut-être temps de le présenter, est ce que vous avez encore pour plusieurs travaux avant d'avoir cette évaluation et de pouvoir nous le faire voter.
Là finalement dans cette délibération, on ne vote qu'un outil supplémentaire, qu'une nouvelle méthode, qui à mon sens est un peu surdimensionné par rapport à la capacité d'investissement de notre ville et surtout je pense que ça va engendrer de très fortes contraintes en matière de suivi administratif et financier , non pas au service des finances mais bien au sein des services techniques et il faudra peut-être recruter du personnel en plus, spécialisé, dans le suivi de ces autorisations de crédits, c'est très complexe et ça demande une attention très constante et en plus c'est quelque chose qui culturellement ne se pratique pas jusqu'à présent dans nos services, ça va demander une petite reconfiguration du logiciel, c'est un peu mon inquiétude.
Sur le principe c'est un outil très bien, effectivement ça sera le bras armé de votre PPI, dont on est très impatient de découvrir le contenu.

Monsieur BUSSE :
Vous avez raison on travaille sur le PPI, on va apporter de la rigueur, de la transparence, de la clarté, le PPI je vous ai dit qu'il y avait des diagnostics qui étaient en cours dans les services techniques, justement pour permettre l'établissement de ces PPI et ces PPI se feront dès le début de l'année 2021, les diagnostics se font, après sur le règlement que l'on vient de parler c'est simplement les projets d'équipements les plus structurants qui feront l'objet d' APCP et les programmes de voirie par exemple.
Ce n'est pas l'ensemble des affaires qui seront traités sous la forme d'APCP.

Monsieur le Maire :
Par rapport à l'environnement et la cause énergétique, oui nous en sommes soucieux, je vais prendre encore un exemple, quand je prends cet hôtel de ville, on est à la limite du pré-contentieux aujourd'hui, le rendu que nous avons ne correspond pas à ce que nous payons et de ce qui doit nous être fournis, il y a eu un manque de suivi dans la conception, il fait ou trop chaud ou trop froid suivant les endroits, hier encore nous n'avions pas d'eau chaude, l'électricité qui disjoncte en permanence, on a un produit qui ne correspond pas à l'attente que nous devrions avoir par rapport à ce qui a été engagé en tant que financement et dépense.

C'est tout ça que l'on veut y remédier, et contrôler, quand M Muret nous dit l'ACPC c'est nouveau, ça fait 10 ans que certaines collectivités s'en servent...
Il faut bien s'en servir, on parle du théâtre Cravey où on nous dit que ça va coûter 2, 5 millions et à l'arrivée on est à 5, on vient d'apprendre qu'il y avait un problème avec l'acoustique, il n'est pas en conformité, ce n'est pas acceptable tout ça. Au dernier conseil il a fallu passer, se priver de certaines pénalités, il a fallu discuter avec certains, on leur avait demandé du travail supplémentaire, on ne voulait pas les payer, il faut arrêter tout ça, il faut être sérieux et structuré.

Quant au PPI, on ne va pas continuer à faire, on fait des études nous, pour savoir où on va sur des grands projets, tel que nous avons annoncé, on ne peut pas partir comme ça à l'aveuglette, et

dire ça va coûter à peu près et ensuite que ça dérape, il faut que nous soyons sérieux, c'est ce que nous ont demandé les testerins, et sérieux nous le sommes.

Monsieur DUCASSE :
Petite réflexion sur le fait que depuis quelques années nous avons engagé non pas un PCP mais la même chose sous un autre nom avec Eiffage énergie pour le remplacement des 6500 candélabres de la ville, nous en sommes à la 3ème année, on a étalé ça sur 5 ans avec un audit préalable, d'autre part on a un exemple réussi de chauffage qui a été réalisé dans notre commune, c'est le chauffage du centre technique avec une chaudière bois, je me demande s'il n'y a pas la place d'en installer une ici avec du bois non pas de la forêt usagère mais du bois régional , je pense que ça a changé la vie dans les bureaux et les ateliers du centre technique.

Monsieur le Maire :
Vous connaissant, vous avez dû le dire mais vous n'avez pas dû être entendu ou écouté pour le faire ici,

Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Monsieur BERNARD :

Juste un mot sur le vélo, les mobilités douces ou actives, hier nous débattions à la COBAS sur ce dossier en termes d'investissement sur les pistes cyclables, jamais nous n'avons obtenu autant que sur l'exercice qui va s'ouvrir sur 2021.
A la COBAS on doit partager, mais nous serons je pense les plus gros bénéficiaires de ce dispositif, tant en terme d'entretien qu'en terme de création de pistes cyclables.
On a parlé de Louis Lignon, le boulevard qui va depuis Pyla jusqu'à la Teste, les travaux vont débuter, ils seront longs car c'est complexe, mais il y aura une piste cyclable qui je l'espère on pourra conclure avec le département de façon qu'elle soit complète au terme des travaux, on espère pour 2023, nous aurons réussi un beau chalenge car c'est très compliqué, ça contribue à la transition énergétique, et à tout ce qui est mobilité douce.

Madame DELMAS :
On est quand même assez vertueux sur le territoire y compris la teste, vous connaissez le kilomètre de pistes cyclables ? On a déjà été très vertueux, on a 83 Kms de pistes cyclable, je regardais d'autres villes plus importantes qui n'en ont pas autant, mais encore une fois ce n'est jamais assez, mais on a beaucoup développé via la COBAS ces mobilités douces.

Monsieur BERNARD :
On en a plus que ça, je pense qu'actuellement on est à 123 Kms de pistes cyclables sur notre collectivité, en sachant qu'elles ne sont pas toute de notre initiative, il y en a qui viennent du département, la COBAS et d'autres villes, c'est le dernier chiffre que j'ai, mais on va aller beaucoup plus loin, le maillage n'est pas encore terminé et il y a le franchissement de l' A 660 qui est important , là je parle territoire et ce matin on commence à envisager les travaux sur la poursuite de l'A 660 qui va devenir la RN 250 en espérant que les travaux permettront une

fluidité automobile mais aussi le franchissement de cette route qui au rond-point n'est pas exceptionnelle pour les vélos.
Il y a du travail fait, on a des beaux crédits en 2021 et il y aura de gros travaux qui se poursuivront dans les années suivantes.

Monsieur le Maire :
Mme Delmas des villes beaucoup plus importantes en superficie il n'y en a pas beaucoup sur la France, donc nous faisons partie des plus grandes villes en superficie, donc 83 kms c'est bien mais il en manque encore.

Madame PAMIES :
J'allais le dire, le kilomètre de pistes sera jamais aussi important que sur la surface du territoire sur lequel nous vivons, par ailleurs vous l'avez dit il y a un problème de maillage sur les pistes cyclable de cette commune, je suis ravie de pouvoir entendre qu'il y aura un axe entre la Teste et le Pyla, maintenant il faut aussi que les testerins puissent se déplacer de façon sûre en centre-ville, ce sont toujours des petit trajets qui permettent le report modal sur les déplacements les plus courts qui sont ceux, domicile-travail, ou domicile –école, donc aujourd'hui les écoles sont des écoles de quartiers, c'est-à-dire que les habitants n'habitent pas plus entre 500 m et 1 Km il faut que nos enfants puissent se déplacer de façon sûre jusqu'à leur école, c'est une question de maillage et pas de kilomètres sur le territoire.

Monsieur BERNARD :
Je n'ai pas exclu le maillage loin s'en faut, mais ça passera aussi par une réflexion sur les plans de circulation du cœur de ville, c'est clair nous sommes tous d'accord là-dessus.

Rapporteur : **M. BOUDIGUE** **DEL2020-12-531**

BUDGET PRIMITIF 2021- Budget principal et budgets annexes
EXERCICE 2021

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1612-1 à L1616-20 et L 2311-1 à L 2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux ;

Vu les instructions budgétaires et comptables M14 et M4 modifiées précisant les règles de la comptabilité publique et de présentation du budget et de ses modifications à compter du 01/01/2020 ;

Vu la délibération n°2020-11-453 du 20 novembre 2020 prenant acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire ;

Vu les projets de budget primitif pour l'exercice 2021 pour le budget principal et ses trois budgets annexes et son rapport de présentation,

Mes chers collègues,

Considérant que le budget primitif de l'exercice 2021 de la commune se décompose en un budget principal et trois budgets annexes retraçant l'activité du Pôle nautique, du Parc des Expositions et de l'Ile aux oiseaux.

Considérant que ces budgets sont votés au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement, sans chapitres « opérations d'équipement » et sans vote formel pour chacun des chapitres. Le rapport de présentation ci-joint en retranscrit les différents mouvements budgétaires.

Je vous propose mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, services à la population du 10 décembre 2020, de bien vouloir :

- EXAMINER les différents chapitres qui constituent le budget principal et les trois budgets annexes,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
OPERATIONS REELLES			
Chapitre 022 : Dépenses imprévues	0,00	Chapitre 013 : Atténuation de charges	24 500,00
Chapitre 011 : Charges à caractère général	8 083 000,00	Chapitre 70 : Produits des services	1 154 400,00
Chapitre 012 : Charges de personnel	20 320 000,00	Chapitre 73 : Impôts et taxes	32 047 900,00
Chapitre 014 : Atténuation de produits	1 706 600,00	Chapitre 74 : Dotations et participations	4 971 500,00
Chapitre 65 : Charges de transferts	3 121 150,00	Chapitre 75 : Autres prod. de gestion courantes	385 200,00
Chapitre 66 : Charges financières	651 100,00	Chapitre 76 : Produits financiers	1 200,00
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	37 000,00	Chapitre 77 : Produits exceptionnels	82 500,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement	33 918 850,00	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	38 667 200,00
OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION			
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement	1 456 950,00		
Chapitre 042 : Autres opérations d'ordre	3 706 000,00	Chapitre 042 : Autres recettes d'ordre	414 600,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	5 162 950,00	**Total des recettes d'ordre de fonctionnement**	414 600,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**39 081 800,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**	**39 081 800,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
OPERATIONS REELLES			
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	2 191 200,00	Chapitre 16 :Emprunts et autres dettes	2 231 130,00
Chapitre 10 : Dotations	60 000,00	Chapitre 10 : Dotations (hors 1068)	2 800 000,00
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	796 600,00		
Chapitre 204 : Subventions d'équipement	1 505 600,00	Chapitre 13 : Subventions	2 236 080,00
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	8 278 400,00	Chapitre 024 : Produits de cessions	810 840,00
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	1 000 000,00	Chapitre 23 : Immobilisations en cours	1 000 000,00
Chapitre 27 : Autres prêts	2 000,00	Chapitre 27 : Autres prêts	7 400,00
Opérations individualisées	0,00	Opérations individualisées	0
Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers	0,00	Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement	13 833 800,00	**Total recettes réelles d'investissement**	9 085 450,00
OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION			
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	1 000 000,00	Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	1 000 000,00
OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION			
		Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	1 456 950,00
Chapitre 040 : Autres opérations d'ordre	414 600,00	Chapitre 040 : Autres recettes d'ordre	3 706 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement (de section à section)	414 600,00	**Total des recettes d'ordre d'investissement (de section à section)**	5 162 950,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	**15 248 400,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE**	**15 248 400,00**

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses (ou déficit)	**15 248 400,00**	0,00	0,00	**15 248 400,00**
Recettes hors affectation (a)			0,00	
Affectation (1068) (b)			0,00	
Recettes (a) + (b)	**15 248 400,00**	0,00	0,00	**15 248 400,00**

– ADOPTER le budget primitif du budget principal dans son ensemble, conformément à la répartition décrite ci-dessus,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
OPERATIONS REELLES			
Chapitre 022 : Dépenses imprévues	0,00	Chapitre 013 : Atténuation de charges	0,00
Chapitre 011 : Charges à caractère général	339 140,00	Chapitre 70 : Produits des services	564 000,00
Chapitre 012 : Charges de personnel	187 000,00	Chapitre 73 : Impôts et taxes	0,00
Chapitre 014 : Atténuation de produits	0,00	Chapitre 74 : Dotations et participations	0,00
Chapitre 65 : Charges de transferts	1 000,00	Chapitre 75 : Autres prod. de gestion courantes	0,00
Chapitre 66 : Charges financières	860,00	Chapitre 76 : Produits financiers	0,00
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	0,00	Chapitre 77 : Produits exceptionnels	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**528 000,00**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**564 000,00**
OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION			
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement	0,00		
Chapitre 042 : Autres opérations d'ordre	36 000,00	Chapitre 042 :Autres recettes d'ordre	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	**36 000,00**	**Total des recettes d'ordre de fonctionnement**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**564 000,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**	**564 000,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
OPERATIONS REELLES			
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	5 420,00	Chapitre 024 : Produits de cessions	0,00
Chapitre 10 : Dotations	0,00	Chapitre 10 : Dotations (hors 1068)	0,00
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	700,00	Chapitre 13 : Subventions	0,00
Chapitre 204 : Subventions d'équipement	0,00	Chapitre 16 :Emprunts et autres dettes	0,00
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	29 880,00	Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	0,00
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	0,00	Chapitre 23 : Immobilisations en cours	0,00
Opérations individualisées	0,00	Chapitre 27 : Autres prêts	0,00
Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers	0,00	Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement	**36 000,00**	**Total recettes réelles d'investissement**	**0,00**
OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION			
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00	Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00
OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION			
		Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00
Chapitre 040 : Autres opérations d'ordre	0,00	Chapitre 040 : Autres recettes d'ordre	36 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement	**0,00**	**Total des recettes d'ordre d'investissement**	**36 000,00**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	**36 000,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE**	**36 000,00**

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses (ou déficit)	**36 000,00**	0,00	0,00	**36 000,00**
Recettes hors affectation (a)			0,00	
Affectation (1068) (b)			0,00	
Recettes (a) + (b)	**36 000,00**	0,00	0,00	**36 000,00**

– ADOPTER le budget primitif du budget annexe Pôle nautique, conformément à la répartition décrite ci-dessus,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
OPERATIONS REELLES			
Chapitre 022 : Dépenses imprévues	0,00	Chapitre 013 : Atténuation de charges	0,00
Chapitre 011 : Charges à caractère général	41 315,00	Chapitre 70 : Produits des services	0,00
Chapitre 012 : Charges de personnel	0,00	Chapitre 73 : Impôts et taxes	0,00
Chapitre 014 : Atténuation de produits	0,00	Chapitre 74 : Dotations et participations	0,00
Chapitre 65 : Charges de transferts	0,00	Chapitre 75 : Autres prod. de gestion courantes	88 000,00
Chapitre 66 : Charges financières	3 185,00	Chapitre 76 : Produits financiers	0,00
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	0,00	Chapitre 77 : Produits exceptionnels	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**44 500,00**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**88 000,00**
38650			
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement	36 700,00		
Chapitre 042 : Autres opérations d'ordre	6 800,00	Chapitre 042 :Autres recettes d'ordre	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	**43 500,00**	**Total des recettes d'ordre de fonctionnement**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**88 000,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**	**88 000,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
OPERATIONS REELLES			
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	43 500,00	Chapitre 024 : Produits de cessions	0,00
Chapitre 10 : Dotations	0,00	Chapitre 10 : Dotations (hors 1068)	0,00
Chapitre 20 :Immobilisations incorporelles	0,00	Chapitre 13 : Subventions	0,00
Chapitre 204 : Subventions d'équipement	0,00	Chapitre 16 :Emprunts et autres dettes	0,00
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	0,00	Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	0,00
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	0,00	Chapitre 23 : Immobilisations en cours	0,00
Opérations individualisées	0,00	Chapitre 27 : Autres prêts	0,00
Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers	0,00	Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement	**43 500,00**	**Total recettes réelles d'investissement**	**0,00**
OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION			
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00	Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00
OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION			
		Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	36 700,00
Chapitre 040 : Autres opérations d'ordre	0,00	Chapitre 040 : Autres recettes d'ordre	6 800,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement	**0,00**	**Total des recettes d'ordre d'investissement**	**43 500,00**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	**43 500,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE**	**43 500,00**

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses (ou déficit)	**43 500,00**	0,00	0,00	**43 500,00**
Recettes hors affectation (a)			0,00	
Affectation (1068) (b)			0,00	
Recettes (a) + (b)	**43 500,00**	0,00	0,00	**43 500,00**

– ADOPTER le budget primitif du budget annexe Parc des Expositions, conformément à la répartition décrite ci-dessus,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
OPERATIONS REELLES			
Chapitre 022 : Dépenses imprévues	0,00	Chapitre 013 : Atténuation de charges	0,00
Chapitre 011 : Charges à caractère général	45 113,00	Chapitre 70 : Produits des services	78 000,00
Chapitre 012 : Charges de personnel	57 000,00	Chapitre 73 : Impôts et taxes	0,00
Chapitre 014 : Atténuation de produits	0,00	Chapitre 74 : Dotations et participations	40 413,00
Chapitre 65 : Charges de transferts	0,00	Chapitre 75 : Autres prod. de gestion courantes	0,00
Chapitre 66 : Charges financières	0,00	Chapitre 76 : Produits financiers	0,00
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	0,00	Chapitre 77 : Produits exceptionnels	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**102 113,00**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**118 413,00**
OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION			
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement	0,00		
Chapitre 042 : Autres opérations d'ordre	16 600,00	Chapitre 042 :Autres recettes d'ordre	300,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	**16 600,00**	**Total des recettes d'ordre de fonctionnement**	**300,00**
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**118 713,00**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**	**118 713,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
OPERATIONS REELLES			
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	0,00	Chapitre 024 : Produits de cessions	0,00
Chapitre 10 : Dotations	0,00	Chapitre 10 : Dotations (hors 1068)	0,00
Chapitre 20 :Immobilisations incorporelles	0,00	Chapitre 13 : Subventions	0,00
Chapitre 204 : Subventions d'équipement	0,00	Chapitre 16 :Emprunts et autres dettes	0,00
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	16 300,00	Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	0,00
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	0,00	Chapitre 23 : Immobilisations en cours	0,00
Opérations individualisées	0,00	Chapitre 27 : Autres prêts	0,00
Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers	0,00	Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement	**16 300,00**	**Total recettes réelles d'investissement**	**0,00**
OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION			
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00	Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00
OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION			
		Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00
Chapitre 040 : Autres opérations d'ordre	300,00	Chapitre 040 : Autres recettes d'ordre	16 600,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement	**300,00**	**Total des recettes d'ordre d'investissement**	**16 600,00**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	**16 600,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE**	**16 600,00**

	Opérations de l'exercice	Restes à réaliser	Résultat reporté	Cumul section
Dépenses (ou déficit)	**16 600,00**	0,00	0,00	**16 600,00**
Recettes hors affectation (a)			0,00	
Affectation (1068) (b)			0,00	
Recettes (a) + (b)	**16 600,00**	0,00	0,00	**16 600,00**

- ADOPTER le budget primitif du budget annexe de l'Ile aux Oiseaux, conformément à la répartition décrite ci-dessus,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération.

RAPPORT DE PRESENTATION DU BUDGET PRIMITIF 2021

Préambule

Le projet de budget primitif 2021 s'inscrit dans le cycle budgétaire annuel :

- Rapport d'orientations budgétaires dans les deux mois qui précèdent le vote du budget primitif,
- Vote du Budget Primitif (BP),
- Vote du Compte Administratif N-1 (CA N-1) et affectation des résultats,
- Vote du Budget Supplémentaire (BS),
- Vote des Décisions Modificatives (DM) permettant d'ajuster le budget en cours d'année.

Ce projet est soumis à l'assemblée délibérante dès le mois de décembre afin de se conformer notamment aux principes budgétaires de l'antériorité ainsi que de l'annualité, et de permettre son exécution sur les douze mois de l'année civile.

Les documents budgétaires remis à l'ensemble des membres du Conseil Municipal, répondent aux exigences du cadre légal comptable et budgétaire des instructions comptables et budgétaires (M14 et M4).

Le présent rapport de présentation a, quant à lui, vocation à synthétiser et commenter les données issues de ces documents budgétaires de manière plus analytique.

SOMMAIRE

Préambule page 380
Sommaire page 381
Introduction page 382

I) BUDGET PRINCIPAL page 383
SECTION DE FONCTIONNEMENT page 383
A) DEPENSES page 383
1) Dépenses réelles page 384
a) Dépenses de gestion page 384
b) Dépenses financières et exceptionnelles page 387
2) Dépenses d'ordre page 388
B) RECETTES page 389
1) Recettes réelles page 389
a) Recettes de gestion page 389
b) Recettes financières et exceptionnelles page 392
2) Recettes d'ordre page 393
SECTION D'INVESTISSEMENT page 394
A) DEPENSES page 394
1) Dépenses réelles page 394
a) Dépenses d'équipement page 394
b) Dépenses financières page 397
c) Dépenses pour compte de tiers page 397
2) Dépenses d'ordre page 398
B) RECETTES page 399
1) Recettes réelles page 399
a) Recettes d'équipement page 399
b) Recettes financières page 400
c) Recettes pour compte de tiers page 401
2) Recettes d'ordre page 401

II) BUDGETS ANNEXES page 403

1°) BUDGET ANNEXE POLE NAUTIQUE page 403
2°) BUDGET ANNEXE PARC DES EXPOSITIONS page 404
3°) BUDGET ANNEXE ILE AUX OISEAUX page 405

Introduction

Lors du débat d'orientation budgétaire, il a été souligné la volonté, dans un contexte sanitaire toujours incertain, d'impulser une dynamique nouvelle se caractérisant d'une part par une baisse significative des prélèvements fiscaux opérés à l'encontre de nos concitoyens, d'autre part par la mise en œuvre d'orientations politiques nouvelles. Cette politique nouvelle est, à la fois plus sécuritaire par le renforcement sans précédent des effectifs de la police municipale et plus proche des testerins par la création de 3 maisons des habitants supplémentaires, tout en s'engageant dans une gestion pluriannuelle de notre patrimoine bâti et routier, en s'appuyant sur les diagnostics permettant à la municipalité d'établir ensuite un plan pluriannuel d'investissement conséquent, adapté et réalisable.

Le budget primitif 2021 s'inscrit donc dans ce cadre à travers :

- des ressources marquées par la baisse de 20% du taux communal 2020 de la taxe foncière bâtie comme annoncé lors du Débat d'Orientation Budgétaire,
- des dépenses de gestion intégrant une offre nouvelle de service public,
- un endettement stabilisé à son niveau actuel,
- la mise en œuvre d'une programmation pluriannuelle des investissements permettant d'optimiser le financement, le calendrier de réalisation et l'impact environnemental de ces opérations.

Ces choix de gestion se déclinent dans le Budget Primitif 2021 du budget principal et des 3 budgets annexes.

Ce document de présentation se décompose donc à l'image du budget en 2 parties :

- une 1e partie retraçant les mouvements du budget principal,
- une 2e partie retraçant les mouvements propres à chacun des 3 budgets annexes.

Monsieur BOUDIGUE

1) BUDGET PRIMITIF : LE BUDGET PRINCIPAL

Le budget principal retranscrit financièrement l'action municipale dans le périmètre des compétences générales de la commune de La Teste de Buch.

Ce budget est régi par l'instruction budgétaire et comptable M14. Sa forme et sa présentation répondent par conséquent aux obligations prévues à l'article 2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) à savoir :

I) Informations générales,
II) Présentation générale du budget,
III) Vote du budget,
IV) Annexes.

Afin d'en simplifier l'approche et la lecture nous vous proposons d'aborder le budget primitif 2021 sous l'angle de la présentation générale du budget figurant dans les paragraphes II A2 et II A3 du document budgétaire.

Cette présentation se déclinera selon le schéma suivant :

- Section de fonctionnement :
  - Dépenses
    - Dépenses réelles
    - Dépenses d'ordre
  - Recettes
    - Recettes réelles
    - Recettes d'ordre
- Section d'investissement
  - Dépenses
    - Dépenses réelles
    - Dépenses d'ordre
  - Recettes
    - Recettes réelles
    - Recettes d'ordre

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT :

La section de fonctionnement du Budget Primitif 2021 retrace les opérations courantes, c'est-à-dire celles qui reviennent chaque année.
Au Budget Primitif 2021, cette section s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 39 082 K€ (40 257 K€ au BP 2020).

A) LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 39 082 K€

La section de fonctionnement regroupe toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la commune de La Teste de Buch. Dans le document budgétaire, ces dépenses figurent dans le tableau II A2 de la présentation générale du budget. Ce tableau après conversion en K€, se présente comme suit :

Chapitre	Libellé	Budget Primitif 2020	Budget Primitif 2021
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	8 400 K€	8 083 K€
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	19 700 K€	20 320 K€
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	800 K€	1 707 K€
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 905 K€	3 121 K€
Total des dépenses de gestion courante		**31 805 K€**	**33 231 K€**
66	CHARGES FINANCIERES	735 K€	651 K€
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	38 K€	37 K€
Total dépenses réelles de fonctionnement		**32 578 K€**	**33 919 K€**
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	3 021 K€	1 457 K€
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	4 658 K€	3 706 K€
Total dépenses d'ordre de fonctionnement		**7 679 K€**	**5 163 K€**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**40 257 K€**	**39 082 K€**

Ainsi que le montre le tableau précédent, ces dépenses se décomposent en dépenses réelles et en dépenses d'ordre.

1) Les dépenses réelles de fonctionnement : 33 919 K€

Les dépenses réelles de fonctionnement correspondent aux dépenses qui génèrent des flux de trésorerie en direction de tiers (décaissements).
Elles comprennent d'une part, les dépenses de gestion courantes, d'autre part, les charges financières et les charges exceptionnelles.

a) Les dépenses de gestion courante : 33 231K€

	BP 2020	BP 2021
TOTAL DEPENSES DE GESTION	**31 805 K€**	**33 231 K€**

Ces charges correspondent aux dépenses liées directement à notre activité de service public
Elles se ventilent budgétairement sous les chapitres suivants :

- **Le chapitre 011 : les charges à caractère général : 8 083 K€**

Ce chapitre retrace les dépenses telles que les acquisitions de fournitures, de prestations de services ainsi que les taxes payées par la Ville pour à l'action municipale. Ces dépenses sont essentiellement composées des fournitures, des fluides, des contrats de prestation de service, de l'entretien, la réparation la maintenance, des charges locatives et les impôts payés par la ville.

	BP 2020	BP 2021
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)	**8 400 K€**	**8 083 K€**

Ces dépenses sont orientées à la baisse par rapport au BP 2020 en raison de :

- l'annulation des crédits prévus pour l'assurance dommage ouvrage du conservatoire,
- la réallocation des dépenses de formation en direction du Centre National de Fonction Publique Territoriale (CNFPT),
- la réduction des charges de fluides liée à l'optimisation de l'éclairage public (contrat REM) et à la baisse de la consommation dans les bâtiments (Cf. Covid-19).

L'ensemble de ces dépenses s'inscrit dans une démarche de développement durable.

➢ **Le chapitre 012 : les charges de personnel et frais assimilés : 20 320 K€**

Ce chapitre retrace l'ensemble des charges de personnel c'est-à-dire les rémunérations, les charges sociales salariales et patronales du personnel municipal.

	BP 2020	BP 2021
CHARGES DE PERSONNEL (012)	**19 700 K€**	**20 320 K€**

Ces dépenses sont orientées à la hausse de 620 K€ du fait :

- des recrutements liés à la montée en puissance de la police municipale,
- de la mise en œuvre du volet Complément Indemnitaire Annuel (CIA) du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) pour l'ensemble des agents municipaux,
- de la prime de précarité prévue dans le cadre des contrats à durée déterminée (CDD) conclus à compter du 1er janvier 2021,
- du glissement vieillesse technicité (GVT) afférent au personnel municipal en poste,
- des mesures prises à titres individuels dans le cadre des CAP (avancements d'échelons, de grades, promotions internes ou nominations à la suite à concours),
- des mesures prise en matière de prévoyance (garantie maintien de salaire) ou de mutuelle santé,
- du tuilage lié à la réorganisation des services.

Cette réorganisation des services engagée depuis le mois de juillet 2020, a pour objectif d'optimiser la gestion des services municipaux par une réduction significative de l'absentéisme.

➢ **Le chapitre 014 : les atténuations de produits : 1 707 K€**

Ce chapitre retranscrit l'ensemble des prélèvements opérés sur les produits fiscaux communaux.

	BP 2020	BP 2021
ATTENUATIONS DE PRODUITS (014)	**800 K€**	**1 707 K€**

Ces dépenses se déclinent en :

▪ Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) pour un montant de 592 K€ (558 K€ au BP 2020),
▪ Attribution de compensation (AC) versée à la COBAS pour un montant de 665 K€ suite au transfert du personnel enseignant du conservatoire de musique (242 K€ au BP 2020),
▪ Pénalités versées au titre de l'article 55 de la loi SRU pour un montant de 450 K€ (0 € au BP 2020, 195 K€ notifié pour l'exercice 2020 correspondant à un déficit de1585 logements sociaux).

➢ **Le chapitre 65 : les autres charges de gestion courante : 3 121 K€**

Ces charges correspondent aux charges de transfert qui se déclinent pour l'essentiel en contingents, en subventions, en indemnités aux élus et en admissions en non-valeur.

	BP 2020	BP 2021
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE (65)	**2 905 K€**	**3 121 K€**

Ces dépenses comprennent :

▪ **les contingents obligatoires prévus pour un montant de 162 K€**. Ces dépenses comprennent pour l'essentiel :
- la participation pour les écoles privées St Vincent et Saint Thomas pour un montant de 152 K€,
- les participations pour les organismes intercommunaux comme le Syndicat Intercommunal à Vocation Unique pour la sécurité des plages et le Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde.

▪ **les subventions** pour un montant de **2 630 K€** (2 362 K€ au BP 2020) et se répartissent, entre autres, comme suit :
- **les subventions aux organismes publics : 1 773 K€** (1 507 K€ au BP 2020) se répartissent comme suit **:**
  - **Centre Communal d'Action Sociale :** la subvention prévue au BP 2021 s'élève à 1 200 K€. Cette inscription est identique à la subvention inscrite au BP 2020 bien que le service « épicerie sociale » soit transféré au CCAS à compter du 1er janvier 2021.
  - **Caisse des Ecoles :** 40 K€,
  - **SIBA, Observatoire de la Côte Aquitaine/Office National des Forêts et Conservatoire du Littoral** pour un montant cumulé de 529 K€ correspondant au reversement des subventions perçues par la Ville dans le cadre du programme d'actions de la stratégie locale de la bande côtière à maîtrise d'ouvrage SIBA, OCA/ONF et Conservatoire du Littoral.
  - **Syndicat Mixte de la Grande Dune du Pilat : 3,5 K€** correspondant à la participation 2020 de notre commune au titre des travaux de restauration du secteur dit des « Gallouneys».
  - **Communauté de Communes des Grands Lacs : 1,8 K€** correspondant à notre participation à l'animation du site Natura 2000 « Zones humides de l'arrière-dune du pays de Born et Buch ».

- **les subventions aux organismes privés : 544 K€**

  Ces subventions aux associations, sont imputées à l'article 6574 « subventions aux associations ». Elles se répartissent comme suit :

Fonction M14	BP 2020	BP 2021
FONCTION 0 - Services généraux	126 K€	140 K€
FONCTION 1 - Sécurité et salubrité publique	12 K€	12 K€
FONCTION 2 - Enseignement - Formation	6 K€	6 K€
FONCTION 3 - Culture	99 K€	82 K€
FONCTION 4 - Sports et Jeunesse	278 K€	287 K€
FONCTION 5 - Interventions sociales et santé	4 K€	4 K€
FONCTION 8 - Aménagements et services urbains	4 K€	4 K€
FONCTION 9 - Action économique	9 K€	9 K€
TOTAL GENERAL	538 K€	544 K€

Les bénéficiaires de ces subventions sont :

- le Comité des Œuvres Sociales du personnel municipal (116,7 K€). La subvention 2021 intègre dès le vote du budget primitif, le complément la participation relative aux médailles et retraites » à verser au titre de2020.
- l'association Rugby Club du Bassin d'Arcachon (RCBA) : 60 K€,
- l'Association Sportive Testerine (AST) : 44 K€,
- l'association d'Animations des Fêtes du Port : 40 K€,
- et plus de 90 autres associations (Cf. délibération d'attribution des subventions).

- **la compensation de la restauration scolaire** pour un montant prévisionnel de **309 K€** (317 K€ au BP 2020). Cette participation municipale permet sur l'année 2021, de prendre en charge une part significative du coût des repas scolaires. Ainsi, pour un repas « élémentaire » d'un coût de 5,01 € TTC, la subvention de la Ville représente selon le niveau de quotient familial du ménage, entre 26% (prix plafond famille : 3,70 € TTC) et 80% du coût du repas (prix plancher famille : 0,98€ TTC).

- **les admissions en non-valeur** de créances irrécouvrables et les créances éteintes pour un montant cumulé de **15 K€**.
- **les indemnités, frais de mission et de formation des élus** pour **283 K€.**
- **les abonnements annuels relatifs à l'usage de logiciels** pour **34 K€**.

b) Les dépenses financières et exceptionnelles

Cet agrégat retranscrit les dépenses réelles de fonctionnement hors « gestion ». Il retrace les chapitres suivants :

➢ **Le chapitre 66 : les charges financières : 651K€**

Ces charges correspondent à l'ensemble des charges liées à la gestion financière de la commune : intérêts de la dette bancaire et partenariat public privé, intérêts courus non échus (icne), intérêts liés aux prêts avec option de trésorerie.

	BP 2020	BP 2021
CHARGES FINANCIERES (66)	735 K€	651 K€

Ces charges sont orientées à la baisse en raison de la baisse de l'encours de dette de la commune et de la stabilité des taux d'intérêts constatée sur les marchés financiers. Ces charges se décomposent pour l'essentiel en :

- Intérêts réglés à l'échéance pour un montant de 410 K€ (dette bancaire),
- Intérêts des autres dettes pour un montant de 255 K€ (dette PPP),
- Intérêts « ligne de trésorerie » pour un montant de 1,5 K€,
- Intérêts courus non échus pour un montant de -15 K€.

➢ **Le chapitre 67 : les charges exceptionnelles : 37 K€**

Les charges exceptionnelles regroupent l'ensemble des charges qui ne se rapportent pas à la gestion courante de la collectivité : annulation de titres sur exercices clos, intérêts moratoires, bourses et prix versés par la commune.

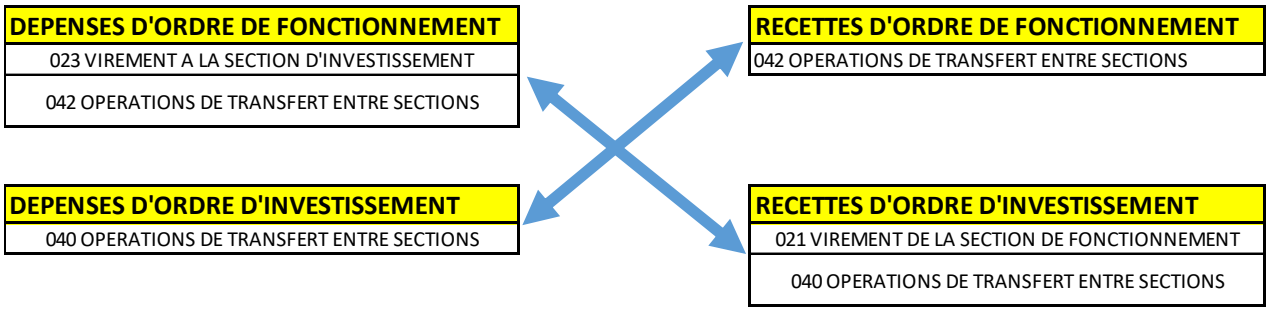
	BP 2020	BP 2021
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	**38 K€**	**37 K€**

Ces charges sont des inscriptions de précaution, elles sont par conséquent maintenues à un niveau proche du montant 2020 du fait de leur caractère exceptionnel et essentiellement exogène (régularisations d'écritures comptables, remboursements à des usagers, retards sur paiement de marchés).

2) Les dépenses d'ordre de fonctionnement : 5 163 K€

Les dépenses d'ordre de fonctionnement n'ont pas de conséquences sur la trésorerie de la collectivité, il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissements, ni à décaissements.

Ces dépenses ont par conséquent une recette équivalente en section d'investissement conformément au schéma suivant :



Ces dépenses se déclinent par :

➢ **Le chapitre 023 : le virement à la section d'investissement : 1 457 K€**

Ce chapitre retrace l'autofinancement libre dégagé par la section de fonctionnement. Il permet d'équilibrer la section de fonctionnement.

	BP 2020	BP 2021
VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (023)	**3 021 K€**	**1 457 K€**

➢ **Le chapitre 042 : les opérations d'ordre de transfert entre sections : 3 706 K€**

Ce chapitre retrace l'autofinancement obligatoire de la section de fonctionnement.

	BP 2020	BP 2021
OP. D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (042)	**4 658 K€**	**3 706 K€**

Ce chapitre retrace les dotations aux amortissements figurant aux comptes 6811 « dotation aux amortissements des immobilisations » et les dotations aux provisions figurant au compte 6875 « dotation aux provisions pour risques et charges exceptionnels ».
Ce chapitre est orienté à la baisse à la suite du transfert de la compétence eaux pluviales et GEMAPI au SIBA.

B) LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 39 082 K€

La section de fonctionnement regroupe toutes les recettes nécessaires au fonctionnement des services de la commune de La Teste de Buch. Dans le document budgétaire, ces dépenses figurent dans le tableau II A2 de la présentation générale du budget. Ce tableau après conversion en K€, se présente comme suit :

Chapitre	Libellé	Budget Primitif 2020	Budget Primitif 2021
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	48 K€	25 K€
70	PRODUITS DES SERVICES	1 120 K€	1 154 K€
73	IMPOTS ET TAXES	32 888 K€	32 048 K€
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	5 414 K€	4 972 K€
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	399 K€	385 K€
Total des recettes de gestion courante		**39 869 K€**	**38 584 K€**
76	PRODUITS FINANCIERS	1 K€	1 K€
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	18 K€	83 K€
Total recettes réelles de fonctionnement		**39 887 K€**	**38 667 K€**
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	370 K€	415 K€
Total dépenses d'ordre de fonctionnement		**370 K€**	**415 K€**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**40 257 K€**	**39 082 K€**

Ces recettes se décomposent en recettes réelles et en recettes d'ordre.

1) Les recettes réelles de fonctionnement : 38 667 K€

Les recettes réelles de fonctionnement correspondent aux recettes qui génèrent des flux de trésorerie en provenance de tiers (encaissements).
Elles comprennent d'une part, les recettes de gestion courantes, d'autre part, les produits financiers et les produits exceptionnels.

a) Les recettes de gestion : 38 584 K€

Les ressources de gestion sont les ressources pérennes de notre collectivité. Elles garantissent l'équilibre de l'action municipale sur le long terme

	BP 2020	BP 2021
TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE	**38 869 K€**	**38 584 K€**

Ces recettes se déclinent en 5 postes :

- les atténuations de charges,
- les produits de services, du domaine et ventes diverses,
- les impôts et taxes,
- les dotations et participations,
- les autres produits de gestion courante,

➢ **Le chapitre 013 : les atténuations de charges : 25 K€**

Ce chapitre retrace les recettes atténuant les charges de personnel. Elles correspondent pour l'essentiel, aux remboursements d'indemnités journalières, aux remboursements de charges sociales sur les mises à disposition de personnel dans le cadre des DSP.

	BP 2020	BP 2021
ATTENUATIONS DE CHARGES (013)	**48 K€**	**25 K€**

Ces recettes sont orientées à la baisse suite à la baisse du nombre des emplois aidés.

➢ **Le chapitre 70 : les produits de services, du domaine et ventes diverses : 1 154K€**

Ce chapitre retrace les ventes, les prestations de service et produits afférents aux activités annexes des services municipaux.

	BP 2020	BP 2021
PRODUITS DES SERVICES (70)	**1 120 K€**	**1 154 K€**

Ces produits particulièrement sensibles aux chocs exogènes (Cf. crise sanitaire COVID-19) se déclinent en :

- les recettes des services municipaux correspondant aux produits payés par les usagers des services publics communaux (ALSH (accueil de loisir sans hébergement), les garderies périscolaires, les crèches municipales, les maisons des habitants, la salle de musculation, le théâtre Cravey, ou le conservatoire de musique…)
- les redevances d'occupation du domaine public telles que les permissions de voirie, les redevances des concessionnaires de réseaux publics (électricité, gaz, télécom…) et les concessions dans les cimetières,
- les remboursements de charges des usagers du domaine privé communal ainsi que les frais liés aux mises à disposition tels que les budgets annexes pôle nautique et Ile aux Oiseaux ou à l'EPIC-Office de Tourisme.

➢ **Le chapitre 73 : les impôts et taxes : 32 048 K€**

Les impôts et taxes figurent au chapitre 73 du budget. Ces recettes sont la ressource essentielle de notre collectivité.

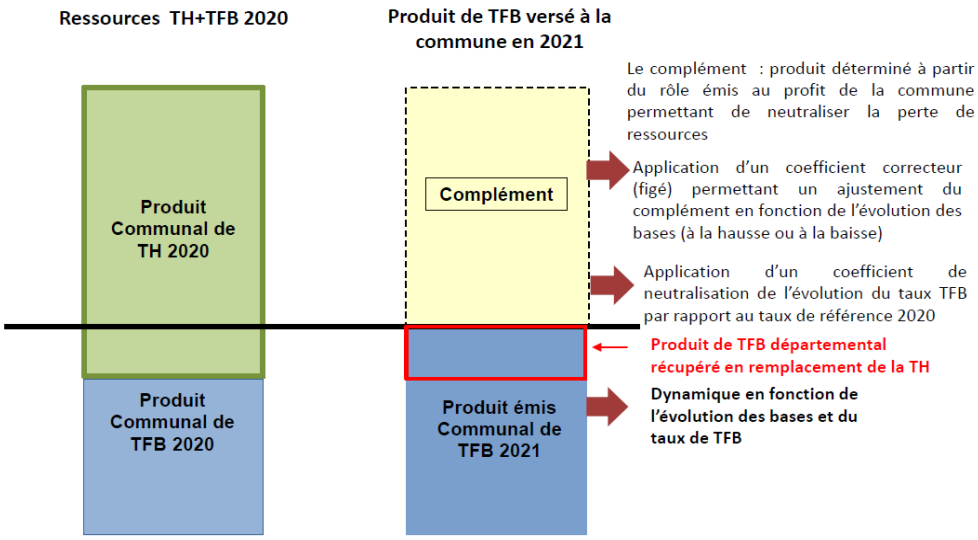
	BP 2020	BP 2021
IMPOTS ET TAXES (73)	**32 888 K€**	**32 048 K€**

Ce chapitre comprend :

▪ **les contributions directes** pour un montant attendu de **27 623 K€** (28 465 K€ au BP 2020). Dans l'attente des bases prévisionnelles 2021, le produit inscrit dans ce Budget Primitif est le produit correspondant :

- au produit de la taxe d'habitation perçue au titre des résidences secondaires,
- au produit attendu de la taxe foncière sur les propriétés bâties conformément aux dispositions prévues dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation,
- au complément en fonction du différentiel de ressources 2020,
- au produit de la taxe foncière sur les propriétés non bâties,

La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales est compensée par le transfert du produit départemental de la taxe foncière sur les propriétés bâties et par le versement d'un complément permettant de maintenir le produit perçu antérieurement par le biais d'un coefficient multiplicateur.



L'engagement de la municipalité concernant la baisse des taux se concrétise par une baisse de 20% du taux communal 2020 de la taxe foncière sur les propriétés bâties qui passerait de 23,43% à 18,74% hors mécanisme de compensation lié à la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales. Cette volonté forte en matière de fiscalité se matérialise par une baisse du produit des contributions directes de BP à BP d'un montant de 1 751 K€ (843 K€ sur les contributions directes auxquelles s'ajoutent les 908 K€ des compensations fiscales en matière de Taxe d'Habitation).

▪ **les compensations de fiscalité de la COBAS** pour un montant de **81 K€** (81 K€ au BP 2020). En effet, depuis 2019, suite au transfert de la gestion du stade nautique, l'attribution de compensation est versée par la Ville à la COBAS.

▪ **les autres recettes fiscales** pour un montant estimé à **4 344 K€** (pour 4 342 K€ au BP 2020), comprennent entre autres :

- La taxe additionnelle aux droits de mutation pour un montant de **2 700 K€**. (2 700 K€ au BP 2020),
- La taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) : 810 K€,
- La taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) : 250 K€,
- Les droits de place du marché : 325 K€,
- La redevance des mines : 200 K€,
- Le versement sur les paris hippiques conformément à la loi de finances 2019 : 50 K€…

➢ **le chapitre 74 : les dotations, subventions et participations : 4 972 K€**

Ce chapitre retranscrit les produits en provenance de l'Etat et de nos principaux partenaires que sont la CAF, la COBAS, le Conseil Départemental, la Région et l'Union Européenne.

	BP 2020	BP 2021
DOTATIONS SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS (74)	**5 414 K€**	**4 972 K€**

Ces produits marquent une baisse prévisionnelle de 443 K€ par rapport au BP 2020 du fait de la suppression de la compensation fiscale correspondant à la Taxe d'habitation.

Ce chapitre comprend principalement :

- la **Dotation Globale de Fonctionnement** (DGF) pour un montant de **2 485 K€** (2 532 K€ au BP 2020).
- la **Dotation Nationale de Péréquation** (DNP) pour un montant prévisionnel de **395 K€** (444 K€ au BP 2020).
- les **compensations de l'Etat** au titre des contributions directes ont été prévues pour un montant de **60 K€** (968 K€ au BP 2020) correspondant aux notifications 2020 minorées du montant de la compensation fiscale relative à la taxe d'habitation (911 K€ en 2020). Cette recette est intégrée dans le complément de ressources versé au titre de la réforme de la Taxe d'habitation.
- les **subventions** de nos différents partenaires (Etat, Conseil Départemental, Région, Union Européenne, Caisse d'Allocations Familiales et COBAS) ont été prévues pour un montant de **2 032 K€** en hausse de 561 K€ par rapport au BP 2020 suite à la mise en œuvre du plan d'actions de la stratégie locale en partenariat avec le SIBA et l'ONF/OCA.

➢ **Le chapitre 75 : autres produits de gestion courante : 385 K€**

Ces recettes correspondent aux loyers et aux différentes redevances relatives à la délégation de service public (DSP) de la restauration municipale.

	BP 2020	BP 2021
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (75)	**399 K€**	**385 K€**

Ces recettes sont orientées à la baisse par rapport au BP 2020 en raison de la baisse du nombre de repas extérieurs consécutive à la crise COVID-19.

b) Les recettes financières et exceptionnelles

Cet agrégat retranscrit les recettes réelles de fonctionnement hors « gestion ».

	BP 2020	BP 2021
RECETTES DE FONCTIONNEMENT HORS GESTION COURANTE (76 & 77)	**19 K€**	**84 K€**

Il se décompose en :

➢ **Le chapitre 76 : produits financiers : 1 K€**

Ces recettes correspondent à la rémunération des parts sociales de la Caisse d'Epargne que possède la Ville et au remboursement par le budget annexe pôle nautique des intérêts du prêt de 65 K€ souscrit en 2008.

	BP 2020	BP 2021
PRODUITS FINANCIERS (76)	**1 K€**	**1 K€**

➢ **Le chapitre 77 : produits exceptionnels : 83 K€**

Elles correspondent pour l'essentiel, aux remboursements sur sinistres et aux astreintes pénales en matière d'urbanisme.

	BP 2020	BP 2021
PRODUITS EXCEPTIONNELS (77)	**18 K€**	**83 K€**

Ces recettes sont orientées à la hausse en raison des astreintes d'urbanisme.

2) Les recettes d'ordre de fonctionnement : 415 K€

Les recettes d'ordre de fonctionnement n'ont pas d'incidence sur la trésorerie de la collectivité, il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissements, ni à décaissements.
Il en découle que ces recettes de fonctionnement ont une contrepartie équivalente en dépenses d'investissement (Cf. schéma des mouvements d'ordre).
Ces dépenses se déclinent en :

➢ **Le chapitre 042 : les opérations d'ordre de transfert entre sections : 415 K€**

Ce chapitre retrace les amortissements de subventions transférables figurant au compte 777 «Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat », les reprises de provisions figurants aux comptes 7875 et 7866 « reprises sur provisions » et les travaux en régie figurant au compte 722 « travaux en régie ».

	BP 2020	BP 2021
OP. D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (042)	**370 K€**	**415 K€**

Conclusion sur la section de fonctionnement : l'autofinancement prévisionnel dégagé au profit de la section d'investissement : 4 748 K€

L'autofinancement prévisionnel dégagé pour la section d'investissement (ou épargne brute) correspond au solde net des mouvements d'ordre comme le décrit le schéma suivant :

DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	Montant
023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 457 K€
042 OPERATIONS DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 706 K€
	5 163 K€

RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	Montant
042 OPERATIONS DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	415 K€
AUTOFINANCEMENT PREVISIONNNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	4 748 K€
	5 163 K€

L'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement.

LA SECTION D'INVESTISSEMENT :

La section d'investissement retrace les opérations non courantes, ponctuelles, de nature à modifier le patrimoine de la commune.
Au Budget Primitif 2021, cette section s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 15 248 K€ (21 693 K€ au BP 2020).

A) LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT : 15 248 K€

Les dépenses d'investissement se décomposent comme les dépenses de fonctionnement en dépenses réelles et en dépenses d'ordre.

Chapitre	Libellé	Budget Primitif 2020	Budget Primitif 2021
20	ATTENUATIONS DE CHARGES	1 732 K€	897 K€
204	PRODUITS DES SERVICES	1 630 K€	1 506 K€
21	IMPOTS ET TAXES	11 246 K€	8 178 K€
23	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	1 000 K€	1 000 K€
Total des dépenses d'équipement		**15 608 K€**	**11 581 K€**
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	50 K€	60 K€
16	16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	2 663 K€	2 191 K€
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 K€	2 K€
Total des dépenses financières		**2 715 K€**	**2 253 K€**
45x1	Total des opérations pour compte de tiers	2 000 K€	
Total des dépenses réelles d'investissement		**20 323 K€**	**13 834 K€**
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	370 K€	415 K€
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 K€	1 000 K€
Total dépenses d'ordre d'investissement		**1 370 K€**	**1 415 K€**
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**21 693 K€**	**15 248 K€**

1) Les dépenses réelles d'investissement : 13 834 K€

Ces dépenses se décomposent en dépenses d'équipement, en dépenses financières et en opérations pour le compte de tiers.

a) Les dépenses d'équipement : 11 581 K€

Les dépenses qui ont pour résultat l'entrée d'un bien destiné à rester durablement dans le patrimoine de la commune sont les dépenses d'équipement. Elles sont comptabilisées aux chapitres budgétaires 20 « Immobilisation incorporelles, 204 « Subventions versées », 21 « Immobilisations corporelles » et 23 « Immobilisations en cours ».

	BP 2020	BP 2021
DDEPENSES D'EQUIPEMENT (20, 204, 21,23)	**15 608 K€**	**11 581 K€**

Ces dépenses se répartissent comme suit d'un point de vue chapitre :

Chap.	Libellé chapitre	BP 2021
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	897 K€
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES	1 506 K€
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 178 K€
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 000 K€
TOTAL GENERAL		**11 581 K€**

Ces dépenses se ventilent par fonction M14 :

Fonction M14	BP 2021
FONCTION 0 - Services généraux	2 265 K€
FONCTION 1 - Sécurité et salubrité publique	294 K€
FONCTION 2 - Enseignement - Formation	155 K€
FONCTION 3 - Culture	416 K€
FONCTION 4 - Sports et Jeunesse	183 K€
FONCTION 5 - Interventions sociales et santé	864 K€
FONCTION 6 - Famille	120 K€
FONCTION 8 - Aménagements et services urbains	7 170 K€
FONCTION 9 - Action économique	115 K€
TOTAL GENERAL	**11 581 K€**

Les opérations les plus significatives se répartissent fonctionnellement comme suit :

En ce qui concerne la fonction 0 : Services généraux : 2 265 K€
Elles se déclinent pour l'essentiel en :

- études relatives schéma directeur immobilier permettant la programmation de l'entretien du patrimoine bâti municipal,
- avances sur marchés,
- véhicules et autres moyens des services municipaux,
- travaux d'accessibilité PMR,
- travaux de « gros entretien » sur les bâtiments à vocation administrative et associative,
- aménagement du cimetière…

En ce qui concerne la fonction 1 : Sécurité et salubrité publique : 294 K€
Elles se déclinent pour l'essentiel en :

- études relatives à l'hôtel de police municipal,
- moyens matériels des services de la police municipale,

En ce qui concerne la fonction 2 : Enseignement et formation : 155 K€
Elles se déclinent pour l'essentiel en :

- travaux de « gros entretien » dans les écoles,
- moyens informatiques,
- matériel et mobilier scolaire.

En ce qui concerne la fonction 3 : Culture : 416 K€
Elles se déclinent pour l'essentiel en :
- études relatives au conservatoire de musique,
- études relatives au bâtiment des archives,
- travaux sur les bâtiments à vocation culturelle,
- mobilier pour la bibliothèque…

En ce qui concerne la fonction 4 : Sports et Jeunesse : 183 K€
Elles se déclinent pour l'essentiel en :
- travaux vestiaire stade du Clavier,
- travaux de « gros entretien » sur les bâtiments à vocation sportive,
- matériel technique spécifique aux sports…

En ce qui concerne la fonction 5 : Interventions sociales et santé : 864 K€
Elles se déclinent pour l'essentiel en :
- études et maîtrise d'œuvre de la maison des habitants de Brameloup,
- mobilier et matériel pour les maisons des habitants,
- aménagement abords de l'Entre pot' et de la maison des habitants des Miquelots…

En ce qui concerne la fonction 6 : Famille : 120 K€
Elles se déclinent pour l'essentiel en :
- aire de jeux de la Maison de la Petite Enfance,
- mobilier et matériel pour le service petite enfance.

En ce qui concerne la fonction 8 : Aménagement et services urbains : 7 170 K€
Elles se déclinent entre autres en :
- **opérations d'urbanisme : 2 766 K€**
  - les études urbaines concernant la préfiguration des Prés Salés Ouest, l'îlot Franklin, la place de la Gare et le secteur du Cap de Mount à Cazaux,
  - les études relatives au PLU,
  - les acquisitions foncières,
  - les opérations liées à la stratégie locale de la bande côtière en maîtrise d'ouvrage municipale ou en partenariat avec le SIBA.
- **opérations de voirie : 4 404 K€**
  - les études diagnostic voirie et plan de circulation permettant d'engager la programmation municipale en matière de voirie et de plan de déplacement communal,
  - les travaux d'accessibilité Personnes à Mobilité Réduite (PMR) dans le cadre du plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE),
  - les acquisitions en matière de signalétique de jalonnement, et de mobilier urbain,
  - la poursuite du programme de rénovation de l'éclairage public,
  - la poursuite des opérations d'amélioration du réseau « eaux pluviales »
  - les aménagements de voirie et paysagers suivants :
    - **Cazaux :** la rue Dr Orfila, …
    - **Pyla :** le boulevard Louis Lignon, l'impasse de la Chapelle Forestière, les aménagements paysagers de la place Meller…
    - **La Teste :** le parking provisoire du Baou, la rue Coubertin, les impasses de l'Enclos du Ping du Dadé, et Hourriquey, les aménagements paysagers avenue Bisserié, place Jean Hameau et square Juliette Drouet…

En ce qui concerne la fonction 9 : Action Economique : 115 K€
Elles se déclinent entre autres en :
- travaux au marché municipal,

- du mobilier urbain…

b) Les dépenses financières : 2 253 K€

	BP 2020	BP 2021
DEPENSES FINANCIERES	**2 715 K€**	**2 253 K€**

Ces dépenses financières se déclinent sur 3 chapitres budgétaires :

- **Le chapitre 10 : Dotations fonds divers et réserves : 60 K€**

Ce chapitre retrace les remboursements de taxes d'urbanisme liés aux annulations de permis de construire**.**

	BP 2020	BP 2021
DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (10)	**50 K€**	**60 K€**

- **Le chapitre 16 : Emprunts et dettes assimilés : 2 191 K€**

Ce chapitre retrace les remboursements de capital lié à la dette de la ville.

	BP 2020	BP 2021
EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES (16)	**2 663 K€**	**2 191 K€**

Conformément aux tableaux d'amortissement de nos prêts, nous rembourserons 1 886 K€ au titre de la dette bancaire sur l'exercice budgétaire 2021.

Parallèlement, nous remboursons depuis 2014, la part « capital » du loyer L1A du contrat de Partenariat Public Privé (PPP) de l'hôtel de ville. Ce loyer d'investissement, payé trimestriellement, est fixé contractuellement à 282 K€ pour l'exercice 2021.

Le remboursement du loyer « viager » correspondant à la dette afférente à l'acquisition du bar tabac « le Diplomate » s'élève quant à lui, à 23 K€.

- **Le chapitre 27 : autres immobilisations financières : 2 K€**

Les dépenses figurant à ce chapitre correspondent aux cautions versées.

	BP 2020	BP 2021
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES (27)	**2 K€**	**2 K€**

c) Les opérations pour le compte de tiers : 0 K€

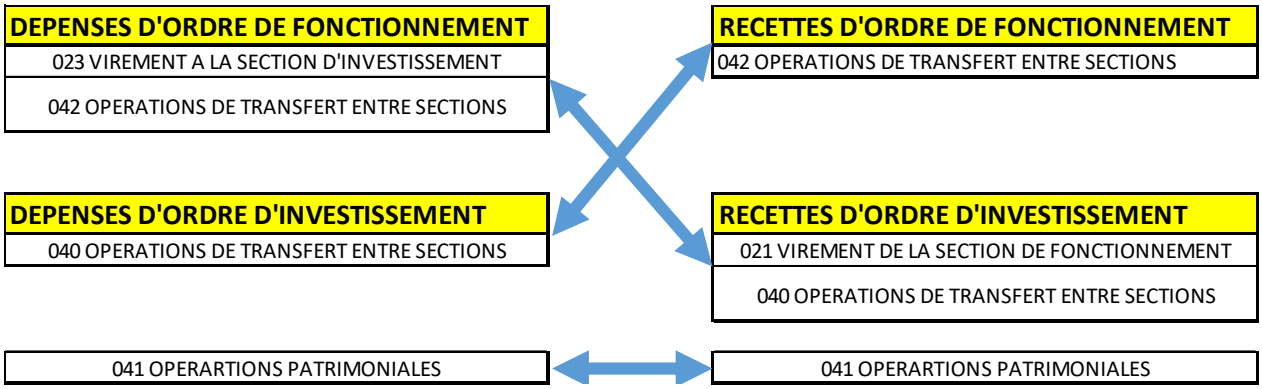
Les opérations pour le compte de tiers sont des opérations individualisées. Elles s'équilibrent au sein de la section d'investissement. Ces comptes retracent les opérations engagées par la ville pour le compte de tiers dans le cadre d'opérations sous mandat ou dans le cadre de travaux effectués d'office. Au BP 2021 aucune opération de ce type n'a été prévue.

	BP 2020	BP 2021
OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (45)	**2 000 K€**	**0 €**

2) Les dépenses d'ordre d'investissement : 1 415 K€

Les dépenses d'ordre d'investissement n'ont pas de conséquences sur la trésorerie de la collectivité, il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissements, ni à décaissements.

Ces dépenses sont composées d'une part de la contrepartie des recettes d'ordre de fonctionnement (chapitre 042 « opérations d'ordre de transfert entre les sections ») d'autre part des dépenses patrimoniales figurant au chapitre 041 « opérations patrimoniales ». Le schéma suivant décompose ces mouvements :



Ces dépenses se déclinent comme suit :

- **Le chapitre 040 : les opérations d'ordre de transfert entre sections: 415 K€**

  Ce chapitre retrace les mouvements comptables liés à l'amortissement des subventions transférables, la reprise des provisions pour risques et les travaux en régie.

	BP 2020	BP 2021
OP. D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (040)	370 K€	415 K€

- **Le chapitre 041 : les opérations patrimoniales : 1 000 K€**

  Ce chapitre retrace les mouvements comptables liés aux intégrations patrimoniales.

	BP 2020	BP 2021
OP. D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (040)	1 000 K€	1 000 K€

B) LES RECETTES D'INVESTISSEMENT : 15 248 K€

Chapitre	Libellé	Budget Primitif 2020	Budget Primitif 2021
13	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	2 544 K€	2 236 K€
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	2 661 K€	2 231 K€
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 000 K€	1 000 K€
Total des recettes d'équipement		**6 205 K€**	**5 467 K€**
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	3 400 K€	2 800 K€
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 K€	7 K€
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 K€	
024	PRODUITS CESSIONS	1 400 K€	811 K€
Total des recettes financières		**7 472 K€**	**3 618 K€**
45x1	Total des opérations pour compte de tiers	2 000 K€	- €
Total des recettes réelles d'investissement		**15 677 K€**	**9 085 K€**
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	370 K€	1 457 K€
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	370 K€	3 706 K€
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 K€	1 000 K€
Total recettes d'ordre d'investissement		**1 370 K€**	**6 163 K€**
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		**17 047 K€**	**15 248 K€**

Ces recettes d'investissement se décomposent en recettes réelles et en recettes d'ordre.

1) Les recettes réelles d'investissement : 9 085 K€

Les recettes réelles d'investissement correspondent aux recettes qui génèrent des flux de trésorerie en provenance de tiers (encaissements).
Elles se décomposent en recettes d'équipement, en recettes financières et en recettes d'opérations pour le compte de tiers.

a) Les recettes d'équipement : 5 467 K€

Les recettes d'équipement retracent les plans de financement des dépenses d'équipement.

	BP 2020	BP 2021
RECETTES D'EQUIPEMENT	**6 205 K€**	**5 467 K€**

Ces recettes se déclinent en subventions, en emprunts nouveaux et en immobilisations en cours.

- **Le chapitre 13 : les subventions d'investissement reçues : 2 236 K€**
  Ce chapitre retrace les subventions d'équipement de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région Nouvelle Aquitaine, du Département de la Gironde et de la CAF perçues au titre de non opérations d'équipement. Ce poste prévoit par conséquent, le produit des amendes de police, la subvention Fonds Départemental d'Aide à l'Equipement des Communes (FDAEC) du département, les subventions Etat et FEDER relatives au confortement de la digue Johnston, les subventions Région et FEDER relatives aux actions stratégie locale à maîtrise d'ouvrage ville, ainsi les subventions CAF relatives aux Maisons des habitants. Ces subventions ont été budgétées à hauteur de 731 K€.

De plus, conformément à la délibération du 26 septembre 2019 relative à la stratégie locale de la bande côtière, la Ville encaissera la somme de 1 505 K€ au titre des opérations à maîtrise d'ouvrage du SIBA. Ces sommes seront intégralement reversées au SIBA par le biais de subventions d'équipement.

	BP 2020	BP 2021
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (13)	**2 544 K€**	**2 236 K€**

➢ **Le chapitre 16 : les emprunts et dettes assimilés : 2 231 K€**

Ce chapitre retrace l'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget.

	BP 2020	BP 2021
EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES (16)	**2 661 K€**	**2 231 K€**

Cet emprunt est calibré à un montant proche des tombée d'amortissement 2021 (2191K€).
Cet emprunt intégrera les prêts notifiés par la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde dans le cadre de la réhabilitation des Maisons des habitants.

➢ **Le chapitre 23 : les immobilisations en cours : 1 000 K€**

Ce chapitre retrace les avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles.

	BP 2020	BP 2021
IMMOBILISATIONS EN COURS (23)	**1 000 K€**	**1 000 K€**

Ces recettes correspondent aux dépenses figurant en immobilisations en cours.

b) Les recettes financières : 3 618 K€

Les recettes correspondent aux recettes non affectées directement aux dépenses d'équipement.

	BP 2020	BP 2021
RECETTES FINANCIERES	**7 472 K€**	**3 618 K€**

Ces recettes se déclinent en dotations, autres immobilisations financières et produits de cessions.

➢ **Le chapitre 10 : les dotations, fonds divers et réserves : 2 800 K€**

Ce chapitre retrace les dotations versées en section d'investissement.

	BP 2020	BP 2021
DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES (10)	**3 400 K€**	**2 800 K€**

Ces recettes correspondent :

- au fonds de compensation de la TVA (FCTVA) pour 2 100 K€, perçu au titre des dépenses d'équipement réalisées en 2020,

- à la taxe d'aménagement pour un montant de 700 K€, perçu au titre des autorisations d'urbanisme.

➢ **Le chapitre 27 : autres immobilisations financières : 7 K€**

Ce chapitre retrace d'une part, les recettes perçues au titre du prêt consenti au budget annexe du Pôle Nautique (remboursement du capital pour un montant de 5,4 K€), d'autre par le reversement de cautions pour 2K€.

	BP 2020	BP 2021
AUTRES IMMOBILISTIONS FINANCIERES (27)	**7 K€**	**7 K€**

➢ **Le chapitre 024 : produits de cessions : 2 800 K€**

Ce chapitre retrace les dotations versées en section d'investissement.

	BP 2020	BP 2021
PRODUITS DE CESSIONS (024)	**1 400 K€**	**811 K€**

Ces recettes correspondent :

- au terrain sis au Pôle technique cédé à la Sté Calandre (610 K€),
- au terrain sis rue Castelnau cédé à la Sté Kaufman & Broad (195 K€),
- le solde correspond à des cessions de véhicules.

c) Les opérations pour le compte de tiers : 0 K€

Au BP 2021 aucune dépense n'a été prévue au niveau des comptes de tiers. Ces comptes étant obligatoirement équilibrés, aucune recette n'est prévue.

	BP 2020	BP 2021
OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (45)	**2 000 K€**	**0 €**

2) Les recettes d'ordre d'investissement : 6 163 K€

Les recettes d'ordre d'investissement n'ont pas de conséquences sur la trésorerie de la collectivité, il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissements, ni à décaissements.

Ces recettes sont composées d'une part de la contrepartie des dépenses d'ordre de fonctionnement d'autre part des recettes patrimoniales figurant au chapitre 041 « opérations patrimoniales ».
Ces dépenses se déclinent comme suit :

➢ **Le chapitre 023 : le virement de la section de fonctionnement : 1457 K€**

Ce chapitre retrace l'autofinancement libre dégagé par la section de fonctionnement.

	BP 2020	BP 2021
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (021)	**3 021 K€**	**1 457 K€**

➢ **Le chapitre 040 : les opérations d'ordre de transfert entre sections: 3 706 K€**

Ce chapitre retrace les amortissements des immobilisations (contrepartie du compte 6811) et les dotations aux provisions contrepartie des comptes 6875).

	BP 2020	BP 2021
OP. D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (040)	**4 658 K€**	**3 706 K€**

- **<u>Le chapitre 041 : les opérations patrimoniales : 1 000 K€</u>**

Ce chapitre retrace les mouvements comptables liés aux intégrations patrimoniales.

	BP 2020	BP 2021
OP. D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (040)	**1 000 K€**	**1 000 K€**

<u>Conclusion sur la section d'investissement :</u>
L'épargne brute d'un montant prévisionnel de 4 748 K€ a été affectée en priorité au remboursement de la dette pour un montant de 2 191 K€. Le surplus s'élevant à 2 557 K€ affecté aux dépenses d'équipement correspond à l'épargne nette ou autofinancement.

II) LE BUDGET PRIMITIF 2021 : LES BUDGETS ANNEXES

Les trois budgets annexes retranscrivent des compétences optionnelles exercées par la Ville de La Teste de Buch. La structure de financement de ces budgets reste stable au fil du temps et, de ce fait, les montants des inscriptions budgétaires varient donc à la marge d'un exercice à l'autre.

1°) Le budget annexe du pôle nautique

Par délibération du 27 novembre 2012, le conseil municipal avait décidé de refondre les budgets annexes de la halte nautique et des corps morts en un nouveau budget dénommé budget annexe du pôle nautique. Ce budget retrace l'ensemble des activités générées par la halte nautique de Cazaux et les zones de mouillages du Pyla et de l'Aiguillon.

a. **La section d'exploitation** s'équilibre en dépenses et en recettes à **564 K€** se répartissant comme suit :

- **En dépenses :**
  - **En dépenses réelles :**
    - **Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 339,1 K€** (321 K€ au BP 2020) correspondant au cumul des charges prévues pour chacun des sites,
    - **Chapitre 012 « Charges de personnel »** : pour un montant de **187 K€** (185,3 K€ au BP 2020) pour le personnel permanent de la halte de Cazaux et des zones de mouillage de La Teste et du Pyla,
    - **Chapitre 022 « Dépenses imprévues »** : **0 €** (0,5 K€ au BP 2020),
    - **Chapitre 65 « Autres charges de gestion courantes »** : pour un montant de **1 K€** identique au BP 2020 correspondant aux éventuelles admissions en non-valeur de créances,
    - **Chapitre 66 « Charges financières »** : pour un montant de **0,9 K€** (1,4 K€ au BP 2020) correspondant aux intérêts courus du prêt souscrit en 2008 pour la halte nautique,
  - **En dépenses d'ordre :**
    - **Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transferts entre sections »** : **36 K€** (39 K€ au BP 2020). Ce montant correspond aux amortissements des immobilisations acquises antérieurement.
- **En recettes :**
  - **En recettes réelles :**
    - **Chapitre 70 « Produits de services, du domaine »** : **564 K€** (548K€ au BP 2020), correspondant à la location des différents emplacements de la halte de Cazaux (184 K€) et aux recettes de location des corps morts sur les différentes zones de mouillage (380 K€).
  - **En recettes d'ordre :**
    - **Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections »** : ce chapitre n'est pas mouvementé dans le cadre de ce BP.

b. **La section d'investissement** s'équilibre en dépenses et en recettes à **36 K€.**

- **En dépenses :**
  - **En dépenses réelles :**
    - **Chapitre 20 « immobilisations incorporelles » : 0,7 K€** (0 K€ au BP 2020)

- **Chapitre 21** « immobilisations corporelles » : pour un montant de **29,9 K€** (33,8 K€ au BP 2020) se répartissant comme suit :
  - **Pour la halte nautique**, un montant de **26,9 K€** pour la mise en œuvre d'une vidéosurveillance, la sécurisation des portillons et l'acquisition de d'outillage.
  - **Pour les corps morts**, un montant de **3 K€** pour l'acquisition de racks pour les annexes à l'Aiguillon.

- **Chapitre 16 « dette »** : pour un montant de **5,4 K€** (5,2 K€ au BP 2020) correspondant au remboursement du prêt de la Halte Nautique réalisé en 2008 au budget principal.
- **Chapitre 020 « dépenses imprévues » : 0 €** (0 € au BP 2020)

- **en dépenses d'ordre :**
  - **Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre section »** : ce chapitre n'est pas mouvementé dans le cadre de ce budget.

- **En recettes :**
  - **en recettes réelles** : ces recettes ne sont pas mouvementées dans ce budget.
  - **en recettes d'ordre :**
    - **Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections »** : **36 K€** (Cf. amortissements sur immobilisations),

Ce budget annexe s'équilibre donc au BP 2021 à la somme de **600 K€** hors taxes (587 K€ au BP 2020
Ce montant ne reprend pas les excédents antérieurs (le Compte Administratif 2020 Pôle nautique n'est pas voté à ce jour). Ces résultats seront repris dans le cadre du Budget Supplémentaire 2021 du budget annexe Pôle nautique.

2°) Le budget annexe du parc des expositions

Le 1er novembre 2019, la gestion du parc des expositions réalisée depuis 2004 par la SEMEXPO, a été transférée à l'EPIC–OT de La Teste de Buch. Ce transfert de la gestion n'impacte pas les équilibres de ce budget annexe qui a toujours pour finalité de rembourser l'emprunt souscrit en 2004, d'amortir les immobilisations et de payer la taxe foncière relative à cet espace.

Afin de retracer l'ensemble des mouvements propres à cette opération, l'EPIC-OT de La Teste de Buch a créé un budget annexe à son budget principal.

a. La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à **88 K€,**

- **En dépenses :**
  Les dépenses de fonctionnement retranscrivent les charges financières, les charges à caractère général et les mouvements nécessaires à l'amortissement de l'immobilisation c'est-à-dire :

  - **en dépenses réelles :**
    - **au chapitre 011 « Charges à caractère général »** : une prévision de **41,3 K€** (41,3 K€ au BP 2020) pour payer la taxe foncière.

- **au chapitre 66 « Charges financières »** : **3,2 K€** (3,9 K€ au BP 2020) correspondant aux intérêts à payer pour le prêt souscrit lors de l'acquisition du parc (intérêts courus + intérêts courus non échus).

▪ **<u>en dépenses d'ordre :</u>**

- **au chapitre 023 « Virement à la section d'investissement »** : **36,7 K€** (36 K€ au BP 2020) ce « prélèvement » sur la section de fonctionnement permettant le remboursement du capital de ce prêt.
- **au chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre les sections »**: les dotations aux amortissements des immobilisations pour un montant de **6,8 K€** (6,8 K€ au BP 2020),
-

- **<u>En recettes :</u>**
  Ce budget retrace les mouvements liés à l'encaissement de la redevance de l'EPIC-OT, c'est-à-dire les **88 K€ HT** prévus dans le contrat de transfert validé lors du Conseil Municipal du 26 septembre 2019. Cette somme est inscrite à l'article 757.

b. <u>La section d'investissement</u> s'équilibre en dépenses et en recettes à **43,5 K€ :**

- **<u>En dépenses :</u>**

Les dépenses d'investissement sur ce budget annexe correspondent :

- **au chapitre 16 « Emprunts et dettes »** à l'amortissement du capital de la dette contractée lors de l'achat du parc pour un montant de **43,5 K€** (42,8 K€ au BP 2020),

- **<u>En recettes :</u>**

Les recettes d'investissement correspondent à la contrepartie des dépenses d'ordre de la section de fonctionnement c'est à dire :

- **au chapitre 021 « Virement à la section de fonctionnement » : 36,7 K€,**
- **au chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections »** : **6,8 K€,**

Ce budget reste dans un format proche des budgets précédents du fait de sa structure : une redevance « fixe » qui finance un prêt à taux fixe, des amortissements constants et une taxe foncière. Ce budget sera modifié par le Budget Supplémentaire 2021 qui intégrera les résultats de fonctionnement et d'investissement constatés lors du vote du Compte Administratif 2020.

3°) <u>Le budget annexe de l'île aux Oiseaux</u>

Le budget annexe de l'Ile aux Oiseaux retranscrit les mouvements budgétaires propres aux dépenses liées à la gestion de l'Ile aux Oiseaux conformément au plan de gestion établi en concertation avec le Conservatoire du Littoral.

a. <u>La section de fonctionnement</u> s'équilibre en dépenses et en recettes à **118,7 K€ :**

- **<u>En dépenses :</u>**
  - ▪ **<u>en dépenses réelles :</u>**
    - **Chapitre 011 « Charges à caractère général »** : **45,1 K€**, au titre des dépenses liées à la gestion durable de cet espace (47,9 K€ au BP 2020).
    - **Chapitre 012 « Charges de personnel »** : **57 K€,** au titre de la masse salariale du gardien du site et de la mise à disposition à hauteur de 25% du gardien des prés salés (54 K€ au BP 2020).
    - **Chapitre 022 « Dépenses imprévues »** : **0 €** (8 K€ au BP 2020),
  - ▪ **<u>en dépenses d'ordre :</u>**

- **Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transferts entre sections »** pour un montant de **16,6 K€** au titre des dotations aux amortissements des immobilisations acquises antérieurement (17,1 K€ au BP 2020).
- **Chapitre 023 « Virement à la section d'investissement »** pour un montant de **0 €** (0,3 K€ au BP 2020).

- **<u>En recettes :</u>**
  - **<u>en recettes réelles :</u>**
    - **Chapitre 70 « Produits de services, du domaine »** : **78 K€** correspondant aux autorisations d'occupation temporaire (AOT) des cabanes (81,2 K€ au BP 2020),
    - **Chapitre 74 « Dotations subventions et participations »** : **40,4 K€,** correspondant aux subventions du Conseil Départemental de la Gironde et de l'Agence de l'eau Adour Garonne relatives à la gestion de cet espace protégé (45,8 K€ au BP 2020).

  - **<u>en recettes d'ordre</u>** :
    - **Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transferts entre sections »** : **0,3 K€,** montant identique au BP 2020, correspondant aux amortissements des subventions d'équipement perçues au cours des exercices antérieurs.

b. <u>La section d'investissement</u> s'équilibre en dépenses et en recettes à **16,6 K€ :**

- **<u>En dépenses :</u>**
  - **<u>en dépenses réelles :</u>**
    - **Chapitre 21** : **« Immobilisations corporelles »** : **16,3 K€** (17,1 K€ au BP 2020) correspondant au matériel nécessaire à la mise en œuvre du plan de gestion,

  - **<u>en dépenses d'ordre :</u>**
    - **Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transferts entre sections » : 0,3 K€** au titre de l'amortissement des subventions d'équipement perçues (Cf. dépenses d'ordre de fonctionnement).

- **<u>En recettes :</u>**
  - **<u>en recettes réelles :</u>**
    - **Chapitre 13 : « Subventions d'investissement reçues »** : aucune subvention d'équipement n'est prévue sur 2021.

  - **<u>en recettes d'ordre :</u>**
    - **Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transferts entre sections »** : **16,6 K€** (contrepartie du compte 042),

Le programme de gestion de cet espace naturel sera complété lors du vote du Budget Supplémentaire 2021 après le vote du CA 2020.

Conclusion

Le budget primitif 2021 s'inscrit dans une nouvelle dynamique marquée par :

- la réduction sans précédent de la pression fiscale en faveur des contribuables testerin dans l'action municipale,

- une meilleure reconnaissance de l'implication des agents municipaux,

- la montée en puissance du service de la police municipale par la construction d'un hôtel de police et par l'embauche de 5 policiers supplémentaires pour une sécurité accrue,

- le déploiement de 3 nouvelles maisons des habitants en direction des différents quartiers pour assurer le bien-être à vivre ensemble,

- le lancement des études qui permettront :

*** de mettre en œuvre le plan pluriannuel d'investissement (schéma directeur des bâtiments, diagnostic de la voirie, études plan de circulation) afin d'optimiser nos dépenses publiques,**

*** d'évaluer les aménagements urbains dans des secteurs clés de notre commune tels que les prés salés ouest, le quartier de la gare, l'îlot Franklin ou le secteur Cap de Mount à Cazaux et d'en assurer un développement maîtrisé et harmonieux,**

- la mise en œuvre d'un programme de développement durable sur notre territoire en concertation avec les habitants afin d'en assurer sa protection et sa préservation.

Monsieur le Maire
Merci monsieur Boudigue,

Monsieur CHAUTEAU :
Tout d'abord je veux exprimer ma satisfaction pour la solution apaisée qui a été trouvée entre notre commune et celle de Gujan-Mestras pour le dragage du port que nous souhaitions, bien évidemment, toutes et tous.

Monsieur le Maire :
Je viens de recevoir un mail à l'instant de M Clément le directeur du syndicat mixte qui me dit, « arrêté préfectoral pour le dragage de la Teste imminent »,

Monsieur CHAUTEAU :
Solution apaisée, moi je lis le journal,
Je viens maintenant à mon intervention sur la délibération N°35 relative au Budget primitif 2021 présentée par M.Boudigue.

Je souhaite simplement faire une observation sur le dernier point de la conclusion page 407 du dossier numérique dont la phrase générique inclut texto votre volonté d' « *une nouvelle dynamique* ».
Pour faciliter la compréhension de ma démarche, je vous lis ce point 6 concerné donc par cette « *nouvelle dynamique* »:
Je cite : « *la mise en œuvre d'un programme de développement durable sur notre territoire en concertation avec les habitants afin d'en assurer sa protection et sa préservation* »

Monsieur le Maire, mes chers collègues de la majorité, lors du vote qui aura lieu dans quelques semaines, j'espère que nous aurons davantage de précisions sur ce programme de « *Développement durable, de protection et de préservation de notre territoire* »…
Madame Tilleul ayant donné des précisions extrêmement satisfaisantes à ce sujet, je zappe un paragraphe de mon intervention.

J'espère quelques retouches à la hausse quant aux affectations de budget en matière sociale et d'aide à l'économie sociale et solidaire, en particulier l'aide aux associations employeuses, notamment culturelles.

Je termine en vous souhaitant de bonnes fêtes de fin de cette année 2020 que nous avons, je crois, toutes et tous adorée...et j'indique par prosélytisme citoyen, que comme le grand généticien Axel Khan je me ferai vacciné.

Madame DELMAS :
J'espère ne pas plomber l'ambiance, et si je le fais je m'en excuse par avance.

Je remercie comme de coutume le service financier pour le travail accompli, c'est un lourd travail l'élaboration d'un budget qui doit traduire la mise en œuvre des politiques de gestion c'est un exercice difficile surtout dans un changement de mandature.
Je ne reviendrai pas sur le contexte inédit de crise dans lequel s'inscrit ce budget primitif 2021, ni sur l'absence de visibilité de l'impact sur les ressources communales de la réforme de la fiscalité locale, suppression de la taxe d'habitation, son mécanisme de compensation et la perte d'autonomie qui en découle pour les collectivités.

Tout cela a été largement abordé lors du débat d'orientation budgétaire.

A la lecture du rapport de présentation de ce premier budget, j'ai relevé que certaines prévisions ne prenaient pas en compte les inscriptions du Budget supplémentaire 2020 comme les notifications fiscales + 644 K€ ou bien l'augmentation des charges +1,265 m. J'ai noté également que vous avez anticipé une revalorisation physique des bases fiscales de 1,5 % la COBAS prévoit 1 %.
C'est vrai que c'est la moyenne des 3 derniers exercices mais néanmoins vous venez d'annoncer l'arrêt des permis de construire de collectifs en hyper centre, il y a une crise aussi, j'espère vraiment me tromper, mais j'aurai plutôt tablé sur 1% par prudence

Ces prévisions m'apparaissent parfois plutôt pessimistes et parfois plutôt optimistes m'amenant à penser qu'il y aurait peut-être un désir sous-jacent d'atténuer les effets négatifs des décisions budgétaires prises.
De plus, je regrette dans ce rapport l'absence du tableau des grands équilibres qui nous aurait permis à travers les soldes intermédiaires de gestion d'analyser plus aisément la situation financière de la Collectivité et son évolution comparée au BP 2020.
Si nous l'avions eu qu'aurions- nous constaté dans ses grandes lignes ?
Des recettes de gestion qui baissent de 1,3 M€ (-3,22%), des dépenses qui augmentent de 1,4 M€ soit une impasse dès 2021 de 2,7 M€
Il en résulte un excédent brut de fonctionnement ramené à 5,3 M€ contre 8,06 M€ au BP 2020 soit – 34 %.

Une épargne nette ou autofinancement déduction faite du remboursement de la dette (2,8 M€ intérêts et capital) quasiment divisée par 2 qui passe ainsi de 4,8 M€ à 2,5 M€ hors cession.

Vous budgétez des dépenses d'équipement ajustées en conséquence soit 11,5 M€ contre 15,6 M€ en 2020, sans augmenter la dette, en puisant dans les réserves de la Collectivité.
Mais soit, à chacun ses hypothèses et sa présentation ! Je ne mettrai pas en doute la sincérité de ce budget qui est un principe fondamental.
En revanche, je ne pourrai jamais approuver une politique de gestion qui consiste à diminuer volontairement les ressources de la collectivité tout en augmentant ses dépenses.
C'est du jamais vu !

Sur cette nouvelle trajectoire, la commune va très vite être confrontée à un effet ciseau, négatif bien sûr, qui va obérer durablement et profondément sa capacité d'investissement.
Vous nous avez présenté un ensemble d'études lancées dès 2021 préfigurant un programme ambitieux d'investissements avec des outils de gestion pour les mener à bien.
Mais l'essentiel n'est-il pas d'en assurer le financement ?
Votre décision de ramener le taux communal de la taxe foncière à 18,75 % soit une baisse de 20 % alors qu'il se situe tout à fait dans la moyenne des communes de même strate (23,35 %) et inférieur à celui de nos communes voisines pour mémo Arcachon (24.94%) et Gujan (25.09%) relève à ce stade du dogmatisme.
De plus je le redis, cette mesure pour un gain en moyenne de 150 € annuel par propriétaire foncier est injuste car elle ne profite pas à l'ensemble des concitoyens.

En conclusion je suis très sincèrement inquiète pour le devenir de notre commune, et ce n'est vraiment pas une position de principe d'opposant.
Dans le cadre de nos échanges lors du débat d'orientations budgétaires, vous avez dit que la Commune n'avait pas la capacité technique à réaliser le volume d'investissements inscrits durant notre mandature.
Et bien vous, Monsieur le Maire, si vous persistez dans cette trajectoire vous n'aurez pas la capacité financière de vos ambitions.
Je voterai contre ce budget.

Monsieur PASTOUREAU :

Le budget qui est porté ce soir au vote du conseil municipal porte un changement de cap dans la gouvernance de notre ville.
Ce nouveau cap il est clairement tracé dans le respect total des engagements pris devant les testerines et testerins en mars et juin dernier.
Il s'articule autour des axes forts de notre campagne électorale tout d'abord un effort sans précèdent pour la sécurité, M Bernard en a parlé tout à l'heure, nous avons écouté tous ceux qui lors de nos rencontres se plaignaient de la hausse des incivilités, des cambriolages, je me le rappelle à Cazaux ou la pinède de Conteau , il fallait répondre à leurs attentes en augmentant les moyens de la police municipale, c'est chose faite, et il y aura d'autres étapes à suivre.

Un effort aussi sans précèdent pour réduire le poids de la fiscalité locale, dans notre pays où cette pression fiscale atteint des records, où chaque fois que nous avons eu à faire face à une crise, la seule réponse était d'augmenter les prélèvements obligatoires.
Nous avons ici choisi à notre niveau communal de donner un signal fort, ça consiste aussi à rendre du pouvoir d'achat à nos concitoyens frappés par la crise actuelle, je ne pense pas que 150€ soit une somme négligeable pour tout le monde.
J'ai bien entendu la fois dernière l'opposition regretter que l'on ne laisse pas les recettes au même montant pour faire tourner l'économie mais on peut aussi le faire en favorisant la demande par les dépenses qui pourraient être injectées dans l'économie locale.

Enfin un effort aussi sans précédent pour tous ceux qui travaillent quotidiennement au service de la population dans les services municipaux, une reconnaissance pour tous les efforts faits que chaque élu peut apprécier dans ses délégations, efforts qui va de pair avec une amélioration promise de ces services, un personnel motivé et reconnu pour mieux servir les testerins.
Tous ces efforts nous sommes heureux de les conduire, ils correspondent aussi à notre engagement politique pour beaucoup d'entre nous anciens, nous sommes heureux M le Maire ce soir sous votre direction de voter ce budget et de nous investir chaque jour pour cette ville que nous aimons.

Monsieur BERILLON :

Je voudrai revenir sur les grands projets, Mme Delmas on n'hypothèque pas l'avenir, on le construit et ce BP 2021 le démontre avec rigueur et vigueur.
Notre projet 2021 il va de l'avant, il ne regarde pas en arrière, il n'a pas l'œil figé sur un rétroviseur, nous avons changé d'époque et nous n'allons pas nous endormir sur un confortable matelas de recettes fiscales gagnées mécaniquement par l'augmentation de l'assiette fiscale due à la Loi de finance annuelle.

Nous sommes engagés à tous niveaux, c'est même la marque de fabrique de l'équipe Davet.
Ce budget pour moi le message est politique, pour moi le budget qui a été celui du courage, celui de la témérité et celui de la volonté d'une équipe soudée et qui a des projets structurants.
Pourquoi courage et témérité ? parce que, fait sans précédent même dans cette période de crise, nous osons diminuer la part communale de la taxe foncière de 20 %, et comme vient de le dire M Pastoureau, précisément par rapport au pouvoir d'achat des testerins, nous sommes là pour le préserver.

J'ai entendu le mot dogmatisme, non ce n'est pas du dogmatisme, c'est de l'écoute, c'est être là au service de la population qui nous a élus.
Audace, parce que nous démontrons notre envie d'investir pour l'avenir, nous ne faisons pas de l'affichage, nous agissons avec rigueur pour refuser la facilité de projets qui pourraient être trop financé par des finances déjà existantes, pace que nous avons une volonté.

Ces projets sont volontaristes sur 3 niveaux d'action, la sécurité, l'aménagement de la voirie et la solidarité.
La sécurité M Boudigue l'a rappelé, 294 000€ pour financer la sécurité et protéger les cazalins, Pylatais les testerins, et grands projets, la construction d'un hôtel de police municipale.
Nous allons montrer un signal fort pour montrer que la sécurité c'est une priorité pour nous, sans compter les recrutements des policiers municipaux qui vont suivre.

Le deuxième axe sur lequel je voudrai insister c'est l'aménagement et les services urbains, plus 7 millions d'euros qui sont programmés, le premier aspect, 2.7 millions pour dessiner la Teste de demain, avec des études structurantes qui donneront lieu à des programmes pluriannuels d'investissement , l'aménagement des prés salés Ouest, la façade maritime on fera le secteur de Cap de Mount et l'entrée de Cazaux, il y aura une concertation avec les cazalins, la transformation du secteur de la gare, avec un aménagement qui est attendu , en centre-ville l'aménagement de l'ilot Franklin, et la stratégie locale de la bande côtière.
Avec des préalables, on va faire des acquisitions foncières, respecter l'environnement, végétaliser, oui M Chauteau, l'environnement, le développement, durable c'est important pour nous.

Il y aura également 4 4 millions qui seront investis dans une opération de voirie, l'entrée du Pyla avec le bld Louis Lignon, la piste cyclable qui va sécuriser ce boulevard , l'aménagement à Cazaux rue Orfila, en centre de la Teste le parking provisoire du Baou qui sera fait, les aménagements paysagers place Jean hameau, avenue de Bisserié et également des équipements qui seront beaucoup plus accessibles aux personnes à mobilité réduite qui trop souvent se plaignent de ne pas pouvoir utiliser les trottoirs du centre-ville.
Tous ces projets sont inscrits dans le développement durable, et même la responsabilité sociétale, environnementale de la commune, nous allons tendre ainsi par la neutralité carbone, transport doux et propre, mais également par les nouveaux bâtiments dans nos projets qui seront exemplaires en matière de transition énergétique.

Le 3ème point, le renforcement de la solidarité et du mieux vivre ensemble, au global c'est environ 1 millions 400€ qui sont prévus.
Au niveau des relations sociales, 3 nouvelles maisons des habitants, au Pyla, à la Teste centre et Brameloup.
Pour la culture le projet, du conservatoire de musique à l'école Victor Hugo, M le maire l'a dit, également le projet de bâtiment des archives, 416 000€ qui sont prévus pour ces études-là, je n'oublierai pas les équipements sportifs, 183 000 pour l'aménagement des vestiaires du Clavier à Cazaux.
Globalement ce budget M le Maire il investit pour l'avenir et démontre que ces engagements pris nous sommes décidés à les tenir et nous les tiendrons tous ensemble.

Monsieur DUCASSE :
Je finis par adhérer à tous les projets tellement c'est sympathique tellement c'est beau, c'est dommage que vous vous soyez coupé une jambe avec les calculs qui prouvent que ça va être très dur à tenir pour la ville, d'ici un an , un an et demi ça va être compliqué , alors que c'est vraiment tentant de vous écouter et vous suivre.
Dans le développement durable on pourrait faire un tout petit geste pour la fin d'année, on est coincé le soir à partir de 20 H il y a un couvre-feu, si on éteignait un peu les lumières cela serait sympa en les laissant dans les endroits stratégiques.

Monsieur BUSSE :
On a prévu de réduire la gradation beaucoup plus basse qu'à l'heure actuelle, on ne peut pas non plus tout éteindre, il y a des secteurs qui ne s'y prêtent pas, il y a des problèmes de sécurité qui

sont importants, il y a encore pas mal de cambriolages, mais on a fait un effort pour aller dans ce sens-là et augmenter les économies.

Monsieur DUCASSE :

On a la preuve à Pessac depuis des années qu'il n'y a pas d'augmentation de cambriolages, il y a une étude à faire sur la mise en œuvre de l'extinction totale, il y a pas mal de communes autour de nous en particulier Lanton, Mios, il ne se passe rien de plus, demandez à la police nationale.
Je pense que c'est plus un problème de ressenti c'est à nous de faire passer cette sale impression.

Madame PAMIES :

Pa rapport à l'extinction des lumières, une diminution de la luminosité ça ne suffit pas en fait, par rapport à la biodiversité on va moins consommer d'énergie, par contre les chauves-souris dont on va bénéficier en terme d'étude, elles ont besoin de l'extinction des feux, c'est plus dans ce sens-là qu'il faut penser aussi la réflexion de pouvoir éteindre notre éclairage public sur un créneau qui peut être étudié.

Monsieur MURET :
Le débat nous l'avons déjà eu lors du DOB, mais l'inconvénient d'être arrivé en retard c'est que j'ai pu écouter un petit bout du conseil dans ma voiture et j'ai appris par vos mots M le maire qu'un moratoire a été décidé sur les constructions collectives sur le centre-ville, ce budget prévoit une ligne de 450 000€ de pénalités pour la loi SRU, sachant que dans notre commune les logements à loyers modérés ont plutôt vocation à prendre part dans des collectifs, est ce que en prenant ce moratoire que vous avez décidé sine die avec votre équipe, et qui n'a pas d'échéance, est ce que nous n'allons pas nous engager dans un retard et un alourdissement des pénalités qui nous sont imposées, je crois que c'est 1500 ou 1600 logements de retard, les 3 communes du Sud bassin sont carencées et vont être déclarées comme telles par les services de l'Etat, la ville de la Teste et jusqu'à présent et c'est encore le point de vue de l'Etat est le meilleur des mauvais élèves, le moins mauvais des 3 élèves dirons-nous, est ce que votre décision de moratoire, sachant que vos études n'étant pas abouties et les espaces du logement social locatif ou en accession pourraient naître sur notre commune n'est pas bien défini, est ce que l'on ne s'engage pas dans une voie qui financièrement va être très pénalisante pour la ville.

Monsieur BERILLON :
M Muret, ce que j'ai dit à la commission habitat cette semaine, c'était par rapport à la proposition de mise sous carence des communes de Gujan, Arcachon et la Teste.
Je m'en suis expliqué avec la Préfète de région lors du comité régional de l'habitat et de l'hébergement et j'ai défendu la commune de la Teste sur 2 points.

Le premier c'est de dire que nous sommes une nouvelle équipe municipale et que nous avons des projets qui vont précisément dans le sens de l'amélioration de l'habitat pour pouvoir donner une chance à tous les testerins et notamment aux actifs et les plus jeunes, et également j'ai mis l'accent sur le fait que si par rapport au bilan SRU, je rappelle que le bilan SRU est sur lequel il y a pour l'instant une présumé carence, il porte sur l'activité 2017, 2018,2019, autrement nous prenons acte d'une situation que nous avons trouvée en arrivant.

Ce bilan montre aujourd'hui que par rapport à l'objectif fixé par la loi SRU, à savoir arriver d'ici 2025 à 25% de logements sociaux sur l'ensemble de la commune, la ville de la teste a réalisé 56% de son objectif.
En revanche j'ai argumenté qu'il y avait un plan local de l'habitat de la COBAS depuis 2016 qui avait indiqué pour chacune des communes un taux de 20% de logements sociaux, si on prend le

PLH de la Teste la réalisation de la ville de la teste atteint 92 % , et vous avez raison de dire que nous sommes parmi les moins mauvais élèves, 81% pour Arcachon et 71% pour Gujan.
Ce que j'ai dit à la Préfète c'est… attention, il y a quand même des points forts qui vont être faits pour développer l'habitat. Hier j'ai présenté à la COBAS le plan local de l'habitat en insistant sur 2 aspects, d'abord l'opération programmée sur l'amélioration de l'habitat, puisque nous allons travailler sur le domaine privé de manière à pouvoir augmenter notre performance SRU, en aidant les propriétaires de logements modestes voir insalubres par des aides.
Hier je l'ai dit à la COBAS, 1 million sont investis cette année, pour le logement sur le parc public pour financer les bailleurs, mais également va servir pour le privé.
Un, nous héritons d'un bilan, deuxièmement l'Etat n'a pas encore rendu officiellement sa décision, j'espère que les arguments que j'ai tenu au bénéfice de la Teste seront écoutés, s'ils ne sont pas écoutés la pénalité SRU pour la commune sera de 20% de plus que ce qu'elle payait jusqu'à présent.
Dites-vous bien que lorsque on est sur des projets, c'est l'ensemble de la commune, et nous y travaillons dans le cadre de la révision du PLU.

Monsieur MAISONNAVE :

Concernant le PLH et les 1 million d'euros, ce n'est pas une nouveauté ça a été déjà programmé dans les années antérieures, à vous écouter on dirait que c'est nouveau, les anciens élus avaient pris cas de conscience des problématiques de l'habitat et figurez-vous que je faisais partie d'élus de la COBAS et nous avions une réflexion là-dessus, il ne faut pas croire qu'avant tout été noir et aujourd'hui tout est beau.

Monsieur le Maire :
La carence elle y était aussi puisque on la récupère,
Je voudrai dire plusieurs choses, M Ducasse, nous, nous ne raisonnons pas sur un an ou un an et demi, nous sommes partis pour un projet sur la teste sur 20 ans, dans tous les grands chantiers, notamment l'aménagement de la façade maritime, non seulement ce sera une qualité de vie pour nous, mais c'est aussi une source de recettes qui devrait arriver, c'est la raison pour laquelle on anticipe une diminution des impôts, parce que on compte bien, non pas se priver de recettes, on va en avoir besoin, c'est aussi à ça que nous pensons , depuis longtemps je le dis, Mme Delmas il y a un chiffre que vous ne donnez pas, je ne sais pas si on paie plus ou moins qu'à Arcachon, ce que je sais par rapport à la moyenne nationale, en matière de fiscalité nous sommes quasiment au double, la moyenne nationale par habitant est de 630€ nous sommes à 1 200€ ça ce sont des faits, et les testerins n'ont pas deux fois plus qu'ailleurs, hormis ce que la nature leur a donné.

Il fallait que nous baissions cette pression fiscale, nous l'avons annoncé, mais bien évidement nous sommes en train de travailler pour avoir des recettes nouvelles qui seront amenées par la valeur ajoutée, par des gens de l'extérieur qui viendront consommer chez nous.
C'est notre projection, elle est là, on ne veut plus travailler année par année on se projette, même si ce n'est pas nous qui dans quelques années le faisons, mais ça sera sur les rails.

Nous avons décidé 3 choses dans cette ville qui nous ont choqués nous voulions remettre de l'ordre dans cette ville, parce qu'il en manquait, du respect mais dans les eux sens, respecter et être respecté, nous n'étions respectés par personne, aujourd'hui, où que nous allions, la Teste on est pris au sérieux sur la Teste, et puis de l'autorité, se faire marcher dessus ça ne va pas durer longtemps avec nous.
Certains des gros opérateurs sont arrivés sans citer de noms, regardez ce qui s'est passé à Joli Bois il y a 15 jours, le directeur a rencontré notre adjoint aux finances, quand on lui a dit qu'il ne ferait rien de neuf tant qu'il n'aurait pas remis en état l'ancien, on a remis de l'autorité.

Sur les augmentations Mme Delmas vous nous parlez souvent de l'augmentation du personnel, vous chaque fois qu'il y avait ce type de délibération à la fin vous remerciez le personnel, mais les remerciements ça ne suffit pas, pour aller acheter le rôti, ce n'est pas avec des remerciements qu'ils paient c'est avec l'argent. Nous on a remis une situation, on a remis des gens par le CIA, par une prise en compte, une revalorisation.

Il n'y a pas très longtemps il y a eu un mouvement collectif dans le service que vous occupiez pendant 12 ans, collectivement ils nous ont dit on ne peut plus, il faut que l'on soit revalorisé, ces gens-là ils nous ont dit stop, on veut bien travailler beaucoup, mais on veut un échange.
Nous avons pris en considération tout ça, ce qu'ils font aujourd'hui, des efforts considérables, de bien se comporter, d'être responsables, et les payer qu'avec des remerciements, oui il y a une augmentation à ce niveau-là on a prévu au CIA, nous voulons revaloriser les gens.

Il y a 48 h on a fait le CHSCT depuis 2014 il n'y en avait pas eu, vous trouvez que c'est normal, j'apprends aussi que le personnel à qui on remet le matériel de travail d'hygiène, on leur demande de se le laver, il y a une obligation de leur fournir les vêtements et de les entretenir, ce n'était même pas fait, c'est ça respecter les gens.
Nous avons mis du respect c'est tout simplement ce qu'il faut et aujourd'hui ils nous le rendent bien, nous avons tous les matins des sourires, des gens motivés, on a pu le voir grâce au job dating que nous avons fait, où il y a eu plus de 80 participants, là nous avons découvert de la compétence, des valeurs, ça aussi ce sont des sources d'économies, nous avons pris à l'intérieur ce que nous allions chercher à l'extérieur, et on a vu des erreurs de casting assez flagrants.

Madame Delmas :
Il y en aura ….

Monsieur le Maire :
Oui, mais on essaie de les limiter, il y en a eu beaucoup par le passé des erreurs de casting, je vais citer 2 cas, même si je n'ai pas envie de parler du passé, nous on n'a pas enclenché la marche arrière, on ne conduit pas en marche arrière on conduit en marche avant.
Aujourd'hui nous sommes une véritable équipe, on a fait le choix, on se parle et c'est ce qui nous permet d'avancer et de se dire les choses, on aura nous aussi des coups de tempête, seulement les coups de tempête on va les affronter parce que nous sommes une véritable équipe.

Il y a plein de choses sur lesquelles nous ne sommes pas d'accord, M Muret, le recensement pas fait depuis plus de 3ans, je vous donne les chiffres aujourd'hui nous ne sommes plus à 26 438, nous sommes à 28 700 habitants, ce qui veut dire que quand on se plaignait en notion de DGF, on n'avait pas toutes les dotations.
Je me suis posé la question, pourquoi, vous nous annoncez toujours nous maitrisons le développement de la démographie, 1.5% faux puisque l'on est à 3% par an sur les 3 dernières années, voyez on ne fait pas rentrer d'avantage de monde, mais si nous sommes passés de 26 438 à 28 700, ça veut dire que nous avons augmenté notre population à hauteur de 3% par an tout simplement et ça sans même le recenser.

On était dispensé au niveau de la DGF et y compris au niveau de la COBAS, on retouche de l'argent de la COBAS qui est proportionnel au nombre d'habitant, ça c'était une gestion hasardeuse, peut être que ce n'est pas de votre fait, parce que je suis convaincu qu'il y a certaines choses qu'on vous faisait signer, on vous disait c'est comme ça et c'est pas autrement , c'est toute la différence qu'il y a avec notre adjoint aux finances , c'est lui qui gère tout de A à Z.
J'ai souhaité avoir dans mon équipe des jeunes mais retraités ils sont là du lundi au vendredi soir, et demain matin ils seront là puisque vous savez que nous avons une manifestation à laquelle je le redis encore nous vous invitons.

Je suis sûr que vous auriez eu beaucoup plaisir à travailler avec nous, et vos compétences je ne les remets pas en cause, mais je crois qu'aujourd'hui il faut que vous preniez conscience qu'il y a une municipalité qui a une détermination par rapport à sa ville, notre objectif c'est ça c'est notre ville, nous sommes tous motivés par cela et c'est comme ça que l'on va avancer, on fera certainement des erreurs, on rectifiera, mais je veux vous dire aujourd'hui ne nous critiquez pas trop, sincèrement nous avons des retours de la population qui sont satisfaisants, d'encouragements, et ces derniers jours encore avec ce que nous avons fait pour noël, là aussi je tiens à saluer tous les services, les élus, non seulement c'est un gros travail mais ils l'ont pris avec un plaisir énorme, et je suis ravis de tout ça.

Je vais vous donner un autre plaisir, le bureau au 3ème étage, je trouvais qu'il était un peu vieillot, je n'avais pas envie de dépenser beaucoup d'argent, et bien ce bureau il va être amené la semaine prochaine, il est fait par notre service technique, ce sont les employés de la ville qui me font le bureau.
La petite différence on a fait faire un devis pour un bureau, sauf qu'ils pensent qu'en travaillant pour les collectivités ils pensent qu'il faut vendre plus cher, ils faisaient à 11 000€ et pour 2000€ j'ai un bureau et une table de réunion faits par notre service technique.

Madame Delmas :
L'ancien vous en faites quoi ?

Monsieur le Maire :
L'ancien, il va certainement être mis dans l'ancien hôtel de ville.
M Muret vous aviez parlé d'opposition constructive au début, soyez constructif et vous en tirerez profit vous aussi de cette construction, on est en train d'avancer dans le bon sens, sur tous les niveaux, que ce soit sur l'environnement, la culture, on m'a attribué que je n'étais pas très environnemental, pas très culture, tout ça avance, moi je délègue à tous les gens qui travaillent avec nous.
Voyez les interventions qu'ils ont faites ce soir, ils interviennent comme ils veulent, je ne les empêche de rien, parfois il y a des recadrages, mais c'est la vie au quotidien.
Nous sommes une équipe dont je suis très fier et je crois que nous sommes dans le bon sens pour les testerins c'est une excellente chose, je pense qu'il faut que vous vous en réjouissiez car vous êtes testerin vous aussi.

Vous avez pu remarquer que nous essayons d'avoir des relations dans le respect, moi pendant les 6 dernières années les 5 élus nous n'avons été jamais respectés, et ça nous ne voulons le faire vivre à personne.
Nous sommes dans le respect, on aura des sujets dans lequel nous serons en désaccord, mais dans tous les cas vous serez tous respectés, c'est la base.
Je félicite tout le monde ici pour cette fin d'année, les 6 premiers mois que nous avons passés c'est 6 mois importants, je remercie tous les services qui sont derrière moi, ils ont fait un travail colossal qui était nécessaire, nous sommes dans le bon sens et on va continuer.

Madame PAMIES :
Je me réjouis que les agents se sentent bien, pour avoir fait les frais moi d'un changement de municipalité en tant qu'agent dans la commune, et surtout vous dire n'oubliez pas la culture , c'est souvent le délaissé , le service qui souffre le plus d'un changement de municipalité.

Monsieur MAISONNAVE :
Je vois que vous êtes très attentif au personnel de la collectivité, et moi ça me touche particulièrement, vous avez dit que vous accentuez le choix sur la CIA, et que vous allez verser le

CIA aux agents de la collectivité, je vous demande quand allez-vous verser ce complément indemnitaire, à quelle période ?
Il faut savoir que nous avions déjà prévu de verser 50€ aux agents de la collectivité, il faudra délibérer quand même, car lorsque je vois les 2 dernières délibérations qui portent sur le RIFSSEP je ne vois pas de part CIA apparaitre, on parle de l'IFSE mais pas du CIA.
Vous savez que pour verser ce genre d'indemnités il faut délibérer et mettre des montants maximums, nous sommes bien d'accord.

L'anecdote, je vois que vous faites l'accent sur l'ancienne municipalité, mais qui c'est qui était en charge du personnel dans l'ancienne municipalité dans le mandat précèdent, posez-vous la question.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Budget principal

Oppositions : M. DUCASSE – M. MAISONNAVE – Mme DELMAS – Mme PHILIP – M. MURET – Mme MONTEIL MACARD – M. DEISS – Mme PAMIES

Abstention : M. CHAUTEAU

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à la majorité.

Budget annexe pôle nautique :

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité

Budget annexe parc des expositions :

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité

Budget annexe Ile aux oiseaux :

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Les conclusions mises aux voix sont adoptées à l'unanimité

COMMUNICATIONS

Les rapports les plus volumineux mentionnés dans le présent document sont joints en annexe soit :

Délibération 36 : RPQS
- COBAS Rapport d'activités 2019
- COBAS : rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau (RPQS)
- COBAS : rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets
- SIBA : rapport d'activités 2019
- SIBA : rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'assainissement

Délibération 37 :
- SEMEXPO : comptes annuels exercice 01.01.2019 au 31.10.2019

Délibération 38 :
- SOGERES : compte rendu d'activité et compte rendu financier 2019-2020

Rapporteur : M. BERILLON **DEL2020-12-532**

COMMUNICATION DES RAPPORTS D'ACTIVITES DE LA COBAS ET DU SIBA AINSI QUE DES RAPPORTS SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS (RPQS) DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET POUR L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS POUR L'ANNEE 2019

———

Vu les articles L 5211-39 et D 2224-3 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L 3131-5 du Code de la commande publique,

Vu le rapport d'activité 2019 de la Cobas ci-joint ainsi que les rapports annuels 2019 sur le prix et la qualité du service public de l'eau et sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets transmis (RPQS) par la Cobas le 30 octobre 2020 ci-joints,

Vu le rapport annuel d'activité 2019 du SIBA ainsi que le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2019 transmis le 27 octobre 2020 ci-joints,

Mers chers collègues,

Considérant que le conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du ou des rapports annuels adoptés par ce ou ces établissements.

Considérant que dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement ou de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le Maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés. Il indique, dans une note liminaire :

– la nature exacte du service assuré par ce ou ces établissements publics de coopération intercommunale et, le cas échéant, ce qui relève de la gestion directe de la commune concernée ;

– le prix total de l'eau et ses différentes composantes,

– le prix total de la prévention et de la gestion des déchets et ses différentes composantes, et son financement,

Considérant que ces rapports ont été mis à la disposition du public à la Mairie de La Teste de Buch et aux mairies annexes de Pyla sur Mer et Cazaux, dans les conditions prévues à l'article L 1411-13.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir prendre acte de ces rapports et de la note liminaire ci-jointe.

RAPPORTS SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS (RPQS) DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS POUR L'ANNEE 2019

Note liminaire

Les compétences **Eau Potable** et **Prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés** font partie des compétences statutaires de la COBAS.

Il en est de même pour la compétence Assainissement, qui a toutefois fait l'objet d'un transfert de compétence par adhésion au SIBA.

Conformément au disposition de l'article D 2224-3 du CGCT, le maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels reçus des établissements ci-dessus mentionnés.

Compétence Eau potable

La COBAS exerce la compétence alimentation en Eau Potable sur l'ensemble de son territoire. Cette compétence fait l'objet d'une délégation de service public attribuée à la société Véolia Eau depuis le 1er janvier 2016 et pour une durée de 12 ans.

Le délégataire assure la production et la distribution de l'eau potable, l'entretien du réseau et la relation avec les usagers (gestion des abonnements et facturations). Il doit un programme contractuel de renouvellement du réseau de distribution, la COBAS réalisant également un programme d'investissement complémentaire pour le renouvellement et l'extension du réseau.

Sur la commune de la Teste, ce service desservait 17 657 abonnés au 31/12/2019 pour un volume vendu de 2 385 085 m^3.

Compétences Assainissement

Le SIBA exerce les compétences relatives à l'assainissement collectif et non collectif.

Le SIBA a confié l'exploitation des installations d'assainissement collectif à la Société ELOA, société dédiée du groupe Veolia eau, par le biais d'une délégation de service public qui a pris effet le 1er janvier 2013 pour 8 ans.

La société ELOA est responsable du fonctionnement et de la continuité du service. Elle assure l'entretien et une partie du renouvellement des installations construites par le SIBA, ainsi que les relations avec les abonnés.

Le SIBA porte néanmoins directement les investissements les plus lourds, comme la réalisation de bassins de sécurité de 30 000 m3 sur le site de Lagrua pour un coût global de 14,1 M€ HT.

Au 31/12/2019, 1172 installations d'assainissement non collectif ont été recensées sur le périmètre du SIBA. Elles font l'objet d'un contrôle périodique tous les 8 ans avec un taux de conformité de 87 %

Le coût de l'eau

L'analyse du coût de l'eau est réalisée sur la base d'une consommation moyenne évaluée par l'INSEE à 120 m3 pour un foyer. Cette moyenne permet d'assurer une comparaison du prix de l'eau entre les territoires, même si le contexte de ressource et de pollution peut fortement varier entre différents bassins de vie.

Prix de l'eau et de l'Assainissement - Territoire de la C.O.B.A.S.	Montant au 01/01/2018	Montant au 01/01/2019	Montant au 01/01/2020	Variation 2019-2020 (%)
Production et distribution de l'eau	157,42	160,88	163,28	1,49%
Part délégataire	114,66	118,12	120,51	2,03%
Abonnement	32,96	33,96	34,64	2,00%
Consommation	81,70	84,16	85,87	2,04%
Part C.OB.A.S	42,77	42,77	42,77	0,00%
Abonnement	13,26	13,26	13,26	0,00%
Consommation	29,51	29,51	29,51	0,00%
Collecte et dépollution des eaux usées	218,44	221,76	224,44	1,21%
Part délégataire	115,64	118,96	121,64	2,25%
Abonnement	11,24	11,56	11,84	2,42%
Consommation	104,40	107,40	109,80	2,23%
Part S.I.B.A.	102,80	102,80	102,80	0,00%
Abonnement	44,00	44,00	44,00	0,00%
Consommation	58,80	58,80	58,80	0,00%
TAXES D'ENVIRONNEMENT	78,38	79,00	79,00	0,00%
Agence de l'eau: Préservation des ressources en eau	8,78	9,40	9,40	0,00%
Agence de l'eau: Lutte contre la pollution	39,60	39,60	39,60	0,00%
Agence de l'eau: Modernisation du réseau de collecte	30,00	30,00	30,00	0,00%
TOTAL HT FACTURE (€ HT)	454,25	461,64	466,71	1,10%
TVA	36,16	36,72	37,12	1,09%
TOTAL TTC FACTURE (€ TTC)	490,41	498,36	503,83	1,10%
PRIX DU M3 POUR 120 M3 (€ TTC)	4,09	4,15	4,20	1,10%

En 2019, le coût moyen de 1m3 d'eau a été estimé à 4,20 € TTC, en hausse de 1,10 %.

Il comprend les abonnements aux services, une part variable relative à la consommation et au volume d'eaux usées traitées, ainsi que des taxes.

Compétence prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés

La COBAS exerce la mission de service public d'élimination des déchets dans le cadre législatif défini notamment par les articles L.2224-13 et L.2224614 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La COBAS dispose de la compétence globale de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés de l'agglomération.

La pré-collecte (gestion des bacs et des points d'apports volontaires), la collecte des déchets ménagers, les déchèteries et le centre de transfert sont gérés en régie directe.

Le transport est assuré selon le flux concerné en régie directe ou par des prestataires privés.

Le traitement est assuré selon le flux concerné en régie directe (centre de valorisation des déchets au Teich) ou par des prestataires privés, sous la forme de marchés de prestations.

Les chiffres clés pour l'année 2019 sont :

- 67 455 tonnes de déchets ont été collectés soit 802,3 kg/hab, en baisse de 0,7 %.
- Les dépenses du service se sont élevées à 17,6 M€, dont 15,32 M€ de charges de fonctionnement (personnel, marché de prestations, carburant …) et 2,32 M€ d'investissement.
- Les recettes du service se sont élevées à 20,73 M€ dont 13,19 M€ de TEOM et 0,95 M€ de redevance spéciale. Les aides perçues se sont élevées à 1,32 M€.

Au titre des actions de préventions menées en 2019 sur la Teste de Buch pour inciter au tri et à la réduction des déchets :

- 166 résidences collectives et 1018 usagers individuels ont été rencontrés,
- 30 classes de maternelle, primaire et d'enseignement supérieur ont été sensibilisées,
- Des opérations de nettoyage de plages, de sensibilisation au compostage ont été organisées ;
- Les bénévoles des fêtes du port ont été formés par les ambassadeurs de tri.

Monsieur le Maire :
Merci M Berillon,

Monsieur MURET :
Je suis arrivé en retard, j'ai ouvert ma boite avec un petit peu de retard, et j'apprécie beaucoup le geste d'avoir offert un thermo, ça va permettre de boire l'eau de la COBAS lors de nos conseils, c'est une très bonne idée, et c'est un cadeau utile à tout le monde mais vous ne m'empêcherez pas M le Maire d'y voir une petite attention toute personnelle.

Monsieur le Maire :
Confidence pour confidence, c'est vrai.

Rapporteur : Mme OTHABURU **DEL2020-12-533**

SEMEXPO

Rapports d'activités de l'exercice 2019 (du 1er janvier au 31 octobre 2019)

Vu les articles L 1413-1 et L 1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport d'activités de l'année 2019 ainsi que le compte-rendu comptable et financier transmis par la Semexpo dans le cadre du contrat de délégation de service public pour la gestion du parc des expositions ci-joints,

Vu les avis favorables de la commission consultative des services publics locaux et de la commission de contrôle financier du 08 décembre 2020,

Mes chers collègues,

En application des articles L 1411-13 et L 1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte rendu annuel d'activités ainsi que les comptes annuels de la SEMEXPO doivent faire l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal.

Ces rapports ont été examinés par la Commission consultative des services publics locaux et la Commission de Contrôle Financier lors de sa séance du 08 décembre 2020.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir prendre acte de ces documents.

SEMEXPO – Société d'Economie Mixte au capital de 200 000 €
Siège social : Hôtel de Ville – 33260 LA TESTE DE BUCH

Rapport annuel du délégataire de service public du 1er Janvier au 31 Octobre 2019

Acquisitions et cessions immobilières & mobilières

La 3ème DSP arrivant à son terme au 31 Octobre, la Ville de La Teste de Buch a pris la décision de ne pas la renouveler et de rattacher le Parc des Expositions à l'EPIC Office de Tourisme à compter du 1er Novembre 2019 (délibération du conseil municipale du 26 Septembre 2019).
Afin de maintenir l'activité commerciale du site, l'EPIC Office de Tourisme s'est porté acquéreur du fonds de commerce de la SEMEXPO comprenant la licence IV et l'ensemble du matériel pour une valeur de 11 000 euros.

Données techniques et physiques mises à disposition

Terrain clôturé d'environ 32 900 m² comprenant un hangar de 180 m², un guichet d'entrée de 8 m², une partie goudronnée d'environ 10 000 m², un hall d'exposition de 3 000 m² (avec une réserve, un bloc sanitaires, 2 bureaux, 1 salle de réunion).
Terrain en façade d'environ 7 300 m² utilisé comme parking
Matériel : bureaux, stands, matériel électrique

La SEMEXPO, comme le précisent les articles 13 et 15 de la DSP, a effectué la maintenance et l'entretien des locaux et du matériel.
Comme le précise l'article 6 paragraphe 3 de la DSP, l'ensemble des systèmes de sécurité a été contrôlé par un organisme agréé.

Planning d'occupation
24 événements sur 10 mois - 4 en organisation propre

11 & 14 Janvier	Vœux du Maire à la population & au personnel – Ville de La Teste de Buch
14 Janvier	Vœux de la Cobas
29 Janvier	Salon professionnel Batiland
22 Février	Rassemblement des professionnels de la carrosserie – Cabinet Paolin
du 1er au 3 Mars	Salon Bien Etre & Santé au Naturel – Semexpo
10 Mars	Loto Lion's Club
14 Mars	Réunion publique - Ville de La Teste de Buch
16 Mars	Journées Handynamique - CCAS La Teste de Buch
21 Mars	Les Rencontres de l'Emploi - Cobas
6 & 7 Avril	Salon des Créateurs – Semexpo
du 26 au 28 Avril	Salon Idées Maison – Semexpo
du 6 au 14 Mai	Piste éducation routière – Ville de La Teste de Buch
11 Mai	Assemblée Générale Comité d'entente des Fêtes du Port
23 Mai	Soirée remise des prix Challenge Créateurs / repreneurs d'entreprises - DEBA
2 Juin	Vide Grenier – Arcachon La Teste Handball Club
15 Juin	Loto association à cœur perdu
21 Juillet	Vide grenier – La Boule du Lac

18 Août	Vide grenier - La Boule du Lac
7 & 8 Septembre	Forum des associations – Ville de La Teste de Buch
14 & 15 Septembre	Love Tattoo Bike – Bass'in Muse
21 Septembre	Assemblée générale J'aime le Pays de Buch
5 & 6 Octobre	Salon Tendance Bio – Semexpo
19 Octobre	Loto association à cœur perdu
du 25 au 27 Octobre	Salon Habitat & Décoration – Loire événement organisation

Prestations aux usagers

Etant à la fois organisateur d'événements et loueurs d'espaces, nous avons plusieurs profils d'usagers :

a. La société qui loue un stand lors des manifestations organisées par SEMEXPO
b. La société ou association qui loue les installations intérieures, extérieures ou les 2 du parc des expositions pour organiser son propre événement
c. La Ville de La Teste de Buch ou ses ayants droits lors des journées de mise à disposition
d. La société qui loue un emplacement extérieur en 1ère ligne dans le cadre d'une convention de location de 1 an renouvelable
e. la société qui loue partiellement la plateforme goudronnée dans le cadre d'une convention de location de 1 an renouvelable
f. le visiteur qui se rend sur les manifestations ou chez nos locataires annuels

Les installations, les équipements, les prestations que proposent la SEMEXPO n'ont fait l'objet d'aucune remarque particulière.

Sécurité – hygiène - accident

Le Parc des Expositions est un établissement public de 1ère catégorie – type T, L, N & PA.
Les moyens de secours, le système d'alarme ainsi que le chauffage sont vérifiés annuellement par un organisme agréé.
Pour chaque événement de type T, un chargé de sécurité est présent ainsi qu'une équipe de la société RVF Sécurité composée de 1 SSIAP2 + 2 à 3 SSIAP1.
Pour chaque événement de type L, N & PA une équipe de la société RVF Sécurité composée de 1 SSIAP2 + 1 SSIAP1 est présente.
Aucun accident n'est à déplorer.
Aucune remarque concernant l'hygiène.

Nuisance – pollution

Aucune remarque.

Productivité

Les réalisations de la SEMEXPO en 2019 sont inférieures à celles de 2018.
Cette baisse s'explique principalement par la fin de la DSP au 31 Octobre (exercice de 10 mois et non 12) et par la non organisation du CHR EXPO & Métiers de Bouche, salon bisannuel programmé en Octobre

Effectif salarié

L'effectif moyen est de 5 employés

- 4 salariés en CDI – temps plein : une directrice, une responsable commerciale, un responsable technique et un assistant de direction
- 1 salarié en CDD – temps plein : un renfort technique sur les périodes de forte activité (2x3 mois)

A noter : le poste de Madame Bunlet, suite à son départ à la retraite, n'a pas été renouvelé.

Information – communication

Comme le précise l'article 6 paragraphe 4 de la DSP, la SEMEXPO a mis en place des campagnes de communication (affichage, radio, presse, numérique) pour l'ensemble des manifestations. Il a été

respecté dans les outils de communication (papier entête, affiches) la référence au logo de la ville de La Teste de Buch.

Réclamation - contentieux

Au cours de l'année 2019, tout comme les années précédentes, la SEMEXPO n'a reçu aucune réclamation ni aucun recours contentieux.

Conditions d'exécution du service public

Comme le précise l'analyse de la qualité du service, il a été respecté les engagements contractuels définis dans la délégation de service public.
Le délégant (la Ville de La Teste de Buch) par ses 4 représentants au conseil d'administration de la SEMEXPO a régulièrement été informé par un compte rendu d'activité du fonctionnement du Parc des Expositions.

Principe d'égalité

La grille tarifaire proposée dans l'article 23 de la DSP a été appliquée sans plus value.
L'ensemble des usagers a été traité à situation identique.

Principe de continuité

Comme le précise l'article 5 de la DSP, aucune interruption de l'activité n'est à déplorer.

Principe d'adaptabilité ou de mutabilité

Sans remarque particulière.

Respect contractuel

Conformément à l'article 24 de la DSP, la redevance annuelle est de 88 000 € HT.
Cette redevance a été payée au délégant : la Ville de La Teste de Buch.
Conformément aux articles 31 et 32 de la DSP, l'ensemble des formalités (responsabilités, contrats d'assurance) a été respecté.

Priorité d'usage

L'article 6 paragraphe 7 de la DSP offre au délégant (Ville de La Teste de Buch) une priorité pour 12 manifestations par an.
L'article 25 précise que le délégataire accordera 30 jours d'utilisation du Parc au délégant, ces 30 jours intégrant les temps de montage et démontage.

Dans ce cadre, la Ville de La Teste de Buch a organisé ou mis à disposition le site pour les manifestations suivantes :

- Vœux du Maire à la population & au personnel
- Vœux de la Cobas
- Loto Lion's Club
- Réunion publique
- Journée Handynamique
- Piste d'éducation routière
- Soirée de remise des prix Challenge Deba
- Forum des associations

Monsieur le Maire :
Merci Mme Othaburu

Monsieur PASTOUREAU :
Avant le rapport d'activité, je voudrai dire deux mots sur le musée pour répondre à Mme Pamies.
On est à un moment très important, une étape essentielle, c'est l'attribution du label musée de France.
C'est vraiment le moment où tout va se décider. Les personnes qui sont au musée depuis longtemps ou depuis récemment font un travail énorme et de qualité, qui je pense sera reconnu en obtenant ce label.
Cela a été retardé à cause de la crise du Covid, il devait y avoir une réunion en novembre mais repoussée, et il ne faut pas oublier tous les testerins qui sont dans l'association des AAPM qui travaillent énormément.
Là on a atteint une étape capitale, et tout dépendra de ce qui va se passer maintenant, tout dépendra de l'étape à venir.

Rapporteur : M. PASTOUREAU **DEL2020-12-534**

SOGERES

Rapport d'activités de l'exercice 2019-2020

Vu l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport d'activités et le compte-rendu financier de l'année 2019-2020 transmis par Sogéres dans le cadre du contrat de délégation de service pour la restauration collective de la ville et du CCAS ci-joints,

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics du 08 décembre 2020 et l'avis favorable avec réserves de la commission de contrôle financier du 08 décembre 2020,

Mes chers collègues,

En application des articles L 1411-13 et L 1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte rendu annuel d'activités ainsi que le compte-rendu financier 2019-2020 de la Société SOGERES doivent faire l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal.

Ces rapports ont été examinés par la Commission consultative des services publics locaux et la Commission de Contrôle Financier lors de sa séance du 08 décembre 2020.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir prendre acte de ces documents.

Monsieur le Maire :

Merci M Pastoureau

Rapporteur : M. AMBROISE **DEL2020-12-535**

AUXIFIP

Rapport d'activités de l'exercice 2019

Vu les articles L 1413-1 et L 3131-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport d'activités de l'année 2019 ainsi que le compte-rendu comptable et financier transmis par la Société Auxifip dans le cadre du contrat de partenariat public privé pour le financement, la conception, la réalisation, l'entretien et la maintenance de l'Hôtel de Ville ci-joints,

Vu les avis favorables avec réserves de la commission consultative des services publics locaux et de la commission de contrôle financier du 08 décembre 2020,

Mes chers collègues,

En application de l'article L 1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le compte rendu annuel d'activités et le compte rendu comptable et financier de la Société AUXIFIP doivent faire l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal.

Ces rapports ont été examinés par la Commission consultative des services publics locaux et la Commission de Contrôle Financier le 08 décembre 2020.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir prendre acte de ces

ENGIE Solutions

AUXIFIP
HÔTEL DE VILLE

Rapport d'activité – Année 2019

18 mars 2020

RESTREINT | INTERNE | SECRET

ENGIE Solutions

1- Sécurité 04

- Indicateur sécurité 05
- VPS 05
- Causerie 05
- Sous-traitance 05

2- Informations contractuelle 06

- Synthèse contrat 07
- Liste des installations 08
- Vos interlocuteurs au quotidien 09

3- Consommation énergie 10

- Consommations 11
- Consommation électrique 12
- Consommation chauffage 13
- Consommation eau 14

4- Maintenance et Exploitations 15

- Bilan préventif, correctif et astreinte 16
- Pilotage 17
- Répartition des demandes correctives 18
- Répartition mensuelle du correctif 19

5- Plan d'action 2020 20

- Plan d action 21

6- Bilan des travaux 22

- Bilan P3 23
- Bilan P5/P3 24
- Bilan part PME 25

7- Faits marquants 26

- F ait Marquants 27

8- Bilan réglementaires 28

- Fichiers annexe

1er avril 2020

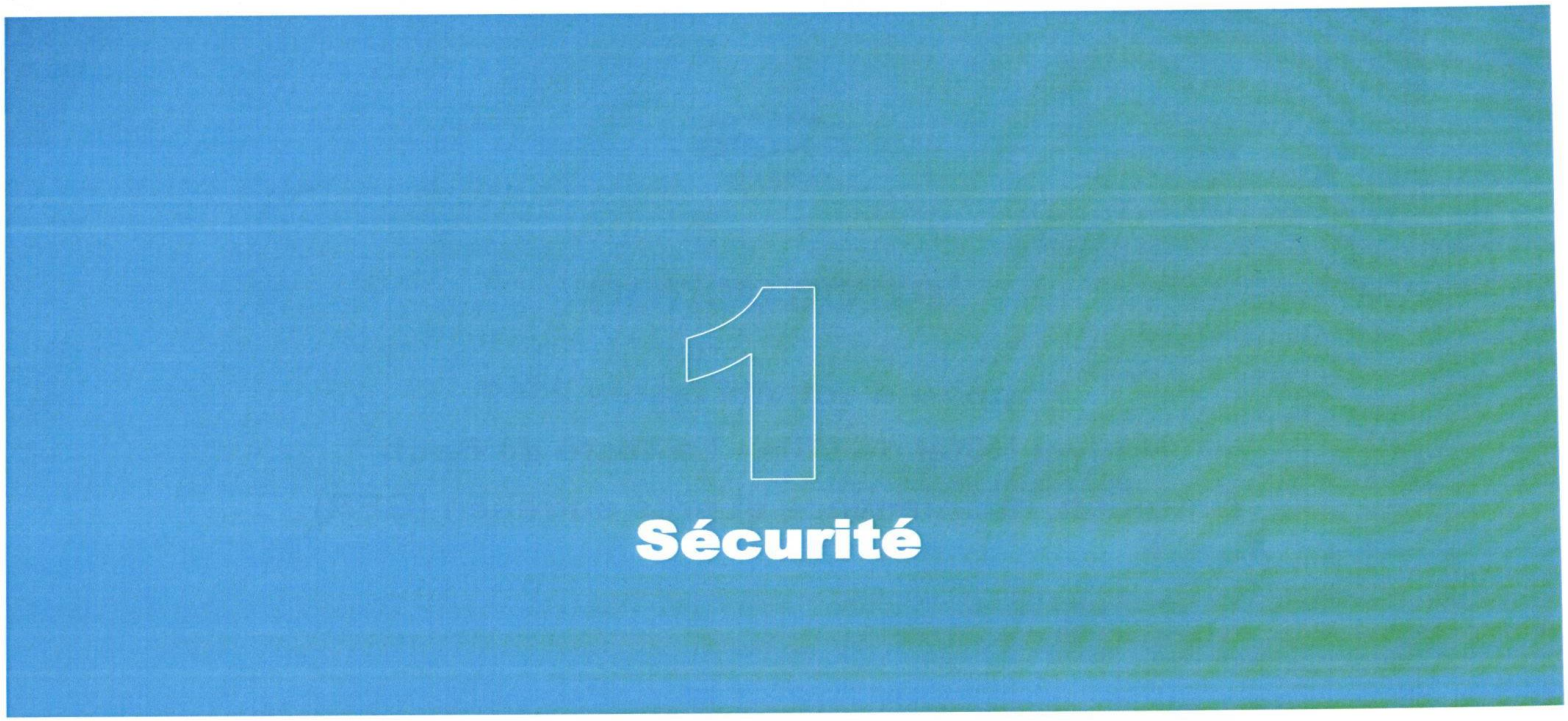
ENGIE Solutions

Introduction

Rapport d'activité année 2019

Nouvel Hôtel de Ville - La Teste de Buch

Entretien, maintenance et gros entretien (GER)


1
Sécurité

Sécurité

Indicateurs – VPS – Causeries – Sous-traitance

Indicateurs

Résultats 2019

Equipe – 1 évènement enregistré (accident sur trajet) – non responsable

Visite Préventive Sécurité (VPS)

L'ensemble de l'équipe a été visité en 2019

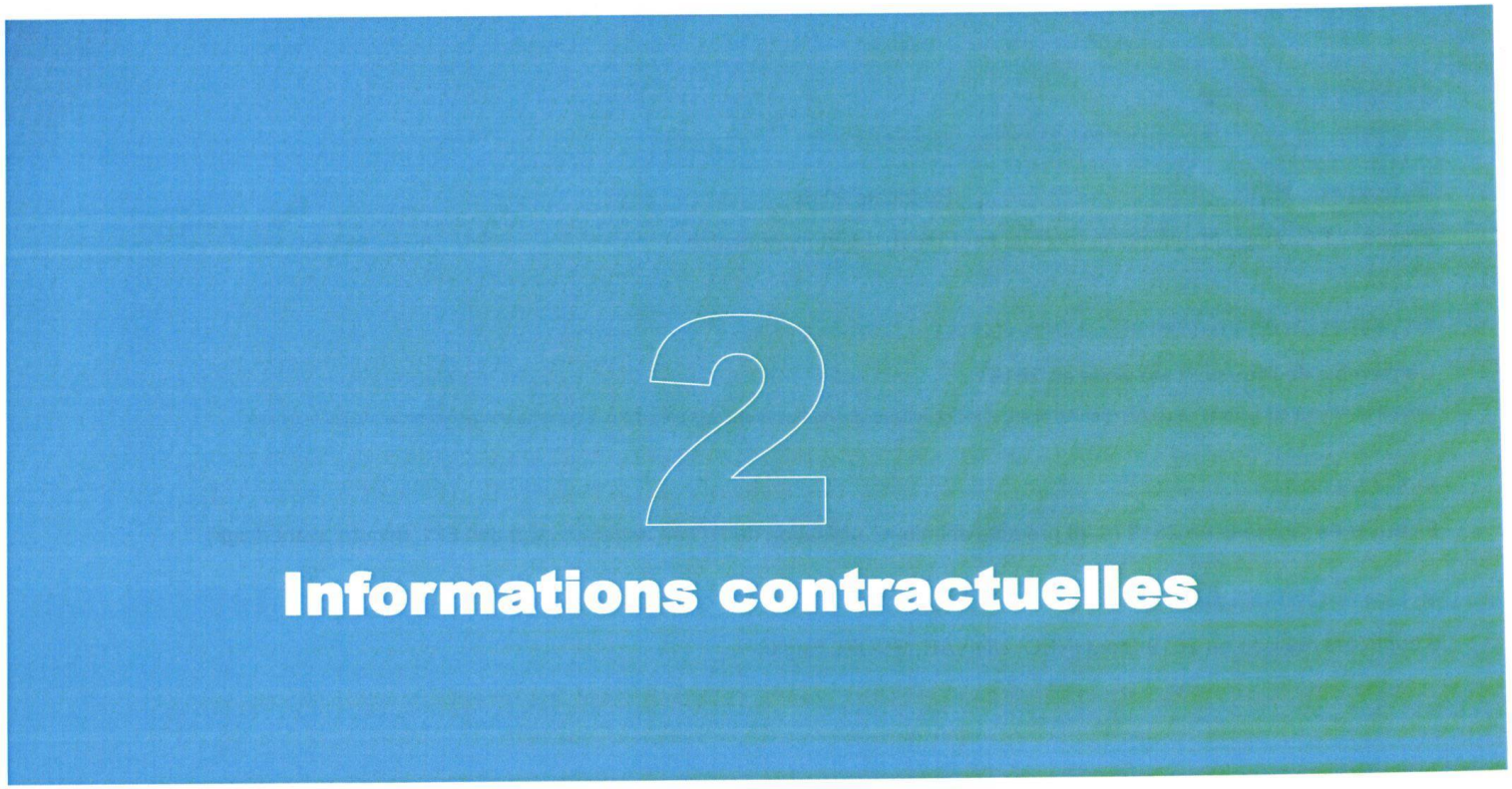
Visite individuelle qui permet de rechercher les actes et les conditions dangereuses susceptibles d'être à l'origine des accidents et de les minimiser

Causeries

9 causeries réalisées en 2019 (dont produits chimique, utilisation du PTI en astreinte, port des EPI, minute avant d'agir)

Sous-traitance

5 contrôles réalisés en 2019 (dont INEO, UNIVAR, ENDEL Engie)


2
Informations contractuelles

Informations contractuelles

Synthèse contrat

Numéro du contrat :	**2330295**	**AUXIFIP**
Intitulé contrat :	**Entretien, maintenance, gros entretien (GER) du nouvel Hôtel de Ville**	
Type de prestations :	**P2 → MCO (Maintien en Conditions Opérationnelles)** **P3 → GER (Gros Entretien Renouvellement)**	
Prise d'effet :	**du 16/11/2011**	
Client signataire :	**AUXIFIP** **2 Rue Cabanis – BP 60058 – 31241 L'UNION CEDEX**	

Informations contractuelles

Liste des installations

- Numéro d'appel destiné aux demandes de dépannage

Pour toutes vos demandes d'intervention

24h/24h – 7j/7j

0811 20 30 51
(Prix appel local)

Du lundi au vendredi – de 8h à 12h et de 14h à 18h *(17h vendredi)*

gdc.garonne@engie.com

Merci de communiquer le numéro d'installation suivant

N° Installation	Nom	Type de prestation	Délai d'intervention en heures ouvrées	Astreinte	Délai d'intervention Heures non ouvrées
2330295000	NOUVEL HÔTEL DE VILLE	P1/P2/P3	2	OUI	2
2330295001	NOUVEL HÔTEL DE VILLE	P1	4	NON	NC

Informations contractuelles

Vos interlocuteurs au quotidien

Thierry DUVERNEUIL
Responsable Département d'Exploitation
Port. 06 62 90 54 54
thierry.duverneuil@engie.com

Christine BROCHON
Assistante Département
Tel. 05 57 77 16 29
christine.brochon@engie.com

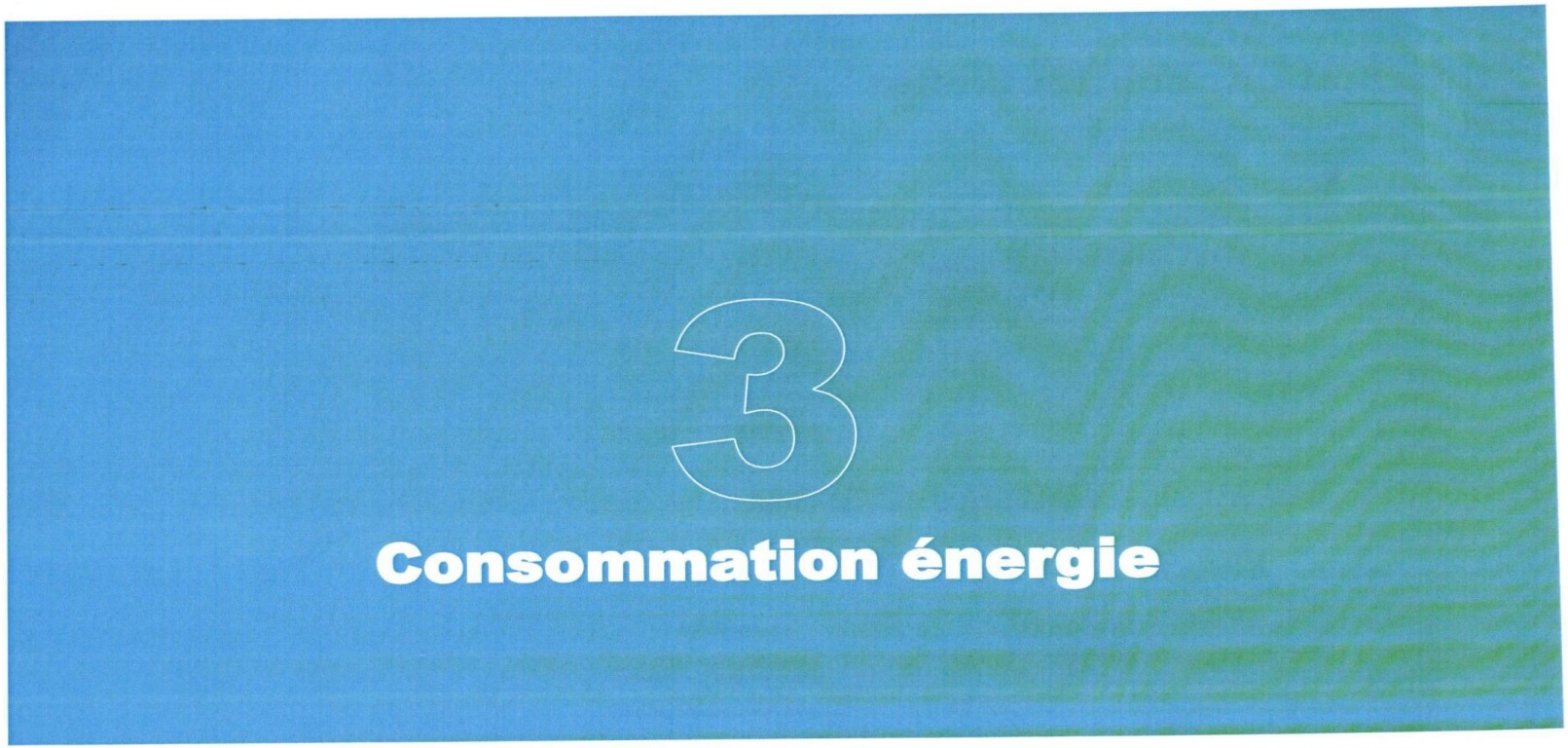
Simon GUILLAUD
Responsable Equipe d'Exploitation
Port. 06 72 04 06 81
simon.guillaud@engie.com

Technicien en charge
Christophe CASTAGNET

Technicien de recours
Philippe LALANDE

Service Gestion

Angélique MICOULEAU
Responsable Pôle Contractuel
Tel. 05 57 77 05 14
angelique.micouleau@engie.com


3
Consommation énergie

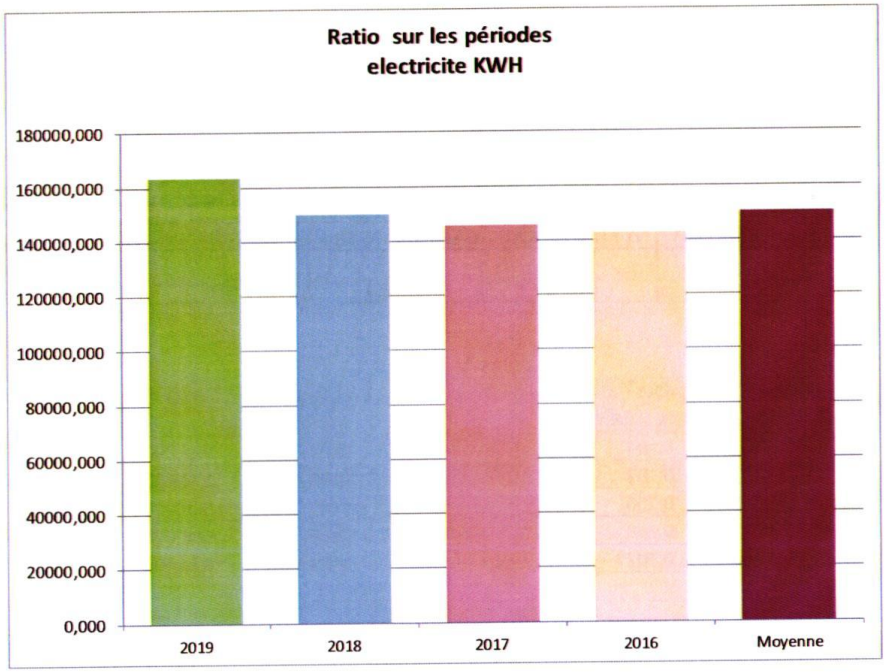
Bilan des consommations énergétique

2330295000-NOUVEL HOTEL DE VILLE							
PERIODE RELEVE DU 31/12/2018 AU 22/01/2020							
DJR	EDF HPH 710 KWH	EDF HCH 711 KWH	EDF HPE 712 KWH	EDF HCE 713 KWH	GAZ GENE MWH/pcs	EAU GENERAAL M3	FOD GROUPE L
1955	65315	21452	56361	20095	233,651	927	100

kwh electricité	sur la période
2019	163323,000
2018	149816,000
2017	145816,000
2016	142736,000
Moyenne	150422,000

mwh /PCI chauffage	sur la période
2019	0,104
2018	0,107
2017	0,106
2016	0,109
Moyenne	0,107

m3eau GENERAL	sur la période
2019	927,000
2018	578,000
2017	569,000
2016	686,000
Moyenne	690,000



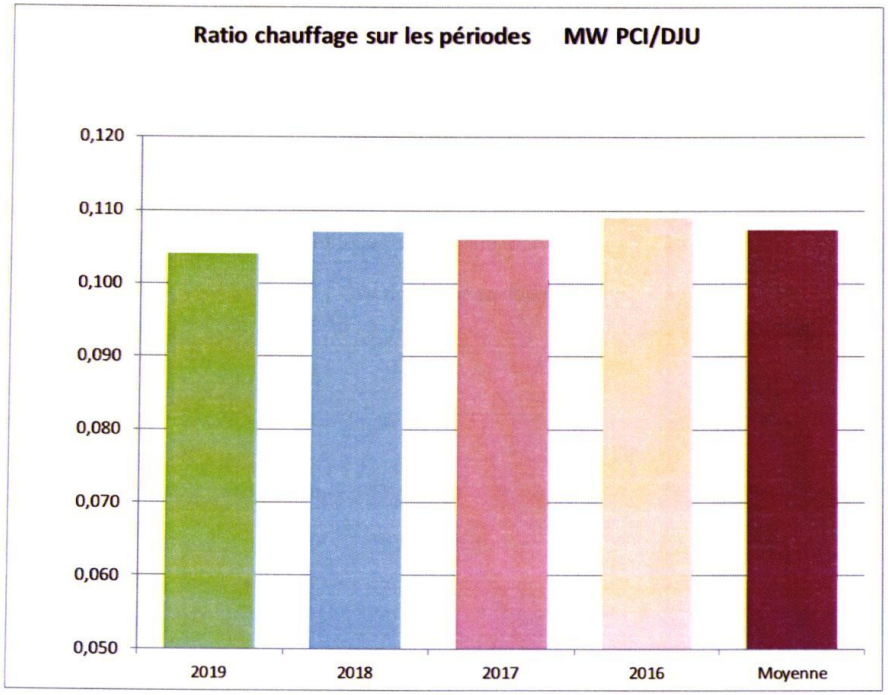
Commentaire :

Consommation en augmentation,

Période été plus chaude, clim serveur et clim salle conseil,

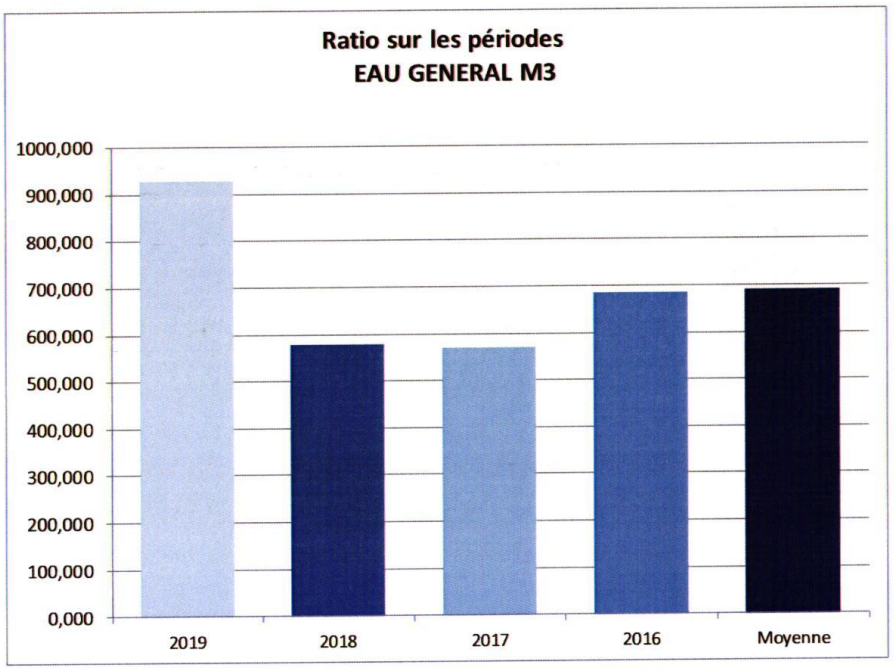
Plus ajout climatiseur supplémentaire serveur

Radiateur électrique dans certain service début **d'hiver, corrigé avec augmentation du soufflage air** neuf tempéré.



Commentaire :

Baisse des consommations gaz du à un hiver moins rigoureux que les années précédentes



Commentaire :

Surconsommation 2019

Fuite eau sur toilette,

Fuite sur groupe sécurité cumulus,

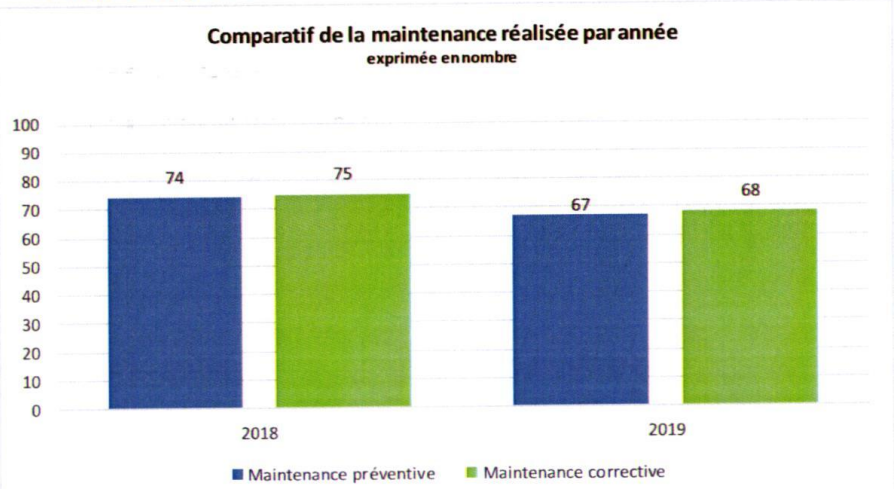
Fuite canalisation WC 1 étage.



1er avril 2020

Bilan de la maintenance

Comparatif préventif et correctif 2019/2018



Compartif de la maintenance - HDV

Année	Maintenance prévent	Maintenance corrective
2018	74	75
2019	67	68

Commentaire :

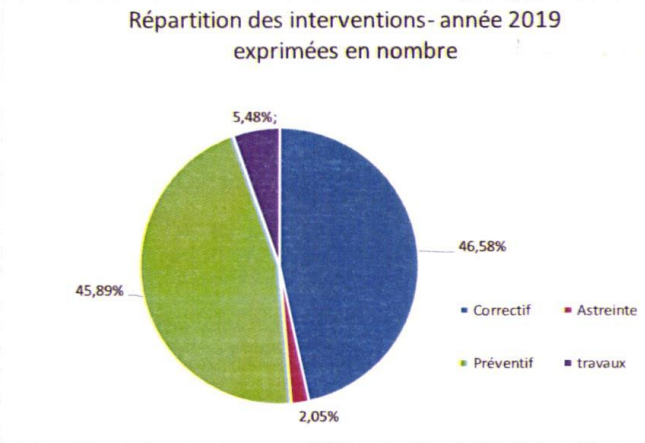
Ratio en % identique à 2018, plusieurs demandes multi technique

Maintenance et Exploitation

Pilotage

HDV - Année 2019

Analyse par domaine	Nombre intrevention réalisés	
Correctif	68	46,58%
Astreinte	3	2,05%
Préventif	67	45,89%
travaux	8	5,48%
Total général	**146**	**100,00%**

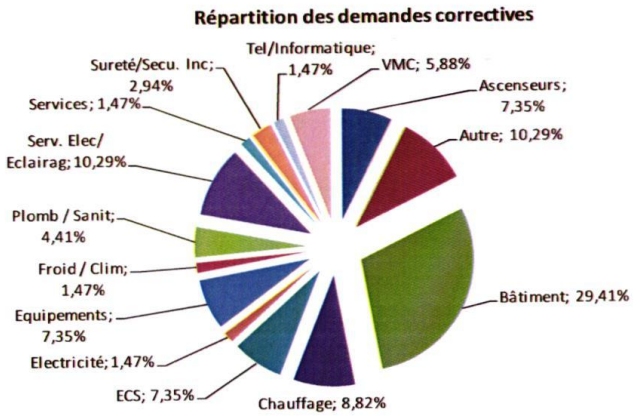


Commentaire :

Maintenance et Exploitation

Répartition des demandes correctives et astreinte

Analyse par domaine	Nombre de dépannage réalisé	
Ascenseurs	5	7,35%
Autre	7	10,29%
Bâtiment	20	29,41%
Chauffage	6	8,82%
ECS	5	7,35%
Electricité	1	1,47%
Equipements	5	7,35%
Froid / Clim	1	1,47%
Plomb / Sanit	3	4,41%
Serv. Elec/ Eclairag	7	10,29%
Services	1	1,47%
Sureté/Secu. Inc	2	2,94%
Tel/Informatique	1	1,47%
VMC	4	5,88%
Total général	**68**	**100%**

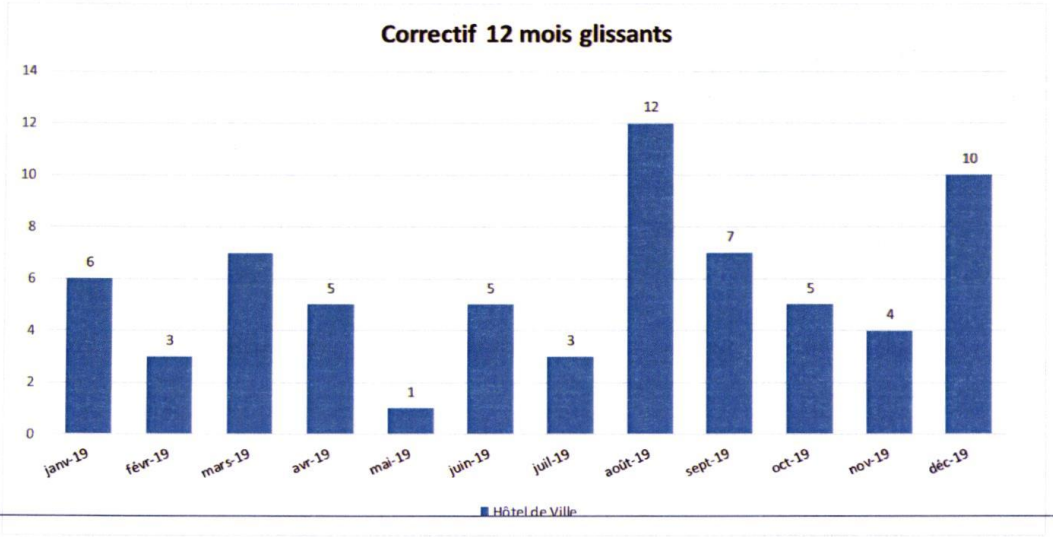


Commentaire :

Les demandes correspondant au bâtiment sont des infiltrations d'eau dues au forte pluie d'hiver.

Maintenance et Exploitation

Répartition mensuelle des demandes correctives et astreinte



Commentaire :

En août problème de détection alarme intrusion, décembre infiltration d'eau avec les fortes pluies.


5
Plan d'action 2020

Plan d'action 2020

Plan d'action 2019	Libellé	Avancement
1	Defaut decolement nez de marche escaliers Remplacement de ceux-ci	100%
2	Problème temperature Clim serveur / ajout dun climatisuer mural , manque encore puissance	60%
3	Problème ferme porte SSI / Disfonctionnement groom -(en cours commande remplacement groom defaillant	35%
4	Essais groupe electrogéne en charge /essais sur batterie -plus essais par coupure tension, remplacement baterie onduleur	100%
5	Fuite eau sur façade nord est / devis et travaux en cours	25%
6	Reprise des peinture charpente exterieur /commande passé sur 2020	25%
7	Remise en etat planché salles conseils et mariage / Chiffrage effectué -programé travaux en p3	25%
8	Remplacement système audio salle mariage /devis effectué -attente commande	25%
9	Remise en peinture façade / chiffrage effectué -prevu 2020	25%


6
Bilan des travaux

Bilan des travaux

Suivi des travaux contrat P3

DATE	Référence	Travaux réalisés	ACHATS	Nbre heures	Coût MO	TOTAL DÉPENSES
06/02/2019	2551288	Remplacement platine electronique	1164,78	1	61,72	1226,50
01/01/2019	2407767	Remplacement clim hdv	0,00	7,5	462,90	462,90
12/02/2019	2503617	Reprise eclairage hall entree	2103,80	4	246,88	2350,68
08/04/2019	2562115	Reparation wc suspendu	141,99	1	61,72	203,71
25/04/2019	2564619	Reparation et remplacement batterie onduleur	4590,00	5	308,60	4898,60
05/10/2019	2609619	Remplacement des nez de marche et de contres marche de chaque palier	22950,00	20	1234,40	24184,40
25/07/2019	2623539	Reprise peinture de proprete hdv	3757,59	1	61,72	3819,31
27/09/2019	2652544	Fourniture et pose des compas fenêtres	1497,12	5	308,60	1805,72
05/07/2019	2642702	Remplacement de la regul du groupe froid HDV	660,83	3	185,16	845,99
24/10/2019	2591343	Verrou automatique porte mairie de la teste de buch	514,35	3	185,16	699,51
13/09/2019	2556806	Remplacement carte ssi exutoire hdv	2744,69	2	123,44	2868,13
			0,00		0,00	0,00
					TOTAL DEPENSES 2019	**43 365,45**
					REDEVANCE 2019	**113 521,50**
					SOLDE 2018	**501 388,62**
					SOLDE et produit financier taux EONIA 2019	**571 830,44**

Suivi des travaux contrat P3 / P5

Travaux P5/P3	Date	Devis	Objet des travaux	Statut	Date de réponse	Etat des travaux	Montant HT
P5	08/02/2019	2869897/1	Aménagement bureau vie Asso RDC 02	Transmis	EN ATTENTE		
P3	06/02/2019	2867497/1	Remise en état extincteurs HDV suite maintenance	Accepté	06/02/2019	Terminé	
	08/02/2019	2869986/1	Reprise éclairage hall entrée	Accepté	12/02/2019	Terminé	
	08/04/2019	2912108/1	Réparation WC suspendu	Accepté	08/04/2019	Terminé	
	25/04/2019	2917485/1	Réparation et remplacement batterie onduleur	Accepté	25/04/2019	Terminé	
	12/06/2019	2949961/1	Verrou automatique porte mairie	Accepté	12/06/2019	Terminé	
	27/06/2019	2961363/1	Remplacement de la regul du groupe froid HDV	Accepté	27/06/2019	Terminé	
	01/07/2019	2962611/1	Reprise peinture de propreté HDV	Accepté	01/07/2019	Terminé	
	30/07/2019	2982303/1	Fourniture et pose des compas fenêtres	Accepté	31/07/2019	Terminé	
	19/09/2019	3007230/1	Remplacement des nez de marche et de contres marche de chaque palier	Accepté	25/09/2019	Terminé	
	25/10/2019	3033661/1	Travaux de mise à niveau vitreries, brises soleil, et des lisses des gardes corps.	Accepté	28/10/2019	En cours	
	TOTAL DEPENSES 2019						

Suivi des commandes passées AU PME LOCAL

Commande	Site	Date de Création	Prestation	Nom Fournisseur	adresse Fournisseur	LIBELLE CHANTIER	MONTANT HT HORS PME	MONTANT HT PME	PME
0010908367	HDV LA TESTE	02/01/19	P2	PARCS ET JARDINS DU MEDOC	33112 ST LAURENT	Entretien annuel des toitures vegetalisees 2019 - Hotel de Ville de La Teste		4 024,00 €	oui
0010912864	HDV LA TESTE	07/01/19	P2	INEO AQUITAINE SUD SNC	33610 CANEJAN	Maintenance SSI - Mairie de La Teste - 2019	1 686,83 €		non
0010964636	HDV LA TESTE	06/02/19		EUROFEU SERVICES	SITE CDE UNIQUE	1 Unité of REMISE EN ETAT EXTINCTEURS SUITE A MAINTENANCE HDV	862,80 €		non
0010964927	HDV LA TESTE	06/02/19	P2	OTIS	PORTIS	Maintenance 3 ASC - GGK10 -11 et 12 - Hotel de ville de La Teste - 2019, 2019	8 649,20 €		non
0010972435	HDV LA TESTE	11/02/19	P2	A 2 CORDES	33160 SAINT MEDARD	Hotel de ville La Teste 2019 - DEVEGETALISATION CHENEAUX ANNUELLE HDV ,Patio hotel de ville La Teste de buch 2019 - prestation entretien vitrerie patio hotel de ville la teste de buch		4 600,00 €	oui
0011044582	HDV LA TESTE	29/03/19	P3	ARCACHON PLOMBERIE COUVERTURE	33120 ARCACHON	Bureau principal Participation à l'isolation et vidange partielle du circuit. Dépose de 13 radiants actuellement à 3.6m. ,Bureau mitoyen Participation à l'isolation et vidange partielle du circuit. Dépose de 13 radiants actuellement à 3.6m.		7 824,00 €	oui
11045137	HDV LA TESTE	29/03/19	P5	INEO AQUITAINE SUD SNC	33610 CANEJAN	Bureau 3.1 / 3.2 / 3.3 "Création de 4 blocs complets (3pc / 2pc ondulées / 2 ri 45),BUREAUX 3.6/3.7 Déplacement des blocs I complet existant,BUREAUX RDC SERVICE COURRIER	5 656,11 €		non
11049094	HDV LA TESTE	02/04/19	P5	SMDCM	33380 MIOS	Modification bureau courrier au RDC et cloisons modulaire au R+3 - Plâtrerie - Plafond - Peinture - Ind C		21 468,24 €	oui
0011058750	HDV LA TESTE	08/04/19	P2	INEO AQUITAINE SUD SNC	64600 ANGLET	,1 Unité of regul inter hotel de ville la teste de buch	3 724,32 €		non
0011058817	HDV LA TESTE	08/04/19	P3	ARCACHON PLOMBERIE COUVERTURE	33120 ARCACHON	POSE CHAUFFE EAU PROVISOIRE		736,00 €	oui
0011058825	HDV LA TESTE	08/04/19	P3	ARCACHON PLOMBERIE COUVERTURE	33120 ARCACHON	Remplacement chauffe eau necessitant manutention importante		1 111,00 €	oui
0011058982	HDV LA TESTE	08/04/19	P3	ARCACHON PLOMBERIE COUVERTURE	33120 ARCACHON	Remplacement robinet flotteur et remontage ensemble plaque mécanisme WC bati support encastré.		105,18 €	oui
0011085780	HDV LA TESTE	29/04/19	P2	SOCOMEC SAS	31140 LAUNAGUET	REMPLACEMENT BATTERIE ONDULEUR HDV,1 Forfait of Remise	3 400,00 €		non
0011094553	HDV LA TESTE	07/05/19	P2	ROBINETTERIE HAMMEL	24052 PERIGUEUX	1 Unité of MITIGEUR D'EVIER AVEC DOUCHETTE ROND'O	106,34 €		non
0011096063	HDV LA TESTE	09/05/19	P5	INEO AQUITAINE SUD SNC	64600 ANGLET	Mise en place de 3 blocs,Lot 8 noyau RJ45 K6 FTP,Moulure 2 compartiments TM Optima Blanc,Cable d'alimentation divers,Cable informatique double,Accessoires divers de pose et raccordement,Main d'oeuvre,Location materiel pour travail en hauteur	2 959,19 €		non
0011133490	HDV LA TESTE	06/06/19	P3	INEO AQUITAINE SUD SNC	33610 CANEJAN	1 Unité of prestation prise rdc hdv amenagement local courrier	2 189,92 €		non
0011141056	HDV LA TESTE	13/06/19	P3	ADF TECHNOLOGIES	31770 COLOMIERS	1 Unité of VERROU AUTOMATIQUE PORTE HDV	381,00 €		non
0011151694	HDV LA TESTE	19/06/19	P5	ARCACHON PLOMBERIE COUVERTURE	33120 ARCACHON	PRESTATION RACCORDEMENT RADIANS ET MODIFICATION HYDRAULIQUE COMPLEMENTAIRE		2 225,00 €	oui
0011174008	HDV LA TESTE	03/07/19	P3	MINOS SARL	33260 LA TESTE	REPRISE PEINTURE HOTEL DE VILLE LA TESTE		15 462,00 €	oui
0011202366	HDV LA TESTE	23/07/19	P2	EGB MICHEL FABRICE	33600 PESSAC	Fourniture et pose échafaudage roulant pour intervention	1 600,00 €		non
0011219480	HDV LA TESTE	05/08/19	P3	MIROITERIE DU SUD OUEST	33310 LORMONT	Fourniture et pose de 15 compas de fenêtre,Déplacement	1 108,98 €		non
0011281348	HDV LA TESTE	24/09/19	P5	INEO AQUITAINE SUD SNC	33610 CANEJAN	MV1909027 - Mise en place d'automate pour gestion chauffage dans nouveaux bureaux r+3 et rdc - fourniture,MAIN D'OEUVRE + DEPLACEMENT	1 936,06 €		non
0011302536	HDV LA TESTE	08/10/19	P3	MINOS SARL	33260 LA TESTE	Dépose des anciens nez de marche pvc noir + nettoyage de l' adhesif + Enlèvements des gravats.,Fourniture et pose vissée de nez de marche de type inter strié en alu 54mmx45mm,Fourniture et pose de profils de contremarches en aluminium jaune au niveau de la premiere et derniere contremarche,1 Heure of REMISE DE 3,92%		17 000,00 €	oui
11419465	HDV LA TESTE	20/12/19	P3	INEO AQUITAINE SUD SNC	33600 PESSAC	1 Unité of FIC04-2019,1 Unité of FIC03-2019,1 Unité of FIC03-2019,1 Unité of FIC03-2019,1 Unité of FIC04-2019,1 Unité of FIC03-2019,1 Unité of FIC04-2019	3 814,18 €		non
						TOTAL	38 074,93 €	74 555,42 €	

7

Faits marquants

Faits marquants

Mois	Libellé	Etat
Février 2019	Disjonction éclairage DS ARMOIRES ELECTRIQUE	Réparé
Août 2019	Dératisation Hôtel de ville	Terminé
Septembre 2019	Système Anti intrusion/ Défection détecteur porte Nord	Réparé
Octobre 2019	Fuite sur les WC handicapés au 1er étage	Réparé
Décembre 2019	Fuites d'eau importantes lorsqu'il pleut dans le bureau 2-07	Réparé


8
Bilan réglementaire

Bilan réglementaire

Récapitulatif des visites contractuelles

HDV

N° INSTAL	INSTALLATION	Légionelles		Analyse réseau chauffage		Thermographie		Disconnecteur		Onduleur		Attestation entretien annuel gaz		Contrôle de combustion		Ramonage		Attestation entretien Groupe électrogène		Maintenance ascenseurs		SSI incendie		SSI Intrusion		Attestation étanchéité circuit frigorifique		Maintenance portes & portails		Contrôle extincteur		Contrôle portes coupe feu	
		Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation	Nbre prévu	Date de réalisation
2336295000	Nouvel Hotel de Ville de La Teste	2	17/10/2019	1	01/03/2019	1	11/04/2019	3	04/09/2019	1	25/10/2019	1	06/08/2019	2	20/10/2019	1	06/08/2019	1	22/01/2020	3	30/04/2019	1	16/09/2019	1	16/09/2019	1	26/09/2019	1	24/06/2019	1	06/12/2019	1	16/09/2019


ENGIE
Solutions
engie-solutions.com

UNIFERGIE
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

AUXIFIP

HÔTEL DE VILLE DE LA TESTE DE BUCH

Compte-rendu comptable et financier

Pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2019
6ème année

Etabli conformément à l'article 32.3 du Contrat de Partenariat du 23 novembre 2011 et l'article R 1414-8 du Code Général des Collectivités Territoriales

Article R 1414-8 du Code Général de Collectivités Territoriales :
Le rapport mentionné à l'article L1414-14 du CGCT est établi de manière à permettre la comparaison entre l'année qu'il retrace et la précédente. Les données comptables, économiques et financières qu'il décrit sont exprimées, sauf stipulations contraires du contrat de partenariat, pour l'année civile. Elles sont transmises par le titulaire du contra dans les quatre mois suivant la fin de la période retracée dans le rapport. Les pièces justificatives de ces données sont tenues par le titulaire à la disposition du cocontractant.

1/ *Données économiques et comptables :*

a) *Le compte annuel de résultat de l'exploitation de l'opération objet du contrat, rappelant les données présentées l'année précédente au même titre et présentant les données utilisées pour les révisions et indexations contractuelles et les justifictaions des prestations extérieures facturées à l'exploitation.*

LA TESTE DE BUCH	208679-00-0		MAD 10/12/2014					
Financier	L1	113 938,19 €	Après un premier loyer majoré de 3,731,120,40 € , loyer L1 fixe, non révisable					
GER	L2 o (€HT) =	99 775,00 €	L2 = L2o x (0,5 BT40/BT40o)+0,5(ICHT-IME/ICHT-IMEo)				BT40o =	980,3
Maintenance	L3a o (€HT) =	56 312,00 €	L3a = L3ao x (0,8 ICHT-IME/ICHT-IMEo)+0,2(Fsd2C/Fsd2Co)				ICHT-IMEo =	105,1
Frais gestion et assurances	L3b (€HT) =						Fsd2Co =	124,5
Valeur intiale	gestion/an	3 000,00 €	révisable 2%/an					
	agent/an	1 500,00 €	non révisable					
	assurances	Prime réelle refacturée						
Valeur révisée 2019	Indices	1T2019	2T2019	3T2019	4T2019			
	BT40o =	107,7	108,7	109,7	110			
	ICHT-IMEo =	122,7	123,7	124,6	125,3			
	Fsd2Co =	130,9	131,3	130,7	131,2			

Compte-tenu de l'absence de société projet dans le cadre du partenariat avec la Ville de La Teste de Buch, il n'y a pas de compte annuel de résultat dédié à l'opération, le titulaire, AUXIFIP, portant celle-ci à son bilan propre et ne l'isolant pas dans ses comptes.

Afin de donner une information financière utile pour la Ville, les tableaux ci-après indiquent les recettes et dépenses d'AUXIFIP pour l'opération, les loyers facturés et leur évolution pluriannuelle.

Recettes et dépenses d'AUXIFIP en 2019

RECETTES			DEPENSES		
L1	455 752,76 €		REMBOURSEMENT CAPITAL		217 803,43 €
L2n	113 521,50 €		INTERETS		237 949,33 €
L3an	65 035,58 €		ENGIE COFELY		178 557,08 €
L3bn	4 812,24 €				
Assurances	6 231,09 €		CAMCA COURTAGE		6 231,09 €
Total	645 353,17 €				640 540,93 €

Tableau récapitulatif des loyers facturés en 2019

LOYERS	1T2019	2T2019	3T2019	4T2019	TOTAL 2019
L1	113 938,19 €	113 938,19 €	113 938,19 €	113 938,19 €	**455 752,76 €**
L2n	28 051,24 €	28 295,19 €	28 527,17 €	28 647,90 €	**113 521,50 €**
L3an	16 108,75 €	16 224,90 €	16 307,82 €	16 394,11 €	**65 035,58 €**
L3bn	1 203,06 €	1 203,06 €	1 203,06 €	1 203,06 €	**4 812,24 €**
Assurances	6 231,09 €				**6 231,09 €**
Total	165 532,33 €	159 661,34 €	159 976,24 €	160 183,26 €	**645 353,17 €**

Evolution pluriannuelle

LOYERS	2019/2018	2019/2017	2019/2016	2019/2015
L1	**0,00%**	0,00%	0,00%	0,00%
L2n	**2,30%**	4,14%	5,43%	6,53%
L3an	**2,43%**	4,57%	6,50%	7,65%
L3bn	**1,37%**	2,75%	4,13%	5,53%
Assurances	**2,27%**	5,51%	5,88%	6,55%
Total	**0,67%**	1,23%	1,68%	1,93%

b) *Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique retenus pour la détermination des produits et charges imputés au compte de résultat de l'exploitation, avec, le cas échéant, la mention des changements, exceptionnels et motivés, intervenus au cours de l'exercice dans ces méthodes et éléments de calcul.*

Compte-tenu de l'absence de société projet dans le cadre du partenariat avec la Ville de La Teste de Buch, il n'y a pas de compte annuel de résultat dédié à l'opération, le titulaire, AUXIFIP, portant celle-ci à son bilan propre et ne l'isolant pas dans ses comptes.

c) *Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat de et le tableau d'amortissement de ce patrimoine.*

Le montant du financement définitif de l'opération s'est élevé à **11.089.990,48 € HT** décomposé comme suit :

CPI montant initial	10 200 000,00 €	CFA
Révision de prix CPI	772 900,46 €	CFA
Minoration "bar tabac"	- 109 640,00 €	CFA
Démolition école Gambetta	66 300,00 €	BOUYGUES
Frais financier	160 430,02 €	AUXIFIP
Total investissement	**11 089 990,48 €**	

Aucune variation du patrimoine n'est intervenue en 2019.

d) *Un compte rendu de la situation des autres biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage, équipement ou bien immatériel objet du contrat, mise en comparaison, le cas échéant, avec les tableaux relatifs à l'amortissement et au renouvellement de ces biens et immobilisations*

Au 31 décembre 2019, le CRD s'élevait à 6 225 069,70 €HT

Ci-après le tableau d'amortissement financier de l'opération

UNIFERGIE
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

AUXIFIP - 12 place des Etats-Unis - CS 30002
92548 MONTROUGE CEDEX
Tél. : 01 43 23 54 00

R.C.S NANTERRE 662 032 345 - Siret 832 050 345 09451 - NAF 6492
N° TVA : FR 51 832 050 345

Société Anonyme au capital de 61 912 400 Euros
Société agréée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

UC
MAIRIE LA TESTE
HOTEL DE VILLE
PLACE GAMBETTA

33260 LA TESTE DE BUCH
FRANCE

Montrouge, le 12 Mars 2020

Catégorie d'affaire : **CB Mobili-Credit-Bail Mobilier**
Affaire : **208679-00-0**
Elément financier : **1**
Statut : **E030 Production**
Client contractant : **001881000**
MAIRIE DE LA TESTE DE BUCH
HOTEL DE VILLE PLACE GAMBETTA
33260 LA TESTE DE BUCH
SIREN : **213305295**

Tableau d'amortissement (Devise de présentation : Euro) Date de début contrat : 19/03/2014

N°	Facture	Date éch.	Capital échéance	Intérêt échéance	Montant échéance	CRD
0			0,00	0,00	0,00	11 089 990,48
1	FL14180707	31/03/2014	3 716 405,77	14 714,63	3 731 120,40	7 373 584,71
2	FL14180708	30/06/2014	44 990,28	68 947,91	113 938,19	7 328 594,43
3	FL14180709	30/09/2014	45 410,97	68 527,22	113 938,19	7 283 183,46
4	FL14180848	31/12/2014	45 835,59	68 102,60	113 938,19	7 237 347,87
5	FL15032930	31/03/2015	46 264,19	67 674,00	113 938,19	7 191 083,68
6	FL15061243	30/06/2015	46 696,79	67 241,40	113 938,19	7 144 386,89
7	FL15077414	30/09/2015	47 133,43	66 804,76	113 938,19	7 097 253,46
8	FL15097960	31/12/2015	47 574,16	66 364,03	113 938,19	7 049 679,30
9	FL16015886	31/03/2016	48 019,01	65 919,18	113 938,19	7 001 660,29
10	FL16024761	30/06/2016	48 468,02	65 470,17	113 938,19	6 953 192,27
11	FL16033074	30/09/2016	48 921,23	65 016,96	113 938,19	6 904 271,04
12	FL16041722	31/12/2016	49 378,67	64 559,52	113 938,19	6 854 892,37
13	FL17009013	31/03/2017	49 840,40	64 097,79	113 938,19	6 805 051,97
14	FL17017776	30/06/2017	50 306,44	63 631,75	113 938,19	6 754 745,53
15	FL17028365	30/09/2017	50 776,84	63 161,35	113 938,19	6 703 968,69
16	FL17036437	31/12/2017	51 251,63	62 686,56	113 938,19	6 652 717,06
17	FL18010482	31/03/2018	51 730,87	62 207,32	113 938,19	6 600 986,19
18	FL18019272	30/06/2018	52 214,59	61 723,60	113 938,19	6 548 771,60
19	FL18028381	30/09/2018	52 702,83	61 235,36	113 938,19	6 496 068,77
20	FL18036046	31/12/2018	53 195,64	60 742,55	113 938,19	6 442 873,13
21	FL19009865	31/03/2019	53 693,05	60 245,14	113 938,19	6 389 180,08
22	FL19018861	30/06/2019	54 195,12	59 743,07	113 938,19	6 334 984,96
23	FL19026416	30/09/2019	54 701,88	59 236,31	113 938,19	6 280 283,08
24	FL19035557	31/12/2019	55 213,38	58 724,81	113 938,19	6 225 069,70
25		31/03/2020	55 729,66	58 208,53	113 938,19	6 169 340,04
26		30/06/2020	56 250,77	57 687,42	113 938,19	6 113 089,27
27		30/09/2020	56 776,75	57 161,44	113 938,19	6 056 312,52
28		31/12/2020	57 307,65	56 630,54	113 938,19	5 999 004,87
29		31/03/2021	57 843,51	56 094,68	113 938,19	5 941 161,36
30		30/06/2021	58 384,39	55 553,80	113 938,19	5 882 776,97
31		30/09/2021	58 930,32	55 007,87	113 938,19	5 823 846,65
32		31/12/2021	59 481,36	54 456,83	113 938,19	5 764 365,29
33		31/03/2022	60 037,55	53 900,64	113 938,19	5 704 327,74

TAEG(1)

Page Suivante =>

UNIFERGIE

No de contrat 208679-00-0/1

Tableau d'amortissement (Devise de présentation : Euro) Date de début contrat : 19/03/2014

N°	Facture	Date éch.	Capital échéance	Intérêt échéance	Montant échéance	CRD
34		30/06/2022	60 598,94	53 339,25	113 938,19	5 643 728,80
35		30/09/2022	61 165,58	52 772,61	113 938,19	5 582 563,22
36		31/12/2022	61 737,52	52 200,67	113 938,19	5 520 825,70
37		31/03/2023	62 314,81	51 623,38	113 938,19	5 458 510,89
38		30/06/2023	62 897,49	51 040,70	113 938,19	5 395 613,40
39		30/09/2023	63 485,62	50 452,57	113 938,19	5 332 127,78
40		31/12/2023	64 079,26	49 858,93	113 938,19	5 268 048,52
41		31/03/2024	64 678,44	49 259,75	113 938,19	5 203 370,08
42		30/06/2024	65 283,23	48 654,96	113 938,19	5 138 086,85
43		30/09/2024	65 893,67	48 044,52	113 938,19	5 072 193,18
44		31/12/2024	66 509,82	47 428,37	113 938,19	5 005 683,36
45		31/03/2025	67 131,73	46 806,46	113 938,19	4 938 551,63
46		30/06/2025	67 759,46	46 178,73	113 938,19	4 870 792,17
47		30/09/2025	68 393,05	45 545,14	113 938,19	4 802 399,12
48		31/12/2025	69 032,57	44 905,62	113 938,19	4 733 366,55
49		31/03/2026	69 678,07	44 260,12	113 938,19	4 663 688,48
50		30/06/2026	70 329,61	43 608,58	113 938,19	4 593 358,87
51		30/09/2026	70 987,24	42 950,95	113 938,19	4 522 371,63
52		31/12/2026	71 651,01	42 287,18	113 938,19	4 450 720,62
53		31/03/2027	72 321,00	41 617,19	113 938,19	4 378 399,62
54		30/06/2027	72 997,25	40 940,94	113 938,19	4 305 402,37
55		30/09/2027	73 679,82	40 258,37	113 938,19	4 231 722,55
56		31/12/2027	74 368,78	39 569,41	113 938,19	4 157 353,77
57		31/03/2028	75 064,17	38 874,02	113 938,19	4 082 289,60
58		30/06/2028	75 766,07	38 172,12	113 938,19	4 006 523,53
59		30/09/2028	76 474,54	37 463,65	113 938,19	3 930 048,99
60		31/12/2028	77 189,62	36 748,57	113 938,19	3 852 859,37
61		31/03/2029	77 911,40	36 026,79	113 938,19	3 774 947,97
62		30/06/2029	78 639,92	35 298,27	113 938,19	3 696 308,05
63		30/09/2029	79 375,26	34 562,93	113 938,19	3 616 932,79
64		31/12/2029	80 117,47	33 820,72	113 938,19	3 536 815,32
65		31/03/2030	80 866,62	33 071,57	113 938,19	3 455 948,70
66		30/06/2030	81 622,78	32 315,41	113 938,19	3 374 325,92
67		30/09/2030	82 386,00	31 552,19	113 938,19	3 291 939,92
68		31/12/2030	83 156,37	30 781,82	113 938,19	3 208 783,55
69		31/03/2031	83 933,93	30 004,26	113 938,19	3 124 849,62
70		30/06/2031	84 718,77	29 219,42	113 938,19	3 040 130,85
71		30/09/2031	85 510,95	28 427,24	113 938,19	2 954 619,90
72		31/12/2031	86 310,53	27 627,66	113 938,19	2 868 309,37
73		31/03/2032	87 117,59	26 820,60	113 938,19	2 781 191,78
74		30/06/2032	87 932,20	26 005,99	113 938,19	2 693 259,58
75		30/09/2032	88 754,43	25 183,76	113 938,19	2 604 505,15
76		31/12/2032	89 584,34	24 353,85	113 938,19	2 514 920,81
77		31/03/2033	90 422,01	23 516,18	113 938,19	2 424 498,80
78		30/06/2033	91 267,52	22 670,67	113 938,19	2 333 231,28
79		30/09/2033	92 120,93	21 817,26	113 938,19	2 241 110,35
80		31/12/2033	92 982,32	20 955,87	113 938,19	2 148 128,03
81		31/03/2034	93 851,77	20 086,42	113 938,19	2 054 276,26
82		30/06/2034	94 729,34	19 208,85	113 938,19	1 959 546,92
83		30/09/2034	95 615,13	18 323,06	113 938,19	1 863 931,79
84		31/12/2034	96 509,19	17 429,00	113 938,19	1 767 422,60
85		31/03/2035	97 411,62	16 526,57	113 938,19	1 670 010,98

FACTIS

Page Suivante =>

UNIFERGIE

No de contrat 208679-00-0/1

Tableau d'amortissement (Devise de présentation : Euro) Date de début contrat : 19/03/2014

N°	Facture	Date éch.	Capital échéance	Intérêt échéance	Montant échéance	CRD
86		30/06/2035	98 322,48	15 615,71	113 938,19	1 571 688,50
87		30/09/2035	99 241,86	14 696,33	113 938,19	1 472 446,64
88		31/12/2035	100 169,84	13 768,35	113 938,19	1 372 276,80
89		31/03/2036	101 106,49	12 831,70	113 938,19	1 271 170,31
90		30/06/2036	102 051,90	11 886,29	113 938,19	1 169 118,41
91		30/09/2036	103 006,16	10 932,03	113 938,19	1 066 112,25
92		31/12/2036	103 969,33	9 968,86	113 938,19	962 142,92
93		31/03/2037	104 941,52	8 996,67	113 938,19	857 201,40
94		30/06/2037	105 922,79	8 015,40	113 938,19	751 278,61
95		30/09/2037	106 913,24	7 024,95	113 938,19	644 365,37
96		31/12/2037	107 912,95	6 025,24	113 938,19	536 452,42
97		31/03/2038	108 922,00	5 016,19	113 938,19	427 530,42
98		30/06/2038	109 940,50	3 997,69	113 938,19	317 589,92
99		30/09/2038	110 968,51	2 969,68	113 938,19	206 621,41
100		31/12/2038	112 006,14	1 932,05	113 938,19	94 615,27
101		18/03/2039	94 615,27	746,04	95 361,31	0,00

e) Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année

Sans objet

Etat du compte GER au 31/12/2019

Année	Loyer GER L2	Dépenses	Produits financiers	Solde
2013	6 046,33 €	0,00 €	0,00 €	6 046,33 €
2014	105 741,05 €	0,00 €	55,89 €	111 787,38 €
2015	106 566,33 €	6 726,54 €	105,84 €	211 627,17 €
2016	107 352,42 €	18 614,39 €	150,26 €	300 365,20 €
2017	109 006,44 €	7 549,61 €	513,07 €	402 335,10 €
2018	110 967,01 €	12 164,14 €	250,65 €	501 388,62 €
2019	**113 521,50 €**	-	-	614 910,12 €

f) Les engagements à incidences financières liés au contrat et nécessaires à la continuité du service public.

Sans objet

g) Les ratios annuels de rentabilité économique et de rentabilité interne du projet ainsi que la répartition entre le coût des fonds propres et le coût de la dette afférents au financement des biens et activités objets du contrat

Compte-tenu de l'absence de société projet dans le cadre du partenariat avec la Ville de La Teste de Buch, il n'y a pas de ratio de rentabilité propre à l'opération, le titulaire, AUXIFIP, portant celle-ci à son bilan propre et ne l'isolant pas dans ses comptes.

2/ Le suivi des indicateurs correspondants :

a) *aux objectifs de performance prévus au c de l'article L 1414-12*

Voir le détail dans le document établi par ENGIE-COFELY conformément à l'article 32.1 du Contrat de Partenariat et de l'article 7 du Contrat d'Entretien Maintenance.

b) *à la part d'exécution du contrat confiée à des petites et moyennes entreprises et à des artisans*

En ce qui concerne la construction :

La part des marchés confiés aux Petites et Moyennes Entreprises dans le cadre de la construction de l'ouvrage a été justifiée précédemment et représente environ 83% (ce chiffre ne tient pas compte des marchés sous-traités par les entreprises titulaires des lots à des PME).

Pour le gros entretien renouvellement et la maintenance courante :

Voir le détail dans le document établi par COFELY conformément à l'article 32.1 du Contrat de Partenariat et de l'article 7 du Contrat d'Entretien Maintenance.
La part confiée à des PME et artisans en 2017 s'élève à 53,2%

c) *au suivi des recettes annexes perçues par le titulaire en application du d) de l'article L 1414-12 et à celles acquittées par lui*

Sans objet

Monsieur le Maire :

Merci Monsieur Ambroise

Rapporteur : M. BUSSE **DEL2020-12-536**

CONCESSION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ RAPPORT D'ACTIVITE 2019

Vu l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport d'activité 2019 transmis par GRDF ci-joint,

Vu les avis favorables de la commission consultative des services publics locaux et de la commission de contrôle financier du 08 décembre 2020,

Mes chers collègues,

La distribution publique du gaz naturel est confiée à GRDF par un contrat de concession rendu exécutoire le 03/01/2012 pour une période 30 ans.

La compétence Gaz est exercée par le SDEEG, qui assure pour la ville de la Teste de Buch le respect du contrat de concession. Dans le cadre de ces relations contractuelles, un compte rendu d'activité de la concession est présenté chaque année à l'autorité concédante.

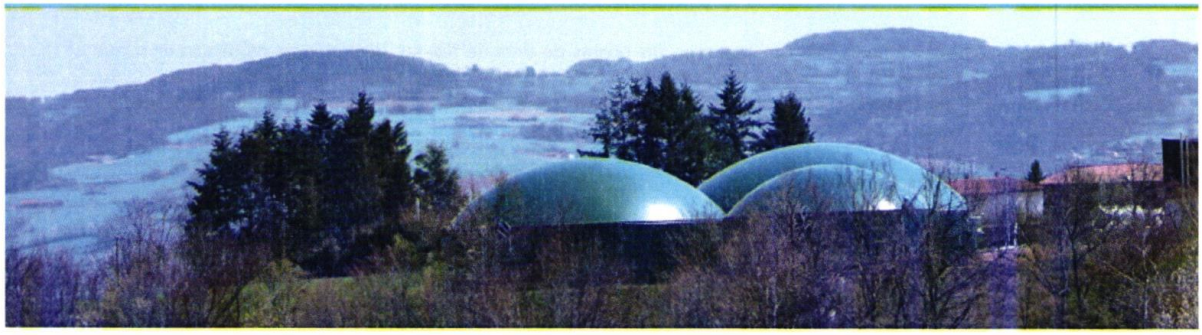
L'article 32 de la convention de concession prévoit que le concessionnaire présente chaque année avant le 30 juin à l'autorité concédante, un compte rendu d'activité.

Ce rapport a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux et la Commission de Contrôle Financier lors de sa séance du 08 décembre 2020,

En conséquence, je vous demande mes chers collègues de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

GRDF
GAZ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

LA TESTE-DE-BUCH
2019



L'activité de GRDF sur votre commune

8 555
Nombre de clients du réseau

103
Nombre de premières mises en service clients

03/01/2012
Date de signature du contrat

127 GWh
Quantités de gaz acheminées

190
Nombre d'interventions de sécurité gaz

40 GWh
Quantités de biométhane injectées (région)

2042
Année d'échéance du contrat

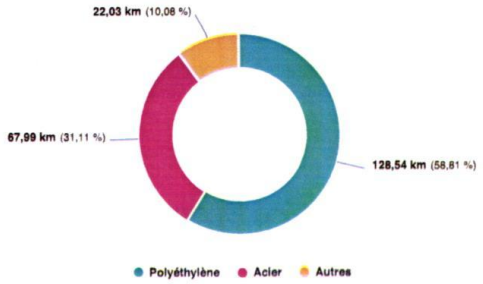
218,56 km
Longueur totale de canalisations

LA TESTE-DE-BUCH

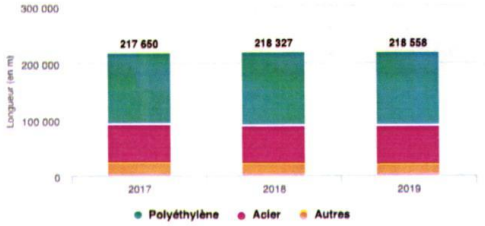
Votre patrimoine

Votre patrimoine est composé des canalisations, des postes de détente réseau, des robinets de réseau ainsi que des branchemens collectifs. Retrouvez ci-dessous : d'une part la répartition des canalisations par matière en 2019 à l'échelle de votre concessions ainsi que leurs l'évolution sur 5 ans, et d'autre part l'évolution des autres ouvrages sur 5 ans.

Canalisations par matière en 2019



Evolutions des canalisations par matière



Inventaire des ouvrages	2017	2018	2019
Postes de détente réseau	2	2	3
Robinets de réseau	90	88	88
Branchements collectifs	206	209	210

Compteurs communicants

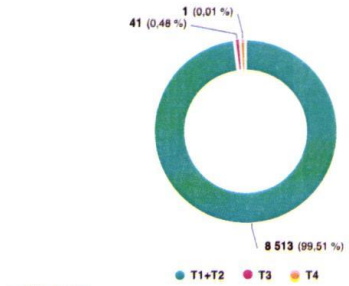
Maîtriser la consommation d'énergie est l'un des grands enjeux pour réussir la transition écologique dans les territoires. Les clients sont prêts à en devenir acteurs, mais avant de maîtriser l'énergie consommée, il faut d'abord la connaître et l'évaluer. C'est le rôle des compteurs communicants gaz dont le déploiement a débuté à grande échelle en 2017 et se poursuit jusqu'en 2023.

Depuis le début du déploiement, 7 400 compteurs communicants ont été installés sur votre concession dont 5 907 en 2019. Sur votre concession, 4 concentrateurs ont été installés.

Gestion de la clientèle

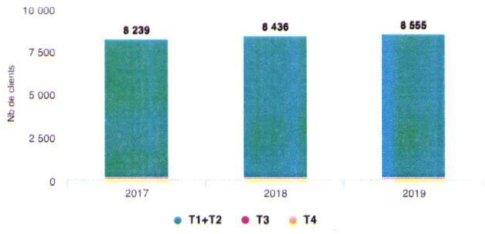
GRDF achemine le gaz naturel via le réseau de distribution pour le compte de tous les fournisseurs agréés jusqu'aux points de livraison des clients consommateurs. Cette prestation d'acheminement est distincte de la vente réalisée par le fournisseur d'énergie. Le nombre de clients correspond, depuis 2017, au dénombrement des clients ayant un contrat de fourniture actif et ayant consommé dans l'année. Cette méthode de calcul permet d'avoir une meilleure cohérence avec les quantités de gaz naturel consommées sur l'année.

Clients par tarif en 2019



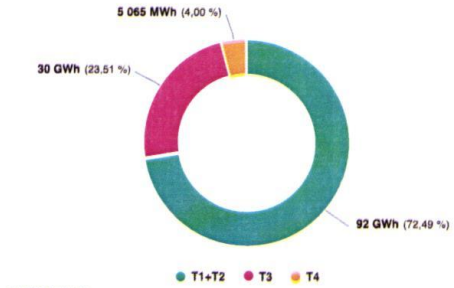
sur votre commune

Évolution des clients par tarif



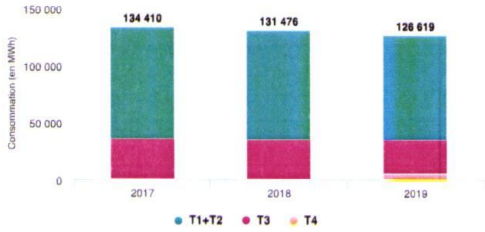
sur votre commune

Quantités acheminées en 2019



sur votre commune

Évolution des quantités acheminées par tarif



sur votre commune

À la demande des clients ou des fournisseurs de gaz naturel, GRDF réalise :

- des prestations comprises dans le tarif d'acheminement (changement de fournisseur sans déplacement, intervention de sécurité et de dépannage, relevé cyclique, mise hors service suite à résiliation du contrat de fourniture,...),
- des prestations payantes, facturées à l'acte ou périodiquement suivant leur nature (mise en service d'installations, modifications contractuelles, interventions pour impayés ou pour travaux, relevés spéciaux,...).

Principales demandes de prestations réalisées

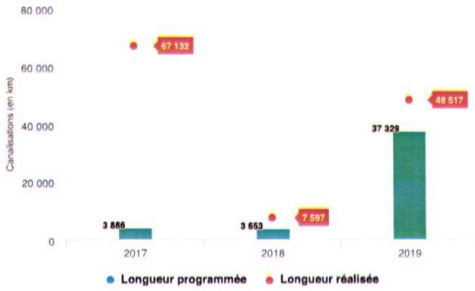
	2017	2018	2019
Mise en service (avec ou sans déplacement, avec ou sans pose compteur)	1 230	1 063	1 204
Mise hors service (initiative client ou fournisseur)	648	556	554
Intervention pour impayés (coupure, prise de règlement, rétablissement)	40	26	18
Changement de fournisseur (avec ou sans déplacement)	309	367	422
1ère mise en service	176	123	103

LA TESTE-DE-BUCH

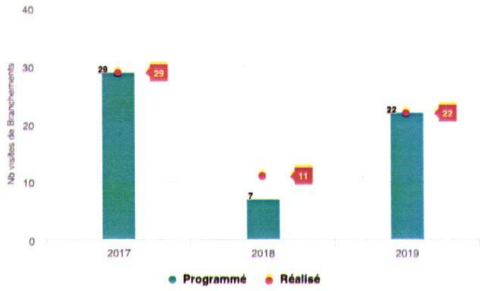
La maintenance

La maintenance, qu'elle soit préventive ou corrective, vise à s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages dans la durée, prévenir les incidents par une intervention ciblée et corriger d'éventuelles anomalies ou défaillances constatées. GRDF définit une politique de maintenance pluriannuelle à l'échelle nationale, spécifique par type d'ouvrage et revue régulièrement en fonction des constats réalisés. Au total environ 80 gammes de maintenance sont gérées.

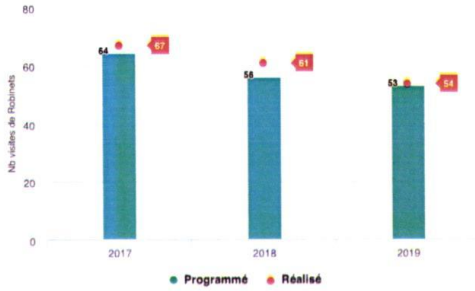
Maintenance RSF



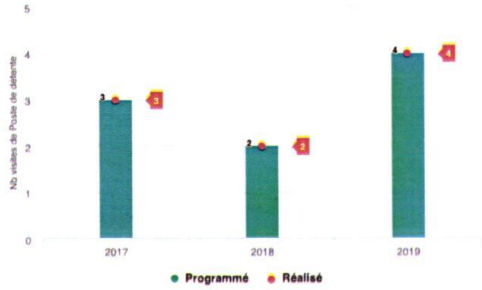
Maintenance Branchements



Maintenance Robinets



Maintenance Postes de détente



La Procédure Gaz Renforcée (PGR)

La Procédure Gaz Renforcée se distingue de la procédure d'intervention gaz classique. L'objectif de la PGR est d'améliorer l'efficacité des interventions liées au gaz naturel. En 2018 sur la commune, 5 PGR ont été réalisées sur un total de 190 interventions de sécurité gaz.

Les chantiers

Raccordements et transition écologique	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
ALLEE DE LA CHAPELLE	81 m	0	1
ALLEE RAYMOND DAUGEY	64 m	0	2
CHEMIN DE MOULLEAU	24 m	0	2

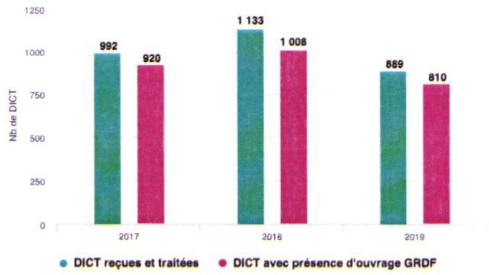
Modification d'ouvrages à la demande de tiers	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
RUE GILBERT SORE	49 m	0	1
PLAINE DES SPORTS	36 m	0	1

Adaptation et modernisation des ouvrages	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
RUE LAGRUA	256 m	2	5
RUE DU 14 JUILLET - RUE DU GENERAL	94 m	1	4

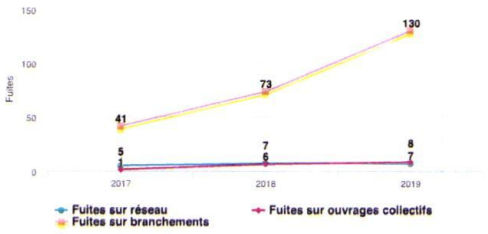
Dommages aux ouvrages

Les dommages aux ouvrages lors de travaux de tiers provoquent des incidents sur le réseau de distribution de gaz avec ou sans interruption de fourniture pour les clients.

Évolution des DICT



Évolution des fuites



Dommages	2017	2018	2019
Nb de dommages lors ou après travaux de tiers avec fuite sur ouvrages enterrés	9	13	6
Nb de DICT sur ouvrages GRDF	920	1 008	810
Taux*	0,98%	1,29%	0,74%

* Le taux correspond au nombre de « Dommages lors ou après travaux de tiers avec fuite sur ouvrages enterrés » sur le nombre de « DICT avec présence d'ouvrage GRDF ».



Biométhane

GRDF, principal gestionnaire du réseau de distribution de gaz en France est engagé dans le développement de la filière biométhane, un gaz renouvelable, respectueux de l'environnement. En 2019 en Nouvelle-Aquitaine, 5 sites injectent du biométhane sur le réseau exploité par GRDF :

- 3 unités de méthanisation agricole à Audenge, à Cestas (33), à Celles sur Belle (79) et,
- 1 unité de méthanisation industrielle territoriale à Bénesse-Maremnes (40).
- 1 autre site Agricole à Benet (85) en Vendée en région Pays de la Loire injecte sur le réseau de Nouvelle-Aquitaine.

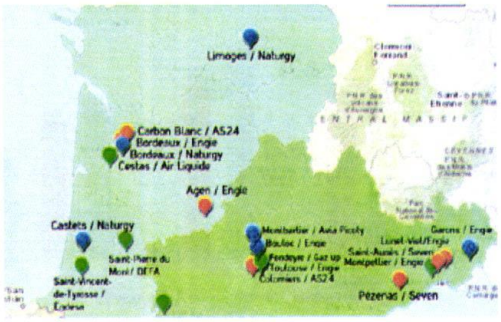
Cela représente 166 GWh de biométhane, soit l'équivalent de la consommation annuelle de près de 27 634 foyers ou 677 bus. *Hypothèses : Consommation client moyen de GRDF = 6 MWh/an ; d'un autocar= 245 MWh/an.*

- 6 autres sites devraient être mis en service avant fin 2020.
- 4 sites injectent également sur les réseaux de transport à Villeneuve sur Lot (47), Préchacq-Navarrenx (64) sur le réseau TEREGA, Combrand (79) sur le réseau GRTgaz et sur le réseau de distribution de REGAZ-Bordeaux à Saint-Laurent-Médoc (33).

Près de 120 projets sont recensés par les équipes de GRDF en Nouvelle-Aquitaine et Occitanie.

Mobilité verte

Les équipes de GRDF travaillent quotidiennement avec les pouvoirs publics, les collectivités territoriales, les entreprises, les constructeurs, et l'ensemble des acteurs de l'énergie pour faire progresser ce carburant dans le transport des marchandises, de voyageurs et la propreté urbaine. Ce développement passe naturellement par le développement des stations d'avitaillement. D'ici la fin de l'année 2020, 4 à 5 nouvelles stations devraient être mises en service sur les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie.



Le portail « Ma Concession Gaz »

Sur grdf.fr retrouvez les services digitaux et les informations de l'activité de distribution sur votre territoire. Pour accéder au portail « Ma Concession Gaz », créez un compte sur l'espace Collectivités de grdf.fr en renseignant votre commune et le code de vérification suivant : URLPVUZA.

Votre conseiller Collectivités territoriales GRDF



Conseils énergétiques, coordination travaux et projets d'aménagements
Maïlys HUET
Directrice Territoriale
06 69 52 79 17
mailys.huet@grdf.fr

URGENCE SECURITE GAZ
N°Vert 0 800 47 33 33
APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

Pour tout projet ou demande de raccordement
N°Cristal 09 69 36 35 34
APPEL NON SURTAXE

GRDF

GRDF, Société Anonyme au capital de 1 800 745 000 €. Siège social : 6 rue Condorcet, 75009 Paris. RCS Paris 444 786 511

Monsieur le Maire :

Merci M Busse

Rapporteur : Mme OTHABURU **DEL2020-12-537**

EPIC OFFICE DE TOURISME

Bilan d'activités de l'exercice 2020

Vu le code du tourisme notamment son article R133-3,
Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2019 approuvant le transfert de l'exploitation commerciale du Parc des expositions à l'Office de Tourisme, et les statuts de l'office de tourisme mis à jour,
Vu le bilan d'activités ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant que le bilan d'activités de l'exercice 2020 de l'Epic office de tourisme a été soumis au comité de direction lors de sa séance du 30 octobre 2020 et qu'il n'a fait l'objet d'aucune observation.

Considérant qu'il convient que le rapport de l'activité de l'office de tourisme soit soumis, chaque année, au conseil municipal,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir prendre acte de ce document.

BILAN D'ACTIVITES 2020 DE L'OFFICE DE TOURISME

ACTIONS MENEES EN 2020

En 2020, conformément aux objectifs fixés par le Comité de direction, l'Office de Tourisme s'est efforcé d'améliorer la qualité de ses services, de renforcer ses actions avec les professionnels et le tissu associatif et de développer ses services d'accueil et de promotion.

Cette année 2020 a été complètement inédite en raison de la crise sanitaire que nous avons traversée. Outre le confinement total durant plusieurs semaines (fermeture au public du 16 mars au 13 mai), la saison estivale a été inhabituelle, puisque tous les évènements ont été annulés, et le nombre de participants a dû être revu à la baisse pour les manifestations qui ont été maintenues.

Toutefois, le retour des hébergeurs est assez bon dans l'ensemble, car vu le contexte, tous les hébergements ont assez bien fonctionné. Il est intéressant de noter que le taux de remplissage le plus élevé est celui des campings pour l'occupation des mobil-homes, qui ont été occupés à 100 % toute la saison et pour certains, jusqu'à mi-septembre.

A/ INFORMATION ET PROMOTION

1/ L'accueil du public en période estivale

Dans le cadre des directives gouvernementales, nous avons limité l'accès à nos locaux à 4 visiteurs en même temps.
Néanmoins, afin de satisfaire le plus de visiteurs possibles, les agents ont été amenés à renseigner à l'extérieur, afin d'éviter des files d'attente trop longues.

- **Juillet**

Dans ce contexte, nous avons enregistré une baisse de fréquentation de 20 % en juillet, passant ainsi de 7.043 personnes accueillies en 2019 à 5.585 personnes cette année.

- **Août**

En août, notre fréquentation a chuté de 27 %, passant de 8.025 visiteurs en 2019 à 5.870 cette année.

La chute de fréquentation la plus conséquente fut celle de la clientèle étrangère qui a accusé une baisse de 39 % en juillet et de 59 % en août.

Elle se répartit principalement comme indiqué ci-dessous, par ordre décroissant :

Juillet :	**Août :**
Belgique	Espagne et Allemagne
Allemagne	Belgique
Espagne	Allemagne

Suisse Suisse

2/ Traitement et diffusion de l'information

Le courrier

Au 1er septembre, 423 demandes d'envoi de documentation ont été traitées par nos services (contre 545 l'an passé). Il est à souligner que nos services incitent systématiquement la clientèle à consulter notre site internet et à télécharger la documentation qui est en ligne.

Ces demandes ont été formulées par :

Téléphone :	63,8 %	(60 % en 2019)
Mail :	33,6 %	(37 % en 2019)
Courrier :	2,6 %	(2,5 % en 2019)

Depuis plusieurs années maintenant, la répartition des modes de contact est identique.

3/ Les outils internet

1/ Le site internet de l'Office de Tourisme.

Le site internet est un outil adapté à l'attente des visiteurs mais aussi des professionnels et il a été réalisé sur la charte graphique du SIBA. Un calendrier des disponibilités y a été intégré (géré depuis SIRTAQUI) pour tous les hébergements.

2/ Les connexions « wifi territorial »

Les connexions wifi ont également fortement baissé, accusant une chute de 20 % en juillet et de 37 % en août.

3/ La borne interactive

Durant la période estivale, les consultations sur la borne interactive ont diminué de 26 %, passant de 460 consultations en 2019 à 341 cette année.
Les rubriques les plus consultées ont été, par ordre décroissant les suivantes :

- Se divertir
- Dormir
- Découvrir
- Les horaires de marées
- Manger

B/ LA COMMUNICATION

AVEC LES SOCIO PROFESSIONNELS

1/ La réunion de bilan du 15 février 2020

Cette réunion conviviale qui s'est déroulée dans la salle du Piou et à laquelle nous avions convié tous nos prestataires (loueurs de meublés et de chambres d'hôtes, hôtels, campings, restaurants, activités de loisirs, agences immobilières…) a remporté un vif succès, puisqu'une centaine de personnes y a participé.

Plusieurs panneaux informatifs apposés dans la cabane présentaient les différentes missions de l'Office de Tourisme tout au long de l'année 2019 ainsi que les projets 2020 avec des chiffres clés, notamment sur la fréquentation.

C'est le seul évènement que nous avons eu le temps d'organiser avant l'instauration du confinement et il a été impossible de mettre en place les petits déjeuners thématiques et l'Eductour.

AVEC LES VISITEURS / LOCAUX

1/ Les éditions papier

L'Office de Tourisme qui prend à sa charge le coût et la réalisation de l'ensemble de ses éditions lance chaque année une consultation.
L'Office de Tourisme distribue sa documentation à certains services municipaux, comme l'accueil, les relations publiques, le service des sports, la police municipale et les mairies annexes de Pyla et de Cazaux, mais aussi à des prestataires privés (hôtels, campings) avec lesquels des contrats de partenariat ont été passés.
Il s'agit majoritairement de plans et de guides touristiques que nous remettons pour des évènements particuliers, comme l'accueil des nouveaux arrivants ou le forum des associations.

2/ Le partenariat avec l'Office de Tourisme de Luz Saint Sauveur

Depuis plusieurs années, les Offices de Tourisme de La Teste de Buch et de Luz Saint Sauveur ont mis en place des actions de partenariat.
Ainsi, pour la saison 2019/2020, l'Office de Tourisme de Luz Saint Sauveur a proposé une opération offrant des réductions sur les séjours au ski, les forfaits de remontée mécanique, les entrées Balnéo et les échappées belles, et a donc mis à la disposition de l'Office de Tourisme de La Teste de Buch des cartes de réduction qui ont été données aux Testerins justifiant d'un domicile sur la commune, ainsi que de la documentation sur Luz Ardiden.

En contrepartie, l'Office de Tourisme de La Teste de Buch a offert des réductions sur toutes les visites guidées 2020. Quant à la Ville, elle a proposé un affichage dans les sucettes municipales ou abri bus, des « diffusions médias » sur les magazines municipaux et dans les journaux locaux.

C/ LES ANIMATIONS

Le programme des visites guidées a été repensé afin d'être conforme aux directives gouvernementales mises en place dans le cadre de la crise sanitaire.

Ainsi, le nombre de participants a été limité à 9 personnes (groupes de 10 personnes avec l'accompagnateur), à l'exception des visites « Entrer dans la course » et « Déambuler autour des villas Pylataises » car celles-ci étaient accompagnées d'une guide professionnelle, qui, en tant que telle, a bénéficié d'une dérogation pour constituer des groupes de 19 personnes.
Les jauges ayant été réduites, la participation a forcément baissé, mais malgré tout certaines visites ont tiré leur épingle du jeu en raison de la forte demande des visiteurs à la recherche d'activités.

Ainsi en juillet, nous avons comptabilisé 210 inscriptions contre 313 l'an passé, et en août, 261 participants contre 436 en 2019.

1/ Avec les associations

Dans le cadre des visites guidées et accompagnées, des conventions ont été signées avec les associations suivantes :

➔ **A.S.P.I.T.** (**Démasquer le patrimoine architectural de La Teste centre)**
Jusqu'en 2019 nous collaborions avec l'association S.H.A.A. mais les 2 accompagnateurs n'appartiennent plus à cette association.
13 personnes y ont assisté contre 25 l'an passé.

➔ **Gramasa** (**se remémorer les bunkers…**)
Comme l'an passé, nous avons, en accord avec l'association, ajouté un 2ème créneau sur le même jour, ce qui nous a permis d'ajouter 7 visites supplémentaires.
Ainsi, 121 personnes ont participé à ces visites contre 201 personnes en 2019.

➔ **Le Bassin naturellement** (**découvrir la forêt**) :

M. Lannes a accueilli 70 personnes cette année. Malgré le contexte particulier de cette saison, ces visites ont très bien fonctionné puisque le nombre de participants est quasi identique à l'an passé, où 73 personnes avaient participé à ces sorties.

2/ Avec les prestataires privés

En raison du contexte sanitaire, les propriétaires de la **villa Téthys** n'avaient pas souhaité renouveler cette visite, et c'est la raison pour laquelle nous ne l'avons pas intégrée dans notre programme. Mais finalement, en début de saison ils ont décidé de la proposer de nouveau, dans la limite de 10 personnes.

- **Une guide professionnelle** pour « **Déambuler autour des villas Pylataises** » et « **Entrer dans la course** ».
Les intervenants qui animaient « Partir à la découverte des métiers de la mer d'hier et d'aujourd'hui » n'ont pas souhaité renouveler leur participation car les ateliers où ils accueillent le public sont trop exigus.

- **Une guide nature** pour « **Observer les coquillages** » et « **Découvrir les oiseaux du Bassin** » qui a remplacé « Parcourir les Prés salés Est » que nous avons annulé, faute de participants.

Enfin, nous avons arrêté la visite « Se promener dans les prés salés ouest » puisque de moins en moins de personnes y participaient. On peut expliquer ce désintérêt par la présence sur site, aussi bien dans les Prés salés que sur le port, de panneaux pédagogiques, permettant aux personnes intéressées de faire librement ces balades.

Les visites :

- **« Découvrir les oiseaux du Bassin »** (Nouveauté)

Entre le port de La Teste et celui de Rocher, la guide propose la découverte des oiseaux présents sur le Bassin et différents selon les saisons.
57 personnes ont participé à ces sorties.

- **« Observer les coquillages »** : 55 personnes ont participé à ces visites contre 123 l'an passé.

- **« Entrer dans la course »** : 89 participants contre 176 l'an passé.

- **« Déambuler autour des villas Pylataises »** : 58 participants contre 47 l'an passé.

Aucune visite ne s'est déroulée au printemps et donc globalement, entre le 1er juillet et le 31 août 471 personnes ont été inscrites pour l'ensemble des visites guidées contre 749 l'an passé, soit une baisse de
37 %.
Il est à souligner que l'Office de Tourisme n'a pas pu distribuer cette année, les questionnaires de satisfaction.

3/ Terra aventura

Un agent du service « Culture » a mis en place un circuit éphémère « Terra Aventura » dans les prés salés Ouest. Nos services, qui ont testé ce parcours, auraient dû en faire la promotion après l'accord du Conseil Départemental, mais la crise sanitaire a empêché ce projet de voir le jour

D/ ACTIONS COMMERCIALES

1/ Les billetteries

Tout au long de l'année, l'Office de Tourisme assure un service de billetterie pour les spectacles, manifestations et concerts, dont la commission est de 2€ par billet vendu.

Certains concerts n'ont pas eu lieu, comme les Escapades Musicales. D'autre part, « Bassin aventures » (accrobranche) ne nous a pas recontactés. Il est à noter qu'en 2019, nous n'avions vendu que 9 billets…

Nos services ont assuré les billetteries suivantes :

Aqualand

19 billets ont été vendus contre 40 l'an passé, dont 13 packs « duo » de 2 personnes chacun.
Le prestataire nous a indiqué avoir enregistré une baisse de fréquentation et a dû faire face à une situation compliquée à gérer...

Le zoo

Dans le cadre de cette convention qui est établie à l'année, les ventes se font à partir de fin mars et nous pouvons proposer des billets avec une réduction de 2€.
Cette année, les ventes n'ont pu se faire qu'à compter de juin. A ce jour, nous avons néanmoins vendu 93 billets contre 120 billets l'an passé, alors que les ventes avaient commencé dès le mois de mars.

2/ Le démarchage commercial : Insertion publicitaire sur le plan de ville

Depuis plusieurs années les professionnels du tourisme et en priorité les hébergeurs sont sollicités pour insérer un encart publicitaire dans le plan de ville.
Le chiffre d'affaire publicitaire a généré 5 760 € pour 18 encarts publicitaires à 320 €.

3/ La participation financière des loueurs de meublés de tourisme aux actions de promotion

Cette année, 62 propriétaires (53 meublés et 9 chambres d'hôtes), sont référencés auprès de nos services et la **participation correspondante a donc baissé de 12 % (5 205 €).**
La promotion de ces locations est assurée grâce à la diffusion du guide des meublés mais aussi par le biais de notre site internet.
Habituellement nous enregistrons de nouvelles adhésions au printemps, mais cette année, certains propriétaires ont même annulé leur inscription par peur, mais aussi à cause des nouvelles règles sanitaires particulièrement contraignantes.

4/ La boutique

Nous avons eu le temps de terminer le réaménagement de l'espace accueil à la place du coin Ipads.
Les ventes boutique étaient jusqu'à présent relativement identiques d'une année sur l'autre mais en 2020, après une fermeture au public de pratiquement 2 mois, elles ont bien évidemment diminué.
Les recettes totalisées de janvier à septembre sont passées de 2 914 € à 1 915 €.

Nous possédons depuis février, un logiciel de billetterie « Welogin ». L'ensemble du personnel a bénéficié d'une formation de 2 jours pour la prise en mains de cet outil.

5/ La perception de la taxe de séjour

Pour 2020
Les versements de la taxe de séjour sont soumis à échéancier. Au 15/10/2020, seuls les règlements relatifs à l'avant saison ont effectivement été perçus pour un total de 537 000.00 €.

Les prochaines dates butoirs étant le 31/10 pour la saison estivale et le 31/12 pour l'après saison, les montants ne sont pas connus à ce jour. Cependant, si l'on fait une projection « pessimiste », on peut estimer le solde à percevoir à 160 000.00 €, ce qui porterait un montant total à 697 000.00 € pour l'année 2020, soit une augmentation de 18 % par rapport à 2019.

E/ LA POLITIQUE QUALITE

Dans ce contexte très particulier, nous avons essayé de maintenir les actions mises en place depuis l'obtention de la marque « Qualité Tourisme » et de son renouvellement le 8 juillet 2019.

Ainsi, durant le confinement, les agents qui sont venus à tour de rôle pour assurer une permanence administrative, ont instauré des visio réunions hebdomadaires afin de maintenir les échanges. Les différents socio professionnels ont été régulièrement contactés pour connaître leur ressenti et les écouter durant cette période très difficile pour eux.

A cela il faut ajouter la participation de l'Office de Tourisme à l'entretien des équipements d'accueil en forêt domaniale pour un montant de 30.000€, depuis 2017 et qui a été actualisée cette année pour se chiffrer à 32 389.00€.

L'opération « distribution de cendriers de plages » n'a pas été renouvelée en 2020.

F/ EXPLOITATION COMMERCIALE DU PARC DES EXPOSITIONS

Depuis le 1er novembre 2019 et conformément aux dispositions de l'article L 133-3 du code du Tourisme, une mission complémentaire a été confiée à l'Office de Tourisme : le rattachement de l'exploitation commerciale du Parc des Expositions.
A cet effet, un budget annexe a été créé et les contrats des 4 salariés de l'ancien gestionnaire (la SEMEXPO) ont été transférés au sein de l'EPIC.

2020 s'annonçait comme une année riche avec plus d'une trentaine d'événements programmés et la tenue de CHR EXPO & Métiers de Bouche, salon professionnel biannuel.
La crise sanitaire, toujours en cours, a malheureusement mis un arrêt quasi total à l'activité du site (confinement, puis décret de sortie de l'urgence sanitaire n'autorisant pas la tenue des foires & salons jusqu'au 31 Août, puis arrêté municipal de fermeture du site du 8 Septembre au 31 Octobre 2020, puis une reconduction de l'arrêté jusqu'au 31 Décembre 2020).

Par conséquent, sur l'année 2020, seulement six événements auront pu se dérouler sur le site :

- Les vœux du Maire à la population et au personnel (Janvier)
- La convention d'entreprise Batiland regroupant les fournisseurs de la centrale et leurs adhérents (Janvier)
- Le salon Bien Etre & Santé au Naturel organisé par le service Parc des Expositions : une centaine d'exposants, 80 conférences et ateliers et environ 2 000 visiteurs sur les 3 jours (Février)
- Le salon de la Créativité au Féminin organisé par l'association Femmes solidaires (début Mars)
- Luna Park (de mi-juillet à fin Août en extérieur)
- Le Forum des associations organisé par la Ville de La Teste de Buch (début Septembre en extérieur)

Il est à noter également que durant le confinement, le site a été mis à disposition de la société VALEN afin de mettre en place une usine éphémère de production de masques en tissu (du 14 Avril au 10 Juin).

———

Rapport d'activité 2020 présenté en comité de direction de l'office de tourisme du 30 octobre 2020

Monsieur le Maire

Merci Mme Othaburu

Rapporteur : **Mme GRONDONA** **DEL2020-12-538**

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

BILAN D'ACTIVITES DE L'ANNEE 2019

Vu la délibération du conseil municipal en date du 12 décembre 2018 approuvant la convention d'objectifs entre la ville et le centre communal d'action sociale de La Teste de Buch,

Vu le bilan d'activités de l'année 2019 ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant qu'une convention d'objectifs et de financement entre le CCAS et la Ville de La Teste de Buch a été élaborée afin de renforcer la coopération entre ces deux entités, et définir les missions obligatoires qui sont dévolues au CCAS par la loi, les missions confiées et les objectifs attendus par la Ville envers le CCAS,

Considérant qu'il convient, conformément à l'article 7 de ladite convention, qu'un rapport annuel établi par le CCAS doit être présenté au conseil municipal,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir prendre acte de la présentation de ce document.

Le Centre Communal d'Action Sociale La Teste de Buch

Une mission de solidarité

Pour tous les âges de la vie

Un engagement au quotidien

Centre Communal d'Action Sociale de La Teste de Buch
12 rue du Parc de L'Estey
33260 LA TESTE DE BUCH

Horaires d'ouverture
Lundi ➔Vendredi : 8h30 à 17h15
Sauf Jeudi de 8h30 à 13h
Téléphone 05 57 73 69 80
accueil.ccas@latestedebuch.fr
www.latestedebuch.fr

Septembre 2020

SOMMAIRE

LA TESTE DE BUCH p. 3

Le contexte sociologique

Un peu d'histoire....sur les pas des CCAS p. 5

Du bureau de bienfaisance au Centre Communal d'Action Sociale

Les principaux textes qui ont contribué au positionnement des CCAS

Statut et organisation p. 7

LE STATUT

LES INSTANCES DE DECISION

LES MOYENS HUMAINS

Les missions générales p. 14

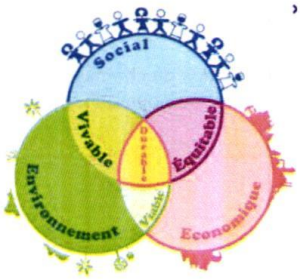
LES MISSIONS DES SERVICES DU CCAS DE LA TESTE DE BUCH

La Résidence Autonomie « LOU SAUBONA» p. 28

ANNEXE p. 32

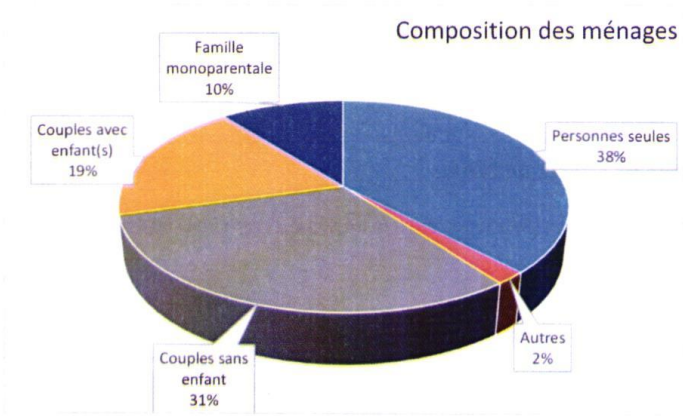
Liste des partenaires du CCAS

Le contexte socio-économique



Au 1er janvier 2017, la population municipale est de 26 438 habitants (données INSEE 2020).
35,8 % de la population sont âgés d'au moins 60 ans ce qui situe La Teste de Buch bien au-dessus de la moyenne départementale (24,7 %).

La Teste de Buch compte 12 826 ménages, avec une forte proportion de personnes sans enfant à charge (70,6 % - moyenne départementale 66 %)



FOCUS SUR LE LOGEMENT

60,4 % des ménages sont propriétaires de leur logement (contre 54,7 % pour la Gironde).
Le nombre de logements sociaux (logements HLM loués) est de 9,8 % . En Gironde, les logements sociaux sont de 12,6 %.

Près de 74 % des habitants vivent dans une maison individuelle (10,3 % de plus que la moyenne départementale).

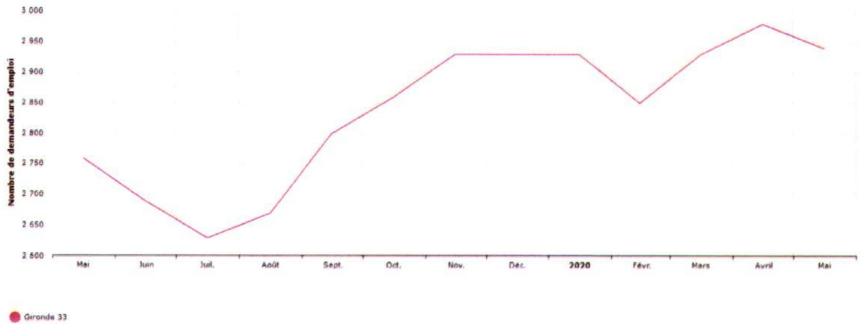
Les revenus des ménages :

Le niveau de revenu est en moyenne plus fort que dans le département – médiane du revenu disponible par unité de consommation 22 180 € contre 21 710 € pour la Gironde, soit + 2,16 %.

57 % des foyers sont imposables (53,3 % en Gironde) – revenus 2017 source INSEE.

Les demandeurs d'emploi à La Teste de Buch :

En 2017, le taux de chômage (au sens du recensement) s'élève à 15 % contre 13,4 % pour le département ou pour la France.

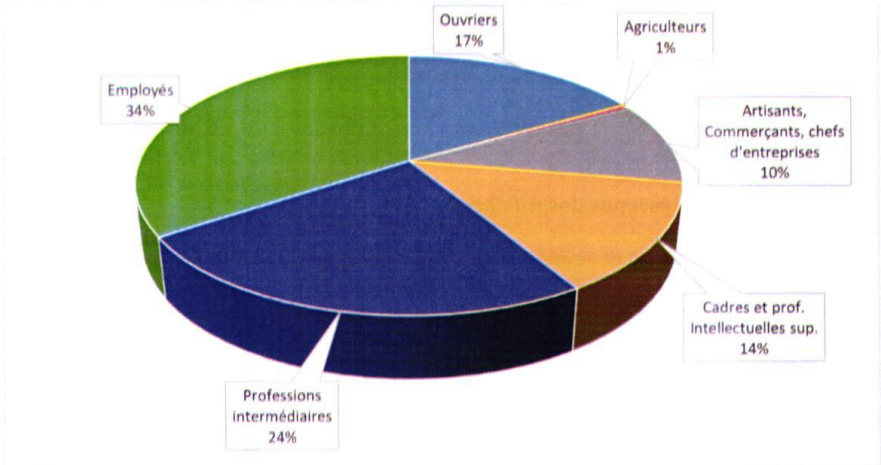


Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi par Département - Commune de plus de 5000 hab. : La Teste-de-Buch 33260 - Mai 2019 à Mai 2020 - Données brutes

Source : Pôle emploi - STMT, Données brutes.

Les actifs à La Teste de Buch :

On dénombre 11 512 personnes en activité sur la commune, réparties ainsi :



Un peu d'histoire...sur les pas des CCAS

Du bureau de bienfaisance au Centre Communal d'Action Sociale

L'action sociale apparaît comme une préoccupation ancienne.
Dans l'antiquité, l'assistance était perçue comme une simple obligation morale. Au Moyen Age, l'Eglise devient le principal acteur de lutte contre la misère croissante. Mais sous l'Ancien Régime, l'aumône et la charité sont laïcisées et gérées par les municipalités, répondant ainsi au souci du maintien de l'ordre public.
La Révolution apporte un nouveau regard sur les problèmes de paupérisation, en développant l'idée selon laquelle l'aide sociale doit être considérée comme une « créance sur la société », un véritable droit pour les bénéficiaires.

« Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la substance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler » Déclaration des droits de l'homme et du citoyen , 1793.

Ces réflexions donneront lieu sous le Directoire et la troisième République à deux lois :

Loi du 7 Frimaire An V (27/11/1796) : Création des « bureaux de bienfaisance chargés de recevoir, gérer et répartir le « droit des pauvres » (taxes sur les spectacles)

Loi du 15 juillet 1893 ; création des « bureaux d'assistance » dont le rôle était d'assurer une assistance médicale.

Pendant 60 ans ces deux établissements coexistent jusqu'à leur fusion qui est décidée par **décret du 29 novembre 1953 ;** cette fusion donnera naissance au Bureau d'Aide Sociale**.**

Parallèlement à cette réforme, est instauré un système de protection sociale.

La loi du 6 janvier 1986, prenant en compte la décentralisation, consacre la nouvelle dénomination des B.A.S. qui deviennent ainsi les « Centre Communaux d'Action Sociale (C.C.A.S) » Le législateur leur confie une compétence globale dans le champ de l'action sociale et médico-sociale.

Le décret du 6 mai 1995 apporte encore davantage de légitimité aux CCAS en élargissant leur cadre d'intervention et organise leur fonctionnement.

D'autres lois ont également contribué au positionnement des CCAS et notamment :

- **Loi du 1er décembre 1988,** instituant le Revenu Minimum d'Insertion associant les C.C.A.S. à la procédure d'instruction et de suivi des dossiers.

- **Loi du 29 juillet 1998,** relative à la lutte contre les exclusions qui reconnaît le rôle des C.C.A.S dans son article 1er.

- **Loi du 27 juillet 1999,** créant la Couverture Maladie Universelle qui confère aux C.C.A.S. un rôle de domiciliation des personnes sans domicile stable

- **Loi du 2 janvier 2002**, rénovant l'action sociale et médico-sociale, qui met l'accent sur les droits des usagers et l'évaluation de la qualité du service rendu.

- **Loi du 11 février 2005**, loi sur le handicap promulguant l'égalité des droits et des chances à l'égard des personnes en situation de handicap.

- **Loi du 5 mars 2007**, loi instituant le droit opposable au logement et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale dans le champ de l'habitat et instituant un nouveau régime de domiciliation pour les personnes sans résidence stable.

Le Centre Communal d'Action Sociale

EST

Un Établissement Public Administratif

Présidé de droit par le Maire
avec un vice-président élu par
le Conseil d'Administration du CCAS

Doté d'une autonomie
juridique et financière

Régi par les
Articles L.123-4 à L.123-9 et R.123-1 à R.123-26
du Code de l'Action Sociale et des Familles

Le Centre Communal d'Action Sociale
a pour mission :

D'animer une action générale de prévention
et de développement social dans la commune
en étroite liaison avec les institutions publiques
et privées.

D'instruire les dossiers de demande d'aide sociale
soit au titre de la solidarité nationale, soit au nom du
département, soit pour répondre aux orientations
de la politique sociale de la ville.

De procéder à une analyse des besoins sociaux
de la commune.

Statut et organisation juridique

Le CCAS est un Établissement Public Administratif

Il est doté de la personnalité morale de droit public, lui conférant une autonomie administrative à l'égard de la commune.

Il possède ainsi :

- Une personnalité juridique : la qualification d'établissement public lui confère une personnalité morale distincte de celle de la commune à laquelle il est rattaché.

- Une certaine autonomie : autonomie administrative, financière et fonctionnelle (organe délibérant, organe exécutif, personnel et patrimoine propres)

Cependant, en vertu du principe de rattachement à la Commune, celle-ci dispose d'un véritable droit de regard sur les principales actions du CCAS, d'autant plus que sa mission est de mettre en œuvre la politique sociale municipale.

Le CCAS de La Teste de Buch est membre de l'Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale.

Fondée en 1926, l'UNCCAS fédère les CCAS. Véritable tête de réseau, elle a pour vocation de représenter, d'animer et d'accompagner les CCAS aux niveaux départemental, régional, national et européen. Elle compte 3 900 CCAS adhérents.

L'UNCCAS assure de nombreuses missions dont celle d'apporter un outil technique et pratique aux CCAS. Ainsi, l'UNCCAS :

- représente et soutient ses adhérents
- anime un réseau et développe les échanges d'expériences
- participe aux grands débats nationaux pour promouvoir une meilleure politique sociale
- informe et alerte ses adhérents sur les évolutions législatives et l'actualité de l'action sociale

Le CCAS de La Teste de Buch est aussi membre de l'UDCCAS de Gironde (Union Départementale des CCAS).

Les instances de décision

Le CCAS est administré par un Conseil d'Administration, présidé de droit par le Maire, ou en son absence par le vice-président.
Le nombre de membres est déterminé par délibération du Conseil Municipal. Il est fixé pour le CCAS de la Ville de La Teste de Buch à 10 membres auxquels s'ajoute le Maire, Président.

Une structure paritaire

Celui-ci est constitué paritairement : d'élus désignés par le conseil municipal et de personnes qualifiées dans le secteur de l'action sociale nommées par le Maire :

- la présence d'élus au sein du C.A. permet de garantir la cohérence des choix opérés par le CCAS avec le reste des actions de la Ville

- la présence de représentants d'associations donne au CCAS un rôle privilégié comme point de rencontres et d'échanges des acteurs sociaux de la commune.

Les membres élus le sont par le Conseil Municipal en son sein, à la représentation proportionnelle.

Le Maire, doit nommer 5 membres dont 4 parmi les représentants d'associations :

- familiales (proposé par l'U.D.A.F.)
- d'insertion et de lutte contre l'exclusion
- œuvrant dans le secteur des personnes âgées
- œuvrant dans le secteur des personnes handicapées

Par ailleurs le dernier membre, participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social dans la Commune, est nommé à la discrétion du Maire. La composition du Conseil d'Administration figure en annexe.

Les membres du Conseil d'Administration, comme le personnel du CCAS, sont tenus au secret professionnel dans les termes de l'article 226-13 et 226-14 du code pénal et passibles des peines prévues à l'article 226-13.

Les séances du Conseil d'Administration sont privées ; des suspensions de séances peuvent être prononcées pour permettre d'entendre des professionnels extérieurs ou des services pour permettre aux administrateurs d'exercer au mieux leur droit à l'information.
Les actes du CCAS (délibérations, décisions, arrêtés) suivent le régime général des actes des collectivités territoriales ; de même les règles de la comptabilité des communes s'appliquent également au CCAS.

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE
LA TESTE DE BUCH
MANDAT 2020- 2026

Président : M. Patrick DAVET - Maire

FONCTION	NOMS	COLLEGE REPRESENTE
Administrateur élu par le conseil municipal	**Mme Brigitte GRONDONA**	Elue
Administrateur élu par le conseil municipal	**Mme Geneviève SECQUES**	Elue
Administrateur élu par le conseil municipal	**M. Eric BERNARD**	Elu
Administrateur élu par le conseil municipal	**Mme Christel JECKEL**	Elue
Administrateur élu par le conseil municipal	**Mme Christine DELMAS**	Elue
Administrateur nommé	**Mme Françoise COINEAU**	Associations familiales (Femmes Solidaires)
Administrateur nommé	**Mme Isabelle HYOT**	Associations lutte contre l'exclusion (L'ESSOR)
Administrateur nommé	**Mme Carol COMBECAVE**	Associations Personnes Handicapées (M en Rouge)
Administrateur nommé	**Mme Marie-Ange BOUET**	Associations Personnes Âgées (Club de l'Amitié)
Administrateur nommé	**Mme Chantal ISIDORE**	Sur décision du Maire, personne qualifiée (Solidarité Tiers Monde)

Les moyens humains

Le CCAS, établissement public local obligatoire est doté d'un personnel propre affecté aux missions de l'établissement qui relève du statut de la fonction publique territoriale.

L'organigramme fonctionnel du CCAS dépend des missions développées et de la proportion de la population attachée à l'établissement. Il évolue en permanence afin de s'adapter aux évolutions du cadre juridique et pour prendre en compte les attentes des usagers.

Les frais de personnel en 2019
Pour le budget principal : **946 100,37 €** - représentent 57,04 % du budget de fonctionnement.
Pour le budget annexe (SAAD) : **986 365,46 €** soit 88,39 % des charges de gestion.

Les effectifs :
AU CCAS :

- un directeur
- Pôle administratif et financier : 2 agents
- Pôle Accueil, Action Sociale, Logement, Accès aux droits : 9 agents
- Pôle Seniors : 34 agents
- 2 agents détachés à la Ville de La Teste de Buch

48 personnes soit :

- au CCAS, 16 agents (15,5 ETP)
- à la Résidence Autonomie : 4 permanents (3,8 ETP)
- 26 aides à domicile ou auxiliaire de vie sociale

Les actes administratifs et comptables du CCAS :

Le budget de fonctionnement 2019 du CCAS voté en décembre 2018 s'élève à **1 778 300 €** (exécuté à 93 % pour les dépenses et à 103 % pour les recettes).
Le budget annexe du SAAD pour 2019 s'élève à **1 185 820 €** (exécuté à 94 % pour les dépenses et seulement 98 % pour les recettes).

Le Conseil d'Administration du CCAS s'est réuni 6 fois durant l'année pour 64 délibérations.
Le président du CCAS a pris 35 décisions.

L'appui sur les ressources techniques de l'UNCCAS et de l'UDCCAS

Pour faire face à leurs multiples obligations dans un maquis réglementaire complexe et mouvant, les CCAS s'appuient beaucoup sur les ressources techniques de l'UNCCAS et de l'UDCCAS. Un pôle juridique et technique couvre tous les champs de l'action sociale et médico-sociale ainsi que tous les aspects administratifs et juridiques de la gestion des CCAS.

L'UDCCAS bénéficie d'un chargé de mission pour accompagner les différents CCAS adhérents dans leurs missions.

Le rôle indispensable des services municipaux :

Les équipes du CCAS ont également besoin d'être conseillées et appuyées pour maîtriser des fonctions qui ne sont pas au cœur de leur métier : les achats, les marchés, les finances, la communication, la gestion de bâtiments, les ressources humaines, l'organisation de manifestations et festivités, etc.
Sans être un spécialiste de ces fonctions, nous devons pourtant les maîtriser pour dialoguer avec les services et obtenir la prise en compte de nos besoins spécifiques.

Les Missions Générales

Les missions du CCAS sont officiellement définies par les articles L.123-1 à L.123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles qui stipulent :

« Le CCAS procède au moins une fois durant le mandat à une analyse des besoins sociaux de l'ensemble de la population…

Le CCAS anime une action générale de prévention et développement social dans la commune avec les institutions publiques et privées.

Il peut intervenir sous forme de prestations remboursables ou non remboursables.

Il participe à l'instruction des demandes d'aide sociale dans les conditions fixées par voie réglementaire. Il transmet les demandes dont l'instruction incombe à une autre autorité. L'établissement du dossier et sa transmission constituent une obligation, indépendamment du bien-fondé de la démarche …

Le CCAS peut créer et gérer tout établissement ou service à caractère médico-social.

Le CCAS constitue et tient à jour un fichier des personnes bénéficiaires de prestations protégé par le secret professionnel…. »

Le CCAS peut intervenir soit dans le cadre de missions obligatoires, soit dans le cadre de missions facultatives

Missions des services du CCAS de LA TESTE DE BUCH

Le CCAS est d'abord un espace d'accueil, un lieu d'écoute, de conseils et d'orientation de la population, pour tous les âges de la vie.

De par sa proximité et son attachement communal, le CCAS est le premier guichet accessible à tout public en difficulté, pour faciliter l'accès aux droits, ou tout simplement à la recherche d'informations pour l'organisation de sa vie quotidienne de la petite enfance à la vieillesse .

La mission du CCAS répond aux objectifs suivants :

- accueillir toute personne en difficulté et répondre à l'urgence sociale
- orienter vers les organismes compétents et vérifier la pertinence de cette démarche
- préserver la proximité avec l'usager
- faciliter l'insertion
- faciliter l'accès aux droits des populations précarisées

La place de l'usager

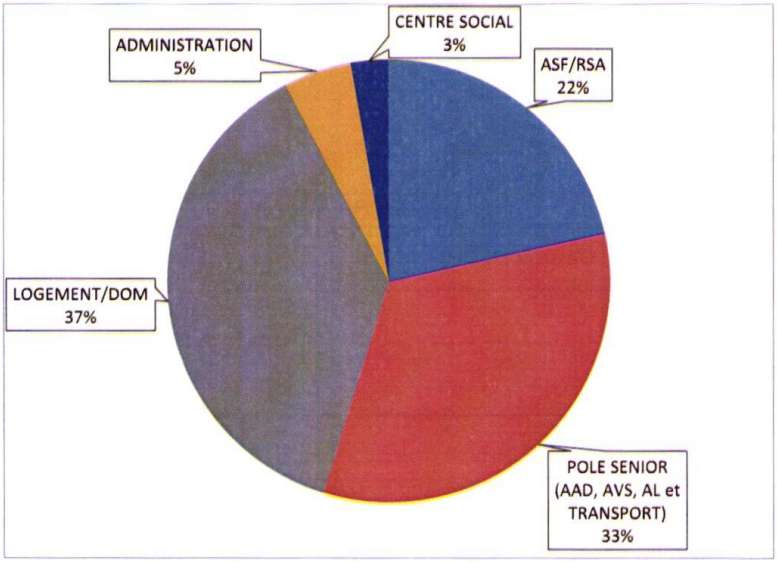
L'objectif : reconnaître l'usager du service social comme un citoyen à part entière et dans le plein usage de ses droits :

- droit à la liberté d'expression d'une demande
- droit au respect : dans l'accueil, la disponibilité et l'écoute
- droit à la transparence de ses droits (compréhension des décisions, possibilité de recours..)

Accueil du CCAS

L'accueil physique et téléphonique du CCAS est assuré par deux agents et représente une mission essentielle d'information et d'orientation des usagers.

En 2019 :



	ACCUEIL	TEL	TOTAUX
ASF/RSA	791	1117	1908
POLE SENIOR AAD/AVS/AL et TRANSPORT	921	1757	2678
LOGEMENT/DOM	1194	1528	2722
ADMINISTRATION	43	327	370
CENTRE SOCIAL	54	163	217
DIVERS	100	236	336
TOTAL	3103	5128	8231
TOTAL ACCUEIL ET TEL	8231		

L'aide sociale

Le CCAS participe, dans la cadre de ses missions obligatoires, à l'instruction des demandes d'aide sociale à l'hébergement pour les personnes âgées et handicapées pour le compte du Département de la Gironde.
Depuis 2018, les petits-enfants n'étant plus Obligés Alimentaires en Gironde ont permis de réduire le nombre de dossiers à instruire.

La répartition des dossiers en 2019 :
Dossier Hébergement en Etablissement (PA et PH) : 29 dossiers

Personnes Agées		Personnes Handicapées	
Dossiers d'Obligation Alimentaire	163	Dossiers MDPH	60
APA	62		
Allocation Supplémentaire Personne Âgée (ASPA)	2		
Demandes d'aide à domicile Caisses de retraite Renouvellement 25 1ère demande 3	28		

158 demandes des Notaires pour des informations sur l'Aide Sociale suite au décès d'un habitant de la commune.

La domiciliation

Cette mission figure dans les missions légales des CCAS : « obligation de domicilier sous condition de lien avec la commune » en vertu des articles L.264-1 et L.264-4 du Code de l'action sociale et des familles (CASF).

Modifié par la Loi ALUR du 24 mars 2014, applicable par Décret du 19 mai 2016 et une circulaire du 10 juin 2016 :

Principe de domiciliation: Les personnes sans domicile stable doivent élire domicile auprès soit d'un organisme agréé soit d'un CCAS. Pour ce faire il est obligatoire d'« établir le lien avec la commune » :

Le terme de séjour s'applique à la notion de territoire communal :

- « Un logement fixe sur le territoire communal : avec statut d'occupation (foyer, chambre meublée, etc.), avec statut d'occupation précaire ou inadéquat (mobil-homes, voiture, habitat sous convention d'occupation précaire, etc.) ; sans statut d'occupation (squat, bidonville, etc.) ;
- un logement ou la résidence mobile sur le territoire communal : terrestre constituant l'habitat permanent, bénéficiant d'une autorisation d'installation de plus de 3 mois ou non ; fluvial ou maritime (bateliers) ;
- ou sans logement : personnes vivant dans la rue ou dans un espace public sur le territoire communal. »

A réception de la demande de domiciliation : un imprimé cerfa « demande d'élection de domicile » doit être complété à l'accueil afin que la personne chargée de la domiciliation fixe un RV dans les 8 jours. Le document ainsi complété doit être remis à la personne concernée. Lors de l'entretien de domiciliation une évaluation est faite pour déterminer le lien avec la commune, ainsi qu'une information complète sur les droits, devoirs et obligations en matière de domiciliation. Le recueil des justificatifs clôture l'enregistrement sur le logiciel de la demande. Si accord, un dossier est ouvert pour remise du courrier, si refus il doit être motivé et notifié au demandeur par écrit (le nouveau formulaire d'attestation d'élection de domicile prévoit une mention « Refus » avec « Orientation proposée »)

En interne, deux fois par an le point est fait avec passage en régulation afin d'établir un rapport d'activité fiable et obligatoire à transmettre à la Préfecture.

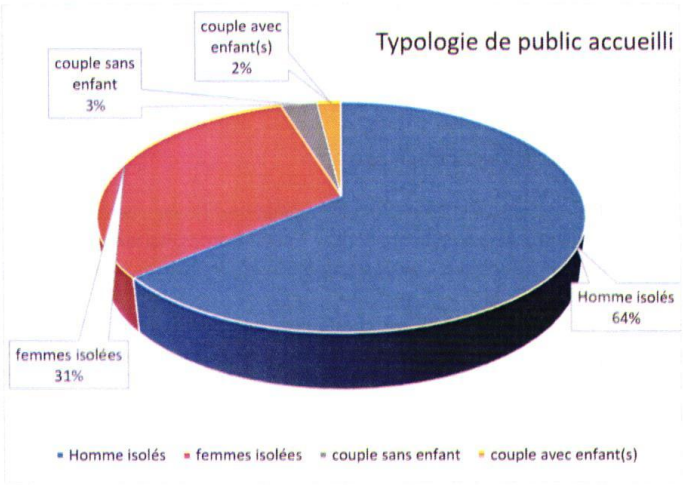
Le service répond dans les 8 jours aux demandes de domiciliation en moyenne et l'entretien d'admission se déroule entre 30 et 45 minutes.

Du 1er Janvier au 31 décembre de l'année 2019, 100 personnes ont été domiciliées au CCAS, **soit 30 personnes de moins qu'en 2018**.

Nous avons réalisé 100 élections de domicile en 2019 dont 59 renouvellements et 41 nouvelles demandes. 2 sollicitations ont été refusées pour absence de lien avec la commune.

47 radiations ont été prononcées :

- 30 pour non manifestations de la personne pendant plus de 3 mois consécutifs
- 15 pour accès à un logement stable
- 2 pour changement de lieu de domiciliation



Missions facultatives

Les aides facultatives

Pour mener à bien sa mission de prévention et de développement social, l'un des leviers d'intervention stratégique du CCAS réside dans l'**attribution de prestations en nature ou en espèces, remboursables ou non**.

Le CCAS de La Teste de Buch peut attribuer différentes aides facultatives, voici le détail des interventions de ce service pour l'année 2019 :

- Aide alimentaire : 54 bons alimentaires ont été accordés à 6 familles, pour un montant total de 830 €. 39 colis d'urgences ont été remis ;
- Aide Financière : 32 dossiers ont été présentés en Conseil d'administration, qui a accordé 5 820,16 € d'aides. 2 dossiers ont été rejetés ;
- Attribution de chèques EAU : 81 familles ont bénéficié de chèques EAU pour un montant total de 16 502,43 €. 2 Dossiers ont été classés sans suite ou rejetés ;

- CMU/ACS : 55 dossiers de demande de CMU/ACS ont été instruit. 30 familles ont été orientées sur le dispositif « Ma Commune Ma Santé ».

Nombre de personnes reçues par l'agent en charge de ces aides entre le 01/01 et 31/12/2019 est de 402 personnes.

Une réflexion sur la redéfinition de l'attribution des aides facultatives par le CCAS a été engagée ainsi que la mise en place d'un règlement intérieur des aides.

Ce service est aussi sollicité pour des accompagnements complexes et demandant du temps, notamment pour des dossiers administratifs et budgétaires de personnes âgées (tutelle, mise sous protection, etc....).

Le Logement

Le service logement se compose de deux agents à temps plein avec des missions précises et complémentaires.

Un agent est en charge des premières demandes de logement, des renouvellements et du suivi avec tout ce que cela implique : rendez-vous, instructions des demandes de logement, commissions d'attributions logements organisées par les bailleurs sociaux, dossiers signalés par Monsieur le Maire et les élus, ainsi que le partenariat local.

Un agent est en charge de l'accompagnement des personnes en logement d'urgence, des sous location et des ALT, des dossiers signalés par les Partenaires, des impayés locatifs pour Domofrance et Clairsienne et des expulsions.

Les chiffres du logement sur La Teste de Buch au 31/12/2019

Type de logement	Nombre de logements dans cette commune au 01/01/2019	Nombre de demandes de logement en attente dans cette commune au 31/12/2019	Nombre de logements attribués dans cette commune en 2019
T1	14	157	3
T2	346	473	49
T3	704	366	79
T4	532	171	45
T5	80	21	10
T6	0	0	0
T7	0	0	0
T8	0	0	0
T9 et plus	0	0	0
Total	1 675 logements	1 188 demandes	186 attributions

Sur la totalité du parc locatif social, soit 1 675 logements, il y a 20 % de T2, 42 % de T3 et 32 % de T4.

Concernant les 1 188 demandes de logement en cours au 31/12/2019 :

- 40 % concerne les T2
- 30 % pour un T3
- 30 % pour un T4

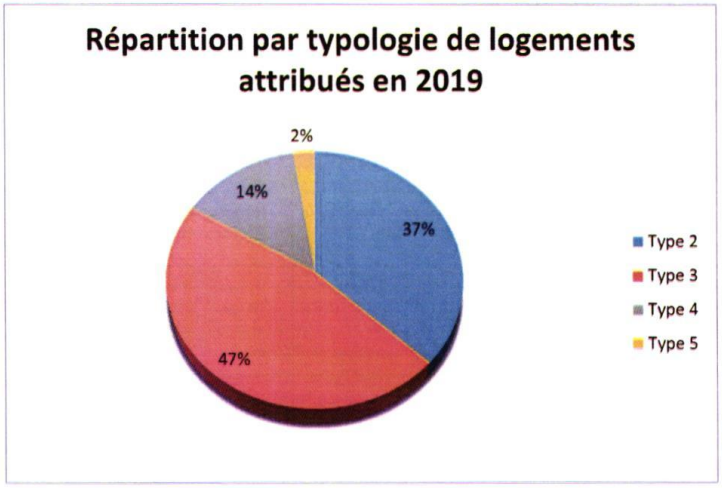
En 2019, 186 attributions ont été réalisées par l'ensemble des bailleurs sociaux dont 26,35 % pour un T2, 42,5 % pour un T3 et 24,20 % pour un T4.

Sur les 186 logements attribués, le CCAS est intervenu auprès des bailleurs pour soutenir le dossier de 122 Testerins demandeurs de logement, c'est-à-dire plus de 65 % des attributions. D'autres habitants de la commune, non connu du CCAS, ont pu obtenir un logement social. 138 nouvelles demandes de logements sociaux ont été déposées au CCAS et 103 renouvellements de demande.

514 personnes ont été reçues par l'agent en charge du Logement durant la période du 1er Janvier au 31 décembre 2019.

Il a contribué à l'attribution de 122 logements sociaux :

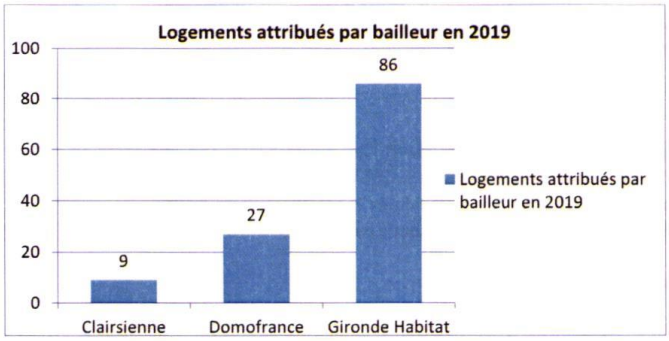
45 de type 2
57 de type 3
17 de type 4
3 de type 5



257 personnes ont été relogées dont 153 adultes et 104 enfants.

Livraison de nouveaux programmes en 2019 :
La Résidence les Esteys de Galliéni par Gironde Habitat. La Résidence Jean de Grailly par Domofrance.
L'attention a été portée sur les possibilités de mutations.

100 % des attributions émanant du service Logement ont concerné des familles testerines ou des salariés d'entreprise testerine.



Prévisionnel de livraison programmes neufs en 2020/2021 :
- la Résidence le Canter par Gironde Habitat
- Résidence Odyssée, rue Menan par Domofrance
- Résidence Cœur de Bassin par Domofrance
- Résidence Fontebride rue Lody par Gironde Habitat
- Villa Edonya rue du Président Carnot par Gironde Habitat

Le Logement d'Urgence

Le CCAS de La Teste de Buch assure un service de logement d'urgence permettant la mise à l'abri des personnes sans domicile fixes ou stables ou en rupture d'hébergement, ayant un projet de relogement. Un accompagnement par un travailleur social est assuré pour permettre l'admission dans un logement dit d'urgence, définir le projet de vie et assurer le suivi social.

Le logement d'urgence est composé de différentes solutions d'accueil :

- Chalets d'urgence – plaine Bonneval : 4 chalets meublés d'accueil collectif (3 box par chalet – maximum 6 pers.), mis à disposition par la Ville au CCAS depuis 2014, équipés d'une cuisine collective, de salles d'eau, d'un lave-linge.
  Un contrat mensuel est établi avec les bénéficiaires. La participation aux frais d'hébergement (eau, électricité, chauffage) s'élève à 60 €/mois. Les résidents s'engagent à établir des démarches de relogement et à suivre le projet social conclu avec l'assistante sociale.
- Logement en ALT (Allocation Logement Temporaire). Cet accueil d'urgence se fait :
  - sur un chalet à l'entrée de la plaine Bonneval de Type 4
  - dans un appartement T4 à la Règue Verte (location du CCAS à Gironde Habitat)
  - deux logements T1bis situés rue Castelnau

  La participation financière des personnes hébergées s'élève à 150 €/mois pour les T4 et 60 € pour les T1bis - toutes charges comprises (eau, électricité, chauffage). Les logements sont meublés.
  Pour ces logements, le CCAS est conventionné par l'Etat (13 894 € en 2019) et avec le Fond de Solidarité Logement pour assurer le suivi des personnes hébergées et perçoit une subvention de 7 736 €/an.

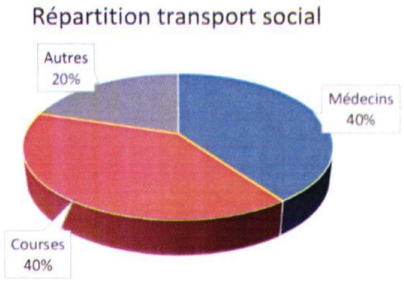
Le transport social

Le CCAS de La Teste de Buch a mis en place un système d'accompagnement véhiculé pour les personnes isolées et/ou les personnes de 65 ans et plus, sous conditions de ressources. L'accompagnement est tarifé entre 3€ et 7€ en fonction des ressources.

Conditions d'Attribution

Les demandes doivent être formulées auprès du CCAS au 06.85.82.48.12.
Le secteur géographique d'intervention se limite au territoire de la COBAS.
Le transport est accordé en priorité aux personnes ayant les plus faibles ressources. Il ne peut être utilisé pour les déplacements médicaux pris en charge par la sécurité sociale.

En 2019, 1 217 transports ont été réalisés, répartis ainsi :



Pour l'année 2019, la participation des bénéficiaires s'élève à 5 982,70 €, soit 4,92 €/trajet en moyenne.

Service RSA

Le CCAS est en convention avec le Département de la Gironde pour accompagner 100 bénéficiaires pour leur insertion sociale.

Un agent assure l'accompagnement de bénéficiaires du RSA dans leurs différentes démarches (logement, santé, insertion professionnelle...) en lien avec différents partenaires du secteur.

Le taux de contractualisation du CCAS est de 100 %

En 2019, le CCAS de La Teste a suivi en file active 132 allocataires du RSA dont 49 nouvelles orientations du Département, ce qui représente une augmentation significative par rapport à l'année 2018 (121 suivis dont 34 nouvelles orientations). 274 entretiens ont été réalisés sur l'année.

Le service d'aide et d'accompagnement à domicile

Le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) a été créé le 1er janvier 1978 au sein du Bureau d'Aide Sociale, appelé depuis la loi du 6 janvier 1986 Centre Communal d'Action Sociale.

Le service Auxiliaire de Vie Sociale a été créé en 2010. Il est venu renforcer le service Aide à domicile, en assumant des missions distinctes mais complémentaires à celles du SAD.

Les missions du service

Le service d'Aide à Domicile intervient auprès de populations en perte d'autonomie ou handicapées. Son public est principalement constitué de personnes bénéficiant de l'APA (allocation personnalisée d'autonomie), de la PCH (prestation de compensation du handicap) ou d'une prise en charge par leur caisse de retraite, mais certains usagers peuvent financer la totalité du tarif horaire.

Le travail de l'aide à domicile porte essentiellement sur l'environnement de la personne (entretien du linge et du logement) en essayant toutefois de l'impliquer au maximum pour maintenir une certaine autonomie : les aides à domicile ont pour mission d'« aider à faire » et non pas de « faire à la place de ».

Elles interviennent également dans la préparation des repas, l'accompagnement aux courses et l'aide aux démarches administratives.

Le service Auxiliaires de Vie Sociale (AVS), service d'aide aux personnes bénéficiant de l'APA ou de la PCH, intervient auprès de populations malades, handicapées ou fragilisées très dépendantes, pour accomplir les actes de la vie ordinaire.

Ses principales missions sont l'aide au repas, aux courses, à la petite toilette, à l'habillage et au déshabillage, à la mobilité ainsi que l'entretien des pièces à vivre. Soutien et accompagnatrice, l'auxiliaire de vie sociale aide à la promenade, accompagne le bénéficiaire lors de sorties, effectue des démarches administratives ainsi que des stimulations diverses (jeux, rapport à autrui, discussion,) afin de faciliter les échanges sociaux.

Le SAAD compte actuellement une vingtaine d'aides à domicile et d'auxiliaire de vie sociale qui interviennent chez 211 bénéficiaires.
En 2019, nous avons effectués 38 242 heures d'intervention auprès de 262 bénéficiaires.

Le SAAD est engagé dans une expérimentation SPASAD (Services Polyvalents d'Aide et de Soins à Domicile) avec le Service de Soins Infirmiers à Domicile du Bassin d'Arcachon Sud. Ils assurent conjointement les missions d'un service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) et d'un Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD). Leur action s'appuie sur un projet individualisé d'aide, d'accompagnement et de soins, basé sur une évaluation globale des besoins de la personne.

Téléassistance

Le CCAS a conventionné avec la société Sécuritas afin de proposer aux testerins un dispositif de téléassistance. Une participation financière du CCAS est accordée en fonction des ressources des usagers. En 2020, le coût mensuel maximal de ce service est fixé en fonction des ressources :

Ressources mensuelles personne seule	Ressources mensuelles couple	Participation usagers	Participation C.C.A.S
Supérieur à 1200 €	Supérieur à 2000 €	**8,00 €**	**0,43 €**
Supérieur à l'ASPA et inférieur ou égal à 1200€	Supérieur à 1250€ et inférieur ou égal à 2000€	**4,45 €**	**3,98 €**
Inférieur ou égal au montant de l'ASPA (allocation de solidarité aux personnes âgées)	Inférieur ou égal à 1250€	**1,50 €**	**6,93 €**

Le dossier est constitué par le CCAS puis transmis au téléassisteur pour d'installation au domicile sous 48h.

Au 31/12/2019, nous avons 502 personnes inscrites au service (dont 127 nouvelles demandes contre 71 sortie du dispositif), soit + 12,55 % en un an.

Au 30/06/2020, nous avons 528 bénéficiaires soit +5.18 % sur le 1er semestre 2020.

Portage de repas à domicile

Le CCAS propose aux testerins de 60 ans et plus ou handicapés un service de portage de repas à domicile dont le prix varie en fonction des revenus des usagers. La livraison s'effectue du lundi au vendredi et peut inclure les repas du week-end.

La prestation est assurée par SOGERES dans le cadre d'une Délégation de Service Public.

Conditions d'attribution

Avoir 60 ans et plus ou être handicapé.

Envoyer le dossier complet de la demande 48 heures avant la mise en place du service (sauf urgence).

Le tarif est fixé en fonction des ressources et s'applique également pour les Résidents de Lou Saubona.

Revenus perçus de référence Portage des repas à domicile et repas livrés à la RPA	**Tarifs au 01/01/2020**
Inférieur ou égal au montant de l'ASPA (allocation de solidarité aux personnes âgées)	**4.40 €**
Supérieur à l'ASPA et inférieur ou égal à 1200€ pour 1 personne seule et 2000€ pour 2 personnes	**5.50 €**
Revenu supérieur à 1200€ pour 1 personne seule et 2000€ pour 2 personnes	**7,80 €**
Tarif pour les personnes invitées	**8,60 €**

Le Pôle Administratif et Financier du CCAS

Pour gérer le CCAS et le Service d'Aide et d'Accompagnement à domicile, deux agents s'occupent des ressources humaines, de la comptabilité et de l'administration du service.

L'activité comptable en 2019 :

DEPENSES Nombre de bordereau	DEPENSES Nombre de bordereau ANNULATION	DEPENSES Nombre de bordereau REJET
147	7	10
RECETTES Nombre de bordereau	RECETTES Nombre de bordereau ANNULATION	RECETTES Nombre de bordereau REJET
63	6	3

CCAS

- 91 bons de commande réalisés
- 240 engagements

- Mandaté : 204.0184,55 €
- Recettes : 224.0377,25 €

INVESTISSEMENT 2019 : 349.670,44 €

SAAD

DEPENSES Nombre de bordereau	DEPENSES Nombre de bordereau ANNULATION	DEPENSES Nombre de bordereau REJET
51	1	5
RECETTES Nombre de bordereau	RECETTES Nombre de bordereau ANNULATION	RECETTES Nombre de bordereau REJET
42	3	3

- 0 bon de commande réalisé
- 6 engagements

- Mandaté : 1.115.867,11 €
- Recettes : 1.117.834,43 €

Résidence Autonomie « LOU SAUBONA »

Anciennement appelé RPA l'établissement est nouvellement dénommé Résidence Autonomie dans le cadre de la loi d'Adaptation au Vieillissement (ASV) du 28 décembre 2015, il fait toujours partie de la catégorie des EHPA en tant qu'établissement médico-social. La résidence a été construite en 1985 et se constitue de 58 logements de type T1bis.

L'EHPA, Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées se distingue de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD). C'est une structure hébergeant les personnes âgées valides, seules ou en couple, autonomes de 60 ans et plus.

La Résidence Autonomie est un établissement médico-social non médicalisé, est régi par la loi 2002-2 et complétée par la loi ASV de Décembre 2015.

Une des caractéristiques de la Résidence Autonomie est qu'elle ne dispense aucun soin aux résidents, qui doivent donc faire appel à leur médecin traitant, un infirmier libéral, un kinésithérapeute, etc. Le personnel de la résidence n'est pas autorisé à prodiguer des soins médicaux, quels qu'ils soient.

La Résidence Autonomie est constituée de logements non meublés, dont les résidents sont locataires. A ce titre, le logement est un espace de vie que chacun peut aménager avec son mobilier personnel.

Les personnes âgées habitant en Résidence Autonomie se voient proposer des prestations en complément de leur logement : restauration, animations, salle de détente, etc. L'usage des équipements et des services collectifs est facultatif.

Les frais d'hébergement (loyer, chauffage, eau, équipements et leur entretien) et les éventuels frais annexes (restauration, animation) sont réglés par le résident. L'Aide au Logement Social (ALS), versée par la CAF ou la Mutuelle Sociale Agricole (MSA) selon des critères de ressources, est déduite de la facture mensuelle établie par la résidence.

Missions générales partagées

L'objectif de l'établissement est de créer les conditions de vie les plus adaptées aux personnes âgées par le biais notamment, d'une sécurité matérielle et physique. Il s'agit aussi de garantir à la personne âgée l'exercice de ses droits et libertés individuels, c'est-à-dire le respect de sa dignité, de son intégrité, de sa vie privée, de son intimité et de sa sécurité. Nous pouvons définir les missions de l'établissement comme : Accueillir, Prévenir, Accompagner.

Accueillir

La mission première de l'établissement est d'accueillir le résident par une présence régulière et au plus près des personnes pour y apporter une réponse attentive.
L'établissement propose des prestations aux résidents (restauration, animation, etc.) tout en préservant l'intimité du « chez soi » et la qualité de l'accueil institutionnel.

Prévenir

L'établissement favorise et maintient l'autonomie des résidents par : la prévention et la lutte contre l'isolement, le lien social par le biais des animations et des activités, l'adaptation du logement (accessibilité, ergonomie, confort, sécurité), ce qui permet de prévenir la dépendance et la perte d'autonomie.

Accompagner

La définition de l'accompagnement de la personne âgée en Résidence Autonomie se décline tant en collectif qu'en individuel par :

- des activités, des sorties, des animations, qui favorisent son insertion au sein de l'établissement et à l'extérieur.
- un suivi individualisé, quotidien dans les difficultés rencontrées (santé, deuil, isolement, précarité, etc.)

Cet accompagnement permet d'inscrire le résident dans la vie sociale et permet l'exercice de sa citoyenneté.
Les modalités d'intervention s'adaptent à l'évolution des besoins et attentes des résidents et suivent l'évolution de leur niveau d'autonomie.

La Résidence Autonomie accueille 58 résidents.
La redevance locative s'élève à :

LOYER	287,68 €
CHARGES ENTRETIEN	161,26 €
CHARGES ENERGIE	59,01 €
TOTAL PLAFOND REDEVANCE MENSUELLE	**507,96 €**

L'augmentation est réglementée par l'indice IRL du 2ème trimestre de chaque année soit pour 2020 (+1,53%).
En 2019/2020, la résidence a été complétement rénovée par Logévie qui est propriétaire des bâtiments pour un montant total des travaux de 4 543 652 €.

QUELQUES PERSPECTIVES POUR 2020...

SERVICE d'ACCOMPAGNEMENT ET D'AIDE AUX DEMARCHES ADMINISTRATIVES et SERVICE HANDICAP



Depuis le 1er janvier 2020, un agent a été recruté pour accompagner les administrés rencontrant des difficultés dans leurs démarches administratives, en particulier sur le plan numérique.

Des rencontres sont possibles chaque semaine en proximité dans les Maisons des Habitants et à la Centrale.

Un accueil spécifique pour les personnes en situation de handicap est proposé.

MODERNISATION DU SERVICE D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE

Financé par le Département de la Gironde en 2019, la télégestion du SAAD va être mise en place à l'automne 2020 pour permettre un accompagnent plus qualitatif auprès des bénéficiaires.

RESIDENCE AUTONOMIE

Organiser le fonctionnement de la nouvelle résidence avec l'accueil d'une quinzaine de nouveaux résidents, la mise en place d'un nouveau Conseil de Vie Social, l'inauguration de la structure...

AIDE FACULTATIVE

Réflexion avec les administrateurs du CCAS et les agents sur l'écriture d'un Règlement d'Attribution des Aides Facultatives.

ANNEXES

PRINCIPAUX PARTENAIRES DU CCAS ET PRESENCE DU CCAS DANS DIFFERENTES INSTANCES

La Ville de LA TESTE DE BUCH
La COBAS
La Maison Départementale des Solidarités – Département de la Gironde
Union Nationale des CCAS
Union Départementale des CCAS
Association des Cadres Territoriaux de l'Action Sociale
CNFPT
Comité des directeurs de CCAS de Gironde
Instance Technique Territoriale Locale : FLS, fonds énergie…
Femmes Solidaires
Solidarité Tiers Monde
Vestiaire Populaire
Secours Catholique
Secours Populaire
La Croix-Rouge Française
Les restos du cœur
EDF/ Cellule Précarité
Services d'Aide à Domicile
Clairsienne/Gironde-Habitat/Domofrance/Enéal
ADIL 33
ARS/Santé Publique France
SSIAD
CAF
CARSAT
Mission Locale

Monsieur le Maire :
Merci Mme Grondona,

Madame GRONDONA :
Si vous permettez j'ai préparé un petit résumé qui était joint en annexe.
Le document joint à la délibération vous présente le CCAS, établissement public de la Ville de La Teste de Buch, dont les missions sont réglementées par le Code de l'Action Sociale et des Familles :

- Animer une action générale de prévention et de développement social dans la commune en étroite liaison avec les institutions publiques et privées.
- Instruire les dossiers de demande d'aide sociale soit au titre de la solidarité nationale, soit au nom du département, soit pour répondre aux orientations de la politique sociale de la ville.
- Procéder à une analyse des besoins sociaux de la commune.

Le CCAS accompagne les habitants en difficultés mais gère aussi un Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile et une Résidence Autonomie, Lou saubona.

Le budget de fonctionnement 2019 du CCAS voté en décembre 2018 s'élève à 1 778 300€
Le budget annexe du SAAD pour 2019 s'élève à 1 185 820€

En 2019, le CCAS de La Teste de Buch a accueilli 3 103 personnes et reçu 5 128 appels téléphoniques. L'accueil physique et téléphonique du CCAS est assuré par deux agents et représente une mission essentielle d'information et d'orientation des usagers.

Les missions obligatoires, le CCAS participe dans la cadre de ses missions obligatoires, à l'instruction des demandes d'aides sociales à l'hébergement pour les personnes âgées et handicapées pour le compte du Département de la Gironde.

Cela correspond à 29 dossiers d'aide sociale à l'hébergement en EHPAD, 163 dossiers d'obligation alimentaire), 62 demandes d'APA, 2 demandes d'ASPA, 28 demandes d'aide-ménagère et 60 dossier de MDPH.

La domiciliation : les personnes sans domicile stable doivent élire domicile auprès soit d'un organisme agréé soit d'un CCAS. Pour ce faire il est obligatoire d'établir le lien avec la commune. En 2019, 100 personnes ont été domiciliées.

Les missions facultatives en 2019 qui correspondent aux bons alimentaires et aux colis d'urgence, les aides financières, les familles aidées par les Chèques eau et les dossiers CMU.

Le logement en 2019, 186 attributions de logements pour 1 188 demandes (pour rappel, le parc locatif des logements sociaux est de 1 675 logements).

Le CCAS est intervenu auprès des bailleurs pour soutenir 122 dossiers de Testerins soit 65 % des attributions, 514 personnes reçues par l'agent en charge du logement

Concernant le logement d'urgence, le CCAS gère 4 chalets sur la plaine Bonneval, des logements en ALT.

Le transport social, 1 217 transports ont été réalisés pour des personnes âgées 40 % pour les courses et 40 % pour un rdv médical.

Le RSA, le CCAS est en convention avec le Département de la Gironde pour accompagner une centaine de bénéficiaires.

Le SAAD, ce service crée en 1978 a accompagné 211 bénéficiaires en 2019, une expérimentation SPASAD (Service Polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile) est en cours avec le Service de Soins Infirmiers à Domicile du Bassin d'Arcachon Sud.

La téléassistance, 502 personnes ont pu en bénéficier avec un tarif entre 1,50 € à 8€/mois.

Le portage des repas est assuré en DSP avec la SOGERES.

La résidence Lou saubona, 2019 est marqué par la rénovation de la structure qui accueille 58 résidents dans un T1bis de 35 m² pour un loyer de 507,96 €.

En 2021 l'intégration de l'épicerie sociale et réflexion sur les aides financières accordées par le CCAS.

Je tiens à préciser que la ville de la Teste de Buch continuera à soutenir les actions du CCAS, j'en profite également pour féliciter le professionnalisme des agents du CCAS.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Grondona, nous arrivons au terme de ce conseil, il n'y a pas de question sur les décisions, je vous donne rendez-vous dès demain, car le père noël arrive entre 10h30 et 11h. Voyez si nous avions commencé à 17h, on ne pourrait plus sortir jusqu'à demain matin, puisqu'il serait 20h30, il faudrait que nous restions là jusqu'à demain…

Je vais quand même vous donnez la date du prochain conseil, le jeudi 18 février 2021 à 17H00, je vous souhaite de très bonnes fêtes avec l'espoir de vous voir demain.
Pour lundi je réitère l'invitation, Dominique si tu es intéressé lundi 14h30 nous allons à la Lagune.
Bonne soirée et bonnes fêtes à tous et soyez prudents.

La séance est levée à 18H45

_____

Approuvé par M. SLACK secrétaire de séance le : 11 février 2021